
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. XXVII

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC.

DU 12 JANVIER AU 27 FÉVRIER 1893

CES DEUX JOURS INCLUS

DANS LA CINQUANTE-SIXIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA SECONDE SESSION DE LA HUITIÈME LÉGISLATURE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

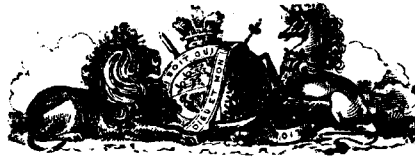
SESSION 1893

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR LÉGER BROUSSEAU

1893

Vol. xxvii.



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TROISIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve convoquée pour le TROISIÈME jour du mois d'AOUT, mil huit cent quatre-vingt-douze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DOUZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EX FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Secau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-douze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de *Québec*, ce HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent quatre-vingt-douze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, VENDREDI, le DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

A.-R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et à chacun de vous —

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil huit cent quatre-vingt-douze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil, Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MERCREDI, le ONZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EX FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE-RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce PREMIER jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit-cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le ONZIÈME jour du mois de JANVIER courant—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de *Québec* se trouve prorogée au ONZIÈME jour du mois de JANVIER courant ;

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DOUZIÈME jour du mois de JANVIER courant, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre Cité de *Québec*, le dit ONZIÈME jour de JANVIER courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER courant, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand SCEAU de Notre dite Province de *Québec*.
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DEUXIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-treize, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.



JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1893.

Jeudi, 12 janvier 1893.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée) pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme Huissier à la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif :—Et étant de retour :

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des Juges choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec,

1875 ", les rapport et jugement relatifs à l'élection pour le district électoral des Trois-Rivières ;

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit ;

DISTRICT ÉLECTORAL DES TROIS-RIVIÈRES

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec. }
No. 15.

COUR SUPÉRIEURE

Siégeant en Révision.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral des Trois-Rivières, tenue le huit mars, mil huit cent quatre-vingt-douze.

A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative,

Nous soussignés, juges de la cour supérieure, province de Québec, avons l'honneur de faire rapport :

Que cette cause nous a été soumise le vingt-sept septembre dernier, sans enquête, et que nous avons, le trente du même mois, annulé l'élection, vû la déclaration écrite et signée du défendeur, que des menées corruptrices suffisantes pour faire annuler son élection comme député à l'Assemblée législative de Québec, avaient été commises de la part de ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement ;

Que par suite d'un consentement par écrit, signé par les avocats des parties, les dépositions qui paraissent avoir été prises dans la cause par le sténographe, n'ont pas été transmises ni mises au dossier ;

Que la pétition d'élection alléguait que des manœuvres frauduleuses avaient été pratiquées à la dite élection ; que nous ignorons s'il a été prouvé que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance, et de son consentement ;

Que nous ne pouvons, pour la raison donnée ci-haut, donner les noms de toutes les personnes contre lesquelles on a, durant l'instruction de la pétition, prouvé la commission de quelque manœuvre frauduleuse, ni dire s'il y a raison

de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

Daté à Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) L. B. CARON, J. C. S.
F. W. ANDREWS, J. C. S.
JULES E. LARUE, J. C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

En RÉVISION.

No. 15.

Siégeant dans la Cité de Québec, le trentième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt douze.

Présents :

L'honorable Juge L. B. Caron

“ “ F. W. Andrews

“ “ Jules E. Larue.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral des Trois-Rivières, tenue le huit mars, mil huit cent quatre-vingt-douze, la présentation des candidats à la dite élection ayant eu lieu le premier mars dernier.

Théodore Martel, ci-devant navigateur, aujourd'hui bourgeois, de la cité des Trois-Rivières,

Pétitionnaire.

vs

Télesphore-Eusèbe Normand, Euier, notaire, de la cité des Trois-Rivières,

Défendeur.

La cour, siégeant en révision, ayant entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause, examiné la procédure et la preuve au dossier, et sur le tout mûrement délibéré ;

Considérant la déclaration produite par le défendeur, par laquelle il reconnaît que des menées corruptrices suffisantes pour faire annuler son élection comme député à l'Assemblée législative de Québec, et mentionnées en la pétition d'élection, ont été commises de la part de ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement ;

Maintient la dite pétition d'élection, partant annule l'élection du dit défendeur tenue le huit mars dernier, pour menées corruptrices de la part de ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement, le tout avec dépens contre le défendeur.

(Vraie copie)

(Signé)

FISER, BURROUGHS & CAMPBELL.

P. C. S.

— — — — —

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour l'élection d'un membre pour représenter le district électoral des Trois-Rivières.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu l'avis suivant d'une vacance qui est survenue dans la représentation du district électoral de Chambly :

Québec, 16 décembre 1893.

A l'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous vous donnons avis que l'honorable Louis-Olivier Taillon, député du comté de Chambly à l'Assemblée législative de Québec, a accepté la charge de membre du Conseil exécutif de cette Province et de Président du dit Conseil exécutif, et qu'en conséquence, son siège, comme député, est devenu vacant, et nous vous donnons cet avis, afin que vous émettiez un bref pour l'élection d'un député à l'effet de remplir cette vacance.

(Signé)

LOUIS P. PELLETIER,

député de Dorchester.

G. A. NAXTEL,

député de Terrebonne.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a émis son mandat au Greffier de la Couronne en chancellerie lui enjoignant d'émaner un bref pour l'élection d'un député pour représenter, dans la présente Législature, le district électoral de Chambly, en remplacement de l'honorable Louis-Olivier

Taillon, qui, depuis son élection, a accepté la charge de Président du Conseil exécutif.

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en chancellerie, les certificats d'élections suivants, savoir :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du douzième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-douze, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Charles Dumoulin, Ecr., officier rapporteur pour le district électoral des Trois-Rivières, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Téléphore-Eusèbe Normand dont l'élection a été annulée en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant en révision à Québec, M. Téléphore-Eusèbe Normand a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce quinzième jour de Novembre 1892.

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A M. le GREFFIER

de l'Assemblée Législative

de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du douze octobre mil huit cent quatre-vingt-douze, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à J.-B. Saucier, Ecr, officier rapporteur pour le district électoral de Matane dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Edmund-James Flynn, démissionnaire, Louis-Félix Pinault, Ecr., a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce 23 novembre 1892.

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A M. le GREFFIER

de l'Assemblée Législative

de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date dix septième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-douze, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à P.-E. Hurteau, Ecr., officier rapporteur pour le district électoral de Chambly, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Louis-Olivier Taillon, Ecr., qui a accepté la charge de Président du Conseil exécutif, Louis-Olivier Taillon, Ecr., a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce 3 janvier 1893.

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A. M. le GREFFIER

de l'Assemblée législative

de la Province de Québec.

L'honorable Louis-Olivier Taillon, écuyer, député pour le district électoral de Chambly ; Téléphore-Eusèbe Normand, écuyer, député pour le district électoral des Trois-Rivières, et Louis-Félix Pinault, écuyer, député pour le district électoral de Matane, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et signé le rôle qui le contient, prennent leur siège en Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, et elle est comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

J'éprouve un véritable bonheur à vous souhaiter la bienvenue à l'occasion de l'ouverture de cette session, la première depuis que j'ai eu l'insigne honneur d'être

appelé par le représentant de ma Souveraine aux fonctions de Lieutenant-Gouverneur de cette province.

Vous serez heureux d'apprendre que, depuis un an, la situation financière s'est notablement améliorée. Autant qu'il est possible d'en juger par les six mois écoulés depuis le premier juillet dernier, les crédits votés pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1892-93, qui présentaient une réduction de plus de quatre cent mille piastres sur ceux de l'exercice précédent, seront suffisants, et probablement plus que suffisants, tandis que les recettes ordinaires, indépendamment de celles qui proviennent des nouvelles sources de revenu, dépasseront les prévisions du gouvernement.

Il est vrai que, dans certaines parties de la province, les lois votées à la dernière session pour faire face aux exigences de la situation ont été critiquées assez vivement; cependant, je constate avec plaisir que cette critique a été généralement faite dans un bon esprit. Elle ne dénote pas une tendance à refuser au gouvernement les moyens de faire honneur à ses obligations et de maintenir les institutions de la province; mais elle se borne à demander que les affaires publiques soient administrées avec la plus stricte économie, et que certaines modifications soient apportées dans la répartition des nouveaux impôts.

Mon gouvernement espère que l'opinion publique sera entièrement satisfaite par les retranchements dont on aura la preuve et par certains amendements qui pourront être faits dès que le fonctionnement de ces lois lui auront procuré des données plus complètes que celles qu'il avait l'an dernier.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics pour le dernier exercice vous seront soumis, ainsi que le budget des dépenses pour l'exercice qui commencera le premier juillet prochain.

Vous ne refuserez pas, j'en ai la confiance, votre concours actif aux mesures que mon gouvernement se propose de vous soumettre pour opérer de nouvelles économies dans l'administration de la chose publique.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez appelés à légiférer sur la pension des officiers publics, le traitement des registrateurs et de certains officiers de justice, et l'établissement de cercles agricoles.

Après la réduction des dépenses et l'augmentation du revenu de la province, la question agricole doit être le principal objet de votre sollicitude.

Le système inauguré avec tant de succès, l'automne dernier, pour l'encouragement de la fabrication du beurre pendant l'hiver, a donné des résultats qui ont dépassé les espérances. C'est toute une salubre révolution qui se prépare dans

notre agriculture. Aussi, mon gouvernement se propose de continuer ce système pendant les trois années qui vont suivre.

Mon gouvernement continuera à favoriser de tout son pouvoir l'organisation en syndicats des beurrieres et des fromageries, afin d'assurer dans toute la province la fabrication d'un produit uniforme et d'excellente qualité.

Vous aurez à vous prononcer sur des projets de loi concernant le débit des liqueurs enivrantes, la procédure civile, la construction et l'exploitation des chemins de fer subventionnés par le gouvernement, l'octroi des chartres pour cette fin, et le paiement des dettes contractées dans l'exécution de ces entreprises.

Je prie la Providence de bénir vos travaux, et je fais des vœux pour que votre dévouement à notre chère Province vous guide sûrement dans la voie du devoir.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Résolu, Que des comités spéciaux permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ;
2. Ordres permanents ;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
4. Bills privés ;
5. Législation et lois expirantes ;
6. Comptes publics ;
7. Agriculture, immigration et colonisation ;
8. Différentes branches d'industries en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,

Que, vû qu'il y a urgence, cette Chambre nomme immédiatement un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence possible, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, et que les honorables MM. Taillon, Casgrain, Nantel, Hall et Marchand, et MM. Tessier (Portneuf), Marion, Fitzpatrick, Parizeau, Stephens et Tellier composent ce comité ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 13 janvier 1893.

M l'Orateur communique à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit :

A l'honorable Orateur et aux honorables membres
de l'Assemblée législative.

Le Bibliothécaire de la Législature a l'honneur de présenter le rapport suivant pour la vacance de 1892-1893 :

Le Bibliothécaire a transporté son bureau dans la salle attenante à la bibliothèque ; cette salle était naguère consacrée au comité des contingents du Conseil législatif.

Le département des Travaux publics fait poser un plafond en bois dans un vaste appartement situé sous les combles, et que l'on a utilisé jusqu'à présent comme dépôt des livres en double ou autres moins souvent consultés. Lorsque ces travaux seront terminés, les volumes seront plus en sûreté, et surtout moins exposés aux ravages de l'humidité et de la poussière.

La collection de livres ayant appartenu à feu M. Chauveau, et vendue au gouvernement par ses héritiers, a été installée dans les rayons de la bibliothèque ; les ouvrages canadiens, et surtout les ouvrages historiques, se trouvent dans le bureau du bibliothécaire ; les plus précieux, sous clef.

La bibliothèque-Chauveau comprend 3,512 volumes, 1750 brochures reliées en 104 tomes, 750 brochures placées dans des cartons solides, et 711 brochures éparses.

Le nombre de volumes de la bibliothèque est de 38,786. Elle s'est accrue de 4,982 volumes depuis le dernier rapport, et par l'addition de la collection Chauveau et par des achats, dons et échanges. La bibliothèque possède un nombre considérable de brochures anglaises et canadiennes dont le catalogue manuscrit et par cartes sera bientôt terminé.

Respectueusement soumis,

N. E. DIONNE,
bibliothécaire de la Législature.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1892, savoir :

De l'Hospice Sainte-Croix, de Marieville,
De l'Hospice de la Maternité et des enfants abandonnés, de Montréal,
De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec,
De l'Hôtel-Dieu, de Québec,
De la Maison de la Providence, Sainte-Elizabeth, comté de Joliette,
De l'Hôpital Saint-Jérôme,
De l'Hospice du Sacré-Cœur, de Sherbrooke,
Du couvent Jésus-Marie, Trois-Pistoles,
Et de l'Hospice Sainte-Anne, Yamachiche. (*Documents de la session No. 8.*)

Les pétitions suivantes sont séparément lues et déposées sur la table :

Par M. Carbray,—la pétition des révérendes Dames Religieuses de l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie.

Par M. Kennedy,—la pétition de la Corporation de la cité de Montréal.

Par M. Stephens,—la pétition de Alex. Lapalme et autres, propriétaires fonciers, de la cité de Montréal,—et la pétition de J.-R. Dougall et autres, représentant la branche provinciale de Québec *The Dominion Alliance*.

Par M. Bédard,—la pétition de la Compagnie du Pont de St-François, de la ville de Richmond.

Par M. Descarries,—la pétition du Bureau des courtiers d'assurance contre le feu, de Montréal.

Par M. Panneton,—la pétition de la Compagnie manufacturière Paton,—la pétition de la Corporation de la cité des Trois-Rivières,—la pétition de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières.

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de Walter Paulet et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de la Corporation de la cité de Québec.

Par M. Tétreau,—la pétition de la Corporation de la cité de Hull.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Sur motion de M. Descarries, secondé par M. Hackett,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier de son gracieux discours, dans lequel il nous déclare qu'il éprouve un véritable bonheur à nous souhaiter la bienvenue à l'occasion de l'ouverture de cette session, la première depuis qu'il a eu l'insigne honneur d'être appelé par le représentant de sa Souveraine aux fonctions de Lieutenant-Gouverneur de cette Province, et pour assurer Son Honneur :

1. Que nous sommes heureux d'apprendre que depuis un an la situation financière s'est notablement améliorée, et qu'autant qu'il est possible d'en juger par les six mois écoulés depuis le premier juillet dernier, les crédits votés pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1892-93, qui présentaient une réduction de plus de quatre cent mille piastres sur ceux de l'exercice précédent, seront suffisants, et probablement plus que suffisants, tandis que les recettes ordinaires, indépendamment de celles qui proviennent des nouvelles sources de revenu, dépasseront les prévisions du gouvernement ;

2. Que nous partageons la satisfaction de Son Honneur d'apprendre que, bien qu'il soit vrai que, dans certaines parties de la province, les lois votées à la

dernière session pour faire face aux exigences de la situation ont été critiquées assez vivement, cependant, cette critique a été généralement faite dans un bon esprit, qu'elle ne dénote pas une tendance à refuser au gouvernement les moyens de faire honneur à ses obligations et de maintenir les institutions de la province ; mais qu'elle se borne à demander que les affaires publiques soient administrées avec la plus stricte économie, et que certaines modifications soient apportées dans la répartition des nouveaux impôts ;

3. Que nous apprenons avec plaisir que le gouvernement espère que l'opinion publique sera entièrement satisfaite par les retranchements dont on aura la preuve, et par certains amendements qui pourront être faits dès que le fonctionnement, de ces lois lui auront procuré des données plus complètes que celles qu'il avait l'an dernier ;

4. Que nous examinerons les comptes publics pour le dernier exercice, qui nous seront soumis, ainsi que le budget des dépenses pour l'exercice qui commencera le premier juillet prochain, et que nous l'assurons que nous ne refuserons pas notre concours actif aux mesures que le gouvernement se propose de nous soumettre pour opérer de nouvelles économies dans l'administration de la chose publique ;

5. Que nous apprenons avec intérêt que nous serons appelés à légiférer sur la pension des officiers publics, le traitement des registrateurs et de certains officiers de justice, et l'établissement de cercles agricoles ;

6. Que nous admettons avec Son Honneur qu'après la réduction des dépenses et l'augmentation du revenu de la province, la question agricole doit être le principal objet de notre sollicitude ;

7. Que nous apprenons avec plaisir que le système inauguré avec tant de succès, l'automne dernier, pour l'encouragement de la fabrication du beurre pendant l'hiver, a donné des résultats qui ont dépassé les espérances ; qu'une salubre révolution se prépare dans notre agriculture, et que le gouvernement se propose de continuer ce système pendant les trois années qui vont suivre ;

8. Que nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement continuera à favoriser de tout son pouvoir l'organisation en syndicats des beurreries et des fromageries, afin d'assurer dans toute la province la fabrication d'un produit uniforme et d'excellente qualité ;

9. Que nous apprenons avec intérêt que nous aurons à nous prononcer sur des projets de loi concernant le débit des liqueurs enivrantes, la procédure civile, la construction et l'exploitation des chemins de fer subventionnés par le gouvernement, l'octroi des chartres pour cette fin, et le paiement des dettes contractées dans l'exécution de ces entreprises ;

10. Que nous unissons notre prière à celle de Son Honneur que la Providence bénisse nos travaux, et que nous le remercions des vœux qu'il fait pour que notre dévouement à notre chère province nous guide sûrement dans la voie du devoir.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Beaubien, l'honorable M. Hall, l'honorable M. Nantel, et de M. Descarries, M. Hackett, M. Duplessis et M. Chicoyne, pour

préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature conformément à la dite résolution.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur,

L'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU,

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunie en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours dans lequel vous déclarez que vous éprouvez un véritable bonheur à nous souhaiter la bienvenue à l'occasion de l'ouverture de cette session, la première depuis que vous avez eu l'insigne honneur d'être appelé, par le représentant de Notre Souveraine, aux fonctions de Lieutenant-Gouverneur de cette province.

Nous sommes heureux d'apprendre que, depuis un an, la situation financière s'est notablement améliorée, et, en autant qu'il est possible d'en juger par les six mois-écoulés depuis le premier juillet dernier, les crédits votés pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1892-93, qui présentaient une réduction de plus de quatre cent mille piastres sur ceux de l'exercice précédent, seront suffisants, et probablement plus que suffisants, tandis que les recettes ordinaires, indépendamment de celles qui proviennent des nouvelles sources de revenu, dépasseront les prévisions du gouvernement.

Nous partageons la satisfaction de Votre Honneur d'apprendre que, bien qu'il soit vrai que, dans certaines parties de la province, les lois votées à la dernière session pour faire face aux exigences de la situation ont été critiquées assez vivement, cependant cette critique a été généralement faite dans un bon esprit, qu'elle ne dénote pas une tendance à refuser au gouvernement les moyens de faire honneur à ses obligations et de maintenir les institutions de la Province, mais qu'elle se borne à demander que les affaires publiques soient administrées avec la plus stricte économie, et que certaines modifications soient apportées dans la répartition des nouveaux impôts.

Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement espère que l'opinion publique sera entièrement satisfaite par les retranchements dont on aura la preuve, et par certains amendements qui pourront être faits dès que le fonctionnement de ces lois lui auront procuré des données plus complètes que celles qu'il avait l'an dernier.

Nous examinerons les comptes publics pour le dernier exercice, qui nous seront soumis, ainsi que le budget des dépenses pour l'exercice qui commencera le premier juillet prochain, et nous assurons Votre Honneur que nous ne refuserons pas notre concours actif aux mesures que le gouvernement se propose de nous soumettre pour opérer de nouvelles économies dans l'administration de la chose publique.

Nous apprenons avec intérêt que nous serons appelés à légiférer sur la pension des officiers publics, le traitement des registrateurs et de certains officiers de justice, et l'établissement de cercles agricoles.

Nous admettons avec Votre Honneur qu'après la réduction des dépenses et l'augmentation du revenu de la Province, la question agricole doit être le principal objet de notre sollicitude.

Nous apprenons avec plaisir que le système inauguré avec tant de succès, l'automne dernier, pour l'encouragement de la fabrication du beurre pendant l'hiver, a donné des résultats qui ont dépassé les espérances, qu'une salutaire révolution se prépare dans notre agriculture, et que le gouvernement se propose de continuer ce système pendant les trois années qui vont suivre.

Nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement continuera à favoriser de tout son pouvoir l'organisation en syndicats des beurreries et des fromageries, afin d'assurer dans toute la Province la fabrication d'un produit uniforme et d'excellente qualité.

Nous apprenons avec intérêt que nous aurons à nous prononcer sur des projets de loi concernant le débit des liqueurs enivrantes, la procédure civile, la construction et l'exploitation des chemins de fer subventionnés par le gouvernement, l'octroi des chartres pour cette fin, et le paiement des dettes contractées dans l'exécution de ces entreprises.

Nous unissons notre prière à celle de Votre Honneur pour que la Providence bénisse nos travaux, et nous vous remercions des vœux que vous faites pour que notre dévouement à notre chère Province nous guide sûrement dans la voie du devoir.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Ordres permanents :—MM. Bisson, Bourbonnais, Cholette, Descarries, England, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Panneton, Simpson et Spencer.

Divers bills privés :—Les honorables MM. Casgrain et Marchand et MM. Allard, Augé, Beauchamp, Bisson, Cartier, Cooke, Descarries, Duplessis, Fitzpatrick, Girouard, Greig, Hackett, Kennedy, Lussier, Marion, Martineau, McDonald, Morris, Normand, Panneton, Parizeau, Parent, Simpson, Stephens, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon et Villeneuve.

Privilèges et Elections :—Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hall, Pelletier et MM. Déchène, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Rouville) et Tellier.

Chemins de fer, Canaux, etc. :—Les honorables MM. McIntosh, Nantel et MM. Allard, Bédard, Bourbonnais, Carbray Caron, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard (Lac St-Jean), Girouard, Gillies, Gladu, Gosselin, Grenier, Kennedy, King, Lacouture, Laliberté, Magnan, Martineau, Morin, Morris, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Rioux, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tessier (Rimouski) et Tétreau.

Industries :—Les honorables MM. Beaubien, McIntosh, Shehyn et MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Carbray, Châteauvert, Desjardins, Gillies, Gosselin, Kennedy, King, Lussier, Morris, Normand, Parizeau, Savaria et Simpson.

Législation et Lois expirantes :—Les honorables MM. Taillon, Casgrain, Flynn, Hall, Marchand, Pelletier et MM. Allard, Auger, Cooke, Descarries, Fitzpatrick, Gladu, Hackett, Panneton, Parent, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Agriculture et Immigration :—Les honorables MM. Beaubien, McIntosh, Nantel et MM. Baker, Beauchamp, Bédard, Bernatchez, Caron, Chicoyne, Cholette, Déchène, Desjardins, Doyon, Gillies, Girard (Lac St-Jean), Gladu, Greig, Gosselin, Lacouture, Lussier, Magnan, McDonald, Morin, Petit, Poirier, Rioux, Spencer, Stephens, Ste-Marie et Tétreau.

Comptes publics :—Les honorables MM. Hall, Marchand, Nantel, Pelletier, Shehyn et MM. Beauchamp, Bernatchez, Carbray, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Déchène, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Grenier, Hackett, Martineau, Morris, Parizeau, Pinault, Savaria, Spencer, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski) et Villeneuve.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Panneton, secondé par M. Carbray,

Ordonné, Que la 31^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill amendant le Code civil et l'article 610 du Code de procédure civile, relativement aux privilèges des bûcherons voyageurs et autres.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. Hackett, secondé par M. Panneton,

Ordonné, Que la 31^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au bill établissant l'impôt sur les biens meubles.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 16 janvier 1893.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, Chapais, de Boucherville, Cormier, Laviolette, Méthot, Ross, D. A., Starnes et Sylvestre, membres du comité spécial pour assister M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Carbray,—la pétition de la Compagnie de lumière électrique de Québec et Lévis.

Par M. Lacouture,—la pétition du Président et des Syndics des Isles du Moine et des Barques.

Par M. Rioux,—la pétition du conseil du comté de Témiscouata.

Par M. Bisson,—la pétition des marguilliers et autres, de Ste-Oécile de Valleyfield et autres, comté de Beauharnois,—et la pétition de la Corporation Archépiscopale Catholique Romaine du Diocèse de Valleyfield.

Par M. Panneton,—la pétition de George N. Church et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des révérendes dames religieuses de l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie, demandant une loi les constituant en corporation ;

Du conseil de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité ;

De Alex. Lapalme et autres, propriétaires fonciers de la cité et du district de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal ;

De J. L. Dougall et autres, représentant *The Quebec provincial Branch of the Dominion Alliance*, demandant certaine législation concernant les prochaines élections municipales de la cité de Montréal ;

De la Compagnie du pont Saint-François, de la ville de Richmond, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

De la chambre des Courtiers d'assurance contre le feu, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation ;

De *The Paton manufacturing Company*, de la cité de Sherbrooke,—du conseil de la cité des Trois-Rivières,—et de la corporation de la cité de Hull, demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De la Société de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières, demandant la refonte de son acte d'incorporation ;

Du conseil de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

De Walter Paul et autres, de la cité de Montréal, demandant la passation d'une loi pour qu'il y ait, cette année, une élection générale municipale pour la cité de Montréal.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un bill amendant de nouveau la loi concernant les Magistrats de district.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un bill modifiant le Code de procédure civile au sujet des Appels.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill relatif aux Ecoles de Réforme.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill modifiant la loi relative aux taux de péage sur les chemins à barrières de la Rive Sud à Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill concernant la vente de produits de ferme.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un bill amendant l'article 2010 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un bill amendant l'article 630 des Statuts refondus de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un bill modifiant l'article 704 des Statuts refondus relativement à l'assistant-Procureur général.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill concernant la subornation et la corruption.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill et qu'il soit référé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill pour prévenir la corruption municipale et civique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45^{ème} règle de cette Chambre soit suspendu en autant qu'elle se rapporte à ce bill et qu'il soit référé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill ayant pour objet de rendre le vote obligatoire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill et qu'il soit référé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill amendant l'article 628 du Code de procédure civile, concernant les exemptions de saisie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill et qu'il soit référé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1188 du Code de procédure civile, tel qu'amendé par l'article 6011 des Statuts refondus de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill amendant l'article 887 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un bill modifiant la loi relative au fonds de pension des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 juin 1892, pour la production du rapport de E.-M. Templé, sur la méthode nationale de dessin. (*Document de la session No. 9.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 juin 1892, pour une copie des documents relatifs à la réclamation de Whitfield quant à la ferme modèle tenue par ce dernier. (*Document de la session No. 10.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 juin 1892, pour une copie de toute correspondance ou documents relatifs à la remise des droits de coupe dûs à la couronne par J.-B. Charleson, ex-chef ou surintendant des gardes-

forestiers, et qui paraît avoir été faite irrégulièrement et sans autorisation.
(Document de la session No. 11)

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état des recettes et des dépenses de la Province, depuis le 31 juin 1892 au 15 janvier 1893.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant, en détail, les dépenses encourues à l'occasion des différentes commissions royales instituées par le gouvernement de cette Province depuis le 1er septembre 1892.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Doyon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état nominatif des immigrants placés en cette Province, durant l'année 1892, par l'entremise des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec, respectivement ; le dit état indiquant les divers lieux de provenance des dits immigrants et les endroits où ils se sont fixés en cette Province.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que la 93ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au nombre d'exemplaires imprimés des bills suivants :

Bill concernant la subornation et la corruption.

Bill concernant la corruption municipale et civique.

Bill ayant pour objet de rendre le vote obligatoire.

Bill concernant les exemptions de saisie des ouvriers.

L'honorable M. Hall, trésorier de la Province, met devant la Chambre—un état des rapports du Conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre 9, clause 47, (article 785 des S. R. de la P. de Q.) préparé par l'auditeur de la Province, tel que requis, lequel est lu, comme suit :

ÉTAT des rapports du conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts Révisés de la Province de Québec, préparé par l'Auditeur de la Province de Québec, tel que requis.

Nos	SERVICE	RAPPORTS DU CONSEIL			Montants des Mandats spéciaux	Montants Dépensés	Balances non Dépensées
		Nos	Dates	Montants			
	SERVICES DIVERS SUIVANTS :			\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1	Conseil d'Hygiène, (Statuts Refondus, titre 7 chap. 3, sec. 1).....	477	8 Sept. 1892	3,000 00	3,000 00	3,000 00	
2	Le Rév. F. H. Bélanger, curé de la paroisse de St Roch, dans la cité de Québec, pour venir en aide aux malheureuses victimes du dernier feu de Hedleyville.....	504	22 Sept. 1892	1,000 00	1,000 00	1,000 00	
3	Commissions Royales re Chemin de Fer de la Baie des Chaleurs & re Enquête concernant l'administration du dernier Gouvernement pour règlement de la balance due sur les trois commissions royales présidées respectivement par les hon. Juges Jetté, Pagnuelo et Mathieu.....	520	24 Sept. 1892	10,500 90	10,500 00	10,205 02	294 98
	DETTE PUBLIQUE.						
4	Frais d'administration :—Règlement final de la réclamation de Gustave A. Drolet pour services rendus relativement aux négociations de l'emprunt de 20,000,000 francs conclu à Paris, France, en juillet, 1891.....	578	14 Oct. 1892	6,000 00	6,000 00	6,000 00	
	SERVICES DIVERS						
5	"The Imperial Institute" de Londres.—Paiement de £362-15-0, sig, estimation approximative de la quote part de la Province de Québec dans le coût des vitrines, boîtes, bouteilles pour échantillons, etc., (abstraction faite du coût des agencements nécessaires à l'emmagasinage des spécimens en blocs dans la salle d'échantillons) requis dans l'espace réservé à l'exposition des produits de la Puissance du Canada, à "l'Imperial Institute" de Londres.	594	21 Oct. 1892	1,767 40	1,767 40	1,767 46	

6	TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS. Installation de l'Ecole-Normale-Laval, Québec : En règlement de compte pour frais encourus par le département des Travaux publics, et pour lesquels il n'existe pas de crédit dans le Budget de l'année courante relativement à l'installation de l'Ecole-Normale Laval, dans la bâtisse autrefois occupée comme pensionnat de l'Université Laval.	646	19 Nov. 1892	7,040 29	7,040 29	6,717 74	322 55
				29,307 69	29,307 69	28,690 16	617 53

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

Québec 16 janvier 1893

A. H. VERRET,
Auditeur de la Province.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, de Montréal.

L'honorable M. Casgrain, du comité permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable T. C. Casgrain pour son président, et a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu Joseph Marion, écuyer, pour son président, et est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 17 janvier 1893.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Carbray,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean.

Par M. Parizeau,—la pétition des Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance,—et la pétition de la Corporation de la ville de Longueuil.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Compagnie du chemin de la Côte Saint-Antoine.

Par M. Baker,—la pétition de l'honorable L.-A. Billy, J. C. S.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la Corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie du pont St-François, demandant des amendements à sa charte ;

Et de la Compagnie manufacturière *Paton*, demandant des amendements à sa charte.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu N.-L. Duplessis, écr., pour son président, et est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôpital de St-Jean,—et de la Salle d'Asile de St-Jean, tous deux de St-Jean d'Iberville, et pour l'année 1892. (*Document de la session No. 8.*)

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill concernant le libelle par les journaux, 1893.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill concernant la fermeture des magasins, à bonne heure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie, et la charge de commissaire des incendies.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill relatif à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, de sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill modifiant les lois de la chasse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bédard ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 45 Victoria, chapitre 108, concernant la Compagnie du pont de St-François.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill pour diviser le capital-actions de la *Paton manufacturing Company*, en actions de cent piastres chacune.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, jeudi prochain, la Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

M. Cartier.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer, l'été prochain, les travaux commencés, en 1890 et 1891, à la rivière des Hurons, dans les comtés de St-Hyacinthe et Rouville, et l'assèchement de la savane de St-Hyacinthe ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le gouvernement regrette beaucoup de ne pouvoir, à cette session, consacrer une somme à cette amélioration ; il espère que ses ressources lui permettront, à la prochaine session, de continuer ces travaux importants.

M. Stephens.—Est-il vrai que le gouvernement déduit des octrois accordés aux sociétés d'agriculture 30 centins pour chaque membre, afin de couvrir les frais de port du Journal d'Agriculture qui leur est envoyé ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—La somme de trente centins sera déduite des octrois des sociétés d'agriculture, après amendement de la loi des sociétés dans ce sens, non pour frais de port, mais pour prix de l'abonnement de chaque membre au Journal d'Agriculture.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les différentes limites à bois offertes en vente le 15 décembre 1892, la mise à prix respective des limites vendues, les lots vendus, le prix et l'étendue de chaque limite offerte en vente.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 18 janvier 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Châteauvert,—la pétition de David Bell et autres.

Par M. Villeneuve,—la pétition de Antoine Monette et autres, de Notre-Dame de Grâce,—la pétition des Commissaires d'école de la municipalité de la ville de la Côte St-Louis,—la pétition de John Thomson Wilson et autres, de la cité de Montréal,—et la pétition de la Corporation de la ville de la Côte St-Antoine.

Par M. Bisson,—la pétition de la Corporation de la ville de Beauharnois.

Par M. McDonald,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Par M. Cartier,—la pétition de Joseph O'Callaghan Mignault, de la cité de Montréal.

Par M. Descurries,—la pétition de Joseph V. Cardinal et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis, demandant des amendements à sa charte ;

Du président, des syndics et des propriétaires des Iles du Moine et des Barques, demandant des amendements à l'acte 47 Victoria, chapitre 64, concernant l'administration des dites îles ;

Du conseil du comté de Témiscouata, demandant une loi transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata ;

Des marguilliers et autres francs-tenanciers de la paroisse de Sainte-Cécile de Valleyfield, comté de Beauharnois, demandant une loi à l'effet de les autoriser à une cession de biens, à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield ;

De la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield, demandant une loi à l'effet d'autoriser la cession de biens par la fabrique et

paroisse de Sainte-Cécile de Valleyfield, à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield ;

Et de George-H. Church et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de *The Blandford Lumber Railway Company*.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux jours non juridiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux jours non juridiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Tessier (Rimouski).—1. Monsieur Monfette, ex-député du comté de Nicolet, a-t-il été chargé d'une mission officielle dans le comté de Rimouski et dans certains autres comtés de cette province, durant l'année 1892 ?

2. Quelles instructions a-t-il reçues ; les a-t-il exécutées ?

3. A-t-il fait un rapport ?

4. Quel est le montant du compte qu'il a produit ?

5. Quel montant lui a été payé ?

6. Ce montant a-t-il été pris sur les argents votés pour les fins de colonisation ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Le 24 juin 1892, M. Monfette a été nommé, par lettre du département, inspecteur des travaux de colonisation avec un salaire de \$1,000.00 par année.

Le 20 octobre de la même année, sa nomination a été révoquée.

Durant cet espace de temps, il a fait une inspection de certains travaux de colonisation dans les comtés de Rimouski, Joliette et Berthier.

2. Ses instructions pour Rimouski étaient simplement de visiter les travaux faits précédemment par les conducteurs Damase Lebel, dans Ste-Blandine, et Alfred Rioux, dans St-Gabriel.

Dans Joliette et Berthier, il avait à surveiller une partie des travaux de réparation du chemin Brassard.

Il a, dans les deux cas, exécuté les missions qui lui avaient été confiées.

3. Il a fait rapport sur son inspection dans le comté de Rimouski.

4. Les montants de ses comptes produits sont pour Rimouski de \$23.00 ; pour Joliette et Berthier de \$81.20 et pour son salaire de \$324.98.

5. Il a reçu le montant de ses comptes, savoir : \$434.18.

6. Ce montant a été pris sur les argents votés pour fins de colonisation.

Par M. Tessier (Portneuf).—Le gouvernement a-t-il reçu quelque demande, ou est-il entré en communication avec quelque communauté religieuse, à propos de la direction, ou de l'administration, ou de l'acquisition de l'Asile de Beauport ? Si oui, quelles offres et quel ordre religieux ?

Des offres ont-elles été faites aux propriétaires de l'Asile de Beauport, à la connaissance du gouvernement, par quelque communauté religieuse ? Si oui, quel est cet ordre religieux et quelles sont ces offres ?

Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour que l'Asile de Beauport soit administré par une communauté religieuse ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier.—La correspondance et les documents demandés par l'item 10 des ordres du jour fourniront tous les renseignements qui sont en la possession du gouvernement, demandés par cette interpellation.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Pinault,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et le magistrat de district Garon, de Rimouski, au sujet de sa décision dans la cause d'assaut de Banville vs Gauthier.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du nombre de causes intentées devant les cours supérieure et de circuit du district de Beauharnois, pendant les années 1889-1890-1891-1892, avec la date d'institution de chaque action et du jugement final, dans chaque cas.

Le nombre des causes pendantes à la fin de chaque année.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou le premier ministre, ou tout autre membre du gouvernement, et quelque communauté religieuse, à propos de l'Asile de Beauport, ou de l'entretien des aliénés à l'expiration du contrat actuel

avec les propriétaires du dit asile, ou au sujet de la construction d'un nouvel asile, soit par le gouvernement, soit par telle communauté religieuse.

Aussi, copie des rapports d'experts nommés pour examiner et évaluer cet asile.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—copie de toute correspondance au sujet de l'octroi de la pétition de droit contre le gouvernement provincial en faveur de la "Canada Bank Note Co." et Edmond Templé, à propos d'un contrat passé en 1890, entre Templé et l'honorable Chs Langelier, ainsi que copie du contrat entre Templé et Langelier ;

Et copie du transport de ce contrat à la "Canada Bank Note Co." et son acceptation par le gouvernement provincial.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bourbonnais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie du contrat de Philippe Vallière pour meubles destinés au palais de justice de Montréal ;

2. Etat détaillé de toutes les marchandises fournies en vertu du contrat et le prix payé pour chaque article ;

3. Etat détaillé donnant l'époque et le mode de tous les paiements effectués en à-compte de ce contrat et à qui ils ont été faits ;

4. Etat détaillé de toutes les sommes payées à Philippe Vallière depuis le 1er février 1891.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Stephens,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé montrant les sommes reçues provenant des taxes imposées en vertu de la législation de 1892 ;

La nature des taxes ;

Les noms des villes, cités, comtés contribuant à ces sommes ;

Le montant dû dans chaque municipalité séparée et le montant reçu.

Sur motion de M. Caron, secondé par M. Gosselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette Province et toute personne, au sujet de la distribution de l'argent voté pour les fins de colonisation, dans le comté de Maskinongé, pour l'année 1892-93.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Ste-Marie,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Etat des sommes perçues par les divers percepteurs du revenu provincial de chaque district de la Province,

séparément, depuis le 24 juin 1892, date de la mise en force de la loi imposant des taxes sur les successions et les transports d'immeubles, 55-56 Victoria, chapitre 17, jusqu'au 31 décembre 1892, provenant des droits imposés par cette loi sur les successions ;

2. Etat des sommes perçues par les dits percepteurs, respectivement, durant la même période, sur licences de manufactures et de commerce, en vertu de la loi concernant certaines licences, 55-56, Victoria, chapitre 10.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes perçues comme taxes directes sur les ventes, transports, cessions, échanges et donations d'immeubles, depuis le 24 juin 1892 jusqu'au 31 décembre 1892, en vertu de l'article 1191a de la loi imposant des taxes sur les successions et les transports d'immeubles, 55-56 Victoria, chapitre 17, d'après les rapports transmis au gouvernement par les régistrateurs de chaque division d'enregistrement de la Province.

L'honorable M. Hall, trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre, l'état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 3 mai 1892 au 12 janvier 1893, tel que requis par l'article 633 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No. 12*).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 19 janvier 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Corporation de la cité de Ste-Cunégonde.

Par M. Stephens,—la pétition de T. Geoffrion et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Augé,—la pétition de George Ball et autres,

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie du chemin de fer du Lac St-Jean, demandant des amendements à sa charte et aux actes qui l'amendent ;

Des Syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance, de Montréal demandant une loi les constituant en corporation ;

De la corporation de la ville de Longueuil, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie du chemin de la Côte Saint-Antoine, demandant une loi l'autorisant à vendre une partie de l'Avenue Ouest, et lui octroyant certains pouvoirs ;

Et de l'honorable Louis-Adolphe Billy, juge de la cour supérieure, demandant une loi lui permettant d'ajouter le préfixe " de " avant son nom de famille.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires du Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Montréal, pour l'année 1892. (*Document de la session No. 8.*)

M. Descarries, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Des courtiers d'assurances contre le feu de Montréal, demandant une charte.

Du président des Iles du Moine et des Barques, demandant des amendements à l'acte 47 Victoria, chapitre 64 ;

De la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield, demandant une loi à l'effet d'autoriser la cession de biens par la fabrique et paroisse de Ste-Cécile de Valleyfield à la dite corporation ;

De la Compagnie dite *The Blandford Lumber Ry. Company*, demandant une charte ;

Quant à la pétition de la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et de Lévis, votre comité trouve que l'avis ne contenait aucune mention de l'émission projetée d'obligations portant première hypothèque ou débentures, ni de l'autorisation pour valider et légaliser certains contrats exécutés par la dite Compagnie, durant l'année dernière ; mais comme cette demande ne peut nuire qu'aux intérêts des actionnaires, votre comité est d'opinion qu'il n'est pas nécessaire de donner aucun avis, pourvu qu'il soit inséré dans le bill une clause pour déclarer que le consentement des actionnaires sera nécessaire avant de pouvoir émettre les obligations portant première hypothèque, ou débentures, et valider les contrats de la dite compagnie.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Beauchamp, du comité spécial permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Benjamin Beauchamp pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes téléphoniques et télégraphiques, compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Carbray pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Carbray ait la permission de présenter un Bill modifiant l'acte 44-45 Victoria, ch. 71, constituant en corporation la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill autorisant une certaine cession de biens faite à la Corporation épiscopale catholique du diocèse de Valleyfield, par la paroisse de Ste-Cécile de Valleyfield.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la chambre des Courtiers d'assurance contre le feu de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Blandford.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur trois messages, de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de la province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts), et ils sont comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette Province le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués ; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. (*Document de la session No 13.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 19 janvier 1893.

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la "Gazette Officielle." (*Document de la session No 14.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 19 janvier 1893.

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (*Document de la session No 16.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 19 janvier 1893.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, les Statistiques municipales, ou Rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1891. (*Document de la session No 17.*)

L'honorable M. Nantel, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dépose, sur le bureau de la Chambre, le Rapport général du Commissaire des travaux publics de la province de Québec pour 1892. (*Document de la session No 7.*)

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un Bill modifiant les articles 825 et 826 du Code de procédure civile, relativement à la mise en liberté moyennant caution.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Baker ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal, concernant le découvert.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill pour détacher du comté de Berthier et du district de Richelieu, la paroisse de Saint-Antoine de

Lavaltrie, et l'annexer au comté de l'Assomption et au district de Joliette, pour les fins municipales, scolaires, électorales, judiciaires, d'enregistrement et autres fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux compagnies à Fonds social.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les Chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Turgeon.—Le gouvernement a-t-il fait un ou plusieurs emprunts temporaires, depuis la dernière session ?

Si oui, quel en est le montant ?

Avec quelles institutions a-t-il ou ont-ils été faits, et quel est le taux de l'intérêt ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Un million de piastres, depuis le 1er juillet 1892, par : Banque de Montréal, Banque des Marchands, Bank of British North America, Banque Molson et Banque de Québec.

Taux de l'intérêt : cinq pour cent. Aucune commission ou charges, et trois et demi pour cent ont été alloués sur la moitié du montant jusqu'à demande. Le montant a été remboursé.

Par M. Stephens.—1. A-t-on fait une enquête, l'année dernière, ou cette année, sur le prétendu scandale de la prison de Québec ?

2. L'Inspecteur du gouvernement a-t-il adressé un rapport au gouvernement à ce sujet, avec la preuve ?

3. Quels sont le nom et la position de la personne inculpée ?

4. A-t-elle été suspendue pendant l'enquête ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain : 1.—Oui, dans le cours de décembre dernier, par M. l'inspecteur Desaulniers.

2. Oui.

3. Olivier Plamondon, chauffeur.

4. L'Inspecteur ayant fait l'enquête au cours de sa visite ordinaire, sans en informer le gouvernement, Plamondon n'a pas été suspendu pendant l'enquête et

il ne l'a pas été depuis, parce que le rapport de l'Inspecteur déclare que l'accusation n'a pas été suffisamment prouvée.

Par M. Bisson.—Le gouvernement a-t-il l'intention de fixer le traitement des protonotaires et des shérifs et de leurs députés, dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Oui, une mesure à cet effet sera présentée, ainsi qu'annoncé dans le discours du trône.

Par M. Dechène.—M. L. P. Robitaille, de Québec, avocat, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Si oui, quel est son emploi ? Quel est son salaire ? Depuis quand est-il employé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—M. Robitaille est à l'emploi du gouvernement depuis un an. Il est chargé de la tenue des livres qui se tiennent maintenant au Secrétariat pour la bonne régie des asiles, des écoles de réforme et d'industrie, ce qui augmente de beaucoup l'ouvrage à faire dans cette branche.

Son salaire est de mille piastres.

Par M. Dechène.—M. Jean Bouffard, avocat, de Québec est-il à l'emploi du gouvernement ?

Si oui, depuis quand ? Quelles sont ses fonctions ? Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—M. Jean Bouffard est employé, depuis le mois de décembre dernier, comme sténographe et secrétaire du département, et pour les archives.

Son salaire est de mille piastres.

Par M. Bernachez.—Le gouvernement a-t-il ordonné un arbitrage en rapport avec le pont Bacon, à St-Pierre de la Rivière du Sud ?

Si oui, quels sont les noms des personnes nommées comme arbitres à cette fin et quelles sont leurs instructions ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Oui. Les arbitres sont MM. Amédée Beaubien, Jules Bélanger et Noël Casault. Le gouvernement en leur transmettant copies des pièces établissant les prétentions respectives des parties contentieuses, a attiré leur attention sur les dispositions de la loi concernant les arbitrages, et a mis à leur disposition un des ingénieurs ou arpenteurs du gouvernement, pour le jour où ils se rendraient sur les lieux.

Par M. Bisson.—Est-ce l'intention du gouvernement d'introduire l'eau de l'aqueduc dans le palais de justice et la prison du district de Beauharnois, suivant la demande qui en a déjà été faite ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Oui, à condition que la corporation de la ville de Beauharnois conduise le tuyau de l'aqueduc jusqu'à l'intérieur de ces édifices.

Par M. Gladu. —1. A quelle date M. Eutrope Dionne a-t-il été nommé bibliothécaire en remplacement de M. Pamphile Lemay ?

Quel était alors le traitement annuel de M. Lemay, et quel est celui de M. Dionne ?

2. Quel est le montant annuel de la pension de retraite accordée à M. Lemay ?

3. A quelle date M. Petitgrew a-t-il été nommé messenger pour la bibliothèque ? Quel est son salaire comme tel ?

4. A-t-il remplacé un autre messenger qui était au même poste ? Si oui, qui ?

5. A quelle date M. Fortin, avocat, a-t-il été nommé à un emploi à la bibliothèque ? A quel emploi ? Quel est son traitement ?

6. A-t-il remplacé un autre employé qui était au même poste ? Si oui, qui ? Quel était son traitement ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. M. Dionne a été nommé bibliothécaire en remplacement de M. Lemay par un ordre en Conseil du 29 septembre 1892.

Le traitement annuel de M. Lemay était de \$2,000, celui de M. Dionne est \$1,600.

2. Le montant annuel de la pension de retraite accordée à M. Lemay, est de \$1,400.

3. M. Petitgrew a été nommé messenger pour la bibliothèque, le 8 novembre 1892, avec un salaire annuel de \$400. Il remplit aussi les fonctions dont était chargé auparavant M. J.-E. Fortin, qui touchait un salaire de \$540 par année.

4. La nomination d'un messenger a été rendue nécessaire par les nombreuses et importantes réformes qu'il a fallu apporter dans la régie de la bibliothèque. Ces réformes consistent surtout en une surveillance assidue des livres empruntés, dans la mise en meilleur ordre de la succursale placée sous les toits, laquelle constituera bientôt un département important.

A part ces réformes, il reste à faire des travaux qui requièrent un temps considérable, comme le catalogue, par cartes, de la bibliothèque-Chauveau, c'est-à-dire 3,500 volumes et plus de 3,000 brochures.

5. M. Fortin, avocat, est nommé à un emploi sessionnel, et s'occupe du catalogue de la bibliothèque-Chauveau spécialement.

M. Fortin est l'un des cinq employés surnuméraires qui devront suffire à expédier la besogne durant la session pour remplacer les 12 employés, qui en 1890, faisaient le même ouvrage.

Sur motion de M. Dechêne, secondé par M. Lussier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à la distribution de l'argent voté pour les fins de colonisation, dans le comté de l'Islet, et spécialement

d'une lettre de Elie Chouinard, garde-forestier, au sujet de l'emploi de l'argent de colonisation dans le dit comté.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le nombre des employés permanents et sessionnels depuis la dernière session.

Aussi, état indiquant le nombre des employés surnuméraires nommés depuis la dernière session.

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Pinault,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état montrant : 1. Toutes les sommes payées aux sociétés d'agriculture de la Province à même la somme de \$50,000 votées à la dernière session.

2. Toutes sommes payées à même cet octroi aux cercles agricoles de la Province ;

3. Démontrant comment la balance a été dépensée et à qui elle a été payée.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance relative à la réinstallation de M. Stanislas Filiatrault comme juge de paix pour le district de Montréal ; aussi, copie de toutes dépositions données à l'enquête tenue par M. John Ayles, à ce sujet, et copie du rapport de ce dernier.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des documents et de toute correspondance entre le gouvernement et M. Pierre Bacon, de St-Pierre Rivière-du-Sud, ou de toutes autres personnes en rapport avec le pont Bacon, de la dite paroisse de St-Pierre Rivière-du-Sud.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 20 janvier 1893.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Marchand,—la pétition du Bureau des Directeurs de la Compagnie du chemin de fer de St-Jean et Sorel.

Par M. England,—la pétition de Robert Bickerdike et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont séparément lues et reçues :

De Antioire Monette et autres, de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, comté d'Hochelaga, demandant une loi les constituant en municipalité distincte de village ;

De David Bell et autres, demandant une loi divisant et érigeant " la municipalité de Saint-Roch de Québec-Nord " en deux municipalités séparées ;

Des commissaires d'école de la municipalité de la ville de la Côte Saint-Antoine, demandant des amendements à leur acte d'incorporation ;

De John Thomson Wilson et autres, tous de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "*The Back River Power Company*" ;

De la Corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine, demandant des amendements à sa charte ;

De la Corporation de la ville de Beauharnois, demandant des amendements à sa charte et aux actes qui l'amendent ;

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph O'Callagan Mignault, demandant une loi autorisant les arpenteurs-géomètres de la province de Québec à l'admettre au nombre de leurs membres, après examen ;

Et de Joseph Cardinal et autres, demandant une loi érigeant en ville le village de St-Laurent.

M. Descarries, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

Des syndics apostoliques de l'Ordre des Franciscains de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation ;

De la Compagnie du chemin de la Côte St-Antoine, demandant une loi les autorisant à vendre une partie de l'Avenue Ouest et lui octroyant d'autres pouvoirs ;

Et de l'honorable L.-A. Billy, demandant qu'il lui soit permis d'ajouter le préfixe " de " à son nom.

M. Chicoyne, du comité spécial nommé, le 22 juin dernier, pour examiner les causes du mouvement d'émigration, dans certaines parties de nos campagnes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son premier rapport comme suit :

Que, durant la vacance de la Législature les membres de votre comité se sont mis en communication entre eux et se sont employés à recueillir des renseignements concernant l'objet de leur mission, et qu'ils espèrent mettre bientôt devant votre honorable Chambre un résumé de tels renseignements.

Votre comité a tenu sa première séance régulière, le 20 janvier courant. Il a choisi M. Chicoyne, comme son président, et a fixé son quorum à quatre membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Baker ait la permission de présenter un Bill permettant à l'honorable Louis-Adolphe Billy d'ajouter le préfixe " de " avant son nom de famille.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'Instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Hall, trésorier de la Province, met sur le bureau de la Chambre—un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 26 avril 1892 au 12 janvier 1893, tel que requis par l'acte 31 Victoria, chapitre 9, section, 61, sous-section 2, (article 826 S. R. P. Q.) (*Document de la session No. 15.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre, se forme en comité général pour considérer certaine résolution relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, étant lu,

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

R'solu,—Que le contrat, ci-après récité, relatif au soin, à la surveillance et au paiement des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'Ecole de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction et à la régie de cette école, passé le trente et un août mil huit cent quatre-vingt-douze, entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT.

L'an mil huit cent quatre-vingt-douze, le 31^e jour d'août,

Devant Maître Alexandre Gauvreau, notaire public, dans et pour la province de Québec, résidant à Québec,

Ont comparu :—

Sa Majesté la Reine Victoria, stipulant par le gouvernement de la dite province de Québec, représentée aux présentes par l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province de Québec, dûment autorisé pour les fins des présentes, tel qu'il appert par le rapport d'un comité du Conseil exécutif de la dite Province, en date du 26 août courant, et approuvé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la dite province de Québec, le 30^e jour d'août courant, duquel dit rapport une copie dûment certifiée par le greffier du dit Conseil exécutif est annexée aux présentes, après avoir été signée des parties et du dit notaire, *ne varietur*, d'une part ;

“ Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, ” corps politique et incorporé par un acte de la Législature de la dite province de Québec, 32 Victoria, chapitre 77, la dite corporation représentée aux présentes par le révérend Frère Hilduard, Dominique VanLangendonck, supérieur provincial de la dite communauté et comme tel président de la dite corporation des Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, dûment autorisé à l'effet des présentes, par résolution des membres de la dite corporation adoptée à leur séance du onze août mil huit cent quatre-vingt-douze et demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée par les parties et du notaire, *ne varietur*, d'autre part.

Lesquels, vu le certificat d'école de réforme accordé par le gouvernement de la dite Province, aux dits Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, et publié, le vingt et un décembre mil huit cent soixante-douze, dans la *Gazette officielle* de la dite province de Québec, par lequel certificat les dits Frères sont autorisés, à partir du vingt et un décembre mil huit cent soixante-douze, à recevoir les jeunes délinquants catholiques, condamnés à la détention dans une prison de réforme, en cette Province, ont fait ensemble le contrat qui suit, savoir :

1. Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal s'engagent, pour le terme et espace de dix années, à compter du premier de septembre prochain (1892), de prendre sous leurs soins, de loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants,

qui, d'après la loi, leur seront envoyés ; de faire toutes les dépenses exigées pour l'entretien de cet établissement ; de fournir et entretenir les ateliers, les effets et matériaux, et tout ce qui est nécessaire au travail, à l'enseignement primaire et à l'enseignement mécanique des jeunes délinquants ; de payer tout le personnel de cet établissement et de faire tous les frais de direction et d'administration y compris le médecin, le chapelain et toutes les dépenses quelconques requises pour l'Institution, réparations, changements et ameublement, le tout sur un aussi bon pied que la dite école de réforme est maintenant tenue, sous tous les rapports.

2. Le gouvernement de cette Province, aussi longtemps que l'école de réforme des Frères ci-dessus nommés sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans la dite cité de Montréal, paiera aux dits Frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme, ou qui y sera interné par la suite, avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent vingt piastres par an ; mais si le nombre total des délinquants venait à être moindre que deux cent cinquante (250), alors il serait payé cent trente piastres au lieu de cent vingt piastres pour chaque enfant ; mais quand le nombre des enfants sera, en aucun temps, de deux cent cinquante ou plus, le prix sera toujours de cent vingt piastres.

3. Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux dits Frères : mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employée par eux, en primes d'encouragement, chaque année, aux délinquants dont la conduite et l'application au travail seront satisfaisantes au jugement des dits Frères, étant entendu que, quant aux délinquants dont la conduite et l'application ne donneraient pas satisfaction, ce pécule ne leur sera pas payé, mais appartiendra pour moitié aux dits Frères et pour moitié au gouvernement, les dits Frères devant rendre compte du tout au Lieutenant-Gouverneur, chaque année.

4. Il sera loisible, en tout temps, pour chacune des parties au présent contrat, durant le dit terme de dix années, de résilier et mettre fin au présent contrat, en donnant un avis de douze mois.

5. Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration des dites dix années, le dit contrat se continuera d'année en année, mais pourra être terminé à la fin de chaque année, en par l'une ou l'autre des parties donnant six mois d'avis.

6. Toute somme payable aux dits Frères, en vertu du présent arrangement, leur sera payée mensuellement, comme cela se fait maintenant.

7. Les dits Frères devront se conformer aux lois concernant les écoles de réforme et aux instructions qui peuvent leur être données, de temps à autre, par le Secrétaire provincial.

8. Dans le cas de désertion des délinquants confiés à leur garde, les dits Frères seront obligés de faire et payer tous les frais nécessaires pour appréhender et incarcérer tels déserteurs.

9. Dans le cas où un pardon ou une remise de peine serait accordée à quelque délinquant par l'autorité compétente, le gouvernement cessera de payer pour tel délinquant, au moment de tel pardon ou remise de peine.

10. Les dits Frères de la Charité pourront admettre dans leur maison et y garder des enfants pensionnaires d'un caractère difficile et vicieux pour lesquels les parents consentiront à payer la pension, mais à la condition que ces admissions ne soient pas au détriment de l'espace dont il y aura besoin pour les autres délinquants.

11. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges, shérifs, greffiers de la couronne, magistrats de police, juges de session, membres du Conseil législatif et de la Chambre d'assemblée de la province de Québec, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'Évêque diocésain, ses grands-vicaires et autres personnes autorisées par le dit Evêque, de visiter, en tout temps, à des heures convenables, la dite école de réforme, ainsi tenue par les dits Frères.

12. Les dits Frères devront se conformer de plus aux instructions et aux règlements qui seront de temps à autre adoptés par le Lieutenant Gouverneur en conseil, pour la régie et la bonne administration de la dite école de réforme et suivre les avis et instructions que les inspecteurs de prisons leur donneront dans l'accomplissement de leurs devoirs.

13. Et, à défaut par les dits Frères d'exécuter les clauses et conditions du présent contrat, il deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

14. Le coût des présentes sera à la charge de la partie de la seconde part, qui devra en fournir une copie certifiée au gouvernement. Le présent contrat sera soumis, pour approbation, à la Législature, à sa prochaine session, et devra être ratifié par elle.

Dont acte fait et passé, en la dite cité de Québec, en l'étude du notaire soussigné, sous le numéro 2817.

Et les parties ont signé avec le dit notaire, lecture faite.

(Signé) LOUIS P. PELLETIER,
secrétaire de la Province.

“ FRÈRE HILDUARD, Sup. Prov.,
président de la dite Corporation.

“ ALEX. GAUVREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

(Signé) ALEX. GAUVREAU, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 26 août 1892, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 30 août 1892.

No 450.

SUR L'APPROBATION D'UN CONTRAT AVEC LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE
ST-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL.

L'honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du vingt-six août courant (1892), recommande qu'il soit autorisé à signer un contrat, dont copie est annexée au dit mémoire, avec les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, pour prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants qui, d'après la loi, leur seront envoyés.

Certifié

(Signé) GUSTAVE GRENIER.

Greffier du Conseil Exécutif.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu—Que le contrat, ci-après récéité, relatif au soin, à la surveillance et au paiement des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'Ecole de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction et à la régie de cette école, passé le trente et un août mil huit cent quatre-vingt-douze, entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT.

L'an mil huit cent quatre-vingt-douze, le 31^e jour d'août,

Devant Maître Alexandre Gauvreau, notaire public, dans et pour la province de Québec, résidant à Québec,

Ont comparu :—

Sa Majesté la Reine Victoria, stipulant par le gouvernement de la dite province de Québec, représentée aux présentes par l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province de Québec, dûment autorisé pour les fins des présentes, tel qu'il appert par le rapport d'un comité du conseil exécutif de la dite province, en date du 26 août courant, et approuvé par Son Excellence le Lieutenant-

Gouverneur de la dite province de Québec, le 31e jour d'août courant, duquel dit rapport une copie dûment certifiée par le greffier du dit Conseil exécutif est annexée aux présentes, après avoir été signée des parties et du dit notaire, *ne varietur*, d'une part ;

“ Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, ” corps politique et incorporé par un acte de la Législature de la dite province de Québec, 32 Victoria, chapitre 77, la dite corporation représentée aux présentes par le révérend Frère Hilduard, Dominique VanLangendonck, supérieur provincial de la dite communauté et comme tel président de la dite corporation des Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, dûment autorisé à l'effet des présentes, par résolution des membres de la dite corporation, adoptée à leur séance du onze août mil huit cent quatre-vingt-douze et demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée par les parties et du notaire, *ne varietur*, d'autre part.

Lesquels, vu le certificat d'école de réforme accordé par le gouvernement de la dite province, aux dits Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, et publié, le vingt et un décembre mil huit cent soixante-douze, dans la *Gazette officielle* de la dite province de Québec, par lequel certificat les dits Frères sont autorisés, à partir du vingt et un décembre mil huit cent soixante-douze, à recevoir les jeunes délinquants catholiques, condamnés à la détention dans une prison de réforme, en cette Province, ont fait ensemble le contrat qui suit, savoir :

1. Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal s'engagent pour le terme et espace de dix années, à compter du premier de septembre prochain (1892), de prendre sous leurs soins, de loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants, qui, d'après la loi, leur seront envoyés ; de faire toutes les dépenses exigées pour l'entretien de cet établissement ; de fournir et entretenir les ateliers, les effets et matériaux, et tout ce qui est nécessaire au travail, à l'enseignement primaire et à l'enseignement mécanique des jeunes délinquants ; de payer tout le personnel de cet établissement et de faire tous les frais de direction et d'administration y compris le médecin, le chapelain et toutes les dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changements et ameublement, le tout sur un aussi bon pied que la dite école de réforme est maintenant tenue, sous tous les rapports.

2. Le gouvernement de cette Province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommés sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans la dite cité de Montréal, paiera aux dits Frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme, ou qui y sera interné par la suite, avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent vingt piastres par an ; mais si le nombre total des délinquants venait à être moindre que deux cent cinquante (250), alors il serait payé cent trente piastres au lieu de cent vingt piastres pour chaque enfant ; mais quand le nombre des enfants sera, en aucun temps, de deux cent cinquante ou plus, le prix sera toujours de cent vingt piastres.

3. Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux dits Frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employée par eux

en primes d'encouragement, chaque année, aux délinquants dont la conduite et l'application au travail seront satisfaisantes au jugement des dits Frères, étant entendu que, quant aux délinquants dont la conduite et l'application ne donneraient pas satisfaction, ce pécule ne leur sera pas payé, mais appartiendra pour moitié aux dits Frères et pour moitié au gouvernement, les dits Frères devant rendre compte du tout au Lieutenant-Gouverneur, chaque année.

4. Il sera loisible, en tout temps, pour chacune des parties au présent contrat, durant le dit terme de dix années, de résilier et mettre fin au présent contrat, en donnant un avis de douze mois.

5. Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration des dites dix années, le dit contrat se continuera d'année en année, mais pourra être terminé à la fin de chaque année, en par l'un ou l'autre des parties donnant six mois d'avis.

6. Toute somme payable aux dits Frères, en vertu du présent arrangement, leur sera payée mensuellement, comme cela se fait maintenant.

7. Les dits Frères devront se conformer aux lois concernant les écoles de réforme et aux instructions qui peuvent leur être données, de temps à autre, par le Secrétaire provincial.

8. Dans le cas de désertion des délinquants confiés à leur garde, les dits Frères seront obligés de faire et payer tous les frais nécessaires pour appréhender et incarcérer tels déserteurs.

9. Dans le cas où un pardon ou une remise de peine serait accordée à quelque délinquant par l'autorité compétente, le gouvernement cessera de payer pour tel délinquant, au moment de tel pardon ou remise de peine.

10. Les dits Frères de la Charité pourront admettre dans leur maison et y garder des enfants pensionnaires d'un caractère difficile et vicieux pour lesquels les parents consentiront à payer la pension, mais à la condition que ces admissions ne soient pas au détriment de l'espace dont il y aura besoin pour les autres délinquants.

11. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges, shérifs, greffiers de la couronne, magistrats de police, juges de session, membres du Conseil législatif et de la Chambre d'assemblée de la province de Québec, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'Evêque diocésain, ses grands-vicaires et autres personnes autorisées par le dit Evêque, de visiter, en tout temps, à des heures convenables, la dite école de réforme, ainsi tenue par les dits Frères.

12. Les dits frères devront se conformer de plus aux instructions et aux règlements qui seront de temps à autre adoptés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour la régie et la bonne administration de la dite école de réforme et suivre les avis et instructions que les inspecteurs de prisons leur donneront dans l'accomplissement de leurs devoirs.

13. Et à défaut par les dits Frères d'exécuter les clauses et conditions du présent contrat, il deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

14. Le coût des présentes sera à la charge de la partie de la seconde part, qui devra en fournir une copie certifiée au gouvernement. Le présent contrat sera soumis, pour approbation, à la Législature, à sa prochaine session, et devra être ratifié par elle.

Dont acte fait et passé, en la dite cité de Québec, en l'étude du notaire sous-signé, sous le numéro 2817.

Et les parties ont signé avec le dit notaire, lecture faite.

(Signé) LOUIS P. PELLETIER,
secrétaire de la Province.

“ FRÈRE HILDUARD, Sup. Prov.,
président de la dite corporation.

“ ALEX. GAUVREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

(Signé) ALEX. GAUVREAU, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 26 août 1892, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 30 août 1892.

No 450.

SUR L'APPROBATION D'UN CONTRAT AVEC LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE
ST-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL.

L'honorable Secrétaire de la province, dans un mémoire en date du vingt-six août courant (1892), recommande qu'il soit autorisé à signer un contrat, dont copie est annexée au dit mémoire, avec les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, pour prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants qui, d'après la loi, leur seront envoyés.

Certifié

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain :

Bill modifiant l'article 704 des Statuts refondus relativement à l'assistant-Procureur-général.

Bill modifiant l'article 2 du code de procédure civile, relativement aux jours non juridiques.

Bill modifiant l'article 17 du code civil, relativement aux jours non juridiques.

Et Bill modifiant l'article 36 des Statuts, refondus relativement aux jours non juridiques.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendé de nouveau la loi concernant les magistrats de district étant lu ;

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain.

Le Bill modifiant le code de procédure civile au sujet des Appels est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et référé au comité permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif aux Ecoles de réforme ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu pour la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative aux taux de péage sur les chemins à barrières de la Rive Sud, à Québec, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Turgeon.—La mission de MM. Casgrain et Hall, en Angleterre, était-elle une mission publique ?

Si oui, quels en étaient la nature et le caractère ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non.

Par M. Pinault.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une aide pour la construction du pont sur la rivière Weippert, dans le chemin maritime St-Edouard des Méchins ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—A la demande de l'honorable M. Flynn, le département de l'Agriculture et de la Colonisation a accordé \$600.00 pour reconstruire le pont sur la rivière Weippert, dans St-Edouard des Méchins.

Cette somme était l'évaluation que M. l'ingénieur Vallée avait faite du coût de cette reconstruction, après avoir été spécialement envoyé sur les lieux.

Des soumissions ont été demandées, et la plus basse reçue au département, étant, pour fournir le bois seulement, de \$175.00 plus élevée que le chiffre de l'évaluation de M. Vallée, le projet de reconstruction a été suspendu.

Par M. Pinault :—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à accorder de l'aide pour la construction des ponts en fer ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non.

Par M. Pinault :—M. J. M. D'Amours, des Trois-Pistoles, arpenteur, a-t-il reçu des instructions du gouvernement de cette Province, depuis le 1er janvier 1892, pour travaux d'arpentage et de cadastrage ?

Si oui, quels sont les travaux qu'il a été chargé de faire ?

2. Quels sont les montants qui lui ont été payés en rapport avec ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Il a été chargé des travaux suivants : cadastrage du canton Armand et de parties des cantons Whitworth, Raudot et Cabano, et relevé de certaines lignes, routes et lacs de ces cantons ; arpentage des rangs 7 et 8, canton de Raudot.

2. \$1140.63 en à-compte, pour travaux de cadastrage.—\$159.36 pour travaux d'arpentage.

Par M. Pinault :—Quel est le montant qui a été dépensé dans la paroisse de St-Pierre-du-Lac de Cedar Hall, pour travaux de colonisation pendant l'année 1892 ?

2. Quand les instructions de faire ces travaux ont-elles été émises ?
3. Le montant des travaux faits a-t-il été payé en entier ?
4. Quelle est la balance qui reste à payer, s'il y en a une ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Les documents reçus au bureau de la colonisation établissent que \$386.50 ont été dépensées dans Cedar Hall, sur une route, dite " route à Lauzier " dont, \$198.85 ont été dépensées par M. Jos. Smith et \$187.65 par M. Alp. Lauzier.

2. Les instructions ont été adressées à M. Jos. Smith le 14 septembre 1892. Par ces instructions, il était autorisé à dépenser \$200.00 sur la dite route. M. Alph. Lauzier n'a jamais reçu d'instructions du département.
3. Il n'y a eu que \$198.85 de payés à M. Jos. Smith.
4. La réclamation de \$187.65 de M. Alph. Lauzier n'a pas été réglée.

Par M. Pinault :—1. M. George Bignell, de Québec, arpenteur, a-t-il reçu des instructions du gouvernement de cette Province, depuis le 1er janvier 1892, pour travaux d'arpentage et de cadastrage ?

2. Si oui, quels sont les travaux qu'il a été chargé de faire ; quels sont les montants qui lui ont été payés en rapport avec ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Il a été chargé des travaux suivants : Cadastrage des cantons Marlow, Risborough Price et Dorset, comté de Beauce, y compris un relevé spécial de certaines lignes dans les cantons de Price et Risborough ; arpentage de lacs et rivières tributaires de la rivière Ste-Anne, comté de Portneuf.

2. \$1076.28 pour travaux de cadastrage. Rien n'a été payé pour les arpentages de rivières.

Par M. Pinault :—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder gratuitement aux colons dans les cantons Dalibaire et Romieu, dans le comté de Matane, les lots de terre qu'ils occupent le long du chemin maritime ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Le gouvernement, sur la recommandation du Commissaire des terres de la Couronne, a adopté, le 3 octobre 1892, un ordre en conseil qui rétablit le principe des octrois gratuits en faveur des colons qui vont s'établir sur les terres traversées par le chemin public de Matane à Cap Chatte, dans les cantons de Cherbourg, Dalibaire, Romieu, Cap Chatte, etc.—Copie de cet ordre en conseil pourrait être produite sur motion pour adresse.

Par M. Gladu.—1. Quels sont les noms des employés permanents et temporaires nommés, depuis le 16 décembre 1891, et qui sont actuellement employés dans les bureaux des terres de la Couronne tenus dans l'enceinte des bâtiments parlementaires ?

Quelle est la date de leur nomination ou commencement d'emploi, et quel est leur salaire ou traitement ?

2. Quels sont les noms des employés des mêmes bureaux qui, depuis la même date, ont, soit été démis ou autrement cessé d'occuper leur dit emploi ?

Quelle est la date de leur renvoi ou cessation d'emploi, et quel était leur salaire ou traitement lors de tel renvoi ou cessation d'emploi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Les renseignements que comporte cette interpellation pourront être demandés par une motion pour ordre de la Chambre.

Par M. Dechène.—M. Isidore-Noël Belleau, avocat, de Lévis, a-t-il agi comme substitut du Procureur-général, au dernier terme de la cour criminelle, à Québec ?

Si oui, quand a-t-il reçu les instructions d'agir en telle qualité ?

Quel est le montant réclamé par lui ?

Quel est le montant payé pour ses services ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Oui. Au dernier terme criminel dans la cause de " la Reine vs Mercier et al. ", d'après instructions contenues dans une lettre du 17 octobre 1892.

Ce monsieur n'a pas produit de compte.

Par M. Dechène.—Les gardes-forestiers à l'emploi du gouvernement ont-ils tous subi les examens exigés par la loi ?

Si non, quels sont ceux qui ne se sont pas conformés à la loi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Non ; un certain nombre ont subi l'examen. Ceux qui ne l'ont pas fait devront le faire au printemps, à leur retour du bois.

Si de plus amples renseignements sont requis, demande pourra en être faite par motion pour ordre de la Chambre.

Par M. Laliberté.—1. A quelle date MM. Louis-Georges Desjardins et Eugène Rouillard ont-ils été nommés, le premier, Greffier de l'Assemblée législative, le second, Greffier de la Couronne en chancellerie, en remplacement de M. Louis Delorme qui occupait ces deux charges ?

2. Quel était le traitement annuel de M. Delorme comme titulaire de ces deux charges, lors de sa mise à la retraite ?

3. Quel est le traitement annuel actuellement alloué aux dits MM. Desjardins et Rouillard, respectivement, comme titulaires de ces deux charges ?

4. Quel est le montant annuel de la pension allouée au dit M. Delorme par suite de sa retraite comme titulaire de ces deux charges ?

5. M. Rouillard a-t-il quelque autre emploi sous le gouvernement ? Depuis quand ? Quel salaire reçoit-il soit par jour, par mois ou à l'année ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. M. Desjardins, le 29 septembre 1892 ; et M. Rouillard, le 12 octobre 1892.

2. M. Delorme avait un salaire fixe de \$2,400.00, comme Greffier de la Chambre et de \$400.00, comme Greffier en Chancellerie, mais M. Delorme a touché comme Greffier en Chancellerie \$950.00 en 1890 et \$700.00 en 1891.

3. M. Desjardins, \$2,400.00 et M. Rouillard, \$400.00, mais M. Rouillard ne reçoit pas d'extras comme M. Delorme en recevait.

4. \$1260.00 par année ; c'est le montant fixé par la loi. M. Delorme a été mis à la retraite à sa demande pour cause de maladie. L'enquête tenue par le bureau de la Trésorerie, à cette fin, a constaté que la demande de M. Delorme était bien fondée ; qu'il avait l'âge requis pour demander, comme il l'a fait, sa mise à la retraite, et qu'il se trouvait en outre dans toutes les conditions voulues par la loi et notamment l'article 676 des S. R. P. Q.

5. M. Rouillard est employé au département des Terres comme surnuméraire spécial, à raison de \$2.50 par jour, depuis le 5 décembre dernier.

Par M. Dechène.—M. Gustave Stuart, avocat, de Québec, a-t-il agi comme avocat de la Couronne à Québec, depuis le 16 décembre 1891 ?

Si oui, combien de temps ?

Quels étaient ses honoraires ?

Quel est le montant total réclamé par lui ?

Quel est le montant payé ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Oui. Dans les poursuites au criminel contre MM. Mercier, Charles Langelier et Pacaud, en vertu d'instructions des 28 avril 1892 et 7 septembre 1892.

Ce monsieur n'a pas produit de compte.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il payé pour impression de la preuve *in re* Langlais ? Si oui, combien a coûté chaque exemplaire ? Quel est le montant total payé ?

À qui, et quand le montant a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les renseignements demandés dans cette interpellation seront contenus dans les documents qui seront mis devant cette Chambre.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours d'ouverture de la session, et je ne doute pas de votre désir et de votre capacité de promouvoir, par une législation sage et éclairée, les intérêts de cette Province.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 20 janvier 1893.

Les bills ci-après mentionnés sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une deuxième fois, et référés au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Bill amendant l'acte 45 Vict., chap. 108, concernant la Compagnie du pont de St-François ;

Bill autorisant une certaine cession de biens faites à la Corporation épiscopale du diocèse de Valleyfield par la paroisse de Ste-Cécile de Valleyfield ;

Et Bill constituant en corporation la Chambre des agents d'assurance contre le feu, de Montréal.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill modifiant l'acte 44-45 Victoria, chapitre 71, constituant en Corporation la Compagnie électrique de Québec et Lévis ;

Bill pour diviser le capital-actions de la " Paton Manufacturing Company, " en actions de cent piastres chacune ;

Et Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Blandford.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 23 janvier 1893.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires, pour l'année 1892, de l'Hôtel-Dieu, de St-Hyacinthe et de l'Ouvroir Ste-Geneviève, de St-Hyacinthe.
(Document de la session No 8.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Baker,—la pétition de Dame Philomène Lemoine, en religion Sœur Ste-Thérèse de Jésus et autres.

Par M. Rioux,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie du Canada.

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de *The Canadian Fire Underwriters Association*.

Par M. Hackett,—la pétition de la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de St-Henri.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de la cité de Sainte-Cunégonde, demandant des amendements à sa charte ;

De E. Geoffrion et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité ;

Du bureau des directeurs de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et de Sorel, demandant une loi remettant en vigueur et amendant son acte d'incorporation et les actes qui l'amendent ;

De Robert Bickerdike et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de *The Dominion Abattoir and Stock yards Company* ;

Et de George Ball et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de *The Quebec South and Occidental Railway Company*.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Marchand, M. King, M. Lacouture, M. Normand, M. Tétreau, M. Villeneuve, M. Simpson, M. Tessier (Rimouski), M. Turgeon et M. Bourbonnais, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir : les honorables Messieurs Taillon et Nantel, et Messieurs Cartier, Cholette, Cooke, Kennedy, McDonald, Gladu, Morin, Stephens, Tessier, (Portneuf) seront membres pour agir, au nom de cette Chambre, comme membres du comité mixte des impressions de la Législature.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 100 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 696 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant les tables statistiques de l'état civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 1208 du Code civil, concernant les actes notariés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill validant certains enregistrements affectant les lots situés dans les onzième et douzième rangs du canton de Simpson.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill permettant à l'honorable Louis-Adolphe Billy d'ajouter le préfixe "de" avant son nom de famille ;

M. Baker propose, secondé par M. Tellier, que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill autorisant la compagnie dite "*The CSte St-Antoine Road Company*" à vendre une partie de la "*Western Avenue*," et accordant de plus amples pouvoirs à la dite compagnie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Girard (Rouville).—M. S. T. St-Cyr, commerçant de foins, de la ville de Berthier, a-t-il été à l'emploi du gouvernement ?

Si oui, depuis quand et combien de temps ?

En quelle qualité ?

Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé ?

Quel salaire doit-il recevoir ?

Combien a-t-il reçu ? A-t-il fait rapport ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Oui.

2. Depuis le 29 novembre 1892, jusqu'au 29 décembre de la même année. Il n'est plus employé.

3. Pour visiter les comtés de Bertier et de Maskinongé afin d'étudier, sur les lieux, le mérite des requêtes demandant de l'aide pour travaux de colonisation que nous avons reçues de ces comtés.

4. Sur la recommandation de M. Victor Allard, député du comté de Berthier.

5. Il devait recevoir \$2.00 par jour, en sus de ses dépenses réelles.

6. Il a reçu \$126.65. Il a fait rapport.

Par M. Turgeon.—M. le Dr Samson, inspecteur des manufactures, a-t-il, depuis le 12 décembre 1891, reçu aucun salaire, rémunération ou déboursés du gouvernement de cette Province ?

Si oui, quel en est le montant ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—M. le Dr Samson a reçu \$150.00 sur l'allocation de \$200.00 accordée à l'inspecteur d'hygiène.

Par M. Tessier (Portneuf).—Le gouvernement a-t-il l'intention, dans un but d'économie, d'abolir les cours de magistrats de district dans les districts ruraux et de révoquer les commissions de ces magistrats de district ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Comme l'abolition de la cour des magistrats de district dans les districts ruraux entraînerait des dépenses additionnelles dans l'administration de la justice, le gouvernement n'a pas l'intention d'abolir ces cours ni de révoquer la commission des dits magistrats.

Par M. Gosselin.—Combien a-t-il été payé par la Province, jusqu'au 15 janvier 1893, pour les procès intentés par la Couronne contre l'honorable M. Mercier ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Aucune somme d'argent n'a encore été payée par la Province en rapport avec les poursuites en question à part des \$20.00 par jour payées à MM. Dunbar, C. R., et Languedoc pour les jours pendant lesquels le procès en question a été instruit (du 26 octobre au 4 novembre 1892) huit jours.

MM. Belleau C. R., et Stuart, C. R., qui ont occupé spécialement pour la Couronne dans cette cause, n'ont pas encore envoyé leurs comptes.

Par M. Gosselin.—Combien a-t-il été payé par la Province à M. F. X. Drouin, avocat, de Québec, pour retenue, honoraires, etc., dans la cause de la Reine ou le

Procureur-général *vs* Ernest Pacaud, en recouvrement d'une certaine somme de \$100,000 ?

Combien a-t-il été payé par la Province pour toutes autres dépenses dans la dite cause ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Il a été payé à M. F. X. Drouin, C. R., à la date du 21 avril 1892; pour avance et retenue, la somme de \$100.00 et à la date du 12 septembre 1892, un compte de \$144.45 pour mémoire de frais taxé dans la première cause contre le dit défendeur.

Il a été payé à M. Irvine, C. R., pour frais du défendeur, sur première action, la somme de \$130.10.

Par M. Gosselin.—Combien a-t-il été payé, à même les fonds publics de la Province, à M. R. P. Vallée, avocat, de Québec, comme Conseil dans la cause en appel de McDonald *vs* la Reine, et sur la somme ainsi payée, combien a-t-il été payé au dit Vallée, à titre d'avances, et à quelles dates ces paiements ont-ils été faits ?

2. Quelle rétribution, indemnité ou traitement le gouvernement paie-t-il, respectivement, au juge Davidson et au juge Larue en leur qualité de Commissaires pour la refonte ou la révision du Code de procédure civile ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Comme honoraire \$100.00 à la date du 7 novembre 1892.

2. Le gouvernement n'a rien payé jusqu'à présent.

Par M. Parent :—1. Le gouvernement a-t-il donné un contrat pour l'enlèvement de la neige sur les terrains lui appartenant dans la cité de Québec ?

2. Si oui, à qui ?

3. A quelles conditions ?

4. A-t-il demandé des soumissions avant de l'accorder ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Divers contrats ont été donnés par le département des Travaux publics.

2. A Thomas Ryan, pour le terrain situé coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine ; à Elzéar Lessard, pour le terrain du Palais législatif.

3. Aux conditions contenues aux devis respectifs de chaque contrat.

4. Il a reçu un grand nombre de soumissions, et, dans chaque cas, il a accepté la plus basse de celles qui étaient acceptables.

Henri Huot, pour le palais de justice et le bureau des archives, \$400.00 pour la saison, payables en cinq versements égaux, le premier devenant dû le 24 décembre 1892 ; les autres le premier de chaque mois, moins quinze pour cent qui sera retenu comme garantie de la bonne exécution du contrat, et payables après expiration du contrat à la satisfaction du shérif.

Un grand nombre de soumissions ont été reçues et une offre de \$275.00 de moins que pour l'année dernière ayant été faite, cette offre a été acceptée.

Par M. Girard (Rouville).—Quel est le montant des dépenses encourues par le gouvernement pour la commission d'enquête relativement au chemin de fer Montréal et Sorel?

Quelle somme a été payée?

Quelle somme reste due?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—

Total	\$ 3,831 40
Montant payé	1,400 00
Montant restant dû	2,431 40

Par M. McDonald.—1. Combien d'établissements laitiers ont produit jusqu'à ce jour, au département de l'Agriculture, les rapports requis pour toucher la prime offerte par le gouvernement pour encourager la fabrication du beurre en hiver?

2. Combien de livres de lait ont été reçues, dans ces fabriques, en novembre et en décembre 1892?

3. Quel est le montant total payé jusqu'à ce jour pour rencontrer la prime réclamée par les propriétaires de ces établissements?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—

1.—Vingt.

2.—1,262,880 livres.

3.—\$784.73.

Par M. Girard (Rouville).—Le gouvernement a-t-il l'intention d'aider à la reconstruction du pont détruit par un incendie, et situé en Richelieu et Chambly, sur la rivière Richelieu?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—L'affaire est sous considération.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de la preuve dans l'enquête faite dans la cause du chauffeur Plamondon par l'inspecteur Désaulniers, en décembre dernier, ainsi que du rapport fait par l'inspecteur Désaulniers en cette affaire.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Gosselin,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à la distribution de l'argent voté, pour les fins de colonisation, dans le comté de Bellechasse.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Tessier (Portneuf), secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre le Gouvernement, le Commissaire des travaux publics, le Secrétaire de la Province et la Compagnie ou le directeur de la Compagnie du chemin de fer Québec Central, à propos de la nomination de MM. Linière Taschereau et Joseph-Edmond Roy, comme directeurs de la dite compagnie, en vertu de la section 9, chapitre 88 de l'acte 54 Victoria de la province de Québec.

Sur motion de M. Girard (du Lac St-Jean), secondé par M. Rioux,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—une liste indiquant les noms de tous les employés permanents et surnuméraires, avec leur salaire ou rémunération, respectivement, dans les différentes branches du service du département des Terres de la Couronne, à la date du 21 décembre 1891.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toutes correspondances, affidavits et autres documents se rattachant à la question du paiement du Dr J.-E. Tremblay, pour le mois de septembre 1891.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette chambre—copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à la distribution de l'argent voté pour les fins de colonisation dans le comté de Rimouski.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état indiquant :

1. Une liste des limites à bois offertes en vente le 9 janvier 1890 ;
2. Le montant des prix d'adjudication ;
3. Le montant payé sur cette vente, à cette date ;
4. Les sommes payées en à compte depuis cette date jusqu'au 21 décembre 1891 ;
5. Les sommes payées en à compte depuis le 21 décembre 1891 jusqu'au 15 décembre 1892, inclusivement.
6. Les dépenses encourues pour frais d'annonces, d'explorations et de l'encan, à l'occasion de cette vente de limites.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état de toutes sommes avancées à M. J. B. Rouillard, de Montréal, autrefois de Sorel, par le département des Terres de la Couronne, en rapport avec des explorations minières, depuis le mois de janvier 1887 jusqu'en décembre 1892. Etat des sommes dont le dit Rouillard est encore redevable envers le dit département.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toutes requêtes, correspondances, rapports d'inspecteurs, rapports d'ingénieurs, et autres documents se rattachant à la reconstruction d'un pont connu sous le nom de " Pont à la Vapeur ", dans le comté de Matane.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—1. Etat indiquant toutes les sommes dues au département des Terres de la Couronne, à la date du 21 décembre 1891, pour des avances faites par le commissaire des terres de la Couronne, antérieurement, à des employés permanents ou surnuméraires, à même leur salaire futur ou à d'autres personnes apparemment pour copie de livres de renvoi.

2. Copie de toutes correspondances, opinions légales, etc., relativement à la question du remboursement, après le décès de certains employés, des sommes avancées sur leur salaire.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toute correspondance entre le gouvernement et Monseigneur Bossé, du vicariat apostolique du Labrador, concernant l'emploi et la distribution d'une somme de dix mille dollars, accordée au dit Monseigneur Bossé sur les quatre cent mille dollars votés pour régler la question dite " des Jésuites. "

Sur motion de M. Caron, secondé par M. Gosselin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—une liste des juges de paix nommés par le gouvernement, depuis la dernière session, pour le district des Trois-Rivières, et résidant dans le comté de Maskinongé ; donnant les noms des juges de paix ainsi nommés, et les noms des personnes qui ont recommandé ces nominations.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus pour la deuxième fois et référés au comité spécial permanent de législation et lois expirantes, savoir :

Bill modifiant le Code civil et l'article 610 du Code de procédure civile relativement aux privilèges des bûcherons, voyageurs et autres.

Bill amendant l'article 2010 des Statuts refondus de la province de Québec.

Bill modifiant les articles 825 et 826 du Code de procédure civile relativement à la mise en liberté moyennant caution.

Et Bill amendant la loi relative à la preuve prise par la sténographie.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant le libelle par les journaux, 1893,

M. Augé propose, secondé par M. Bédard,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

Le Bill amendant l'article 630 des Statuts refondus de Québec, relativement au cautionnement des officiers publics, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions relatives au contrat passé entre le gouvernement et MM. L. J. Demers et frère, concernant l'impression de la "Gazette Officielle de Québec".

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Que, jeudi prochain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant une concession gratuite de terres publiques en faveur des RR. PP. Trappistes, dans la région du Lac St-Jean.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi relative aux Ecoles de réforme ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 704 des Statuts refondus relativement à l'assistant-Procureur général ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux jours non juridiques ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux fêtes légales ”.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques ; et, après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux fêtes légales ”.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 36 des Statuts refondus relativement aux jours non juridiques ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux fêtes légales ”.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Résolu, Que, jeudi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 24 janvier 1893.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Ste-Marie,—la pétition de P.-A. Collette et autres, de St-Rémi de Napierville.

Par M. Savaria,—la pétition de J.-Narcisse Dupuis et autres.

Par M. Turgeon,—la pétition de George Tanguay et autres.

Par M. Augé,—la pétition de Hormisdas Lapointe et autres,—et la pétition de Dame Mary Farmer, de la cité de Montréal.

Par M. Stephens,—la pétition de Edward Murphy et autres, de la cité de Montréal,—et la pétition de Stanislas Pariseault et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Villeneuve,—la pétition de Flavien Filiatrault et B. A. T. de Montigny, de la cité de Montréal.

Par M. Descarries,—la pétition de James Ernest Thayer, de la cité de Montréal,—et la pétition des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal.

Par M. Parizeau,—la pétition de A. de Montigny et autres.

M. Descarries, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

D'Antoine Monette et autres, demandant une loi érigeant une nouvelle municipalité de village dans la partie ouest du Côteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce ;

De David Bell et autres, demandant une loi divisant et érigeant la municipalité de "St-Roch de Québec-Nord" en deux municipalités séparées ;

Des commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de la Côte St-Antoine, demandant des amendements à leur charte ;

De la compagnie dite "The Back River Power Company", demandant une charte ;

De la ville de la Côte St-Antoine, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation de la ville de Beauharnois, demandant des amendements à sa charte ;

Et de Joseph O'Callaghan Mignault, demandant un acte autorisant les arpenteurs-géomètres de la province de Québec à l'admettre au nombre de leurs membres, après examen.

Votre comité a aussi examiné la pétition du conseil du comté de Témiscouata, demandant une loi transférant, dans la ville de Fraserville, le bureau d'enregistrement du dit comté, et trouve que les avis n'ont pas été publiés dans les journaux anglais, mais, comme la très grande majorité des intéressés parle la langue française et que, de plus, il n'y a pas de journaux anglais dans le dit comté, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants.

Quant à la pétition de la corporation de la cité des Trois-Rivières, votre comité a trouvé que les avis ne mentionnent pas l'émission de débentures pour l'aqueduc ; mais, comme il a été prouvé par un certificat du secrétaire-trésorier de la dite cité que cette émission de débentures a été discutée et adoptée dans une assemblée du conseil, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill pour autoriser les arpenteurs géomètres de la province de Québec à admettre Joseph O'Collaghan Mignault au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chateauvert ait la permission de présenter un Bill divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec-Nord en deux municipalités séparées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant les diverses lois concernant la constitution en corporation de la cité des Trois-Rivières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant et refondant les lois concernant la ville de la Côte St-Antoine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill concernant les commissaires d'écoles de la ville de la Côte St-Antoine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill concernant la charte de la ville de Beauharnois, et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "The Back River Power Company".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill érigeant une nouvelle municipalité de village dans la partie ouest du Côteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lacouture ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relativement aux Îles du Moine et des Barques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill concernant l'indemnité législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'article 630 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement au cautionnement des officiers publics ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendements.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, de Montréal ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 25 janvier 1893.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Carbray,—la pétition de la Compagnie dite *The Canadian Mutual Loan and Investment Company*.

Par M. Cholette,—la pétition de la Corporation du village de Dorion.

Par M. Chateauvert,—la pétition de Auguste Hamel et de Abraham-Alphonse Hamel.

Par M. Marion,—la pétition du Révérend A.-L. Sentenne et autres.

Par M. Tellier,—la pétition de Euclide Dugas et autres.

Par M. Doyon,—la pétition de la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie.

Par M. Augé,—la pétition des Syndics de la commune de Laprairie de la Magdeleine.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Dame Philomène Lemoine, en religion sœur Sainte-Thérèse de Jésus, et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis " ;

De la Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie, demandant une loi la constituant en corporation ;

De " The Canadian Fire Underwriters Association ", demandant que le bill constituant en corporation " la Chambre des courtiers d'assurance contre le feu, de Montréal, " ne devienne pas loi ;

Et de la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et Compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le bill pour diviser le capital-actions de la " Paton Manufacturing Company " en actions de cent piastres chacune, a l'honneur de rapporter ce bill sans amendement.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a cru devoir changer le préambule de ce bill, parce que, dans son opinion, il paraissait censurer cette Législature.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, le quel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été admis dans chaque cas :

De la Corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

Et de la Corporation de la ville de Longueuil, demandant des amendements à sa charte.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1892, des institutions suivantes :

“ Women's Christian Association, de Québec ” ;

“ Young men's Hebrew Benevolent Society, de Montréal ”.

(Documents de la session No 8).

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill modifiant les lois concernant la ville de Longueuil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rioux ait la permission de présenter un Bill transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill amendant la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Baker.—Le gouvernement a-t-il l'intention de payer le coût de la bâtisse de l'Union ouvrière de Lévis, tel que promis par l'ancien gouvernement ; si oui, quand ?

Si non, pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—La question est à l'étude.

Par M. Lussier.—Est-ce que l'honorable Thomas Chapais, rédacteur du *Courrier du Canada*, a été invité à former partie du présent cabinet comme ministre sans portefeuille ?

A-t-il refusé ? Si oui, pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Oui. L'honorable M. Chapais n'a pas refusé ; il donnera sa décision dans une couple de jours. Son hésitation n'est due à aucune cause politique.

Par M. Descarries.—1. Quel avocat ou société d'avocats a été chargée par le département du Procureur-général de représenter le gouvernement dans la cause de Lapointe (héritiers Cimon) contre la Reine, actuellement pendante en appel devant la Cour du Banc de la Reine ?

2. Quand cet avocat ou société d'avocats a-t-elle été requise de représenter le gouvernement ?

3. Cet avocat ou société d'avocats a-t-elle reçu des avances, et si oui, quand et combien ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1 et 2. M. Charles Langelier, d'après instructions en date du 20 septembre 1888, avec C. A. Morrisette comme Conseil ;

3. 17 avril 1890. Trois avances faites à l'honorable C. Langelier \$300.00 ; le 8 juillet 1890 ; Balance du compte du 28 juin 1890, pour honoraires et déboursés payée à Montambault, Langelier, Langelier et Taschereau \$1,700.00.

Par M. Descarries :—1. Quel avocat ou société d'avocats a été chargée par le département du Procureur-général de représenter le gouvernement dans la cause de McDonald contre la Reine, actuellement pendante en appel devant la Cour du Banc de la Reine ?

2. Quand cet avocat ou société d'avocats a-t-elle été requise de représenter le gouvernement ?

3. Cet avocat ou société d'avocats a-t-elle reçu des avances et si oui, quand et combien ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—28 janvier 1889, instructions à l'honorable Frs Langelier de remplacer J.-G. Bossé nommé juge ;

3 juin 1890, payé à MM. Montambault, Langelier, Langelier & Taschereau, leur compte pour honoraires et déboursés \$4,500.00.

Par M. Petit.—L'honorable M. Flynn, élu le 8 mars dernier pour représenter Gaspé et Matane, a-t-il reçu quelque indemnité comme député de Matane ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Non.

Par M. Desjardins.—MM. Leblanc et Desaulniers, propriétaires du "National," ont-ils été chargés de faire quelques impressions pour le département des terres de la Couronne, le ou vers le mois de novembre 1891 ?

Si oui, quel ouvrage ?

Combien ont ils reçu à compte ?

Ont-ils livré cet ouvrage au département des Terres de la Couronne ?

Si non, quelle action le département a-t-il prise pour les y contraindre ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui, le " Guide du colon ".

2. Une lettre de crédit pour la somme de \$530.00 leur a été donnée le 14 décembre 1891, à compte de cet ouvrage. Le paiement de cette lettre de crédit est réclamé par la banque Union.

3. Cet ouvrage n'a pas encore été livré au département des terres de la Couronne.

4. Il leur a été enjoint, à plusieurs reprises, d'avoir à livrer cet ouvrage au plus tôt.

Par M. Tellier.—Quels sont les montants qui ont été payés pour l'enlèvement de la neige sur les terrains du Palais de justice et des bureaux des Archives à Québec, pour les années suivantes : 1887-88, 1888-89, 1889-90, 1890-91, 1891-92, 1892-93 ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—

1887-88.....	\$866 60
1888-89.....	450 00
1889-90.....	523 00
1890-91.....	550 00
1891-92.....	675 00

Pour 1892-93, la somme de \$400.00 est stipulée par le contrat, et sera payée

Par M. Gladu.—1. Outre les emplois que M. Monfette, ex-député de Nicolet a occupés et les montants à lui payés, et dont le ministère a donné le détail sur l'interpellation, faite le 18 janvier courant, M. Monfette a-t-il, durant l'année 1892, été employé par le gouvernement à d'autres travaux ou missions, et, si oui, à quels travaux ou missions ?

Et quelles sommes d'argent lui ont été pour ce payées ?

2. M. Monfette est-il, depuis le 1er janvier 1893, à l'emploi du gouvernement ?

3. Si oui, à quel emploi et à quel salaire ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. M. Monfette a été employé du 22 octobre au 15 janvier courant à parcourir certaines paroisses pour y induire les cultivateurs à construire des silos et à pratiquer les cultures propres à l'ensilage.

2. Il a reçu pour ses dépenses de voyage et pour salaire sur le pied de \$1000.00 par année : \$424.53.

3. Il n'est plus à l'emploi du gouvernement.

Par M. Girard (Rouville).—1. Pour quelles raisons M. Louis Pelland, de Berthier, a-t-il été destitué comme employé public ?

2. Qui a demandé cette destitution ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Parce que nous avons constaté qu'il n'était pas en état de nous rendre, d'une manière suffisamment efficace, les services que nous avions droit d'attendre de lui.

2. Conséquemment sa destitution s'imposait.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie du contrat pour l'impression du Journal d'Agriculture, donnant :

Les noms des rédacteurs et autres employés y attachés ;

Le coût de l'impression ;

Le coût de revient de chaque numéro pour le gouvernement ;

Le nombre d'abonnements et à quel prix ;

Le tirage total ;

Le total du montant déduit de chaque société d'Agriculture.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de tous documents, correspondance, etc., se rapportant à la construction de la bâtisse dite " La bâtisse des ouvriers ou institut des ouvriers de Lévis".

Sur motion de M. Descarries, secondé par M. Panneton,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—copie du rapport de la commission royale sur le chemin de fer de Montréal et Sorel.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Bernachez,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de la correspondance, en la possession du gouvernement, intervenue entre les dames Religieuses de la Charité et les propriétaires de l'Asile de Beauport, et ces derniers et le gouvernement, à propos de l'Asile de Beauport, et l'entretien des aliénés à l'expiration du

contrat actuel ; aussi le certificat du registraire concernant la dite propriété, et autres documents s'y rattachant.

Sur motion de M. Caron, secondé par M. Gillies,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de tous documents et correspondance relativement à la destitution de M. L.-E. Caron, comme registraire du comté de Maskinongé.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Panneton,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie des requêtes et lettres reçues par le gouvernement, de la part du shérif, du protonotaire, du Barreau et du député du district de Joliette, ainsi que copie du rapport ou des rapports de l'Inspecteur des prisons sur l'à-propos de ces réparations.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Rimonski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état indiquant les noms des employés permanents et temporaires nommés depuis le 16 décembre 1891 et qui sont actuellement employés dans le bureau des Terres de la Couronne, tenu dans l'enceinte des bâties parlementaires ;

2. La date de leur nomination ou commencement d'emploi, et leur salaire ou traitement ;

3. Les noms des employés des mêmes bureaux qui, depuis la même date, ont, soit été démis ou autrement cessé d'occuper leur dit emploi ;

4. La date de leur renvoi ou cessation d'emploi, et leur salaire ou traitement lors de tel renvoi ou cessation d'emploi.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant et régularisant la fermeture des magasins à bonne heure étant lu,

M. Augé propose, secondé par M. Villeneuve,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de MM. Cholette, Chycoyne, Bédard, Tessier (Portneuf), Turgeon, Parizeau, Martineau, Baker, Carbray, Descarries, Villeneuve, Normand, Tetreau, Duplessis et Lussier, pour en faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoirs d'envoyer chercher personnes, papiers et records.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 1188 du Code de procédure civile, tel qu'amendé par l'article 6011 des Statuts refondus de Québec,

M. Stephens propose, secondé par M. Ste-Marie, que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Hackett propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Châteauevert que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui ", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—43.</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	<i>Tétreau.—16.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale ainsi amendée étant mise aux voix,
Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Le Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge de commissaire des incendies est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

Le Bill amendant l'article 696 des statuts refondus de la province de Québec, relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill autorisant la compagnie dite "*The Côte St-Antoine Road Company*" à vendre partie de la *Western Avenue*, et accordant de plus amples pouvoirs à la dite compagnie.

Bill constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance.

Bill pour autoriser les arpenteurs-géomètres de la province de Québec à admettre Joseph O'Callaghan Mignault au nombre de ses membres, après examen.

Bill concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements.

Bill érigeant une nouvelle municipalité de village dans la partie ouest du Côteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce.

Bill modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relativement aux Isles du Moine et des Barques.

Bill divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec-Nord en deux municipalités séparées.

Bill amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Et Bill concernant les Commissaires d'écoles de la ville de la Côte St-Antoine.

Le Bill constituant en corporation " The Back River Power Company " est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des industries.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 26 janvier 1893.

M. l'Orateur met devant la Chambre—l'état des affaires, pour l'année 1892, de la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus. (*Documents de la session N^o 8.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Audet, Bryson, Cormier, Laviolette, Roche, Ross, J.-J. Starnes, Tourville et Wood, membres d'un comité pour surveiller les impressions du Conseil législatif pendant la présente session, et pour agir, au nom de leur Chambre, comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions, de la Législature tel que demandé par l'Assemblée législative, dans son message du 23 courant.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Hackett,—la pétition de Margaret McCready Langan et autres.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la corporation de la ville de Maisonneuve.

Par M. Allard,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Isle de Montréal.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition des gouverneurs, de la Corporation et de la Faculté médicale de l'Université McGill.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues

De M. A. Collette et autres, de St-Rémi de Napierville, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " La Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Rémi " ;

De J.-Narcisse Dupuis, rentier, et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " La Compagnie du chemin de fer de ceinture de l'île de Montréal " ;

De Georges Tanguay et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " La Compagnie de téléphone du comté de Bellechasse " ;

De Hormidas Laporte et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " l'Alliance Nationale " ;

De Dame Mary Farmer, de la cité de Montréal, demandant une loi l'autorisant à disposer de certains biens substitués. (Succession de Edward William Burgess.)

De Edward Murphy et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à l'acte 54 Victoria, chapitre 78, section 3 ;

De Stanislas Pariseault et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité ;

De F. Filiatrault et B.-A.-T. de Montigny, ès-qualité, demandant une loi les autorisant à vendre des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de Dame Emélie Crevier et de Narcisse M. Lecavalier ;

De James Ernest Thayer, de la cité de Montréal, demandant une loi l'autorisant à ajouter à son nom celui de " Ross " ;

Des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal, demandant une loi validant et confirmant la vente d'un immeuble à eux faite par Dame Anne-Marie Devins (veuve Thomas Tiffin) ;

De A. de Martigny et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " La Compagnie Hypothécaire Canadienne ".

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Blandford, a l'honneur de rapporter ce bill sans amendement.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Chambre des agents d'assurance contre le feu de Montréal et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé, vu que les dispositions de ce bill sont contraires aux intérêts du public.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au 7 de février prochain; celui pour présentation des bills privés au 14 du même mois, et celui pour la réception des rapports sur ces bills privés au 20 du même mois.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants :

De la ville de St-Laurent, demandant une charte.

De l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie, demandant une charte.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit étendu au septième jour de février prochain, que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé au 14^{me} jour du dit mois, et que celui pour la réception des rapports sur ces bills privés soit aussi prolongé au 20^{me} jour du même mois.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Carbray ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau la loi des élections contestées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de St-Laurent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gosselin ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 887 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill modifiant le Code de procédure civile au sujet des appels, et le Bill concernant la subornation et la corruption, a l'honneur de rapporter ces bills avec amendements.

M. Cooke propose, secondé par M. McDonald,—Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'avis que les raisons de l'existence d'une Chambre-Haute, ou Conseil législatif, n'existent plus et qu'elle devrait être abolie.

M. Chicoyne propose, comme amendement, secondé par M. Cartier;

Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette résolution ne soit pas adoptée maintenant, mais qu'elle soit remise à six mois pour considération ultérieure, et cette Chambre a confiance que le Conseil législatif prendra lui-même l'initiative de tous amendements à sa constitution, que les intérêts de la Province et l'opinion publique peuvent commander ".

L'honorable M. Marchand propose, comme sous-amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf), Que tous les mots après " Que ", de la motion principale, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que notre situation financière, telle qu'exposée par l'honorable Trésorier de la province, exige des mesures de rigoureuses économies ;

" Attendu la grande pénurie dont souffre la population de cette Province, à cause des difficultés éprouvées pour l'écoulement de nos produits agricoles et autres ;

" Attendu qu'en raison de cette pénurie, nos campagnes se dépeuplent rapidement par l'émigration et qu'il est impossible, dans les circonstances, d'exiger le paiement de nouveaux impôts sans augmenter cette immigration ;

" Attendu qu'il n'existe qu'un seul moyen praticable d'équilibrer nos finances provinciales, celui de la plus stricte économie dans l'administration de la chose publique, et, partant, l'abolition de tout ce qui, dans les rouages législatifs et administratifs de notre organisation provinciale, n'est pas essentiel à son bon fonctionnement ;

" Attendu qu'en obéissance au vœu populaire exprimé lors des dernières élections générales, il est du devoir de cette Législature d'épuiser tous les moyens d'économie et de retranchements, à sa disposition, qui ne seront pas incompatibles avec l'intérêt public et les obligations existantes, avant de consentir à la perception de nouveaux impôts sur le peuple ;

" Cette Chambre est d'opinion qu'il est nécessaire, pour mettre à effet cette politique d'économie qui s'impose, d'opérer, sous le plus court délai possible, les

réformes et les retranchements suivants dans notre système législatif et administratif :

1. Abolition du Conseil législatif ;
2. Abandon de Spencer Wood, comme résidence officielle du Lieutenant-Gouverneur ;
3. Diminution du nombre des ministres au plus bas chiffre qui soit compatible avec le bon fonctionnement du gouvernement de cette Province ;
4. Suppression de tous les subsides de chemins de fer actuellement périmés, à cause du non accomplissement des conditions, ou de l'expiration des délais sous lesquels ils ont été octroyés ;
5. Réorganisation du service public dans tous les départements et réduction du nombre des employés au chiffre strictement requis pour la conduite effective de ces services sur un pied d'affaire ;
6. Suppression, d'ici à ce que le rétablissement de notre condition financière le permette, de tous octrois législatifs, sauf ceux qui sont essentiels à l'instruction publique, aux institutions de charité d'utilité reconnue et au progrès réel de l'agriculture et des industries dans cette Province ”.

Et un débat s'en suivant ;

Et objection étant faite par M. Cooke que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il ne relève pas de la motion principale ;

M. l'Orateur maintient l'objection, et cite l'article 12 des usages de l'Assemblée législative et Bourinot, page 333, édition 1884.

Et le débat se continuant,

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ; et l'heure pour la considération des bills privés étant expirée, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'honorable M. Hall, trésorier de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30

juin 1893 et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1894, conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre.

(Documents de la session No. 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, le 25 janvier 1893.

Ordonné, Que ce message et les budgets qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les impressions, la reliure, etc., pour obligations antérieures au 17 décembre 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Duplessis informe la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lae comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les impressions, la reliure, etc., pour obligations antérieures au 17 décembre 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois demain.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question,—Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'avis que les raisons de l'existence d'une Chambre-Haute, ou Conseil législatif, n'existent plus et qu'elle devrait être abolie,—lequel amendement comporte que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les

mots : “ cette résolution ne soit pas adoptée maintenant, mais qu'elle soit remise à six mois pour considération ultérieure ; et cette Chambre a confiance que le Conseil législatif prendra lui-même l'initiative de tous amendements à sa constitution, que les intérêts de la Province et l'opinion publique peuvent commander ”.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Ordonné, Que le débat soit ajourné à mercredi prochain et qu'il soit le premier ordre du jour.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de Québec ;

Et Bill transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 27 janvier 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Stephens,—la pétition de Philippe Deranleau et autres, censitaires de l'Acadie.

Par M. Fitzpatrick,—la pétition de John Sharples et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *The Canadian Montreal Loan and Investment Company*, demandant une loi les constituant en corporation ;

De la corporation du village de Dorion, demandant des amendements à sa charte ;

De Auguste Hamel et Abraham-Alphonse Hamel, demandant une loi leur permettant de vendre les immeubles appartenant à la succession d'Abraham Hamel et de Marie-Cécile Roy ;

Du Révérend A.-L. Sentenne et autres, demandant une loi à l'effet de nommer d'autres exécuteurs testamentaires à la succession de F.-X. Beaudry ;

De la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie, demandant des amendements à sa charte ;

De Euclide Dugas et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : “ La Compagnie du chemin de fer de Montcalm ” ;

Et des syndics de la commune de Laprairie de la Magdeleine, demandant une loi pourvoyant à la concession de la dite commune.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill ayant pour objet de rendre le vote obligatoire, en fait le rapport suivant :

Le comité ayant examiné ce projet de loi, en approuve l'idée fondamentale ; mais, comme il n'est pas probable qu'il y ait d'ici à quelque temps des élections générales, et qu'il n'y a pas, par conséquent, urgence, le comité fait simplement rapport du projet de loi à la Chambre pour étude.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill permettant à l'honorable Louis-Adolphe Bily d'ajouter le préfixe “ de ” avant son nom de famille ;

Et Bill autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique du diocèse de Valleyfield par la paroisse de Sainte-Cécile de Valleyfield.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, ayant pris en considération le Bill modifiant l'acte 44-45 Vict., ch. 71, constituant en corporation la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis, a l'honneur de rapporter le bill avec amendements.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre l'état des affaires de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne, pour l'année 1892. (*Document de la session No. 8*)

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les corporations de villes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1893, pour :—

1. Copie du contrat de Philippe Vallière pour meubles destinés au Palais de justice de Montréal.

2. Etat détaillé de toutes les marchandises fournies en vertu du contrat, et le prix payé pour chaque article.

3. Etat détaillé donnant l'époque et le mode de tous les paiements effectués en à compte de ce contrat et à qui ils ont été faits.

4. Etat détaillé de toutes les sommes payées à Philippe Vallière depuis le 1 février 1891. (*Document de la session No. 18.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 janvier 1893, pour une copie des documents et de toute correspondance entre le gouvernement et M. Pierre Bacon, de St-Pierre, Rivière du Sud, ou de toutes autres personnes en rapport avec le pont Bacon de la dite paroisse de St-Pierre, Rivière du Sud. (*Document de la session No. 19.*)

Et aussi.—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1893 pour une liste des juges de paix nommés par le gouvernement, depuis la dernière session, pour le district des Trois-Rivières, et résidant dans le comté de Maskinongé; donnant les noms des juges de paix ainsi nommés, et les noms des personnes qui ont recommandé ces nominations. (*Document de la session No. 20.*)

L'honorable M. Hall, trésorier de la Province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, les Comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1892. (*Documents de la session No. 3.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et L.-J. Demers & Frère, pour l'impression de la *Gazette Officielle* de Québec, étant lu;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le contrat ci-après décrit pour l'impression de la *Gazette officielle* de Québec, passé le quatorze novembre mil huit cent quatre-vingt-douze entre le gouvernement et L.-J. Demers et Frère, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT.

Ce dix-neuvième jour de novembre de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze,

Devant V.-Wenceslas LaRue, notaire public soussigné, dûment commissionné et assermenté dans et pour cette partie de la Puissance du Canada, appelée la province de Québec, et demeurant en la cité de Québec.

ONT COMPARU :

L'honorable Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et secrétaire de la province de Québec, qui m'a apporté et exhibé, à moi, dit notaire, un certain contrat et copie d'un autre contrat ci-annexé, écrit sur six pages de papier blanc, commençant par les mots : " Département du Secrétaire de la province, Québec, 14 novembre 1892, " et finissant par les signatures de " Louis P. Pelletier, secrétaire provincial ; L. J. Demers et Frère, par L. J. Demers, et témoin Jos. Dumont, " daté de Québec, le quatorzième jour de novembre de l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze.

Les présentes et nous, le dit notaire, certifions que les dits documents, que le dit comparant veut déposer dans les minutes notariées du dit notaire public soussigné, conformément à l'article 1220 du Code civil du Bas-Canada, ont été annexés au présent acte de dépôt, après avoir été certifiés par le dit notaire, et demeurent maintenant de record dans les minutes notariées du dit notaire.

DONT ACTE ayant été requis, nous avons délivré les présentes pour servir et valoir ce que de droit.

FAIT ET PASSÉ en la cité de Québec, les jours, mois et an ci-dessus mentionnés, et conservé dans mon bureau sous le numéro sept mille sept cent quatre-vingt-neuf.

EN FOI ET TÉMOIGNAGE DE QUOI, le comparant, après lecture faite des présentes, a apposé ses nom et signature avec et en présence du dit notaire soussigné.

(Signé) LOUIS P. PELLETIER, SEC. PROV.
V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de l'original conservé dans mon bureau.

(Signé) V.-W. LARUE, N. P.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 14 novembre 1892.

Il est convenu entre l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province de Québec et agissant aux présentes en cette qualité, et Messieurs L.-J. Demers et Frère, de la cité de Québec, imprimeurs et éditeurs, représentés par le dit L.-J. Demers, comme suit, savoir :—

Le contrat dont copie est ci-annexée, en date du 7 mai 1880, laquelle copie a été signée par les parties aux présentes pour identification et référence, est fait

pour cinq années à compter du 1er janvier dernier, 1892, entre la province de Québec et les dits L.-J. Demers et Frère.

Il est cependant convenu, et c'est une des conditions essentielles au présent contrat, que sur chaque compte qui sera payé à l'avenir aux dits L.-J. Demers et Frère pour la dite *Gazette officielle*, il devra être déduit une somme qui, au bout de l'année, représentera une réduction totale de \$450.00 par année sur les prix portés dans le dit contrat du mois de mai 1880, dont copie est annexée et paraphée comme susdit.

Le présent contrat est en outre fait aux conditions *sine quâ non* qui suivent, savoir : 1. Il devra être ratifié par la Législature ; 2. Il se trouvera résilié et annulé de plein droit sans avis et sans aucun recours pour dommage au cas de faillite ou de demande de cession à ou des dits L.-J. Demers et Frère ou L.-J. Demers ; 3. Le dit contrat ne sera pas transférable.

La réduction des \$450.00 par année, ci-haut mentionnée, ne sera pas faite pour le temps qui se trouve écoulé sur le présent contrat ; elle commencera à se faire du 1er novembre courant.

Le Secrétaire provincial agit aux présentes en vertu d'un ordre en conseil passé le 4 novembre courant et approuvé le 5 novembre aussi courant et dont copie est annexée après avoir été paraphée par les parties.

Fait en double, à Québec, ce quatorzième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire provincial.

(Témoin) JOS. DUMONT. L.-J. DEMERS et Frère,
par L.-J. DEMERS,

Le contrat ci-dessus est le document déposé dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., ce dix-neuf novembre 1892, sous le No 7789.

(Signé) LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire provincial.

Vraie copie du contrat annexé à l'acte original de dépôt reçu devant le dit V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) V.-W. LARUE, N. P.

Ce contrat fait le septième jour du mois de mai, en l'année mil huit cent quatre-vingt, entre messieurs L.-J. Demers et Frère, imprimeurs de Québec, d'une part, et Charles F. Langlois, imprimeur de la Reine pour la province de Québec,

autorisé à signer les présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du vingt-neuvième jour du mois d'avril dernier et approuvé le troisième jour du mois de mai courant, d'autre part

La dite partie en premier lieu mentionnée est convenue et convient par les présentes avec la partie en second lieu désignée, d'exécuter, suivant l'art, l'impression et la livraison de la *Gazette Officielle de Québec*, le tout conformément aux divers ordres du conseil, tel que ci-après mentionné et détaillé dans la spécification ci-annexée, cédules marquées " A " et " B ", aux temps et lieu, et selon les termes et conditions d'icelles, pour l'espace de temps devant s'écouler de cette date au neuvième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-cinq.

La dite partie en premier lieu mentionnée est tenue de se conformer aux dites spécifications, de les remplir et maintenir à l'entière satisfaction de la dite partie en second lieu désignée et de ses successeurs en office, et la dite partie en second lieu désignée, pour elle-même en sa qualité susdite et pour ses successeurs, a promis et est convenue et promet et convient, par les présentes, de payer à la dite partie en premier lieu mentionnée, pour les dits ouvrages et les matériaux fournis, aux prix, en la manière, aux temps et suivant les termes et conditions des dites spécifications, de s'y conformer, de les remplir et de les maintenir.

En foi de quoi les dites parties ont apposé leur signature en la cité de Québec, les jours et an susdits.

Signé en double *ne varietur*,

(Signé)

L.-J. DEMERS et Frère.

C.-F. LANGLOIS, I. R.

Ce document est un de ceux qui ont été déposés dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., ce dix-neuf novembre 1892, sous le No. 7789.

(Signé)

LOUIS P. PELLÉTIER,

Secrétaire provincial.

V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de la copie du contrat signé le sept mai dix-huit cent quatre-vingt et annexé à l'acte de dépôt reçu devant le dit V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre dix-huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé)

V.-W. LARUE, N. P.

CÉDULE "A"

SPÉCIFICATION POUR L'IMPRESSION DE LA *Gazette officielle*—PRIX.

Composition par 1000 ems, matière nouvelle.....	\$0.35
Composition par 1000 ems, matière reproduite	0.05
Changement par heure.....	0.20
Tirage par Token de 250 impressions de 8 pages foolscap.....	0.30
Papier quadruple foolscap de 480 feuilles à la rame de 30 livres.	4.00
Slips chaque fois requis par 12 copies.....	0.50
Livraison de la <i>Gazette</i> , partie au bureau de l'Imprimeur de la Reine, partie au bureau de poste de la ville de Québec, suivant qu'il sera indiqué, y compris le pliage, la couverture, les adresses et la classification pour la distribution, par 100 exemplaires.....	0.50
Livraison des numéros extras de la même manière que ceux de la <i>Gazette</i> elle-même, par 100 exemplaires.....	0.20

(Signé)

L.-J. D. et F.

C.-F. LANGLOIS, I. R.

Ce document est un de ceux qui ont été déposés dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre 1892, sous le No 7789.

(Signé)

LOUIS-P. PELLETIER, Sec. Prov.

V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de la cédule "A" annexée à l'original de l'acte de dépôt reçu devant V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre dix-huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé)

V.-W. LARUE, N. P.

CÉDULE "B"

CONDITIONS

La *Gazette officielle*, format foolscap, doit être imprimée et publiée dans les langues française et anglaise avec les caractères bourgeois pour la matière courante ordinaire et index; mignonnes, pour les tableaux.—Elle est publiée le samedi de chaque semaine, entre huit et dix heures du matin.—Arrivant un jour de fête légale, le samedi, l'officier en charge indique alors le jour de publication qui est ordinairement le jour ouvrable précédent.

Les documents reçus le vendredi matin, avant-midi, paraissent dans la *Gazette officielle* du lendemain, à moins que l'abondance de matières ou la longueur des dits documents ne décide de l'Imprimeur de la Reine à réserver pour la "*Gazette*" suivante, une partie de ceux reçus depuis le jeudi précédent, après dix heures a. m.

Le tout conformément aux ordres en conseil.

La manière actuelle de distribuer les matières publiées dans la gazette sera observée.

Les caractères sont gardés debout, au besoin, sans compensation.

Le papier doit être précisément de la qualité convenue, suivant l'échantillon exhibé.

L'impression est comprise sous trois classes :

Matière courante ordinaire pour laquelle une seule composition est comptée ;

Catalogues, comprenant les matières ayant deux lignes de travers et deux lignes de haut en bas des pages, pour lesquels une composition et demie (1½) est comptée ;

Tableaux, comprenant toute matière d'au moins deux lignes de travers et trois lignes de haut en bas des pages, pour lesquels deux compositions (2) sont comptées.

Aucune allocation n'est faite pour feuillet blanc, retard ordinaire, si ce n'est les allocations mentionnées.

Les caractères doivent être clairs, nets et bons, l'encre noire et de bonne qualité, et l'ouvrage doit être fait suivant l'art, à l'entière satisfaction.

Le travail d'un mois est payé dans la quinzaine du mois suivant.

Quant à la manière de mesurer la matière et de compter l'ouvrage, l'on devra se conformer à l'usage établi et suivie dans le bureau de l'imprimeur de la Reine.

La correction des épreuves est entièrement à la charge et à la responsabilité du contracteur.

Signé en double.

(Signé)

L.-J. DEMERS et Frère.

C.-F. LANGLOIS, I. R.

Cette page et les trois qui précèdent sont le contrat du 7 mai 1880, auquel il est référé dans le nouveau contrat annexé.

14 novembre 1892.

(Signé)

LOUIS-P. PELLETIER, Sec. Prov.

L.-J. DEMERS et frère,

par Ls.-J. DEMERS.

(Témoin) JOS. DUMONT.

Ce document est un de ceux qui ont été déposés dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., ce dix-neuf novembre 1892, sous le numéro 7789.

(Signé) LOUIS-P. PELLETIER, Sec. Prov.

V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de la cédule " B " annexée à l'original de l'acte de dépôt reçu devant V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) V.-W. LARUE.

No. 622.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 4 novembre 1892, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 novembre 1892,

CONCERNANT L'IMPRESSION DE LA *Gazette officielle*.

L'honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du quatre novembre courant (1892), recommande qu'il soit autorisé à passer avec MM. L.-J. Demers et Frère un contrat pour l'impression de la *Gazette officielle*, pendant cinq ans à compter du premier janvier mil huit cent quatre-vingt-douze, aux prix et conditions les plus avantageux possibles pour la Province, mais n'excédant pas les prix qui sont actuellement payés, et que le dit contrat contienne une clause qu'il pourra être résilié sans aucun recours pour dommages, aux conditions suivantes :—

1. Que ce contrat devra être ratifié par la Législature ;
2. Que le dit contrat sera annulé de plein droit et de suite au cas de faillite ou de cession de biens des dits L.-J. Demers ou L.-J. Demers et Frère ;
3. Que le dit contrat ne sera pas transférable.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire provincial.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a passé une résolution,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Châteauvert fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu—Que le contrat ci-après décrit, pour l'impression de la *Gazette Officielle de Québec*, passé le quatorze novembre mil huit cent quatre-vingt-douze entre le gouvernement et L.-J. Demers et Frère, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT.

Ce dix-neuvième jour de novembre de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze,

Devant V.-Wincelas LaRue, notaire public soussigné, dûment commissionné et assermenté dans et pour cette partie de la Puissance du Canada, appelée la province de Québec, et demeurant en la cité de Québec,

ONT COMPARU :

L'honorable Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et secrétaire de la province de Québec, qui m'a apporté et exhibé, à moi, dit notaire, un certain contrat et copie d'un autre contrat ci-annexé, écrit sur six pages de papier blanc, commençant par les mots : " Département du Secrétaire de la province, Québec, 14 novembre 1892, " et finissant par les signatures de " Louis-P. Pelletier, secrétaire provincial ; L.-J. Demers et Frère, par L.-J. Demers, et témoin Jos. Dumont, " daté de Québec, le quatorzième jour de novembre de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze.

Les présentes et nous, le dit notaire, certifions que les dits documents, que le dit comparant veut déposer dans les minutes notariées du dit notaire public soussigné, conformément à l'article 1220 du Code civil du Bas-Canada, ont été annexés au présent acte de dépôt, après avoir été certifiés par le dit comparant et signés par lui et le dit notaire, et demeurent maintenant de record dans les minutes notariées du dit notaire.

DONT ACTE ayant été requis, nous avons délivré les présentes pour servir et valoir ce que de droit.

FAIT ET PASSÉ en la cité de Québec, les jours, mois et an ci-dessus mentionnés, et conservé dans mon bureau sous le numéro sept mille sept cent quatre-vingt-neuf.

EN FOI ET TÉMOIGNAGE DE QUOI, le comparant, après lecture faite des présentes, a apposé ses nom et signature avec et en présence du dit notaire soussigné.

(Signé) LOUIS-P. PELLETIER, Sec. Prov.

V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de l'original conservé dans mon bureau.

(Signé) V.-W. LARUE, N. P.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 14 novembre 1892.

Il est convenu entre l'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire de la province de Québec et agissant aux présentes en cette qualité, et Messieurs L.-J. Demers et Frère, de la cité de Québec, imprimeurs et éditeurs, représentés par le dit L.-J. Demers, comme suit, savoir :—

Le contrat dont copie est ci-annexée, en date du 7 mai 1880, laquelle copie a été signée par les parties aux présentes pour identification et référence, est fait pour cinq années à compter du 1er janvier dernier, 1892, entre la province de Québec et les dits L.-J. Demers et Frère.

Il est cependant convenu, et c'est une des conditions essentielles au présent contrat, que sur chaque compte qui sera payé à l'avenir aux dits L.-J. Demers et Frère pour la dite *Gazette officielle*, il devra être déduit une somme qui, au bout de l'année, représentera une réduction totale de \$450.00 par année sur les prix portés dans le dit contrat du mois de mai 1880, dont copie est annexée et paraphée comme susdit.

Le présent contrat est en outre fait aux conditions *sine qua non* qui suivent, savoir : 1. Il devra être ratifié par la Législature ; 2. Il se trouvera résilié et annulé de plein droit, sans avis et sans aucun recours pour dommage, au cas de faillite ou de demande de cession à ou des dits L.-J. Demers et Frère ou L.-J. Demers ; 3. Le dit contrat ne sera pas transférable.

La réduction des \$450.00 par année, ci-haut mentionnée, ne sera pas faite pour le temps qui se trouve écoulé sur le présent contrat ; elle commencera à se faire du 1er novembre courant.

Le Secrétaire provincial agit aux présentes en vertu d'un ordre en conseil passé le 4 novembre courant et approuvé le 5 novembre aussi courant et dont copie est annexée après avoir été paraphée par les parties.

Fait en double, à Québec, ce quatorzième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire provincial.

Témoin : (Signé) JOS. DUMONT. “ L.-J. DEMERS et Frère,
par L.-J. DEMERS,

Le contrat ci-dessus est le document déposé dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., ce dix-neuf novembre 1892, sous le No 7789.

(Signé) LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire provincial.
“ V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie du contrat annexé à l'acte original de dépôt reçu devant le dit V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé)

V.-W. LARUE, N. P.

Ce contrat fait le septième jour du mois de mai, en l'année mil huit cent quatre-vingt, entre messieurs L.-J. Demers et Frère, imprimeurs, de Québec, d'une part, et Charles-F. Langlois, imprimeur de la Reine pour la province de Québec, autorisé à signer les présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du vingt-neuvième jour du mois d'avril dernier et approuvé le troisième jour du mois de mai courant, d'autre part.

La dite partie en premier lieu mentionnée est convenue et convient par les présentes avec la partie en second lieu désignée, d'exécuter, suivant l'art, l'impression et la livraison de la *Gazette Officielle de Québec*, le tout conformément aux divers ordres du conseil, tel que ci-après mentionné et détaillé dans la spécification ci-annexée, cédulas marquées " A " et " B ", aux temps et lieu, et selon les termes et conditions d'icelles, pour l'espace de temps devant s'écouler de cette date au neuvième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-cinq.

La dite partie en premier lieu mentionnée est tenue de se conformer aux dites spécifications, de les remplir et maintenir à l'entière satisfaction de la dite partie en second lieu désignée et de ses successeurs en office, et la dite partie en second lieu désignée, pour elle-même en sa qualité susdite et pour ses successeurs, a promis et est convenue et promet et convient, par les présentes, de payer à la dite partie en premier lieu mentionnée, pour les dits ouvrages et les matériaux fournis, aux prix, en la manière, aux temps et suivant les termes et conditions des dites spécifications, de s'y conformer, de les remplir et de les maintenir.

En foi de quoi les dites parties ont apposé leur signature en la cité de Québec, les jours et an susdits.

Signé en double *ne varietur*,

(Signé)

L.-J. DEMERS et Frère.

"

C.-F. LANGLOIS, I. R.

Ce document est un de ceux qui ont été déposés dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., ce dix-neuf novembre 1892, sous le No. 7789.

(Signé)

LOUIS P. PELLETIER,

Secrétaire provincial.

"

V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de la copie du contrat signé le sept mai dix-huit cent quatre-vingt et annexé à l'acte de dépôt reçu devant le dit V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre dix-huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé)

V.-W. LARUE, N. P.

CÉDULE "A"

SPÉCIFICATION POUR L'IMPRESSION DE LA *Gazette officielle*—PRIX.

Composition par 1000 ems, matière nouvelle.....	\$0.35
Composition par 1000 ems, matière reproduite	0.05
Changement par heure.....	0.20
Tirage par Token de 250 impressions de 8 pages foolscap.....	0.30
Papier quadruple foolscap de 480 feuilles à la rame de 30 livres.	4.00
Slips chaque fois requis par 12 copies.....	0.50
Livraison de la <i>Gazette</i> , partie au bureau de l'Imprimeur de la Reine, partie au bureau de poste de la ville de Québec, suivant qu'il sera indiqué, y compris le pliage, la couverture, les adresses et la classification pour la distribution, par 100 exemplaires.....	0.50
Livraison des numéros extras de la même manière que ceux de la <i>Gazette</i> elle-même, par 100 exemplaires.....	0.20

(Signé)

L.-J. D. et F.

"

C.-F. LANGLOIS, I. R.

Ce document est un de ceux qui ont été déposés dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre 1892, sous le No 7789.

(Signé)

LOUIS-P. PELLETIER, Sec. Prov.

"

V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de la cédule "A" annexée à l'original de l'acte de dépôt reçu devant V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre dix-huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé)

V.-W. LARUE, N. P.

CÉDULE "B"

CONDITIONS

La *Gazette officielle*, format foolscap, doit être imprimée et publiée dans les langues française et anglaise avec les caractères bourgeois pour la matière courante ordinaire et index ; mignonnes, pour les tableaux.—Elle est publiée le samedi de chaque semaine, entre huit et dix heures du matin.—Arrivant un jour de fête légale, le samedi, l'officier en charge indique alors le jour de publication qui est ordinairement le jour ouvrable précédent.

Les documents reçus le vendredi matin, avant-midi, paraissent dans la *Gazette officielle* du lendemain, à moins que l'abondance de matières ou la longueur des dits documents ne décide l'Imprimeur de la Reine à réserver pour la "*Gazette*" suivante, une partie de ceux reçus depuis le jeudi précédent, après dix heures a. m.

Le tout conformément aux ordres en conseil.

La manière actuelle de distribuer les matières publiées dans la gazette sera observée.

Les caractères sont gardés debout, au besoin, sans compensation.

Le papier doit être précisément de la qualité convenue, suivant l'échantillon exhibé.

L'impression est comprise sous trois classes :

Matière courante ordinaire pour laquelle une seule composition est comptée ;

Catalogues, comprenant les matières ayant deux lignes de travers et deux lignes de haut en bas des pages, pour lesquels une composition et demie (1½) est comptée ;

Tableaux, comprenant toute matière d'au moins deux lignes de travers et trois lignes de haut en bas des pages, pour lesquels deux compositions (2) sont comptées.

Aucune allocation n'est faite pour feuillet blanc, retard ordinaire, si ce n'est les allocations mentionnées.

Les caractères doivent être clairs, nets et bons, l'encre noire et de bonne qualité, et l'ouvrage doit être fait suivant l'art, à l'entière satisfaction.

Le travail d'un mois est payé dans la quinzaine du mois suivant.

Quant à la manière de mesurer la matière et de compter l'ouvrage, l'on devra se conformer à l'usage établi et suivi dans le bureau de l'Imprimeur de la Reine.

La correction des épreuves est entièrement à la charge et à la responsabilité du contracteur.

Signé en double.

(Signé) L.-J. DEMERS et Frère.

" C.-F. LANGLOIS, I. R.

Cette page et les trois qui précèdent sont le contrat du 7 mai 1880, auquel il est référé dans le nouveau contrat annexé.

14 novembre 1892.

(Signé) LOUIS-P. PELLETIER, Sec. Prov.

" L.-J. DEMERS et Frère,

par Ls.-J. DEMERS.

Témoin : (Signé) JOS. DUMONT.

Ce document est un de ceux qui ont été déposés dans les minutes de V.-W. LaRue, N. P., ce dix-neuf novembre 1892, sous le numéro 7789.

(Signé) LOUIS-P. PELLETIER, Sec. Prov.

“ V.-W. LARUE, N. P.

Vraie copie de la cédule “ B ” annexée à l'original de l'acte de dépôt reçu devant V.-W. LaRue, N. P., le dix-neuf novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) V.-W. LARUE, N. P.

No. 622.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 4 novembre 1892, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 novembre 1892,

CONCERNANT L'IMPRESSION DE LA *Gazette officielle*.

L'honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du quatre novembre courant (1892), recommande qu'il soit autorisé à passer avec MM. L.-J. Demers et Frère un contrat pour l'impression de la *Gazette officielle*, pendant cinq ans à compter du premier janvier mil huit cent quatre-vingt douze, aux prix et conditions les plus avantageux possibles pour la Province, mais n'excédant pas les prix qui sont actuellement payés, et que le dit contrat contienne une clause qu'il pourra être résilié, sans aucun recours pour dommages, aux conditions suivantes :—

1. Que ce contrat devra être ratifié par la Législature ;
2. Que le dit contrat sera annulé de plein droit et de suite au cas de faillite ou de cession de biens des dits L.-J. Demers ou L.-J. Demers et Frère ;
3. Que le dit contrat ne sera pas transférable.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

(Signé) JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire provincial.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, lundi prochain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement, étant lu ;

L'honorable M. Nantel informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EX COMITÉ)

1. *Résolu*, Que les ponts en métal et en bois, à circulation libre et exempts de péage, construits en tout ou en partie par le gouvernement, dans une municipalité locale, seront à la charge de cette municipalité ; que, dans le cas où ces ponts toucheront à deux municipalités d'un même comté, ils seront à la charge de la municipalité du comté, et que, dans le cas où ils toucheront à deux comtés différents, ils seront à la charge des deux municipalités de ces deux comtés.

2. *Résolu*, Que les chemins d'approche de ces ponts seront à la charge des municipalités locales où ils seront situés, même si le gouvernement les a construits en tout ou en partie.

3. *Résolu*, Que le Commissaire des Travaux publics pourra, en tout temps, ordonner l'exécution des travaux qu'il jugera nécessaires pour l'entretien et la réparation de ces chemins et ponts ; et que si les travaux ainsi ordonnés ne sont pas exécutés par la ou les municipalités qu'il appartient, dans le temps prescrit par le dit Commissaire, ce dernier pourra, s'il le juge convenable, les faire exécuter et en exiger le paiement, soit par action, en la manière ordinaire, soit en prélevant des péages sur les dits chemins ou ponts, aux taux que fixera le Lieutenant-Gouverneur en conseil, jusqu'à remboursement du coût de ces travaux, mais que ces péages seront exigibles des contribuables des municipalités en défaut seulement.

4. *Résolu*, Que la loi à être basée sur les présentes résolutions s'appliquera à tous les ponts en métal et en bois, à circulation libre et exempts de péage, déjà construits ou qui seront construits, à l'avenir, en tout ou en partie, par le gouvernement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. King fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. King fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que les ponts en métal et en bois, à circulation libre et exempts de péage, construits en tout ou en partie par le gouvernement, dans une municipalité locale, seront à la charge de cette municipalité ; que, dans le cas où ces ponts toucheront à deux municipalités d'un même comté, ils seront à la charge de

la municipalité du comté, et que, dans le cas où ils toucheront à deux comtés différents, ils seront à la charge des deux municipalités de ces deux comtés.

2. *Résolu*, Que les chemins d'approche de ces ponts seront à la charge des municipalités locales où ils seront situés, même si le gouvernement les a construits en tout ou en partie.

3. *Résolu*, Que le Commissaire des Travaux publics pourra, en tout temps, ordonner l'exécution des travaux qu'il jugera nécessaires pour l'entretien et la réparation de ces chemins et ponts ; et que si les travaux ainsi ordonnés ne sont pas exécutés par la ou les municipalités qu'il appartient, dans le temps prescrit par le dit Commissaire, ce dernier pourra, s'il le juge convenable, les faire exécuter et en exiger le paiement, soit par action, en la manière ordinaire, soit en prélevant des péages sur les dits chemins ou ponts, aux taux que fixera le Lieutenant-Gouverneur en conseil, jusqu'à remboursement du coût de ces travaux, mais que ces péages seront exigibles des contribuables des municipalités en défaut seulement.

4. *Résolu*, Que la loi à être basée sur les présentes résolutions s'appliquera à tous les ponts en métal et en bois, à circulation libre et exempts de péage, déjà construits ou qui seront construits, à l'avenir, en tout ou en partie, par le gouvernement.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels, et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill modifiant l'article 1203 du Code civil, concernant les actes notariés est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la sabornation et la corruption, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu, la troisième fois, lundi prochain.

Le Bill concernant la vente des produits de ferme est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

Le Bill amendant l'article 887 du Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Kennedy.—1. Quelle somme le gouvernement alloue-t-il aux commissaires d'écoles de Montréal pour les écoles du soir de cette cité, et à quelles conditions, s'il y en a ?

2. Pourquoi les commissaires d'écoles n'ont-ils pas établi une école du soir dans le quartier Sainte-Anne, au coin des rues Young et Ottawa ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Sept mille piastres.

2. Le gouvernement prendra des informations à ce sujet auprès des commissaires d'écoles.

Par M. Bisson.—Est-ce l'intention du gouvernement d'indemniser les habitants de St-Clément et de St-Louis de Gonzague pour les dommages qu'ils ont soufferts par la tempête du 18 novembre dernier ?

Si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non, vu l'état des finances. D'ailleurs des secours ont été refusés par le cabinet Mercier dans des cas semblables, et tout octroi en faveur des habitants de St-Clément et de St-Louis de Gonzague comporterait une injustice à l'égard de ceux qui ont essuyé ces refus.

Par M. Pinault.—A-t-il été nommé des officiers spéciaux au département des Terres de la Couronne, depuis le 1er janvier 1892 ? Si oui, quels sont-ils ?

2. Quelles sont les connaissances professionnelles, scientifiques ou techniques spéciales qu'ils possèdent ?

3. Quel est le salaire de chacun d'eux ?

4. Quelle est la spécialité dont chacun d'eux est chargée ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Le gouvernement a produit, suivant la loi, le 19 du courant, un rapport de toutes les nominations et promotions dans le service civil depuis la dernière session, ainsi que copie des arrêtés en conseil concernant ces promotions. (*Document de la session No 16*).

Il y aura aussi une réponse, sous quelques jours, à l'ordre de la Chambre du 25 du courant, touchant certains employés temporaires et permanents de ce département.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la liste des beurreries et fromageries existant actuellement dans la province de Québec, indiquant les noms des propriétaires ou gérants de ces établissements et des paroisses ou localités où ils sont situés.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill constituant en corporation l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie ;

Et Bill constituant en corporation la ville de St-Laurent.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 30 janvier 1893.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre,—l'état des affaires des *Sisters of St Margeret*, Montréal, pour l'année, 1891 et l'état des affaires, pour l'année 1892 des institutions suivantes, savoir :

De la Salle d'Asile de Chambly ;

De l'Hôpital de St-Joseph de Chambly ;

Du Couvent de Drummondville.

De la Salle d'Asile St-Joseph, rue St-Jacques, Montréal ;

De la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général (Sœurs Grises) ;

De *the Women's Hospital* ;

De l'Hôpital St. Patrice ;

De *the Church Home*, tous de la cité de Montréal.

De l'Œuvre du Patronage ;

De *the Ladies Protestant Home* ;

De l'Ouvroir des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins ;

De l'Hospice des Sœurs de la Charité (aide aux orphelins) ;

De l'Hospice des Sœurs de la Charité (aide aux veuves et aux infirmes) ;

De l'Hospice des Sœurs de la Charité (soin des pauvres, des malades, etc.) ;

De l'Hospice de la Miséricorde ;

De l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth ;

De l'Asile Ste-Brigitte ;

De l'Asile du Bon Pasteur, tous de la cité de Québec.

De l'Hospice St. Joseph de Ste-Anne de Lapocatière ;

De l'Hospice Youville, St-Benoit ;

De l'Asile de St-Ferdinand d'Halifax ;

De l'Hospice de St-Ferdinand d'Halifax ;

Et de l'Hospice de St-Thomas de Montmagny. (*Document de la session No. 8*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Parizeau,—la pétition de la Corporation de la ville de Longueuil.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues.

De Dame Margaret McCready Langan et autres, demandant une loi abrogeant le statut 54 Victoria, chapitre 101, loi concernant la succession de feu James McCready ;

De la corporation de la ville de Maisonneuve, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal, demandant une loi amendant de nouveau le statut 48 Victoria, chapitre 74, loi incorporant la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal ;

Des gouverneurs, de la corporation et de la Faculté de Médecine de l'Université McGill, demandant que le bill concernant le Collège des médecins et chirurgiens du Bas-Canada ne devienne pas loi ;

De Philippe Deranleau et autres, censitaires de l'Acadie, contre les dispositions de la loi pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie ;

Et de John Sharples et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " La Compagnie du chemin de fer de Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent ".

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux juges de paix.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill relatif aux emprunts municipaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, --présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 18 janvier 1893, demandant une copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le Premier ministre ou tout autre membre du gouvernement, et quelque communauté religieuse à propos de l'Asile de Beauport, ou de l'entretien des aliénés à l'expiration du contrat actuel avec les propriétaires du dit asile, ou au sujet de la construction d'un nouvel asile, soit par le gouvernement, soit par telle communauté religieuse.

Aussi, copie des rapports d'experts nommés pour examiner et évaluer cet asile. (*Document de la session No 23.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 23 janvier 1893, pour une copie de la preuve dans l'enquête faite dans la cause du chauffeur Plamondon par l'inspecteur Désaulniers, en décembre dernier, ainsi que du rapport fait par l'inspecteur Désaulniers en cette affaire. (*Document de la session No 24.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'acte 44-45 Victoria, ch. 71, constituant en corporation la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Augé fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tessier (Rimouski).—1. Quel montant a été payé par le gouvernement à MM. L.-J. Demers et Frère, depuis le 4 novembre 1892 jusqu'au 26 janvier 1893, pour l'impression de la *Gazette officielle*?

2. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant d'accorder le contrat du 19 novembre 1892 à MM. L.-J. Demers et Frère, pour l'impression de la *Gazette Officielle*?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Le 5 novembre, il a été payé une somme de \$530.26 pour le compte du mois d'octobre.

Pour le mois de novembre il a été payé \$425 42

Pour le mois de décembre il a été payé 622 38

Pour le mois de janvier, les comptes ne sont pas encore réglés, vu que le mois n'est pas fini; mais la somme à payer sera beaucoup plus considérable, vu que c'est le mois qui coûte le plus cher de l'année. Un acompte de \$1000.00 a été donné à MM. L.-J. Demers et Frère sur le mois courant, pour lequel le compte va s'élever à \$1250.00.

Sur ce dernier montant la réduction prévue par le contrat maintenant soumis aux Chambres sera faite, comme elle se fera aussi à l'avenir, tous les trois mois.

2. Le gouvernement n'a pas demandé de soumissions par voie des journaux, mais il a pris tous les renseignements nécessaires pour se convaincre que les prix portés dans ce contrat sont les plus bas possibles. La Province paie \$450.00 par année de moins, en vertu de ce contrat, qu'en vertu du contrat précédent.

Par M. Tessier (Portneuf).—M. Irvine Johnston, de la paroisse de Batiscan, dans le comté de Champlain, occupe-t-il une agence des Terres de la Couronne ou autre emploi?

Si oui, quand a eu lieu cette nomination, et sur quelle recommandation a-t-elle été faite?

Quel est son salaire?

Quel est le montant des arrérages collectés et le nombre de lots vendus par le dit Irvine Johnston, depuis sa nomination?

Ce monsieur a-t-il fait remise au gouvernement du montant qu'il a collecté?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Monsieur Irvine Johnston n'est pas agent des Terres de la Couronne, mais agent des Biens des Jésuites pour la seigneurie de Batiscau.

Il a été nommé à cette charge, par ordre en conseil, le 23 mai 1892, sur la recommandation du Dr Grenier, M. P. P.

Il n'a pas de salaire ; il est rémunéré par une commission sur les recettes qu'il fait : dix pour cent sur les rentes et arrérages, et cinq pour cent sur les capitaux.

Recettes dont il a rendu compte au gouvernement depuis sa nomination : Capital.—\$74.89. Arrérages.—\$22.17.

Aucun lot n'a été vendu. Il a fait remise au département de ces montants.

Par M. Girard (Rouville).—1. M. H.-B. Tourigny, ancien député de Nicolet, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 1er janvier 1892 ?

2. Si oui, depuis combien de temps ?

3. A quel salaire ?

4. Le gouvernement a-t-il fait à ce monsieur promesse d'une position permanente ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Il lui a été confié certains travaux de vérification de cadastre dans le comté de Nicolet.

2. Depuis le 25 mai 1892.

3. A \$4.00 par jour pour une partie des dits travaux ; et, pour l'autre partie, aux taux ordinaires du département pour relevés de lignes de rivières et de chemins.

4. Non.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre—un état des sommes dépensées, dans le comté de Champlain, pendant l'année 1892, à même l'octroi voté pour la colonisation, indiquant sur quels chemins et quels ponts cet argent a été dépensé, les noms des conducteurs de travaux, les rôles de paie et le rapport des conducteurs.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et les commissaires des chemins à barrières de la Rive Sud, concernant le chemin de Beaumont.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre—un état comprenant :

Tous les rapports des architectes et toute correspondance concernant les réparations au Palais de justice de Montréal, depuis le 1er décembre 1891 ;

Copie du premier contrat ;

Copie de tout nouveau contrat fait depuis la date du premier ;

Le montant des sommes payées jusqu'à ce jour à compte du premier contrat ;

Le montant payé jusqu'à ce jour pour travaux extras sur le contrat ou autrement, ainsi que les écrits autorisant le paiement des extras ;

Le montant total payé jusqu'à ce jour, y compris tous les paiements faits pour ouvrages extras, sur l'édifice ;

Les conditions de conventions faites avec l'entrepreneur actuel en plus de celles contenues dans le ou les contrats.

M. Hackett, du comité spécial permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Hackett pour son président, et a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'article 887 du Code municipal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'un comité spécial composé de MM. Normand, Petit, Augé, Stephens, King, Tessier (Portneuf) et du moteur, soit nommé pour s'enquérir des causes de la destruction ou de la disparition du poisson, dans les lacs et les rivières de la Province, des animaux à fourrure et du gibier, étudier les moyens à prendre pour la conservation de ces habitants des eaux et des forêts, et généralement le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives et de faire rapport, soit une seule fois, soit de temps à autre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de la résolution rapportée, vendredi, le 27 courant du Comité de toute la Chambre relative au contrat passé entre le gouvernement et MM. L.-J. Demers et Frère, concernant l'impression de la *Gazette Officielle* de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain, Que la dite résolution soient maintenant lue la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Qu'il lui soit permis de présenter un Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et MM. L.-J. Demers et frère, concernant l'impression de la *Gazette Officielle* de Québec ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Pelletier présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Sté-Marie ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Société St-Jean-Baptiste de St-Rémi.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions rapportées du Comité de toute la Chambre, vendredi, le 27 courant relatives à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement, étant lu ;

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Beaubien, que ces résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Qu'il lui soit permis de présenter un Bill relatif à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Nantel présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les compagnies à fonds social.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendements.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Loi amendant la loi relative aux compagnies à fonds social.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 100 du Code municipal, étant lu ;

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski).—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans six mois à dater d'aujourd'hui, ” soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,*

*Grard (de Rouville), Gosselin,
Gladu, Laliberté,*

*Morin,
Tessier (de Portneuf),*
—3.

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Beaubien,
Beauchamp,
Bédard,
Caron,
Cartier,
Casgrain,
Châteaufort,
Chicoyne,*

*Déchène,
Desjardins,
Duplessis,
Fitzpatrick,
Flynn,
Girard (Lac St-Jean),
Grenier,
Hockett,
Kennedy,*

*Lacouture,
McDonald,
Marion,
Martineau,
Nantel,
Parent,
Pelletier,
Petit,
Pinault,*

*Poirier,
Rioux,
Ste-Marie,
Simpson,
Stephens,
Taillon,
Tellier,
Tessier (de Rimouski),*
—35.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill validant certains enregistrements affectant les lots dans les onzième et douzième rangs du canton de Simpson,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 31 janvier 1893.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre,—l'état des affaires de l'Hospice Lajemmerais, pour l'année 1892. (*Document de la session No, 8*).

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Fitzpatrick,—la pétition de William-H. Davidson, de la cité de Québec, étudiant en loi.

Par M. Allard,—la pétition de Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance, et a l'honneur de le rapporter sans amendements.

Votre comité a aussi examiné le Bill concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements, et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements.

Quant au Bill pour autoriser les arpenteurs-géomètres de la province de Québec à admettre Joseph O'Callaghan Miguault au nombre de ses membres, après examen, votre comité a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé, vu qu'il n'est pas conforme à la 57^{ème} règle de votre honorable Chambre

qui exige que le pétitionnaire obtienne le consentement du bureau ou conseil de la profession dans laquelle il désire entrer.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant examiné les bills suivants :

Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie ;

Et le Bill pour amender l'article 1208 du Code civil relativement aux actes notariés, a l'honneur de les rapporter avec amendements.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant les articles 825 et 826 du Code de procédure civile, relativement à la mise en liberté, moyennant caution ; mais le promoteur désirant retirer son bill pour considération ultérieure, votre comité vous prie d'accéder à sa demande.

M. Normand, du comité spécial permanent des industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Normand pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cholette, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants :

De la Société St-Jean-Baptiste de St-Rémi, demandant une charte ;

De F. Filiatrault et B. A. T. de Montigny, autorisant la vente d'immeubles appartenant à la succession de Dame M. E. Crevier et N. M. Lecavalier ;

De James E. Thayer, demandant une loi l'autorisant à ajouter à son nom celui de " Ross " ;

Des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal, demandant une loi confirmant la vente d'un immeuble venant de la succession de feu Peter Devins.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie dite *The Dominion Abattoir and Stockyards Company*, demandant une charte ;

De la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de St-Henri, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation du village de Dorion, demandant des amendements à sa charte ;

De Auguste Hamel et Abraham-Alphonse Hamel, demandant une loi permettant la vente de certains immeubles de la succession de feu Abraham Hamel ;

Du Révd M. Sentennes et autres, demandant la nomination d'exécuteurs testamentaires à la succession de feu F.-X. Beaudry ;

De la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie, demandant des amendements à sa charte ;

Des syndics de la Commune de Laprairie de la Magdeleine, demandant une loi pourvoyant à la concession de la dite Commune ;

Et de M. McCready et autres, demandant une loi abrogeant le chapitre 101, 54 Victoria.

M. Tétreau, du comité spécial sur le Bill concernant la fermeture des magasins à bonne heure, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Tétreau pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres ;

Votre comité a pris en considération le dit Bill concernant la fermeture des magasins à bonne heure, et a l'honneur de le rapporter avec amendements.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie dite "*The Dominion Abattoir and Stockyards Company*" ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulé : " Loi concernant la succession de feu James McCready ".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cholette ait la permission de présenter un Bill amendant et modifiant la loi érigeant en corporation le village de Dorion.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Doyon ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 42-43 Victoria, chapitre 52, concernant la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Châteauvert ait la permission de présenter un Bill autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy à vendre, par ventes volontaires, les immeubles de ces successions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. McDonald ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau le Code municipal, concernant les élections municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau le Code municipal, concernant les licences.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 34 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Dechêne propose, comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement, après avoir eu l'expérience des derniers mois, n'ait pas cru devoir renoncer au système de taxation inauguré à la dernière session.

Que, de plus, cette Chambre croit qu'en faisant de plus grandes économies, il serait possible d'administrer les affaires publiques sans exécuter les lois imposant cette taxe ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien.</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Englund,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—14.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil législatif ; traitements et dépenses contingentes, etc. ; montant pour impressions, omis dans le budget de l'année dernière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil législatif ; traitements et dépenses contingentes, etc. ; montant pour impressions, omis dans le budget de l'année dernière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour diviser le capital-actions de la *Paton Manufacturing Company*, en actions de cent piastres chacune ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill permettant à l'honorable Louis-Adolphe Billy d'ajouter le préfixe " de " avant son nom de famille ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique du diocèse de Valleyfield par la paroisse de Sainte-Cécile de Valleyfield ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis

fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill modifiant et refondant les lois concernant la ville de la Côte St-Antoine.

Et Bill constituant en corporation la Société St-Jean-Baptiste de St-Rémi.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Ste-Marie,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie textuelle des rapports faits au gouvernement par M. Victor Monfette, ex-député de Nicolet, relatifs aux travaux par lui accomplis pour le gouvernement, depuis le 12 mars 1892 jusqu'au 25 janvier 1893 ;

2. Copie des comptes produits par M. Monfette ;

3. Copie des correspondances entre M. Monfette et le gouvernement, à ce sujet, durant la même période.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant l'indemnité parlementaire, étant lu ;

M. Desjardins propose, secondé par M. Savaria,—Que ce bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,	Desjardins,	Lacouture,	Pinault,
Baker,	Duplessis,	Lahberté,	Poirier,
Beaubien,	England,	Lussier,	Rioux,
Beauchamp,	Fitzpatrick,	McDonald,	Savaria.
Bédard,	Flynn,	Magnan,	Ste-Marie,
Bernatchez,	Gallies,	Marion,	Simpson,
Caron,	Girard (Lac St-Jean),	Martineau,	Spencer,
Cartier,	Girard (Rouville),	Morin,	Stephens,
Casgrain,	Gladu,	Nantel,	Taillon,
Châteaufort,	Gosselin,	Normand,	Tellier,
Cholette,	Greig,	Panneton,	Tessier (Portneuf),
Chicoyne,	Grenier,	Parent,	Tessier (Rimouki),
Cocke,	Hackett,	Parizeau,	Tétreau,
Dechêne,	Kennedy,	Petit,	Turgeon. — 58.
Descarries,	King,		

CONTRE.—Personne.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'un comité spécial, composé de l'honorable M. Pelletier, et de MM. Beauchamp, Gladu, Laliberté, Spencer, England, Bernatchez, Augé, Tellier, Tessier (Portneuf), Hackett, Tétreau, Panneton, Morin, Rioux, Stephens, Greig et du moteur, soit formé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Le Bill amendant l'article 887 du Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, et la 45^{ème} règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

Le Bill amendant de nouveau le Code municipal concernant le découvert est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, et la 45^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

Le Bill amendant le Code de procédure civile, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 1 Février 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Turgeon,—la pétition de A. Tessier, de la ville de Rimouski ;

Par M. Simpson,—la pétition de James King et autres ;

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de E. S. Clouston, gérant de la Banque de Montréal, et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De la corporation de la ville de Longueuil, demandant des amendements à sa charte.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de la destruction, ou de la disparition du poisson, dans les lacs et les rivières de la Province, des animaux à fourrure et du gibier, étudier les moyens à prendre pour la conservation de ces habitants des eaux et des forêts, et généralement le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Flynn pour son président, et a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à quatre membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill modifiant l'acte 45 Victoria, chapitre 108, concernant la Compagnie du pont de St-François, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé, vu que le fait énoncé dans ce préambule : (que les revenus étaient insuffisants pour rencontrer les dépenses, et qu'il devenait nécessaire d'augmenter les taux de péage), n'a pas été établi à la satisfaction de votre comité.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné, Que le Bill pour autoriser les arpenteurs-géomètres de la province de Québec à admettre Joseph O'Callaghan Mignault au nombre de ses membres, après examen, soit remis sur l'Ordre du jour de demain pour comité général.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill confirmant la vente, par Anna-Maria Devins aux commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal, d'un immeuble lui venant de la succession de son père, feu Peter Devins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill relatif aux privilèges des constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux travaux publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill relatif aux hospices et aux maisons d'accouchements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill autorisant Ernest Thayer à changer son nom en celui de James Ernest Thayer-Ross.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 39 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill pour détacher le comté de Berthier du district judiciaire de Richelieu et pour l'annexer au district judiciaire de Joliette.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 2024 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux Ecoles de réforme.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu, pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé, jeudi, le vingt-six de janvier dernier, à la question portant,—Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'avis que les raisons de l'existence d'une Chambre-Haute, ou Conseil législatif, n'existent plus et qu'elle devrait être abolie; lequel amendement comportait que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " cette résolution ne soit pas adoptée maintenant, mais qu'elle soit remise à six mois pour considération ultérieure; et cette Chambre a confiance que le Conseil législatif prendra lui-même l'initiative de tous amendements à sa constitution, que les intérêts de la Province et l'opinion publique peuvent commander."

Et l'amendement étant de nouveau proposé,—la Chambre reprend le dit débat ajourné.

L'honorable M. Nantel propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Casgrain, que les mots " et de toutes réductions dans ses dépenses " soient ajoutés après le mot " constitution " dans l'amendement.

Et un débat s'ensuivant ;

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour constituer en corporation la Compagnie du chemin de fer de Blandford ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la ville de Beauharnois et ses amendements ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et, M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill modifiant la loi 42-43 Victoria, chapitre 52, concernant la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie ;

Bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie ;

Et Bill relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Le Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé aujourd'hui à l'amendement à la question, — Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'avis que les raisons de l'existence d'une Chambre Haute, ou Conseil législatif, n'existent plus et qu'elle devrait être abolie ;

Lequel amendement comporte que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots " cette résolution ne soit pas adoptée maintenant, mais qu'elle soit remise à six mois pour considération ultérieure ; et cette Chambre a confiance que le Conseil législatif prendra lui-même l'initiative de tous amendements à sa constitution, que les intérêts de la Province et l'opinion publique peuvent commander."

Et lequel sous-amendement se lisait comme suit : " que les mots " : "et de toutes réductions dans ses dépenses" soient ajoutés après le mot " constitution " dans l'amendement.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 2 février 1893.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Bédard,
Cartier,
Casgrain,
Châteaufort,

Cholette,
Chicoyne,
Descarries,
Desjardins,
Doyon,
Duplessis,
Flynn,
Girard (Lac St-Jean)

Grenier,
Lacouture,
Lussier,
Mignan,
Marion,
Martineau,
Nantel,
Norman,

Panneton,
Parizeau,
Pelletier,
Petit,
Poirier,
Rioux,
Tellier,
Tétreau.—31.

CONTRE :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>King,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Labiberté,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Huckett,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—33.</i>
<i>England,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant de nouveau proposé ;

Et un nouveau débat s'ensuivant ;

M. Augé propose, secondé par M. Tessier (Portneuf), que le débat soit ajourné ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Labiberté,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—23.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—42.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et le débat se continuant ;

M. Augé propose comme sous-amendement, secondé par M. Carbray,—Que tous les mots après “ Que ”, jusqu’à la fin de la question, soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ cette Chambre croit que le moment n’est pas encore venu d’abolir le Conseil législatif, vu que le peuple de cette Province n’a pas encore eu l’occasion de se prononcer sur cette question, et que, jusqu’à ce que ce moment soit venu, les dépenses du Conseil législatif soient réduites autant que possible.

Qu’un comité soit nommé, composé des membres des deux Chambres pour étudier le mérite de la question au point de vue public, législatif et administratif.”

Et un débat s’ensuivant ;

La dite motion est, du consentement unanime de la Chambre, retirée.

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Châteaufvert,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Roux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Sie-Marie,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (de Rouville),</i>	<i>King,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gossetin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (de Portneuf);</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>England,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—32.</i>

Et les voix étant également partagées, M. l’Orateur donne sa voix prépondérante dans l’affirmative.

M. Dechène soulève, comme question d’ordre, que la motion principale devrait être maintenant mise aux voix, telle qu’amendée par l’amendement.

M. l’Orateur décide que l’amendement renvoyant à six mois la considération de la motion principale, celle-ci ne peut-être maintenant soumise à la Chambre.

Et alors la Chambre s’ajourne.

Jeudi, 2 février 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Baker,—la pétition de Dame Léa-Addée Drolet, de la ville de Lévis.

Par M. Cartier,—la pétition du Révérend J.-S. Taupier et autres, de la paroisse de St-Charles, comté de St-Hyacinthe.

Par M. Lussier,—la pétition du Révérend A. Lemay et autres, de la paroisse de St-Marc, comté de Verchères.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la Compagnie du cimetière Mont-Royal.

Par M. Doyon,—la pétition de Aimé Bourassa et Dame Purissima Robert.

Par M. Parizeau,—la pétition de Henry Corneil et autres, électeurs de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De William-H. Davidson, étudiant en droit, de la cité de Québec, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

De Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi abrogeant le troisième paragraphe de la section 22, chapitre 49, du Statut 55-56 Victoria.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre—l'état des affaires de l'Asile de Nazareth, pour les aveugles, etc., Montréal, pour l'année 1892. (*Document de la session No. 8*)

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner les amendements au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. Marion pour son président et a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre honorable Chambre.

Votre comité, vu la déclaration faite devant lui que la ville de Fraserville consentait à la passation de cette loi, a ajouté au préambule les mots suivants :
"Considérant que la ville de Fraserville consent à la passation de la présente loi."

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants :

De A. de Martigny et autres, demandant une loi constituant en corporation “ La compagnie hypothécaire canadienne ” ;

Et de Euclide Dugas et autres, demandant une loi constituant en corporation “ La compagnie du chemin de fer de Montcalm ”.

Ordonné, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie hypothécaire canadienne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Magnan ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montcalm.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant examiné le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique, a l'honneur de le rapporter avec divers amendements.

Ordonné, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau le Code de procédure civile, au sujet des causes non appelables.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'acheter les Iles de la Magdeleine de Isaac Tristram Coffin, leur propriétaire ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—L'état actuel des finances de la Province ne permettrait pas au gouvernement de les acheter.

Par M. Dechène.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter un projet de loi pour détacher les Iles de la Magdeleine du comté de Gaspé, et de créer une nouvelle division électorale comprenant les dites Iles seulement ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Cette motion est sous considération. Une requête a été présentée au gouvernement dans ce sens, mais elle n'est signée

que par une partie des électeurs, savoir : moins que le tiers des électeurs des Iles de la Magdeleine.

Par M. Tellier.—1. A quelle date a été fait et complété, entre le gouvernement de cette Province et la Compagnie du Haras national, le contrat en vertu duquel la Province paie annuellement à cette compagnie une somme de \$6,000 ?

2. Pour quel terme le contrat a-t-il été consenti ?

3. Existe-t-il dans les actes qui contiennent les conventions entre le gouvernement et la dite compagnie, une clause quelconque en vertu de laquelle cette Province pourrait mettre fin à ce contrat avant l'expiration du terme stipulé ?

4. Le gouvernement a-t-il reçu quelque plainte au sujet de la manière dont la dite compagnie remplit ses obligations envers la Province ?

5. En fait, le gouvernement est-il informé si la dite compagnie remplit ses obligations ?

6. Quels avantages la Province a-t-elle retirés, jusqu'à ce jour, du dit contrat avec la dite compagnie ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—1. Ce contrat a été complété par le gouvernement Mercier avec la Compagnie du Haras national, le 15 janvier 1891.

2. Pour cinq ans.

3. Non.

4. Une seule plainte de deux citoyens du comté de Bellechasse prétendant que l'étafon fourni à cette société en 1891 n'était pas sain et propre à la reproduction ; et, sur examen du médecin officiel du Conseil d'agriculture spécialement autorisé par le département d'Agriculture, sous le gouvernement précédent, il a été établi que cette plainte n'était pas fondée.

5. Jusqu'ici, la Compagnie du Haras national a rempli toutes les obligations que lui avait imposées le gouvernement.

6. La réponse à cette dernière question se trouve dans les divers rapports faits par la Compagnie du Haras national.

Par M. Augé.—Est-ce l'intention du gouvernement de cette Province de demander au gouvernement fédéral d'autoriser la province de Québec à régler ses pêcheries, d'une manière absolue, dans toute l'étendue de son territoire ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Le gouvernement de Québec ne voit pas qu'il y ait lieu de faire une semblable demande au gouvernement du Canada.

Sur motion de M. Rioux, secondé par M. Greig,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de tous documents et correspondance concernant la demande de vingt mille piastres faite par la ville de Fraserville, pour la rembourser de ce qu'elle a payé pour la construction du Palais de justice du district de Kamouraska.

Sur motion de M. Allard, secondé par M. Lacouture,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre—copie de l'ordre en conseil nommant Joseph Brault, cultivateur, de St-Damien, dans le comté de Berthier, conseiller municipal pour la dite paroisse de St-Damien ;

Copie de tous documents produits pour obtenir cette nomination ;

Copie de tous documents envoyés, ou reçus par le gouvernement, au sujet de la cause de Croisetière vs Brault et l'hon. J. E. Robidoux, ès-qualité, intervenant ;

Aussi, copie de toutes correspondances échangées à ce sujet.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le Bill pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tellier fait rapport :

Que M. Augé ayant proposé l'amendement qui suit :

Que la section première du dit bill soit abrogée et remplacée par la suivante :

1. Pour dissiper tout doute quant à l'interpellation de la section 23 du chapitre 49 de l'acte 55-56 Victoria, de Québec, il est décrété :

2. Que l'élection du maire, pour la dite cité, qui a eu lieu le premier février 1893, est valide et légale à toutes fins que de droit ;

3. Que l'élection d'un échevin pour chacun des douze quartiers de la dite cité, en remplacement des échevins dont le terme d'office était expiré, et qui a eu lieu le premier février 1893, est aussi valide et légale à toutes fins que de droit ; les droits acquis quant aux frais dans les causes pendantes relativement aux élections des dits maires et échevins ne sont pas affectés par les présentes ;

4. La présente section n'affectera pas les formalités et conditions requises par l'acte 52 Victoria, chapitre 79, en matière d'élections municipales.

Qu'objection fut faite que M. Augé n'avait pas donné avis de l'amendement qu'il a proposé en comité général au bill concernant les amendements à la charte de la cité de Montréal, comme le requiert la règle 67 ;

Que lui, comme Président du comité, avait maintenu l'objection et qu'appel avait été fait de cette décision.

Que, de plus, le comité lui a ordonné de rapporter progrès et de demander la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

M. l'Orateur maintient la décision de Président du comité sur la question d'ordre.

La Chambre se forme de nouveau en comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill amendant et modifiant la loi érigeant en corporation le village de Dorion.

Bill confirmant la vente par Ann-Maria Devins aux commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal d'un immeuble lui venant de la succession de son père, feu Peter Devins.

Bill autorisant Ernest Thayer à ajouter à son nom celui de " Ross ".

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 3 février 1893.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre—l'état des affaires de la Société St-Jean-Baptiste de Bienfaisance d'Aylmer, pour l'année 1892.

(Document de la session No 8).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux Ecoles de réforme ".

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Auguste Tessier, de la ville de St-Germain de Rimouski, avocat et maire de la dite ville, demandant une loi pour'amender et corriger le texte anglais du chapitre 82, section 8, du statut 54 Victoria, de Québec ;

De James King et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " La Compagnie du chemin de fer St-Léonard et Lévis " ;

Et de E.-S. Clouston, gérant général de la banque de Montréal et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal concernant la franchise électorale municipale.

L'honorable M. Mercier, député pour le district électoral de Bonaventure, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre du 16 janvier 1893, pour un état des recettes et des dépenses

de la Province, depuis le 31 juin 1892 jusqu'au 15 janvier 1893. (*Document de la session No 25.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 janvier 1893, pour une copie de tous documents et correspondances relativement à la destitution de L.-E. Caron comme registrateur du comté de Maskinongé. (*Document de la session No 27.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 janvier 1893, pour une copie de la correspondance entre le gouvernement, le Commissaire des Travaux publics, le Secrétaire de la Province et la compagnie ou le directeur de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central, à propos de la nomination de MM. Linière Taschereau et Joseph-Edmond Roy, comme directeurs de la dite compagnie, en vertu de la section 9, chapitre 88 de l'acte 54 Victoria, de la province de Québec. (*Document de la session No 28.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 janvier 1893, pour une copie de toute correspondance relative à la réinstallation de M. Stanislas Filiatreault comme juge de paix pour le district de Montréal; aussi, copie de toutes dépositions donnés à l'enquête tenue par M. John Aylen, à ce sujet, et copie du rapport de ce dernier. (*Document de la session No 26.*)

L'honorable M. Flynn met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des terres de la Couronne de la province de Québec, pour les douze mois finissant le 30 juin 1892. (*Document de la session No 4.*)

Un Bill amendant l'article 100 du Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et MM. L.-J. Demers et Frère, concernant l'impression de la "Gazette officielle" de Québec, soit lu une deuxième fois;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

Beaubien.
Beauchamp,
Bédard,
Carbray,
Casgrain,
Châteauvert,
Chicoyne,

Desjardins,
Doyon,
Dup'essis,
England,
Flynn,
Girard (Lac St-Jean),
Greig,

Grenier,
Hall,
King,
McDonald,
Magnan,
Martineau,
Nantel,

Pelletier,
Poirier,
Roux,
Savaria,
Spencer,
Villeneuve—27

CONTRE :

Messieurs

*Bisson,
Bourbonnais,
Dechène,
Fitzpatrick,*

*Girard (de Rouville), Morin,
Gosselin, Parent,
Lussier, Pinault,
Mercier, Ste-Marie,*

*Tessier (de Portneuf),
Tessier (de Rimouski),
Turgeon. — 15.*

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant un certain octroi de terre aux RR. PP. Trappistes, étant lu ;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Qu'attendu que de l'établissement, dans la région du Lac St-Jean, des religieux connus sous le nom de Pères Trappistes, il résulterait des avantages pour la Province, en ce qui regarde la vente des terres publiques, la colonisation et l'agriculture,

Résolu, Que le Commissaire des terres de la Couronne est autorisé à concéder gratuitement aux fins de cet établissement, aux dits Pères Trappistes, soit directement, soit à une autre personne en fidéicommiss pour eux, en attendant qu'ils aient obtenu un acte les constituant en corporation, s'il y a lieu, une étendue de terre n'excédant pas six mille acres, dans l'agence du Lac St-Jean, (section ouest), et que cette concession gratuite soit ainsi faite à telles conditions que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil trouvera les plus propres à sauvegarder l'intérêt public et à faire atteindre l'objet d'un établissement de ce genre.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauevert fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Châteauevert fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Qu'attendu que de l'établissement, dans la région du Lac St-Jean, des religieux connus sous le nom de Pères Trappistes, il résulterait des avantages pour la Province, en ce qui regarde la vente des terres publiques, la colonisation et l'agriculture ;

Résolu, Que le Commissaire des terres de la Couronne est autorisé à concéder gratuitement, aux fins de cet établissement, aux dits Pères Trappistes, soit directement soit à une autre personne en fidéicommis pour eux, en attendant qu'ils aient obtenu un acte les constituant en corporation, s'il y a lieu, une étendue de terre n'excédant pas six mille acres, dans l'agence du Lac St-Jean, (section ouest), et que cette concession gratuite soit ainsi faite à telles conditions que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil trouvera les plus propres à sauvegarder l'intérêt public et à faire atteindre l'objet d'un établissement de ce genre.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant un certain octroi de terre aux Révérends Pères Trappistes, dans la région du Lac St-Jean.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Le Bill modifiant la loi concernant les chemins de fer relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas, est, en conformité de l'ordre, lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : “ Loi modifiant la loi relative aux taux de péages sur les chemins à barrières de la rive sud ”.

Et Bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 704 des Statuts refondus relativement à l'assistant-Procureur-général ”.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille neuf cent quatorze piastres et trente-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux obligations de 1890 au 1er juillet 1892, d'achat de livres, pour la Bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-quatre piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses contingentes de la Bibliothèque de la Législature, etc., (obligations antérieures au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de M. J. Murphy, officier spécial du département des Travaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cent cinquante-trois piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice, règlement de réclamations non payées par l'ex-shérif Webb, de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 2,500 exemplaires du Code de l'Instruction publique, par Paul de Cazes, à 50 centins l'exemplaire, achetés en 1890, à la demande du comité protestant de l'Instruction publique. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-O. Filteau, Québec, 350 exemplaires du Code de l'Instruction publique, à 70 centins l'exemplaire, achetés en 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cent cinquante-neuf piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil Central d'Hygiène, dépenses additionnelles encourues par suite des dangers du choléra; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à G.-E. LaRue, N. P., 278 copies de quittances notariées, et règlement des droits seigneuriaux, à \$2.00. (Ordonnées et reçues avant le 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir, paiement d'arrérages de 1891-92; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour écoles du soir, Québec et Montréal, dépenses de 1892-93; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer P.-N. Breton, pour "Collection de Monnaies et

Médailles. " (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-O. Pelland, 200 exemplaires " Discours de Mercier ", à \$3.00. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale, re " Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ", instituée par O. C., No 410 du 19 septembre 1891, paiement au liquidateur du *Herald*, Montréal, compte d'impressions. (Ordre antérieur au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer au propriétaire du *Daily Telegraph* son compte d'août 1891, pour impression de 20,000 exemplaires, du rapport du commissaire de l'Exposition de la Jamaïque; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-A. Jordan, compte pour traduction, etc., rapport du Secrétaire provincial, division du Régistrare pour 1890-91. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer aux commissaires et au greffier des licences, à Trois-Rivières, leur terme d'office du 2 août 1888 au 26 juin 1892; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille deux cent une piastres et quatre-vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réclamations et comptes antérieurs au 17 décembre 1891, ayant rapport au département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera, de nouveau, en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille neuf cent quatorze piastres et trente-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux obligations de 1890 au 1er juillet 1892, d'achat de livres, pour la Bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-quatre piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses contingentes de la Bibliothèque de la Législature, etc., (Obligations antérieures au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de M. J. Murphy, officier spécial du département des Travaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cent cinquante-trois piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice, règlement de réclamations non payées par l'ex-shérif Webb, de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 2,500 exemplaires du Code de l'Instruction publique, par Paul de Cazes, à 50 centins l'exemplaire, achetés en 1890, à la demande du comité protestant de l'Instruction publique. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-O. Filteau, Québec, 350 exemplaires du Code de l'Instruction publique, à 70 centins l'exemplaire, achetés en 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cent cinquante-neuf piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil Central d'Hygiène, dépenses additionnelles encourues par suite des dangers du choléra; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à G.-E. LaRue, N. P., 278 copies de quittances notariées, re règlement des droits seigneuriaux, à \$2.00. (Ordonnées et reçues avant le 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour écoles du soir, paiement d'arrérages de 1891-92; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour écoles du soir, Québec et Montréal, dépenses de 1892-93; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer P.-N. Bréton, pour "Collection de Monnaies et Médailles." (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-O. Pelland, 200 exemplaires "Discours de Mercier", à \$3.00. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale, re " Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs", instituée par O. C., No 410 du 19 septembre 1891, paiement au liquidateur du *Herald*, Montréal, compte d'impressions. (Ordre antérieur au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer au propriétaire du *Daily Telegraph* son compte d'août 1891, pour impression de 20,000 exemplaires du rapport du commissaire de l'Exposition de la Jamaïque; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-A. Jordan, compte pour traduction, etc., rapport du Secrétaire provincial, division du Régistrare pour 1890-91. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer aux commissaires et au greffier de licences, à Trois-Rivières, leur terme d'office du 2 août 1888 au 26 juin 1892; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille deux cent une piastres et quatre-vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réclamations et comptes antérieurs au 17 décembre 1891, ayant rapport au département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, lundi prochain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Parent.—1. Est-il vrai que le gouvernement de Québec a obtenu de la ferme expérimentale d'Ottawa, tous les plants d'arbres fruitiers dont elle peut disposer gratuitement cette année?

2. Si oui, de quelle manière se propose-t-il d'en faire la distribution?

Réponse par l'honorable M. Beaubien: 1. Le département s'est adressé au ministère de l'Agriculture, à Ottawa, pour lui demander des arbres fruitiers dont il pourrait disposer gratuitement; le gouvernement fédéral s'est rendu à notre demande, mais nous n'avons pas encore de réponse définitive quant à la quantité.

2. Ces arbres seront distribués par la Province, pour le plus grand avantage du public.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill constituant en corporation la Compagnie dite *The Dominion Abattoir and Stockyards Company* ;

Bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulé : " Loi concernant la succession de feu James McCready " ;

Bill constituant en corporation la Compagnie hypothécaire canadienne.

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montcalm est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et référé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 6 février 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Augé,—la pétition de Alexandre Dupuis et autres,—la pétition de Wilfrid Leblanc, et autres,—et la pétition de J.-P. Rottot et autres, tous électeurs de la cité de Montréal.

Par M. Kennedy,—la pétition de T.-P. Valiquette et autres, électeurs de la cité de Montréal.

Par M. Villeneuve,—la pétition de T.-E. Gagnon et autres, électeurs de la cité de Montréal.

Par M. Turgeon,—la pétition de George-Arthur Lavoie et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Dame Léa-Adée Drolet, de la ville de Lévis, demandant une loi autorisant l'association pharmaceutique de la province de Québec à lui accorder un certificat de licence de pharmacie.

De Henry Corneil et autres électeurs, de la cité de Montréal, demandant une loi à l'effet d'ordonner une élection générale pour le maire et tous les échevins de la ville, pendant le mois de mars de la présente année.

Du Révérend J.-S. Taupier et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe,—et du Révérend A. Lemay et autres, de la paroisse de Saint-Marc, comté de Verchères, demandant respectivement que le bill pour remettre en vigueur et amender la charte de la Compagnie du chemin de fer Saint-Jean et Sorel devienne loi.

De la Compagnie du cimetière Mont-Royal, demandant des amendements à sa charte.

Et de Aimé Bourassa et Dame Purissima Robert, demandant une loi pour assurer les effets civils au mariage contracté entre les dits Aimé Bourassa et Purissima Robert.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Villeneuve,

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier soit ajouté au comité spécial permanent des divers bills privés, au comité spécial permanent des comptes publics et au comité spécial permanent d'agriculture, immigration et colonisation ; M. Chicoyne, au comité spécial permanent des divers bills privés ; l'honorable M. Casgrain, au comité spécial permanent des comptes publics, et l'honorable M. Pelletier, au comité spécial permanent de l'agriculture, immigration et colonisation.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 1071 du Code municipal de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Beauchamp ait la permission de présenter un Bill pour rendre valides certains actes notariés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le Bill amendant la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait le rapport suivant :

Que M. Augé ayant proposé : “ Que la section première du bill (No. 41), concernant les amendements à la charte de la cité de Montréal, soit abrogée et remplacée par la suivante :

1. Pour dissiper tout doute quant à l'interprétation de la section 23 du chapitre 49 de l'acte 55-56 Victoria, de Québec, il est décrété :

2. Que l'élection d'un maire, pour la dite cité, qui a eu lieu le premier février 1893, est valide et légale à toutes fins que de droit ;

3. Que l'élection d'un échevin pour chacun des douze quartiers de la dite cité en remplacement des échevins dont le terme d'office était expiré, et qui a eu lieu le premier février 1893, est aussi valide et légale à toutes fins que de droit ; les droits acquis quant aux frais dans les causes pendantes relativement aux élections des dits maires et échevins ne sont pas affectés par les présentes ;

4. La présente section n'affectera pas les formalités et conditions requises par l'acte 52 Victoria, chapitre 79, en matière d'élections municipales.

M. Villeneuve proposa, comme amendement,—Que le dit bill fût amendé de la manière suivante :

1. Dans la sous-section 2 de la section 1, retrancher les mots le 20ème jour de février 1893, et l'élection le 1er jour de mars 1893 " et les remplacer par les mots " le 6ème jour de mars 1893 et la votation le 16ème jour de mars 1893".

2. Dans la sous-section 3 de la section 1, retrancher les mots " premier jour de mars 1893 ", et les remplacer par les mots " le sixième jour de mars 1893 ou le seizième jour de mars 1893 ".

3. Dans la sous-section 5 de la section 1, substituer le mot " expiré " au mot " expire ".

4. Dans la sous-section 5 de la section 1, retrancher les mots " premier jour de mars 1893 ", et les remplacer par les mots " le sixième ou le seizième jour de mars 1893 ".

5. Dans la section 1, retrancher entièrement les sous-sections 7 et 8.

Cette motion en amendement étant adoptée,

M. Augé demanda alors que sa motion, telle qu'amendée, fût mise aux voix, et que lui, le Président du comité, avait décidé que cette motion ne pouvait pas être mise aux voix, attendu qu'elle avait été détruite par l'amendement, et qu'appel avait été fait de sa décision ".

M. l'Orateur maintient la décision du Président du comité.

La Chambre, se forme de nouveau en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Pinault.—M. Joseph Boutin-Bourassa, employé permanent de cette Chambre comme greffier en chef des comités, est-il encore suspendu de ses fonctions ou destitué ?

1. Si oui, pourquoi ?

2. Le dit J. Boutin-Bourassa a-t-il payé sa contribution aux fonds de pension des employés publics ?

3. Le gouvernement a-t-il retenu le montant par lui payé à cette fin ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—M. Joseph Boutin-Bourassa a été démis et n'a pas été remplacé.

1. Par économie.
2. Oui.
3. Oui.

Par M. Girard (Rouville).—Le présent contrat entre le gouvernement et les propriétaires de l'Asile de Beauport expirant bientôt, et la présente session étant déjà avancée, le gouvernement a-t-il quelques propositions de contrat à soumettre à cette Chambre à part celles déjà mentionnées ?

Si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Aussitôt que le gouvernement aura fait des arrangements pour le soin des aliénés internés dans l'Asile de Beauport, il en donnera connaissance à la Législature, qui aura tout le temps nécessaire pour les considérer.

Par M. Tessier (Rimouski) :—1. Y a-t-il des personnes ou une commission chargée par le gouvernement de s'enquérir des amendements à faire à notre Code de procédure civile et de refondre ou reviser notre système de procédure civile ?

2. Quels sont les noms des personnes chargées de ces travaux et quels sont leurs émoluments ?

3. Depuis quelle date ont-elles commencé leurs travaux ?

4. Quelles instructions ont-elles reçues ?

5. Y a-t-il eu une correspondance entre elles et le gouvernement en rapport avec leurs travaux ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui, MM. les juges Larue et Davidson ont été priés par le Procureur-général de travailler avec lui à reviser et à refondre le Code de procédure civile.

2. Les émoluments n'ont pas encore été fixés, mais le gouvernement entend exercer la plus grande économie en rapport avec ce travail.

3. Les travaux ont été commencés vers le mois de septembre 1892.

4. Les instructions transmises par le Procureur-général à MM. Larue et Davidson sont à l'effet que le nouveau Code de procédure doit être, autant que possible en rapport avec les besoins du temps.

5. Le Procureur-général est en correspondance fréquente avec MM. Larue et Davidson au sujet du dit travail.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de tous documents, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, durant les années 1890 et 1891.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Ste-Marie,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre—copie du mémoire relatif aux amendements à faire à la loi imposant des taxes sur les mutations d'immeubles et les successions, fourni par le comité de législation de la Chambre des notaires à l'honorable Procureur-général, depuis l'ouverture de la présente session.

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toutes correspondances échangées entre le département du Trésor et les registrateurs des comtés de Drummond, Arthabaska, Mégantic et Nicolet, et les instructions données à ces derniers pour la perception des taxes sur les mutations d'immeubles, depuis la mise en force de la loi imposant ces taxes.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie du contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et la Compagnie du Haras national, le 14 janvier 1891 ou à toute autre date.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Morin,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de la correspondance entre sir John Thompson, ministre de la justice à Ottawa, Sir Alexandre Lacoste, juge en chef de la Cour d'Appel et l'honorable Procureur-général, ou aucun membre du gouvernement, ayant rapport à la réorganisation des tribunaux et à un projet de judicature pour la province de Québec.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher du comté de Berthier et du district de Richelieu la paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, et l'annexer au comté de l'Assomption et au district de Joliette, pour les fins municipales, scolaires, électorales, judiciaires, d'enregistrement et autres fins quelconques, étant lu ;

M. Marion propose, secondé par M. Spencer,

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant de nouveau la loi des élections contestées, étant lu ;

M. Normand propose, secondé par M. Panneton,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi concernant les corporations de villes, étant lu ;

M. Spencer propose, secondé par M. Normand,

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et référé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill ayant pour objet de rendre le vote obligatoire, étant lu ;

M. Stephens propose, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 39 du Code municipal, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux emprunts municipaux, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour prévenir la corruption municipale et civique, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Déchène fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Ordonné, Que ce bill soit réimprimé.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'émission d'obligations provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et M. L.-J. Demers et Frère, concernant l'impression de la *Gazette Officielle* de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Stephens propose en amendement, secondé par M. Fitzpatrick,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : “ ce bill soit renvoyé au comité des comptes publics, avec instruction de s'assurer si les prix y mentionnés sont des prix raisonnables et ceux qui ont coutume d'être chargés pour l'ouvrage et les matériaux à fournir ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Morin.</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski).</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Kenne ly,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>	<i>Petit.</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Maynan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean)</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—32.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée, jeudi, le 26 janvier courant, du comité des subsides ; et la dite résolution étant de nouveau lue, comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente-sept piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris impression, reliure, etc., (obligations antérieures au 17 décembre 1891) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée, mardi, le 31 janvier courant du comité des subsides ; et la dite résolution étant de nouveau lue, comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif,—montant pour impressions omis dans le budget de l'année dernière— ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, vendredi, le 3 février courant, du comité des subsides.

Et les dites résolutions étant de nouveau lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille neuf cent quatorze piastres et trente-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux obligations de 1890 au 1er juillet 1892, étant pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-quatre piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses contingentes de la Bibliothèque de la Législature, etc., (obligations antérieures au 17 décembre 1891) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de M. J. Murphy, officier spécial du département des Travaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cent cinquante-trois piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice, règlement de réclamations non payées par l'ex-shérif Webb, de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 2,500 exemplaires du Code de l'Instruction publique, par Paul de Cazes, à 50 centins l'exemplaire, achetés en 1890, à la demande du comité protestant de l'Instruction publique. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-O. Filteau, Québec, 350 exemplaires du Code de l'Instruction publique, à 70 centins l'exemplaire, achetés en 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cent cinquante-neuf piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil Central d'Hygiène, dépenses additionnelles encourues par suite des dangers du choléra; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à G.-E. LaRue, N. P., 278 copies de quittances notariées, re règlement des droits seigneuriaux, à \$2.00. (Ordonnées et reçues avant le 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir, paiement d'arrérages de 1891-92; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour écoles du soir, Québec et Montréal, dépenses de 1892-93; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer P.-N. Breton, pour " Collection de Monnaies et Médailles. " (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-O. Pelland, 200 exemplaires " Discours de Mercier ", à \$3.00. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale, re " Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ", instituée par O. C., No 410 du 19 septembre 1891, paiement au liquidateur du *Herald*, Montréal, compte d'impressions. (Ordre antérieur au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer au propriétaire du *Daily Telegraph* son compte d'août 1891, pour impression de 20,000 exemplaires, du rapport du commissaire de l'Exposition de la Jamaïque; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer à J.-A. Jordan, compte pour traduction, etc.,

rapport du Secrétaire provincial, division du Régistrare pour 1890-91. (Obligation antérieure au 17 décembre 1891); pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer aux commissaires et au greffier des licences, à Trois-Rivières, leur terme d'office du 2 août 1888 au 26 juin 1892; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille deux cent une piastres et quatre-vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réclamations et comptes antérieurs au 17 décembre 1891, ayant rapport au département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1893, pour : 1. Etat des sommes perçues par les divers percepteurs du revenu provincial de chaque district de la Province, séparément, depuis le 24 juin 1892, date de la mise en force de la loi imposant des taxes sur les successions et les transports d'immeubles, 55-56 Victoria, chapitre 17, jusqu'au 31 décembre 1892, provenant des droits imposés par cette loi sur les successions.

2. Etat des sommes perçues par les dits percepteurs, respectivement, durant la même période, sur licences de manufactures et de commerce, en vertu de la loi concernant certaines licences, 55-56 Victoria, chapitre 10. (*Document de la session No. 22.*)

Aussi—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1893, pour un état des sommes perçues comme taxes directes sur les ventes, transports, cessions, échanges et donations d'immeubles, depuis le 24 juin 1892 jusqu'au 31 décembre 1892, en vertu de l'article 1191a de la loi imposant des taxes sur les successions et les transports d'immeubles, 55-56 Victoria, chapitre 17; d'après les rapports transmis au gouvernement par les régistrateurs de chaque division d'enregistrement de la Province. (*Document de la session No. 21.*)

Aussi,—la réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, du 18 janvier 1893, demandant une copie de toute correspondance au sujet de l'octroi de la pétition de droit contre le gouvernement provincial en faveur de la *Canada Bank Note Co.* et Edmond Templé, à propos d'un contrat passé en 1890, entre Templé et l'honorable Ch. Langelier, ainsi que copie du contrat entre Templé et Langelier ;

Et copie du transport de ce contrat à la *Canada Bank Note Co.* et son acceptation par le gouvernement provincial. (*Document de la session No. 31.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 janvier 1893, pour une copie des requêtes et lettres reçues par le gouvernement, de la part du shérif, du protonotaire, du Barreau et du député de Joliette, depuis quatre ans, et demandant des réparations au Palais de justice du district de Joliette, ainsi que copie du

rapport ou des rapports de l'inspecteur des prisons sur l'à-propos de ces réparations. (*Document de la session No. 32*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1893, pour une copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et le magistrat de district Garon, de Rimouski, au sujet de sa décision dans la cause d'assaut de Banville vs Gauthier. (*Document de la session No. 34*).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 février 1893.

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre — un état des affaires de la Société permanente de St-Jean-Baptiste de Waterloo, pour l'année 1892. (*Document de la session No. 8*).

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Cartier,—la pétition du Révérend J.-B. Verronneau et autres, de la paroisse de St-Jean-Baptiste, comté de Rouville,—et la pétition du Révérend J.-B. Dupuy et autres, de la paroisse de St-Antoine, comté de Verchères.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement :

Bill constituant en corporation " l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie ".

Bill relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant les diverses lois concernant la constitution en corporation de la cité des Trois-Rivières, et a l'honneur d'en faire rapport avec divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la corporation de la cité de Hull, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation de la ville de Maisonneuve, demandant des amendements à sa charte ;

De W.-H. Davidson, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De la Compagnie du chemin de fer de Saint-Léonard et Lévis, demandant une charte ;

De Dame L.-A. Drolet, demandant une loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à lui accorder un certificat de pharmacie ;

De A. Bourassa et Dame P. Robert, demandant une loi pour assurer les effets civils de leur mariage.

A l'égard de la pétition de A. Tessier, demandant une loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 81, amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski, votre comité trouve qu'il n'en a pas été donné avis ; mais l'amendement qu'elle demande ne paraît pas être de nature à exiger l'avis ordinaire.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, savoir :

Bill concernant la vente des produits de la ferme ;

Et bill amendant l'article 2010 des Statuts refondus de la province de Québec, et à l'honneur de les rapporter avec amendements.

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant l'article 628 du Code de procédure civile, concernant les exemptions de saisie, et à l'honneur de faire rapport que, en vue de la refonte du Code de procédure civile, le comité est d'opinion de ne pas légiférer maintenant sur cette matière.

Ordonné, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de St-Léonard et Lévis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Doyon ait la permission de présenter un Bill assurant les effets civils au mariage contracté entre Aimé Bourassa et dame Purissima Robert.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Rimouski) ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 82, amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Baker ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à donner une licence de pharmacie à Dame Léa-Aidée Drolet, épouse de Odilon-Jean Dion.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 2098 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 878 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 884 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1893, pour un état indiquant, en détail, les dépenses encourues à l'occasion des différentes commissions royales instituées par le gouvernement de cette Province depuis le 1er septembre 1892. (*Document de la session No. 29.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 janvier 1893, pour une copie de tous documents, correspondances, etc., se rapportant à la construction de la bâtisse dite "La bâtisse des ouvriers ou institut des ouvriers de Lévis". (*Document de la session No. 30.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1893, pour un état détaillé du nombre de causes intentées devant les cours supérieure et de circuit du district de Beauharnois, pendant les années 1889-1890, 1891-1892, avec la date d'institution de chaque action et du jugement final.

Le nombre des causes pendantes à la fin de chaque année. (*Document de la session No. 33.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 1203 du Code civil concernant les actes notariés ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant l'émission d'obligations provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs, étant lu ;

L'honorable M. Hall informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Qu'attendu qu'en vertu des dispositions du statut 54 Victoria, chapitre 2, il était loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à se procurer, par voie d'emprunt, sur le crédit de la Province, de temps en temps, suivant que les besoins publics le requerraient, une somme de dix millions de piastres, comme suit :

Attendu qu'aux termes du dit statut, il a été emprunté la somme de vingt millions de francs, et qu'il a été émis dans ce but quarante mille obligations de la Province, dues et payables en deux ans, pour la somme de cinq cents francs chacune, portant intérêt de quatre pour cent, datées du seize juillet mil huit cent quatre-vingt-onze ;

Et attendu qu'il est à propos d'autoriser un nouvel emprunt de cette somme et l'émission de nouvelles obligations ou débentures dans ce but ; il soit

1. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à se procurer, par voie d'emprunt, sur le crédit de la province, la somme de vingt-millions de francs, ou son équivalent en piastres et centins ou en livres sterling, pour rembourser le dit emprunt de vingt millions de francs, et à émettre à cette fin des obligations ou débentures, portant un intérêt annuel de pas plus de quatre pour cent, payable annuellement ou semestriellement, et à en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

2. *Résolu*,—Que ces obligations ou débentures seront émises pour tel montant, en francs ou en livres sterling ou en piastres et centins ; qu'elles porteront telle date et qu'elles seront payables à tels époques et lieu, et rachetables de telle manière que déterminera le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Qu'attendu qu'en vertu des dispositions du statut 54 Victoria, chapitre 2, il était loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à se procurer, par voie d'emprunt, sur le crédit de la Province, de temps en temps, suivant que les besoins publics le requerraient, une somme de dix millions de piastres, comme susdit ;

Attendu qu'aux termes du dit statut, il a été emprunté la somme de vingt millions de francs, et qu'il a été émis dans ce but quarante mille obligations de la Province, dues et payables en deux ans, pour la somme de cinq cents francs chacune, portant intérêt de quatre pour cent, datées du seize juillet mil huit cent quatre-vingt-onze ;

Et attendu qu'il est à propos d'autoriser un nouvel emprunt de cette somme et l'émission de nouvelles obligations ou débentures dans ce but ; il soit

1. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à se procurer, par voie d'emprunt, sur le crédit de la Province, la somme de vingt millions de francs, ou son équivalent en piastres et centins ou en livres sterling, pour rembourser le dit emprunt de vingt millions de francs, et à émettre à cette fin des obligations ou débentures, portant un intérêt annuel de pas plus de quatre pour cent, payable annuellement ou semestriellement, et à en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

2. *Résolu*,—Que ces obligations ou débentures seront émises pour tel montant, en francs ou en livres sterling ou en piastres et centins ; qu'elles porteront telle date et qu'elles seront payables à tels époques et lieu, et rachetables de telle manière que déterminera le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill concernant l'émission d'obligations ou débentures provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille six cent quarante-huit piastres et quatre-vingt-dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille quatre cent quatre piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante six mille six cent trois piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, reliure, etc., pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité général sur le bill pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal, étant lu ;

Et la question étant proposée, — Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. Beaubien propose comme amendement, secondé par M. Duplessis, — Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient

retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après la section huit la section suivante :

9. " Les devoirs et obligations des reviseurs pour les fins de l'élection ordonnée par la présente loi, pour le mois de mars 1893, seront remplis exclusivement par le greffier de la cité, *mutatis mutandis*."

L'honorable M. Hall propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que les mots : " et d'y faire d'autres amendements peu importants en eux-mêmes, mais nécessaires pour mettre à exécution les dispositions principales du dit bill ", soient ajoutés au dit amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ces mots soient ajoutés, elle est résolue affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender, en ajoutant après la section huit la section suivante :

" 9. Les devoirs et obligations des reviseurs pour les fins de l'élection ordonnée par la présente loi, pour le mois de mars 1893, seront remplis exclusivement par le greffier de la cité, *mutatis mutandis* : " et d'y faire d'autres amendements peu importants en eux-mêmes, mais nécessaires pour mettre à exécution les dispositions principales du dit bill ".

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et, M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour autoriser les arpenteurs-géomètres de la province de Québec à admettre Joseph O'Callaghan Mignault au nombre de leurs membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Parizeau, président du comité, fait rapport qu'objection ayant été faite que le bill n'est pas dans l'ordre, il a maintenu l'objection et qu'appel a été fait de sa décision.

M. l'Orateur annonce qu'il donnera sa décision à un jour ultérieur.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy à vendre, par ventes volontaires, les immeubles de ces successions ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

La Chambre se reforme en comité des subsides.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal; pour l'année finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté; comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Mens' Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt dix-huit piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins

des Dames du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

72. *Résolu* Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera, de nouveau, en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille six cent quarante-huit piastres et quatre-vingt-dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille quatre cent quatre piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante six mille six cent trois piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative : pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu* Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-et-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Charles, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt dix-huit piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide

à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphe-

lins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Jérôme : pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

O donné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois demain.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant un octroi gratuit de terres aux RR. PP. Trappistes, dans la région du Lac St-Jean :

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi concernant un octroi de terre aux Pères Trappistes ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et le Frères de la Charité de St-Vincent de Paul ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Caron propose, comme amendement, secondé par M. Gosselin,—Que tous les mots après " maintenant " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " référé de nouveau à un comité général, avec instruction d'amender la cédule A, clause 2, en remplaçant les mots " cent-vingt " par les mots " cent " et les mots " cent trente ", dans la clause deuxième de la dite cédule A, par les mots " cent-dix ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Dechène,
Fitzpatrick,

Girouard,
Gladu.
Gosselin,
Laliberté,

Mercier,
Morin,
Parent,
Pinault,

Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—16.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—39.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Fitzpatrick propose comme amendement, secondé par M. Stephens,—Que tous les mots après “ Que ”, jusqu’à la fin de la question, soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ le Bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d’amender le contrat cité dans la cédule A, en retranchant le paragraphe 10 de ce contrat.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—39.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative au fonds de pension des officiers publics, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Allard.—1. Quel montant a été payé, par année, pour travaux au Palais de justice de Montréal, depuis le 1er février 1887, avant et en dehors du contrat Berger ?

2. A quelle date le contrat Berger a-t-il été passé et pour quel montant a-t-il été accordé ?

3. Quelles sommes ont été payées, année par année, sur certificat de MM. Perrault et Mesnard pour travaux autorisés par le gouvernement Mercier, tant à compte du contrat que pour travaux extras ?

4. Quelle somme a été payée sur travaux autorisés par le Commissaire actuel des Travaux publics, sur travaux autorisés, tant en à compte du contrat que pour extras ?

Objection est faite par M. Déchène que cette interpellation n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur renvoie l'objection et il cite la règle 29ième de cette Chambre

Réponse par l'honorable M. Nantel :

1. Année 1887 (achat de l'église St-Gabriel pour agrandissement du Palais de justice).....	\$ 18,178 35
do 1888	31,852 66
do 1889	39,395 42
do 1890	268 30
	<hr/>
	\$ 89,694 73
2. 1er septembre 1890 pour la somme de.....	\$ 194,999 00
3. Année 1890	25,000 00

3. Année 1891	(non compris \$60,000.00 payés à M. Philippe Vallières pour meubles).....	97,500 00
do 1892	pour travaux autorisés et exécutés avant janvier 1892.....	45,000 00
	Plus en 1892, pour travaux autorisés et exécutés sous l'administration Mercier, sur estimation de MM. Perrault et Mesnard, se montant à \$184,-896.15, (le reste \$137,071.08 faisant l'objet d'une pétition de droit actuellement pendante).....	47,825 07
		<hr/>
4. \$	28,435.68	\$215,325 07

M. Descarries propose, secondé par M. Normand, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill constituant en corporation la chambre des agents d'assurance contre le feu de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Hackett,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie des rapports de l'inspecteur qui a tenu une ou des enquêtes sur la conduite du shérif Tousignant, ainsi que de toute correspondance et tous documents s'y rapportant.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 8 février 1893.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 630 des Statuts refondus, relativement aux cautionnements des officiers publics ”, sans amendement.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Gillies,—la pétition de la Corporation du comté de Pontiac.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de John Coristine et autres, propriétaires fonciers de la cité et du district de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De T.-P. Valiquette et autres,—et de A.-E. Gagnon et autres, tous électeurs de la cité de Montréal, demandant, respectivement, une loi à l'effet d'ordonner une

élection générale pour le maire et tous les échevins de la ville pendant le mois de mars de la présente année ;

De Wilfrid Leblanc et autres,—de Alexandre Dupuis et autres,—et de J.-P. Rottot et autres, tous électeurs de la cité de Montréal, demandant, respectivement, qu'il n'y ait pas d'élection générale municipale pendant le mois de mars de la présente année.

Et de George-Arthur Lavoie et autres, demandant que le bill divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec-Nord en deux municipalités séparées ne devienne pas loi.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean, demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis ne mentionnent pas l'autorisation de ratifier et de valider une certaine convention entre John McEucere et la dite Compagnie pour l'achat des obligations et de la majorité du capital-actions de la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord ; mais, attendu qu'il a été prouvé que telle autorisation a été discutée et adoptée dans une assemblée des actionnaires représentant plus que les deux tiers du capital-actions de la dite Compagnie, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent demandant une charte, votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés dans la "Gazette officielle," mais qu'ils ont été publiés dans les journaux.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill relatif à la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la ville de Maisonneuve.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill autorisant la vente des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Dame Marie-Emélie Crevier, et de feu Narcisse-M. Lacavalier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de St-Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Carbray ait la permission de présenter un Bill modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendant et refondant les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation la ville de St-Laurent, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Morin.—Quel est l'agent des terres de la Couronne pour le comté de Charlevoix ?

Quel est celui qui remplit cette position à Tadoussac, pour le comté de Saguenay ?

M. L.-A. Bouliane a-t-il été suspendu de ses fonctions ? Si oui, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—M. Bouliane et M. O'Brien, magistrat de district, sont chargés temporairement de remplir les devoirs d'agent, le premier à la Malbaie, et le second à Tadoussac.

Par M. Tessier (Portneuf).—1. Le gouvernement a-t-il conclu des arrangements, soit avec les propriétaires de l'Asile de Beauport, soit avec une communauté religieuse ou avec d'autres personnes, pour la garde et l'entretien des aliénés, en vue de l'expiration, au 30 avril prochain, du contrat actuellement en force ?

2. Si oui, le gouvernement se propose-t-il de soumettre, sans retard, à la Chambre, pendant la présente session, les arrangements ainsi conclus ?

3. Si non, le gouvernement se propose-t-il de soumettre à la Chambre, sans retard, pendant la présente session, des résolutions l'autorisant à faire tels arrangements ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement n'a rien à ajouter à la réponse qu'il a donnée, lundi dernier, sur le même sujet, à l'interpellation de M. Girard, député de Rouville, et qui est consignée à la page 178 des Procès-verbaux de l'Assemblée législative.

Par M. Turgeon.—Quel est l'intérêt payé par le gouvernement sur les emprunts temporaires contractés le 2 mai 1892 ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Quatre et demi pour cent, mais cinq pour cent sur cinquante mille piastres renouvelés le premier décembre dernier.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge de commissaire des incendies ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge de commissaire des incendies dans la cité de Montréal.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant l'indemnité législative, étant lu ;

M. Desjardins propose, secondé par M. Spencer,

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité, de l'ordre se forme en comité général sur le Bill ayant pour objet de rendre le vote obligatoire ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de M. Gillies, secondé par M. Fitzpatrick,

Ordonné, Que la pétition de la corporation du comté de Pontiac, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle s'y rapporte.

Et la dite pétition est reçue et lue, demandant un acte pour consolider la dette du dit comté et autoriser une nouvelle émission d'obligations.

Ordonné, Que cette pétition soit référée au comité spécial permanent des ordres permanents.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Bernatchez,

Ordonné. Que les règles de cette Chambre se rapportant aux avis, au dépôt et aux déboursés soient suspendues en autant qu'elles se rapportent au Bill modifiant l'acte 54 Victoria, chapitre 82, amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski ; ce bill n'ayant pour objet que de corriger une erreur de traduction qui s'est glissée dans le texte anglais de la section 8, du chapitre 82, de l'acte 54 Victoria.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Hughes Davidson au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif aux emprunts municipaux ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 39 du Code municipal ; et, après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Institut des Dames Religieuses Franciscaines Missionnaires de Marie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant les diverses lois concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de St-Léonard et Lévis est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et référé au comité

spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Le Bill assurant les effets civils au mariage contracté entre Aimé Bourrassa et Dame Purissima Robert, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 82, amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, et la 59^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Ste-Marie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à donner une licence de pharmacie à Dame Léa-Addée Drolet, épouse de Odilon-Jean Dion, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la vente des produits de ferme ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'instruction publique, étant lu ;

M. Pinault propose, secondé par M. Caron, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant de nouveau le Code municipal, concernant les licences, étant lu :

M. Hackett propose, secondé par M. Châteauvert,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Turgeon propose comme amendement, secondé par M. Girard (Rouville),—Que le mot après “ maintenant ” soit retranché et qu'il soit remplacé par les mots suivants : “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui.”

L'honorable M. Taillon propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que tous les mots après “ Que ”, dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ l'ordre pour deuxième lecture de ce bill soit rescindé, et que le bill soit envoyé au comité d'Agriculture, Immigration et Colonisation.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve,—31.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—31.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Poirier,</i>	

Et les voix étant également partagées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit ;

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbrey,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon.</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Villeneuve. —58.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Laliberté,</i>		

CONTRE :

Messieurs

Hackett, *Hall,* *Panneton. —3.*

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une deuxième fois et référés au comité spécial permanent de législation et lois expirantes :

Bill modifiant l'article 34 du Code de procédure civile ;

Bill modifiant l'article 2024 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Bill pour rendre valides certains actes notariés ;

Et Bill modifiant de nouveau le Code de procédure civile au sujet des causes non appelables ;

Un bill modifiant l'article 1208 du Code civil, concernant les actes notariés, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte modifiant l'article 1208 du Code civil, concernant les actes notariés."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EX COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Québec, et des magistrats de police, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie de N.-D. de Montfort ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité, jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 9 février 1893.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Québec, et des magistrats de police, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie de N.-D. de Montfort ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 9 février 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Rioux,—la pétition de J.-C. Robidoux et autres, censitaires de la Seigneurie de Laprairie de la Madeleine.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de l'Université du Collège Bishop.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend J.-B. Dupuy et autres, de la paroisse de Saint-Antoine, comté de Verchères,—et du Révérend J.-B. Verronneau et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, comté de Rouville, demandant respectivement que le Bill décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer Saint-Jean et Sorel, et les lois qui l'amendent, devienne loi.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De la Société de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie du chemin de fer St-Jean et Sorel, demandant une loi remettant en vigueur et amendant sa charte ;

De la Compagnie du chemin de fer " Québec Sud & Occidental ", demandant une charte ;

Et de " l'Alliance Nationale ", demandant une charte.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill modifiant et refondant les lois concernant la ville de la Côte Saint-Antoine ;

Bill concernant les commissaires d'écoles de la ville de la Côte Saint-Antoine ;

Bill autorisant la Compagnie dite " Côte Saint-Antoine Road Company " à vendre une partie de la " Western Avenue ", et accordant de plus amples pouvoirs à la dite compagnie ;

Bill constituant en corporation la " Compagnie hypothécaire canadienne. " ;

Et Bill modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relative aux syndics des Iles du Moine et des Barques.

Votre comité a aussi examiné le Bill divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec-Nord en deux municipalités séparées, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, savoir :

Bill amendant le Code de procédure civile et l'a référé au département du Procureur-général pour suggestion lors de la refonte du Code de procédure civile ;

Bill modifiant de nouveau la loi des élections contestées, et l'a référé au département du Procureur-général comme suggestion pour refonte de la loi des élections contestées ;

Et Bill pour détacher du comté de Berthier, et du district de Richelieu, la paroisse de St-Antoine de Lavaltrie, et l'annexer au comté de l'Assomption et au district de Joliette pour les fins électorales, municipales, scolaires, judiciaires, d'enregistrement et autres fins quelconques, et l'a rejeté.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill refondant la loi organique de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Alliance Nationale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer Saint-Jean et Sorel, et des lois qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec Sud et Occidental.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi de l'Instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à la conservation des archives des conseils municipaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Marion,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état indiquant le coût des impressions pour la Législature, pour les années 1885-86, 1889-90, 1890-91 et 1891-92.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état détaillé des sommes payées en à compte de la vente du chemin de fer du Q. M. O., & O, depuis cette vente, jusqu'au 1er janvier 1892.

Sur motion de M. Doyon, secondé par M. Poirier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 ne soit pas exigé pour le Bill assurant les effets civils au mariage contracté entre Aimé Bourassa et Dame Purissima Robert, vu qu'un bill semblable a été passé en 1890, mais n'a pas été sanctionné, pour lequel l'honoraire avait été payé, mais n'a pas été remis, et que la règle 58 de cette Chambre soit suspendue à cet effet.

Un Bill relatif aux emprunts municipaux est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur, sur l'appel qui a été fait, à la séance du mardi, 7 février courant, de la décision du Président du comité général sur le bill pour autoriser les arpenteurs-géomètres de la province de Québec à admettre Joseph O'Callaghan Mignault au nombre de ses membres, après examen, décide comme suit :

La règle 76^{ème} de cette Chambre dit que les questions d'ordre qui s'élèvent en comité général sont décidées par le Président, sauf appel à la Chambre. (Wurtele : Manuel de l'Assemblée législative, page 435.)

Lorsque le comité désire en référer à la Chambre, le Président reçoit instruction de rapporter progrès et de demander la permission de siéger de nouveau. (May : page 435, édit. 1883 ; Bourinot : page 483, édit. 1892 ; et Cushing : Law and practice of Legislative Assemblies No 1982, page 768.)

Le Président du comité, dans ce cas-ci, n'a pas fait tel rapport, et le bill se trouve dans la même position qu'un bill sur lequel le comité, s'étant levé, n'a pas fait de rapport. Il doit donc disparaître des ordres du jour. (Bourinot : page 485, édition de 1892.) Par conséquent, ce bill n'étant plus régulièrement devant la Chambre ; je ne puis être appelé à me prononcer sur le mérite de la question d'ordre qui s'y rapporte.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la ville de St-Laurent ; et, après avoir ainsi siégé quel-

que temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Bill modifiant les lois concernant la ville de Longueuil.

Bill modifiant la charte de la ville de Maisonneuve.

Bill autorisant la vente des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Dame Marie-Emilie Crevier et de feu Narcisse-M. LeCavalier.

Et Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-Hughes Davidson au nombre de ses membres, après examen.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent.

Bill modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendant et refondant les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean.

Et Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de St-Henri.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la fermeture des magasins à bonne heure ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération demain.

Sur motion de M. Fitzpatrick, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que la règle 60ème de cette Chambre soit suspendue, et que le comité des chemins de fer examine, demain, le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'article 2010 des Statuts refondus de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill établissant l'impôt sur les biens meubles, étant lu ;

M. Hackett propose, secondé par **M. Châteauvert**,

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Sur motion de l'honorable **M. Hall**, secondé par **M. Hackett**,

Ordonné, Que ce bill soit référé à un comité spécial composé de **MM. Hackett, Parizeau, Fitzpatrick**, de l'honorable **M. Marchand** et du moteur, avec pouvoir d'examiner le bill, de s'enquérir de la question de l'impôt sur la propriété personnelle, de faire rapport de temps à autre, et de siéger après la session.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits en comité général au Bill concernant la fermeture des magasins à bonne heure, et les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher le comté de Berthier du district judiciaire de Richelieu et pour l'annexer au district judiciaire de Joliette, étant lu ;

M. Tellier propose, secondé par **M. Fitzpatrick**,

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux privilèges des constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux, étant lu ;

M. Augé propose, secondé par **M. Villeneuve**,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi relative au fonds de pension des officiers publics ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, **M. l'Orateur** reprend le fauteuil, et **M. Hackett** fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Le Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant l'émission d'obligations ou débetures provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 10 février 1893.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux compagnies à fonds social ", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques ".

Bill intitulé : " Loi modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux jours non juridiques ".

Et Bill intitulé : " Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux jours non juridiques ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques, " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant l'article 2 du Code civil, relativement aux jours non juridiques, " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux jours non juridiques, " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, savoir :

Bill amendant la loi concernant l'Instruction publique et l'a rejeté.

Et Bill concernant le libelle par les journaux, 1893, et a l'honneur de le rapporter avec divers amendements.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements :

Bill érigeant une nouvelle municipalité de village dans la partie Ouest du Côteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce.

Bill constituant en corporation la Société St-Jean-Baptiste de St-Rémi ;

Bill amendant et modifiant la loi érigeant en corporation le village de Dorion.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant Ernest Thayer à ajouter à son nom celui de Ross, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé les avis donnés suffisants :

De la Compagnie du chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal, demandant une charte.

De la Compagnie du cimetière Mont-Royal, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la corporation du comté de Pontiac, demandant une loi l'autorisant à émettre de nouvelles obligations, et a trouvé que les avis n'ont pas été donnés ; mais les raisons alléguées dans la pétition, à l'appui de cette demande, semblent si favorables que votre comité est d'opinion de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. Savaria ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill autorisant la corporation du comté de Pontiac à émettre de nouvelles obligations pour racheter celles émises précédemment.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation “ the Cap Rouge Sillery and St. Lawrence Railway Company ”, et a l'honneur d'en faire le rapport avec un amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendant et refondant les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : “ Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière Mont-Royal ”.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill modifiant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux maîtres et serviteurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 5849 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les registrateurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Un Bill concernant la fermeture des magasins à bonne heure, est en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Taillon,

Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaine résolution relative à une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il le recommande à la considération de cette Chambre.

Ré-olu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Qu'attendu que l'établissement d'une école de laiterie aiderait au développement de l'industrie laitière ;

Qu'attendu que la Société d'industrie laitière de la province de Québec s'est engagée, dans le courant de l'année mil huit cent quatre-vingt-douze, d'établir et de maintenir une telle école, moyennant une subvention proportionnée à l'importance de l'entreprise, et que, de fait, elle a fondé à Saint-Hyacinthe une telle école,—laquelle est maintenant en opération, il soit :

Résolu—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, aux conditions qu'il lui plaira, à la Société d'industrie laitière de la province de

Québec, une somme de dix mille piastres, laquelle sera payable à raison de deux mille piastres par année, à compter du 1er mars 1893.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Qu'attendu que l'établissement d'une école de laiterie aiderait au développement de l'industrie laitière ;

Qu'attendu que la Société d'industrie laitière de la province de Québec s'est engagée, dans le courant de l'année mil huit cent quatre-vingt-douze, d'établir et de maintenir une telle école, moyennant une subvention proportionnée à l'importance de l'entreprise, et que, de fait, elle a fondé à Saint-Hyacinthe une telle école,—laquelle est maintenant en opération, il soit :

Résolu—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, aux conditions qu'il lui plaira, à la Société d'industrie laitière de la province de Québec, une somme de dix mille piastres, laquelle sera payable à raison de deux mille piastres par année, à compter du 1er mars 1893.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à l'agriculture.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'à partir de lundi, le 13 février, inclusivement, les mesures du gouvernement aient la préséance tous les lundis et jeudis ; et que, lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi, le 17 février, elle soit ajournée au samedi, le 18 février courant.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau la loi concernant les magistrats de district ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Les dits amendements étant lus deux fois, et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Parent.—Le gouvernement a-t-il reçu quelque application pour la charge d'inspecteur des manufactures dans cette Province ?

Si oui, qui les a faites ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Il y a eu bon nombre de demandes adressées à plusieurs ministres depuis la formation du cabinet de Boucherville.

Pour en faire une liste complète, les ministres seraient obligés de faire des recherches dans leur correspondance même privée.

Par M. Girard (Rouville).—Le gouvernement a-t-il passé d'autres contrats d'impression que le contrat L.-J. Demers ?

Si oui, avec quel ou quels établissements ?

Pourquoi ? A quel prix et pour quel temps ?

Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant d'accorder ces divers contrats ? Si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui.

2. Avec monsieur Richard White.

3. Pour l'impression des Comptes publics en français et en anglais ; le Rapport du département de l'Agriculture et de la Colonisation en anglais ; le Rapport de l'Instruction publique, en anglais ; le Rapport du département des Travaux publics, en anglais.

Les prix du contrat sont ceux des anciens contrats quant à la composition et à l'impression, mais avec une réduction considérable sur le prix du papier.

Le contrat est pour cinq (5) ans, à partir du premier mai 1893.

4. Le gouvernement n'a pas demandé de soumission avant d'accorder ce contrat, mais il a réussi avec le dit contrat à libérer la Province d'une réclamation considérable que le dit Richard White avait contre le gouvernement et à laquelle il a renoncé moyennant le dit contrat.

Par M. Chicoyne.—Le prix stipulé pour le papier, dans le contrat passé avec L.-J. Demers et Frère, pour impression de la “Gazette Officielle,” doit-il s’appliquer uniquement au paiement de la valeur commerciale de tel papier ?

Réponse par l’honorable M. Pelletier :—Par le contrat en question, le gouvernement a diminué \$450.00 par année sur le prix du papier, et il a donné des prix beaucoup moins élevés que les prix ordinaires pour la composition et l’impression, afin de compenser pour autant le montant additionnel qu’il aurait fallu réduire sur le papier, si les prix pour la composition et l’impression avaient été mis aux mêmes taux auxquels ils sont payés maintenant pour d’autres impressions.

Depuis 1880, date du premier contrat, le prix de la main-d’œuvre pour la composition et l’impression a considérablement augmenté, et le gouvernement ne l’a pas augmenté dans le contrat actuel.

Sur motion de M. Bédard, secondé par M. Martineau,

Ordonné, Que l’honoraire de \$200.00 payé pour le Bill modifiant l’acte 45 Victoria, chapitre 108, concernant la Compagnie du pont St-François, soit remis, moins les frais de traduction et d’impression, vu que ce bill a été rejeté.

L’ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les tables statistiques de l’état civil, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

L’ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi de l’Instruction publique, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l’a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l’ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat des livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent. Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$300 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. : pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools* dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de journaux en français et en anglais, sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du couvent de Ste-Croix, à Ste-Croix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville ; aide à la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et inspecteurs des syndicats de beurreries et de fromageries S. R. Q., art. 1753a et 1753e ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin-vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat des livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et

\$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent. Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$300 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools* dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de jour-

naux en français et en anglais, sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'école ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du couvent de Ste-Croix, à Ste-Croix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1893.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville ; aide à la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et inspecteurs des syndicats de beurrieres et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin-vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant et refondant les lois concernant la ville de la Côte St-Antoine ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant les commissaires d'écoles de la ville de la Côte St-Antoine ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la Compagnie dite "*Côte St-Antoine Road Company*" à vendre partie de la *Western Avenue*, et accordant de plus amples pouvoirs à la compagnie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard (Lac St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie hypothécaire canadienne ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte constituant en corporation la Compagnie hypothécaire."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relativement aux Iles du Moine et des Barques ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relative aux syndics des îles du Moine et des Barques."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill refondant la loi organique de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer Saint-Jean et Sorel et les lois qui l'amendent ;

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec Sud et Occidental.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 février 1893.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De J.-C. Robidoux et autres, censitaires de la Seigneurie de Laprairie de la Magdeleine, demandant que le bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie ne devienne pas loi ;

Et de l'Université du Collège Bishop, demandant que le Bill concernant le Collège des Médecins et Chirurgiens du Bas-Canada ne devienne pas loi.

L'honorable M. Marchand, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de Québec, et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 376 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux écoles d'industrie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 4055a des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill érigeant en municipalité de village la partie ouest du Côteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Société St-Jean-Baptiste de St-Rémi ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi érigeant en corporation le village de Dorion ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant James-Ernest Thayer à changer son nom en celui de James-Ernest Thayer-Ross ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant James-Ernest Thayer à ajouter à son nom celui de " Ross ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Augé fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendant et refondant les divers actes

concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Poirier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de ceinture de l'Isle de Montréal, étant lu ;

Le dit bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et Compagnies minières et manufacturières.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière Mont-Royal, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

Sur motion de M. Girouard, secondé par M. Laliberté,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie d'une lettre de l'honorable M. Nantel, commissaire des Travaux publics, à P. J. Cooke, écr., maintenant député du comté de Drummond, en date du 2 mars 1892, en réponse à la lettre du 22 février 1892, par laquelle M. Cooke demandait au gouvernement d'accorder un subside pour compléter le chemin de fer de Drummondville à Richmond et toutes autres correspondances au même sujet.

L'honorable M. Pelletier, Secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du dix-neuf janvier dernier, 1893, pour un état montrant :

1. Toutes les sommes payées aux sociétés d'agriculture de la Province à même la somme des \$50,000 votées à la dernière session;
 2. Toutes sommes payées à même cet octroi aux cercles agricoles de la Province ;
 3. Démontrant comment la balance a été dépensée et à qui elle a été payée.
- (*Document de la session No. 35.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 23 janvier dernier 1893, pour un état de toutes sommes avancées à M. J.-B. Rouillard, de Montréal, autrefois de Sorel, par le département des Terres de la Couronne, en rapport avec des explorations minières, depuis le mois de janvier 1887 jusqu'en décembre 1892. Etat indiquant des sommes dont le dit Rouillard est encore redevable envers le dit département. (*Document de la session No. 36.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1893, pour une copie d'une lettre de l'honorable M. Nantel, commissaire des Travaux Publics, à P. J. Cooke, écr., maintenant député du comté de Drummond, en date du 2 mars 1892, en réponse à la lettre du 22 février 1892, par laquelle M. Cooke demandait au gouvernement d'accorder un subside pour compléter le chemin de fer de Drum-

mondville à Richmond et toutes autres correspondances au même sujet. —(*Document de la session No 37.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 janvier 1893, pour un état indiquant les différentes limites à bois offertes en vente le 15 décembre 1892, la mise à prix respective des limites vendues, les lots vendus, le prix et l'étendue de chaque limite offerte en vente. —(*Document de la session No 38.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1893, pour un état indiquant :

1. Une liste des limites à bois offertes en vente le 9 janvier 1890 ;
2. Le montant des prix d'adjudication ;
3. Le montant payé sur cette vente, à cette date ;
4. Les sommes payées en à compte depuis cette date jusqu'au 21 décembre 1891 ;
5. Les sommes payées en à compte depuis le 21 décembre 1891 jusqu'au 15 décembre 1892, inclusivement ;
6. Les dépenses encourues pour frais d'annonces, d'explorations et de l'encan, à l'occasion de cette vente de limites. —(*Document de la session No 39.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier.—Le gouvernement a-t-il l'intention de bâtir la prison de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—La prison de Montréal est bâtie depuis longtemps. Elle est suffisante et le sera pour plusieurs années encore. Le gouvernement ne se propose pas d'en construire une autre.

Par M. Lussier.—Le gouvernement a-t-il l'intention de diminuer le nombre des ministres.

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non.

Sur motion de l'honorable M. Marchand secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant : 1. L'époque de l'année à laquelle a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette Province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente ;

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés ;

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite ;
4. Les limites offertes en vente et retirées de la vente, puis subséquemment offertes de nouveau en vente sous des conditions nouvelles ; en quoi ces conditions ont différé des premières ;
5. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites ; quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics ;
6. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir ces informations préliminaires ; quand et par qui ces explorations ont été faites ;
7. Tableau des prix réalisés par le gouvernement des ventes de limites faites en 1882 et en 1892 avec l'étendue respective de ces limites ;
8. La mise à prix fixée par le gouvernement sur chaque limite vendue ;
9. La méthode employée par le gouvernement pour s'assurer de la valeur approximative des limites ainsi mises en vente ;
10. L'étendue de ce qui reste encore de limites à bois non concédées dans cette Province, avec distinction entre les limites de bois de pin et les limites de bois d'épinette ;
11. Les informations que possédait le gouvernement en 1892, quant à l'étendue des limites de bois de pin non vendues, antérieurement à la dernière vente ; la nature et l'importance des différentes essences qu'elles contiennent.
12. La date à laquelle expirent respectivement les licences de limites à bois existantes ;
13. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence ;
14. Les démarches faites par le gouvernement pour s'assurer du revenu approximatif sur lequel pourra compter le gouvernement de ces limites à bois après l'expiration des licences existantes.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, documents, ordres en conseil, etc., relatifs au renouvellement de la commission des causes sommaires de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, comté de Saint-Jean, et à la nomination de nouveaux juges de paix dans les différentes paroisses du dit comté de Saint-Jean et du comté d'Iberville, depuis le 17 décembre 1891, avec indication de ceux qui ont prêté le serment de qualification.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique ;

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de la 19^e règle de cette Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le libelle par les journaux, 1893 ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 1071 du Code municipal de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial permanent pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 878 du Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial permanent pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 884 du Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial permanent pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pourvoyant à la conservation des archives des conseils municipaux, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial permanent pour examiner les amendements au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant de nouveau le Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial permanent pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant de nouveau la loi des licences de Québec, étant lu ;

M. Augé propose, seconde par M. Bédard,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'ensuivant ;

Le dit bill est, du consentement de la Chambre, retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques.”

Les dits amendements étant alors lus une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans ces amendements, parce que les jours ajoutés par le Conseil législatif étant des jours non juridiques d'après les lois fédérales, il serait d'une utilité très problématique de les déclarer juridiques pour les fins provinciales, et que d'ailleurs le Mercredi des Cendres est considéré comme un jour de fête religieuse, d'observance stricte par l'Eglise anglicane.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, informant leurs Honneurs que cette Chambre ne concoure pas dans ces amendements pour les raisons susdites.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message, (ainsi que le Bill et les amendements,) au Conseil législatif.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure du bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux jours juridiques.”

Les dits amendements étant alors lus une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans ces amendements, parce que les jours ajoutés par ces amendements étant des jours non juridiques d'après les lois fédérales, il serait d'une utilité très problématique de les déclarer juridiques pour les fins provinciales, et que d'ailleurs le Mercredi des Cendres est considéré comme un jour de fête religieuse, d'observance stricte par l'Eglise anglicane.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, informant leurs Honneurs que cette Chambre ne concoure pas dans ces amendements pour les raisons susdites.

Ordonné, Que le Greffier porte le message, (ainsi que le bill et les amendements,) au Conseil législatif.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux jours non juridiques ".

Les dits amendements étant alors lus une seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans ces amendements, parce que les jours ajoutés par ces amendements étant des jours non juridiques d'après les lois fédérales, il serait d'une utilité très problématique de les déclarer juridiques pour les fins provinciales, et que d'ailleurs le Mercredi des Cendres est considéré comme un jour de fête religieuse d'observance stricte par l'Eglise anglicane.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, informant leurs Honneurs que cette Chambre ne concourt pas dans ces amendements pour les raisons susdites.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message, (ainsi que le bill et les amendements,) au Conseil législatif.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont alors lus la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de la résolution rapportée du comité de toute la Chambre, vendredi, le 10 du courant, relative à l'octroi d'une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à St-Hyacinthe, étant lu ;

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill octroyant une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à Saint-Hyacinthe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à l'agriculture, étant lu ;

L'honorable M. Beaubien informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que les cercles agricoles, qui seront formés sous l'autorité de la loi à être basée sur les présentes résolutions, auront droit à une allocation annuelle, égale à deux fois le montant souscrit et payé par ses membres, prise sur la somme de cinquante mille piastres affectée, par la loi, au paiement des allocations aux sociétés d'agriculture.

2. *Résolu*, Que le Commissaire de l'Agriculture pourra retenir sur les allocations accordées aux cercles agricoles et aux sociétés d'agriculture douze pour cent pour des fins agricoles.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tellier fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que les cercles agricoles, qui seront formés sous l'autorité de la loi à être basée sur les présentes résolutions, auront droit à une allocation annuelle, égale à deux fois le montant souscrit et payé par ses membres, prise sur la somme de cinquante mille piastres affectée, par la loi, au paiement des allocations aux sociétés d'agriculture.

2. *Résolu*, Que le Commissaire de l'Agriculture pourra retenir sur les allocations accordées aux cercles agricoles et aux sociétés d'agriculture douze pour cent pour des fins agricoles.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill concernant l'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 14 février 1893.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Cartier,—la pétition du Révérend A. O'Donnell et autres, de la paroisse de St-Denis, comté de St-Hyacinthe.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill assurant les effets civils au mariage contracté entre Aimé Bourassa et dame Purissima Robert, et le Bill modifiant la loi 42-43 Victoria, chapitre 52, concernant la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie, et a l'honneur de les rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill refondant la loi organique de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières, et a l'honneur d'en faire le rapport avec amendement.

Quant au Bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie, votre comité a l'honneur de faire rapport que le préambule de ce bill n'a pas été prouvé, vu qu'il n'a pas été suffisamment démontré que les propriétaires de la Commune consentaient à ce projet de loi.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et Compagnies minières et manufacturières présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendements.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quinzisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De A. Lapalme et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal ;

Des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis, demandant une charte ;

De la Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie, demandant une charte ;

De Dame Mary Farmer, demandant une loi l'autorisant à disposer de certains biens substitués appartenant à la succession de E.-W. Burgess ;

De la Compagnie de prêts mutuels et de placements du Canada, demandant une charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie de téléphone du comté de Bellechasse, demandant une charte et celle de la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal, demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis n'ont commencé à être publiés que le 21 janvier 1892 ; mais,

attendu que le mois sera à peu près expiré avant que le comité des bills privés s'occupe de ces bills, votre comité recommande, pour cette raison, la suspension de la 51^e règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. Carbray ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie de prêts mutuels et de placements du Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Bellechasse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau le statut 48 Victoria, chapitre 74, intitulé : “ Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal ”.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rioux ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Baker ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill modifiant le Code civil, relativement à la radiation concernant des droits réels.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'acte des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill relatif à l'indemnité parlementaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill relatif au Conseil exécutif.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill relatif aux districts électoraux et à la représentation à l'Assemblée législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Parent ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 546 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill concernant une certaine substitution créée par Edouard-William Burgess.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Hall, trésorier de la Province, présente—l'état comparatif des recettes et paiements de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1867, jusqu'au 30 juin 1892, inclusivement, préparé conformément à la classification adoptée en 1888. (*Document de la session, No. 40.*)

L'honorable M. Flynn, du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de la destruction, ou de la disparition du poisson, dans les lacs et les rivières de la Province, des animaux à fourrure et du gibier, étudier les moyens à prendre pour la conservation de ces habitants des eaux et des forêts, et généralement le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche,—présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que la série de questions soumises par l'honorable M. Flynn au sujet des causes de la destruction et de la disparition du poisson et du gibier de la Province, et sur le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche, soit imprimée pour être distribuée par toute la Province.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement, étant lu ;

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le Bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la section 1842c de la clause première du dit bill ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit ;

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Caron,
Dechène,
Fitzpatrick,

Girouard,
Gladu,
Gosselin,
Laliberté,
Lussier,

Marchand,
Mercier,
Morin,
Parent,
Pinault,

Stephens,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—19.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve. — 42.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, — elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que son titre soit : “ Acte relatif à l’entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l’ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant les tables statistiques de l’état civil ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et l’a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Loi concernant la compilation des statistiques relatives au mouvement de la population ”.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L’ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux chemins de fer subventionnés par le gouvernement, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l’a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Loi relative à la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les écoles d'industrie, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, étant lu ;

L'honorable M. Casgrain informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu—1. Que, depuis et après le premier juillet mil huit cent quatre-vingt-treize, les régistrateurs des divisions d'enregistrement en cette Province, mentionnées dans la troisième résolution, devront rendre compte au Trésorier de la Province des honoraires et émoluments d'office perçus par eux dans l'exécution de leurs fonctions, à quelque titre que ce soit, et les verser entre ses mains, déduction faite des déboursés approuvés et des contingents autorisés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et qu'ils recevront un traitement annuel, aux lieu et place des dits honoraires et émoluments d'office.

Résolu—2. Que tout régistrateur des dites divisions d'enregistrement sera censé être un officier du revenu dans le sens de l'article 744 des Statuts refondus.

Résolu—3. Que les divisions d'enregistrement ci-après énumérées seront divisées en quatre classes dénommées comme suit : première, deuxième, troisième et quatrième.

La première classe comprendra les divisions d'enregistrement suivantes : Hochelaga et Jacques-Cartier, Montréal-Est et Montréal-Ouest ;

La deuxième classe comprendra la division d'enregistrement de Québec ;

La troisième classe comprendra les divisions d'enregistrement suivantes : Arthabaska, Chambly, Nicolet, Ottawa et Vaudreuil ;

La quatrième classe comprendra les divisions d'enregistrement suivantes : Bagot, Drummond, L'Assomption, Portneuf, Shefford et Yamaska.

Résolu—4. Qu'avant le premier juillet 1893, le Lieutenant-Gouverneur en conseil assignera à chaque tel régistrateur, actuellement en office, la classe à laquelle il appartiendra, et, à compter du dit jour, sujet aux dispositions à être basées sur les résolutions ci-après énoncées, tel régistrateur recevra le traitement mentionné dans la résolution suivante :

Résolu—5. Que tout arrêté en conseil nommant une personne à une charge de régistrateur dans une des dites divisions devra assigner à cette personne l'une des quatre classes, et le traitement de ce régistrateur sera fixé d'après la classe qui lui sera ainsi assignée, conformément à l'échelle suivante :

Division de la première classe.....	\$3,500 00
Division de la seconde classe.....	3,000 00
Division de la troisième classe.....	1,700 00
Division de la quatrième classe.....	1,500 00

Résolu—6. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des divisions d'enregistrement, autres que celles mentionnées dans la troisième résolution, a, pendant trois années consécutives, dépassé le chiffre de deux mille deux cents piastres, telle division d'enregistrement tombera sous l'effet de la loi à être basée sur ces résolutions, et le salaire du régistrateur de telle division d'enregistrement sera alors réglé d'après les dispositions de cette loi.

Résolu—7. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des divisions d'enregistrement, dans une des classes ci-dessus mentionnées, aura, pendant trois années consécutives, augmenté dans la proportion d'au moins quinze pour cent, le salaire du régistrateur de telle division pourra être augmenté par arrêté en conseil, jusqu'aux chiffres ci-après :

Première classe : de.....	\$3,500 00 à 4,000 00
Deuxième classe : de.....	3,000 00 à 3,500 00
Troisième classe : de.....	1,700 00 à 2,000 00
Quatrième classe : de.....	1,500 00 à 1,700 00

Résolu—8. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des trois premières divisions d'enregistrement ci-dessus mentionnées n'aura pas, pendant trois années consécutives, atteint le chiffre porté vis-à-vis le nom de cette classe dans la présente résolution, telle division d'enregistrement tombera dans la classe qui la suit immédiatement, et le salaire du régistrateur de telle division d'enregistrement est celui fixé pour telle classe dans la cinquième résolution :

Première classe.....	\$6,000 00
Deuxième classe.....	4,500 00
Troisième classe.....	2,300 00

Résolu—9. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des divisions d'enregistrement mentionnées dans la troisième résolution n'aura pas, pendant trois années consécutives, atteint le chiffre de dix-huit cents piastres, telle division d'enregistrement ne sera plus considérée comme appartenant à aucune des classes mentionnées dans la dite résolution et ne tombera plus sous l'effet de la loi à être basée sur les présentes résolutions.

Résolu—10. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer un certain montant à être payé à chaque régistrateur d'une des divisions d'enregistrement mentionnées dans la troisième résolution pour les salaires de son député et des autres employés qui lui seront nécessaires; mais tel montant ne pourra être payé qu'après production, entre les mains du Trésorier de la Province, de pièces justificatives dûment signées, et ne pourra, en aucun cas, dépasser pour chacune des classes des divisions d'enregistrement ci-haut mentionnées le quart du montant des revenus bruts de telle division d'enregistrement, et que la somme ainsi allouée à tel régistrateur, pour les fins susdites, pourra être par lui prise et payée à même les revenus de son bureau.

Résolu—11. Que le Secrétaire de la Province sera tenu, d'après les directions qu'il recevra du Lieutenant-Gouverneur à cet égard, de fournir et de transmettre au bureau d'enregistrement de chaque division mentionnée dans la troisième résolution, dès qu'il sera établi, un assortiment uniforme de livres pour servir comme registre, index, livre de caisse, journal ou mémoire, et tous tels livres requis par la suite, dont le coût sera payé sur les deniers non affectés, entre les mains du Trésorier de la Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu—1. Que, depuis et après le premier juillet mil huit cent quatre-vingt-treize, les registrateurs des divisions d'enregistrement en cette Province, mentionnées dans la troisième résolution, devront rendre compte au Trésorier de la Province des honoraires et émoluments d'office perçus par eux dans l'exécution de leurs fonctions, à quelque titre que ce soit, et les verser entre ses mains, déduction faite des déboursés approuvés et des contingents autorisés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et qu'ils recevront un traitement annuel, aux lieu et place des dits honoraires et émoluments d'office.

Résolu—2. Que tout régistrateur des dites divisions d'enregistrement sera censé être un officier du revenu dans le sens de l'article 744 des Statuts refondus.

Résolu—3. Que les divisions d'enregistrement ci-après énumérées seront divisées en quatre classes dénommées comme suit : première, deuxième, troisième et quatrième.

La première classe comprendra les divisions d'enregistrement suivantes : Hochelaga et Jacques-Cartier, Montréal-Est et Montréal-Ouest.

La deuxième classe comprendra la division d'enregistrement de Québec ;

La troisième classe comprendra les divisions d'enregistrement suivantes : Arthabaska, Chambly, Nicolet, Ottawa et Vaudreuil ;

La quatrième classe comprendra les divisions d'enregistrement suivantes : Bagot, Drummond, L'Assomption, Portneuf, Shefford et Yamaska.

Résolu—4. Qu'avant le premier juillet 1893, le Lieutenant-Gouverneur en conseil assignera à chaque tel régistrateur actuellement en office la classe à laquelle il appartiendra, et, à compter du dit jour, sujet aux dispositions à être basées sur les résolutions ci-après énoncées, tel régistrateur recevra le traitement mentionné dans la résolution suivante :

Résolu—5. Que tout arrêté en conseil, nommant une personne à une charge de régistrateur dans une des dites divisions, devra assigner à cette personne l'une des quatre classes, et le traitement de ce régistrateur sera fixé d'après la classe qui lui sera ainsi assignée, conformément à l'échelle suivante :

Division de la première classe.....	\$3,500 00
Division de la seconde classe.....	3,000 00
Division de la troisième classe.....	1,700 00
Division de la quatrième classe.....	1,500 00

Résolu—6. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des divisions d'enregistrement, autres que celles mentionnées dans la troisième résolution, a, pendant trois années consécutives, dépassé le chiffre de deux mille deux cents piastres, telle division d'enregistrement tombera sous l'effet de la loi à être basée sur ces résolutions, et le salaire du régistrateur de telle division d'enregistrement sera alors réglé d'après les dispositions de cette loi.

Résolu—7. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des divisions d'enregistrement, dans une des classes ci-dessus mentionnées, aura, pendant trois années consécutives, augmenté dans la proportion d'au moins quinze pour cent, le salaire du régistrateur de telle division pourra être augmenté par arrêté en conseil jusqu'aux chiffres ci-après :

Première classe : de.....	\$3,500 00 à 4,000 00
Deuxième classe : de.....	3,000 00 à 3,500 00
Troisième classe : de.....	1,700 00 à 2,000 00
Quatrième classe : de.....	1,500 00 à 1,700 00

Résolu—8. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des trois premières divisions d'enregistrement ci-dessus mentionnées n'aura pas, pendant trois années consécutives, atteint le chiffre porté vis-à-vis le nom de cette classe dans la présente résolution, telle division d'enregistrement tombera dans la classe qui la suit immédiatement, et le salaire du régistrateur de telle division d'enregistrement est celui fixé pour telle classe dans la cinquième résolution :

Première classe.....	\$6,000 00
Deuxième classe.....	4,500 00
Troisième classe.....	2,300 00

Résolu—9. Que chaque fois qu'il sera démontré que la moyenne des revenus bruts de quelque une des divisions d'enregistrement mentionnées dans la troisième résolution n'aura pas, pendant trois années consécutives, atteint le chiffre de dix-huit cents piastres, telle division d'enregistrement ne sera plus considérée comme appartenant à aucune des classes mentionnées dans la dite résolution et ne tombera plus sous l'effet de la loi à être basée sur les présentes résolutions.

Résolu—10. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer un certain montant à être payé à chaque régistrateur d'une des divisions d'enregistrement mentionnées dans la troisième résolution pour les salaires de son député et des autres employés qui lui seront nécessaires; mais tel montant ne pourra être payé qu'après production, entre les mains du Trésorier de la Province, de pièces justificatives dûment signées, et ne pourra, en aucun cas, dépasser pour chacune des classes des divisions d'enregistrement ci-haut mentionnées le quart du montant des revenus bruts de telle division d'enregistrement, et que la somme ainsi allouée à tel régistrateur, pour les fins susdites, pourra être par lui prise et payée à même les revenus de son bureau.

Résolu—11. Que le Secrétaire de la Province sera tenu, d'après les directions qu'il recevra du Lieutenant-Gouverneur à cet égard, de fournir et de transmettre au bureau d'enregistrement de chaque division mentionnée dans la troisième résolution, dès qu'il sera établi, un assortiment uniforme de livres pour servir comme registre, index, livre de caisse, journal de mémoire, et tous tels livres requis par la suite, dont le coût sera payé sur les deniers non affectés, entre les mains du Trésorier de la Province.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi relative aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement de l'immigration française, anglaise, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement de l'immigration française, anglaise, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau les actes incorporant la cité de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Stephens fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill autorisant la corporation du comté de Pontiac à émettre de nouvelles obligations pour racheter celles émises précédemment est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et référé au comité spécial permanent des bills privés.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Hackett.—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer des modifications à l'enseignement agricole scientifique dans nos écoles élémentaires ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien,—Oui, le gouvernement a l'intention de publier un manuel destiné à ces écoles, avec le concours du conseil de l'Instruction publique.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Poirier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le Bill pour autoriser les arpenteurs-géomètres à admettre Joseph O'Callaghan Mignault au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité des bills privés.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Turgeon propose, comme amendement, secondé par M. Gosselin,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ tout en consentant à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre est d'opinion que l'administration de la justice a souffert, dans cette Province, de lenteurs et de retards préjudiciables aux intérêts publics par suite de travaux extra-judiciaires confiés aux membres du Banc par le gouvernement actuel ;

Que cette intervention porte atteinte à l'indépendance qui doit exister entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ;

Que les juges reçoivent un traitement du gouvernement fédéral pour administrer la justice, et que cette Chambre regrette que le gouvernement leur ait payé une indemnité spéciale pour ces travaux extra-judiciaires pendant lesquels ils n'ont pu s'acquitter de leurs fonctions régulières ;

Que cette Chambre regrette, de plus, que le gouvernement ait dépensé, sans contrôle, la somme de \$41,078.63 (tel qu'il appert par les comptes publics), pour des enquêtes qui étaient du ressort de la Législature.”

Et l'amendement, étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu.</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Majman,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—43.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent trente et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale, re " La Compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel", pour défrayer la balance des dépenses encourues par la Commission Royale, instituée par O. C., No. 347 du 25 juin 1892 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille cent soixante et dix-neuf piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux

dépenses de loyers, assurances et réparations des édifices publics, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Statues par Hébert, pour le Palais législatif (revoté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, pour améliorer le système de chauffage et finir les vitrines du musée ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale McGill, pour compte d'ameublement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, paiement de comptes pour fourniture de meubles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cent seize piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de constructions, pour ponts en fer dans les municipalités, obligations antérieures au 17 décembre 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareils de chauffage des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'ameublement du nouveau palais de justice et prison à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mur d'enceinte du nouveau palais de justice et prison à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la maison de détention, cour de magistrats et bureau d'enregistrement à Ste-Anne des Monts (revoté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent trente et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale, re " La Compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel ", pour défrayer la balance des dépenses encourues par la Commission Royale, instituée par O. C., No. 347 du 25 juin 1892 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille cent soixante et dix-neuf piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations des édifices publics, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Statues par Hébert, pour le Palais législatif (revoté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, pour améliorer le système de chauffage et finir les vitrines du musée ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale McGill, pour compte d'ameublement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, paiement des comptes pour fourniture de meubles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cent seize piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de constructions, pour ponts en fer dans les municipalités, obligations antérieures au 17 décembre 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareils de chauffage des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'ameublement du nouveau palais de justice et prison à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mur d'enceinte du nouveau palais de justice et prison à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la maison de détention, cour de magistrats et bureau d'enregistrement à Ste-Anne des Monts (revoté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi, le sept de février courant, du comité des subsides.

Et les dites résolutions étant de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille six cent quarante-huit piastres et quatre-vingt-dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille quatre cent quatre piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante six mille six cent trois piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Charles, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-dix-huit piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asso-

ciation des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie Saint-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, vendredi, le 10 février courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat des livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent. Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$300 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools* dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-Éad, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de journaux en français et en anglais, sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'école ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du couvent de Ste-Croix, à Ste-Croix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville ; aide à la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et inspecteurs des syndicats de beurrieres et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753c ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin-vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 février 1893.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill autorisant la vente des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Dame Marie-Emélie Crevier et de feu Narcisse-M. Lecavalier ;

Bill confirmant la vente par Ann-Marie Devins aux commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal d'un immeuble lui venant de la succession de son père, feu Peter Devins.

M. Tessier (Portneuf) propose, secondé par M. Bernatchez,

Que le contrat passé en 1883 entre le gouvernement de la province de Québec et les propriétaires de l'Asile de Beauport, pour la garde et l'entretien des aliénés, doit prendre fin le 30 avril 1893 ; que le gouvernement a payé au-delà de \$1,000,000 en exécution du dit contrat ; que le gouvernement a payé annuellement, pendant les dix dernières années, la somme de \$132 par tête pour la garde et l'entretien de chaque malade interné dans l'Asile de Beauport ;

Que le gouvernement ne paie actuellement et ne payait en 1883, lors de la passation du dit contrat, que \$100 par tête par année, aux religieuses pour chaque aliéné interné à l'Asile de St-Jean de Dieu, et \$80.00 par année, aux religieuses pour chaque aliéné à l'Asile de St-Ferdinand de Halifax ;

Qu'il apparaît, par les documents produits devant cette Chambre, pendant la présente session, que les Sœurs de la Charité de la cité de Québec sont depuis longtemps en négociation avec le gouvernement et avec les propriétaires de l'Asile de Beauport, à propos de la garde, de l'entretien et du traitement des aliénés à l'expiration du contrat maintenant en force ;

Que les Sœurs de la Charité ont offert au gouvernement de se charger de la garde et de l'entretien de tous les aliénés maintenant détenus à Beauport pour la somme de \$100 par tête, par malade, ce qui constituerait pour la Province une économie annuelle de \$35,000, dont moitié serait au bénéfice des corporations municipales et des parents intéressés ;

Que les dites Sœurs de la Charité ont offert, dès le 3 octobre 1892, de bâtir un nouvel asile avec toutes les améliorations modernes ;

Que les dites Sœurs de la Charité se déclarent prêtes à accepter que le traitement des malades se fasse sous la surveillance du gouvernement et des médecins du gouvernement, et que la nourriture et l'habillement des malades se donnent suivant la cédule annexée au contrat avec les administrateurs de l'Asile de Verdun

et à laisser au gouvernement le contrôle de l'admission, de la sortie temporaire et de la sortie définitive des malades ;

Que l'acceptation de ces propositions fournirait à la Province l'occasion de faire un contrat beaucoup plus avantageux que le contrat actuel, tant au point de vue humanitaire qu'au point de vue économique ;

Qu'il est urgent que des mesures soient prises immédiatement pour faire de nouveaux arrangements ; que l'honorable Secrétaire provincial l'a déclaré dans la correspondance officielle, en disant qu'il fallait que tout soit réglé avant la présente session et que le gouvernement ne rencontrerait pas les Chambres avant d'être arrivé à une solution de cette question importante ;

Que cette Chambre espère que le gouvernement la consultera pendant la présente session, lui soumettra le contrat que le gouvernement a l'intention de conclure au nom de la Province, pour prendre effet après le premier mai prochain, et se fera autoriser par cette Chambre à faire les dits arrangements avant de lui demander de voter le crédit spécial affecté à ce service, dans le budget pour l'année 1893-1894.

M. Tellier propose, comme amendement, secondé par M. Descarries,—Que tous les mots après “ Que ” dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants : “ au sujet du contrat [avec l'Asile de Beauport, cette Chambre est satisfaite de la déclaration faite par l'honorable M. Pelletier, Secrétaire provincial, au nom du gouvernement, le lundi, 6 février courant, laquelle est consignée à la page 178 des Procès-Verbaux, et se lit comme suit :

“ Aussitôt que le gouvernement, aura fait des arrangements pour le soin des “ aliénés internés dans l'Asile de Beauport, il en donnera connaissance à la Législature, qui aura tout le temps nécessaire pour les considérer ”.

M. Turgeon propose comme sous-amendement, secondé par M. Dechène, que les mots : “ au sujet du contrat avec l'Asile de Beauport, cette Chambre est satisfaite de la déclaration faite par l'honorable M. Pelletier, Secrétaire provincial, au nom du gouvernement, le lundi, 6 février courant, laquelle est consignée à la page 178 des Procès-Verbaux, et se lit comme suit :

“ Aussitôt que le gouvernement aura fait des arrangements pour le soin des “ aliénés internés dans l'Asile de Beauport, il en donnera connaissance à la Législature, qui aura tout le temps nécessaire pour les considérer ”, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants à être ajoutés à la fin et comme conclusion de la motion principale :

“ Cette précaution est surtout nécessaire lorsqu'il s'agit d'un contrat de cette importance.”

Et un débat s'ensuivant ;

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie, P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill assurant les effets civils au mariage contracté entre Aimé Bourassa et Dame Purissima Robert ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi 42-43 Victoria, chapitre 52, concernant la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières : et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et référés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill concernant la Compagnie de prêts mutuels et de placements du Canada ;

Bill constituant en corporation Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis ;

Bill modifiant la charte de la cité de Montréal ;

Et Bill concernant une certaine substitution créée par Edouard-William Burgess.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Bellechasse ;

Bill pour amender de nouveau le Statut 48 Victoria, chapitre 74, intitulé : “ Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal ” ;

Et Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant sans amendement :

Bill intitulé : “ Loi modifiant le Code de procédure civile au sujet des appels ”.

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé aujourd'hui à la question portant, — Que le contrat passé en 1883 entre le gouvernement de la province de Québec et les propriétaires de l'Asile de Beauport, pour la garde et l'entretien des aliénés, doit prendre fin le 30 avril 1893 ; que le gouvernement a payé au-delà de \$1,000,000 en exécution du dit contrat ; que le gouvernement a payé annuellement, pendant les dix dernières années, la somme de \$132 par tête pour la garde et l'entretien de chaque malade interné dans l'Asile de Beauport ;

Que le gouvernement ne paie actuellement et ne payait en 1883, lors de la passation du dit contrat, que \$100 par tête par année, aux religieuses pour chaque aliéné interné à l'Asile de St-Jean de Dieu, et \$80 par année, aux religieuses pour chaque aliéné interné à l'Asile de St-Ferdinand de Halifax ;

Qu'il apparaît par les documents produits devant cette Chambre pendant la présente session que les Sœurs de la Charité de la cité de Québec sont depuis longtemps en négociation avec le gouvernement et avec les propriétaires de l'Asile de Beauport, à propos de la garde, de l'entretien et du traitement des aliénés à l'expiration du contrat maintenant en force ;

Que les Sœurs de la Charité ont offert au gouvernement de se charger de la garde et de l'entretien de tous les aliénés maintenant détenus à Beauport pour la somme de \$100 par tête, par malade, ce qui constituerait pour la Province une économie annuelle de \$35,000, dont moitié serait au bénéfice des corporations municipales et des parents intéressés ;

Que les dites Sœurs de la Charité ont offert, dès le 3 octobre 1892, de bâtir un nouvel asile avec toutes les améliorations modernes ;

Que les dites Sœurs de la Charité se déclarent prêtes à accepter que le traitement des malades se fasse sous la surveillance du gouvernement et des médecins du gouvernement, et que la nourriture et l'habillement des malades se donnent suivant la cédule annexée au contrat avec les administrateurs de l'Asile de Verdun et à laisser au gouvernement le contrôle de l'admission, de la sortie temporaire et de la sortie définitive des malades ;

Que l'acceptation de ces propositions fournirait à la Province l'occasion de faire un contrat beaucoup plus avantageux que le contrat actuel, tant au point de vue humanitaire qu'au point de vue économique ;

Qu'il est urgent que des mesures soient prises immédiatement pour faire de nouveaux arrangements ; que l'honorable Secrétaire provincial l'a déclaré dans la correspondance officielle, en disant qu'il fallait que tout soit réglé avant la présente session et que le gouvernement ne rencontrerait pas les Chambres avant d'être arrivé à une solution de cette question importante ;

Que cette Chambre espère que le gouvernement la consultera pendant la présente session, lui soumettra le contrat que le gouvernement a l'intention de conclure au nom de la Province, pour prendre effet après le premier mai prochain, et se fera autoriser par cette Chambre à faire les dits arrangements avant de lui demander de voter le crédit spécial affecté à ce service, dans le budget pour l'année 1893-1894 ;

Lequel amendement comporte—que tous les mots après “ Que ” dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants : “ au sujet du contrat avec l'Asile de Beauport, cette Chambre est satisfaite de la déclaration faite par l'honorable M. Pelletier, Secrétaire provincial, au nom du gouvernement, le lundi, 6 février courant, laquelle est consignée à la page 178 des Procès-Verbaux, et se lit comme suit :

“ Aussitôt que le gouvernement aura fait des arrangements pour le soin “ des aliénés internés dans l'Asile de Beauport, il en donnera connaissance à la “ Législature qui aura tout le temps nécessaire pour les considérer ” ;

Et lequel sous-amendement était “ Que les mots : “ au sujet du contrat avec l'Asile de Beauport, cette Chambre est satisfaite de la déclaration faite par l'honorable M. Pelletier, Secrétaire provincial, au nom du gouvernement, le lundi, 6 février courant, laquelle est consignée à la page 178 des Procès-Verbaux, et se lit comme suit :

“ Aussitôt que le gouvernement aura fait des arrangements pour le soin “ des aliénés internés dans l'Asile de Beauport, il en donnera connaissance à la “ Législature qui aura tout le temps nécessaire pour les considérer,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants à être ajoutés à la fin et comme conclusion de la motion principale :

“ Cette précaution est surtout nécessaire lorsqu'il s'agit d'un contrat de cette importance ”.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Dechêne,
Doyon,

Fitzpatrick,
Gillies,
Girard (Rouville),
Girouard,
Gladu,
Gosselin,

Laliberté,
Lussier,
Marchand,
Mercier,
Morin,
Parent,

Pinault,
Ste-Marie,
Stephens,
Tessier (de Portneuf),
Tessier (de Rimouski),
Turgeon — 24.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.</i>
			<i>Villeneuve.—41.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Rowville),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve.—42.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—23.</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix. — Qu'au sujet du contrat avec l'Asile de Beauport, cette Chambre est satisfaite de la déclaration faite par l'honorable M. Pelletier, Secrétaire provincial, au nom du gouvernement, le lundi, 6 février courant, laquelle est consignée à la page 178 des Procès-Verbaux, et se lit comme suit : " Aussitôt que le gouvernement aura fait des arrangements pour le soin des aliénés internés dans l'Asile de Beauport, il en donnera connaissance à la Législature qui aura tout le temps nécessaire pour les considérer " la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène.—M. Joel Vaillancourt, de la paroisse de St-Pamphile, a-t-il été nommé juge de paix avant 1838 ?

Si oui, a-t-il prêté les serments requis par la loi, et quand ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier : —M. Joel Vaillancourt a été nommé juge de paix le 31 novembre 1882 ;

Il s'est qualifié le 25 juillet 1883.

Par M. Dechène.—Est-ce l'intention du gouvernement de proposer, à cette session, une mesure décrétant qu'à l'avenir le département de l'instruction publique sera placé sous le contrôle d'un ministre responsable au peuple ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier : —Non.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il payé à la municipalité scolaire de St-Pamphile, dans le comté de l'Islet, le montant de la subvention en faveur des écoles due au trente juin 1892 ? Si, non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier : —Le département de l'instruction publique a payé aux commissaires d'écoles de St-Pamphile le montant de la subvention en faveur des écoles due le 30 juin dernier, et paiera le semestre échu le premier de janvier dernier lorsque les commissaires auront fait leur rapport.

Par M. Gillies.—Le gouvernement a-t-il reçu du comté de Pontiac une communication demandant à la Législature la passation d'une loi autorisant la nomination d'un juge de la cour supérieure pour le nouveau district de Pontiac ; et, si oui, le gouvernement a-t-il l'intention de passer cette loi ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain : —Oui. Une communication a été reçue le 2 février 1893 du conseil du comté de Pontiac, demandant la passation de la législation nécessaire pour la séparation de Pontiac du district d'Ottawa, et pour autoriser la nomination d'un juge pour le nouveau district de Pontiac.

Aucune législation n'est nécessaire ; l'article 71, S. R. Q., y pourvoit.

Par M. Turgeon.—Quel est le salaire payé par le gouvernement actuel aux professeurs des écoles du soir, de la cité de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les salaires sont fixés et payés par les commissaires d'écoles catholiques ou protestants de Montréal.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—copie de toutes correspondances, documents, ordres en conseil relatifs au renouvellement de la commission des causes sommaires dans la paroisse de St-Roch des Aulnaies, dans le comté de l'Islet, depuis le 17 décembre 1892, avec indication de ceux qui ont prêté le serment requis par la loi.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toute correspondance, plaintes, documents, etc., se rapportant à un appel des décisions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de St-Pamphile, porté devant le surintendant de l'instruction publique, par Alfred Caron et autres, de la dite paroisse de St-Pamphile.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Parent,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état de tous les paiements faits par le gouvernement de la province, du 1er au 15 janvier 1893.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état de tous les paiements faits par le gouvernement de la province, du 17 décembre 1891 au 1er janvier 1892.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—1. Un état indiquant les sommes payées à Bienvenu Marcoux, en sa qualité de garde-forestier, soit à lui-même directement, soit à d'autres pour lui ;

2. Copie de tous les comptes produits, soit par lui, soit en son nom, au département des Terres de la Couronne, ainsi que toute correspondance, déclarations solennelles et tous autres documents en la possession du département des Terres de la Couronne, relativement à une réclamation du dit Bienvenu Marcoux en rapport avec cette charge de garde-forestier.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Que le bill modifiant la loi électorale de Québec soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent de législation et lois expirantes, savoir :

Bill pour amender l'article 2098 du Code civil.

Bill modifiant la loi relative aux maîtres et serviteurs.

Bill modifiant l'article 5849 des Statuts refondus de la province de Québec.

Et Bill amendant l'article 4055*a* des Statuts refondus de la province de Québec.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jendredi, 16 février 1893.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de l'honorable R. W. Scott.

Sur motion de M. Panneton, secondé par M. Descarries,

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à la présentation d'une pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic.

M. Panneton dépose alors sur la table la pétition de William-Delano Russell et autres.

Ordonné, Que la pétition de William-Delano Russell et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant l'incorporation de la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du Révérend A. O'Donnell et autres, de la paroisse de Saint-Denis, comté de Saint-Hyacinthe, demandant que le Bill décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel et des lois qui l'amendent, devienne loi.

M. Normand, du comité spécial permanent des divers industries, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill constituant en corporation *The Back River Power Company*, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendements ",

M. Carbray du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphonique et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer St-Jean et Sorel et les lois qui l'amendent, a l'honneur de rapporter ce bill avec amendement.

La considération des bills suivants est remise à la prochaine session, savoir :

Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond ;

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec Sud et Occidental ;

Et Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer St-Léonard et Lévis ;

M. Descarries, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements, savoir :

Bill modifiant la charte de la ville de Maisonneuve ;

Bill autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à donner une licence à Dame Léa-Addée Drolet ;

Bill constituant en corporation la *Dominion Abattoir Stockyards Company*.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-Hughes Davidson parmi ses membres, après examen ;

Et Bill modifiant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière Mont-Royal ".

Quant au bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulé : " Loi concernant la succession de feu James McCreedy ", votre comité a l'honneur de faire rapport que la preuve faite en faveur du préambule n'est pas satisfaisante, et que, pour cette raison, le préambule a été déclaré non prouvé.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill relatif aux rôles d'évaluation municipale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant le Code municipal, concernant les clôtures de ligne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1893, pour : 1. Etat indiquant toutes les sommes dues au département des Terres de la Couronne, à la date du 21 décembre

1891, pour des avances faites par le Commissaire des Terres de la Couronne, antérieurement, à des employés permanents ou surnuméraires, à même leur salaire futur ou à d'autres personnes, apparemment pour copie de livres de renvoi.

2. Copie de toutes correspondances, opinions légales, etc., relativement à la question du remboursement, après le décès de certains employés, des sommes avancées sur leur salaire. (*Document de la session No. 41.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1893, pour une liste indiquant les noms de tous les employés permanents et surnuméraires, avec leur salaire ou rémunération, respectivement, dans les différentes branches du service du département des Terres de la Couronne, à la date du 21 décembre 1891. (*Document de la session No. 42.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1893, pour une copie de toutes correspondances, affidavits et autres documents se rattachant à la question du paiement du salaire du Dr J.-E. Tremblay, pour le mois de septembre 1891. (*Document de la session No. 43.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 janvier 1893 pour : 1. Etat indiquant les noms des employés permanents et temporaires, nommés depuis le 16 décembre 1891, et qui sont actuellement employés dans le bureau des Terres de la Couronne tenu dans l'enceinte des bâties parlementaires ;

2. La date de leur nomination ou commencement d'emploi, et leur salaire ou traitement ;

3. Les noms des employés des mêmes bureaux qui, depuis la même date, ont soit été démis ou autrement cessé d'occuper leur dit emploi ;

4. La date de leur renvoi ou cessation d'emploi, et leur salaire ou traitement lors de tel renvoi ou cessation d'emploi. (*Document de la session No 44*),

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 février 1893, pour une copie de tous documents et correspondances concernant la demande de vingt mille piastres faite par la ville de Fraserville, pour la rembourser de ce qu'elle a payé pour la construction du Palais de justice du district de Kamouraska. (*Document de la session No 45*).

L'honorable M. Flynn présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 février 1893, pour production : 1. D'un état indiquant les sommes payées à Bienvenu Marcoux, en sa qualité de garde-forestier, soit à lui-même directement, soit à d'autres pour lui ;

2. De copie de tous les comptes produits soit par lui, soit en son nom au département des Terres de la Couronne, ainsi que de toute correspondance, déclarations solennelles et tous autres documents en la possession du département des Terres de la Couronne, relativement à une réclamation du dit Bienvenu Marcoux en rapport avec cette charge de garde-forestier. (*Document de la session No 46*).

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,

Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux asiles d'aliénés.

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Petit fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et frais de bureau d'un agent, en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, S. R. P. Q. art. 2744, chap. 110, section 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, en vertu du S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, section 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes impayés du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Tellier informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Tellier rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et frais de bureau d'un agent, en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Fonds des municipalités, S. R. P. Q., art. 2744, chap. 110, section 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, en vertu du S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, section 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du Cadastre par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes impayés du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec Nord, en deux municipalités séparées ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la vente des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Dame Marie-Emélie Crevier et de feu Narcisse M. LeCavalier ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill confirmant la vente par Anna Maria Devins aux commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal d'un immeuble lui venant de la succession de son père, feu Peter Devins ; et, après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour faire revivre et amender la charte de la Compagnie du chemin de fer St-Jean & Sorel, et les actes qui l'amendent ; et, après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de ceinture de l'île de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Savaria,

Ordonné, Que le Bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie soit remis sur les ordres du jour pour comité général de la Chambre, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Caron propose, comme amendement, secondé par M. Gosselin,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle est d'opinion que le gouvernement ne devrait pas continuer à payer une aussi forte somme que celle de six mille piastres annuellement à la Compagnie du Haras National avant qu'un comité spécial composé de MM. Taillon, Normand, Augé, Greig et Chicoyne soit nommé afin de s'assurer si la Compagnie du Haras National a rempli les conditions de son contrat avec le gouvernement, et surtout si les sujets procurés par la dite Compagnie ont les qualités nécessaires et requises pour l'amélioration de la race chevaline dans cette Province, et que le dit comité ait fait rapport sur la question à lui soumise.”

Objection est faite par l'hon. M. Taillon que cet amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il réfère spécialement à un article du budget.

M. l'Orateur décide comme suit :

Lorsqu'il est proposé que la Chambre se forme en comité des subsides, il n'est pas dans l'ordre de discuter d'une manière spéciale aucun article du budget devant être considéré en comité des subsides.

(Bourinot 1892, page 548 ; May 1883, page 663 ; Hansard de la Chambre des Communes, Angleterre, 1861, page 1500 ; ib. 1864, page 903 ; ib. 1867, page 857).

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Douchène propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté ; mais elle regrette que le gouvernement, après avoir promis à l'électorat de la Province, lors des dernières élections, de ne plus emprunter, ait cru devoir contracter un emprunt temporaire de \$450,000.00, le 2 mai 1892, à un taux d'intérêt de 4½ pour cent.

Que cette Chambre regrette, de plus, que le gouvernement, pendant que le Parlement était réuni, ait cru devoir, sans consulter les Chambres, faire des arrangements avec différentes institutions financières pour contracter—et de fait, ait contracté—un autre emprunt temporaire d'un million de piastres à 5 pour cent d'intérêt.

Que cette Chambre regrette, de plus, que le gouvernement ait cru devoir emprunter un montant plus considérable que celui requis pour le service public, et se soit ainsi engagé à payer cinq pour cent d'intérêt sur un capital improductif pour lequel il ne recevait que trois et demi pour cent, faisant ainsi subir à la Province une perte d'un et demi pour cent d'intérêt sur des montants considérables que les banques ne lui avaient pas fournis.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lablerté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria.</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—42.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du service du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries (par le département des Terres de la Couronne) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts (par le département des Terres de la Couronne) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs de la Providence de l'Assomption, quatrième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Couvent de St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, troisième paiement sur six égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour aider à la publication des rapports judiciaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Tellier informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Tellier rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du service du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries (par le département des Terres de la Couronne) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts (par le département des Terres de la Couronne); pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs de la Providence de L'Assomption, quatrième et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Couvent de St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, troisième paiement sur six égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pension annuelle de Madame Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour aider à la publication des rapports judiciaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit renvoyée à demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour demain :

Bill relatif au traitement des registrateurs et des députés-registrateurs;

Et Bill octroyant une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à Saint-Hyacinthe.

Un Bill modifiant la loi relative aux écoles d'industrie est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Lussier.—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer une mesure réduisant le nombre des députés de 73 à 60 ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Pas maintenant.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité général sur le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique, étant lu ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Tellier propose comme amendement, secondé par M. Baker,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché, et que les mots “ dans six mois à dater d'aujourd'hui ” soient ajoutés à la fin de la question.

M. Descarries propose comme sous-amendement, secondé par M. Panneton,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots “ le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, demain, avec instruction de l'amender ”, soient insérés à la place.

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, demain, avec instruction de l'amender.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'acte électoral de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois ; et référé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 17 février 1893.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant le Code civil, relativement à la radiation des droits réels, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et référé au comité spécial permanent de législation et lois expirantes.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 17 février 1893.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : “ Loi pour diviser le capital-actions de la Paton Manufacturing Company en actions de cent piastres ” ;

Bill intitulé : “ Loi validant certains enregistrements concernant des lots situés dans les onzième et douzième rangs du canton de Simpson ” :

Et le bill intitulé : “ Loi amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie ”.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : “ Loi concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements ” ;

Bill intitulé : “ Loi permettant à l'honorable Louis-Adolphe Billy d'ajouter le préfixe “ de ” avant son nom de famille ” ;

Et bill intitulé : “ Loi autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield par la paroisse de Ste-Cécile de Valleyfield ”.

Dans ce dernier bill, la version française seule est amendée.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Hackett,—la pétition de *The Women's Christian Temperance Union*, de la province de Québec.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements ”, lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi permettant à l'honorable Louis-Adolphe Billy d'ajouter le préfixe “ de ” avant son nom de famille ”, lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif à la version française du bill intitulé : “ Loi autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield, par la paroisse de Ste-Cécile de Valleyfield ”, lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération les bills suivants, savoir :

Bill pour amender de nouveau le Statut 48 Victoria, chapitre 74, intitulé : “ Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du parc et de l’Ile de Montréal ” ;

Bill pour amender la charte de la “ *St-Henri Light and Power Company* ” ;

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montcalm ;

Et bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la Gaspésie dite “ *The Gaspesia Railway Company* ”, à l’honneur de rapporter le premier bill sans amendement, et les trois derniers avec amendements.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de Wm. Delano Russel *et al.*, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de “ *The Lake Megantic Pulp Company* ”, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants.

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les différents amendements à faire au Code municipal, et à l’honneur de les soumettre à votre honorable Chambre dans un projet de bill dont il demande la réimpression sous le numéro 145, intitulé : “ Loi modifiant de nouveau le Code municipal ”, ayant M. Bisson pour son promoteur.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cooke, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy à vendre par ventes volontaires les immeubles de ces successions, et à l’honneur d’en faire le rapport avec certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la compagnie dite : “ *The Lake Megantic Pulp Company* ”.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill octroyant une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à Saint-Hyacinthe ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 juin 1892, pour copie de tous ordres en conseil, requêtes, correspondances, lettres et documents de toutes sortes concernant :

1. La nomination d'un registrateur adjoint à Auguste Bédard, écuier, registrateur du comté de Lotbinière ;

2. La résignation du dit Auguste Bédard, écuier ;

3. La nomination de son remplaçant. (*Document de la session No 47*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à l'encouragement à l'agriculture en général : publications sur l'agriculture, école d'agriculture dans les cantons de l'Est, etc., etc., encouragement aux silos ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Journaux d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de l'acte des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7, ch. 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'industrie laitière, St-Hyacinthe, 1er paiement sur 4 égaux, indépendamment des \$2,000 accordées par l'O. C. No 506 du 23 septembre 1892 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur reprend le fauteuil, et le quitte pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendement et refondant les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Greig fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation *The Back River Power Company* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à donner une licence à Dame Léa-Addée Drolet ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie dite *The Dominion Abattoir and Stockyards Company* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière Mont-Royal " ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie, étant lu ;

M. Augé propose, secondé par M. Villeneuve,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Marion propose, comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots : " ce bill soit renvoyé de nouveau au comité spécial permanent des divers bills privés pour en reconsidérer le préambule ".

Et l'amendement étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que ce bill soit renvoyé de nouveau au comité spécial permanent des divers bill privés pour en reconsidérer le préambule.

Les bills suivant sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et référés au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation l'Alliance Nationale ;

Et bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde de Montréal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Dechène.—M. L.-H. Sénécal, de Montréal, a-t-il été secrétaire de la commission des chemins à barrières de Montréal ?

Si oui, quelle était la durée de son engagement ?

Occupe-t-il encore ce poste ? Si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le secrétaire de la commission des chemins à barrières de Montréal est nommé par cette commission et non pas par le gouvernement. Il n'y a aucun document officiel au Secrétariat de la Province, qui contienne les renseignements demandés.

Par M. Turgeon.—A quelle date et de quelle manière l'honorable Secrétaire de la Province a-t-il confié à Mercier et Cie, de Lévis, l'impression de la version française de l'Index du Journal de la Chambre, par Louis Fortier ?

Y a-t-il eu un ordre en conseil de passé à cette fin ? Si oui, quelle en est la date ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les instructions définitives ont été données le 27 juin 1892, de la manière suivante :

1. A condition que les comptes d'impression, brochage, soient au plus bas prix du marché ;

2. De manière à ce que tout l'ouvrage, y compris ce qui est dû à M. Fortier, ne dépasse pas le montant voté par la Législature pour cette fin, le gouvernement se réservant le droit de faire toutes les réductions qu'il jugera opportunes sur les comptes qui seront produits.

Il n'y a pas d'ordre en conseil sur ce sujet.

Par M. Girouard :—Le gouvernement est-il d'opinion d'accorder des subsides pour aider la construction d'un chemin de fer de Drummondville à Richmond ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—A la demande de l'honorable député de Drummond, le gouvernement a mis la chose à l'étude ; s'il est accordé de nouveaux subsides, ce chemin de fer pourrait être aidé.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Villeneuve,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, la Canada Bank Note Company et M. E.-M. Templé, au sujet de l'achat par le gouvernement de la " Méthode nationale de dessin ".

Aussi, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, la Canada Bank Note Company et M. E.-M. Templé, relativement à une certaine pétition de droit aux fins de reconvrer du gouvernement le prix du second cours de la dite " Méthode nationale de dessin ".

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie du contrat d'impression passé avec Richard White pour cinq ans, à partir de mai 1893.

Sur motion de M. Simpson, secondé par M. Poirier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Saint-Léonard et Lévis soit remis, moins es frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Ste-Marie, secondé par M. Gladu,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé sur le Bill pour incorporer la société St-Jean-Baptiste de St-Rémi soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. Desjardins propose, secondé par M. Savaria, Que le Bill modifiant la loi concernant l'indemnité législative soit remis sur les ordres du jour pour comité général, vu que le comité de toute la Chambre, auquel avait été référé ce bill, n'a pas fait de rapport.

Et un débat s'ensuivant ;

Sur motion de M. Descarries, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 janvier 1893, pour un état comprenant :

Tous les rapports des architectes et toute correspondance concernant les réparations au Palais de justice de Montréal, depuis le 1er décembre 1891 ;

Copie du premier contrat ;

Copie de tout nouveau contrat fait depuis la date du premier ;

Le montant des sommes payées jusqu'à ce jour à compte du premier contrat ;

Le montant payé jusqu'à ce jour pour travaux extra sur le contrat ou autrement, ainsi que les écrits autorisant le paiement des extra ;

Le montant total payé jusqu'à ce jour, y compris tous les paiements faits pour ouvrages extra, sur l'édifice ;

Les conditions de convention faites avec l'entrepreneur actuel en plus de celles contenues dans le ou les contrats. (*Document de la session No 48.*)

La Chambre se reforme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement de la culture de la betterave ; bonus de 50 cents par tonne aux producteurs—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890 ; ne devant pas excéder \$12,000 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Tellier informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

M. Tellier rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à l'encouragement de l'agriculture en général : publications sur l'agriculture, école d'agriculture dans les cantons de l'Est, etc., etc., encouragement aux silos ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Journaux d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de l'acte des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7, ch. 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'industrie laitière, St-Hyacinthe, 1er paiement sur 4 égaux, indépendamment des \$2,000 accordées par l'O. C. No 506 du 23 septembre 1892 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement de la culture de la betterave ; bonus de 50 cents par tonne aux producteurs—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890 ; ne devant pas excéder \$12,000 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à l'agriculture étant lu ;

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Hall,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte des licences de Québec et ses amendements, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative aux écoles de réforme, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative aux travaux publics, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, mardi, le 7 février courant, du comité des subsides, et les dites résolutions étant de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille six cent quarante-huit piastres et quatre-vingt-dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille quatre cent quatre piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante six mille six cent trois piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Mésolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-dix-huit piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins

des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie Saint-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération les résolutions rapportées, vendredi, le 10 février courant, du comité des subsides, et lesquelles sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat des livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent. Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$300 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille n-uf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools* dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de journaux en français et en anglais, sur l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'école ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du couvent de Ste-Croix, à Ste-Croix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville ; aide à la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à la transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau des Arts et Métiers, y compris

l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et inspecteurs des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins, etc., et le traitement du médecin-vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération les résolutions rapportées, mardi, le 14 février courant, du comité des subsides, et lesquelles sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement de l'immigration française, anglaise, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions sont adoptées.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Hall,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle restera ajournée jusqu'à demain, samedi, à onze heures, A. M.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 18 février 1893.

Onze heures, A. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'honorable R.-W. Scott, demandant des amendements à la charte de la cité de Hull ;

De " The Women's Christian Temperance Union ", de la province de Québec, demandant une loi concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Sur motion de M. Simpson, secondé par M. Kennedy,

Ordonné, Que le comité spécial permanent des divers bills privés ait la permission de considérer le Bill revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent, pendant les séances de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, mercredi, le 15 février courant, référant le Bill modifiant l'article 4055a des Statuts refondus de la province de Québec au comité spécial permanent de législation et lois expirantes, soit rescindé ;

Ordonné, Que ce bill soit inscrit sur les Ordres du jour pour comité général lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill relatif au commissaire des incendies dans la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Qu'à partir de lundi prochain, inclusivement, cette Chambre ait deux séances distinctes par jour, la première de trois à six heures, P. M., et la deuxième de sept heures et demie, P. M., jusqu'à l'ajournement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Morin. —Le gouvernement a-t-il reçu du gérant de l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul une demande pour l'entretien et le logement d'un certain nombre d'aliénés ?

Si oui, pour combien et à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui.

2. Pour vingt (20) ans.

3. Le nombre minimum serait de 300 patients (hommes et femmes en nombre à peu près égal), desquels un certain nombre seraient idiots.

Le contrôle médical appartiendrait spécialement à l'hospice, mais le médecin serait payé par le gouvernement.

Le prix du contrat serait de \$90.00 par tête, par année.

Le gouvernement devant faire une avance de \$20,000.00 remboursables en 5 ans, par versements égaux tous les trois mois.

Par M. Dechène.—M. Christopher Robinson est-il un avocat diplômé dans cette province ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement l'ignore.

Par M. Dechène.—M. Christopher Robinson a-t-il reçu quelque argent du gouvernement pour quelque cause quelconque dans cette Province, pour lui-même ?

Si oui, quel montant a-t-il reçu ?

A-t-il reçu quelque argent pour d'autres ?

Si oui, pour qui et quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—La réponse à cette interpellation se trouve dans les comptes publics pour 1892, produits devant cette Chambre depuis les premiers jours de cette session.

Par M. Turgeon.—Les professeurs français des écoles du soir, à Montréal, reçoivent-ils le même traitement que les professeurs de langue anglaise ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement a été informé par MM. U. E. Archambault et T. D. Monk, de la part des commissaires catholiques, que les commissaires d'écoles protestantes payaient leurs professeurs plus cher que les commissaires d'écoles catholiques payaient les leurs.

Par M. Girard (Rouville).—Le gouvernement a-t-il, avant la fin de la présente session, l'intention d'abolir les taxes directes imposées à la dernière session ?

Au moins a-t-il l'intention de modifier d'une manière plus équitable la répartition de ces taxes ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—L'état des finances de la Province ne permet pas de rappeler les lois imposant des taxes spéciales, passées à la dernière session.

En l'absence de statistiques et jusqu'à ce que ces lois aient été appliquées, pendant une année, le gouvernement ne peut en venir à aucune conclusion au sujet de leur modification.

Si les taxes avaient été payées le premier d'octobre, conformément au but de la loi, le gouvernement serait aujourd'hui en possession de tous les renseignements nécessaires et pourrait remédier à toutes les inégalités.

Le gouvernement va exiger le paiement des taxes, cette année, et présentera l'année prochaine un projet de taxation modifiée.

M. Marion, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit étendu jusqu'au 22 février inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill modifiant le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial pour examiner tous les amendements au Code municipal, et que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

M. Marion, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill autorisant la corporation du comté de Pontiac à émettre de nouvelles débentures pour racheter celles émises antérieurement;

Bill constituant en corporation les " Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis " ;

Bill constituant en corporation la Compagnie de prêts et placements du Canada.

Votre comité desire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur bills privés soit étendu jusqu'au 22 courant inclusivement :

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport ;

Sur motion de M. Hackett, secondé par M. Beauchamp,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité sur le Bill autorisant la corporation du comté de Pontiac à émettre de nouvelles débentures pour racheter celles émises antérieurement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Kennedy, secondé par M. McDonald,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toute correspondance, avec le gouvernement ou le département du Revenu, relativement aux causes suspendues intentées pour infractions à la loi des licences, dans la cité de Montréal, depuis mai 1891, et un état de toutes ces causes suspendues dans lesquelles des amendes n'ont pas été recouvrées jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Girard (Rouville),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette Province et Christopher Robinson, écuier, C. R., au sujet du procès Mercier.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état détaillé du compte de Christopher Robinson, C. R., pour son opinion écrite *in re* honorable H. Mercier et autres.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard (Lac St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Montcalm ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Turgeon,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général sur le Bill constituant en corporation les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi permettant à l'honorable Louis-Adolphe Billy d'ajouter le préfix " de " avant son nom de famille, " lesquels sont lus la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux manufactures.

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu—1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer une personne, avec tel traitement qu'il lui plaira fixer, pour examiner les aspirants à la charge d'inspecteurs de bouilloires, moteurs et conduites-vapeur.

Résolu—2. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer un inspecteur en chef et un ou plusieurs inspecteurs de manufactures, qui recevront les traitements qu'il lui plaira fixer et qui seront soumis au contrôle du Commissaire des Travaux publics.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Beauchamp fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu—1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer une personne, avec tel traitement qu'il lui plaira fixer, pour examiner les aspirants à la charge d'inspecteurs de bouilloires, moteurs et conduites-vapeur ;

Résolu—2. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer un inspecteur en chef et un ou plusieurs inspecteurs de manufactures, qui recevront les traitements qu'il lui plaira fixer et qui seront soumis aux contrôle du Commissaire des Travaux publics.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des manufactures de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 20 février 1893.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendements :

Bill intitulé : “ Loi relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant la loi concernant la pension des officiers publics ” ;

Bill intitulé : “ Loi concernant l'émission d'obligations ou débentures provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs ” ;

Et bill intitulé : “ Acte concernant un certain octroi de terre aux Pères Trappistes ”.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec divers amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : “ Acte pour amender l'article 1208 du Code civil, relativement aux actes notariés ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant l'acte 44-45 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis ”.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “ Loi modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens ”, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif n'insiste pas sur ses amendements aux bills suivants :

Bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques. ”

Bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux jours non juridiques ” ;

Et bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux jours non juridiques ”.

Sur motion de M. Cholette, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif intitulé : “ Loi modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens, ” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la première fois ; et la seconde lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La chambre procède à prendre en considération les amendement faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi modifiant l'acte 44-45 Victoria, chapitre

71, constituant en corporation la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis, " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné. Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1208 du Code civil relativement aux actes notariés, " lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné. Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Carbray, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité ayant pris en considération le Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Bellechasse, et le Bill constituant en corporation la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic, a l'honneur de rapporter ces deux bills avec amendements.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 4 février 1893, et approuvé par lui, le 7 février 1893, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT. }
Québec, 20 février 1893. }

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 4 février 1893, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 février 1893.

No. 53 concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

L'honorable Président du Conseil dans un mémoire, en date du 4 février courant (1893), recommande que l'honorable E.-J. Flynn, commissaire des Terres de la Couronne, l'honorable J.-S. Hall, trésorier de la province et l'honorable L.-P. Pelletier, secrétaire et registraire de la Province, tous trois membres du Conseil

exécutif, et en même temps membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, aux termes de l'article 114 des Statuts refondus de la province de Québec.

(Certifié),

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 février 1893, pour un état indiquant le coût des impressions pour la Législature, pour les années 1885-86, 1889-90, 1890-91 et 1891-92. (*Document de la session No 51.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 février 1893, pour un état détaillé des sommes payées en à compte de la vente du chemin de fer de Q. M. O. & O., depuis cette vente, jusqu'au 1er janvier 1892. (*Document de la session No 52.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1893, pour une copie du mémoire relatif aux amendements à faire à la loi imposant des taxes sur les mutations d'immeubles et les successions, fourni par le comité de législation de la Chambre des notaires à l'honorable Procureur-général, depuis l'ouverture de la présente session. (*Document de la session No 53.*)

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Rioux.—Est-ce l'intention du gouvernement de payer à la ville de Fraserville les \$20,000 qui ont été votées en 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Sous considération.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—copie des ordres en conseil du 9 mars 1891 et du 21 mars 1891, relativement aux travaux à être faits sur le chemin de fer du Québec-Central, sur la ligne de Tring et du Lac Mégantic et sur la branche allant à St-François, St-George et autres localités du sud-est de la Beauce, à la manière dont les subsides seront appliqués, et tous autres ordres en conseil relativement au changement du tracé du dit chemin de fer ; aussi, copie de la correspondance échangée entre la Compagnie du Québec

Central, le gouvernement, le Commissaire des Travaux publics, le Secrétaire de la Province et toutes autres personnes des comtés de Beauce, de Mégantic et d'ailleurs, et copie des résolutions des chambres de commerce de Québec et de Lévis sur le même sujet, spécialement une lettre du Commissaire des Travaux publics du 24 mars 1891, la réponse de M. Grundy, et une autre lettre de M. Grundy du 4 mars 1892.

Aussi, copie de lettres de MM. Linière Taschereau et J.-E. Roy, à propos de leur nomination par le gouvernement comme directeurs de la dite compagnie.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Allard, secondé par M. Bédard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état indiquant, année par année, toutes les sommes votées pour l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, depuis 1887 jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Girard (Lac St-Jean), secondé par M. Petit,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toute correspondance entre le département des Terres de la Couronne et J.-E. Trottier, de Normandin, au sujet de la vente des terrains qu'il occupe dans ce canton, ainsi que de toute correspondance se rapportant à cette affaire.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de tous mémoires transmis au gouvernement de cette Province durant l'année 1892, de la part de nos compatriotes émigrés dans la république voisine, et faisant des suggestions sur les mesures à prendre pour faciliter leur retour au pays natal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 376 du Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à l'indemnité parlementaire, étant lu ;

M. Fitzpatrick propose, secondé par M. Savaria,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Duplessis propose comme amendement à la motion, secondé par M. Marion, Que le mot " maintenant " soit retranché, et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui ", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreault,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Jacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon. — 42.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>LaLiberté,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Savaria,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	<i>— 16.</i>
<i>Fitzpatrick,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cooke.—Dans l'item : " Mandats impayés, 17 décembre 1891," montant à \$149,600.21, dans l'état produit devant la Chambre pendant la dernière session, et intitulé : " Etat des recettes et paiements de toutes sources depuis le 1er juillet jusqu'au 17 décembre 1891 ", a-t-on inclus quelques mandats non payés le 30 juin 1891, et faisant partie des dépenses de l'année 1890-91 ?

Si oui, quels sont ces mandats et quel en est le montant ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Oui, savoir :

Mandat du 26 mai 1891, en faveur de G. Daveluy, inspecteur d'assurance, \$25.00.

Par M. Cooke.—Dans l'item intitulé : " Mandats impayés, 15 janvier 1893," montant à \$78,758.95, paraissant dans l'état produit devant la Chambre, pendant

cette session, et intitulé : " Etat des recettes et paiements de toutes sources depuis le 1er juillet 1892 jusqu'au 15 janvier 1893 ", a-t-on inclus quelques mandats non payés le 30 juin 1892, et ces mandats concernaient-ils des dépenses se rapportant à l'année 1891-92 ?

Si oui, quels sont ces mandats et quel en est le montant ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Oui, savoir :

Mandat du 30 juin 1892, L.-M. Coutlée, shérif.....	\$ 750 00
do do Victor Lafrance.....	657 00
do do do.....	913 25
	<hr/>
	\$2,320 25

Par M. Lussier.—Le gouvernement peut-il nous dire si le Trésorier de la Province a écrit une lettre aux percepteurs du Revenu leur enjoignant de commencer immédiatement la collection de ce qui est dû en vertu de la loi des taxes passée à la dernière session ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Des circulaires ont été envoyées par le département du Trésor aux percepteurs du revenu provincial pour percevoir les taxes dues en vertu des lois passées à la dernière session.

Par M. Chicoyne.—Le gouvernement est-il informé si, en certains endroits de cette Province, des liqueurs enivrantes sont vendues illégalement sous l'étiquette frauduleuse de remèdes brevetés ?

Si ce trafic immoral est constaté, le gouvernement a-t-il pris, ou se propose-t-il de prendre des mesures pour le punir et l'arrêter ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Oui ; certain remède breveté, connu sous le nom de : Elixir antipériodique du Dr Bouillon.

Il est vendu sous lettres patentes du gouvernement fédéral.

Comme c'est un liquide enivrant, des poursuites ont été intentées contre telle vente, sauf dans les cas où elle est faite en vertu d'une licence accordée conformément à la loi des licences de Québec. Jugement a été obtenu il y a quelques semaines, dans deux causes à Sherbrooke, et, depuis quelques jours, dans certaines causes à Fraserville. Les percepteurs du revenu provincial ont reçu instruction d'en empêcher la vente sans licence, et d'intenter des poursuites dans tous les cas de contravention à la loi des licences sous ce chef.

Et, étant 6 heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement ait été mise aux voix.

Sept heures et demie, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table ;

Par l'honorable M. Hall,—la pétition du l'Union de tempérance des femmes chrétiennes de la province de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : “ Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et L.-J. Demers & Frère pour l'impression de la Gazette Officielle de Québec ” ;

Bill intitulé : “ Loi amendant de nouveau la loi concernant les magistrats de district ” ;

Bill intitulé : “ Loi relative à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement ” ;

Bill intitulé : “ Loi relative à la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement ” ;

Et bill intitulé : “ Loi modifiant la loi de l'instruction publique ”.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill modifiant 55-56 Victoria, chapitre 10.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill modifiant 55-56 Victoria, chapitre 17.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en corformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la charte de la ville de Maisonneuve ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-Hughes Davidson au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Ste-Marie fait rapport

que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau le Statut 48 Victoria, chapitre 74, intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de prêts et placements du Canada ; et, après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphones de Bellechasse ; et, après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parent fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteaufort fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de St-Henri ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements ", lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi autorisant une certaine cession de biens faite à la Corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield par la paroisse de Ste-Cécile de Valleyfield ", lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant l'acte 44-45 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis ", lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Un Bill concernant le libelle par les journaux, 1893, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi concernant le libelle par les journaux ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill relatif au Conseil exécutif étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill relatif aux districts électoraux et à la représentation à l'Assemblée législative, étant lu ;

M. Fitzpatrick propose, secondé par M. Caron, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Fitzpatrick, Hackett, Stephens.—3.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Roux,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beaubien.</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard.</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pett,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon —50.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Magnan,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill modifiant l'article 546 du Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé,

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill modifiant le Code municipal, concernant les clôtures de ligne, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé,

Ordonné, Que le bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre reprend le débat ajourné sur la question proposée, vendredi, le 17 février courant,—Que le bill modifiant la loi concernant l'indemnité législative soit remis sur les ordres du jour pour comité général, vu que le comité de toute la Chambre auquel a été référé ce bill, n'a pas fait de rapport.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Augé,
Beaubien,
Caron,
Desjardins,
Fitzpatrick,*

*Gladu,
Hackett,
Hall,
Kennedy,
Marchand,*

*Parent,
Savaria,
Ste-Marie,
Spencer,*

*Stephens,
Taillon,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski).*
—18.

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Baker,
Beauchamp,
Bédard,
Bernatchez,
Carbray,
Casgrain,
Châteauvert,
Chicoyne,*

*Dechêne,
Doyon,
Duplessis,
Girard (Lac St-Jean),
Greig,
Grenier,
Lacouture,
McDonald,
Magnan,*

*Marion,
Mercier,
Martineau,
Morin,
Nantel,
Normand,
Panneton,
Pelletier,*

*Petit,
Pinault,
Poirier,
Rioux,
Simpson,
Tellier,
Tétreav,
Turgeon — 34.*

Ainsi, elle est résolue négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill modifiant de nouveau le Code municipal étant lu ;

M. Bisson propose, secondé par M. Duplessis, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif au commissaire des incendies dans la cité de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi des manufactures de Québec, étant lu.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux asiles d'aliénés.

(EN COMITÉ)

Résolu—1. Que lorsqu'un aliéné sera transféré d'une prison dans un asile, en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile, sera due et payée par la municipalité de cité ou de ville incorporée, ou de comté, dans laquelle sera opérée l'arrestation du patient, sauf le recours de cette municipalité, dans le cas où le patient ne sera pas alors domicilié dans les limites de son territoire, contre la municipalité de cité ou de ville incorporée ou de comté où il a son domicile.

Si cependant les municipalités de cités ou de villes incorporées ou du comté qui seront appelées à payer en vertu de la loi qui sera passée sur la présente résolution, indiquent d'une manière certaine au Secrétaire de la Province, avant la poursuite, l'endroit où le malade avait son domicile, avant son arrestation, le gouvernement fera payer directement les municipalités de cités ou de villes incorporées ou du comté où le malade avait son dit domicile.

Résolu—2. Que les frais de transport d'un aliéné seront payables par la municipalité de ville, de cité ou de comté tenue au paiement total ou partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans un asile, et qu'ils pourront lui être réclamés aussitôt après qu'ils seront encourus.

Résolu—3. Qu'il sera loisible à toute municipalité qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement d'un aliéné dans un asile, ainsi que pour les frais du transport d'un aliéné, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution, en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien ; et que, nonobstant toute loi à ce contraire,

telle municipalité pourra se faire rembourser par voie d'exécution sur les immeubles de l'aliéné ou ceux des personnes obligées par la loi à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle aura obtenu.

Résolu—4. Que les dispositions qui seront basées sur les résolutions précédentes s'appliqueront à tout aliéné interné dans un asile depuis le premier juillet mil huit cent quatre-vingt-douze.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu—1. Que lorsqu'un aliéné sera transféré d'une prison dans un asile, en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile, sera due et payée par la municipalité de cité ou de ville incorporée, ou de comté, dans laquelle sera opérée l'arrestation du patient, sauf le recours de cette municipalité, dans le cas où le patient ne sera pas alors domicilié dans les limites de son territoire, contre la municipalité de cité ou de ville incorporée ou de comté où il a son domicile.

Si cependant les municipalités de cité ou de ville incorporée ou du comté qui seront appelées à payer en vertu de la loi qui sera passée sur la présente résolution indiquent d'une manière certaine au Secrétaire de la Province, avant la poursuite, l'endroit où le malade avait son domicile, avant son arrestation, le gouvernement fera payer directement les municipalités de cités ou de villes incorporées ou du comté où le malade avait son dit domicile.

Résolu—2. Que les frais de transport d'un aliéné seront payables par la municipalité de ville, de cité ou de comté tenue au paiement total ou partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans un asile, et qu'ils pourront lui être réclamés aussitôt après qu'ils seront encourus.

Résolu—3. Qu'il sera loisible à toute municipalité qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement d'un aliéné dans un asile, ainsi que pour les frais du transport d'un aliéné, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution, en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien ; et que, nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité pourra se faire rembourser par voie d'exécution sur les immeubles de l'aliéné ou ceux des personnes obligées par la loi à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle aura obtenu.

Résolu—4. Que les dispositions qui seront basées sur les résolutions précédentes s'appliqueront à tout aliéné interné dans un asile depuis le premier juillet mil huit cent quatre-vingt-douze.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et la troisième lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 février 1893.

Trois heures, P. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Normand,—la pétition des membres du Barreau, section du district des Trois-Rivières.

Par M. Hackett,—la pétition de Son Eminence le Cardinal Taschereau, archevêque de Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre. (*Document de la session No 8.*)

M. Duplessis, du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent ;

Bill constituant en corporation l'Alliance Nationale.

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre Chambre, en date du 17 courant, concernant le bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie, a examiné ce bill de nouveau, et a l'honneur de faire rapport qu'aucune nouvelle preuve apporté à l'appui de cette mesure n'a paru suffisante à votre comité pour l'engager à rescinder son premier rapport relativement à ce bill ; et que, conséquemment, le préambule de ce bill est déclaré de nouveau non prouvé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant

l'article 1208 du Code de procédure civile, concernant les actes notariés, lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de révision du Code de procédure civile ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de révision du Code de procédure Civile ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires, étant lu ;

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'ensuivant,—la dite motion est, du consentement de la Chambre, retirée.

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Flynn pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que la Chambre concoure dans ce rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi concernant les chemins de fer relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morris fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement ”.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant la loi des manufactures de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau la loi des licences de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. King fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Ste-Marie fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 42-43 Victoria, chapitre 52, concernant la compagnie du chemin macadamisé de Laprairie " ;

Bill intitulé : " Loi érigeant une nouvelle municipalité de village dans la partie-ouest du Côteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Blandford " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant James-Ernest Thayer à ajouter à son nom celui de " Ross " ;

Bill intitulé : " Loi transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata " ;

Bill intitulé : " Loi assurant les effets civils au mariage contracté entre Aimé Bourassa et dame Purissima Robert " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 82, amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski " ;

Et Bill intitulé : " Loi relative aux emprunts municipaux ".

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant de nouveau le Code municipal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 4055a des Statuts refondus de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs, étant lu.

Le bill est, en conséquence, lu seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Magnan fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Alors, la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité, dans les dits amendements, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre, jusqu'à sept heures et demie, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie, P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Alliance Nationale ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill revsant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de ceinture de l'île de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy à vendre, par ventes volontaires, les immeubles de ces successions ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif intitulé : “ Loi modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens, étant lu ;

M. Cholette propose, secondé par M. Cartier, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant proposée, Que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain,

L'honorable M. Hall propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Beaubien, Que tous les mots après “ soit ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ référé au comité de législation afin que les parties opposées à ce bill puissent être entendues ”.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baker,
Beaubien,
Beauchamp,
Casgrain,
Châteaufort,
Cooke,
Descarries,

Duplessis,
Girard (Lac St-Jean),
Hackett,
Hall,
Kennedy,
Lussier,
Magnan,

Marion,
Morris,
Nantel,
Panneton,
Parizeau,
Pelletier,

Spencer,
Stephens,
Taillon,
Tellier,
Tétreau,
Villeneuve.—26.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sacaria,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—39.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain,

M. McDonald propose comme amendement, secondé par M. Carbray, Que tous les mots après "référé", soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "à un comité spécial composé des honorables MM. Flynn, Hall, Mercier, et de MM. Augé, Allard, Chicoyne et Cartier pour en faire rapport avec toute la diligence convenable ; avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers, et records.

Et objection est faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre, et M. l'Orateur maintient l'objection.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance, demain.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Grenier,

Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre du 8 février courant référant le bill "Loi pour rendre valides certains actes notariés" au comité spécial permanent de législation et lois expirantes, soit rescindée ;

Ordonné, Que ce bill soit inscrit sur les Ordres du jour pour comité général, demain, à la première séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Tellier.—1. Quel a été le substitut du Procureur-général, au terme de la Cour criminelle qui s'est tenue à Joliette, en juin dernier 1892 ?

2. Quel est le taux des honoraires qui a été alloué et payé au dit substitut pour le dit terme ?

3. Quels ont été les substituts du Procureur-général à chaque terme de la Cour criminelle dans le district de Joliette depuis janvier 1887 inclusivement, jusqu'à 1892 inclusivement, et quel est le taux des honoraires qui leur a été alloué et payé ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. MM. C. A. Cornellier, C. R., et Jos. Martel.

2. Une somme de \$40.00 pour préparer le terme et \$20.00 par jour pendant le terme, formant, avec en outre \$25.00 qui leur ont été allouées pour le rapport qu'ils ont fait des procédés du terme, une somme totale de \$331.50 qui devait être divisée par égales parts entre eux.

3. Il n'y a pas eu de terme criminel à Joliette, en 1887.

Depuis le mois de janvier 1888 à venir au mois de juillet 1891 inclusivement, M. F.-O. Dugas a agi comme substitut du Procureur-général aux différents termes de la Cour criminelle dans le district de Joliette. Le taux des honoraires qui lui a été alloué et payé a été une somme de \$40.00 pour préparer les actes d'accusation pour chaque terme, et \$20.00 par jour pendant le terme.

M. C. Fitzpatrick a aussi agi comme substitut du Procureur-général à Joliette pendant les termes criminels de janvier et juillet 1888 et a été payé au même taux, c'est-à-dire \$40.00 pour préparer les actes d'accusation du terme et \$20.00 par jour pendant le terme.

Par M. Pinault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de rembourser à Joseph Boutin-Bourassa, ancien employé de cette Chambre, le montant par lui versé au fonds de pension ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—M. Boutin-Bourassa sera traité suivant la loi.

Par M. Bernatchez.—M. Amédée Beaubien, notaire public, autrefois du Cap St-Ignace, et maintenant de Montmagny, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Si oui, quel est cet emploi ?

Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé ?

Quel salaire doit-il recevoir ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—M. Amédée Beaubien est garde-forestier. Le Commissaire des Terres connaissait M. Beaubien, et, de plus, ce Monsieur était recommandé par plusieurs personnes.

M. Beaubien est payé à raison de \$1.50 par jour pour rémunération, et \$1.50 par jour pour dépenses réelles de voyage, lorsqu'il est en service seulement.

Par M. Bernatchez.—Est-il à la connaissance du gouvernement que les culées du pont en fer construites sur la rivière " Bras St-Nicolas ", dans les limites de la ville de Montmagny, ne sont pas entièrement terminées ?

Si oui, est-ce son intention de faire compléter ces travaux avant que la loi pour l'entretien de ces ponts soit en force ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Oui, il en a été informé ; mais, de fait, les culées sont terminées. Ce sont les remblais qui se sont un peu affaissés.

Le gouvernement, dans tous les cas, remplira ses obligations.

Par M. Parent.—Est-ce l'intention du gouvernement d'opérer certaines réformes au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure, à Québec ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Oui, aussitôt que les circonstances le permettront.

M. Hackett propose, secondé par M. Cooke, Que le bill abrogeant la loi 54 Victoria, chapitre 101, intitulé : " Loi concernant la succession de feu James McCready ", soit remis sur les Ordres du jour pour comité général ;

Et un débat s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 22 février 1893.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon.—27.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve —29.</i>
<i>Cooke,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie du dossier et spécialement copie de la lettre de H. Boulay, du 3 janvier dernier, relatifs à la cancellation des lots 51, 52, 53 et 54 du deuxième rang du canton Awantjish, dans le comté de Matane.

M. Chicoyne propose, secondé par M. Cartier—Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toutes correspondances relatives à la mise en force d'un nouveau cadastre dans le comté de Wolfe, et des plaintes reçues par le gouvernement à ce sujet.

Cette motion est retirée du consentement unanime de la Chambre.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état détaillé des dépenses du bureau du shérif de Montmagny, depuis la nomination de M. J.-B.-A. Lépine, comme tel, jusqu'à aujourd'hui.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de la correspondance entre le gouvernement fédéral et le Conseil d'hygiène, dans le but de protéger la Province contre l'invasion du choléra.

M. Allard propose, secondé par M. Bédard,

Qu'attendu qu'il appert par les documents produits devant la Chambre :

1. Que, le premier mars 1890, Bienvenu Marcoux, de St-Polycarpe, a été nommé garde-feu et assistant garde-forestier à un salaire qui devait être fixé à une somme d'au moins \$600.00 par année ;

2. Qu'il aurait été retiré pour et au nom du dit Bienvenu Marcoux, en sa dite qualité, du département des Terres de la Couronne, une somme de \$1,714.50 ;

3. Que, dans une déclaration solennelle prise et reconnue devant L.-W. Sicotte, écuyer, juge de paix, le dit Bienvenu Marcoux allègue ce qui suit :

“ Je, soussigné, Bienvenu Marcoux, de Rigaud, dans le comté de Vaudreuil, “ dans le district de Montréal, déclare solennellement que Avila-G. Bourbonnais, “ écr., député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district “ électoral de Soulanges, a retiré du gouvernement de la province de Québec, pour “ moi et en mon nom, en différents temps, étant pour mon salaire comme garde- “ forestier, au service du dit gouvernement, la somme de dix-sept cent quatorze “ piastres, en déduction de laquelle le dit Avila-G. Bourbonnais m'a remis celle de “ cinq cent quatre-vingt-dix piastres, aussi en différents temps et par divers mon- “ tants ;

“ Que ma nomination comme garde-forestier remonte au premier mars mil “ huit cent quatre-vingt dix, et que les sommes ainsi retirées pour moi et en mon

“ nom du gouvernement par le dit Avila-G. Bourbonnais l'ont été durant la période
“ de temps écoulé depuis cette date à venir à l'hiver dernier ;

“ Que je n'ai jamais autorisé le dit Avila-G. Bourbonnais à présenter au
“ gouvernement aucun compte, et que je ne l'ai jamais non plus autorisé à retirer
“ les dites sommes représentant mon salaire, comme je l'ai dit plus haut ;

“ Que les comptes produits au département des Terres de la Couronne, ainsi
“ en mon nom, ne sont pas exacts ; les divers items y mentionnés ne sont pas con-
“ formes aux faits et ces comptes n'ont jamais été faits par moi ;

“ Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie,
“ et en vertu de l'acte concernant les serments extrajudiciaires, et j'ai signé.

(Signé) BIENVENU MARCOUX.”

Déclaré devant moi à Montréal, ce vingt-cinquième jour de novembre mil
huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) L. W. SICOTTE,

J. P. P. Q.

4. Que, par une lettre en date du 5 décembre 1892, adressée à l'honorable E.
J. Flynn, commissaire des Terres de la Couronne, le dit Bienvenu Marcoux déclare
ce qui suit :

“ 11,830-1892

“ Rigaud, 5 décembre 1892.

“ Honorable E. J. FLYNN,

“ Monsieur le ministre,

“ J'ai, à Montréal, le 25 novembre dernier, fait une déclaration solennelle,
“ attestant que je n'avais jamais autorisé M. Avila Bourbonnais, M. P. P., du
“ comté de Soulanges, à retirer aucun argent du gouvernement de Québec sur
“ mon salaire de garde-forestier.

“ J'ai eu l'honneur de vous transmettre le même jour la dite déclaration. Je
“ crois que M. Bourbonnais a retiré près de \$1,714.00 pour moi sans aucune auto-
“ risation.

“ Sur cet argent, il m'a donné \$590.00. Maintenant, je vous serais bien obligé si
“ vous pouviez me payer la balance qui me revient. J'ai été nommé garde-forestier
“ le premier mars 1890, avec un salaire de pas moins de \$600.00 par année. Je suis
“ resté en fonction jusqu'au 19 mai 1892. J'ai reçu avis à cette dernière date de
“ votre département, qu'à l'avenir je ne serais payé qu'en autant que je serais employé,
“ etc. Je suis en grand besoin d'argent. Je vous serais très obligé si vous pouviez
“ me faire régler ma réclamation le plus tôt possible ; ma déclaration doit être une
“ bonne preuve que les avancés faits par moi sont vrais, et, s'il vous fallait d'au-

“ tres preuves, je serais à votre disposition. Il serait bien malheureux pour moi
 “ que je vinsse à perdre sur mon salaire. Voici ma réclamation : deux ans, deux mois
 “ et 19 jours de salaire à \$600.00, plus un voyage fait à Québec en octobre dernier ;
 “ on m’a payé un voyage semblable fait en février dernier \$15.00, soit en tout une
 “ réclamation de \$756.77.

“ J’ai l’honneur d’être,

“ Votre humble serviteur,

(Signé) BIENVENU MARCOUX.”

“ Rigaud, Co. de Vaudreuil”.

Attendu que le dit Avila-G. Bourbonnais, mentionné dans la dite déclaration et la dite lettre, ci-haut mentionnées, est un des membres de cette Législature ;

Attendu que, si les faits allégués dans la dite déclaration solennelle et dans la dite lettre sont vrais, le dit Avila-G. Bourbonnais a agi de manière à enfreindre les privilèges de cette Chambre, et que les dits actes sont contraires à la dignité de cette Chambre ;

Il soit *résolu* : Que la dite déclaration et la dite lettre soient référées au comité des privilèges et élections de cette Chambre, pour que le dit comité s’enquière de la vérité des faits qui y sont allégués, et fasse tel rapport qu’il juge convenable.

Et objection étant faite, par M. Dechène, que cette motion contenant une accusation de félonie, contre un membre de cette Chambre, la Chambre ne peut le juger qu’après que les tribunaux compétents se seront prononcés sur telle accusation,

M. l’Orateur renvoie l’objection.

Et un débat s’ensuivant ;

M. Tessier (Portneuf) propose, secondé par M. Dechène, Que le débat soit ajourné ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
 Bisson,
 Caron,
 Dechène.
 Girard (Rouvillr),

Girouard,
 Gladu,
 Gosselin.
 Laliberté,
 Lussier,

Marchand,
 Mercier,
 Morin,
 Parent,

Pinault,
 Tessier (Portneuf),
 Tessier (Rimouski),
 Turgeon.—18.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteaufvert,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—36.</i>

Ainsi, elle est résolue négativement.

Et le débat se continuant ;

L'honorable M. Taillon, député pour la division électorale de Chambly, se lève de son siège et demande que les paroles qui viennent d'être prononcées par le député de L'Islet, soient entrées dans les Procès-Verbaux et les Journaux de cette Chambre.

Et ces paroles sont inscrites comme suit : “ Monsieur le député de Berthier fait un bien vil métier que celui de dénoncer ses collègues ”.

M. Dechène, député pour la division électorale de L'Islet, se lève alors de son siège et déclare que les paroles qu'il a prononcées sont les suivantes : “ C'est un bien vil métier que de dénoncer ses collègues ”, et je n'ai nommé personne.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn, Que cette Chambre est d'opinion que le député de L'Islet a prononcé les paroles inscrites en premier lieu, que sa réponse n'est pas satisfaisante et qu'il doit être invité par M. l'Orateur à retirer ses paroles ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteaufvert,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—35.</i>
<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (de Portneuf)</i>
<i>Caron,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et le débat se continuant ;

L'honorable M. Marchand propose secondé par M. Bernatchez, que le débat soit ajourné ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve —37.</i>
<i>Doyon,</i>			

Ainsi la proposition est résolue négativement.

M. Tessier (Rimouski) propose, secondé par M. Gladu, que la Chambre s'ajourne maintenant ; —et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Caron,
Girouard,
Gladu,*

*Gosselin,
Laliberté,
Lussier,
Marchand,*

*Mercier,
Morin,
Parent,
Pinault,*

*Tessier (de Portneuf),
Tessier (de Rimouski)
Turgeon.—15.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Beaubien,
Bédard,
Carbray,
Cartier,
Casgrain,
Chateauvert,
Chicoyne,
Descarries,*

*Doyon,
Duplessis,
Flynn,
Girard (Lac St Jean)
Greig,
Hackett,
Hall,
Kennedy,
Lacouture,*

*McDonald,
Magan,
Marion,
Martineau,
Morris,
Nantel,
Normand,
Panneton,
Parizeau,*

*Petit,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Taillon,
Tétreau.—26.*

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. l'Orateur ayant requis le député de l'Islet de retirer les paroles qu'il a prononcées, et qui ont été inscrites dans les journaux de cette Chambre ;

Et l'honorable membre pour l'Islet ayant refusé de les retirer ;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn, que le député de l'Islet ayant été invité par M. l'Orateur à retirer les paroles transcrites par M. le greffier et ayant refusé de le faire, M. l'Orateur le nomme ; et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Allard,
Beaubien,
Bédard,
Carbray,
Cartier,
Casgrain,
Chateauvert,
Chicoyne,
Descarries,*

*Doyon,
Duplessis,
Flynn,
Girard (Lac St. Jean)
Greig,
Hackett,
Hall,
Kennedy,
Lacouture,*

*McDonald,
Magan,
Marion,
Martineau,
Morris,
Nantel,
Normand,
Panneton,
Parizeau,*

*Petit,
Poirier,
Rioux,
Savaria,
Simpson,
Spencer,
Taillon,
Tétreau.—36.*

CONTRE :

Messieurs

Bernatchez,
Caron,
Girouard,
Gladu,

Gosselin.
Laliberté,
Lussier,
Marchand,

Mercier,
Morin.
Parent,
Pinault,

Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—15.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

En conséquence, M. l'Orateur interpelle M. Dechène par son nom.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 22 février 1893.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : “ Loi pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ”.

Bill intitulé : Loi concernant les commissaires d'écoles de la ville de la Côte Saint-Antoine ”.

Bill intitulé : Loi modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relative aux syndics des îles du Moine et des Barques ”.

Et bill intitulé : Loi amendant les diverses lois concernant la constitution en corporation de la cité des Trois-Rivières ”.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi amendant la loi 55 56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ”, lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi concernant les commissaires d'écoles de la ville de la Côte Saint-Antoine ”, lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relative aux syndics des îles du Moines et des Barques ”, lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi amendant les diverses lois concernant la constitution en corporation de la cité des Trois-Rivières, lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Duplessis, du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant la substitution créée par Edward-William Burgess, et a l'honneur de faire le rapport de ce bill sans amendement.

Votre comité a examiné de plus les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ;

Bill modifiant la charte de la ville de Longueuil.

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et a l'honneur de faire rapport que le promoteur de ce bill ayant manifesté le désir de le retirer, votre comité prie votre honorable Chambre de bien vouloir le lui permettre.

Ordonné, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à l'agriculture, relativement aux Sociétés d'agriculture et de pomologie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à l'organisation judiciaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Turgeon.—M. Flavien Gauvreau, de St-Octave de Métis, a-t-il payé au percepteur du revenu de Rimouski le montant de la condamnation rendue contre lui, en décembre 1891, pour vente de boissons sans licence ?

Si non, pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Le percepteur du revenu provincial de Rimouski a reçu instruction de recouvrer cette amende.

M. Gauvreau a payé \$12.30 et a failli plus tard ; le percepteur a fait rapport que rien de plus ne pouvait être recouvré.

Par M. Panneton.—1. Le gouvernement a-t-il nommé des arbitres en vertu du chapitre 4 de la 54 Victoria, pour le règlement des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces de Québec et d'Ontario ?

2. Si oui, quels sont leurs noms ?

3. Ont-ils fait leur rapport ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—Le gouvernement a nommé l'honorable juge Casault, arbitre de la province de Québec. Les autres arbitres sont l'honorable juge Burbridge pour le gouvernement fédéral et le vice-chancelier Boyd pour Ontario.

La première réunion des arbitres doit avoir lieu le 17 mars prochain.

Par M. Normand.—A. T. Genest, arpenteur, est-il en ce moment à l'emploi du gouvernement de cette Province ?

Depuis quand, à quel titre et quelle est la nature de ses travaux ?

Sur la demande ou l'intervention de qui a-t-il été nommé ?

Quels sont les noms des personnes qui l'ont ainsi recommandé ?

Le même M. Genest a-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement de cette Province ?

A quel titre, quelle a été la nature de ses travaux et en quelles années ?
Quelles sont les sommes d'argent qu'il a reçues pour ses travaux ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui

2. Depuis le 17 janvier 1893, pour vérification du lever de la rivière Windigo, comté de St-Maurice.

3. } Diverses personnes me l'ont recommandé.
4. }

5. Oui ;

6. A titre d'arpenteur, pour les opérations suivantes :

En 1888 :—Vérification d'arpentage dans Grenville.....	\$	545	50
“ “ Arpentage des townships Moreau et Campbell..		2787	79
“ 1891 Lever de 200 milles de certains tributaires du			
St-Maurice, au N. O. de la Windigo.....		2230	64
Balance due.....		229	36

Par M. Normand.—Est-il à la connaissance du gouvernement que tout le bois marchand, ou à peu près tout le bois marchand, ait été fait sur les lots 1044 et 1045 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre et enregistrement (connus sous le nom d'Ile des Hêtres), de la paroisse de Mont-Carmel, dans le comté de Champlain ?

Si oui, quand et par qui ce bois a-t-il été fait ?

Quelle quantité de billots de pin, d'épinette et de pruche a été coupée sur ce territoire, en indiquant la quantité de chaque sorte séparément ?

Quel était le garde-forestier qui a reçu le bois en question ?

A-t-il fait rapport ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Non, mais des renseignements vont être pris de l'agent E. Lacerte, à Trois-Rivières, à ce sujet.

Par M. Girard (Rouville).—M. E.-J. Barbeau, de Montréal, a-t-il été chargé de quelque travail par le gouvernement en 1892 ?

A-t-il été nommé par ordre en conseil et à la demande de qui ?

A quel salaire ?

Combien a-t-il reçu ?

A-t-il fait rapport au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Hall :—M. E.-J. Barbeau, de Montréal, a été chargé de faire un examen du fonctionnement du service public.

Il a fait ce travail gratuitement et la Province ne lui a payé que ses frais de voyage : \$53.10. Il a fait un rapport.

Il n'y a pas eu d'ordre en conseil.

Par M. Girard (Rouville).—Le docteur N.-E. Dionne a-t-il été à l'emploi du gouvernement avant d'être nommé bibliothécaire ?

Si oui, quelle charge occupait-il ?

Combien de temps a-t-il été employé ?

Quel était son salaire ?

Qui remplaçait-il ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—1. Oui.

2. Surnuméraire.

3. Du 8 avril 1892 jusqu'à sa nomination comme bibliothécaire.

4. \$3.00 par jour.

5. Il ne remplaçait personne, ayant été chargé de la bibliothèque-Chauveau, qui se trouve dans un local isolé, pour veiller à sa conservation et pour autres fins se rattachant à cette importante collection.

M. Normand propose, secondé par M. England, Qu'il soit résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, le paragraphe 1 de l'article 828 des Statuts refondus de cette Province soit amendé en y ajoutant les mots suivants : " à l'exception de la *Lager Beer* ne contenant pas plus de quatre pour cent d'alcool ".

M. Descarries propose, comme amendement, secondé par M. Chicoyne, Que tous les mots "à l'exception de la *Lager Beer* ne contenant pas plus de quatre pour cent d'alcool," dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : " cependant aucune liqueur ne sera considérée comme enivrante si elle ne contient pas plus de quatre pour cent d'alcool ".

Et un débat s'ensuivant ;

Le dit amendement est, du consentement de la Chambre, retiré,

Et la question principale étant mise aux voix, la chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Villeneuve.—40.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Rioux,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>England,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Shehyn,</i>	—22.
<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 février 1893, demandant une copie de toutes correspondances, documents, ordres en conseil, etc., relatifs au renouvellement de la commission des causes sommaires dans la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, comté de Saint-Jean, et à la nomination de nouveaux juges de paix dans les différentes paroisses du dit comté de St-Jean et du comté d'Iberville, depuis le 17 décembre 1891, avec indication de ceux qui ont prêté le serment de qualification.—(*Document de la session No 54.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1893, pour une copie du contrat d'impression passé avec Richard White, pour cinq ans, à partir de mai 1893.—(*Document de la session No 55.*)

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Carbray,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Martineau,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill pourvoyant à la concession de la Commune de Laprairie soit remis aux pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou le Trésorier de la Province et la Chambre de commerce de Montréal ou tout citoyen, au sujet des nouvelles taxes, depuis le premier octobre dernier et copie de tout projet de taxation proposé au gouvernement.

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Rioux,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill autorisant une certaine cession de biens faite à la Corporation épiscopale catholique du diocèse de Valleyfield, par la paroisse de Sainte-Cécile de Valleyfield, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill du Conseil législatif intitulé : " Loi modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens étant lu ;

M. Cholette propose, secondé par M. Savaria,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,

M. Marion propose, comme amendement, secondé par M. Spencer,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " l'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le dit bill soit rescindé et que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Hall, Pelletier et Marchand, et de MM. Cooke, Allard, Tessier (Rimouski), Parizeau, Grenier et Cartier, pour permettre aux parties intéressées d'être entendues".

Et l'amendement étant mis aux voix,

Il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour rendre valides certains actes notariés ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les hospices et les maisons d'accouchement étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé,

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant le Code de procédure civile, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie, P. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Des membres du Barreau, section des Trois-Rivières, demandant que le Bill concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires ne devienne pas loi ;

Et de Son Eminence le Cardinal Taschereau, Archevêque de Québec, demandant que le Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs devienne loi.

L'honorable M. Hall, du comité spécial sur le Bill établissant l'impôt sur les biens meubles, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu l'honorable J. S. Hall pour son président, et est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à trois membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain, Qu'à la première séance, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions relatives au soin, à la garde et à l'entretien, après le trente avril prochain, des aliénés qui sont ou seront internés à l'Asile de Beauport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Back River Power Company* " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Société St-Jean-Baptiste de St-Rémi " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui constituent en corporation la Compagnie du cimetière de Mont-Royal " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant la corporation du comté de Pontiac à émettre de nouvelles débentures, pour racheter celles émises antérieurement " ;

Bill intitulé : " Loi amendant l'article 100 du Code municipal " ;

Et bill intitulé : " Loi modifiant la loi relative aux écoles d'industrie " ;

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi érigeant en corporation le village de Dorion " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la ville de St-Laurent " ;

Et bill intitulé : " Loi concernant la compilation des statistiques relatives au mouvement de la population ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi modifiant la loi érigeant en corporation le village de Dorion, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi constituant en corporation la ville de St-Laurent," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi concernant la compilation des statistiques relatives au mouvement de la population," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant les actes concernant la ville de Longueuil ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre suit : "Loi amendant la charte de la ville de Longueuil".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cholette fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant une certaine substitution créée par Edward-William Burgess, étant lu ;

M. Augé propose, secondé par M. Villeneuve, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy, à vendre, par vente volontaire, les immeubles de ces successions ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Loi autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy à vendre, par vente volontaire, les immeubles de ces successions ”.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Villeneuve,

Ordonné, Que le bill intitulé : “ Loi pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ”, soit ré-imprimé tel qu'amendé par le Conseil législatif.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal, étant lu ;

M. Savaria propose, secondé par M. Petit, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Cooke propose comme amendement à la motion, secondé par M. Hackett, que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots : “ cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois ”.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>King,</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve —27.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Laconture,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Turgeon.—33.</i>
<i>Descarries,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre, demain.

L'honorable M. Flynn dépose sur le bureau de la Chambre une lettre supplémentaire à être annexée au document de cette session, (No. 46), se rapportant à l'affaire de Bienvenu Marcoux.

Ordonné, Que ce document soit référé au comité spécial permanent des privilèges et élections.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Beaubien,

Résolu, Que, demain, à la première séance, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions relatives aux subventions de chemins de fer.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill relatif aux asiles d'aliénés, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Casgrain,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative à l'organisation judiciaire étant lu ;

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la loi relative aux juges de paix, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative à l'agriculture relativement aux Sociétés d'agriculture et de pomologie, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Avila-G. Bourbonnais, député pour le district électoral de Soulanges, se lève de son siège, et fait la déclaration suivante :

Je, Avila-G. Bourbonnais, député pour le district électoral de Soulanges, fais la déclaration suivante :

La Chambre a adopté hier une proposition référant au comité des privilèges et élections une certaine déclaration solennelle en date du 25 novembre 1892, et une lettre adressée à l'honorable M. Flynn, Commissaire des Terres de la Couronne, en date du cinq (5) décembre 1892, de Bienvenu Marcoux, se plaignant en substance de ce que j'aurais retiré pour lui du département des Terres de la Couronne une somme de \$1,714.00 sur laquelle je ne lui aurais remis que la somme de \$590.00 : que j'aurais retiré cette somme sans autorisation de sa part, et que les comptes qui auraient été faits pour obtenir ces paiements ne sont pas exacts.

Arrivé ce matin, après une absence de quatre jours et demi, je n'ai pu avoir connaissance de cette motion avant ce jour, et d'ailleurs, l'avis n'en avait été donné que lundi de cette semaine, en mon absence.

Je crois de mon devoir de décliner respectueusement la juridiction de cette Chambre et d'aucun de ses comités sur un sujet qui, à la face même des déclarations et lettre ci-dessus mentionnées, ne concerne que des affaires purement privées qui se seraient passées entre M. Marcoux, mon beau-frère, et moi. Si j'ai retiré de l'argent du gouvernement, pour mon beau-frère, sans autorisation de sa part, comme il le dit, et si je ne lui en ai rendu compte que d'une partie, je puis être poursuivi devant les tribunaux civils et forcé à le rembourser ; mais je ne puis comprendre pourquoi la Chambre se substituerait aux tribunaux civils et se ferait juge d'un différent purement personnel entre mon beau-frère et moi.

Toutefois, puisque cette Chambre a jugé convenable de référer la question au comité des privilèges et élections et de charger celui-ci de s'enquérir des faits mentionnés dans la dite motion, je n'ai plus d'autre alternative que d'offrir des explications sur ce qui s'est passé, tout en maintenant respectueusement mon protégé contre l'intervention de cette Chambre.

M. Marcoux a été nommé, le 10 mars 1890, garde-feu et garde-forestier par la lettre officielle suivante de M. Charleson, surintendant des gardes-forestiers pour le district d'Ottawa :

St-Polycarpe, 10 mars 1890.

M. Bienvenu Marcoux, St-Polycarpe, P. Q.

Cher Monsieur,

D'après la décision prise par l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne pour la province de Québec, vous êtes nommé garde-feu et garde-forestier. La

division dans laquelle vous avez à opérer vous sera indiquée dans quelques jours, et en tout, vous aurez à suivre mes instructions. Votre salaire sera de deux piastres par jour, à dater du premier jour de mars. Vos frais de voyage, pension, voiturage, etc., seront payés en sus par le département des Terres de la Couronne.

Vu que vous êtes nommé à un emploi public, monsieur, je dois vous dire que votre devoir est de consacrer entièrement votre temps aux intérêts de la Province, et j'espère avec confiance que vous vous rendrez digne de la mission qui vous est confiée.

De plus, monsieur, je vous prie de croire que votre nomination est faite en dehors de toute influence politique, et que, dans l'exercice de vos fonctions, vous n'aurez pas et vous ne devrez pas regarder aux couleurs politiques arborées par ceux à qui vous aurez affaire, et que vous aurez à rendre justice à tous et à faire votre devoir vis-à-vis de tous.

Veuillez me croire,

Votre bien dévoué,

(Signé) J. E. CHARLÉSON,

Surintendant des gardes-forestiers

pour la division d'Ottawa.

On voit que le salaire de M. Marcoux était de \$2.00 par jour plus " ses frais de voyage, pension, voiturage, etc., etc.," ce qui lui faisait \$730.00 de salaire par année, à part ses frais de pension, de voiturage, etc., etc.

J'ai toujours été intimement lié et en d'excellents termes avec mon beau-frère, M. Marcoux, depuis son mariage avec ma sœur jusqu'à l'été de 1892, et il m'avait chargé verbalement de faire ses comptes sur les informations qu'il me donnerait et de retirer du département des Terres de la Couronne les montants qui pourraient lui devenir dus tant pour salaire que pour frais de pension, de voiturage, etc., etc. Sur cette autorisation, et d'après les détails qu'il m'a fournis, j'ai préparé pour lui quatre comptes aux dates et pour les montants suivants : (lettre de M. E.-E. Taché, assistant-commissaire des Terres de la Couronne au Dr H. Cholette, M. P. P., datée Québec, 25 juillet 1892.

27 mars 1890, avance sur salaire.....	\$ 250 00
6 décembre 1890, salaire du 27 mars au 30 juillet 1890.....	434 00
31 décembre 1890, avance pour la saison 1890-91.....	150 00
14 septembre 1891.....	880 00

Je ferai observer que les détails du compte du 6 décembre 1890 manquent au dossier, malgré que le mandat d'argent s'y trouve et que ce mandat porte le No. du dossier 10532 dans lequel se trouve ce compte, et malgré aussi qu'il soit fait mention de celui-ci dans le registre officiel de la correspondance du département. Ces quatre comptes forment un montant de \$1,714.00 et sont, chacun

d'eux, approuvés par le Commissaire des Terres de la Couronne et le Surintendant des gardes-forestiers pour le district d'Ottawa.

L'autorisation qui m'a été donnée par mon beau-frère est établie :

1. Par le reçu qu'il m'a donné le 3 mai 1892, dans les termes suivants :

\$40.00.

Québec, 3 mai 1892.

Reçu de Monsieur Avila-G. Bourbonnais la somme de quarante piastres en à compte sur ce qu'il me doit à même le montant d'argent qu'il a retiré pour moi du département des Terres de la Couronne, argent qui m'était dû en ma qualité de garde-forestier et de garde-feu.

(Signé) BIENVENU MARCOUX.

2. Par la lettre suivante qu'il m'a écrite le 13 juin 1892 :

Rigaud, 13 juin 1892.

Cher beau-frère,

J'ai reçu ce midi ta lettre que j'ai acceptée avec plaisir. Les \$30.00 y étaient contenues. Pour le présent, c'est bien. Je te remercie beaucoup.

Maintenant, quand tu trouveras à propos de demander des arrérages de mon salaire, tu les demanderas. Nous sommes en bonne santé.

Ton beau-frère,

B. MARCOUX.

3. Par la déclaration solennelle de Michel Bourbonnais, mon père, en date du 20 février 1893 :

Je, soussigné, Michel Bourbonnais, rentier, du village de St-Polycarpe, comté de Soulanges, dans le district de Montréal, déclare solennellement que Bienvenu Marcoux, de Rigaud, est mon gendre ; que je l'ai entendu me dire, à plusieurs reprises, et spécialement dans le cours de l'été dernier, et hier à son domicile à Rigaud, que mon fils Avila-G. Bourbonnais, député de Soulanges à la Législature de Québec, avait retiré de l'argent pour lui du gouvernement de la province de Québec, et que tous deux avaient, dans le cours du mois de mai dernier, convenu que Avila-G. Bourbonnais devait remettre à Bienvenu Marcoux le montant d'argent retiré pour ce dernier, par paiements de deux cents piastres à être faits à chaque session de la Législature de Québec, et que la même chose lui a été dite par Avila-G. Bourbonnais avant que je lui racontasse ce que Marcoux m'avait dit lui-même.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte concernant les serments extrajudiciaires, et j'ai signé.

Déclaré devant moi, au village de Côteau }
Landing, district de Montréal, ce } (Signé) M. BOURBONNAIS.
vingtième jour de février 1893.

(Signé) A. BOURBONNAIS, J. P.

Les originaux de ces trois documents sont annexés dans la présente déclaration.

En sus, le surintendant des gardes-forestiers pour la division d'Ottawa a préparé, le 12 septembre 1891, sur les informations qu'il possédait et sur celles que je lui ai données de la part de mon beau-frère, un compte au montant de \$1330.50 dans les termes suivants :

July 31st.

Honourable Commissioner of Crown Lands,

To Bienvenu Marcoux,

as Forest-ranger.

From the fifth day of November to the 31st, July :

276 days at \$2.00.....	\$ 552 00
276 days board.....	276 00
201 days team at \$1.50.....	301 50
201 days board	201 00
	<hr/>
	\$ 1,330 50
By cash	450 00
	<hr/>
	\$ 880 50

L'original de ce compte, annexé aux présentes, avait été remis à mon beau-frère vers le 16 septembre 1891, et il l'a gardé jusqu'au 19 février courant, jour où il me l'a remis.

C'est moi qui lui ai remis ce compte en main vers le 16 septembre 1891 ; il s'en est déclaré satisfait dans le temps et ne m'a fait aucune représentation, remarque ou objection à son égard, pas même quand il me l'a remis comme dit ci-dessus.

Il appert par les comptes ci-dessus, faits d'après les informations de M. Marcoux et avec son entière approbation, qu'il lui serait dû une somme totale de \$1714.00 que j'ai retirée sur son autorisation tel que ci-dessus établi, sur laquelle

somme je lui ai remis en différents temps, et par divers paiements, la somme de \$590,000 qu'il admet d'ailleurs dans sa déclaration solennelle.

Me voyant incapable de lui remettre tout le montant, il me proposa, vers le 1er mai 1892, de le faire par paiements de \$200.00 sur mon indemnité parlementaire à chaque session de la Législature, ce qui est établi par la déclaration solennelle de Michel Bourbonnais, mon père, et par la lettre de M. Marcoux du 13 juin 1892 ci-dessus récitée.

Pendant la dernière session de cette Législature, je ne lui ai payé que \$70.00, et, voyant que je ne pouvais lui en payer davantage, après plusieurs sollicitations de sa part, il se fâcha contre moi et fit la déclaration et écrivit la lettre ci-dessus mentionnées.

D'ailleurs, le fait que M. Marcoux n'a retiré d'argent du département des Terres de la Couronne que par mon entremise et n'a jamais présenté de compte lui-même, prouve d'une manière bien évidente que j'étais autorisé à faire ce que j'ai fait, car il n'est pas possible de présumer qu'un employé public resterait plus de deux ans sans réclamer ce qui lui est dû par le gouvernement, et aurait reçu des acomptes, par mon entremise sans se plaindre, s'il n'était point satisfait.

J'affirme solennellement l'existence de l'autorisation et de la convention ci-dessus alléguées et je conclus, en conséquence, que je n'ai été, dans toute cette affaire, coupable d'aucune fraude, soit à l'égard du gouvernement, soit à l'égard de mon beau-frère, et que la difficulté survenue entre celui-ci et moi est une affaire exclusivement privée qui ne peut relever que des tribunaux civils.

En terminant, j'ajouterai que je suis parti de Québec, le vendredi, 17 février courant, après la production de la correspondance en cette affaire, pour me procurer les documents ci-dessus récités, dans le but d'éclairer cette Chambre et de justifier ma conduite, et nullement pour éviter de faire face à toute accusation qui pourrait être portée contre moi. J'ai fait des efforts pour revenir à temps, hier ; mais j'en ai été empêché par défaut de raccordement, à temps, des convois de chemin de fer.

Ordonné, Que la dite déclaration soit référée au comité spécial permanent des privilèges et élections.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 23 février 1893.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Carbray,—la pétition du Presbytère de Québec en rapport avec l'Eglise Presbytérienne en Canada.

Par M. Stephens,—la pétition de William Kennedy et autres, propriétaires de la rue Bleury, dans la cité de Montréal.

M. Chicoyne, du comité spécial nommé pour s'enquérir du mouvement d'émigration qui se produit dans certaines parties de nos campagnes, au profit des villes, etc., présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu. (*Appendice No 1.*)

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Que le mémoire annexé au rapport ci-dessus soit imprimé dans les Procès-Verbaux et dans les Journaux de cette Chambre comme *Appendice No 1.*

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill validant certains actes de transmission d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill relatif à l'agriculture étant lu ;

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'ensuivant ;

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Grenier,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie p. m., aujourd'hui sans que la question d'ajournement ait été mis aux voix.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. Rioux propose, secondé par M. Greig, que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est négative.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits en comité général au Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal, lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure des dits amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-Hughes Davidson au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la première séance de la Chambre, demain.

L'honorable M. Pelletier, du comité spécial auquel a été référé le Bill (du Conseil législatif) intitulé : " Loi modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens ", présente à la Chambre le rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'après avoir élu l'honorable L. P. Pelletier pour son président, il a procédé à l'examen du bill et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Desjardins.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire réparer les culées du pont en fer, sur la rivière de Kamouraska, avant que la loi pour l'entretien des ponts devienne en force ?

Réponse par l'honorable M. Nantel:—Non ; ce travail doit être fait par la municipalité intéressée.

Par M. Desjardins.—Le gouvernement a-t-il décidé de remettre à la municipalité de la Rivière-Ouelle la somme de \$3,000.00 qui reste due sur ce pont, et qui avait été promise par le gouvernement précédent ?

Réponse par l'honorable M. Nantel:—Aux instances pressantes du député de Kamouraska, le gouvernement donne à cette affaire sa plus sérieuse considération.

Par M. Girouard.—1. Y a-t-il eu un terme de la Cour criminelle à Sorel, en janvier dernier ?

2. Si oui, combien d'actes d'accusations y ont-ils été soumis, et contre qui ?

3. Combien d'accusations ont été trouvées fondées ?

4. Combien a coûté ce terme ?

5. Qui a agi comme substitut du Procureur-général ? Et quel est le montant qu'il a reçu du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui, du 14 au 20 janvier 1893, inclusivement.

2. 18—Quatre contre O. Desroches, 2 contre Emmanuel Martel, 1 contre Jos. Baril, 2 contre Anna Capino, 2 contre Daniel Emmett et Georgie Paquet, 1 contre Henry Watso, 2 contre Hortense Sarazin, plus les causes suivantes qui étaient devant la Cour depuis les termes précédents :

La Reine vs. Pierre-Jean Gill ; la Reine vs. J.-B. Laferrière ; la Reine vs. Anna Morin et la Reine vs. Régis Ethier.

3. Onze.

4. La réponse officielle à cette question ne pourra être donnée qu'après l'expiration du trimestre actuel, le 31 mars prochain, quand le shérif du district de Richelieu aura rendu ses comptes pour le dit trimestre, comprenant les argents payés aux témoins de la Couronne, aux jurés, etc., et les frais d'assignation des témoins et jurés.

5. M. Frs. Lefebvre, \$160.00.

Par M. Magnan.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder des subsides pour aider la construction d'un chemin de fer de Saint-Lin à Joliette ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—La question est à l'étude.

Sur motion de M. Normand, secondé par M. Morris,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill refondant la loi organique de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. Normand propose, secondé par M. Morris,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill amendant les diverses lois concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, et la question étant mise aux voix,—Elle est négative.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Descarries,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corporation les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Hackett, secondé par M. Cooke,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill concernant la succession de James McCready soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

M. Descarries propose, secondé par M. Tellier, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill intitulé : " Loi confirmant la vente par Ann-Maria Devins aux commissaires d'écoles catholiques romains, de la cité de Montréal, d'un immeuble lui venant de la succession de son père, feu Peter Devins ", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, et la question étant mise aux voix,—Elle est négative.

M. Dechène propose, secondé par M. Turgeon, Que l'original de la motion mentionnée aux Procès-Verbaux de cette Chambre, page 332, et se lisant comme suit :

"L'honorable M. Taillon, député pour la division électorale de Chambly, se lève de son siège, et demande que les paroles qui viennent d'être prononcées par le député de L'Islet, soient entrées dans le Procès-Verbal et les Journaux de cette " Chambre ", soit déposé sur le bureau de cette Chambre pour l'information des honorables députés.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lahberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (de Rimouski)</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Girouard,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marlineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean)</i>	<i>Morris,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgran,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chateaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve.—42.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lacouture,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. Spencer, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre de lundi, le 6 février courant, renvoyant au comité spécial permanent de législation et lois expirantes le Bill modifiant la loi concernant les Corporations de ville soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit replacé sur les ordres du jour pour comité général de la Chambre pour la première séance, demain.

La Chambre en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui, — Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill relatif à l'Agriculture.)

Et la question étant de nouveau proposée, — elle est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à cette séance.

M. Cholette propose, secondé par M. Petit, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill du Conseil législatif intitulé : “ Loi modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens ”, tel que rapporté, ce jour, du comité spécial auquel il a été référé ; et la question étant mise aux voix, — Elle est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Cartier propose comme amendement à la motion, secondé par M. Parizeau Que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ le bill soit renvoyé de nouveau au comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender de manière à être remis dans le même état qu'il était lorsqu'il a été reçu du Conseil législatif ”.

L'honorable M. Casgrain propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable N. Nantel, Que les mots : “ avec instruction de l'amender de manière à être remis dans le même état qu'il était lorsqu'il a été reçu du Conseil législatif, ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ pour plus ample étude et pour permettre de l'amender, s'il y a lieu ”.

Et un débat s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin

Vendredi, 24 février 1893.

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>King,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Villeneuve.—42.</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Magnan,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Ste-Marie.—22.</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Gosselin,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors, la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Que le bill soit renvoyé de nouveau au comité de toute la Chambre pour plus ample étude et pour permettre de l'amender, s'il y a lieu,—la proposition est résolue affirmativement.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu, la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi relative au commissaire des incendies pour la cité de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant la vente des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Dame Marie-Emélie Crevier et de feu Narcisse-M. Lecavalier " ;

Bill intitulé : " Loi confirmant la vente par Ann-Maria Devins aux commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal, d'un immeuble lui venant de la succession de son père, feu Peter Devins " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à donner à Dame Léa-Addée Drolet, épouse d'Odilon-Jean Dion, un certificat de licence de pharmacie " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic " ;

Bill intitulé : " Loi refondant la loi organique de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières " ;

Bill intitulé : " Loi octroyant une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à St-Hyacinthe " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie hypothécaire ".

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant les lois qui constituent en corporation la cité de Québec " ;

Bill intitulé : " Loi divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec-Nord en deux municipalités séparées ".

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la *Dominion Abattoir and Stockyards Company* ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri ", lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant les lois qui constituent en corporation la cité de Québec ", lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec Nord en deux municipalités séparées", lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill constituant en corporation la "*Dominion Abattoir and Stockyards Company*," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Que le nom de M. Turgeon soit substitué à celui de M. Girard (Rouville) comme membre du comité spécial permanent des privilèges et élections.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 24 février 1893.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour corriger certaines erreurs du cadastre de la paroisse de St-Jude et de l'Immaculée Conception de St-Ours", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Lacouture, secondé par M. Cartier,

Ordonné, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte pour corriger certaines erreurs du cadastre de la paroisse de St-Jude et de l'Immaculée Conception de St-Ours", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative aux registres de l'état civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill pour détacher de St-Sévère, dans le comté de St-Maurice, certains lots de terre et les annexer à la paroisse de St-Paulin, dans le comté de Maskinongé, pour les fins électorales, municipales, scolaires, d'enregistrement et autres fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. l'Orateur présente à la Chambre le premier rapport du comité conjoint de la Bibliothèque, qui se lit comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il s'est réuni, le 23 février, pour la première fois, dans la salle des délibérations du Conseil législatif.

Votre comité a élu pour son Président l'honorable M. Boucher de la Bruère, orateur du Conseil législatif.

Votre comité a enfin résolu de fixer le quorum de ses assemblées à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par M. Bernatchez, que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ en consentant à accorder des subsides à Sa Majesté, cette Chambre déclare :

Que le gouvernement de Boucherville est arrivé au pouvoir en prenant l'engagement d'améliorer la position financière de cette Province qu'il prétendait compromise, au moyen d'une rigoureuse économie et sans surcharger le peuple de nouveaux impôts ;

Que c'est en considération de cet engagement que ce ministère a obtenu aux dernières élections générales l'appui de la majorité populaire ;

Qu'au lieu de pratiquer l'économie promise d'une manière sérieuse et efficace, il a maintenu le chiffre de nos dépenses annuelles à un taux que ses membres et ses partisans avaient eux-mêmes dénoncé comme exorbitant et alarmant. (Discours de l'honorable M. Hall à la salle Windsor, pages 33 et 34) ;

Que, loin de réduire les dépenses contrôlables, comme il l'avait promis, aux taux approximatifs de celles encourues pour l'année 1885-86, qu'il citait pour modèle, il s'est montré, ainsi que le gouvernement actuel, composé en entier,

moins un, des membres du ministère de Boucherville, incapable de les diminuer d'une manière sensible, comme le fait voir le tableau suivant :

Dépenses pour l'administration de la justice pour 1885-1886....	\$ 478,506 00
Pour l'année 1892-93.....	624,908 00
Différence en plus pour 1892-93.....	146,402 00
Dépenses du gouvernement civil pour 1885-86.....	183,514 00
Pour l'année 1892-93.....	253,967 00
Différence en plus pour 1892-93.....	70,453 00
Dépenses diverses pour 1885-86.....	239,580 00
Pour 1892-93.....	360,748 00
Différence en plus pour 1892-93.....	121,168 00

Que les retranchements dans les dépenses publiques annoncés par l'honorable Trésorier de cette province dans son discours sur le budget, prononcé devant cette Chambre le 20 mai 1892, et énumérés dans un tableau reproduit à la page 33 de ce discours, ne sont pas réels, mais que les chiffres qui les indiquent ne sont en grande partie que le résultat d'un changement dans la méthode de comptabilité par lequel il accumule au compte de la dépense de 1891-92 des déboursés qui, par leur nature, se répandent sur une plus grande période ;

Que c'est ainsi, pour n'en citer qu'un exemple entre plusieurs, que le compte de la dépense des asiles d'aliénés expirant pour chaque année révolue, d'après la comptabilité antérieurement suivie, au 31 mars, a été inscrit dans les comptes publics de l'année 1891-92, pour la période qui s'est écoulée depuis le 31 mars 1891 jusqu'au 30 juin 1892, c'est-à-dire pour quinze mois au lieu d'une année, mettant ainsi sous ce chef au compte de 1891-92 une dépense de \$69,668.00 imputable, d'après la méthode précédemment suivie, au compte de 1890-91 et grossissant d'autant et erronément la prétendue réduction dans la dépense de 1892-93 (Voir comptes publics de 1890-91, pages 144 et 145, et comptes publics de 1891-92, pages 166 et 167) ;

Que cette nouvelle méthode de comptabilité a produit de semblables résultats pour de forts montants dans les dépenses applicables, dans ces deux années, aux comptes des protonotaires, greffiers, coroners et magistrats de districts et au compte des dépenses diverses ;

Que le résidu de ces prétendues réductions attribuées à l'exercice de l'année 1892-93 s'applique pour une très forte partie à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation, savoir : \$29,296.00 à l'instruction publique, \$89,927.00 à l'agriculture, la colonisation et l'émigration ;

Que ce tableau ne représente pas une économie réelle, mais, quant à plusieurs items, un simple déplacement de chiffres sans réduction sensible, sauf

pour les services importants de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation ;

Que, contrairement à leurs énoncés faits durant la période électorale, les deux gouvernements susnommés, au lieu d'équilibrer leur budget au moyen d'une économie réelle, ont eu recours à des impôts onéreux et injustes pour rencontrer la dépense publique, toujours maintenue à un taux condamné par eux-mêmes comme excessif ;

Que, même avec l'excédant de revenus produit par ces taxes nouvelles et calculé par l'hon. Trésorier, dans son discours sur le budget prononcé le 31 janvier dernier, pages 12 et 15, à \$500,000 pour 1892-93 et à \$560,000 pour l'année 1893-94, le gouvernement n'a pas réussi à établir entre nos recettes et nos dépenses annuelles l'équilibre promis, ainsi que le fait voir le discours budgétaire du 31 janvier dernier qui admet un déficit de \$509,111.00 dans le budget des recettes et des dépenses de 1892-93, et un déficit de \$288,537.00 dans celui de 1893-94 ;

Qu'en conséquence les deux dits gouvernements ont failli à la mission qu'ils se sont attribuée."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Savaria, secondé par M. Villeneuve,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7½ heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie, P. M.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De William Kennedy et autres propriétaires de la rue Bleury, cité de Montréal, demandant que les dispositions de l'acte Victoria 54 : "Loi amendant la charte de la cité de Montréal, concernant l'élargissement de la rue Bleury" ne soient pas amendées ;

Et de "The Presbytery of Quebec" en rapport avec l'Eglise presbytérienne en Canada, demandant que le bill intitulé : "Loi concernant l'usage du tabac par les mineurs," devienne loi.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1893, pour un état nominatif des immigrants placés en cette Province, durant l'année 1892, par l'entremise des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec, respectivement, le dit état indiquant les divers lieux de provenance des dits immigrants et les endroits où ils se sont fixés en cette Province. (*Document de la session No 56*).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 janvier 1893, pour une copie du contrat pour l'impression du Journal d'Agriculture, donnant :

Les noms des rédacteurs et autre employés y attachés ;

Le coût de l'impression ;

Le coût de revient de chaque numéro pour le gouvernement ;

Le nombre d'abonnements et à quel prix ;

Le tirage total ;

Le total du montant déduit de chaque société d'agriculture. (*Document de la session No 57*).

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William-Hughes Davidson, au nombre de ses membres, après examen, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour plus ample considération.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher de la paroisse de St-Sévère, dans le comté de St-Maurice, certains lots de terre et les annexer à la paroisse de St-Paulin, dans le comté de Maskinongé, pour les fins électorales, municipales, scolaires, d'enregistrement et autres fins quelconques étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi divisant et érigeant la municipalité de St-Roch de Québec-Nord en deux municipalités séparées ”, lesquels sont lus la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au Bill intitulé : “ Loi pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ”, étant lu ;

Les amendements, depuis le premier jusqu'au septième inclusivement, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

La seconde clause du huitième amendement, étant lue comme suit, savoir :

“ 5. Le paragraphe premier de l'article 22 de l'acte 55-56 Victoria, chapitre 49, est abrogé et remplacé par le suivant :

“ 22 Le coût de l'expropriation faite pour le prolongement de la rue Ste-Catherine depuis la rue du Hâvre jusqu'à la rue Desery, dans le quartier Hochelaga, sera payé comme suit : la moitié par la cité, et la balance par les propriétaires riverains de la rue Ste-Catherine, de la façon suivante : un quart par les propriétaires riverains de la dite rue, dans le quartier d'Hochelaga, entre la rue du Hâvre et les limites est de la cité, et l'autre quart par les propriétaires riverains de la dite rue, entre la rue du Hâvre et la rue St-Alexandre.

Un rôle de répartition pour mettre à effet la présente loi sera fait d'après les dispositions de la charte ; mais cette répartition ne sera faite que sur une profondeur de 75 pieds sur chacun des immeubles situés de chaque côté de la rue ”.

M. Morris propose, secondé par M. Normand, Que le huitième amendement soit retranché ; et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit amendement ainsi amendé soit adopté,—la proposition est résolue affirmativement.

Alors, les amendements subséquents étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau les actes qui incorporent la cité de Québec, " lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de St-Henri ", lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie dite " *The Dominion Abattoir and Stockyards Company*, " lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Girard (Rouville).—Quand, à la sollicitation de qui, et pour quelle raison le gouvernement a-t-il révoqué la commission de la paix dans le comté de Berthier ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les juges de paix pour le comté de Berthier ont été révoqués le 10 février 1893. La raison de cette révocation était que le gouvernement voulait renouveler la commission de la paix pour le district de Richelieu. La révocation des juges de paix, pour le comté de Berthier en particulier, a été recommandée par M. Aillard, le député du comté.

Par M. Lussier.—1. Le nombre des employés du bureau du protonotaire de Montréal a-t-il été diminué depuis que l'honorable Procureur-général est entré en charge ?

2. Si oui, de combien ?
3. Le nombre des employés de ce dit bureau a-t-il augmenté dans la dite période ?
4. Si oui, de combien ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Un employé dont le salaire était de \$1600.00 a été remercié de ses services, et un autre employé dont le salaire est de \$800.00, a été nommé.

Par M. Lussier.—1. Le gouvernement ou les ministres, individuellement, se sont-ils enquis auprès de leurs employés des noms de ceux qui collaboraient à certains journaux ?

2. La mesure était-elle générale ou s'appliquait-elle à certain journal en particulier ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'interdire à ses employés toute collaboration aux journaux ou seulement de restreindre ce droit de collaboration à certaines feuilles de son choix ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement n'a pas fait d'enquête là-dessus.

Si, au lieu de simples rumeurs on lui fait parvenir des renseignements certains, il les mettra à profit.

2. Quelle mesure ?

3. Oui, sans distinction.

Par M. Lussier.—1. Le gouvernement a-t-il échangé une correspondance avec le shérif, ou le protonotaire de Montréal, aux environs du mois de mai, relativement à la destitution de M. Adéodas Prévost, gardien des archives ?

2. N'est-il pas vrai que M. Adéodas Prévost avait d'abord été destitué, puis que sa destitution a été retirée ?

3. Pour quels motifs ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui.

2. Oui.

3. Sur les représentations du shérif de Montréal ; mais son salaire a été réduit à \$600.00.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Morin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état constatant la division, par comté, de la somme de \$75,000 votée à la dernière session pour les chemins de colonisation.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé " loi modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens ", étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi concernant les corporations de villes ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corporation la Compagnie hypothécaire soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le dit honoraire a déjà été payé l'année dernière, pour le même bill, et que ce bill n'a pas été sanctionné.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Bédard,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corporation l'Alliance Nationale soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Doyon, secondé par M. Simpson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état indiquant :—1. Le nombre de seigneuries et de fiefs que possède le gouvernement de la province de Québec ;

2. La valeur représentée par ces différentes propriétés.

3. Le montant qu'en a retiré le gouvernement sous forme de rente ou autrement, depuis la Confédération ;

4. Le montant de la commission payée pour collections.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et lequel amendement comporte que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : " en consentant à accorder des subsides à Sa Majesté, cette Chambre déclare :

Que le gouvernement de Boucherville est arrivé au pouvoir en prenant l'engagement d'améliorer la position financière de cette Province qu'il prétendait com-

promise, au moyen d'une rigoureuse économie et sans surcharger le peuple de nouveaux impôts ;

Que c'est en considération de cet engagement que ce ministère a obtenu aux dernières élections générales l'appui de la majorité populaire ;

Qu'au lieu de pratiquer l'économie promise d'une manière sérieuse et efficace, il a maintenu le chiffre de nos dépenses annuelles à un taux que ses membres et ses partisans avaient eux-mêmes dénoncé comme exorbitant et alarmant. (Discours de l'honorable M. Hall à la salle Windsor, pages 33 et 34) ;

Que, loin de réduire les dépenses contrôlables, comme il l'avait promis, aux taux approximatifs de celles encourues pour l'année 1885-86, qu'il citait pour modèle, il s'est montré, ainsi que le gouvernement actuel, composé en entier, moins un, des membres du ministère de Boucherville, incapable de les diminuer d'une manière sensible, comme le fait voir le tableau suivant :

Dépenses pour l'administration de la justice pour 1885-86.....	\$ 478,506 00
Pour l'année 1892-93.....	624,908 00
Différence en plus pour 1892-93.....	\$ 146,402 00
Dépenses du gouvernement civil pour 1885-86.....	\$ 183,514 00
Pour l'année 1892-93.....	253,967 00
Différence en plus pour 1892-93.....	\$ 70,453 00
Dépenses diverses pour 1885-86.....	\$ 239,580 00
Pour 1892-93.....	\$ 360,748 00
Différence en plus pour 1892-93.....	\$ 121,168 00

Que les retranchements dans les dépenses publiques annoncés par l'honorable Trésorier de cette Province dans son discours sur le budget, prononcé devant cette Chambre le 20 mai 1892, et énumérés dans un tableau reproduit à la page 33 de ce discours, ne sont pas réels, mais que les chiffres qui les indiquent ne sont en grande partie que le résultat d'un changement dans la méthode de comptabilité par lequel il accumule au compte de la dépense de 1891-92 des déboursés qui, par leur nature, se répandent sur une plus grande période ;

Que c'est ainsi, pour n'en citer qu'un exemple entre plusieurs, que le compte de la dépense des asiles d'aliénés expirant pour chaque année révolue, d'après la comptabilité antérieurement suivie, au 31 mars, a été inscrit dans les comptes publics de l'année 1891-92, pour la période qui s'est écoulée depuis le 31 mars 1891 jusqu'au 30 juin 1892, c'est-à-dire pour quinze mois au lieu d'une année, mettant ainsi sous ce chef au compte de 1891-92 une dépense de \$69,668.00 imputable, d'après la méthode précédemment suivie, au compte de 1890-91 et grossissant d'autant et erronément la prétendue réduction dans la dépense de 1892-93. (Voir comptes publics de 1890-91, pages 144 et 145, et comptes publics de 1891-92, pages 166 et 167) ;

Que cette nouvelle méthode de comptabilité a produit de semblable résultats pour de forts montants dans les dépenses applicables, dans ces deux années, aux comptes des protonotaires, greffiers, coroners et magistrats de districts et au compte des dépenses diverses ;

Que le résidu de ces prétendues réductions attribuées à l'exercice de l'année 1892-93 s'applique pour une très forte partie à l'Instruction publique, à l'Agriculture et à la Colonisation, savoir : \$29,296.00 à l'Instruction publique, \$89,927.00 à l'Agriculture, la colonisation et l'émigration ;

Que ce tableau ne représente pas une économie réelle, mais, quant à plusieurs items, un simple déplacement de chiffres, sur réduction sensible, sauf pour les services importants de l'Instruction publique, de l'Agriculture et de la Colonisation ;

Que, contrairement à leurs énoncés faits durant la période électorale, les deux gouvernements susmentionnés, au lieu d'équilibrer leur budget au moyen d'une économie réelle, ont eu recours à des impôts onéreux et injustes pour rencontrer la dépense publique, toujours maintenue à un taux condamné par eux-mêmes comme excessif ;

Que, même avec l'excédant de revenus produit par ces taxes nouvelles et calculé par l'hon. Trésorier, dans son discours sur le budget prononcé le 31 janvier dernier, pages 12 et 15, à \$500,000 pour 1892-93 et à \$560,000 pour l'année 1893-94, le gouvernement n'a pas réussi à établir entre nos recettes et nos dépenses annuelles l'équilibre promis, ainsi que le fait voir le discours budgétaire du 31 janvier dernier, qui admet un déficit de \$309,111.00 dans le budget des recettes et des dépenses de 1892-93, et un déficit de \$288,537.00 dans celui de 1893-94 ;

Qu'en conséquence les deux dits gouvernements ont failli à la mission qu'ils se sont attribuée ”.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Dechêne,*

*Gillies,
Girouard,
Gladu,
Gosselin,
Laliberté,*

*Lussier,
Marchand,
Mercier,
Morin,
Parent,*

*Pinault,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—19.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baher,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture.</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétréau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.— 43.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie du Haras National, 4^{ème} paiement sur 5 égaux—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'agrandissement du Palais de justice de Montréal, y compris \$123,000 revotées ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, durant cette séance.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie du Haras National, 4ème paiement sur 5 égaux—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890 : pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'agrandissement du Palais de justice de Montréal, y compris \$123,000 revotées ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 25 février 1893.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Turgeon propose, comme amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf), Que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté ; mais elle regrette que le gouvernement ait cru devoir payer une somme de \$400.00 à M. Christopher Robinson, avocat, d'Ontario, pour des consultations, des frais de voyage et des déboursés en rapport avec le procès Mercier ”.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Caron,
Dechène,

Gillies,
Girouard,
Gladu,
Gosselin,
Laliberté,

Lussier,
Marchand,
Mercier,
Morin,
Parent,

Pinault,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Turgeon.—19.

CENTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pe't,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétréau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—43.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix :

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu durant cette séance.

M. Duplessis informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération ultérieure de la première résolution rapportée, mercredi, le 8 février courant, du

comité des subsides, et qui avait alors été ajournée ; et elle est lue de nouveau comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. Tessier (Rimouski) propose, comme amendement, secondé par M. Turgeon, Que tous les mots : “ en donnant son concours à cette résolution, cette Chambre constate que le gouvernement n'a pas accompli l'engagement qu'il avait pris de réorganiser le service civil de manière à en diminuer les dépenses et à en placer le fonctionnement sur un strict pied d'affaires”, soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (de Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (de Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—43.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable Trésorier Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Dechène, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre regrette, qu'après avoir constaté, par le dernier recensement, le dépeuplement considérable de nos campagnes le gouvernement ait cru devoir diminuer les octrois en faveur de l'agriculture dans le budget soumis à la considération de cette Chambre."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin.</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon.—19.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dup'essis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn.</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St. Jean)</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Villeneuve.—43.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu durant cette séance.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure des 2ème, 4ème, 5ème et 6ème résolutions, rapportées, mercredi, le 8 février courant, du comité des subsides, qui avaient alors été ajournées, et les dites résolutions sont lues de nouveau comme suit :

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Québec, et des magistrats de police, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie de N.-D. de Montfort ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, mardi, le 14 février courant, et qui ont été alors ajournées ; et elles sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent trente et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission Royale, re " La Compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel ", pour défrayer la balance des dépenses encourues par la Commission Royale, instituée par O. C., No. 347 du 25 juin 1892 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille cent soixante et dix-neuf piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations des édifices publics, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille sept cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Statues par Hébert, pour le Palais législatif (revoté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, pour améliorer le système de chauffage et finir les vitrines du musée ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale McGill, pour compte d'ameublement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier, paiement des comptes pour fourniture de meubles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cent seize piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux

dépenses de constructions, pour ponts en fer dans les municipalités, obligations antérieures au 17 décembre 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appareils de chauffage des Palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'ameublement du nouveau Palais de justice et prison à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mur d'enceinte du nouveau Palais de justice et prison à Bryson ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la maison de détention, cour de magistrats et bureau d'enregistrement à Ste-Anne des Monts (revoté) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, jeudi, le 16 février courant, et qui ont été alors ajournées ; et elles sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et frais de bureau d'un agent, en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, S. R. P. Q., art. 2744, chap. 110, section 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, en vertu du S. R. P. Q., titre 7, chap. 3, section 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du service du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries (par le département des Terres de la Couronne) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes impayés du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts (par le département des Terres de la Couronne) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs de la Providence de L'Assomption, quatrième et dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Couvent de St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, troisième paiement sur six égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pension annuelle de Madame Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour aider à la publication des rapports judiciaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du chemin de fer de Q. M. O. & O. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération des résolutions rapportées du comité des subsides, vendredi, le 17 février courant, et qui ont été alors ajournées ; et elles sont lues de nouveau, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à l'encouragement de l'agriculture en général : publications sur l'agriculture, école d'agriculture dans les cantons de l'Est, etc., etc., encouragement aux silos ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Journaux d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour appliquer les dispositions de l'acte des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7, ch. 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'industrie laitière, St-Hyacinthe, 1er paiement sur 5 égaux, indépendamment des \$2,000 accordées par l'O. C., No 506, du 23 septembre 1892 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'encouragement de la culture de la betterave ; bonus de 50 cents par tonne aux producteurs—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890 ; ne devant pas excéder \$12,000 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération des résolutions rapportées, mardi, le 21 février courant, du comité des subsides, et qui ont été alors ajournées ; et elles sont lues de nouveau, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de révision du Code de procédure civile ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et les dites résolutions sont adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : “ Loi constituant en corporation l'Alliance Nationale ” ;

Bill intitulé : “ Acte pour amender de nouveau le Statut 48 Victoria, chapitre 74, intitulé : “ Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal ” ;

Bill intitulé : “ Loi concernant la Compagnie de prêts mutuels et de placements du Canada ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant l'article 4055a des Statuts refondus ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant la charte de la ville de Maisonneuve ” ;

Bill intitulé : “ Loi amendant la loi des manufactures de Québec ” ;

Bill intitulé : “ Loi amendant la loi relative à l'organisation judiciaire ;

Bill intitulé : “ Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement ;

Bill intitulé : “ Loi amendant la loi concernant l'agriculture relativement aux sociétés horticulture et de pomologie ”.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : “ Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ”, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi modifiant les diverses lois concernant la la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ”, lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill relatif à l'agriculture ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles et pour d'autres fins ”.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au soin, à la garde et à l'entretien, après le trente avril prochain, des aliénés qui sont ou seront internés à l'Asile de Beauport, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le contrat avec les propriétaires actuels de l'Asile de Beauport expire le trente avril prochain ;

Que, par un ordre en conseil en date du six juillet dernier et approuvé le 8 juillet aussi dernier, il a été déclaré qu'il est opportun de confier à une communauté religieuse le soin des aliénés dans l'Asile de Beauport ;

Que la communauté des Sœurs de la Charité à Québec s'est déclarée prête à se charger du soin des dits aliénés, et à acheter, à cette fin, l'Asile de Beauport et ses dépendances ;

Qu'une expertise a eu lieu afin d'établir la valeur du dit asile, de ses dépendances, et de tout ce qu'il contient ;

Que la dite expertise ne devait pas lier les parties, et qu'elle devait être terminée le ou avant le 15 août dernier, mais qu'elle n'a pas été faite et terminée dans le délai fixé ;

Que les experts nommés ont fait des rapports différents, deux d'entre eux donnant une valeur commerciale d'au-delà de \$700,000.00 au dit asile, à ses dépendances, et à ce qu'il contient, et un autre des dits experts évaluant le tout à \$311,000.00 ;

Que vu cette différence considérable entre les rapports des experts, il a été impossible aux parties intéressées d'en arriver à une solution ;

Qu'il convient de faire maintenant un arrangement temporaire qui permettra au gouvernement d'étudier davantage la question, et d'en arriver à une décision favorable à l'intérêt public ;

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à faire un contrat pour un an avec la dite communauté des Sœurs de la Charité à Québec, ou avec toute autre communauté religieuse pour le soin, la garde et l'entretien des aliénés dans l'Asile de Beauport ;

Que le dit contrat sera basé sur la lettre officielle écrite par la dite communauté des Sœurs de la Charité, et portant la date du trente et un octobre dernier, et ce, tant pour le prix payable par année et par tête, que pour l'entrée et la sortie des malades, les congés temporaires, et aussi pour tous les autres soins que les dits malades devront recevoir sur le prix de cent piastres mentionné dans la dite lettre, il sera fait une réduction, selon que la communauté religieuse qui entreprendra le soin des malades sera, ou ne sera pas, propriétaire ou locataire des meubles et immeubles ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à louer des propriétaires actuels de l'Asile de Beauport le dit asile et ses dépendances, pour l'espace d'un an, à compter du premier de mai prochain, le gouvernement se chargeant pendant la dite année des réparations purement locatives ;

Que le loyer sera fixé par des arbitres qui devront déclarer quelle est la valeur du dit loyer de ces immeubles pour un an ;

Que les dits arbitres seront choisis comme suit : un par les propriétaires de l'Asile de Beauport, un autre par le gouvernement, et le troisième par les deux premiers, ce dernier devant être choisi dans la dite cité de Montréal ;

Que, si les deux arbitres ne peuvent s'entendre dans le délai qui sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour la nomination du tiers-arbitre, la nomination du tiers-arbitre sera faite par un juge de la Cour Supérieure en Chambre au Palais de justice à Montréal ;

Qu'aucun des arbitres ne pourra être choisi parmi les personnes qui ont déjà agi comme arbitre ou expert sur l'évaluation totale ou partielle de l'Asile de Beauport ou de quelques parties d'icelui ;

Que les meubles, meubles meublant, linge de corps, denrées et généralement toutes provisions contenues dans le dit Asile de Beauport et ses dépendances servant à son exploitation et destinés à l'usage des patients et du personnel du dit asile, seront vendus par les propriétaires actuels de l'Asile de Beauport à la communauté religieuse avec laquelle le gouvernement passera un contrat comme susdit, moyennant un prix qui sera fixé par l'arbitrage, de la même manière et par les mêmes arbitres que ceux dont il est fait mention ci-haut pour l'évaluation du loyer des immeubles pour un an ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à garantir aux propriétaires de l'Asile de Beauport le paiement du prix des ventes des dits effets mobiliers, ou à garantir le paiement du capital et de l'intérêt sur tout emprunt que la dite communauté religieuse pourra faire pour payer le prix des dits meubles et biens meubles ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé, au cas où un arrangement définitif ne serait pas fait avec la même communauté religieuse, pour la garde et l'entretien des aliénés après le premier mai 1894, à rembourser à la dite communauté religieuse la valeur en capital des dits effets mobiliers à être déterminée entre le gouvernement et la dite communauté religieuse, et, à défaut d'entente, par les arbitres nommés de la même manière que ci-haut indiqué ;

Que, s'il était possible d'en arriver, avant le premier mai prochain, à une entente avec les propriétaires actuels de l'Asile de Beauport et la dite communauté des Sœurs de la Charité, ou une autre communauté religieuse, en vertu de laquelle la dite communauté religieuse pourrait acquérir les meubles et immeubles appartenant aux propriétaires actuels de l'Asile de Beauport, le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé, s'il le juge à propos et aux conditions qu'il lui plaira fixer, de passer un contrat basé sur la dite lettre des Sœurs de la Charité ci-haut mentionnée et portant la date du trente et un octobre dernier ;

Que les arrangements autorisés par les présentes résolutions ne pourront en aucun temps être interprétés comme un engagement tacite ou implicite d'acheter en aucun temps le dit Asile de Beauport et ses dépendances ;

Que tout arrangement qui sera fait sera soumis à la Législature à sa prochaine session, et ne vaudra que s'il est ratifié par icelle ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à prendre toute décision et faire tout acte nécessaire pour mettre à exécution les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que le contrat avec les propriétaires actuels de l'Asile de Beauport expire le trente avril prochain ;

Que, par un ordre en conseil en date du six juillet dernier et approuvé le 8 juillet aussi dernier, il a été déclaré qu'il est opportun de confier à une communauté religieuse le soin des aliénés dans l'Asile de Beauport ;

Que la communauté des Sœurs de la Charité à Québec s'est déclarée prête à se charger du soin des dits aliénés, et à acheter à cette fin l'Asile de Beauport et ses dépendances ;

Qu'une expertise a eu lieu afin d'établir la valeur du dit asile, de ses dépendances, et de tout ce qu'il contient ;

Que la dite expertise ne devait pas lier les parties, et qu'elle devait être terminée le ou avant le 15 août dernier, mais qu'elle n'a pas été faite et terminée dans le délai fixé ;

Que les experts nommés ont fait des rapports différents, deux d'entre eux donnant une valeur commerciale d'au-delà de \$700,000.00 au dit asile, à ses dépendances, et ce qu'il contient, et un autre des dits experts évaluant le tout à \$311,000.00 ;

Que vu cette différence considérable entre les rapports des experts, il a été impossible aux parties intéressées d'en arriver à une décision favorable à l'intérêt public ;

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à faire un contrat pour un an avec la dite communauté des Sœurs de la Charité à Québec,

ou avec toute autre communauté religieuse pour le soin, la garde et l'entretien des aliénés dans l'Asile de Beauport ;

Que le dit contrat sera basé sur la lettre officielle écrite par la dite communauté des Sœurs de la Charité, et portant la date du trente et un octobre dernier, et ce, tant pour le prix payable par année et par tête, que pour l'entrée et la sortie des malades, les congés temporaires, et aussi pour tous les autres soins que les dits malades devront recevoir sur le prix de cent piastres mentionné dans la dite lettre il sera fait une réduction, selon que la communauté religieuse qui entreprendra le soin des malades sera, ou ne sera pas, propriétaire ou locataire des meubles et immeubles ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à louer des propriétaires actuels de l'Asile de Beauport le dit asile et ses dépendances, pour l'espace d'un an, à compter du premier de mai prochain, le gouvernement se chargeant pendant la dite année des réparations purement locatives ;

Que le loyer sera fixé par des arbitres qui devront déclarer quelle est la valeur du dit loyer de ces immeubles pour un an ;

Que les dits arbitres seront choisis comme suit : un par les propriétaires de l'asile de Beauport, un autre par le gouvernement, et le troisième par les deux premiers, ce dernier devant être choisis dans la dite cité de Montréal ;

Que si les deux arbitres ne peuvent s'entendre dans le délai qui sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour la nomination du tiers-arbitre, la nomination du tiers-arbitre sera faite par un juge de la Cour Supérieure en chambre au Palais de justice à Montréal ;

Qu'aucun des arbitres ne pourra être choisi parmi les personnes qui ont déjà agi comme arbitre ou expert sur l'évaluation totale ou partielle de l'Asile de Beauport ou de quelques parties d'icelui ;

Que les meubles, meubles meublant, linge de corps, denrées et généralement toutes provisions contenues dans le dit Asile de Beauport et ses dépendances, servant à son exploitation et destinés à l'usage des patients et du personnel du dit asile, seront vendus par les propriétaires actuels de l'Asile de Beauport à la communauté religieuse avec laquelle le gouvernement passera un contrat comme susdit, moyennant un prix qui sera fixé par l'arbitrage, de la même manière et par les mêmes arbitres que ceux dont il est fait mention ci-haut pour l'évaluation du loyer des immeubles pour un an ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à garantir aux propriétaires de l'Asile de Beauport le paiement du prix des ventes des dits effets mobiliers, ou à garantir le paiement du capital et de l'intérêt sur tout emprunt que la dite communauté religieuse pourra faire pour payer le prix des dits meubles et biens meubles ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé, au cas où un arrangement définitif ne serait pas fait avec la même communauté religieuse, pour la garde et l'entretien des aliénés après le premier mai 1894, à rembourser à la dite communauté religieuse la valeur en capital des dits effets mobiliers à être

déterminée entre le gouvernement et la dite communauté religieuse, et, à défaut d'entente, par des arbitres nommés de la même manière que ci-haut indiqué ;

Que, s'il était possible d'en arriver, avant le premier mai prochain, à une entente avec les propriétaires actuels de l'Asile de Beauport et la dite communauté des Sœurs de la Charité, ou une autre communauté religieuse, en vertu de laquelle la dite communauté religieuse pourrait acquérir les meubles et immeubles appartenant aux propriétaires actuels de l'Asile de Beauport, le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé, s'il le juge à propos et aux conditions qu'il lui plaira fixer, de passer un contrat basé sur la dite lettre des Sœurs de la Charité ci-haut mentionnée et portant la date du trente et un octobre dernier ;

Que les arrangements autorisés par les présentes résolutions ne pourront en aucun temps être interprétés comme un engagement tacite ou implicite d'acheter en aucun temps le dit Asile de Beauport et ses dépendances ;

Que tout arrangement qui sera fait sera soumis à la Législature à sa prochaine session, et ne vaudra que s'il est ratifié par icelle ;

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à prendre toute décision et faire tout acte nécessaire pour mettre à exécution les présentes résolutions.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill relatif aux rôles d'évaluation municipale, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 10, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 17, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill validant certains actes de transmission d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191*a* des Statuts refondus, étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé "Acte pour corriger certaines erreurs dans le cadastre des paroisses de St-Jude et de l'Immaculée Conception de St-Ours", étant lu ;

M. Lacouture propose, secondé par M. Cartier, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue négativement.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1893, pour copie du contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et la Compagnie du Haras National, le 14 janvier 1891, ou à toute autre date. (*Document de la session No 58*)

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 25 février 1893.

Trois heures, P. M.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Hackett,

Ordonné, Que l'indemnité des députés qui n'ont pas pris leur siège pendant les sessions de 1892 et de 1893, pour excuse par maladie ou absence de la Province, ou parce qu'ils étaient forcément engagés ailleurs, leur soit payée comme s'ils l'eussent pris au commencement de ces sessions et s'ils eussent siégé plus de trente jours, laissant à déduire de cette indemnité le montant des jours pendant lesquels ils n'ont pas assisté aux séances.

M. Hackett, du comité spécial permanent des comptes publics, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport que, durant la présente session, votre comité a eu neuf séances, savoir : le 27 et le 31 janvier dernier ; les 10, 14, 17, 21, 22, 23 et 25 du présent mois de février.

Que votre comité s'est enquis de certains items entrés dans les comptes publics, savoir :

(a)	Victor Lafrance.....	\$ 2430.68
(b)	" "	913.25
(c)	" "	52.88
(d)	" "	99.00
(e)	" "	900.00
(f)	" "	2009.00

Que votre comité recommande qu'il est désirable d'établir un système uniforme pour l'achat de la papeterie, par compétition publique, accompagnée d'échantillons des articles requis.

Que votre comité a pris connaissance des faits relatifs au paiement de \$28,546.00 payées à des créanciers de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (comptes publics 1890-91).

Que plusieurs témoins ont été examinés et des documents produits : lesquels dépositions et documents sont entre les mains de votre comité.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que toute la preuve faite et tous les documents produits se rapportant à cette enquête soient imprimés sans retard.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que ce rapport et les documents qui l'accompagnent soient référés au comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

L'honorable M. Hall, du comité spécial sur le Bill établissant l'impôt sur les biens meubles, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération ce bill qui implique le principe de la taxation des biens meubles.

Votre comité a aussi examiné plusieurs ouvrages et rapports officiels écrits sur la taxation des biens meubles. Ce sujet est non seulement d'un grand intérêt, mais aussi d'une grande importance, et votre comité désire l'étudier à fond avant d'en décider le principe ; il est désirable aussi d'obtenir et de prendre en considération l'opinion des principaux citoyens de la province en cette matière. Dans cet état de choses, votre comité est d'avis qu'il serait bon de remettre le bill (No 89), soumis actuellement au comité, à la prochaine session, alors que votre comité croit pouvoir donner à la Chambre des renseignements plus complets.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant et refondant les lois concernant la ville de la Côte Saint-Antoine " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Bellechasse " ;

Bill intitulé : " Loi décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer St-Jean et Sorel et les lois qui l'amendent ;

Bill intitulé : " Loi autorisant la Compagnie dite *The Cote St-Antoine Company* à vendre une partie de la *Western Avenue*, et accordant de plus amples pouvoirs à la dite Compagnie ".

Et aussi le Conseil législatif a passé, sans amendement, le bill intitulé : " Loi autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy à vendre, par ventes volontaires, les immeubles de ces successions ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et St-Laurent ", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi modifiant et refondant les lois concernant la ville de la Côte Saint-Antoine ", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation la " Compagnie de téléphone de Bellechasse ", lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer St-Jean et Sorel et les lois qui l'amendent, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant la Compagnie dite *The Côte St-Antoine Company* à vendre une partie de la *Western Avenue* et accordant de plus amples pouvoirs à la dite compagnie ", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Pelletier secrétaire de la province, présente—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 2 février 1893, demandant une copie de

l'ordre en conseil nommant Joseph Brault, cultivateur de St-Damien, dans le comté de Berthier, conseiller municipal pour la dite paroisse de St-Damien ;

Copie de tous documents produits pour obtenir cette nomination ;

Copie de tous documents envoyés ou reçus par le gouvernement au sujet de la cause de Croisetière vs Brault et l'hon. J.-E. Robidoux, ès-qualité, intervenant ;

Aussi, copie de toutes correspondances échangées à ce sujet. (*Document de la session No. 59*).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 22 février 1893, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou le Trésorier de la Province et la chambre de commerce de Montréal, ou tout citoyen, au sujet des nouvelles taxes depuis le premier octobre dernier, et copie de tout projet de taxation proposé au gouvernement. (*Documents de la session No 60*.)

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que la règle 58 de cette Chambre soit amendée en y ajoutant ce qui suit, comme paragraphe 3 :

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de la destruction et de la disparition du poisson dans les lacs et les rivières de la province, des animaux à fourrure et du gibier, étudier les moyens à prendre pour la conservation de ces habitants des eaux et des forêts, et généralement le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche, présente à la Chambre le troisième rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a siégé à différentes reprises et il a entendu un grand nombre de personnes compétentes de Québec, de Montréal et de divers autres endroits de la province. Les faits rapportés par ces personnes et les opinions qu'elles expriment, méritent une attention particulière.

Le travail du comité n'est pas encore terminé ; mais il résulte des renseignements obtenus jusqu'à présent, qu'en général les lois de chasse et de pêche ne sont pas observées dans cette province, et qu'il est absolument nécessaire d'avoir des gardiens salariés pour faire respecter ces lois.

Sur un rapport adopté par la Législature le 14 février, courant, votre comité a fait imprimer, pour être distribuées par toute la province, une série de questions

en français et en anglais, concernant la chasse et la pêche, et il espère par là se renseigner d'avantage sur les meilleurs moyens à adopter pour la protection et la conservation d'une des plus importantes sources de richesse de ce pays.

Votre comité constate avec plaisir que tout son travail n'a coûté qu'une faible somme à la province, car les renseignements qu'il a recueillis lui ont été donnés par des personnes qui sont généreusement venues lui offrir leurs suggestions sans même réclamer un seul centin pour leurs frais de déplacement.

Votre comité a aussi l'honneur de déposer devant la Chambre, la production des notes sténographiques prises aux cours de l'enquête avec une liste des noms des personnes entendues, copie du procès-verbal de ses séances, et les réponses reçues jusqu'à présent aux questions distribuées par ordre du comité.

Votre comité est d'opinion que, vu l'importance du sujet, cette enquête devrait être continuée même pendant la vacance.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que ce rapport et les documents qui l'accompagnent soient référés au comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

M. Spencer propose, secondé par M. England, Que le rapport de l'inspecteur des assurances pour 1892 soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre, et comme document de la session.

Ordonné, Que cette motion soit référée au comité des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill, intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Gaspésie ", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Gaspésie ", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable Beaubien,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant les licences.

L'honorable M. Hall informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur pétition accompagnée d'une résolution du conseil municipal de l'endroit où le pétitionnaire exerce son commerce approuvant telle requête, accorder à telles personnes, selon qu'il le jugera convenable, une licence pour vendre la bière ne contenant pas plus de quatre pour cent d'alcool, laquelle bière ne sera pas considérée comme une liqueur enivrante, en vertu des dispositions de la loi des licences de Québec ; et qu'il sera payé pour cette licence un honoraire de pas moins de trois cents piastres, ni de plus de six cents, à être fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tétreau fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur pétition accompagnée d'une résolution du conseil municipal de l'endroit où le pétitionnaire exerce son commerce approuvant telle requête, accorder à telles personnes, selon qu'il le jugera convenable, une licence pour vendre la bière ne contenant pas plus de quatre pour cent d'alcool, laquelle bière ne sera pas considérée comme une liqueur enivrante, en vertu des dispositions de la loi des licences de Québec ; et qu'il sera payé pour cette licence un honoraire de pas moins de trois cents piastres ni de plus de six cents, à être fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

La dite résolution étant lue la seconde fois et la question étant mise aux voix, —Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill concernant les licences.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill amendant l'acte des licences de Québec et ses amendements ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour plus ample considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill modifiant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 10, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi amendant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 10, concernant certaines licences ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill modifiant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 17, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi amendant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 17, concernant les droits sur les transports d'immeubles ".

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant des subventions de chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. Nantel informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que par une lettre du 16 juin 1891, écrite à M. A.-M. Thom, secrétaire-trésorier de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, par l'honorable P. Garneau, Commissaire des Travaux publics, et premier ministre *ad interim* à cette date, une somme de \$70,000 a été promise de manière à faire au dit chemin de fer une avance de \$3,500 par mille sur les vingt milles compris entre les 60e et 80e milles ;

Attendu que, sur cette promesse, un contrat a été passé entre M.-J. Hogan et la dite Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (plus tard signifié au département des chemins de fer) pour la construction de deux sections de dix milles, s'étendant du 60e au 80e mille, et que, sans cette promesse formelle, le dit contrat n'aurait pas été conclu ; que cette dite somme de \$70,000.00 fait partie du prix du dit contrat ; que les dites sections ont été de fait presque entièrement construites par le nommé Hogan, et qu'il exige, avant de terminer son contrat, et de livrer le dit chemin de fer, la garantie par le gouvernement du paiement de la dite somme de \$70,000, en outre des subsides votés pour la construction des dits vingt milles par la 45 Victoria, section 1, par b, et par la 51-52 Victoria, chapitre 91, section 12 ;

Attendu qu'il est nécessaire, pour le parachèvement des deux sections du dit chemin de fer, comprises entre les 60e et 80e milles, de donner suite à la promesse formelle du dit honorable Pierre Garneau, promesse approuvée par ses collègues du Conseil exécutif d'alors ; qu'il soit, en conséquence, —

Résolu, 1. Qu'à même le subside de \$140,000 voté par cette Chambre pour la construction des deux sections du chemin de fer, comprises entre les 80e et 100e milles, la somme de \$70,000 pourra être appliquée sur les deux sections comprises entre les 60e et 80e milles, et payée au dit M. J. Hogan, aux conditions suivantes, dont les deux premières sont indiquées dans la dite lettre du 16 juin 1891, savoir :

a. Que nulle partie du dit chemin de fer, sur un parcours de 80 milles, savoir : depuis la jonction avec l'Intercolonial, à Matapédia, dans le comté de Bonaventure, ne sera considérée comme finie tant qu'un rapport, — établissant l'état du chemin, de l'équipement et des ponts, — n'aura pas été fait par l'ingénieur du gouvernement constatant, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, que le dit chemin est complété, équipé et en état d'exploitation.

b. Que, comme garantie que le chemin sera ainsi achevé jusqu'à Paspébiac, déposera la dite Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs chez le Trésorier de la Province, avant le paiement des soixante-dix mille piastres (\$70,-

000), lors du parachèvement du 80^e mille, deux cent mille piastres (\$200,000.00) de débentures de la compagnie, de la même émission que celles déjà déposées entre les mains du gouvernement ;

c. Que, de plus, la dite somme de \$70,000 ne sera payée au dit M. J. Hogan qu'une année après que les dits vingt milles du dit chemin de fer auront été finis, équipés et mis en état d'exploitation.

Résolu, 2. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer les subsides accordés, pour une distance de trente-trois milles, à la Cie du chemin de fer des Basses-Laurentides par l'acte 54 Victoria, chapitre 38, section 1, par. K, de la manière suivante, savoir : une somme représentant le subside de dix milles pourra être appliquée à la construction d'un pont sur la rivière St-Maurice, à ou au-dessous des Grandes Piles, sur des estimations mensuelles du coût des travaux certifiées par l'ingénieur du gouvernement ; et la balance, de la manière prescrite par les Statuts provinciaux alors en vigueur, sur vingt-trois milles du chemin de fer à partir du terminus actuel aux Grandes Piles, allant dans une direction ouest vers un point de jonction avec le chemin de fer " Le Grand-Nord ", laquelle modification de tracé est par le présent autorisée.

Résolu, 3. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de transférer ou de permettre le transfert, par la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, des subsides ci-dessus mentionnés à la Compagnie du chemin de fer " Le Grand-Nord, " ou à telle autre compagnie qui pourra établir, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, ses moyens de contruire un chemin de fer de première classe pour relier le chemin de fer des Basses-Laurentides avec celui du Grand-Nord, de l'exploiter d'une manière satisfaisante et d'y maintenir un service efficace ; les dits subsides ne devant être payés, dans tous les cas, tant pour ce qui peut ou pourra être dû à la Compagnie des Basses-Laurentides qu'à la Compagnie de chemin de fer " Le Grand-Nord, " qu'en autant qu'il sera démontré, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, que des arrangements pour le trafic et la circulation, ont été complétés avec la Compagnie dite " *The Canada Atlantic Railway Co.* " ou toute autre compagnie dont la ligne aura son point de départ à l'endroit dit " *Parry Sound* ", dans la province d'Ontario, sur la baie Georgienne, par lesquels un service régulier, direct et permanent pour le transport des passagers et des marchandises sera établi entre la province d'Ontario et la province de Québec, les lignes suivantes de chemin de fer devant être, pour établir le dit service, utilisées sur les distances et dans les directions ci-dessous :

1. Le chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, partant de Québec et se dirigeant vers l'ouest jusqu'à la jonction de la Rivière-à-Pierre..... 58 milles.
2. A l'ouest de la Rivière-à-Pierre, le chemin de fer de Basses-Laurentides, actuellement construit jusqu'aux Grandes Piles..... 40 "
3. Une nouvelle ligne devant être construite des Piles jusqu'à Sainte-Julienne, passant à ou près de Joliette, la construction de la dite ligne étant autorisée par l'acte 45 Victoria, chapitre 54, constituant en compagnie de chemin de fer la Compagnie appelée " Trois-Rivières et Nord-Ouest ", et actuellement suivant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 96, le chemin de fer St Laurent et Nord Ouest " 75 "

-
4. De Ste-Julienne à ou près de Joliette, à St-Jérôme, le chemin de fer dit " Le Grand-Nord "..... 18 milles.
 5. De Saint-Jérôme à Greenville, sur la rivière Ottawa, y compris un pont sur la dite rivière à Hawkesbury, une nouvelle ligne de chemin de fer autorisée suivant la loi..... 35 "
 6. De Hawkesbury, le Canada-Atlantique ou tout autre chemin de fer passant à Ottawa et allant directement jusqu'à Parry-Sound..... 324 "

Le dit chemin de fer devant être ainsi construit, équipé et mis en exploitation dans les délais prescrits par les actes spéciaux qui régissent chacun des tronçons qui doivent en faire partie, et également par les diverses lois d'un caractère général actuellement en force, ou qui le seront après la présente session.

Résolu, 4. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, dans le cas où les compagnies intéressées lui auront soumis un acte d'arrangement à cet effet autorisé par leur bureau respectif de direction, après avoir obtenu l'approbation des actionnaires des dites compagnies, de reporter sur le chemin de fer dit " Ottawa et Vallée de la Gatineau " le subside en terres qui peut être dû à la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe f,—le dit subside converti en argent, au taux de 35 centins l'acre sur 70 centins, suivant la loi, et représentant une somme de \$72,800, laquelle sera payée à raison de \$5,161 par mille sur les 14 milles, ou environ, à partir du 40e mille en allant dans la direction de Désert ; le dit subside devant être payable aux conditions stipulées dans les lois actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir après la présente session.

Résolu, 5. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire revivre les dispositions contenues dans la clause 14 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, et dans les actes 53 Victoria, chapitre 102, et 54 Victoria, chapitre 88, clause 7, en faveur des Compagnies de chemins de fer, dont le droit à leurs subventions en terres n'est pas cadue, qui n'ont pas encore fait la conversion en argent de leurs subventions en terres, non périmées, et se sont conformées et se conformeront aux obligations déterminées dans l'acte 54 Victoria, chapitre 88, et dans toutes autres lois s'y rapportant, actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir après la présente session ; et, à défaut par les dites compagnies d'opérer en argent la conversion des dits subsides avant le premier septembre et de construire leur ligne dans les délais prescrits par les lois en vigueur ou par celles qui le seront après la présente session, les dits subsides en terres seront périmés.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Châteauvert fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que par une lettre du 16 juin 1891, écrite à M. A.-M. Thom, secrétaire-trésorier de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, par l'honorable P. Garneau, Commissaire des Travaux publics, et premier ministre *ad interim* à cette date, une somme de \$70,000 a été promise de manière à faire au dit chemin de fer une avance de \$3,500 par mille sur les vingt milles compris entre les 60e et 80e milles ;

Attendu, que sur cette promesse, un contrat a été passé entre M. J. Hogan et la dite Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (plus tard signifié au département des chemins de fer) pour la construction de deux sections de dix milles, s'étendant du 60e au 80e mille, et que, sans cette promesse formelle, le dit contrat n'aurait pas été conclu ; que cette dite somme de \$70,000.00 fait partie du dit contrat ; que les deux dites sections ont été de fait presque entièrement construites par le nommé Hogan, et qu'il exige, avant de terminer son contrat, et de livrer le dit chemin de fer, la garantie par le gouvernement du paiement de la dite somme de \$70,000, en outre des subsides votés pour la construction des dits vingt milles par la 45 Victoria, section 1, par b, et par la 51-52 Victoria, chapitre 91, section 12 ;

Attendu qu'il est nécessaire, pour le parachèvement des deux sections du dit chemin de fer, comprises entre les 60 et 80e milles, de donner suite à la promesse formelle du dit honorable Pierre Garneau, promesse approuvée par ses collègues du Conseil exécutif d'alors ; qu'il soit, en conséquence :—

Résolu, 1. Qu'à même le subside de \$140,000 voté par cette Chambre pour la construction des deux sections du dit chemin de fer, comprises entre les 80e et 100e milles, la somme de \$70,000 pourra être appliquée sur les deux sections comprises entre les 60e et 80e milles, et payée au dit M. J. Hogan, aux conditions suivantes, dont les deux premières sont indiquées dans la dite lettre du 16 juin 1891, savoir :

a. Que nulle partie du dit chemin de fer, sur un parcours de 80 milles, savoir : depuis la jonction avec l'Intercolonial, à Matapédia, dans le comté de Bonaventure, ne sera considérée comme finie tant qu'un rapport,—établissant l'état du chemin, de l'équipement et des ponts,—n'aura pas été fait par l'ingénieur du gouvernement constatant, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, que le dit chemin est complété, équipé et en état d'exploitation.

b. Que, comme garantie que le chemin sera ainsi achevé jusqu'à Paspébiac, déposera la dite Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs chez le Trésorier de la Province, avant le paiement des soixante-dix mille piastres (70,000), lors du parachèvement du 80e mille, deux cent mille piastres (200,000.00) de débentures de la compagnie, de la même émission que celles déjà déposées entre les mains du gouvernement ;

c. Que, de plus, la dite somme de \$70,000 ne sera payée au dit M. J. Hogan qu'une année après que les dits vingt milles du dit chemin de fer auront été finis équipés et mis en état d'exploitation.

Résolu, 2. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer les subsides accordés pour une distance de trente-trois milles, à la Cie du chemin

de fer des Basses-Laurentides par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, section 1, par K, de la manière suivante, savoir : une somme représentant le subside de dix milles pourra être appliquée à la construction d'un pont sur la rivière St-Maurice, à ou au-dessous des Grandes Piles, sur des estimations mensuelles du coût des travaux certifiées par l'ingénieur du gouvernement ; et la balance, de la manière prescrite par les Statuts provinciaux alors en vigueur, sur vingt-trois milles du chemin de fer à partir du terminus actuel aux Grandes Piles, allant dans une direction ouest vers un point de jonction avec le chemin de fer " Le Grand-Nord ", laquelle modification de tracé est par le présent autorisée.

Résolu, 3. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de transférer ou de permettre le transfert, par la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, des subsides ci-dessus mentionnés à la Compagnie du chemin de fer " Le Grand-Nord, " ou à telle autre compagnie qui pourra établir, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, ses moyens de construire un chemin de fer de première classe pour relier le chemin de fer des Basses-Laurentides avec celui du Grand-Nord, de l'exploiter d'une manière satisfaisante et d'y maintenir un service efficace ; les dits subsides ne devant être payés, dans tous les cas, tant pour ce qui peut ou pourra être dû à la Compagnie des Basses-Laurentides qu'à la Compagnie de chemin de fer " Le Grand-Nord, " qu'en autant qu'il sera démontré à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, que des arrangements pour le trafic et la circulation ont été complétés avec la Compagnie dite *The Canada Atlantic Railway Co*, ou toute autre compagnie dont la ligne aura son point de départ à l'endroit dit " Parry Sound, " dans la province d'Ontario, sur la baie Georgienne, par lesquels un service régulier, direct et permanent pour le transport des passagers et des marchandises sera établi entre la province d'Ontario et la province de Québec, les lignes suivantes de chemin de fer devant être, pour établir le dit service, utilisées sur les distances et dans les directions ci-dessous :

1. Le chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, partant de Québec et se dirigeant vers l'ouest jusqu'à la jonction de la Rivière-à-Pierre..... 58 milles.
2. A l'ouest de la Rivière-à-Pierre, le chemin de fer des Basses-Laurentides, actuellement construit jusqu'aux Grandes Piles..... 40 "
3. Une nouvelle ligne devant être construite des Piles jusqu'à Ste-Julienne, passant à ou près de Joliette, la construction de la dite ligne étant autorisée par l'acte 45 Victoria, chapitre 54, constituant en compagnie de chemin de fer la Compagnie appelée " Trois-Rivières et Nord-Ouest ", et actuellement, suivant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 96, le chemin de fer " St-Laurent et Nord-Ouest " 75 "
4. De Ste-Julienne à ou près de Joliette, à St-Jérôme, le chemin de fer dit " Le Grand-Word " 18 "
5. De St-Jérôme à Greenville, sur la rivière Ottawa, y compris un pont sur la dite rivière à Hawkesbury, une nouvelle ligne de chemin de fer autorisée suivant la loi..... 35 "
6. De Hawkesbury, le Canada-Atlantique ou tout autre chemin de fer passant à Ottawa et allant directement jusqu'à Parry-Sound... 324 "

Le dit chemin de fer devant être ainsi construit, équipé et mis en exploitation dans les délais prescrits par les actes spéciaux qui régissent chacun des tronçons qui doivent en faire partie, et également par les diverses lois d'un caractère général actuellement en force, où qui le seront après la présente session.

Résolu, 4. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, dans le cas où les compagnies intéressées lui auront soumis un acte d'arrangement à cet effet autorisé par leur bureau respectif de direction, après avoir obtenu l'approbation des actionnaires des dites compagnies, de reporter sur le chemin de fer dit "Ottawa et Vallée de la Gatineau" le subside en terres qui peut être dû à la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe f,—le dit subside converti en argent, au taux de 35 centins l'acre sur 70 centins, suivant la loi, et représentant une somme de \$72,800, laquelle sera payée à raison de \$5,161 par mille sur les 14 milles, ou environ, à partir du 40^e mille en allant dans la direction de Désert; le dit subside devant être payable aux conditions stipulées dans les lois actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir après la présente session.

Résolu, 5. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire revivre les dispositions contenues dans la clause 14 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, et dans les actes 53 Victoria, chapitre 192, et 54 Victoria, chapitre 88, clause 7, en faveur des compagnies de chemins de fer, dont le droit à leurs subventions en terres n'est pas caduc, qui n'ont pas encore fait la convention en argent de leurs subventions en terres, non périmées, et se sont conformées et se conformeront aux obligations déterminées dans l'acte 54 Victoria, chapitre 88, et dans toutes autres lois s'y rapportant, actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir après la présente session; et, à défaut par les dites compagnies d'opérer en argent la conversion des dits subsides avant le premier septembre et de construire leur ligne dans les délais prescrits par les lois en vigueur ou par celles qui le seront après la présente session, les dits subsides en terre seront périmés.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné. Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un Bill relatif à certains subsides de chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill validant certains actes de transmission d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191*a* des Statuts Refondus, étant lu;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour plus ample considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre concoure avec le comité dans les résolutions rapportées du comité général, vendredi, le 24 février courant, relatives au soin, à la garde et à l'entretien, après le trente avril prochain, des aliénés qui sont, ou seront internés à l'Asile de Beauport, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité, dans les dites résolutions et la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill relative à l'entretien des aliénés dans l'Asile de Beauport.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie, P. M.,

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il n'insiste pas sur la deuxième clause du huitième amendement au bill intitulé : " Loi pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 49, concernant la charte de la cité de Montréal ".

Aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : “ Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William-Hughes Davidson au nombre de ses membres, après examen ”, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé sans amendement le Bill intitulé : “ Acte pour détacher de la paroisse de Saint-Sévère, dans le comté de Saint-Maurice, certains lots de terre et les annexer à la paroisse de Saint-Paulin, dans le comté de Maskinongé, pour les fins électorales, municipales, scolaires, d'enregistrement et autres fins quelconques ”.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les Bills suivants, avec divers amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : “ Loi concernant la substitution créée par Edward-William Burgess ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins en certains cas ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendant et refondant les divers actes concernant la Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean ”.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi concernant la substitution créée par Edward-William Burgess ”, lesquels amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil ”, lesquels amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : “ Loi modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins en certains cas ”, lesquels amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendant et refondant les divers actes concernant la Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean ", lesquels amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux subsides à accorder à certains chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, — la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant les divers actes concernant la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal ", lesquels amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Magnan propose, secondé par M. Tétreau, — Que l'honoraire de \$200 payé pour le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montcalm soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Villeneuve,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill incorporant la Compagnie du chemin de fer Québec Sud et Occidental soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. McDonald,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de la correspondance entre le gouvernement de cette province et C. C. Cornellier, de Joliette, écr. C. R., au sujet de la réclamation de la province contre Louis Bazinet, ex-M. P. P.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition de Chicago, objets exposés par la Province, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Résolution à rapporter. †

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui,

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition de Chicago, objets exposés par la Province, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

La dite résolution étant lue la seconde fois, est adoptée.

La Chambre procède à la prise en considération ultérieure de la résolution rapportée du comité des subsides, mercredi, le 8 février courant, et qui avait été ajournée et elle est lue de nouveau, comme suit :

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1894.

Et la dite résolution est adoptée.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens étant lu ;

L'honorable M. Hall propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,

L'honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf), que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu que, dans son discours sur le budget prononcé le 31 janvier dernier, le Trésorier de la Province a révélé à cette Chambre un déficit de \$309,111.00 sans lui faire connaître les mesures qu'il projette pour y faire face.

Que cette Chambre est prête à voter les Voies et Moyens à Sa Majesté, mais qu'elle regrette que le gouvernement n'ait point fait connaître les ressources qu'il avait à sa disposition pour faire face aux dépenses ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise,—et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EX COMITÉ)

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$39,433.60, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-treize, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,320.809.58, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$39,433.60, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-treize, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,320,809.58, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill pour octroyer à Sa Majesté les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1893 et le 30 juin 1894 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. McDonald,

Qu'attendu que le comité spécial nommé le 22 juin dernier pour examiner les causes du mouvement d'émigration dans certaines parties de nos campagnes et étudier la condition économique de nos compatriotes qui ont quitté leur carrière agricole et qui se sont fait ouvriers dans les centres industriels, ayant demandé la permission de compléter cette dernière partie de son travail durant la vacance, il soit *Résolu*, Que le dit comité ait le pouvoir de procéder durant la vacance et d'adopter toutes mesures qui seront jugées nécessaires pour atteindre l'objet de sa mission avec instruction de faire rapport à la prochaine session,—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. Pelletier, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Laviolette son président, et recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Votre comité a aussi examiné, avec soin, tous les documents mis devant la Chambre et recommande l'impression des suivants :

Numéro 23, lettres des sœurs en date du 31 octobre 1892.

Numéro 51, coût des impressions pour les années 1885-86, 1889-90, 1890-91, 1891-92.

Numéro 55, contrat passé entre le gouvernement et Richard White, écr., pour impressions.

Votre comité recommande aussi l'impression : 1. De la preuve faite et des documents produits devant le comité des comptes publics se rapportant au paiement de \$28,546.00 payées aux créanciers de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (comptes publics 1890-91) ;

2. De la reproduction des notes sténographiques prises au cours de l'enquête tenue par le comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de la destruction et de la disparition du poisson dans les lacs et les rivières de la Province, des animaux à fourrure et du gibier, étudier les moyens à prendre pour la conservation de ces

habitants des eaux et des forêts, et généralement le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche, avec la liste des noms des personnes entendues, copie du procès-verbal de ces séances et les réponses reçues jusqu'à présent aux questions distribuées par ordre du comité.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que, lorsque la Chambre s'ajournera à cette séance, elle soit ajournée à lundi, à onze heures, A. M.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 27 février 1893.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal " ;

Et aussi le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi relative à certains subsides de chemin de fer ", avec un amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent ", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal ", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi relative à certains subsides de chemin de fer ", lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant les rôles d'évaluation municipale " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation relativement aux cercles agricoles, et pour d'autres fins " ;

Bill intitulé : " Acte pour détacher de la paroisse de St-Sévère, dans le comté de St-Maurice, certains lots de terre et les annexer à la paroisse de St-Paulin, dans le comté de Maskinongé, pour les fins électorales, municipales, scolaires, d'enregistrement et autres fins quelconques " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville ".

Bill intitulé : " Loi validant certains actes de transports d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191*a* des Statuts refondus " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, concernant les droits sur les transports d'immeubles ".

M. Turgeon propose, secondé par M. Parent,

Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill incorporant la Compagnie de téléphone de Bellechasse soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'honorable M. Pelletier dépose, sur le bureau de la Chambre, le document : " Extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1892. (*Document de la session* No. 62.)

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Nantel,

Que M. l'Orateur de l'Assemblée législative soit prié de faire la distribution des médailles et des diplômes décernés aux concurrents qui ont pris part au concours provincial de mérite agricole pour l'année 1892, et que la liste des concurrents auxquels ces distinctions ont été décernées soit publiée dans les Procès-Verbaux et les Journaux de cette Chambre, comme annexe No. 2 ; et la question étant mise aux voix, — elle est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Bill intitulé : “ Loi relative au maintien des aliénés dans l'Asile de Beauport ” ;

Bill intitulé : “ Loi concernant les licences ” ;

Bill intitulé : “ Loi modifiant la loi 55-56 Victoria, chapitre 10, concernant certaines licences ” ;

Et bill intitulé : “ Loi modifiant, de nouveau, la loi des licences de Québec ”.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Parizeau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des dépenses faites pendant le voyage en Europe des honorables MM. Mercier, Premier Ministre et Shehyn, Trésorier provincial, et MM. N. Bernatchez, R. Ness et Alexandre Clément, secrétaire, re l'emprunt provincial et l'étude de la question betteravière.

L'honorable M. Beaubien présente—la réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour, pour un état détaillé des dépenses faites pendant le voyage en Europe des honorables MM. Mercier, Premier Ministre, et Shehyn, Trésorier provincial, et de MM. N. Bernatchez, R. Ness et Alex. Clément, secrétaire, re l'emprunt provincial et l'étude de la question betteravière. (*Document de la session No. 61.*)

Et, étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : “ Loi octroyant à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1893 et le 30 juin 1894, et pour d'autres fins du service public ”, sans amendement.

M. McDonald, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande l'impression des documents suivants :

No. 43.—Etat comprenant tous les rapports des architectes et toutes correspondances concernant les réparations au Palais de justice de Montréal, etc.

No. 61.—Etat détaillé des dépenses, pendant le voyage en Europe, des honorables MM. Mercier, Premier Ministre, et Shehyn, Trésorier-provincial, et de MM. Bernatchez, R. Ness et Alex. Clément, secrétaire, re l'emprunt provincial et l'étude de la question betteravière.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu. (Annexe numéro 3).

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills publics et privés qui suivent :

Loi relative au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de Montréal.

Loi amendant la loi relative aux écoles de réforme.

Loi modifiant la loi relative aux taux des péages sur les chemins à barrières de la rive sud.

Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Loi modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels.

Loi amendant de nouveau la loi concernant les magistrats de district.

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et L. J. Demers & Frère, pour l'impression de la *Gazette officielle de Québec*.

Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Loi modifiant l'article 704 des Statuts refondus, relativement à l'assistant-procureur général.

Loi modifiant la loi concernant la pension des officiers publics.

Loi modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques.

Loi modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux jours non juridiques.

Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux jours non juridiques.

Loi modifiant la loi relative aux Ecoles d'industrie.

Loi concernant les tables statistiques de l'état civil.

Loi relative aux emprunts municipaux.

Loi amendant la loi relative aux compagnies à fonds social.

Loi relative à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement.

- Loi modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins en certains cas.
- Loi amendant l'article 100 du Code municipal.
- Acte pour amender l'article 1208 du Code civil, relativement aux actes notariés.
- Loi validant certains enregistrements concernant des lots situés dans les onzième et douzième rangs du canton de Simpson.
- Loi concernant l'émission d'obligations ou débentures provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs.
- Acte concernant un certain octroi de terres aux Pères Trappistes.
- Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles, et pour d'autres fins.
- Loi relative à la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement.
- Loi modifiant de nouveau la loi des licences de Québec.
- Loi constituant en corporation la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Rémi.
- Loi érigeant une nouvelle municipalité de village dans la partie ouest du Côteau Saint-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.
- Loi divisant et érigeant "la municipalité de St-Roch de Québec Nord" en deux municipalités séparées.
- Loi refondant la loi organique de "l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières".
- Loi constituant en corporation "*The Bank River Power Company*".
- Loi pour diviser le capital-actions de la "*Paton Manufacturing Company*" en actions de cent piastres.
- Loi modifiant les lois qui constituent en corporation la cité de Québec.
- Loi constituant en corporation l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie.
- Loi pour amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 4., concernant la charte de la cité de Montréal.
- Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Blandford.
- Loi autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Valleyfield, par la paroisse de Sainte-Cécile de Valleyfield.
- Loi confirmant la vente par Ann-Maria Devins aux commissaires d'écoles catholiques romains, de la cité de Montréal, d'un immeuble lui venant de la succession de son père, feu Peter Devins.
- Loi modifiant la loi 42-43 Victoria, chapitre 52, concernant la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie.
- Loi concernant la charte de la ville de Beauharnois et ses amendements.
- Loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance.
- Loi constituant en corporation la ville Saint-Laurent.
- Loi transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata.
- Loi concernant les commissaires d'écoles de la ville de la Côte Saint-Antoine.
- Loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry.
- Loi revisant et refondant la charte de la cité de Hull et les divers actes qui l'amendent.

-
- Loi modifiant la loi 47 Victoria, chapitre 64, relative aux syndics des îles du Moine et des Barques.
- Loi amendant les diverses lois concernant la constitution en corporation de la cité de Trois-Rivières.
- Loi modifiant l'acte 44-45 Victoria, chapitre 71, constituant en corporation " La Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis ".
- Loi autorisant la compagnie dite *The Côte Saint-Antoine Road Company* à vendre une partie de la *Western Avenue* et accordant de plus amples pouvoirs à la dite compagnie.
- Loi modifiant la charte de la ville de Maisonneuve.
- Loi permettant à l'honorable Louis-Adolphe Billy d'ajouter le préfixe " de " avant son nom de famille.
- Loi modifiant et refondant les lois concernant la ville de la Côte Saint-Antoine.
- Loi autorisant James-Ernest Thayer à ajouter à son nom celui de " Ross ".
- Loi concernant " La Compagnie de prêts mutuels et de placements du Canada ".
- Loi modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 88, amendant et refondant les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean.
- Loi constituant en corporation la Compagnie hypothécaire.
- Loi constituant en corporation " La compagnie du chemin de fer de Montcalm ".
- Loi assurant les effets civils au mariage contracté entre Aimé Bourassa et dame Purissima Robert.
- Loi constituant en corporation " La Compagnie de Téléphone de Bellechasse ".
- Loi concernant la substitution créée par Edward-William Burgess.
- Loi modifiant l'article 630 des Statuts refondus, relativement aux cautionnements des officiers publics.
- Loi amendant la loi relative à la preuve prise par sténographie.
- Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.
- Loi autorisant la vente des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Dame Marie-Emélie Crevier, et de feu Narcisse-M. LeCavalier.
- Loi amendant et modifiant la loi érigeant en corporation le village de Dorion.
- Loi constituant en corporation " Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis ".
- Acte pour amender de nouveau le statut 48 Victoria, chapitre 74, intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal ".
- Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.
- Loi constituant en corporation " La compagnie de chemin de fer de ceinture de l'île de Montréal ".
- Loi décrétant de nouveau et modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel, et les lois qui l'amendent.
- Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à donner à Dame Léa-Addée Drolet, épouse de Odilon-Jean Dion, un certificat de licence de pharmacie.
- Loi autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de Abraham Hamel et Marie-Cécile Roy à vendre, par ventes volontaires, les immeubles de ces successions.
- Loi modifiant l'acte 19-20 Victoria, chapitre 128, intitulé : " Acte pour amender et consolider les différents actes qui incorporent la Compagnie du cimetière du Mont-Royal ".

- Loi modifiant la loi concernant les corporations de villes.
Loi constituant en corporation la "*Dominion Abattoir and Stockyards Company*".
Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge, Sillery et Saint-Laurent.
Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 82, amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.
Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer dite "*Gaspesia Railway Company*".
Loi modifiant la charte de la Compagnie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de Saint-Henri.
Loi octroyant une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à Saint-Hyacinthe.
Loi amendant la loi des manufactures de Québec.
Loi constituant en corporation "L'Alliance Nationale".
Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre William-Hughes Davidson au nombre de ses membres, après examen.
Loi modifiant la loi de l'Instruction publique.
Loi autorisant la corporation du comté de Pontiac à émettre de nouvelles dében-
tures, pour racheter celles émises antérieurement.
Loi modifiant l'article 4055a des Statuts refondus.
Loi concernant les rôles d'évaluation municipale.
Loi relative au commissaire des incendies pour la cité de Québec.
Loi constituant en corporation "La compagnie de pulpe du Lac Mégantic".
Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement aux sociétés d'horticul-
ture et de pomologie.
Loi modifiant la loi 55-56 Victoria, chapitre 10, concernant certaines licences.
Loi modifiant la loi 55-56 Victoria, concernant les droits sur les transports
d'immeubles.
Loi amendant la loi relative à l'organisation judiciaire.
Loi relative au maintien des aliénés dans l'Asile de Beauport.
Loi validant certains actes de transmission d'immeubles sujets aux droits imposés
par l'article 1191a des Statuts refondus.
Loi pour détacher de la paroisse de Saint-Sévère, dans le comté de Saint-Maurice,
certains lots de terre et les annexer à la paroisse de Saint-Paulin, dans le
comté de Maskinongé, pour les fins électorales, municipales, scolaires, d'enregis-
triment et autres fins quelconques.
Loi relative à certains subsides de chemins de fer.
Loi concernant les licences.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

" Qu'il plaise à Votre Honneur :

" Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un Bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les

dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1893 et le 30 juin 1894, et pour d'autres fins du service public", lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill ".

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En sanctionnant les lois que vous avez votées pendant cette session, il m'est bien agréable de pouvoir vous féliciter sur la manière dont vous avez accompli vos devoirs.

J'espère que, grâce à l'encouragement que vous donnez à l'industrie laitière et aux cercles agricoles, l'agriculture va faire de nouveaux progrès dans notre Province, surtout si vous continuez, parmi notre population, l'œuvre que vous avez si bien commencée dans cette Législature. Je vous engage à user de l'influence que vous donne votre position, pour faire comprendre à tous l'avantage d'une bonne culture et la nécessité de substituer à la routine les méthodes raisonnées. Il n'est rien qui soit plus digne de votre attention que la question agricole.

La politique des chemins de fer, poursuivie avec tant de libéralité par les diverses administrations qui se sont succédé depuis la confédération, a été l'occasion de beaucoup d'abus. Puissent les lois qui viennent d'être sanctionnées y mettre un terme, et protéger l'intérêt public, en même temps que les intérêts considérables que représentent ces grandes entreprises !

J'ai lieu d'espérer qu'avec le concours tout à fait cordial que le public, par la bouche des corporations les plus autorisées, s'est empressé de vous offrir, la situation financière de la Province, et son crédit à l'étranger, seront à l'abri de toute atteinte.

Mon gouvernement a confiance que vous étudierez avec soin, d'ici à la prochaine session, le projet de loi concernant la réorganisation des tribunaux judiciaires qui vous a été récemment soumis.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez votés pour le service public. Mon gouvernement verra à ce qu'ils soient employés judicieusement pour les fins auxquelles ils sont destinés.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En prenant congé de vous, je fais des vœux pour la prospérité de la province, pour votre bonheur et celui de vos familles.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à jeudi, le sixième jour d'avril prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée à jeudi, le sixième jour d'avril prochain.

ANNEXES.

LISTE DES ANNEXES.

- No. **1.**—Second rapport du Comité Spécial nommé pour examiner les causes du mouvement d'émigration.
- No. **2.**—Liste des concurrents du mérite agricole auxquels des distinctions ont été décernées, en 1892.
- No. **3.**—Second rapport du Comité Spécial permanent des Privilèges et Elections.
(Déclarations de Bienvenu Marcoux et A. G. Bourbonnais et témoignages devant le comité).
-

ANNEXE (No 1).

Second rapport du comité spécial nommé par l'Assemblée législative, le 22 juin 1892, " pour s'enquérir du mouvement d'émigration qui se produit dans certaines parties de nos campagnes, au profit des villes, etc ".

Votre comité ayant pris en considération le mémoire ci-annexé, étant un résumé des renseignements recueillis par le comité, concernant l'objet de sa mission, et portant la date de ce jour, approuve ce mémoire, et recommande qu'il soit mis devant cette honorable Chambre.

MÉMOIRE

Du comité spécial nommé le 22 juin 1892, pour examiner les causes du mouvement d'émigration dans certaines parties de nos campagnes.

A l'honorable Chambre d'Assemblée

de la province de Québec,

Votre comité a l'honneur de présenter le résumé suivant des notes, renseignements et suggestions qui lui ont été transmis durant la vacance.

Nous devons commencer par remercier le grand nombre de personnes qui, de tous les points du pays et de tous les rangs de la société, ont si généreusement répondu à la circulaire que nous avons publiée et distribuée durant le mois d'août dernier. Le présent mémoire n'est qu'une faible analyse des diverses communications que nous avons reçues.

La Presse a accueilli l'œuvre du comité avec une bienveillance et une sympathie pour lesquelles nous désirons lui rendre hommage. Les journaux suivants, que nous tenons en justice à mentionner, ont reproduit la circulaire du comité, avec des commentaires dont nous avons tiré parti pour préparer ce mémoire. Nous mentionnons ceux qui ont consacré une attention toute particulière à notre mission :

" La Minerve ", de Montréal ; " le Courrier du Canada ", de Québec ; " le Canadien ", de Montréal ; " la Gazette ", de Montréal ; " le Franco-Canadien ", de St-Jean ; " le Star " de Montréal ; " le Guardian ", de Richmond ; " le Witness ", de Montréal ; " le Courrier ", de St-Hyacinthe ; " le Pionnier ", de Sherbrooke ; " le Monde ", de Montréal ; " l'Union de St-Hyacinthe " ;

"l'Electeur", de Québec ; "le Trifluvien", des Trois-Rivières ; "le Spectateur", de Hull ; "le Progrès de l'Est", de Sherbrooke ; "le Quotidien", de Lévis ; "l'Interprète", d'Alfred, Ontario ; "l'Etendard", de Montréal ; "la Gazette", de Sherbrooke ; "le Journal de Waterloo" ; "le Moniteur du Commerce", de Montréal ; "l'Examiner", de Sherbrooke ; "la Gazette des Campagnes", de Ste-Anne ; "l'Observer", de Coaticook ; "la Gazette", de Berthier ; "le Nord" de St-Jérôme ; "le Journal de Fraserville" ; "le Monde Illustré", de Montréal ; "la Tribune de St-Hyacinthe" ; "la Vallée de la Chaudière", de Ste-Marie de la Beauce ; "la Vérité", de Québec ; "l'Union des Cantons de l'Est", d'Arthabaska ; "l'Observer", de Cowansville ; "la Gazette de Joliette" ; "le Progrès de Valleyfield" ; "l'Aurore", de Montréal ; "le Leader", de Granby ; "le Progrès du Saguenay", de Chicoutimi.

On peut dire que l'exode des populations rurales de cette province est un phénomène aussi ancien que la colonie primitive de la Nouvelle-France. Dès le début de la colonie, les autorités tant civiles, que religieuses, eurent à lutter pour empêcher les colons de chercher la fortune vers des horizons inconnus. Notre histoire raconte comment nos aventureux coureurs des bois pénétrèrent, dès le dix septième siècle, à travers les solitudes de l'ouest. Avant la cession de ce pays par la France à l'Angleterre, les colons français avaient déjà une tendance à se rendre vers le sud, et ils y possédaient des établissements dans les régions maintenant connues sous les noms de Vermont, New-Hampshire et New-York.

Après la guerre, nos populations rurales décimées et épuisées continuèrent à s'éloigner pour tenter fortune et cherchèrent les moyens de se refaire de leur ruine. Depuis cette époque, jusqu'à ce jour, le même mouvement d'émigration s'est produit avec plus ou moins d'intensité sous les différents régimes économiques et politiques qui ont présidé à l'administration de ce pays.

En 1849, un comité spécial fut nommé pour s'enquérir des causes de la dépression générale qui existait à cette époque. Il était aussi chargé spécialement d'étudier les causes de l'émigration des classes agricoles. Ce comité avait pour Président l'honorable P. J. O. Chauveau. Il fut constaté, alors, que cette émigration était considérable, et qu'elle menaçait de devenir une véritable calamité pour le pays. Les troubles de 1837-1838 avaient largement influencé l'intensité de ce mouvement, et il fut constaté que durant les cinq années précédant 1849, l'exode était d'au moins 20,000 individus, donnant une moyenne de 4,000 par année. La moitié de cet exode venait du district de Montréal ; l'autre moitié des districts des Trois-Rivières, St-François, Québec et Gaspé. Ces émigrants se recrutaient aussi bien dans les villes que dans les campagnes. C'étaient des hommes de chantier, souvent des jeunes gens appartenant à des familles de cultivateurs à l'aise de la vallée du St-Laurent. Poussés autant par l'esprit d'aventure que par le désir calculé d'améliorer leur sort, ils se dirigeaient vers l'ouest et vers des cultures en apparence plus faciles et plus lucratives.

Parmi les causes qui furent alors assignées à l'émigration, on mentionna les suivantes :

1. le manque d'industries manufacturières et l'impossibilité de se procurer au pays du travail ;

2. les salaires élevés que les fabriques américaines commençaient alors à offrir ;
3. les difficultés qui résultaient de la tenure seigneuriale ;
4. l'absence de voies de communication ;
5. le manque de connaissances agricoles ;
6. les rapports exagérés apportés au pays par ceux qui allaient temporairement vivre à l'autre côté de la frontière ;
7. l'état précaire du commerce et le caractère acerbe des luttes politiques du temps.

Comme remède, on suggéra l'amélioration de l'agriculture ; on voulait aussi donner plus de facilité aux colons pour aller s'établir sur des terres nouvelles. On devait favoriser l'ouverture de routes pour permettre aux fils de famille de s'établir dans les forêts vierges. On insistait pour la disparition du système oppressif des seigneurs qui était universellement condamné par la classe agricole. On demandait la construction de voies ferrées, l'établissement d'écoles d'agriculture et de fermes modèles, l'adoption d'un système général d'améliorations pour les routes, et enfin l'adoption de moyens propres à faciliter l'établissement des terres publiques.

Depuis cette année de 1849, cette question du dépeuplement de nos campagnes n'a cessé d'occuper nos hommes d'Etat et nos journalistes.

Comme on le voit, d'après cette date de 1849, le mouvement d'émigration est loin d'être nouveau dans la province de Québec. Du reste, ce phénomène du dépeuplement des campagnes au profit des villes s'est produit de tout temps, sous tous les climats, sous toutes les formes de gouvernement et sous tous les régimes.

Une simple étude de l'histoire et l'observation de ce qui se passe de nos jours, démontrent que ce mouvement résulte de causes économiques et sociales absolument indépendantes de l'action législative ou gouvernementale.

Notre province n'a pas échappé à ces causes générales et en apparence incontrôlables qui ont produit et produisent encore ce fléau sur toutes les parties du monde civilisé.

Le phénomène de l'émigration dans les villes a attiré l'attention des économistes, d'une manière toute particulière dans notre ancienne mère patrie.

En France, comme partout ailleurs, on constate une progression constante de ce mouvement regrettable : les statistiques à cet égard sont significatives. En 1846, la population rurale représente le 1776 par 1000 de la population totale de la France. Quarante ans plus tard, en 1886, elle ne représente plus que le 1764 par 1000. Les villes pendant ce temps s'étaient accrues de 5,120,000 habitants et les campagnes avaient subi une diminution de 2,300,000.

En 1891, le recensement apporte une nouvelle preuve que cette migration insensible des gens de la campagne vers la ville va en s'accroissant et en s'accroissant de jour en jour. Des départements essentiellement industriels ont formé des centres importants et ont vu leur population s'augmenter d'une manière vraiment inquiétante, cela au détriment des régions agricoles qui continuaient à se dépeupler. Il résulte de ce fait, une double conséquence fâcheuse. Les champs

manquent de bras pour le cultivateur, et à la ville le trop plein d'ouvriers fait baisser les salaires. Cet état de choses constitue un problème social qui devient chaque jour de plus en plus difficile à résoudre. Les économistes les plus sérieux, les plus compétents qui ont écrit sur ce sujet se sont demandé les causes de ce fléau et les remèdes que l'on pouvait y apporter. Avec tout le soin, l'intelligence qui distinguent les spécialistes de notre mère-patrie, leurs études et leurs observations ont prouvé et constaté l'existence du mal et ses causes multiples. Ils indiquent aussi le remède spécifique. En voici un exemple :

“ Il faut signaler en premier lieu, dit un écrivain marquant, les singulières attractions, pourtant si peu justifiées, que la ville exerce sur l'esprit des paysans. Leur imagination se la représente comme un séjour privilégié où le travail est plus agréable, où l'argent se gagne plus aisément ; on n'a qu'à se baisser pour le ramasser à pleines mains. Parlez-leur du séjour malsain des ateliers, des émanations fétides des usines et des fabriques, de la vie sédentaire et débilitante de l'employé de bureau, ils vous riront au nez. Comme ils travaillent eux, à la rigueur du soleil, il se figurent que, travaillant à l'ombre, le citadin a bien moins de peine. Ils ne savent guère que le travail des champs, en plein air dans le voisinage des eaux et des bois, aux pures émanations des foin coupés et des autres récoltes, est autrement plus sain, plus fortifiant pour l'âme et pour le corps, qu'il est le principe des plus mâles vertus et des plus robustes santés.

“ Quant à l'argent, s'il est difficile de le gagner à la campagne, il ne l'est pas moins à la ville, et il s'y dépense plus vite. On part du village, plein d'espoir, car on est sûr de faire fortune ; et vite accourent les déceptions. Si on osait, on reviendrait, mais on craint l'ironie des voisins ; et puis, on n'est plus assez paysan pour travailler la terre. On reste et l'on ne tarde pas à faire la triste expérience d'une autre réalité ; c'est qu'à la ville, la misère est plus noire qu'à la campagne. Dans les villages, il y a des pauvres ; il n'y a pas de malheureux. Au lieu d'être entassés dans des appartements trop petits à un cinquième étage, comme les ouvriers de la ville, le journalier et sa famille ont une habitation indépendante, avec un jardin et un peu de terre à cultiver. Les gros propriétaires se disputent les journées du père, et occupent les enfants aux soins du bétail. Si la maladie survient et avec elle la gêne, les secours ne font pas défaut, car on est connu des familles aisées de l'endroit. Dans la ville, malgré tant d'œuvres de charité, c'est la gêne la plus dure, c'est la misère noire.

“ Le paysan, ajoute cet écrivain, n'en continue pas moins d'aller à la ville, d'autant plus que la fascination qu'elle exerce sur son esprit se combine avec l'idée inférieure qu'il a de son métier. Qu'un ouvrier de la grande ville vienne par hasard à la campagne, parce qu'il a un vêtement d'une coupe moins surannée, et qu'il débite avec aplomb les insanités qu'il a lues dans une feuille quelconque, les paysans l'écoutent presque comme un oracle. Mélez-vous pourtant à la conversation. Comme il est facile de voir, que si le paysan a moins de bagout, il a, plus de bon sens. Son jugement naturel, que nulle mauvaise doctrine n'a frelaté, le guide à une plus saine appréciation de toutes choses. Mais le paysan se défie de lui-même, et si, un jour, son fils s'en va comme ouvrier à la ville, il croit qu'il a monté d'un cran dans la société.

“ Une grande cause de l'émigration rurale en France est la manie du fonctionnarisme. Faire de leur enfant un instituteur, un agent-voyer, un commis, un employé du gouvernement quelconque, c'est là le rêve de beaucoup d'agriculteurs.

“ Il n'est peut-être pas un pays au monde où les carrières administratives soient aussi encombrées qu'en France : pour une place vacante, il y a 100 demandes : là aussi, on se plaint que l'instruction est souvent de nature à inspirer au fils de cultivateur du dégoût pour sa condition, et on vient de voir qu'il vaut mieux l'initier aux éléments de l'agriculture raisonnée, glorifier à ses yeux la culture de la terre et inculquer à son jeune esprit l'amour de la vie rurale.”

Dernièrement, les autorités de plusieurs Etats de la Nouvelle-Angleterre ont fait faire des études analogues à celles qui sont confiées à ce comité. Elles ont eu pour résultat de constater qu'un grand nombre de fermes, jadis prospères, étaient abandonnées par leurs propriétaires et réduites à l'état de nature.

Parlant de ce triste état de choses, le “ Courrier des Etats-Unis ” disait : “ Il existait en août 1889, dans l'Etat du Maine, 3,318 propriétés rurales désertes ; mais il paraît que l'administration s'occupe de prendre des mesures au moins pour atténuer les effets de cet exode. L'Etat du New-Hampshire, où le déculement a produit de pareils résultats, a fait de grands efforts pour soustraire à une ruine irréparable des domaines tombés dans l'abandon, et le commissaire rentré en fonction l'an dernier à cet effet a réussi, dans la première année, à trouver des acheteurs pour 350 d'entr'eux. La plupart des acquéreurs sont des habitants des villes qui ont l'intention d'en faire des maisons de plaisance pour l'été. D'autre part, la Législature du Vermont, après des essais infructueux, a tout simplement aboli les fonctions du commissaire et toute l'organisation qui avait été établie pour repeupler les fermes dans cet Etat.”

Dans le New-Hampshire, il y avait 1342 fermes abandonnées, et dernièrement un journal américain annonçait ainsi une ferme de 20 acres :

— “ *Loyer gratis et un présent de cinquante piastres.* ”

Dans le Kansas, si souvent vanté pour sa fertilité par certains journaux, probablement à cause de son grand éloignement, la dépression agricole s'est fait sentir comme sur d'autres points de la grande république. Le dernier recensement démontre que, dans la dernière décade, la population a diminué dans plusieurs régions.

La propriété est hypothéquée depuis longtemps, et dans certains comtés on voit, sur l'espace de plusieurs milles, des maisons abandonnées et des instruments de fermes inactifs.

Jetons maintenant un coup d'œil sur l'Etat le plus riche de l'Union Américaine par la fertilité de son sol et les avantages de sa position géographique, l'Etat de New-York. Voici ce que nous lisons dans le rapport des cotiseurs déposé à la Législature d'Albany, l'an dernier :

“ Nos investigations pendant l'année écoulée corroborent l'assertion déjà faite à savoir : qu'il n'y a pas eu d'améliorations dans la valeur des fermes non plus que dans la condition financière de leurs propriétaires et occupants. Partout

“ on nous a déclaré que les terres sont en pleine dépréciation, que les ventes sont très rares, et que l'industrie agricole est de moins en moins profitable. Dans un grand nombre de cas, les terres sont hypothéquées à leur pleine valeur, et ce n'est que par exception qu'on en trouve qui ne le soient pas ”.

L'importance du mouvement d'émigration dans la province de Québec, tout en étant malheureusement trop considérable, a cependant été grandement exagéré. Il y a une tendance regrettable en cette province de vouloir tout rattacher à la question politique : les luttes et les rivalités de partis ont beaucoup trop absorbé l'énergie et l'attention de notre peuple, et chacun s'est appliqué à ne trouver partout que des causes politiques, sans se donner la peine de chercher les causes économiques et sociales qui ont pu déterminer la prospérité ou la dépression de certaines parties du pays. Il en est résulté qu'on s'est souvent placé à des points de vue entièrement faux pour juger le problème à résoudre. Le cultivateur n'est malheureusement pas resté à l'abri de ces influences malsaines, et aussi longtemps qu'on lui fera voir que la cause de sa souffrance doit être exclusivement attribuée à l'administration de la chose publique, on aura bien peu de chance de le voir entrer en lui-même et y rechercher par l'étude et l'observation les causes de ses insuccès. Les maladies sociales sont soumises aux mêmes recours que les maladies du corps humain. Le premier devoir de celui qui veut se guérir, c'est de se rendre bien compte du siège, de la source et de la nature du désordre.

Certains journaux de ce pays croient avoir tout dit sur ce sujet, quand ils attribuent l'émigration à l'influence du tarif protecteur, et quand ils vont jusqu'à prétendre que le libre-échange rendrait du coup le cultivateur riche à millions. Or, comme nous l'avons déjà dit, ce mal social de l'émigration de l'habitant de la campagne vers les villes a existé de tout temps, indépendamment des formes du gouvernement et des théories économiques qui présidaient à l'administration. Cette propension à quitter l'agriculture, c'est-à-dire l'état le plus naturel et le plus conforme aux destinées de l'homme, pour aller se fixer dans les villes, est aussi ancienne que la déchéance de l'humanité. De nos jours, on voit le même fléau prévaloir dans les pays libres-échangistes tout aussi bien que dans les pays protectionnistes.

On voit qu'aux États-Unis ce courant prend des proportions qui alarment, à juste titre, les penseurs les plus sérieux de la grande République Américaine. En France, en Belgique, en Allemagne, dans la Grande-Bretagne, partout en un mot, l'homme cherche à fuir la vie modeste et frugale des champs pour courir vers les appâts fascinateurs de la ville.

En Angleterre, pays du libre-échange par excellence, la dépopulation des campagnes semble être plus forte que partout ailleurs et les membres de la commission, chargés d'étudier l'industrie du sucre de betterave, en Europe, dans leur rapport soumis au gouvernement de cette province, en date du 17 mai, 1892, constatent d'une manière formelle l'existence de ce fléau.

Parlant de certaines campagnes, la Commission mentionne à la page 43 que : “ le Docteur Gustaf Schack Tommer, de Liverpool, a entrepris de refouler ce courant de l'opinion publique et s'occupe activement d'introduire dans la Grande-Bretagne l'industrie du sucre de betterave. Il a donné, dans ce but, plusieurs

conférences, publié des brochures pour bien faire connaître cette industrie aux cultivateurs anglais, et il faut espérer qu'il finira par réussir. Au point de vue économique, il représente l'industrie du sucre de betterave comme le moyen le plus sûr et le plus efficace d'empêcher le dépeuplement des campagnes, qui, depuis une vingtaine d'années, ont vu *plus de la moitié de leur population* désertier les districts ruraux pour se concentrer dans les grandes villes ou émigrer en Amérique".

Que l'agriculture subisse une dépression sérieuse dans la province de Québec, il n'y a pas à le nier ; et outre les causes, qu'on pourrait appeler partielles ou accidentelles, causes énumérées plus loin, il en existe une d'un caractère général dont il importe de tenir compte.

Notre agriculture n'a pas suffisamment profité, à l'exemple des autres industries, de ce qu'on est convenu d'appeler le progrès et les découvertes modernes. Tout en subissant de grandes améliorations, elle a cependant conservé beaucoup de son caractère primitif, et l'une des causes de sa souffrance est que ceux qui s'y livrent n'étaient pas en état d'appliquer à leur art les éléments de succès, causes de développement et d'avancement des autres professions.

La grande industrie, la construction des chemins de fer et l'ouverture à la production agricole de régions nouvelles d'une fertilité étonnante, ont produit dans le monde une révolution économique, dont le petit cultivateur, surtout celui qui persiste dans les anciennes méthodes, doit nécessairement souffrir.

L'agriculture est-elle désignée à subir la même révolution ? Sommes-nous destinés à voir disparaître la petite propriété ? Le cultivateur particulier, dans cette lutte du plus faible contre le plus fort, doit-il être supplanté par le capitaliste exploitant le sol d'après le système de grande culture et au moyen des instruments agricoles perfectionnés qui remplacent graduellement le travail des bras ?

Voilà le problème qu'on peut se poser et que l'on devra résoudre.

La suppression des distances, la facilité des transports, produisent au Canada, comme ailleurs, une révolution économique dont notre agriculture subit le contre-coup. Non seulement les céréales sont transportées à travers le continent jusqu'au sein de la vieille Europe, à des taux excessivement réduits ; mais il en est ainsi des viandes, des végétaux et de tous les produits en général. Cette révolution rend nécessaires des transformations radicales de la méthode agricole suivie dans cette province, transformations que l'on doit faire aussi promptement que possible, si l'on y veut tarir la source du mal.

La grande industrie a virtuellement tué l'industrie domestique. Le rouet à filer, le métier à tisser sont à peu près disparus de nos campagnes et une seule fabrique peut aujourd'hui produire les tissus manufacturés autrefois par toute une province.

Jusqu'où ira cette compétition du capital et de la mécanique appliquée à l'agriculture contre le petit cultivateur ? Ses ressources ne lui permettent pas d'employer d'autres éléments de productions que ceux dont il se servait il y a cinquante ans. Combien de temps durera cette période intérimaire ? L'avenir seul, nous le dira.

Tous les gouvernements du monde se sont appliqués à favoriser l'agglomération et la création des centres ouvriers. Dans notre province, comme ailleurs, nous avons voulu ériger des villes, avoir notre grande industrie, sous le prétexte assez légitime d'avoir des débouchés rapprochés pour nos produits agricoles. Les villes se sont bâties : la population s'est accrue naturellement, aux dépens des campagnes, et la compétition des régions de l'ouest où la culture en grand, dans un sol vierge, amène un surcroît de productions, est venu créer à nos portes mêmes une concurrence à laquelle nos cultivateurs ne peuvent résister par suite de leur culture, malheureusement peu améliorée. Non-seulement la province de Québec ne nourrit pas les habitants de ses villes, mais même dans les campagnes, on voit sur plusieurs points les céréales de l'ouest supplanter graduellement la production indigène.

Ce côté économique de la question doit être sérieusement étudié et médité. Il ne faut pas surtout le perdre de vue si l'on veut sincèrement se rendre compte des causes du mal que nous déplorons.

Cette concurrence, ce drainage du capital qui s'opère au détriment de nos campagnes pour le profit de l'ouest, ne cessera que lorsque le cultivateur de la province de Québec aura, grâce à l'étude et à l'observation, modifié sa culture, en la dirigeant surtout vers la production de certains articles à l'égard desquels la concurrence est moins à craindre. Exemple : les produits de la laiterie.

Avec des terres mieux engraisées, mieux cultivées, le cultivateur de la province de Québec, ayant lui aussi recours à tous les instruments modernes qui multiplient si bien la valeur des bras, pourrait encore lutter avantageusement avec l'ouest, même pour la production des céréales.

Le cultivateur de la province de Québec ne pourra résister à la révolution économique dont nous venons de parler qu'en opérant lui-même une révolution dans ses éléments de production.

Un acre ensemencé en froment et soumis à une maigre culture ne fera qu'appauvrir son propriétaire, tandis que si le même terrain est soumis à une culture plus intensive, il peut, avec la même somme de travail, la même dépense, décupler son rendement. En un mot, quand tout progresse autour de lui, quand les moyens de production se multiplient chaque jour, quand on découvre sans cesse des procédés nouveaux pour remplacer la main d'œuvre par la mécanique, il est impossible que le cultivateur reste stationnaire. Il lui faut étudier son art, avoir recours à tous les moyens propres à rendre son travail aussi fructueux que possible.

A part le mal réel et direct qui est causé à notre classe agricole par cette révolution économique, nos cultivateurs souffrent encore des idées fausses et pernicieuses qui s'emparent des esprits plus que jamais.

Notre pays est envahi, comme les autres, du reste, par la grande hérésie sociale qui veut que tout le monde soit riche. L'inégalité des conditions, la soif du bien-être matériel et la convoitise des biens qu'on ne possède pas, ont ici, comme partout ailleurs, une influence considérable sur nos populations.

L'esprit de réflexion semble disparaître. La création à bas prix, les progrès merveilleux de l'industrie et toutes les inventions étonnantes qui surgissent à chaque instant de nos jours, semblent donner le vertige à l'homme des champs. La ville avec son brouhaha et son électricité tourne la tête à l'homme de la campagne. Il est entraîné, presque à son insu, vers les villes, comme le papillon est attiré par les rayons d'une lanterne.

La plupart des journaux que nous avons mentionnés, ont pertinemment traité la question de l'émigration à ce point de vue.

Nous nous permettons de citer l'extrait suivant, publié par le "Journal de Waterloo" : "Savoir trouver la satisfaction dans son état est le premier gage de succès dans n'importe quelle position sociale, mais surtout, dans l'agriculture. Ah ! si vous saviez, amis cultivateurs, comme la vie que vous menez à la campagne est plus agréable, plus paisible, plus exempte de soucis et de tribulations que celle de la plupart des gens de la ville, des commerçants, des hommes de professions, vous cesseriez d'envier leur sort.

"Un autre moyen de réussir dans l'art agricole est l'étude. Parce que vous avez vu votre père labourer la terre qu'il vous a léguée, n'allez pas croire qu'il suffise de pouvoir tenir les mancherons de la charrue pour être bon cultivateur. Il faut être au courant de toutes les découvertes modernes, de toutes les expériences qui se font chaque jour ; en faire soi-même ; en noter les résultats avec soin ; savoir tirer profit de ses observations : ne rien faire au hasard et ne pas croire que pour récolter, il suffit de semer, sans avoir égard à la température, à la qualité de la semence, au sol où l'on jette cette semence.

"Un moyen encore de faire payer l'agriculture, c'est d'être avare de son temps. Il y a toujours quelque chose à faire sur une ferme. Si vous rencontrez un cultivateur qui flâne chez ses voisins, qui passe son temps à la chasse ou à la pêche, ou en visite, les trois quarts du temps, sous le prétexte qu'il n'y a rien qui presse à la maison, vous pouvez être sûr que cet homme est à la veille d'être forcé d'abandonner sa terre pour aller ruiner sa santé au service des américains.

"L'économie dans les habits, dans les chevaux, les harnais et les voitures de promenade, enfin l'économie partout, voilà encore un des grands moyens de succès en agriculture. L'argent que vous dépensez inutilement en beaux habits, en riches bijoux, en brillants équipages, toutes choses qui, le plus souvent, ne conviennent pas avec votre état, comme il rapporterait beaucoup plus, s'il était employé à l'achat d'un animal de race, ou d'un instrument d'agriculture perfectionné !

"Cette dernière dépense, si elle est faite d'une manière rationnelle, ne peut que conduire un cultivateur au succès et à l'aisance ; tandis que les dettes que contracte souvent celui qui veut bien paraître, lui ouvre infailliblement le chemin de l'exil."

C'est surtout sur la nécessité de réformer ou plutôt de créer l'enseignement agricole en cette Province que l'on a attiré notre attention.

La multiplication des collèges classiques qui ont charge d'instruire la jeunesse, a eu ses bons effets. D'un autre côté, il faut admettre que leur accès trop facile a largement contribué à y faire entrer trop de personnes douées de

talents médiocres et qui ont grossi d'une façon démesurée et dangereuse le nombre des déclassés.

L'attention de nos gouvernants doit être attirée sur ce point. Des efforts devraient être faits pour protéger d'avantage l'instruction élémentaire dans nos campagnes et réagir contre cette tendance par trop générale de la classe agricole à vouloir sortir de sa sphère, tendance qui devient ensuite une source de déboires et de cruels désappointements pour un si grand nombre.

On délaisse l'agriculture bien souvent, parce qu'on pense qu'on n'y jouit d'aucune considération et qu'on ignore qu'il doit s'y trouver de quoi vivre honorablement et librement. Ce préjugé s'impose à l'attention de ceux qui veulent arrêter le fléau.

Un bel exemple à donner en faveur de l'instruction agricole, serait l'adoption par le gouvernement d'un système de colonies agricoles pour la correction des jeunes disciplinés, du moins pour certaines catégories d'entre eux. Dans un pays comme le nôtre, où le sol est à bon marché, où les métiers et les professions sont si encombrées dans les villes, il devrait être considéré comme anormal d'instruire ceux qu'on est convenu d'appeler les jeunes délinquants, en vue de les faire contribuer plus tard à accroître cet encombrement. Le gouvernement rendrait service à la cause agricole et donnerait là une marque d'appréciation favorable pour cet art si noble et si utile en y dirigeant ceux que la loi place spécialement sous sa surveillance et sa direction.

Un correspondant du lac Saint-Jean exprime l'espoir de voir bientôt une colonie agricole attachée au nouvel établissement des Trappistes sur la rivière Mistassini.

La plus sérieuse attention du gouvernement est attirée sur la nécessité d'avoir comme instituteurs et institutrices dans les campagnes, des personnes en état de faire aimer et connaître autant que possible l'agriculture aux enfants, soumis à leurs soins. Sans entrer dans l'enseignement pratique de l'art agricole, les directeurs et les directrices de nos écoles rurales pourraient au moins se faire une obligation d'inculquer dans l'esprit de leurs élèves des idées propres à faire apprécier la beauté, l'utilité et la grandeur de l'agriculture. C'est ce qui manque partout dans cette province, sauf de rares exceptions.

Au dernier congrès de l'industrie laitière tenu à Sainte-Thérèse, il a été lu un mémoire adressé par l'hon. M. Nantel sur cet important sujet de l'enseignement agricole. Nous nous faisons un devoir d'en citer l'extrait suivant :

“ L'enseignement de l'agriculture dans les écoles de la campagne ne devrait être secondaire qu'à celui de la morale chrétienne et devrait pénétrer toute l'éducation, non pas tant peut-être pour apprendre aux enfants l'art de la culture,—art que souvent les maîtres ne connaissent pas d'une manière suffisante—que pour leur inculquer le goût et leur en donner une haute idée. Il me semble que tous leurs livres devraient être imprégnés de l'amour de la vie des champs, et sous mille formes, fournir la matière aux leçons de lecture, de calcul, de comptabilité, de géographie, de géologie, etc., de manière à s'approprier aux besoins quotidiens que l'élève, devenu plus tard cultivateur, pourra avoir de ces notions diverses.

“ Au sortir de l'école, le fils du cultivateur devrait autant que possible se trouver en possession de toutes les connaissances que requiert le noble exercice de son art. Qu'on ne lui surcharge pas la mémoire de mots non compris, et qu'on ne l'accable pas de leçons si peu attrayantes que souvent même il se dégoûte à jamais de la simple lecture. Pourquoi, au moyen de leçons intéressantes sur ce qu'il connaissait déjà et sur les objets qui les entourent, ne pas conduire les élèves à la vision graduelle de choses qu'il leur est nécessaire de connaître, tout en leur inspirant un goût prononcé pour l'étude et l'observation en leur faisant comprendre qu'ils doivent constamment se tenir au courant des progrès nouveaux de l'agriculture ? Le réformateur qui aura le courage de donner à la masse de notre population rurale la véritable éducation agricole, laquelle consiste d'abord à lui faire aimer son état et à lui enseigner ensuite les moyens de le faire payer, aura rendu un service incalculable à notre pays qui ne vaudra sérieusement, à un certain point de vue, du moins, que par l'agriculture”.

Ces vues de l'honorable commissaire des travaux publics sont partagées par une foule de nos correspondants, et spécialement par plusieurs membres du clergé.

Il faudrait une propagande active, suivie, universelle pour réagir contre les idées fausses qui en conduisent un si grand nombre dans la voie des aventures. Si seulement la moitié des efforts et de l'énergie qui sont absorbés par nos luttes politiques étaient consacrés à populariser l'agriculture et à encourager notre population à y persévérer, on verrait le pays changer de face en très peu de temps. La plaie de l'émigration serait en grande partie guérie. Si on organisait un véritable mouvement national sous ce rapport, la chose serait très à propos pour le succès et le progrès de notre agriculture qui comporte une question de vie ou de mort pour la province de Québec.

Une étude réfléchie des bienfaits de la vie champêtre, comparée à celle des villes, mettrait un peu plus de philosophie et de sagesse dans la tête de plusieurs. Le cultivateur comprendrait, avant de se lancer dans la servitude des villes, que s'il y est mieux logé et mieux nourri, il n'en perd pas moins sa liberté, cette liberté dont il jouissait si largement dans son village. N'est-ce pas la valeur de cette liberté qu'il s'agirait de commenter et de faire apprécier sainement par la jeunesse ?

Il est malheureusement trop vrai que l'instruction de la jeunesse dans cette province la conduit et la pousse à toute autre chose qu'à l'agriculture. Outre que les éléments de la science agricole ne figurent nulle part, même dans nos écoles primaires de campagne, on ne trouve rien dans l'instruction donnée dans nos institutions d'un ordre supérieur qui puisse populariser et faire aimer l'agriculture. Prenons, par exemple nos couvents, si habilement dirigés du reste par des religieux qui sont des modèles de vertu et de dévouement.

Il est de mise pour le cultivateur tant soit peu à l'aise d'y envoyer ses jeunes filles. C'est avec raison ; car la solide instruction religieuse qui y est puisée, constitue un trésor innappréciable chez une future mère de famille. Mais à côté de cette instruction religieuse et des études littéraires qui ont aussi leur incontestable valeur, il est regrettable qu'on n'y enseigne pas un peu plus les choses de la

vie pratique. Sous ce rapport, non seulement la classe agricole, mais toutes les autres classes pourraient profiter d'une modification dans le programme des études.

Dans notre état de société, presque tout le monde fuit la domesticité, le travail manuel. Et les soucis pratiques de la vie de ménage menacent de s'imposer indistinctement aux femmes mêmes les plus haut placées.

La plupart sortent du couvent avec des idées et des habitudes incompatibles avec la vie rurale. Généralement, ces demoiselles sont plus fortes sur le piano que sur la cuisine. Toute leur ambition consiste à changer de sphère et à abandonner le milieu dans lequel elles sont élevées. La même remarque peut s'appliquer à une foule d'institutions où le fils du cultivateur va irrévocablement perdre le goût et l'amour des occupations de ses pères.

Quant aux écoles primaires, elles présentent en général tout ce qu'il faut pour faire détester la vie champêtre.

Les maisons d'écoles sont malsaines, dépourvues de toutes précautions hygiéniques ; elles n'offrent rien d'attrayant à l'intérieur ni à l'extérieur. L'institutrice généralement est mal payée ; elle est dégoûtée de l'enseignement et brûle du désir de s'émanciper le plus tôt possible. Elle offre une instruction qui pousse ses élèves vers la vie des villes et les illusions qui l'entourent. Or, comment peut-on espérer qu'une instruction donnée dans de pareilles circonstances, et sous de pareils auspices, puisse influencer la jeune génération dans un sens favorable à la carrière agricole.

La grande réforme par excellence qui s'impose à l'attention de nos classes dirigeantes est celle qui aurait pour but de tout combiner dans l'instruction, tant supérieure que primaire. C'est surtout cette dernière, qui peut faire aimer l'agriculture et apprécier les avantages de la vie rurale. C'est vers ce but que doit tendre et converger en ce moment l'attention de tous ceux qui s'intéressent sincèrement à la grande question qui nous occupe. Les cercles agricoles, qu'on est en voie d'organiser, sont appelés à rendre un immense service et c'est probablement le moyen le plus pratique et le plus sûr pour enrayer le mouvement de l'émigration ; mais, il nous faut l'avouer, l'une des plus grandes sources du mal se trouve dans la défectuosité que nous venons de signaler dans notre instruction, surtout dans notre instruction primaire.

Il se fait en ce moment dans la province et dans notre sphère gouvernementale, un mouvement dont le but est de protéger et de favoriser l'agriculture. Ce mouvement mérite l'appui le plus chaleureux, le plus sympathique de tous les patriotes sincères et il importe que tout le monde, sans distinction de position sociale, y mette la main et se fasse zélé dans la sphère de son activité et de son influence.

Nous avons parlé des maisons d'écoles dans nos campagnes : c'est vers ce point que doit porter l'attention toute spéciale de ceux qui président à l'administration de la chose publique.

Ces maisons devraient être entourées de tous les éléments propres à faire ressortir les beautés et les charmes de la vie champêtre. C'est là que le fils de cultivateur devrait apprendre à orner son propre domaine. Beaucoup de nos

maisons de cultivateurs sont dépourvues de charmes et d'attraction. On n'y voit à côté, ni arbres fruitiers, ni arbres d'ornement ; c'est l'image de l'ennui, de la désolation, et nous pouvons dire, avec vérité, que la maison d'école lui sert souvent de modèle sous ce rapport. On ne s'est pas suffisamment appliqué à rendre la campagne attrayante, à y organiser des amusements, des fêtes publiques, des démonstrations patriotiques ; ce sont là autant de moyens d'attacher les hommes et surtout la jeune génération à la vie champêtre. Un peu d'attention de la part des parents et des hommes influents dans chaque localité, pourrait rendre un service immense à la bonne cause. Le besoin de distractions, l'horreur de la monotonie sont instinctifs, surtout aux descendants de la nation la plus gaie du monde,

Ces remarques ont peut-être plus d'importance qu'on ne serait porté à le croire ; le jeune homme qui va à la ville et qui y voit le mouvement, les distractions, les images brillantes, lorsqu'il s'en retourne à la campagne, y fait des comparaisons, qui sont de nature à fausser son jugement, à moins qu'une influence spéciale ne vienne le contrôler.

Une foule de personnes nous signalent comme une cause de ruine pour plusieurs cultivateurs, la multiplicité des procès et le chiffre élevé des frais de justice.

Il est constaté qu'il y a plus d'avocats dans la province de Québec, proportion gardée du chiffre de la population, que dans aucun autre pays du monde. Notre système judiciaire devrait être réformé dans le sens de la conciliation et de la justice à bon marché. Le système du crédit est aussi la cause par excellence qui chasse nos cultivateurs de la campagne pour en faire des prolétaires dans les villes. La tendance à s'endetter, à dépenser ce qu'on n'a pas, à escompter l'avenir pour satisfaire un besoin du moment, constitue une véritable calamité dans nos campagnes. Cette tendance, avec l'absence de calcul qui y prévaut d'une manière désolante, devrait être combattue par tous les moyens possibles. On suggère aux législateurs de réformer nos lois dans un sens propre à enrayer ce torrent désastreux.

Les dettes constituent le plus terrible ennemi de notre classe agricole. Il est constaté d'une manière unanime, par tous nos correspondants, que les cultivateurs s'endettent en grande majorité pour d'autres fins que pour l'amélioration de leur culture. Ceux qui attribuent à ce qu'on est convenu d'appeler le luxe, la dépression économique de nos campagnes, sont loin d'être dans le faux, et il y a certainement là matière à travail et à réflexion pour ceux qui président à l'éducation domestique de nos cultivateurs, d'une manière directe ou indirecte.

L'une des principales choses, dont l'on devrait faire comprendre la nécessité, au moyen de cercles agricoles et d'une instruction et éducation spéciales, c'est le besoin d'une comptabilité dans chaque ferme, dans chaque famille. Bien des maux et des faux pas seraient évités au cultivateur, s'il tenait un compte régulier de ses opérations et de ses affaires. Des milliers qui végètent aujourd'hui dans les villes manufacturières ne se sont aperçus de leur ruine que lorsqu'elle a été consommée d'une manière irrémédiable. Si l'on réussissait à convaincre le cultivateur qu'il doit calculer et se rendre par lui-même compte du résultat de ses affaires, on aurait réussi à atténuer grandement le mal.

Comme une foule de correspondants nous l'ont répété, l'instruction que l'on donne ici à la jeunesse agricole n'a pas suffisamment pour but de l'attacher à l'agriculture et on peut dire qu'en général, le cultivateur de la province de Québec n'aime pas sa profession.

Un trop grand nombre perdent l'ambition d'agrandir leurs domaines en vue de le transmettre ainsi amélioré à leurs descendants. Le cultivateur qui n'est pas attaché à sa terre ne guette que l'occasion de la vendre, au lieu de faire des travaux d'amendement d'un caractère permanent. Au lieu de planter des arbres fruitiers et des arbres d'ornement qui profiteraient autant à lui-même qu'à ses héritiers, il ne songe qu'à cultiver à la diable, à récolter tant bien que mal pour le moment. Ses bras et la partie physique de son être sont seuls sur la ferme ; sa pensée et son ambition sont ailleurs. Une foule de fausses notions voltigent dans son cerveau et y engendrent les aspirations plus ou moins mal définies qui le poussent cependant à végéter dans un art où il aurait pu réussir avec plus d'attention et de concentration d'esprit.

On représente nos cultivateurs comme enclins à la paresse.

Ceci doit être considéré, sinon comme une calomnie, du moins, comme une représentation fautive et exagérée. Notre peuple est au contraire naturellement actif, vigoureux, Il est homme de travail. Ce qui lui manque c'est la direction, l'impulsion : si on pouvait lui faire aimer sa profession et lui ôter l'esprit des illusions et les autres sources de découragement moral, la perte de temps serait chose inconnue dans nos campagnes.

Il n'en est pas moins vrai que, dans nos paroisses, beaucoup de cultivateurs sont loin d'être des modèles d'assiduité au travail. Voici ce qui est consigné dans un rapport adressé au "Canadien" :

" Il est beaucoup de chefs de familles qui eussent pu rester sur leurs fermes, s'ils avaient été plus vaillants, ou moins paresseux. On m'a nommé des gens qui sont émigrés aux Etats-Unis avec toute leur famille et qui continuent là-bas la même vie d'oisiveté, de fainéantise qu'ils menaient ici. La femme, les filles et les garçons travaillent comme des mercenaires dans les manufactures et les fabriques de toutes sortes, et le père de ces malheureux passe les jours, les semaines, les mois à dormir, à se promener en désœuvré, dans les rues ou à courir les auberges.

" D'autres sont partis parce qu'ils n'aimaient pas la culture ou parce qu'ils trouvaient la vie des champs trop dure et trop difficile. Si vous alliez les interroger aujourd'hui, ils vous diraient peut-être qu'ils travaillent beaucoup plus aux Etats-Unis que sur leur terre."

Nous continuons à résumer les remarques et suggestions que nous avons reçues.

En certains endroits, la dépression agricole est attribuée d'une manière assez directe à la fermeture du marché américain ou plutôt à l'élévation récente des droits d'entrée aux Etats-Unis.

Les cultivateurs de ces localités, habitués à exporter certaines spécialités de produits aux Etats-Unis, se sont vus frustrés de ce marché depuis quelques années. Ailleurs, le manque d'étude et de calcul a amené un excès de production, et a encombré les marchés. Des cultivateurs, au lieu de modifier leur culture, selon la demande, se sont mis à produire, on pourrait dire au hasard.

On a ignoré dans beaucoup d'endroits que le cultivateur, comme tout autre producteur, doit sans cesse étudier les conditions de l'offre et de la demande, et qu'il lui faut de toute nécessité modifier et varier ses cultures, selon les circonstances.

Un personnage important nous communique les remarques suivantes que nous allons citer :

" Dans le monde entier, les campagnes sont en train de se dépeupler au profit des villes, et les petites villes au profit des grandes ".

" La cause la plus générale est partout la même. Au dire des économistes qui ont étudié le phénomène avec attention, cette cause résulte du désir irrésistible qu'éprouve l'homme déchu pour tâcher d'améliorer son sort ".

" L'observation de ce qui se passe, démontre, il est vrai, que loin de se rendre plus heureux en s'entassant dans les centres, le race humaine se rend, au contraire, de plus en plus malheureuse ; mais cela ne détruit pas le fait que nous déplorons, — l'existence d'un courant fatal dont l'intensité s'accroît chaque jour ".

" La France est encore un des pays où se marque le moins ce mouvement d'agglomération ; il s'y marque pourtant, et assez insensiblement, car la population urbaine de la France, qui formait, en 1846, 25 pour cent de la population totale, formait 36 pour 100 de cette population, en 1886. Mais c'est bien autre chose encore dans les autres pays ".

" En Allemagne, de 1871 à 1885, voici dans quelle mesure s'est fait l'accroissement de la population. Dans les villes de plus de 100,000 habitants, cet accroissement a été de 70 pour cent ; dans les villes de plus de 20,000 habitants, il a été de 31 pour 100 ; dans les villes de plus de 5,000 habitants, il a été de 24 pour 100 ; dans les villages, il a été à peine de 3 pour 1,000 ".

" Plus grande encore est la poussée vers les grandes villes, aux Etats-Unis ; et plus formidable encore, en Australie, où les campagnes commencent littéralement à se vider, et où la population des capitales atteint jusqu'à 60 pour 100 de la population totale des provinces. En Angleterre, Londres, Birmingham, Liverpool, Glasgow, sont encombrés de villageois ayant abandonné leurs villages ".

Un bienfait pour le cultivateur de la province de Québec serait l'organisation d'un crédit agricole. Cette œuvre pourra s'accomplir avec l'esprit d'association qui semble se manifester de plus en plus dans nos campagnes. Il serait grandement stimulé par l'établissement systématique de cercles agricoles. Les cultivateurs auraient alors un moyen simple et peu coûteux d'emprunter de l'argent à un taux d'intérêt très limité, ce qui serait le salut pour un très grand nombre d'entre eux. On ne se rend peut-être pas compte du mal causé à certaines campagnes par les taux élevés d'intérêt, et les frais énormes qu'entraînent les emprunts d'argent.

Le système de crédit dont on abuse tant, est la grande source de dépérissement pour nos cultivateurs. Il est constaté que si le système du comptant était une bonne fois mis en pratique, il épargnerait au moins vingt-cinq pour cent sur le prix des objets achetés par le cultivateur. L'observation de ce côté de la question explique le désastre d'un nombre trop considérable de ceux qui émigrent.

L'usure fait plus de ravage qu'on ne le croit sur certains points de notre pays. On nous signale des localités où les colons et les cultivateurs ont à payer de dix à douze pour cent d'intérêt. C'est dans ce cas qu'un système de crédit

agricole bien organisé et bien conditionné pourrait constituer une véritable planche de salut.

L'un de nos correspondants, qui a fait de fortes études sur l'économie politique et beaucoup voyagé en Europe, nous signale le fait qu'en Sardaigne une excellente institution a été établie en faveur de l'agriculture. " *Le mont de secours* est une banque agricole dont le mécanisme fait le plus grand honneur à l'ingénieuse charité de son fondateur, le comte de Bogino, et que les nations les plus avancées pourraient s'approprier avec de grands avantages. Dans chaque village, un comité sous le nom de *junte locale*, réunit presque toutes les autorités locales, le curé, le seigneur, le marchand, les juges de paix, les notables. Chacun de ces comités est subordonné à une *junte diocésaine*, composée de plusieurs conseillers et présidée par l'évêque ; des censeurs diocésains représentant ces comités supérieurs communiquent avec une *junte générale*, établie à Cagliari, capitale de l'île, et réunissant les plus hauts dignitaires de la Sardaigne. Chacun de ces centres a pour mission de fournir aux cultivateurs, et particulièrement aux indigents, la quantité de grains nécessaire pour ensemençer leurs terres, ou un secours en argent destiné soit à l'achat des bœufs et des instruments de labourage, soit aux dépenses de la moisson. A une époque déterminée de l'année chaque laboureur déclare le nombre de ses bœufs, l'étendue de ses champs, expose ses besoins, et lorsque sa déclaration a été vérifiée par cinq prud'hommes de l'endroit, il reçoit le grain, ou l'argent qui lui sont alloués, en s'obligeant à le rendre après la moisson ; l'intérêt exigé équivaut à un seizième pour les grains, à un et demi pour cent par année pour les secours en argent.

" Chaque *junte* réserve annuellement une certaine quantité de blé ou d'orge pour l'ensemencement d'un terrain qui lui est attribué : tous les habitants de village, à l'exception des bergers, sont tenus, sous peine d'amende, de concourir par une journée de travail gratuit à la culture de ce terrain commun. Il arrive souvent qu'après avoir soldé toutes ses dettes et porté au complet ses deux réserves en grain, l'administration d'un canton reste encore en possession d'une somme sans emploi prévu : elle peut alors, avec l'autorisation du gouverneur, l'appliquer à des dépenses d'utilité publique ou de bienfaisance, comme la réparation des chemins, la construction d'une fontaine, le dessèchement d'un marais, l'éducation d'un orphelin, ou la dotation d'une fille pauvre ".

N'y aurait-il pas moyen de s'emparer de cette grande idée et de l'appliquer à notre pays ?

La régie de notre domaine public laisse à désirer sous plusieurs points. L'on y trouve des défauts qui ont brisé la carrière de plus d'un colon.

La loi qui détermine l'administration de nos terres publiques devrait subir un changement radical. Une distinction bien formelle devrait être établie entre les terres propres à la culture et les terres destinées à l'exploitation purement forestière ou minière. Sur les terres convenables à la colonisation, les colons devraient avoir tous les avantages sur le commerçant de bois ; tandis qu'au contraire, sur les terres propres à l'exploitation soit forestière, soit minière, le commerçant de bois ou l'exploiteur devrait être protégé. Les conflits qui se produisent si souvent en bien des endroits de notre province, entre le colon et le commerçant de bois, sont une source de malaise et un obstacle sérieux aux progrès et à l'œuvre de la colonisation.

Les colonies devraient aussi se faire par groupe et avec plus de méthode. Au lieu de laisser les colons s'éparpiller à leur guise dans les forêts où ils sont privés pendant des années des bienfaits d'un régime municipal et de tout système de voirie régulière. On devrait, autant que possible, veiller à ce qu'une colonie atteigne un degré d'organisation assez parfait avant de songer à en fonder une autre. Beaucoup de colons se sont découragés dans de pareilles circonstances.

Cet éparpillement de la population rend en même temps pratiquement impossible l'établissement d'un bon système scolaire.

Le mouvement colonisateur a été malheureusement dirigé sur des parties de notre domaine public relativement impropres à l'agriculture et qui auraient dû être plutôt, réservées pour des fins d'exploitation forestière. Nos correspondants nous signalent qu'en certains endroits, les colons, après avoir lutté pendant des années, ont dû déguerpir en désespoir de cause, par suite de l'ingratitude du sol.

Certains monopoles résultant de la grande propriété nous sont indiqués comme une source de souffrances pour la classe agricole. Sur quelques points on a suggéré au gouvernement de faire une étude sur ce sujet, de voir s'il ne serait pas possible d'avoir recours à un système de rachat par la Couronne, qui, à son tour, pourrait faire des conditions plus faciles et moins onéreuses au petit occupant du sol.

Le mouvement organisé par certains apôtres dans les colonies de la partie ouest de la Puissance,—mouvement d'ailleurs conduit par des hommes bien intentionnés,—a eu pour effet d'attirer vers le Manitoba et les Territoires, plusieurs cultivateurs, et surtout une foule de défricheurs de nos colonies nouvelles. Cette propagande, toute patriotique qu'elle puisse être, doit être signalée comme l'une des causes de départ d'un certain nombre de nos cultivateurs,—départ regrettable au point de vue de la province de Québec, attendu qu'à tout considérer, les colons trouvent autant d'avantages à s'établir ici que dans n'importe quelle autre partie du Canada.

L'absence d'un système de colonisation bien conditionné et régulièrement organisé est cause que beaucoup de cultivateurs abandonnent définitivement la carrière agricole. Si la colonisation était mieux contrôlée, plus pratiquement dirigée, il est certain qu'une foule de cultivateurs, que des circonstances incontrôlables forcent à quitter leur patrimoine, pourraient aller se tailler un domaine dans notre forêt au lieu de prendre le chemin des villes comme beaucoup d'entr'eux le font, à leur grand regret, du reste.

Des sociétés de colonisation bien organisées, avec des ramifications dans toute la province et aidées par le gouvernement, pourraient rendre de grands services. De telles sociétés furent fondées, il y a quelques années, et donnèrent d'excellents résultats. Il est malheureux que l'indifférence et le manque d'esprit de suite les aient laissées dépérir pour la plupart.

On se plaint, dans plusieurs endroits, que les agents des terres de la Couronne ne sont pas suffisamment renseignés sur la valeur agricole des terres qu'ils sont chargés de vendre aux colons. Le gouvernement devrait voir à ce que ces agents

fassent plus de zèle et se dévouent un peu plus pour attirer l'attention des colons sur le domaine public.

Nos luttes politiques ont exercé une influence plus pernicieuse qu'on ne serait porté à le croire dans l'esprit de nos populations rurales, et les discussions qui ont eu lieu sur la situation économique de notre province, sur les abus de pouvoir et l'augmentation dangereuse de notre dette publique ont eu pour effet d'affaiblir, chez beaucoup de cultivateurs, la foi dans l'avenir, et accentuer davantage le découragement dans leur cœur.

L'un des plus puissants leviers pour attacher l'homme au sol, c'est l'amour de la patrie. Il faut admettre que ces luttes auxquelles il est fait allusion, ont pour effet d'altérer considérablement ce sentiment éminemment respectable et salutaire.

Plusieurs de nos compatriotes des Etats-Unis nous ont écrit pour nous signaler l'énormité des frais judiciaires comme cause d'émigration.

Nos législateurs feraient acte de patriotisme et empêcheraient beaucoup le cultivateur d'être chassé de ses terres, s'ils diminuaient les frais réellement énormes qui écrasent les malheureux que les circonstances obligent à recourir aux tribunaux pour régler leurs différends. Il en est de même lorsqu'il s'agit de discuter les biens meubles et immeubles des débiteurs condamnés par nos tribunaux.

On ne saurait trop le répéter.

Une très grande proportion de cultivateurs qui sont forcés d'émigrer, sont des victimes du luxe. Il est désolant de voir comme nos cultivateurs s'endettent facilement et comme ils engagent leurs biens à la légère, en garantie d'obligations contractées contre toutes les règles d'une saine économie. On devrait modifier la loi pour exempter de saisie non seulement le ménage, mais les outils, les instruments aratoires, même en certains cas la ferme. Ce moyen radical serait un puissant remède au mal que nous déplorons.

On peut citer une multitude de gens qui ont des jugements contre les colons depuis des années, et qui ont pu à peine payer les frais judiciaires si exorbitants en ce pays et les intérêts. Le nombre de ceux qui ont, dans ces circonstances, jeté le manche après la cognée pour prendre le chemin de l'exil, est innombrable.

Des milliers de cultivateurs seraient restés sur leurs fermes, si une loi de *home-stead* existait dans ce pays comme dans certaines parties des Etats-Unis. Une telle loi de *home-stead* serait un puissant moyen d'empêcher le cultivateur de se lancer aussi aveuglement dans la voie des dettes. Elle aurait pour effet de ramener un système d'achat au comptant dans nos campagnes, système dont profiterait autant le commerce que le cultivateur lui-même.

Comme moyen d'encourager un état de culture plus progressif et mieux raisonné, on devrait rendre le "Journal d'agriculture" hebdomadaire, et faire les sacrifices nécessaires pour le mettre à la hauteur des publications similaires, telles qu'en on voit dans les Etats voisins.

Beaucoup de familles sont allées chercher une existence à la ville parce que le travail y est mieux organisé qu'à la campagne. Les cultivateurs propriétaires, même les plus riches ne semblent pas avoir généralement compris la nécessité d'attacher à leurs fermes des ouvriers agricoles en permanence. Dans certains autres pays l'ouvrier agricole trouve, outre un salaire annuel et régulier, un logement spécial sur la ferme pour lui et sa famille, avec un jardin et autres ressources qui l'aident à mener une existence comparativement meilleure que celle de la moyenne des travailleurs de la ville. Ici, dans nos campagnes, ce qu'on est convenu d'appeler le journalier, ne trouve de l'ouvrage qu'à certaines époques de l'année, et comme il se voit exposé à chômer durant la morte saison, il est tout naturel qu'il se dirige vers la ville, en dépit des déboires qui l'y attendent. Ce journalier pourrait être retenu à la campagne, où il pourrait vivre avec un salaire relativement peu élevé et y trouver son compte tout en faisant l'affaire de son patron.

Pour réussir à introduire l'enseignement agricole dans nos écoles primaires, il faudrait d'abord une réforme capitale et un meilleur traitement pour nos instituteurs et nos institutrices. La mesquinerie la plus déplorable règne encore dans beaucoup d'endroits en cette province sous ce rapport. Les personnes qui se vouent à l'enseignement voient leurs services rétribués avec une injustice échoquante, et une mesure législative devrait être introduite pour fixer un minimum de salaire en faveur des personnes qui enseignent dans nos écoles. Inutile de songer à relever le niveau de notre enseignement primaire et encore moins d'ajouter à son importance, en y rattachant l'instruction agricole, à moins de l'adoption d'une mesure de ce genre.

L'imagination des cultivateurs est malheureusement surexcitée par la propagande que font certains compatriotes émigrés auprès de leurs parents restés au pays. Il est tout naturel que ceux qui sont allés vivre dans les villes, et même ceux qui ont éprouvé des mécomptes, cherchent à faire venir ceux qui leur sont chers, pour dissiper leur ennui et se rendre l'existence plus agréable. Cette propagande souvent mensongère est presque toujours empreinte d'exagération et exerce une influence beaucoup trop forte sur le cultivateur qui n'a pas été suffisamment mis en garde contre ces influences pernicieuses.

Trop de gens se donnent pour mission de décrier leur propre pays et tout ce qui s'y rattache, et de représenter leur patrie sous les couleurs les plus sombres. S'ils s'appliquaient avec le même zèle à faire connaître tout ce qu'il y a de terrible et de désolant dans la vie des villes, la position précaire que l'ouvrier y occupe, les inconvénients qu'il y subit, tant sous le rapport du bien-être moral que physique, les ravages exercés sur sa santé et sur sa famille par les milieux malsains dans lesquels il est condamné à vivre, il est possible que le mal serait grandement atténué.

Du reste, ce mal de l'émigration porte en germe son propre remède. Le temps approche, il est déjà arrivé dans bien des centres, où la population ouvrière devenue trop nombreuse dans les cités sera forcée d'aller chercher l'existence ailleurs. Il devra se produire, à bref délai, une réaction dans ce sens, et bientôt, par la force même des choses, nous assisterons au spectacle de l'émigration des villes à la cam-

pagne. Le problème de ce mouvement de retour vers la vie champêtre ne tardera pas à occuper l'attention des économistes avec autant de gravité et de soucis que le présent exode leur en impose.

Ce mouvement de l'émigration est aussi ancien que la fondation de la première ville sur la terre, mais il n'a jamais été aussi considérable que dans notre siècle. La raison en est bien simple : c'est que jamais les voies du commerce et les progrès de l'industrie n'ont été aussi développés que de nos jours, et l'encombrement devient si grand qu'il précipite à vue d'œil une crise sociale dont le seul et unique dénouement sera ce mouvement de retour vers la charrue.

L'une des causes principales de dépression—la plus générale—est l'extravagance du cultivateur qui désire imiter le citadin dans son genre de vie : avoir dans sa maison un piano et tous les autres objets de luxe. Il donne à sa famille une éducation tout à fait étrangère et même hostile à la vie rurale. Cette terre qui a fait vivre son père, son grand-père, aurait encore assuré l'existence et le bonheur de ses descendants, s'il les élevait dans des principes plus en rapport avec sa position.

Le journal, "Le Canadien", de Montréal, que nous avons déjà cité, a fait parcourir une partie de nos campagnes par un de ses collaborateurs. Il était chargé d'étudier les causes et l'importance du mouvement d'émigration. Voici ce qu'il écrivait à propos d'une certaine paroisse et ce qu'il a dit là, pourrait s'appliquer à presque toutes les parties de notre province où l'émigration fait des ravages. "Il y a beaucoup trop de luxe, dit ce journal. Il y a des cultivateurs qui se font un honneur d'avoir des chevaux de prix et de belles voitures, tandis qu'ils pourraient faire un bien meilleur usage de leur argent, en payant leurs dettes chez les marchands du village."

"D'autres ont des femmes, des filles, des garçons qui aiment beaucoup trop la toilette.

"Il arrive malheureusement trop souvent que le fruit de plusieurs mois d'un labeur ardu est dépensé en pure perte pour l'achat de dentelles et de fanfreluches inutiles et trop coûteuses. Le luxe dans les campagnes est un agent puissant d'appauvrissement. On ne peut comprendre, en certains endroits, qu'il vaut mieux porter l'habit "d'étoffe du pays" et ne point avoir de dettes que de porter l'habit de drap ou la robe de soie dont le prix d'achat n'a pas été payé"

"C'est un malheur qui tend à devenir presque général, dans un très grand nombre de localités de la province de Québec".

"En outre, l'ivrognerie est pour quelque chose, pour beaucoup même, dans le dépérissement de nos campagnes. Vous seriez étonnés de constater la quantité d'argent qui se dépense pour l'achat de liqueurs alcooliques. Les jeunes gens surtout en font un usage qui frise l'abus".

"Toutes ces causes réunies ont eu pour résultat de produire un courant d'émigration regrettable".

Ces paroles ne sont que malheureusement trop vraies.

En examinant la question de plus près et dans ses détails intimes, on voit que ce n'est pas tant des marchés ni des débouchés qui manquent au cultivateur que des produits à vendre. On a tellement crié que l'agriculture ne payait pas, que les produits ne se vendaient pas, qu'il a fini dans bien des cas par s'appliquer à produire le moins possible. Le nombre des cultivateurs qui négligent leurs fermes pour se lancer dans des milliers et des milliers de spéculations étrangères à leur profession est incalculable. Il est rare que le cultivateur qui s'est appliqué à son art, qui a su y persévérer avec intelligence, il est rare, disons-nous, que son travail n'ait pas été couronné de succès. Ce n'est pas dans cette catégorie que se recrutent les émigrants.

Le chemin de l'exil, d'après un grand nombre de nos correspondants, a été ouvert à plusieurs des nôtres par leur entrée maladroite et injustifiable dans des carrières autres que celle de l'agriculture. La plupart d'entre eux n'avaient aucune de ces notions pratiques et indispensables qui mènent au succès.

On peut compter par centaines les cas particuliers qui nous ont été signalés de cultivateurs qui ont voulu se faire, du jour au lendemain, marchands, hôteliers, constructeurs, ou qui se sont lancés dans l'exploitation de scieries, de moulins et d'industries de toutes sortes, sans posséder naturellement les connaissances requises.

Une cause qui nous est également signalée dans une foule de paroisses nouvellement établies et qui a ruiné un grand nombre de cultivateurs, c'est la tendance à négliger la culture pour se donner aux chantiers, et courir après les contrats qui se rattachent à l'exploitation des forêts. C'est ainsi qu'on perd petit à petit le goût de la culture et qu'on se plonge le plus souvent dans le borbier des dettes et des embarras financiers.

Notre proximité des Etats-Unis et leur merveilleux développement industriel, de même que la multiplicité des voies ferrées qui y conduisent, sont une source de tentations continuelles pour les populations d'un pays comme le nôtre. Comparativement, nous sommes plus jeunes au point de vue économique, et nous ne jouissons d'un gouvernement autonome et capable d'activer d'une manière efficace le développement de nos ressources naturelles, seulement que depuis une époque très rapprochée.

Cette proximité des Etats-Unis offre un point d'attraction tout naturel pour ceux qui, pour une raison ou pour une autre, sont déçus dans leurs espérances ou leurs ambitions.

Il ne faut pas oublier que la création d'un grand nombre de manufactures nouvelles au Canada, depuis quelques années, et que l'accroissement considérable du nombre de leurs employés, ont été une cause manifeste du dépeuplement de nos campagnes. On a voulu imiter ici ce qui s'est fait ailleurs ; avoir des villes, avoir de grands centres de population ; avoir un marché domestique et national pour les produits de l'agriculture. Ces villes ont naturellement demandé à la campagne de leur fournir les bras additionnels dont elles avaient besoin ; c'est dire, que le dépeuplement de nos campagnes ne s'est pas opéré exclusivement au profit des Etats-Unis, mais au profit des villes canadiennes.

Les salaires élevés qui sont payés à certains fonctionnaires publics et les tarifs d'après lesquels certaines occupations professionnelles sont rétribuées dans cette province, sont tellement disproportionnés au prix des denrées qui sont vendues par l'agriculteur, qu'ils constituent un point de comparaison qui est de nature à affaiblir quelquefois le courage du jeune homme qui, autrement se destinerait à l'agriculture où il aurait trouvé le succès.

Une remarque nous a été faite par tant de correspondants que nous tenons à y revenir.

En faisant de la politique avec tout et à propos de tout, en cette province, on a fini par émousser non-seulement le patriotisme, mais encore les éléments de l'initiative privée. Il n'y a peut-être pas de pays où l'on reste plus sous l'empire de la pernicieuse erreur que le gouvernement peut tout, fait tout : qu'il doit être tenu responsable de tout le mal et avoir le mérite de tout le bien qui s'y fait.

Le plus tôt les idées seront rectifiées sous ce rapport, le mieux ce sera pour le bien commun.

En assignant une cause politique à tous les désordres et à tous les malaises, on empêche les gens de rentrer en eux-mêmes ; du moment qu'un individu est convaincu qu'il ne peut lui-même rien faire contre la cause du mal dont il souffre, il perd toute chance de s'amender.

Les affaires municipales ont été administrées dans beaucoup de localités de façon à constituer un fardeau presque insupportable pour les propriétaires du sol. Ce mauvais gouvernement des affaires civiques est signalé comme l'une des causes accidentelles d'émigration. Il en est de même des répartitions pour construction de réparations d'édifices publics qui, en beaucoup d'endroits, ont dépassé les limites tracées par la prudence et les ressources des propriétaires.

Beaucoup d'endroits en cette province sont absolument exempts de ce fléau de l'émigration. On y constate que c'est là que se trouve généralement des fermes bien soignées, un esprit d'économie dans les familles et dans l'administration des affaires corporatives et l'absence presque complète des litiges, des divisions et des procès.

On recommande de réformer la législation ouvrière de manière à éloigner autant que possible la femme et les enfants des usines, où leur présence et leur travail constitue souvent un abus contre nature. Ce qui pousse grand nombre de cultivateurs à émigrer, c'est cette perspective de faire de l'argent, perspective qui leur fait sacrifier leur liberté et la santé de tous les membres de leur famille, sans malheureusement en calculer les funestes conséquences. Cette réforme s'impose à tous les gouvernements et à tous les législateurs tant soit peu soucieux de l'avenir social des peuples qui leur sont confiés.

On suggère de donner à nos sociétés d'agriculture une impulsion plus pratique, Faisons ressortir davantage les bienfaits que la province a droit d'attendre d'elles, en retour des montants assez considérables qu'elles émergent du trésor public chaque année. Fusionnons ces associations avec notre rouage municipal, chaque conseil local ayant le pouvoir d'exercer, dans les limites de sa juridiction, le rôle assigné aujourd'hui aux sociétés d'agriculture, et de toucher sa part proportionnelle du subside gouvernemental.

Dans certains comtés, les expositions agricoles sont plutôt une source de découragement qu'un élément de progrès pour la classe agricole. Souvent on

encourage trop exclusivement les produits de ce qu'on pourrait appeler une agriculture de luxe. Ailleurs, le programme des concours constitue une véritable farce. En voici un exemple ; on offre des prix pour le meilleur minot de blé, le plus gros navet, le plus gros chou. On ne peut pas espérer d'encourager par là le cultivateur tant soit peu sérieux ou tant soit peu observateur.

Des concours pour les fermes les mieux tenues, des prix et des distinctions honorifiques pour tous ceux qui, dans chaque localité, font de la culture modèle, devraient être accordés et devraient remplacer tous ces concours de produits dont quelque fois on n'est pas sûr de la provenance et dont la belle qualité représente plutôt un choix d'occasion qu'une culture vraiment raisonnée.

L'une des principales choses à encourager parmi nos cultivateurs devrait être la comptabilité agricole. Des prix spéciaux seraient accordés à tous les concours, pour encourager et réussir à amener le cultivateur à calculer davantage, et à se rendre compte exactement de tout ce qui concerne son exploitation.

Les colporteurs et les sollicitateurs de commerce en tout genre qui inondent le pays sont un vrai fléau dont la législation devrait restreindre l'action autant que possible.

On a prétendu que l'ivrognerie et la paresse ont fait chasser plusieurs cultivateurs de nos campagnes. Sans accepter cette cause d'une manière trop générale, nous constatons que, dans les trois quarts des réponses que nous avons reçues, ces deux vices sont signalés comme cause de ruine, pour le cultivateur.

Quelques-uns de nos correspondants insistent particulièrement sur la nécessité d'assurer à la jeunesse de nos campagnes des distractions, des amusements honnêtes, tant sous le toit paternel que dans leur village.

On ne s'applique pas assez à rendre l'établissement du foyer paternel agréable à la jeunesse. Il faudrait une attention toute spéciale sous ce rapport pour contrecarrer l'action fascinateur que les villes exercent sur la jeunesse de nos campagnes. Si on savait faire aimer le toit paternel, la vie rurale serait aimée davantage.

Pour juger sainement du caractère de cet exode, il faut se rappeler qu'une foule de cultivateurs ne quittent leurs fermes que temporairement, et qu'à côté du mouvement d'émigration, il y a un mouvement de retour constant.

Beaucoup de cultivateurs, d'ailleurs sobres et rangés, se trouvent par suite de circonstances particulières et souvent bien légitimes, plongés dans les dettes, et ils s'en vont avec leurs familles en exil pour réaliser quelques économies et tâcher de refaire leur situation,

Il faut admettre que, dans bien des cas, ces cultivateurs ont mené dans les villes une vie si rangée, si sobre, si régulière qu'ils ont réussi à atteindre le but qui les avait forcés de laisser momentanément la campagne.

Les nombreuses familles qui constituent, en certains cas, une charge excessive pour les cultivateurs devraient être secourues par le gouvernement autrement que par un subside en terre. Dans bien des cas, ce subside n'a pas de valeur ou du moins il n'a qu'une valeur fort problématique. Ces terres ne sont d'aucune utilité pratique pour le concessionnaire, tandis que des primes en argent seraient plus utiles, plus équitables et d'une distribution bien plus simple.

D'autres causes entièrement locales, et nous pourrions dire personnelles, nous ont été signalées par des personnes de bonne volonté qui ont répondu à notre appel.

Les causes qui précèdent constituent en résumé les principales d'entr'elles.

Tel est le résultat des études faites par votre comité sur les causes du mouvement d'émigration qui se produit dans certaines parties de nos campagnes.

Nous aurions préféré pouvoir procéder plus méthodiquement. Nous aurions voulu avoir un état spécial sur chaque municipalité de cette province, donnant des statistiques aussi complètes que possible sur le mouvement d'émigration et signalant les causes spéciales à chaque localité. Mais votre comité n'a pas été en état de faire cette étude ; il lui aurait fallu, pour arriver à cette fin, une organisation et des pouvoirs spéciaux. C'est un travail qui se fait pourtant avec beaucoup d'avantage et beaucoup de profit aux Etats-Unis. Le bureau des statistiques à Washington, fait faire un relevé de ce genre dans toutes les parties, même les plus reculées de l'Union Américaine. Votre comité a pris connaissance des divers rapports de ce bureau de Washington, et il ne peut s'empêcher d'exprimer l'espoir de voir le gouvernement de la Puissance adopter un système analogue.

Un travail qui rendrait de grands services à la classe agricole devrait être fait et publié sur la condition économique de ceux qui ont émigré dans les villes. Votre comité n'a pas eu le temps et n'a pas été à même de recueillir les renseignements à cette fin, mais il espère le faire dans un avenir assez rapproché. Certaines données jointes à celles recueillies sur ce sujet pourraient rendre de grands services à la cause agricole dans cette province, d'autant plus que l'encombrement et l'abaissement des salaires compromettent, à ce moment plus que jamais, le sort du travailleur des villes.

La résolution adoptée par cette Chambre, le 22 juin dernier, donnait en outre à votre comité la mission d'étudier "la condition économique de nos com-
" patriotes qui ont quitté la carrière agricole et qui se sont faits ouvriers dans les
" centres industriels".

Votre comité demande la permission de terminer cette dernière partie de son travail durant la vacance, de manière à présenter à cette Chambre, lors de la prochaine session, un second mémoire qui compléterait celui-ci, et ferait embrasser dans un simple coup d'œil toute l'importance d'une question qui est si vitale pour la province de Québec

Le tout humblement soumis,

J. A. CHICOYNE,

Président.

Québec, 22 février 1893.

ANNEXE (No 2).

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1892, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

ARTHABASKA

Charles Boutet.....	Ste-Victoire.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Louis Kirouack.....	Warwick.....	do do do
Onésime Lupien.....	St-Valère de Bulstrode.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Vital Talbot.....	St-Norbert.....	do do do
Ambroise Thibault.....	St-Valère de Bulstrode.....	Diplôme de mérite

BEAUCE

Joseph Thompson.....	Linrière.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
David M. Cathcart.....	Linrière.....	do do do
Alphée Devcau.....	Lambton.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Pierre Godbout.....	Lambton.....	do do do
Joseph Bolduc.....	St-François.....	Diplôme de mérite
Alfred Turgeon.....	Lambton.....	do
Philéas Champagne.....	Shenley.....	do
Charles Barbeau.....	Ste-Marie.....	do
Alphonse Poirier.....	St-Joseph.....	do
André Lacroix.....	Ste-Marie.....	do
Charles Hamel.....	St-François.....	do
François Gosselin.....	St-Victor de Tring.....	do
Adolphe Beaulé.....	Lambton.....	do
Joseph Lessard.....	St-Joseph.....	do

ANNEXE (No. 2).—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1892, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—(Suite).

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

BELLECHASSE

Onésiphore Talbot.....	St-Michel.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite.
Adolphe St-Laurent.....	St-Valier.....	Diplôme de mérite
Napoléon Catellier.....	St-Valier.....	do
Henri Bélanger.....	St-Valier.....	do

BONAVENTURE

L. P. Lebel.....	New Carlisle.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
John L. Smith.....	New Carlisle.....	do do do
John B. Cyr.....	Cap Noir.....	do do do
Edward Steel.....	Cap Noir.....	Diplôme de mérite.
Thomas Smith.....	New Carlisle.....	do
Robert Noble.....	Matapédia.....	do

KAMOURASKA

Cyrilas Ouellette.....	Kamouraska.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite.
Joseph Langlais.....	Rivière Ouelle.....	do do do
Charles F. Letellier.....	Rivière Ouelle.....	do do do
Alphonse Sirois.....	Ste-Anne de la Pocatière.....	do do do
Charles Ouellette.....	Kamouraska.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Elséar Hudon.....	} Ste-Anne de la Pocatière.....	do do do
Thomas Hudon.....		
Paul Rossignol.....	St-Denis.....	do do do

ANNEXE (No. 2).—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1892, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—*Suite.*

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

LÉVIS

Pierre Lagueux.....	St-Romuald.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Eugène Carrier.....	Notre-Dame de Lévis.....	Diplôme de mérite

L'ISLET

Auguste Fafard.....	L'Islet.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Germain Caron.....	Trois Saumons.....	do do do
Louis Carlos.....	L'Islet.....	do do do
F. X. Gaulin.....	St-Eugène.....	Diplôme de mérite

LOTBINIÈRE

Thomas Poulin.....	Ste-Croix.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Hyacinthe Lauzé.....	St-Louis.....	do do do
Alphée Laliberté.....	St-Louis.....	Diplôme de mérite
Joseph Olivier.....	Rivière Boisclair.....	do
François Thiboutot.....	St-Louis.....	do
Narcisse Croteau.....	Ste-Croix.....	do

ANNEXE (No. 2).—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1892, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—*Suite.*

LAUAGÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
-----------	-----------	--------------

MÉGANTIC

R. H. Mooney.....	Inverness.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite
E. C. P. Chevretils.....	Somerset.....	do do do
Joseph Vigneau.....	Ste-Sophie.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Samuel Edwards.....	Inverness.....	do do do
Dunkin Stewart.....	Inverness.....	do do do
J. B. Vallée.....	Somerset.....	Diplôme de mérite

MONTMAGNY

F. A. Talbot.....	St-Thomas.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite
F.-X. Létourneau.....	St-Pierre.....	do do do
J.-Eloi Jalbert.....	Cap St-Ignace.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite

NICOLET

Elzéar Hamel.....	Bécancour.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Alfred Pieher.....	Ste-Gertrude.....	do do do
Nérée Richard.....	Ste-Gertrude.....	do do do
François Leblanc.....	Ste-Monique.....	Diplôme de mérite
Louis Brunelle.....	Gentilly.....	do

ANNEXE (No. 2).—SUITE.

Concours Provincial de Mérite Agricole, pour l'année 1892, et distinctions décernées aux concurrents qui y ont pris part.—*Suite.*

LAURÉATS	PAROISSES	DISTINCTIONS
----------	-----------	--------------

RIMOUSKI

Louis Belzile.....	St-Fabien.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite
Rémi Belzile.....	St-Fabien.....	do do do
Elséar Gagnon.....	St-Fabien.....	do do do
Dame Veuve A. Gagnon.....	St-Fabien.....	do do do
Joseph Chénard.....	Bie.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
L N. Côté.....	Bie.....	do do do
Ambroise Voyer.....	Bie.....	Diplôme de mérite

TEMISCOUATA

Danase Caron.....	Rivière du Loup.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite
H. W. French.....	Trois Pistoles.....	do do do
James Yeo.....	Rivière du Loup.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite
Georges Lebel.....	Cacouna.....	do do do
Calixte Michaud.....	Isle Verte.....	do do do
Théophile Côté.....	Trois Pistoles.....	do do do

WOLFE

Ithiel C. Lasell.....	} Dudswell.....	Médaille d'argent et diplôme de très grand mérite
Torrance D. Lasell.....		
Louis Patry.....	Weedon.....	Médaille de bronze et diplôme de grand mérite

ANNEXE (No 3).

Second rapport du comité spécial permanent des privilèges et élections :

Votre comité a l'honneur de faire rapport que, suivant les instructions qu'il a reçues, il s'est enquis de la vérité des faits allégués dans la déclaration et la lettre de Bienvenu Marcoux et dans la déclaration de A.-G. Bourbonnais, député de Soulanges, qui lui ont été soumises, et il a l'honneur de faire rapport de la preuve produite, laissant à cette Chambre de prendre telle action qu'elle croira nécessaire dans les circonstances pour sauvegarder son honneur et sa dignité et celle de ses membres.

Je, Avila-G. Bourbonnais, député pour le district électoral de Soulanges, désire faire la déclaration suivante :

La Chambre a adopté hier une proposition référant au comité des privilèges et élections une certaine déclaration solennelle en date du 25 novembre 1892, et une lettre adressée à l'honorable M. Flynn, commissaire des Terres de la Couronne, en date du cinq (5) décembre 1892, de Bienvenu Marcoux, se plaignant en substance de ce que j'aurais retiré pour lui du département des Terres de la Couronne une somme de \$1714.00 sur laquelle je ne lui aurais remis que la somme de \$590.00 ; que j'aurais retiré cette somme sans autorisation de sa part, et que les comptes qui auraient été faits pour obtenir ces paiements ne sont pas exacts.

Arrivé ce matin, après une absence de quatre jours et demi, je n'ai pu avoir connaissance de cette motion avant ce jour, et d'ailleurs l'avis n'en avait été donné que lundi de cette semaine, en mon absence.

Je crois de mon devoir de décliner respectueusement la juridiction de cette Chambre et d'aucun de ses comités sur un sujet qui, à la face même des déclarations et lettre ci-dessus mentionnées, ne concerne que des affaires purement privées qui se seraient passées entre M. Marcoux, mon beau-frère, et moi. Si j'ai retiré de l'argent du gouvernement, pour mon beau-frère, sans autorisation de sa part, comme il le dit, et si je ne lui en ai rendu compte que d'une partie, je puis être poursuivi devant les tribunaux civils et forcé à le rembourser ; mais je ne puis comprendre pourquoi la Chambre se substituerait aux tribunaux civils et se ferait juge d'un différend purement personnel entre mon beau-frère et moi.

Toutefois, puisque cette Chambre a jugé convenable de référer la question au comité des privilèges et élections et de charger celui-ci de s'enquérir des faits mentionnés dans la dite motion, je n'ai plus d'autre alternative que d'offrir des explications sur ce qui s'est passé tout en maintenant respectueusement mon protêt contre l'intervention de cette Chambre.

M. Marcoux a été nommé, le 10 mars 1890, garde-feu et garde-forestier par la lettre officielle suivante de M. Charleson, surintendant des gardes-forestiers pour le district d'Ottawa :

St-Polycarpe, 10 mars 1890.

M. Bienvenu Marcoux, St-Polycarpe, P. Q.

Cher Monsieur,

D'après la décision prise par l'honorable commissaire des Terres de la Couronne pour la province de Québec, vous êtes nommé garde-feu et garde-forestier. La division dans laquelle vous avez à opérer vous sera indiquée dans quelques jours, et en tout vous aurez à suivre mes instructions. Votre salaire sera de deux piastres par jour à dater du premier jour de mars. Vos frais de voyage, pension, voiturage, etc., seront payés en sus par le département des Terres de la Couronne.

Vu que vous êtes nommé à un emploi public, monsieur, je dois vous dire que votre devoir est de consacrer entièrement votre temps aux intérêts de la Province, et j'espère avec confiance que vous vous rendrez digne de la mission qui vous est confiée.

De plus, monsieur, je vous prie de croire que votre nomination est faite en dehors de toute influence politique, et que dans l'exercice de vos fonctions vous n'aurez pas et vous ne devrez pas regarder aux couleurs politiques arborées par ceux à qui vous aurez affaire, et que vous aurez à rendre justice à tous et à faire votre devoir vis-à-vis de tous.

Veuillez me croire,

Votre bien dévoué,

(Signé) J.-B. CHARLSON,

Surintendant des gardes-forestiers

pour la division d'Ottawa.

On voit que le salaire de M. Marcoux était de \$2.00 par jour, plus " ses frais de voyage, pension, voiturage, etc., etc.," ce qui lui faisait \$730.90 de salaire par année, à part ses frais de pension, de voiturage, etc., etc.

J'ai toujours été intimement lié et en d'excellents termes avec mon beau-frère M. Marcoux, depuis son mariage avec ma sœur jusqu'à l'été de 1892, et il m'avait chargé verbalement de faire ses comptes sur les informations qu'il me donnerait et de retirer du département des Terres de la Couronne les montants qui pourraient lui devenir dus tant pour salaire que pour frais de pension, de voiturage etc., etc. Sur cette autorisation, et d'après les détails qu'il m'a fournis, j'ai préparé pour lui quatre comptes aux dates et pour les montants suivants : (lettre de M. E.-E. Taché, assistant-commissaire des Terres de la Couronne au Dr. H. Cholette, M. P. P., datée Québec, 25 juillet 1892.

27 mars 1890, avance sur salaire.....	\$	250 00
6 décembre 1890, salaire du 27 mars au 30 juillet 1890.....		434 00
31 décembre 1890, avance saison 1890-91.....		150 00
14 septembre 1891.....		880 00

Je ferai observer que les détails du compte du 6 décembre 1890 manquent au dossier, malgré que le mandat d'argent s'y trouve et que ce mandat porte le

numéro du dossier 10,532, dans lequel se trouve ce compte, et malgré aussi qu'il soit fait mention de celui-ci dans le registre officiel de la correspondance du département. Ces quatre comptes forment un montant de \$1,714.00 et sont, chacun d'eux, approuvés par le commissaire des Terres de la Couronne et le surintendant des gardes-forestiers pour le district d'Ottawa.

L'autorisation qui m'a été donnée par mon beau-frère est établie :

1. Par le reçu qu'il m'a donné le 3 mai 1892, dans les termes suivants :

\$40.00.

Québec, 3 mai, 1892.

Reçu de Monsieur Avila-G. Bourbonnais la somme de quarante piastres en à compte sur ce qu'il me doit à même le montant d'argent qu'il a retiré pour moi du département des Terres de la Couronne, argent qui m'était dû en ma qualité de garde-forestier et de garde-feu.

(Signé) BIENVENU MARCOUX.

2. Par la lettre suivante qu'il m'a écrite le 13 juin, 1892 :

Rigaud, 13 juin, 1892.

Cher beau-frère,

J'ai reçu ce midi, ta lettre que j'ai acceptée avec plaisir. Les \$30.00 y étaient contenues. Pour le présent, *c'est bien*. Je te remercie beaucoup.

Maintenant, quand tu trouveras à propos de demander mes arrérages de mon salaire, tu les demanderas.

Ton beau-frère,

(Signé) B. MARCOUX.

3. Par la déclaration solennelle de Michel Bourbonnais, mon père, en date du 20 février 1893 :

Je, soussigné, Michel Bourbonnais, rentier, du village de St-Polycarpe, comté de Soulanges, dans le district de Montréal, déclare solennellement que Bienvenu Marcoux, de Rigaud, est mon gendre ; que je l'ai entendu me dire, à plusieurs reprises, et spécialement dans le cours de l'été dernier, et hier, à son domicile à Rigaud, que mon fils Avila-G. Bourbonnais, député de Soulanges à la Législature de Québec, avait retiré de l'argent pour lui du gouvernement de la province de Québec, et que tous deux avaient, dans le cours du mois de mai dernier, convenu que Avila-G. Bourbonnais devait remettre à Bienvenu Marcoux le montant d'argent retiré pour ce dernier, par paiements de deux cents piastres à être faits à chaque session de la Législature de Québec, et que la même chose lui a été dite par Avila-G. Bourbonnais avant que je lui racontasse ce que Marcoux m'avait dit lui-même.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte concernant les serments extra judiciaires, et j'ai signé.

Déclaré devant moi au village de Côteau }
Landing, district de Montréal, ce } (Signé) M. BOURBONNAIS
vingt-cinquième jour de février 1893. }

(Signé) A. BOURBONNAIS, J. P.

Les originaux de ces trois documents sont annexés dans la présente déclaration.

En sus, le suintendant des gardes-forestiers pour la division d'Ottawa, a préparé, le 12 septembre 1891, sur les informations qu'il possédait et sur celles que je lui ai données de la part de mon beau-frère, un compte au montant de \$1330.50 dans les termes suivants :

Honorable Commissioner of Crown Lands

To BIENVENU MARCOUX,

as Bush-ranger,

From the fifth day of November to the 31st, July,	
276 days at \$2.00	\$ 552 00
276 days board	276 00
201 days team at \$1.50	301 50
201 days board	201 00
	<hr/>
	1,330 50
By cash.....	450 00
	<hr/>
	\$ 880 50

L'original de ce compte, annexé aux présentes, avait été remis à mon beau-frère vers le 16 septembre 1891, et il l'a gardé jusqu'au 19 février courant, jour où il me l'a remis.

C'est moi qui lui ai remis ce compte en mains vers le 16 septembre 1891 ; il s'en est déclaré satisfait dans le temps et ne m'a fait aucune représentation, remarque ou objection à son égard, pas même quand il me l'a remis comme dit ci-dessus.

Il appert par les comptes ci-dessus, faits d'après les informations de M. Marcoux et avec son entière approbation, qu'il lui serait dû une somme totale de \$1714 00 que j'ai retirée sur son autorisation tel que ci-dessus établi, sur laquelle somme je lui ai remis en différents temps, et par divers paiements, la somme de \$590.00 qu'il admet d'ailleurs dans sa déclaration solennelle.

Me voyant incapable de lui remettre tout le montant, il me proposa, vers le 1er mai 1892, de le faire par paiements de \$200.00 sur mon indemnité parlementaire à chaque session de la Législature, ce qui est établi par la déclaration solennelle de Michel Bourbonnais, mon père, et par la lettre de M. Marcoux du 13 janvier 1892 ci-dessus récitée.

Pendant la dernière session de cette Législature, je ne lui ai payé que \$70.00, et voyant que je ne pouvais lui en payer davantage, après plusieurs sollicitations de sa part, il se fâcha contre moi et fit la déclaration et écrivit la lettre ci-dessus mentionnées.

D'ailleurs, le fait que M. Marcoux n'a retiré d'argent du département des Terres de la Couronne que par mon entremise et n'a jamais présenté de compte lui-même, prouve d'une manière bien évidente que j'étais autorisé à faire ce que j'ai fait, car il n'est pas possible de présumer qu'un employé public resterait plus de deux ans sans réclamer ce qui lui est dû par le gouvernement, et aurait reçu des acomptes par mon entremise sans se plaindre, s'il n'était point satisfait.

J'affirme solennellement l'existence de l'autorisation et de la convention ci-dessus alléguées et je conclus, en conséquence, que je n'ai été, dans toute cette affaire, coupable d'aucune fraude, soit à l'égard du gouvernement, soit à l'égard de mon beau-frère, et que la difficulté survenue entre celui-ci et moi, est une affaire exclusivement privée qui ne peut relever que des tribunaux civils.

En terminant, j'ajouterai que je suis parti de Québec, le vendredi, 17 février courant, après la production de la correspondance en cette affaire, pour me procurer les documents ci-dessus récités, dans le but d'éclairer cette Chambre et de justifier ma conduite, et nullement pour éviter de faire face à toute accusation qui pourrait être portée contre moi. J'ai fait des efforts pour revenir à temps, hier; mais j'en ai été empêché par défaut de raccordement, à temps, des convois de chemin de fer.

AV.-G. BOURBONNAIS,

Député pour la division électorale de Soulanges.

(No. 46).

REPONSE

A un ordre de l'Assemblée Législative, en date du 15 février courant, pour production :

1. D'un état indiquant les sommes payées à Bienvenu Marcoux, en sa qualité de garde-forestier, soit à lui-même directement, soit à d'autres pour lui ;
2. De copies de tous les comptes produits, soit par lui, soit en son nom au département des Terres de la Couronne, ainsi que de toute correspondance, déclarations solennelles et tous autres documents en la possession du département des Terres de la Couronne, relativement à une réclamation du dit Bienvenu Marcoux en rapport avec cette charge de garde-forestier.

Québec, 16 février 1893.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Québec, 20 février 1893.

A l'honorable Commissaire des Terres de la
Couronne, etc., etc., etc.,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe la copie certifiée d'une lettre de M. Bienvenu Marcoux, en date du 24 novembre 1891, et adressée à l'honorable Geo. Duhamel, alors Commissaire des Terres de la Couronne, laquelle, par inadvertance, n'a pas été annexée au dossier qui vous a été remis le 16 courant, pour être soumis à l'Assemblée législative.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

E. E. TACHÉ,

Assist.-Commissaire.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Québec, 16 février 1893.

A l'honorable E. J. FLYNN,
Commissaire des Terres,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre les documents relatifs à M. Bienvenu Marcoux, garde-forestier, demandés par un ordre de l'Assemblée législative, en date du 15 février courant.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

E. E. TACHÉ,
Assist.-Commissaire.

Bienvenu Marcoux a-t-il jamais fait de rapport comme garde-forestier ou garde-feu ?

Compléter le dossier officiel.

De sa propre admission, M. Bienvenu Marcoux déclare qu'il n'a produit aucun retour de ses démarches comme assistant-garde forestier ou garde-feu.

(Signé)

A. PARÉ,
Surt. B. et F. *pro tempore*.

6 février 1893.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893.

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

Rigaud, 5 décembre 1892.

Honorable E. J. FLYNN,
Québec,

Monsieur le ministre,

J'ai, fait à Montréal, le 25 décembre dernier, une déclaration solennelle, attestant que je n'avais jamais autorisé M. Avila Bourbonnais, M. P. P., du comté de Soulanges, à retirer aucun argent du gouvernement de Québec, sur mon salaire de garde-forestier.

J'ai eu l'honneur de vous transmettre le même jour la dite déclaration. Je crois que M. Bourbonnais a retiré près de \$1,714.00 pour moi sans aucune autorisation.

Sur cet argent il m'a donné \$590.00. Maintenant, je vous serais bien obligé si vous pouviez me payer la balance qui me revient. J'ai été nommé garde-forestier le premier mars 1890, avec un salaire de pas moins de \$600.00 par année. J'ai resté en fonction jusqu'au 19 mai 1892. J'ai reçu avis à cette dernière date de votre département, qu'à l'avenir, je ne serais payé qu'en autant que je serais employé, etc. Je suis en grand besoin d'argent. Je vous serais très obligé si vous pouviez me faire régler ma réclamation le plus tôt possible ; ma déclaration doit être une bonne preuve que les avancés faits par moi sont vrais, et, s'il vous fallait d'autres preuves, je serais à votre disposition. Il serait bien malheureux pour moi que je vinsse à perdre sur mon salaire. Voici ma réclamation : deux ans, deux mois et 19 jours de salaire à \$600.00, plus un voyage fait à Québec en octobre dernier ; on m'a payé un voyage semblable fait en février dernier \$15.00, soit en tout une réclamation de \$756.77.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

(Signé) BIENVENU MARCOUX.

Rigaud, Comté de Vaudreuil.

Département des Terres de la Couronne }
Québec, 16 février 1893. }

Vrai copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

Je, soussigné, Bienvenu Marcoux, de Rigaud, dans le comté de Vaudreuil, dans le district de Montréal, déclare solennellement que Avila-G. Bourbonnais, écr., député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Soulanges, a retiré du gouvernement de la province de Québec, pour moi et en mon nom et en différents temps, étant pour mon salaire comme garde-forestier, au service du dit gouvernement, la somme de dix-sept cent quatorze piastres, en déduction de laquelle le dit Avila-G. Bourbonnais m'a remis celle de cinq cent quatre-vingt-dix piastres, aussi en différents temps et par divers montants.

Que ma nomination comme garde forestier remonte au premier mars mil huit cent quatre-vingt-dix, et que les sommes ainsi retirées pour moi et en mon nom du gouvernement par le dit Avila-G. Bourbonnais l'ont été durant la période de temps écoulé depuis cette date à venir à l'hiver dernier.

Que je n'ai jamais autorisé le dit Avila-G. Bourbonnais à présenter au gouvernement aucun compte, et que je ne l'ai jamais non plus autorisé à retirer les dites sommes représentant mon salaire, comme je le dis plus haut.

Que les comptes produits au département des Terres de la Couronne, aussi en mon nom, ne sont pas exacts ; les divers items y mentionnés ne sont pas conformes aux faits et ces comptes n'ont jamais été faits par moi.

Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie, et en vertu de l'acte concernant les serments extra-judiciaires, et j'ai signé.

(Signé) BIENVENU MARCOUX.

Déclaré devant moi à Montréal, ce vingt-cinquième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

(Signé) L. W. SICOTTE,
J. P. P. Q.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893.

Vraie copie,
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Québec, 9 août 1892.

L. 6,033,92

Dr H. CHOLETTE, M. P. P.,
Ste-Justine de Newton.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la vôtre en date du 25 juillet dernier, et, en réponse, de vous informer que les informations que vous demandiez au sujet de monsieur Bienvenu Marcoux vous ont été adressées le 25 juillet susdit. De plus, l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne n'est pas encore en position de dire si aucun changement sera fait dans l'agence dont il est question dans votre dite lettre et que ce sujet recevra sa plus sérieuse considération.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

E. E. TACHÉ, Assist.-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893.

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

Québec, 25 juillet 1892.

L. 636792.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 19 du courant demandant des renseignements au sujet de monsieur Bienvenu Marcoux, et, en réponse, de vous informer comme suit : Bienvenu Marcoux a été nommé garde-feux, et assistant-garde-forestier le premier mars 1890, son salaire ne devant pas être moins que \$600 par année. Il a reçu les sommes suivantes :

Mars 27, 1890, avance sur salaire payé à M. Bourbonnais.....	\$ 250 00
Décembre 6, 1890, salaire du 27 mars au 31 juillet 1890, payé à M. Bourbonnais	434 00
Décembre 31, 1890—Avance, saison 1890-91, payé à M. Bourbonnais...	150 00
Septembre 14, 1891—Avance, saison 1890-91, payé à M. Bourbonnais..	550 00
Octobre 19, 1891—Balance, saison 1890-91. payé à M. Bourbonnais....	330 50
Total.....	<u>\$1714 50</u>

Tous les reçus sont signés par Monsieur A.-G. Bourbonnais.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) E. E. TACHÉ, Assist.-Commissaire.

Dr H. CHOLETTE, M. P. P.

Ste-Justine de Newton, P. Q.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893.

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

EXTRAIT d'une lettre du Dr H. Cholette, M. P. P., datée de Ste-Justine de Newton, 25 juillet 1892, adressée à l'honorable E. J. Flynn, Commissaire des Terres de la Couronne.

Monsieur,

Je vous ai écrit, il y a quelques jours, pour vous demander certaines informations relatives à Bienvenu Marcoux, garde-forestier. Comme je n'ai pas encore

reçu de réponse, je vous serais très-obligé si vous étiez assez bon de donner ordre à votre département de me communiquer ces réponses le plus tôt possible.

(Signé)

Dr H. CHOLETTE, M. P. P.,

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893.

Vraie copie
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Ste-Justine de Newton, 19 juillet 1892.

L. 636792.

Honorable E. J. FLYNN,

Monsieur,

Je vous serais très obligé si vous étiez assez bon de m'envoyer les informations suivantes à propos de M. Bienvenu Marcoux, garde-forestier :

1. Quand M. Marcoux a-t-il été nommé comme garde-forestier ?
2. Quel était son salaire ?
3. Combien a-t-il reçu d'argent jusqu'aujourd'hui sur son salaire ?
4. Quelqu'un avait-il été autorisé par M. Marcoux à retirer le montant ou une partie de son salaire ? Et par qui les reçus que le gouvernement doit avoir sont-ils signés ?

Espérant recevoir prochainement cette réponse,

J'ai l'honneur de me soussigner,

Votre très dévoué serviteur,

(Signé)

H. CHOLETTE, M. D.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893.

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

10.532,90.

ETAT des sommes payées à M. Bienvenu Marcoux, comme assistant-garde-forestier depuis la date de sa nomination, 1er mars 1890.

1890.

Mars 27—Avance sur salaire payé à M. A.-G. Bourbonnais.....	\$ 250 00
Déc. 6—Service du 27 mars au 31 juillet 1890.....	434 00
Déc. 30—Avances, services spéciaux 1890-1891,.....	150 00

1891.

Sept. 14—A compte comme garde-forestier 1890-91.....	550 00
Oct. 19—Balance.....	330 50
	<hr/>
	\$ 1,714 50

Compte produit pour service du 1er mai 1891 au 1er mai 1892 \$615 00.

Département des Terres de la Couronne, }	Vraie copie
Québec, 16 février 1893.	E. E. TACHÉ, A. C.

7298,92.

LE DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Doit à

BIENVENU MARCOUX, de Rigaud,

Pour services rendus comme garde-forestier et garde-feu depuis le 1er mai 1891 au 1er de mai 1892 à six cents piastres par année.....	\$600 00
Février 1892. Déboursés pour frais de voyage à Québec, aller et retour et pension.....	15 00
	<hr/>
	\$615 00

Département des Terres de la Couronne, }	Vraie copie,
Québec, 16 février 1893.	E. E. TACHÉ, A. C.

Québec, 19 mai 1892.

Monsieur,

Je suis chargé par l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne de vous informer que, sans préjudice à son action ultérieure relativement à votre position, vous n'aurez droit dorénavant à aucun salaire fixe, mais que vous serez payé à raison de \$1.50 par jour pour rémunération et \$1.50 pour dépenses réelles de voyages, lorsque vous serez en service seulement.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) E. E. TACHÉ,
Assist.-Commissaire.

BIENVENU MARCOUX, Ecr.,

Garde-forestier,

St-Polycarpe, Co. de Soulanges.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893. }

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

No. 405.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Branche des Bois et Forêts.

\$330.50

Québec, 19 octobre 1891.

Emettez en faveur de Monsieur Bienvenu Marcoux, ou au porteur, un chèque pour la somme de trois cent trente piastres et cinquante centins, étant la balance de son compte comme garde-forestier durant la saison 1890-91. Ottawa Sup. 8384/91.

Recommandé,

(Signé) V. DÉROME,
Surintendant.

Approuvé.

(Signé) E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Au Comptable du

Département des Terres de la Couronne, Québec.

Chèque officiel No. ck. A. O. 953, F.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893. }

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

 DUPLICATA.

\$330.50.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Québec, 19 octobre 1891.

Reçu du Commissaire des Terres de la Couronne la somme de trois cent trente piastres et cinquante centins, balance de l'acompte comme garde-forestier durant la saison 1890-91.

Signé en duplicata,

 AV.-G. BOURBONNAIS,
 pour BIENVENU MARCOUX.

Chèque officiel No A. O. 953, F.

 Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 16 février 1893. }

 Vraie copie,
 E. E. TACHÉ, A. C.

No 347.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Branche des Bois et Forêts.

\$550.00.

Québec, 14 septembre 1891.

Emettez en faveur de Monsieur Bienvenu Marcoux, ou au porteur un chèque pour la somme de cinq cent cinquante piastres, à compte de ses services comme garde-forestier dans l'Agence d'Ottawa supérieur durant la saison 1890-91 (pour décision de l'honorable C. T. C.)

Voir L. 8384, 91.

Recommandé

 (Signé) V. DÉROME,
 Surintendant.

Approuvé,

 (Signé) E. E. TACHÉ,
 Assistant-Commissaire.

Au comptable du

Département des Terres de la Couronne, Québec.

Chèque officiel No. A. O. 635, F.

 Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 16 février 1893. }

 Vraie copie,
 E. E. TACHÉ, A. C.

\$550.00

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Québec, 14 septembre 1891.

Reçu du Commissaire des Terres de la Couronne la somme de cinq cent cinquante piastres à compte sur les services comme garde-forestier dans l'agence d'Ottawa Supérieur durant la saison 1890-91.

Signé en duplicata,

BIENVENU MARCOUX,
Par A. G. BOURBONNAIS,

Chèque officiel No A. O. 635, F.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893. }

Vraie copie
E. E. TACHÉ, A. C.

Rigaud, 1er août 1891.

L. 8384, 91.

Honorable Commissaire des Terres de la Couronne

Doit à BIENVENU MARCOUX,

Garde-forestier (région d'Ottawa)

Du 15 nov. 1890 au 31 juillet 1891 :	Dr.
276 jours à \$2.00.....	\$ 552 00
276 jours pension à \$1.00.....	276 00
201 jours de travail de chevaux à \$150.....	301 50
201 jours pension pour chevaux à \$1.00.....	201 00
	<hr/>
	\$1330 50
Reçu à compte par argent comptant.....	450 00
	<hr/>
Balance due.....	\$ 880 50
A compte.....	550 00
	<hr/>
Balance.	\$ 330 50
	<hr/>

Approved,

(Signé) J. B. CHARLSON.

Payer cinq cent cinquante piastres à compte.

(Signé) GEO. D., 12.9.91.

Payer la dernière balance.

(Signé) GEO. D., 17.10.91.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec 16 février 1893. }

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

No. 34.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Branche des Bois et Forêts.

Québec, 30 décembre 1890.

\$150.00

Emettez en faveur de monsieur Bienvenu Marcoux, C. F., un chèque pour la somme de cent cinquante piastres—Avance sur services spéciaux comme garde-forestier 1890-91—Agence Upper Ottawa.

L. 11,483,90

Recommandé,

(Signé) V. DÉROME,
Surintendant.

Approuvé,

(Signé) E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire

Au comptable du département des Terres de la Couronne, Québec.

Chèque officiel, No. H. O. 379.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893. }

Vraie copie,
(Signé) E. E. TACHÉ, A. C.

DUPLICATA

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Québec, 30 décembre 1890.

\$150.00

Reçu du Commissaire des Terres de la Couronne la somme de cent cinquante piastres, à compte de mes services durant la saison courante.

(Signé en duplicata),

A.-G. BOURBONNAIS.

Chèque officiel No. H. O. 379.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893. }

Vrai copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

No. 13.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Branche des Bois et Forêts.

Québec, 6 décembre 1890.

\$434.00

Emettez en faveur de Monsieur Bienvenu Marcoux, G.-F. et G.-F., un chèque pour la somme de quatre cent trente-quatre piastres, pour services et dépenses comme G.-F. et G.-F. du 27 mars au 31 juillet 1890. Lower Ottawa.

Chèque à être payé à M. Bourbonnais.

Recommandé,

(Signé) V. DÉROME,

Surintendant.

Chèque officiel No. H. O. 189.

10,532,90

Approuvé,

(Signé), E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Au comptable du département des Terres de la Couronne, Québec.

Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 16 février 1893. }

Vraie copie,
 E. E. TACHÉ, A. C.

 DUPLICATA.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE

Québec, 6 décembre 1890.

Reçu du Commissaire des Terres de la Couronne la somme de quatre cent trente-quatre piastres pour services rendus comme garde-forestier.

Signé en duplicata,

A.-G. BOURBONNAIS.

Chèque officiel No. H. O. 189.

Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 16 février 1893. }

Vraie copie,
 E. E. TACHÉ, A. C.

No. 84.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Branche des Bois et Forêts.

Québec, 27 mars 1890.

\$250.00

Emettez en faveur de monsieur A.-G Bourbonnais, M. P. P., un chèque pour la somme de deux cent cinquante piastres, étant une avance sur le salaire et les dépenses de voyages du garde-forestier Bienvenu Marcoux (pour ouvrage spécial.)

L. 2960,90

Recommandé,

(Signé)

ALFRED PARÉ,

Surintendant.

Approuvé,

(Signé) E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Au comptable du département des

Terres de la Couronne, Québec.

Chèque officiel No. 429.

Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 16 février 1893.

Vraie copie,

E. E. TACHÉ, A. C.

 DUPLICATA.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

\$250.00

Québec, 27 mars 1890.

Reçu du Commissaire des Terres de la Couronne la somme de deux cent cinquante piastres à compte, salaire durant la saison courante.

Signé en duplicata,

A.-G. BOURBONNAIS,

pour BIENVENU MARCOUX.

Chèque officiel No, F. O. 429.

Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 16 février 1893.

Vraie copie,

E. E. TACHÉ, A. C.

2960790

St-Polycarpe, 15 mars 1890.

J. B. CHARLESON, Ecr.,

Surintendant des garde-feu

et gardes-forestiers,

Québec.

Cher Monsieur,

Je vous remercie d'avoir eu la générosité de me nommer garde-feu et garde-forestier, dans la division placée sous votre surintendance et soyez assuré que je vous en garderai une longue reconnaissance.

Vous avez dû entendre dire que je n'étais pas riche et, en conséquence, j'ose vous demander une autre faveur. Voulez-vous être assez bon de demander pour moi une avance de deux cent cinquante piastres (\$250.000) sur mon salaire ; j'ai besoin de ce montant, tant pour les besoins de ma famille que je laisse seule, que pour défrayer mes frais d'équipement et de voyage.

Ce faisant vous obligerez,

Votre humble serviteur,

(Signé) BIENVENU MARCOUX,

Garde-feu et garde-forestier.

Approuvé,

(Signé) J. B. CHARLESON,

S. F. et F. R.

Mars 1890.

(Signé) Geo. D.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février, 1893. }Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

(Copie.)

Québec 1, mars 1890.

A. G. BOURBONNAIS, Ecr., M. P. P.

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous informer que Bienvenu Marcoux, de St-Polycarpe, a été nommé garde-feu et garde-forestier pour la division qui sera désignée par moi plus tard, aussi que l'honorable M. Duhamel désire que cette nomination soit faite tant dans l'intérêt du public qu'en vue de vous être agréable en cette circonstance.

A mon prochain voyage, je ferai décider le salaire de M. Marcoux, qui ne sera pas moins de (six cents piastres) \$600.00 par année, à part de ses dépenses de voyages.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) J. B. CHARLESON,

Surintendant des gardes-forestiers et gardes-feu.

(Signé) Geo. D.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février, 1890. }

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

Rigaud, 30 décembre 1890.

11.485790.

Le Gouvernement de la Province de Québec.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Doit à Bienvenu Marcoux,

Garde-forestier.

Pour avance sur service spéciaux en sa qualité de garde-forestier
(1890-91)..... \$150 00

(Signé), GEO. D.

L. 11,485.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 16 février 1893. }

Vraie copie,
E. E. TACHÉ, A. C.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Québec, 20 février 1893.

A l'honorable Commissaire des Terres de la

Couronne, etc., etc., etc.,

Québec,

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe la copie certifiée d'une lettre de M. Bienvenu Marcoux, en date du 24 novembre 1891, et adressée à l'honorable

Geo. Duhamel, alors Commissaire des Terres de la Couronne, laquelle, par inadvertance, n'a pas annexée au dossier qui vous a été remis le 16 courant, pour être soumis à l'Assemblée législative.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

E. E. TACHÉ,

Assist.-Commissaire.

Rigaud, 24 novembre 1891.

L'honorable G. DUHAMEL,

Commissaire des Terres de la Couronne.

Honorable Monsieur,

Quand je vous ai vu à Montréal, il y a quinze jours aujourd'hui, je vous ai parlé de mon paiement comme garde-forestier. Vous avez tout pris en note et vous deviez me répondre ou bout de quelques jours. Inutile de vous répéter ce que je vous ai dit alors.

Seriez-vous assez bon de me répondre bientôt à ce que je vous ai demandé et de me l'envoyer, surtout ce dont j'ai le plus besoin dans le moment ?

Veuillez me croire,

Honorable Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

BIENVENU MARCOUX.

Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 20 février 1893. }

Vraie copie,
 E. E. TACHÉ, A. C.

L. 11,344

M. J. B. Charleson dit ne rien connaître de la conversation entre l'honorable Commissaire et M. Marcoux.

27711791.

(Signé) V. D.

Département des Terres de la Couronne, }
 Québec, 20 février 1893. }

Vraie copie,
 E. E. TACHÉ, A. C.

23 février 1893.

A. G.-BOURBONNAIS, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Vous êtes le député dont il est question dans les documents qui ont été déposés devant la Chambre, dans l'affaire de Bienvenu Marcoux ?

R. Oui.

Q. Vous avez, dans votre déclaration lue à la Chambre hier soir, produit une lettre en date du 10 mars 1890 adressée à M. Bienvenu Marcoux et signée par J. B. Charleson ?

R. Oui.

Q. Comment êtes-vous venu en possession de cette lettre ?

R. Je n'ai pas produit de lettre de M. Charleson à Bienvenu Marcoux ; j'ai produit une copie de cette lettre-là et cette copie m'a été donnée par Madame Bienvenu Marcoux, ma sœur.

Q. Quand cela ?

R. Dans le cours de l'été dernier, je crois ; je pourrais l'établir avec des documents, je crois.

Q. Quand avez-vous connu la nomination de M. Bienvenu Marcoux comme garde-forestier et garde-feu ?

R. J'ai connu sa nomination par une lettre de M. Charleson en date du 1er mars 1890, je crois, et adressée à moi. Je constate que, sur l'original de cette lettre, elle est marquée confidentielle, et je ne remarque pas ce mot-là dans la copie qui est produite ici.

Q. Avez-vous l'original de cette lettre ?

R. Oui.

Q. Où est-il ?

R. Dans mon pupitre.

Q. A part de cela, y a-t-il d'autres incorrections ?

R. Je vais le constater ; il n'y a pas d'incorrections, seulement il y a trois mots ajoutés en lettres ("six cents piastres"), tandis que dans l'original il n'y a que des chiffres représentant \$600.00.

Q. Qui avez-vous vu en rapport avec la nomination de M. Bienvenu Marcoux, avant de recevoir la lettre du 1er mars 1890 ?

R. L'honorable M. Duhamel.

Q. Vous aviez fait des instances auprès de lui pour le faire nommer ?

R. Oui.

Q. Et c'est en grande partie sur les instances que vous avez faites qu'il a été nommé ?

R. Je le crois.

Q. Voulez-vous me dire quand Bienvenu Marcoux a commencé ses opérations comme garde-forestier et garde-feu ?

R. Il m'est difficile de le dire, je ne le sais pas ; je sais que j'ai demandé sa nomination, et c'est tout.

Q. Où reste M. Bienvenu Marcoux ?

R. Maintenant il demeure à Rigaud, et dans le temps il demeurait à St-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, et dans le même temps, moi, je demeurais au Coteau Landing, dans le comté de Soulanges, à une distance de sept milles d'où restait M. Bienvenu Marcoux.

Q. Vous avez dit dans votre déclaration que, jusqu'à cette difficulté, vous étiez en bons termes avec M. Bienvenu Marcoux ?

R. Oui, et c'est vrai.

Q. Et vous étiez intime avec lui tant comme beau-frère que comme ami ?

R. Il est difficile de ne pas être ami avec son beau-frère tant qu'il n'y a pas de raison contraire.

Q. Dans quel comté Bienvenu Marcoux devait-il opérer comme garde-forestier ?

R. J'ai toujours compris que ça devait être dans les comtés d'Ottawa, d'Argenteuil et de Pontiac, dans la division de M. Charleson ; je ne puis pas la déterminer, car je ne la connais pas parfaitement, mais je sais que ça devait être dans cette partie-là.

Q. Après le 1er mars 1890, où étiez-vous, M. Bourbonnais ?

R. J'étais en session.

Q. Vous rappelez-vous quand a fini la première session de 1890 ?

R. Je constate par le statut qui m'est montré que c'est le 2 avril.

Q. Après le 2 avril, où avez-vous été ?

R. Voulez-vous vous occuper de mes affaires privées ?

Q. Je veux savoir où vous avez été ? Si vous êtes resté chez vous ou si vous avez été absent de la Province ?

R. Je n'ai jamais été absent de la province, je suis allé chez moi.

Q. Vous êtes resté pendant toute cette année-là ?

R. Oui, autant que mes occupations me le permettaient.

Q. Vous n'avez pas fait de longues absences ?

R. Non.

Q. En 1891, à part le temps de la session ?

R. Il n'y a pas eu de session en 1891.

Q. A votre connaissance personnelle, où Bienvenu Marcoux a-t-il exercé sa charge de garde-forestier et de garde-feu pendant les années 1890 et 1891 ?

R. Je n'ai pas eu connaissance de ses opérations, je ne l'ai jamais suivi.

Q. Pendant ces deux années-là, M. Bienvenu Marcoux s'est-il absenté de sa paroisse ?

R. Ça peut se faire, je ne le sais pas.

Q. A votre connaissance personnelle, jurez-vous, oui ou non, que Bienvenu Marcoux ait exercé quelque part sa charge de garde-forestier et de garde-feu ?

R. Je ne jure pas cela, je ne le sais pas ; la seule chose que je sais, c'est que j'ai insisté pour le faire nommer et lui faire donner de l'emploi, afin de lui faire faire le plus d'argent possible.

Q. A votre connaissance personnelle, vous ne pouvez pas constater qu'il ait exercé sa charge de garde-forestier et de garde-feu ?

R. Non.

Q. N'est-il pas vrai que vous savez que Bienvenu Marcoux n'a réellement pas exercé sa charge de garde-feu et de garde-forestier ?

R. Dire que je le sais, je ne puis pas le faire ; il me faudrait une connaissance personnelle de la chose et je ne l'ai pas.

Q. N'avez-vous pas une connaissance personnelle qu'il n'a pas exercé sa charge de garde-forestier et de garde-feu ?

R. Je viens de vous répondre : il peut se faire qu'il l'ait fait et il peut se faire qu'il ne l'ait pas fait ; je ne l'ai pas suivi.

Q. N'est-il pas vrai que dans le cours de l'hiver de 1891-92 vous avez déclaré à Québec, à M. Paul Blouin, secrétaire privé de l'hon. Commissaire des Terres de la Couronne, que vous saviez que Bienvenu Marcoux n'avait rien fait, comme garde-feu ou comme garde-forestier ?

R. Je peux lui avoir déclaré que j'avais été informé de la chose ; je ne pouvais pas avoir une connaissance personnelle de la chose néanmoins, je ne me rappelle pas cette conversation-là.

Q. N'est-il pas vrai que, dans la même conversation, vous avez déclaré à M. Paul Blouin, que c'est vrai que vous aviez donné \$500.00 à Bienvenu Marcoux ; que ce n'était pour ses services ou son salaire comme garde-forestier, et garde-feu, mais que c'était pour les élections ?

R. Jamais.

Q. Vous jurez cela positivement ?

R. Jamais, et je le jure positivement.

Par l'honorable M. Taillon :

Q. Pouvez-vous mentionner au moins un voyage ou un autre acte quelconque fait par M. Bienvenu Marcoux comme garde-forestier et garde-feu pendant tout l'espace de temps pour lequel il a été payé ?

R. Je ne puis pas mentionner de voyage dont j'ai eu connaissance personnelle ; mais je puis mentionner que j'ai été informé que Marcoux a fait un voyage ou deux voyages à Hull, à la demande de M. Charleson, et qu'il avait fait un voyage à Québec à la demande de l'honorable M. Flynn ou de l'Assistant-Commissaire des Terres de la Couronne dans le mois de février 1892. Je puis ajouter aussi que j'ai été informé que M. Charleson avait donné des instructions à Bienvenu Marcoux de se tenir prêt pour voyager avec lui et même j'ai une lettre à cet effet, et j'ai été informé par Bienvenu Marcoux que cette lettre de Charleson à Marcoux a été exhibée à l'honorable M. Flynn et qu'il en a pris une copie.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Combien chargeait-il pour son voyage à Hull ?

R. Je ne connais pas cela.

Q. Par qui ont été préparés les quatre comptes qui sont mentionnés dans votre déclaration par lesquels Bienvenu Marcoux réclamait une certaine somme d'argent pour ses services du département des Terres de la Couronne ?

R. Les quatre comptes ont été préparés à la demande de Marcoux : le premier a été demandé le 10 mars 1890 par lui-même, à son domicile, en présence de M. Charleson, et c'est moi qui ai écrit la lettre à sa demande.

Q. Quelle lettre ?

R. La lettre qui sert de compte ; c'est une demande d'avances ; elle porte le numéro du dossier 2960 de 90, et j'en vois une copie dans le dossier.

Q. Cette lettre a été écrite par vous ?

R. Oui, par moi.

Q. L'autre compte de \$434.00 ?

R. L'autre compte de \$434.00, je ne peux constater s'il avait été écrit par moi parce qu'il est disparu du dossier.

Q. Vous ne vous rappelez pas si ce compte a été écrit par vous ou par un autre ?

R. Je ne m'en rappelle pas assez pour le jurer.

Q. Maintenant, le troisième compte, pour \$150.00 ?

R. Il est de mon écriture.

Q. C'est pour une avance, n'est-ce pas ?

R. Oui, c'est une avance sur services spéciaux en sa qualité de garde-forestier, en date du 30 décembre 1890.

Q. C'était le dernier jour de la dernière session de 1890 ?

R. On me dit que c'est le dernier jour de la session de 1890.

Q. Le quatrième compte pour \$880.00 ?

R. Le quatrième compte pour \$880.00 a été préparé par M. Charleson sur la demande que je lui faisais au nom de Bienvenu Marcoux, de lui payer les argents qui revenaient à ce dernier. J'en ai produit hier, la préparation originale faite par M. Charleson au crayon de mine.

Q. Ou avez-vous rencontré M. Charleson pour faire ce compte-là ?

R. Ce compte a été préparé à l'hôtel St-Louis, à Québec, après avoir vu M. Charleson ici, dans les bâties publiques.

Q. Était-ce dans les bureaux du département des Terres de la Couronne ?

R. Je ne me rappelle pas où c'était au juste : je sais que c'était dans le département des Terres de Couronne, mais je ne sais pas dans quel bureau.

Q. Ce dernier compte dont vous parlez est pour services depuis le 15 novembre 1890 au 31 juillet 1891 ?

R. Oui.

Q. A votre connaissance personnelle, pendant ce temps-là, M. Bienvenu Marcoux est-il allé pour quelques services en sa qualité officielle dans la région d'Ottawa ?

R. Je n'ai pas de connaissance personnelle de ses voyages.

Q. Dans quel temps Bienvenu Marcoux vous avait-il demandé de préparer ce dernier compte ?

R. Il me l'a demandé peut-être vingt ou vingt-cinq fois ; il me demandait de retirer pour lui l'argent qui lui était dû au département des Terres de la Couronne.

Q. Je vous demande spécialement dans quel temps et dans quel lieu M. Bienvenu Marcoux vous a demandé de préparer le dernier compte en question ?

R. Je viens de vous répondre qu'il me l'a demandé plusieurs fois ; maintenant, je vais spécifier : vous me demandez là où il m'a fait cette demande ; il est venu chez moi, je ne sais combien de fois, me demandant la chose ; voilà pour le lieu. Quant aux dates : autour du 12 septembre 1891, date à laquelle a été préparé le compte par M. Charleson. M. Bienvenu Marcoux est venu chez nous maintes et

maintes fois, pour me demander de préparer un compte et lui faire payer de l'argent qui lui était dû par le département des Terres de la Couronne.

Q. Si, dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis le 15 novembre 1890 au 30 juillet 1891, Bienvenu Marcoux avait été absent pendant 276 jours, est-ce que vous n'en auriez pas eu connaissance ?

R. Certainement oui.

Q. Maintenant si, dans le dit intervalle, il eut fait 201 journées de travail de chevaux, comme c'est marqué dans le compte, comme garde-forestier et garde-feu, n'en auriez-vous pas eu connaissance ?

R. J'en aurais entendu parler, mais la chose ne me regardait pas.

Par l'honorable M. Taillon :

Q. Bienvenu Marcoux était-il présent au bureau des Terres de la Couronne lorsque ce compte a été préparé ?

R. Non : il ne pouvait pas y être; le compte n'a pas été préparé là.

Q. Dans tous les cas, il n'était pas ici à Québec ?

R. Non.

Q. De sorte que quand le compte a été préparé à l'hôtel St-Louis, à Québec, ou au bureau des Terres de la Couronne, Bienvenu Marcoux n'y était pas ?

R. Il n'y était pas.

Q. Quelles étaient les personnes présentes lorsque le compte a été préparé ?

R. M. Charleson.

Q. Etiez-vous présent ?

R. Oui.

Q. Quelqu'un de vous deux avait-il au moins des notes de Bienvenu Marcoux pour indiquer le nombre de jours, soit pour lui-même, soit pour travail de chevaux, qui devait être porté dans le compte ?

R. Nous n'avions pas de notes ; mais j'ai compris, lorsque M. Charleson a préparé le compte, qu'il avait pris connaissance des autres comptes précédents et qu'il continuait le compte. Je puis peut-être me tromper, mais M. Charleson, vous le dira mieux que moi, c'est lui qui l'a fait ; moi, je n'ai fait que le traduire et le copier.

Q. Bienvenu Marcoux avait-il fourni quelques renseignements à Charleson, pour faire le compte ?

R. Je n'ai pas eu connaissance de la chose.

Q. Vous en avait-il fourni à vous-même ?

R. A moi-même, il m'avait demandé de retirer l'argent qui lui était dû.

Q. Sans vous donner plus de renseignements que cela ?

R. Me disant de retirer l'argent qui lui revenait du département des Terres.

Par l'honorable M. Cusgrain :

Q. Voulez-vous prendre connaissance du reçu A. O. 953 F. pour \$330.50, du reçu A. O. 635 F. pour \$550.00, du reçu H. O. 189 pour \$434.00, du reçu H. O. 379 pour \$150.00, du reçu F. O. 429 pour \$250.00 et datés respectivement du 19 octobre 1891, 14 septembre 1891, du 6 décembre 1890, du 30 décembre 1890, du 27 mars 1890 et me dire par qui ces différents documents sont signés ?

R. Ces différents documents sont signés par moi et, tel que convenu, j'honorerai ma signature.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, le comité s'ajourne à demain, à dix heures, pour continuer la déposition du témoin.

Et advenant ce 24^e jour de février, la déposition de M. Bourbonnais est continuée comme suit :

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Pour revenir à la lettre du 10 mars 1890, apparemment signée par M. Charleson, voulez-vous me dire où est l'original de cette lettre ?

R. Oui, monsieur ; je vous ai dit hier que la lettre, ou plutôt que l'écrit qui est annexé à ma déclaration, est une copie d'une lettre écrite par M. Charleson à Bienvenu Marcoux. L'original était encore dimanche dernier entre les mains de Bienvenu Marcoux : je l'ai vu moi-même, c'est sa femme qui me l'a montré en sa présence.

Q. Qui a écrit cette lettre ?

R. Le corps de cette lettre est de mon écriture ; je l'ai écrite à la demande de M. Charleson, qui me disait qu'il ne savait pas assez le français pour l'écrire lui-même, et je l'ai écrite sous sa dictée.

Q. Où était M. Charleson dans le temps ?

R. Chez Bienvenu Marcoux, à St-Polycarpe.

Q. C'est pour cela qu'elle porte la date de St-Polycarpe ?

R. Oui, c'était dans la maison de Bienvenu Marcoux.

Q. Voulez-vous regarder à la lettre en date à Rigaud, du 13 juin 1892, apparemment signée par Bienvenu Marcoux et que vous dites adressée à vous-même, et me dire de qui est l'écriture de cette lettre ?

R. La lettre qui m'est maintenant montrée m'est arrivée par la malle le 13 ou le 14 juin 1892 ; je ne sais pas qui l'a écrite ; j'ai reçu une foule de lettres de Bienvenu Marcoux et il n'y en a jamais eu une seule d'écrite par lui : elles étaient écrites, soit par sa femme ou ses enfants ou par d'autres personnes. Dans tous les cas, cette lettre m'est arrivée par la malle et elle correspond à une lettre enregistrée que je lui avais adressée moi-même de Québec le 11 juin 1892 et dont je produis le reçu d'enregistrement du bureau de poste de l'Assemblée législative. Ce certificat porte à son dos une note de M. L.-P. Robitaille que j'avais pris comme témoin pour constater que j'avais mis \$30.00 dans cette lettre et que cette somme avec la lettre était envoyée à l'adresse de Bienvenu Marcoux.

Q. Quel est ce monsieur L.-P. Robitaille ?

R. Il est maintenant employé dans le département du Secrétaire provincial. Je me rappelle que lorsque j'ai envoyée cette lettre-là, il était venu à mon siège, et je lui ai demandé de constater que je mettais \$30.00 dans une lettre pour l'envoyer à Bienvenu Marcoux.

Q. Avez-vous eu connaissance des démarches faites depuis le commencement de l'hiver de 1892, par Bienvenu Marcoux auprès du département des Terres de la Couronne pour être payé ?

R. Je crois, sans en être sûr, que Bienvenu Marcoux, m'a demandé de lui faire payer la balance de ses arrérages : je veux dire le surplus de la somme de

\$1,714.00, et mon souvenir est que je lui aurais répondu que je n'avais aucune influence auprès du gouvernement et que je ne pouvais pas le faire payer.

Q. Mais vous saviez que Bienvenu Marcoux faisait des démarches auprès du gouvernement pour être payé ?

R. Il me l'a dit.

Q. Dans quel temps avez-vous su qu'il faisait ces démarches auprès du gouvernement ?

R. Il m'en a parlé plusieurs fois, mais je ne puis pas préciser.

Q. Jusqu'à la fin de juillet ?

R. Je suis sous serment et je ne veux pas dire des choses qui ne sont pas.

Q. A la fin de juillet 1892 ?

R. Oui.

Q. Quand vous lui avez envoyé les \$30.00 dont vous venez de parler, vous aviez connaissance dans ce temps-là qu'il faisait des démarches pour être payé de la balance de son salaire en sus des \$1714.00 ?

R. Non. Il faisait des démarches pour se faire payer par moi du montant que j'avais retiré, qu'il m'avait autorisé à retirer et que j'avais en mains ; et ces \$30.00 qui étaient envoyés, étaient en accomplissement de l'arrangement intervenu entre lui et moi que je devais lui payer \$200.00 par session.

Q. A quelle date avez-vous remis à Bienvenu Marcoux les \$590.00 qu'il déclare avoir eus de vous ?

R. Je ne puis pas mentionner les dates ; ça été fait en divers paiements et je n'ai jamais eu la précaution de prendre un reçu de lui à part celui des \$40.00 que j'ai filé avec ma déclaration et la reconnaissance des \$30.00 qui est faite dans la lettre de Bienvenu Marcoux en date du 13 juin 1892.

Q. Vous ne pouvez pas préciser du tout les montants que vous avez remis à Bienvenu Marcoux et les dates auxquelles ces montants ont été remis ?

R. Non.

Q. Vous avez parlé d'une convention intervenue entre Bienvenu Marcoux et vous en vertu de laquelle vous deviez lui payer \$200.00 par session ?

R. Oui.

Q. Lorsque cette convention est intervenue, saviez-vous que Bienvenu Marcoux s'était plaint au département des Terres de la Couronne, et réclamait paiement ?

R. Non. Et mon impression est qu'il ne s'était pas plaint ?

Q. Quand avez-vous su qu'il s'était plaint ?

R. J'en ai été informé à la fin de l'été ou dans le cours de l'automne de 1892.

Q. Avez-vous eu connaissance de la lettre suivante, datée de Rigaud le 24 novembre 1891, à l'honorable G. Duhamel, Commissaire des Terres de la Couronne, Québec :

“ Honorable Monsieur,

“ Quand je vous ai vu à Montréal, il y a quinze jours aujourd'hui, je vous ai parlé de mon paiement.

“ Vous avez tout pris en note et vous deviez me répondre au bout de quelques jours. Inutile de répéter ce que je vous ai dit alors ; seriez-vous assez bon de

“ me répondre bientôt à ce que je vous demande, et de m'envoyer surtout ce dont
“ j'ai le plus besoin dans le moment ?

“ Veuillez me croire,

“ Honorable Monsieur,

(Signé) BIENVENU MARCOUX. ”

R. Jamais à cette date-là ; la seule connaissance que j'en ai eue, c'est ce matin.

Q. Avez-vous eu connaissance vers la date du 24 novembre 1891 que M. Bienvenu Marcoux faisait des démarches pour être payé ?

R. Non.

BIENVENU MARCOUX, de Rigaud, comté de Vaudreuil, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. M. Marcoux, voulez-vous prendre connaissance de la déclaration solennelle qui a été produite au département des Terres de la Couronne, signée par vous, à Montréal, en date du 5 novembre 1892, et prise devant L. W. L. Sicotte, J. P., et me dire si cette déclaration solennelle contient la vérité ?

R. Je ne sais pas lire.

On donne lecture de la déclaration au témoin et il répond :

R. Oui, monsieur.

Q. Vous avez aussi écrit à l'honorable M. Flynn, ou plutôt signé une lettre en date du 5 décembre 1892, laquelle est produite au dossier ?

R. Oui. Dans la lettre, je me suis trompé sur la déclaration que j'ai mise que j'avais été nommé le 1er mars 1890, mais j'ai été nommé le 10 mars 1890 et ma nomination devait dater du 1er mars 1890.

Q. À part de cela, ce qui est contenu dans la déclaration solennelle et dans la lettre en question est vrai ?

R. Oui.

Q. Comment et par quelle influence votre nomination a-t-elle été faite ?

R. Par l'influence de M. Bourbonnais qui m'a fait nommer garde-forestier et garde-feu. Je lui avais demandé cette position et ça faisait deux ou trois ans que je lui demandais cela.

Q. Comment avez-vous eu connaissance que vous étiez nommé ?

Q. Parce que M. Bourbonnais m'avait écrit quelques jours d'avance et il est venu avec M. Charleson le 12 mars 1890 à St-Polycarpe.

Q. Où deviez-vous agir comme garde-forestier et garde-feu ?

R. On devait me donner un district plus tard.

Q. Quand vous l'a-t-on donné ?

R. Ils ne m'en ont jamais donné ; on m'a fait aller à Ottawa une fois.

Q. Combien de temps avez-vous passé à Ottawa ?

R. Deux jours ; mais je pouvais m'en revenir le même jour si j'avais voulu.

Q. Avez-vous exercé vos fonctions dans le comté de Soulanges et dans les alentours ?

R. J'ai été à peu près six mois à St-Polycarpe et le reste du temps à Rigaud.

Q. Vous demeurez où maintenant ?

R. A Rigaud.

Q. A St-Polycarpe, avez-vous travaillé comme garde-forestier ?

R. Je n'ai jamais rien fait.

Q. M. Bourbonnais le savait-il ?

R. Il devait le savoir, car je me suis plaint à lui plusieurs fois et il y avait des gens qui me faisaient des reproches, vu que je n'avais rien à faire et que j'étais payé.

Q. Il y a quatre comptes mentionnés comme ayant été fournis par vous au département des Terres de la Couronne : un compte de \$250.00, en date du 27 mars 1890 ; un autre, du 6 décembre 1890, pour \$434.00 ; un autre, du 30 décembre 1890, pour \$150.00, et un autre du 14 septembre 1891, pour \$880.00. Est-ce vous qui avez préparé ces comptes ?

R. Non, ce n'est pas moi.

Q. Savez-vous qui les a préparés ?

R. Je ne peux pas le dire.

Q. Avez-vous jamais donné autorisation à quelqu'un pour les préparer ?

R. Non, jamais.

Q. Avez-vous eu connaissance quand ces comptes ont été présentés au département des Terres de la Couronne ?

R. Non, je n'en ai pas eu connaissance ; c'est-à-dire que j'ai eu connaissance pour le premier compte, parce que j'ai fait une demande de \$250.00 au gouvernement moi-même.

Q. Et ces \$250.00, vous ont-elles été données ?

R. Oui, je les ai retirées de M. Bourbonnais.

Q. Ça, c'était pour une avance sur votre salaire ?

R. Oui.

Q. Vers quelle date ?

R. J'ai dû retirer cela dans le mois de mars 1890 ; je ne puis pas dire les dates.

Q. Avez-vous produit un compte pour de l'ouvrage fait ?

R. Non, je n'en avais pas fait.

Q. On a produit pour vous au département des Terres de la Couronne le compte suivant qui se trouve dans la déclaration que M. Bourbonnais a faite à la Chambre et qui est rédigée en anglais et dont la traduction est comme suit :

“ Honorable Commissaire des Terres de la Couronne,

“ A BIENVENU MARCOUX.

“ Du 15 novembre au 31 juillet 1891, 276 jours à \$2.00.....	\$552 00
“ 276 jours, pension.....	276 00
“ 201 journées de chevaux à \$1.50.	301 50
“ 201 jours, pension.....	201 00
	<hr/>
“ Total.....	\$1330 50
“ Par argent.....	450 00
	<hr/>
“ Balance.....	\$ 880 50”

Q. Avez-vous jamais donné instruction à qui que ce soit de préparer ce compte ?

R. Non.

Q. Pouviez-vous donner instruction de préparer ce compte ?

R. J'ai dit une fois à M. Bourbonnais de voir M. Charleson et de lui demander de tâcher de m'envoyer de l'argent, que j'en avais besoin et qu'il y avait longtemps que je n'en avais pas retiré.

Q. Est-ce qu'on pouvait faire un compte pour vous pour ouvrage du 15 novembre au 31 juillet pour 276 jours d'ouvrage à \$2.00 par jour ; est-ce que vous avez travaillé 276 jours ?

R. Je n'ai pas travaillé ; mais du temps que j'ai été nommé à venir au 19 mai, ça me donnait mon temps.

Q. Pouviez-vous charger pour 276 jours de pension ?

R. C'est malaisé à dire ; je ne pouvais pas le charger, parce que je n'avais pas marché avec mon cheval.

Q. Le fait est que vous n'avez pas travaillé du tout ?

R. Non, pas du tout.

Q. Vous avez reçu de M. Bourbonnais \$250.00 dans le mois de mars 1890 ?

R. Oui, à peu près dans ce temps-là, et c'était pour avances.

Q. Plus tard vous avez reçu un autre montant ?

R. Oui, les \$250.00 ne m'ont pas été données tout d'un paiement, mais en deux ou trois paiements ; il m'a dit que c'était de l'argent qu'il avait retiré du département des Terres de la Couronne pour moi.

Q. Vers quel temps était-ce ?

R. Ça, c'était dans le mois de mai ou juin, je pense.

Q. Quelle année ?

R. Je ne peux pas dire exactement.....Oui ; c'était en 1890, dans le mois de mai ou juin 1890.

Q. Dans ce temps là, M. Bourbonnais était engagé aux élections dans le comté de Soulanges ?

R. Oui.

Q. Dans ce temps-là, M. Bourbonnais savait-il oui ou non si vous aviez travaillé ?

R. Oui, il devait savoir que je n'avais pas travaillé.

Q. Comment M. Bourbonnais devait-il savoir que vous n'aviez pas travaillé ? qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

R. Parce qu'il me voyait tous les jours, presque tous les jours. C'était en élections.

Q. Vous étiez très intime avec M. Bourbonnais ?

R. Oui, Monsieur.

Q. M. Bourbonnais connaissait l'emploi que vous deviez faire des \$250.00 en question, des deux derniers \$250.00 ?

R. Je sais qu'il m'en a donné. Je lui en ai demandé pour travailler pour son élection.

Q. M. Bourbonnais dit que le 13 mai 1892 il vous a remis \$40.00 ?

R. Oui, à peu près dans ce temps-là.

Q. Voulez-vous dire sous quelles circonstances ?

R. M. Bourbonnais.... il y avait une chose quand je le trimballais pour avoir de l'argent. Je lui disais qu'il me fallait de l'argent.

Q. Saviez-vous dans quel temps il avait retiré de l'argent pour vous du département des Terres de la Couronne ?

R. Oui ; je savais qu'il avait \$150.00 à moi, dans le temps, qu'il avait retirées pour moi.

Q. Vous ne saviez pas qu'il avait retiré plus de \$150.00 dans ce moment là ?

R. Non.

Q. Alors, qu'est-ce que vous lui avez dit ?

R. Je lui ai dit qu'il me fallait de l'argent ; je suis venu à Québec et il devait me donner \$300.00 en à compte sur ce qu'il me devait. Ensuite il devait me donner un ordre de \$200.00 sur chaque session et là il m'a tenu cinq ou six jours à Québec me disant qu'il allait en retirer sur son indemnité, ça fait que je suis parti. Il m'a dit : "J'ai \$60.00, je vais te les donner si tu veux ; je vais virer mes poches à l'envers". Je lui dis : "Donne moi \$40.00 et tu m'enverras la balance la semaine prochaine". Il ne me l'a pas envoyée, et plus tard, il m'a envoyé \$30.00 dans une lettre enregistrée.

Q. M. Bourbonnais dit qu'il a fait avec vous un arrangement par lequel il doit vous payer \$200.00 sur son indemnité ?

R. Il m'a proposé cela, quand il devait me donner mes \$300 dont je viens de parler ; il devait me donner \$200.00 sur chacune des sessions, mais ça n'a pas été fait.

Q. Voulez-vous me dire dans quelles circonstances il vous a promis de vous donner ces \$200.00 par session et qu'est-ce qui s'est passé dans cette circonstance-là ?

R. Dans l'automne, j'étais venu voir l'honorable M. Duhamel à Montréal. J'ai dit à M. Duhamel que M. Bourbonnais m'avait dit que j'avais un chèque de \$500.00 et qui avait été endossé par M. Duhamel.

Q. Ce monsieur Duhamel était l'honorable M. Duhamel, Commissaire des Terres de la Couronne ?

R. Oui ; un jour j'étais allé chez M. Bourbonnais et il me dit : "Tu as dû recevoir un chèque de \$500.00". J'ai dit non que je ne l'avais pas reçu. Il dit : "Tu vas le recevoir ces jours-ci". Et c'est là-dessus que je suis venu voir M. Duhamel,

lorsque j'ai vu que ce chèque tardait à venir. Là, j'ai vu M. Duhamel et il m'a dit qu'il ne connaissait rien de cela ; ça fait qu'il m'a dit qu'il allait prendre des notes et qu'à son retour à Québec il m'écirait, et c'est encore là. Au bout de quinze jours, j'ai fait écrire par le docteur Lalonde une lettre lui demandant de me répondre à ce que je lui avais demandé, lorsque je l'avais vu à Montréal, et de m'envoyer surtout ce dont j'avais le plus besoin, et, quelque temps après, M. Bourbonnais m'a dit que M. Duhamel lui avait écrit et lui disait de régler cette affaire-là. Là-dessus, M. Bourbonnais m'a dit : " Je te dois \$850.00 que j'ai retirées sur ton salaire ; n'ébruie pas cela, parce que tu peux me mettre bien mal."

Q. Dans le mois de février, dans ce mois-ci, est-ce que vous avez eu une conversation avec M. Bourbonnais au sujet de cette convention de vous payer \$200.00 par session ?

R. Il est venu chez moi dimanche dernier, avec son père ; il m'a dit qu'il venait pour régler. Il m'a dit : " Des reproches je n'en veux pas, et je n'en fais pas." Ça fait qu'il m'a offert \$200.00 sur chacune de ses sessions à venir jusqu'à ce qu'il ait fini de me payer. Là-dessus, je lui ai répondu : " Des ordres sur les sessions, je n'en veux pas." Là, je lui ai dit : " On ne fera pas d'affaires." Il est parti en pleurant et disant : " Tu veux donc que j'aille en prison ! " J'ai dit : " Non, je ne veux pas que tu ailles en prison, mais je tiens à avoir mon argent." Ensuite, le père M. Bourbonnais me dit : " Vous devriez vous arranger." Il dit : " Vous êtes après gaspillé l'avenir de la famille." M. Avila Bourbonnais me dit : " Dans tous les cas, du gouvernement je m'en sacre ; mais je sais que ça va me faire tort dans le comté ; je suis fini et je ne puis plus me faire élire." Là, le père Bourbonnais a persisté à nous dire : " Arrangez-vous." Je lui ai demandé : " Si vous voulez endosser des billets de Bourbonnais, on va faire des arrangements." Il m'a répondu : " Non, je n'endosse pas de billets." Là-dessus, j'ai répondu : " On ne fera pas d'affaires."

Q. Avez-vous jamais eu avec M. Bourbonnais des conversations lui demandant de vous donner de l'ouvrage ?

R. Oui. Je lui ai demandé plusieurs fois.

Q. Pour vous faire donner une division ?

R. Oui. Il m'a dit qu'il avait insisté auprès de MM. Charleson et Duhamel pour me faire avoir de l'ouvrage.

Q. Quelle réponse avait-il eue d'après ce qu'il vous disait ?

R. Il disait qu'ils lui avaient toujours promis, et il avait l'air bien choqué de voir que je n'avais pas d'ouvrage.

Transquestionné de la part de M. Bourbonnais, par son avocat, l'honorable M. Mercier :-

Q. M. Marcoux, vous ne savez ni lire ni écrire ?

R. Je ne sais ni lire ni écrire. Je sais signer mon nom par routine.

Q. De sorte que les documents qui sont devant le comité et qui vous ont été lus comme signés par vous ont été écrits par d'autres ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous dire qui a écrit la déclaration solennelle signée par vous et reçue devant M. Sicotte, à Montréal ? Ce document-là vous a-t-il été montré ?

R. C'est moi-même qui l'ai fait écrire.

Q. Où êtes-vous allé alors pour le faire écrire ?

R. Aux bâtisses du gouvernement, à Montréal, sur la rue St-Gabriel.

Q. Qui vous avait demandé d'aller là ?

R. Il y avait une escousse que je devais venir j'ai su que les ministres étaient-là, c'est pour cela que je me suis rendu là.

Q. Qui avez-vous vu en arrivant ?

R. Je ne puis préciser; j'ai vu l'honorable M. Flynn, Commissaire des Terres de la Couronne.

Q. Ensuite ?

R. J'ai rencontré le Dr Cholette, le député de Vaudreuil; M. Amédée Mongenais, de Rigaud; M. McMillan, député fédéral du comté de Vaudreuil, qui se trouvait dans le bureau où je suis allé.

Q. A qui avez-vous parlé en arrivant ?

R. A l'honorable M. Flynn. Les autres sont partis de suite du moment que je suis entré.

Q. Qu'est-ce que vous lui avez dit ?

R. C'est-à-dire, quand j'étais venu à Montréal, j'avais une réclamation devant le gouvernement, et l'honorable M. Flynn m'a dit qu'il ne s'en occuperait pas sans que je fisse une déclaration solennelle comme quoi je n'avais pas été payé par M. Bourbonnais.

Q. Ça, c'est le jour que vous êtes arrivé au bureau du gouvernement ?

R. Non; ça c'est à Québec, quand je suis venu ici.

Q. Quand à peu près ?

R. Ça doit être dans le mois d'août 1892 ou au commencement de septembre.

Q. Vous veniez pour vous faire payer la balance qui vous était due ?

R. Oui, M. Bourbonnais me disait qu'il y avait une balance qui m'était due.

Q. Vous avez vu l'honorable M. Flynn. Qu'est-ce qui s'est dit entre vous ?

R. L'honorable M. Flynn m'a dit qu'il ne pouvait pas s'occuper de la réclamation que j'avais devant le gouvernement sans que je fisse une déclaration à l'effet que je n'avais pas été payé; qu'il ne pouvait pas prendre sur ses charges lui-même de me payer cela. Je lui ai dit que je n'étais pas capable de faire une déclaration ce jour là, qu'il fallait que je visse la famille avant de faire ces choses là.

Q. Qu'est-ce qu'il vous a dit ?

R. Il a dit: "C'est votre affaire, je ne tiens pas à ce que vous fassiez une déclaration." Ça fait que là-dessus je lui ait dit que je n'étais pas pour la faire ce jour là, qu'il fallait que je visse la famille avant.

Q. Avant de partir, avez-vous vu d'autres personnes au sujet de votre compte ?

R. J'ai vu mon cousin, le notaire Marcoux, de Beauport, qui était avec moi.

Q. Il est allé avec vous chez l'honorable M. Flynn ?

R. Oui, il est venu avec moi au département des Terres de la Couronne.

Q. Était-il avec vous chez l'honorable M. Flynn,

R. Oui, à part l'honorable M. Flynn, parmi les employés que j'ai vu, il y avait M. Taché et d'autres employés qui sont venus en différents temps dans le bureau, mais je ne les connais pas ?

Q. Avez-vous parlé à d'autres personnes qu'à l'honorable M. Flynn et à M. Taché au sujet de vos comptes dans le département ?

R. Je ne m'en rappelle pas.

Q. Vous a-t-on montré vos comptes ?

R. Oui, on me les a montrés.

Q. Qu'est-ce que vous avez dit à ces messieurs à propos de vos comptes ?

R. J'ai dit que je devais être payé, que j'avais du salaire en arrière, d'après ce que je prétendais.

Q. On vous a lu vos comptes ?

R. Les comptes ont été lus avec les reçus qui correspondaient à ce qu'ils disaient.

Q. Vous avez bien compris quelle était la nature de ces comptes, n'est-ce pas ?

R. Oui, d'après moi.

Q. Vous avez bien compris ?

R. Je ne suis pas instruit, je suis obligé de me fier à ce que les autres me disent.

Q. Avez-vous bien compris ce qu'on vous a dit ?

R. J'ai dû le comprendre.

Q. Avez-vous protesté, là, que ces comptes étaient inexacts ?

R. Pas dans le moment, car je n'avais pas parlé de rien encore.

Q. Mais vous demandiez la balance de ce qui vous était dû ?

R. Oui.

Q. Après que les comptes vous ont été lus ?

R. Oui.

Q. Qui vous a lu les comptes ?

R. Je ne peux pas dire, je ne connais pas les gens du bureau.

Q. C'est l'honorable M. Flynn et M. Taché qui les avaient entre les mains ?

R. L'honorable M. Flynn a dit à M. Taché de prendre depuis ma nomination à \$2.00 par jour à venir au 19 mai 1892 ; puis, de calculer ces montants-là et s'il me revenait quelque chose de me payer à \$2.00 par jour. Là j'ai dit : "Moi, je vais me trouver en dette avec le gouvernement". Ça fait que l'honorable M. Flynn a examiné les comptes avec les reçus que M. Bourbonnais avait signés et il m'a dit que je devais \$300 ou 300 et quelques piastres au gouvernement je ne me rappelle pas le montant au juste.

Q. Quand vous êtes parti de Québec pour retourner chez vous, vous aviez la parole de l'honorable M. Flynn qu'il ne s'occuperait pas de votre réclamation avant que vous eussiez donné une déclaration, disant que M. Bourbonnais avait retiré votre argent, et qu'il ne vous l'avait pas remis ?

R. Je ne comprends pas du tout. Il me semble que j'ai répondu déjà sur une question semblable.

Q. Je vais vous répéter la question sous une autre forme : Vous avez dit tout à l'heure que quand vous étiez à Québec, vous aviez demandé à être payé, n'est-ce pas ?

R. Oui. J'avais une réclamation devant le gouvernement de \$600.00, et c'est là-dessus que l'honorable M. Flynn m'a dit qu'il ne s'occuperait pas de ma réclamation sans que je fisse une déclaration.

Q. Quelle déclaration ?

R. La réclamation..... M. Flynn disait qu'il ne voulait pas prendre sur ses charges, sur sa responsabilité de payer cette réclamation-là. Il m'a dit : " Faites une déclaration comme quoi vous n'avez pas été payé et on vous rendra justice."

Q. Quelle objection, M. Marcoux, aviez-vous à faire une déclaration constatant que vous n'aviez pas été payé par M. Bourbonnais, ce jour-là ?

R. Parce que je voulais voir la famille avant, pour voir ce qu'ils allaient en dire.

Q. De sorte que vous avez vu ensuite la famille ?

R. Oui. Ils n'ont pas voulu régler ; ils m'ont dit qu'ils ne s'occupaient pas de cette affaire ; c'est le père Bourbonnais et deux des fils qui m'ont dit cela, c'est-à-dire, deux des frères du député.

Q. De sorte que, si le père et les frères de M. Bourbonnais avaient voulu payer, vous n'auriez pas fait de déclaration ?

R. Je n'aurais pas fait de déclaration, si j'avais été payé.

Q. De tout le montant que vous réclamiez ?

R. Oui.

Q. C'est-à-dire, de combien, prétendiez-vous qui vous était dû à cette époque-là ?

R. \$750.00, je pense.

Q. Et vous aviez reçu à cette époque-là, combien ?

R. \$590.00, en différents montants.

Q. Vous êtes venu ensuite à Montréal aux bâtisses du gouvernement sur la rue St-Gabriel pour voir l'honorable M. Flynn ?

R. Oui, j'étais venu pour le voir.

Q. Voulez-vous dire au comité ce que vous avez dit à l'honorable M. Flynn en arrivant ?

R. J'ai dit que j'étais venu pour faire une déclaration ; il m'a dit là-dessus : " Ce n'est pas que je tiens à ce que vous fassiez une déclaration, M. Marcoux ; je ne puis pas m'engager à aucune chose ; si vous faites votre déclaration, on tâchera de vous rendre justice. "

Q. Continuez si vous avez quelque chose à ajouter ?

R. Je n'ai rien à ajouter.

Q. Alors vous avez dit : " C'est bien ; je fais faire une déclaration " ?

R. Oui, quelque chose comme cela. J'ai dit que j'allais la faire dans l'après-midi ma déclaration.

Q. Et vous êtes parti des bureaux du gouvernement ?

R. Oui, mais je suis revenu quelque temps après ; c'était dans l'avant-midi, cela.

Q. Êtes-vous parti avec le Dr. Cholette ?

R. Non, je suis parti seul. M. Cholette est parti avant moi.

Q. Quand vous êtes revenu, qui avez-vous vu ?

R. Il y avait presque personne ; il n'y avait que le gardien des bâtisses.

Q. Qu'est-ce que vous avez fait là ?

Q. Je me suis assis et j'ai attendu.

Q. Qui est venu ?

R. Il est venu bien du monde ; je serais bien en peine de le dire.

- Q. Avez-vous vu l'honorable M. Flynn ?
R. Oui.
Q. Est-ce le premier à qui vous avez parlé ?
R. Non ; j'ai parlé au gardien et je lui ai dit que c'était l'honorable M. Flynn
que je voulais voir et je l'ai vu.
Q. Qu'est-ce qui s'est passé entre vous deux ?
R. Je lui ai dit de tâcher de me donner un homme pour écrire ma déclaration.
Q. Quest-ce qu'il vous a dit ?
R. Il a dit qu'il allait me donner un sténographe.
Q. Vous en a-t-il donné un ?
R. Oui.
Q. Où était-il ?
R. Dans le bureau du gouvernement.
Q. Vous ne le connaissiez pas ?
R. Non.
Q. Si vous le voyiez, le reconnaîtriez-vous ?
R. Je ne sais pas.
Q. Qu'est-ce qui s'est passé entre le sténographe et vous ?
R. J'ai fait ma déclaration telle qu'elle est.
Q. C'est vous qui l'avez dictée ?
R. Il a écrit ce que je lui ai dit.
Q. Après l'avoir dictée il l'a mise au type devant vous et vous l'avez signée ?
R. Oui, après qu'il me l'eut lue.
Q. L'avez-vous montrée à l'honorable M. Flynn ?
R. Non.
Q. A personne ?
R. C'est-à-dire, j'ai dit au sténographe de la montrer à l'honorable M. Flynn,
pour voir si c'était suffisant ; il m'a répondu que c'était suffisant.
Q. Le sténographe l'a-t-il montrée à l'honorable M. Flynn ?
R. Il m'a dit qu'il l'avait montrée et que c'était suffisant.
Q. Est-il sorti de la Chambre où vous étiez pour aller dans une autre ?
R. Oui, on était dans un bureau et il est allé dans un autre, et c'est alors
qu'il m'a dit que c'était suffisant.
Q. Qu'avez-vous fait ensuite ?
R. Ensuite on est allé devant un magistrat.
Q. Vous avez été à la Cour et vous avez signé votre déclaration ?
R. Oui.
Q. Après ce temps-là, vous avez écrit une lettre à l'honorable M. Flynn ?
R. Oui.
Q. Vous étiez surpris de voir qu'après avoir fait votre déclaration vous n'étiez
pas payé ?
R. Je ne prétendais pas être payé de suite, de même.
Q. Pourquoi avez-vous écrit ?
R. Pour qu'il s'occupe de ma réclamation et de la déclaration que j'avais faite.
Q. Est-ce vous qui avez écrit cette lettre ?
R. Non.

Q. Qui a écrit la lettre à l'honorable M. Flynn lui rappelant votre déclaration ?

R. C'est le docteur Cholette, le député de Vaudreuil ; je lui ai demandé d'écrire pour moi.

Q. C'était la première fois que vous le voyiez à propos de cette affaire-là ?

R. Non, je l'avais vu quelques fois avant, deux ou trois fois.

Q. Vous lui avez fait écrire du moment que vous avez fait votre déclaration ?

R. Non.

Q. Où lui avez-vous demandé d'écrire la lettre ? Vous êtes-vous rencontré par hasard ?

R. Non ; je suis allé chez lui exprès.

Q. Qu'est-ce qui s'est passé entre vous deux ?

R. Je lui ai demandé d'écrire pour moi.

Q. D'écrire, pourquoi ?

R. Pour me faire payer.

Q. Qu'est-ce qu'il vous a dit là-dessus ?

R. Il m'a dit : " J'écirai bien". Il a écrit la lettre et il me l'a lue après l'avoir écrite.

Q. Après avoir écrit cette lettre, vous ne vous êtes plus occupé du tout de cette affaire-là, excepté en autant de ce que vous avez dit tout à l'heure ?

R. C'est-à-dire, j'ai écrit une autre fois encore.

Q. A qui ?

R. A l'honorable M. Flynn.

Q. Vers quelle époque ?

R. Trois ou quatre semaines après la date de cette lettre-là.

Q. Qu'est-ce que vous disiez à l'honorable M. Flynn dans cette lettre ?

R. Je serais bien en peine de vous le dire.

Q. Lui conseilliez-vous que vous ne vouliez pas être payé ?

R. Non, au contraire.

Q. Vous demandiez encore d'être payé ?

R. Oui.

Q. Vous a-t-il répondu ?

R. Non, je n'ai pas eu de réponse.

Q. Est-ce tout ce que vous avez fait ?

R. Je ne me rappelle pas autre chose.

Q. Vous n'avez vu aucun des ministres ?

R. Non ; j'ai rencontré le docteur Cholette quelques fois.

Q. Vous n'avez pas parlé de cette affaire-là ?

R. Je lui en ai toujours parlé ; je lui demandais si j'allais être payé ; il m'a dit qu'il ne le savait pas.

Q. Quand on vous a montré les comptes à Québec, lors de votre entrevue avec l'honorable M. Flynn et M. Taché, avez-vous protesté contre ces comptes-là ?

R. Je n'ai pas directement protesté, mais j'ai dit que c'était bien malheureux cela M. Bourbonnais avait retiré tout mon argent ; que je ne savais pas comment que pouvait se faire qu'il avait mon argent sans autorisation.

Q. Voulez-vous regarder ce monsieur qui s'avance devant vous et nous dire si c'est le sténographe qui a pris votre déclaration ?

(On fait paraître devant le témoin, M. S. Dufault, secrétaire privé de l'honorable M. Beaubien).

R. Je crois que oui.

Q. Quel est votre nom, M. Dufault ?

R. Sergius Dufault.

Q. Ce monsieur Dufault qui est ici présent est-il la personne qui a pris votre déclaration ?

R. Je n'en ferais pas serment, mais je crois que oui.

Q. Quand vous avez été nommé, vous avez reçu une lettre de M. Charleson, n'est-ce pas ?

R. J'ai dû en recevoir une.

Q. Avez-vous reçu quelque lettre vous disant que vous étiez nommé ?

R. Oui.

Q. L'avez-vous fait lire ?

R. Oui.

Q. Elle était signée par M. Charleson ?

R. Je ne pourrais pas dire. Quand ils sont venus chez nous, ils m'ont dit qu'il y en avait une d'écrite.

Q. Quelle lettre était écrite ?

R. Je ne puis pas dire quelle lettre.

Q. Vous dites qu'il y en avait une d'écrite ?

R. J'ai dit que quand M. Charleson est venu chez nous avec M. Bourbonnais, ils avaient ma nomination écrite.

Q. Quand vous dites "ma nomination écrite", vous voulez dire une lettre vous informant que vous étiez nommé ?

R. Non ; j'avais reçu avant une lettre de M. Bourbonnais m'informant que j'avais été nommé.

Q. M. Marcoux, on va vous lire une lettre de M. Charleson, en date du 10 mars 1890. Quand vous l'aurez entendu lire, vous nous direz si c'est la lettre officielle que vous avez reçue vous informant de votre nomination. (On lit la lettre au témoin). Est-ce la lettre ?

R. C'est malaisé que je vous dise oui ou non.

Q. En avez-vous reçu une autre de M. Charleson ?

R. Oui.

Q. Vous nommant ?

R. Non ; j'ai reçu rien qu'une lettre me nommant.....je pense bien que c'est celle-là.

Q. Vous remarquez là que votre salaire était de \$2.00 par jour et on vous dit aussi que vos dépenses seraient payées ?

R. Oui.

Q. Vous avez dit dans votre examen en chef que vous n'aviez jamais travaillé pour le gouvernement ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous dire au comité, puisque vous n'avez jamais travaillé, pourquoi vous réclamiez une balance de \$750.00 lorsque vous aviez déjà reçu 590.00 ?

R. Je réclamaïs cela parce qu'on devait m'employer. On m'a tenu à rien faire. D'après moi, je prétends que j'avais droit à \$2.00 par jour parce que j'ai toujours été prêt à travailler dans aucun temps qu'on m'aurait commandé.

Q. Vous n'avez pas de doute en votre âme et conscience que cette somme vous est due ?

R. D'après moi elle est due.

Q. Et si vous n'aviez pas cru qu'elle vous était due, vous ne l'auriez pas réclamée ?

R. Si je n'avais jamais eu d'emploi, je n'aurais jamais rien réclamé du gouvernement.

Q. Quand vous receviez des acomptes de M. Bourbonnais, lui demandiez-vous pourquoi c'était ?

R. Il m'a dit que c'était de l'argent qu'il avait retiré pour moi.

Q. Vous lui avez dit, n'est-ce pas, chaque fois qu'il vous a remis de l'argent : " Je te défends d'en retirer ? "

R. Je ne lui ai jamais parlé de cela.

Q. Pourquoi ne lui défendiez-vous pas d'en retirer ?

R. C'est bien malaisé à dire pourquoi.

Q. Essayez ; dites nous ce que vous avez dans l'idée ?

R. Si je lui avais défendu de retirer de l'argent, il n'aurait fait mettre à la porte.

Q. C'est-à-dire à la porte du gouvernement ?

R. Oui.

Q. Alors c'était par peur que vous receviez cet argent-là ?

R. Ce n'était pas par peur que je le recevais ; si je ne lui défendais pas d'en retirer, c'était parce que j'avais peur qu'il vînt à me faire mettre dehors.

Q. Alors, si je vous comprends bien, vous ne lui avez pas défendu de retirer de l'argent c'est parce que vous aviez peur qu'il vous fit mettre à la porte ?

R. Oui.

Q. Avez-vous toujours été sous l'empire de cette peur-là ?

R. Non pas toujours.

Q. Quand cette peur là est-elle arrivée ?

R. Je ne peux pas dire.

Q. Dites à peu près au meilleur de votre souvenir ?

R. Je ne peux pas dire.

Q. Y a-t-il un mois, deux mois, trois mois, quatre mois, six mois, huit mois ?

R. Non ; il y a deux mois, je n'aurais pas eu peur qu'il m'aurait fait mettre à la porte.

Q. De sorte que votre peur a cessé le jour où le gouvernement a changé ?

R. Je ne peux pas dire ; il y a deux mois c'était le même gouvernement qu'aujourd'hui.

Q. Et vous n'avez plus peur ?

R. J'avais pas peur, je n'avais pas d'ouvrage du gouvernement.

Q. Mais aviez-vous encore droit à \$2.00 par jour ?

R. Non, parce que j'ai vu une lettre du gouvernement, en date du 19 mai dernier, disant que je serais payé seulement quand je serais employé.

Q. Le 19 mai 1892 ?

R. Oui.

Q. Jusqu'à ce moment-là, vous aviez peur ?

R. Jusqu'à ce moment-là ? Je tenais à être payé, parce que je n'avais pas eu la nouvelle que c'était changé.

Q. C'est-à-dire que, jusqu'à ce temps-là, vous n'auriez pas voulu refuser de l'argent à M. Bourbonnais, parce que vous auriez eu peur d'être mis à la porte ?

R. Oui ; c'est un homme rancunier, ce monsieur Bourbonnais.

Q. Voulez-vous prendre communication de la lettre censée écrite par vous, le 13 juin 1892, à M. Bourbonnais, et dire si vous l'avez fait écrire ?

R. Je lui ai écrit tant de fois que c'est malaisé de dire si c'est la lettre que je lui ai fait écrire.

Q. Avez-vous quelques doutes que lui avez fait écrire cette lettre-là ?

R. Je lui ai tant fait écrire que c'est malaisé à dire ; j'ai écrit bien des fois à M. Bourbonnais de faire régler cette affaire-là avant de remuer quelque chose.

Q. Ce n'est pas là ma question. Vous avez reçu dans une lettre la somme de \$30.00 ?

R. Oui.

Q. Vers cette époque-là ?

R. Oui.

Q. Avez-vous répondu ?

R. Oui ; ma femme a dû répondre.

Q. Dans cette réponse, accusant réception des \$30.00, lui avez-vous fait dire à peu près ce qu'il y a dans la lettre ?

R. Je ne me rappelle pas de cela.

Q. Pensez-vous que c'est madame Marcoux qui a écrit la lettre ?

R. Je ne peux pas le dire.

Q. Sans savoir lire, pourriez-vous reconnaître l'écriture de madame Marcoux ?

R. Non.

Q. Jurez-vous que vous n'avez pas fait écrire la lettre qui vient de vous être lue ?

R. Je ne suis pas capable de jurer cela. J'en ai tant fait écrire que je ne suis pas capable de dire si c'est celle-là ou une autre.

Q. Quand vous avez reçu une lettre de M. Bourbonnais vers ce temps-là, vous envoyant \$30.00, je suppose que c'est madame Marcoux qui vous l'a lue ?

R. Oui.

Q. Lui avez-vous demandé de répondre ?

R. Je ne m'en rappelle pas ; c'est l'habitude qu'elle a dû répondre.

Q. Alors vous jurez que vous ne vous rappelez en aucune façon que vous avez demandé à votre femme d'écrire une lettre accusant réception de \$30.00 ?

R. Je vous ai dit que je ne peux pas jurer là-dessus.

Q. Dans votre âme et conscience, vous rappelez-vous que vous avez dit à madame Marcoux de répondre à son frère, que vous aviez reçu les \$30.00 ?

R. Je vous ai dit que je ne me rappelle pas cela.

Q. Toujours est-il que cela c'est dans le mois de juin 1892 ?

R. A peu près ?

Q. Que vous avez reçu les \$30.00 dans une lettre ?

R. Je n'ai pas remarqué la date.

Q. Est-ce dans le mois de décembre ou dans le mois de janvier. Dites, au meilleur de votre connaissance ?

R. Je ne puis pas répondre là-dessus.

Q. Était-ce dans l'été ou l'hiver ?

R. C'était dans le cours de l'été.

Q. M. Bourbonnais était à la session à Québec ?

R. Oui, je pense, car la lettre venait de Québec.

Q. Vous n'avez pas de doute que c'est à peu près à la date mentionnée dans la lettre ?

R. Je ne peux pas vous dire.

Q. Quand vous avez reçu cette lettre-là, vous n'aviez plus peur, n'est-ce pas ?

R. Comment, je n'avais plus peur.....

Q. D'être destitué puisque vous aviez reçu une lettre antérieure, vous disant que vous seriez payé que quand vous ne travailleriez ?

R. Je n'ai pas de réponse à faire là-dessus.

Q. Pourquoi ?

R. Parce que je ne le sais pas.

Q. Vous ne savez pas, alors, quand a cessé votre peur ?

R. Je n'ai rien à dire là-dessus.

Q. Avez-vous peur aujourd'hui ?

R. Non, je n'ai pas peur, bien sûr.

Q. Vous avez rencontré M. Bourbonnais, le député, et son frère, dimanche dernier chez vous ?

R. Oui.

Q. En présence de vos enfants ?

R. Les enfants, je pense qu'ils étaient partis pour aller au collège ; peut-être qu'ils y étaient quand ils sont arrivés, mais ils n'y ont pas été longtemps.

Q. Vous aviez en votre possession ce jour-là un papier qu'on vous a dit être un compte préparé à Québec, pour votre réclamation, qui vous avait été remis par M. Bourbonnais ?

R. M. Bourbonnais m'a donné un petit papier écrit en anglais avec des chiffres et qu'on ne comprenait rien dessus.

Q. Vous ne compreniez rien, malgré que madame Marcoux vous ait lu le compte.

R. Ma femme ne sait pas lire l'anglais ; je l'ai montré à d'autres qui étaient inscrits et qui comprennent pas beaucoup ce qu'il avait d'écrit là-dessus.

Q. Vous n'avez rien compris du tout ?

R. Rien du tout ; je n'ai rien compris, car si j'avais cru que ce papier avait de l'importance je ne le lui aurais pas remis dimanche.

Q. Alors nous devons comprendre que vous dites n'avoir pas même compris les chiffres qui étaient sur ce papier ?

R. Non, je ne les ai pas compris.

Q. Et quand on a cherché à le lire, vous n'avez pas même compris les chiffres qui étaient dessus ?

R. Je sais que ma femme n'a pas compris, bien sûr ; les chiffres elle a pu les comprendre, mais elle ne savait pas ce que ça voulait dire.

Q. Vous a-t-elle lu les chiffres ?

R. Oui, elle les a lus.

Q. Et les autres personnes à qui vous avez montré ce papier vous ont-elles lu les chiffres ?

R. Pas à ma mémoire.

Q. D'après ce que madame vous a lu, quels chiffres avez-vous compris ?

R. Je vous dis que je ne les ai pas compris.

Q. Votre dame vous a lu les chiffres et vous ne les compreniez pas ?

R. C'était une affaire embrouillée ; elle me disait qu'elle ne les comprenait pas.

Q. De sorte que madame vous a dit des chiffres et vous ne les avez pas compris ?

R. Non, je ne les ai pas compris.

Q. Avez-vous compris toujours que c'étaient des piastres ?

R. Je ne sais pas si c'étaient des piastres ?

Q. Avez-vous au moins compris quelque chose ?

R. Non pas sur ce papier là M. Bourbonnais m'a dit qu'il l'avait arraché des mains de M. Charleson pour se faire une preuve plus tard et quand il me l'a donné il m'a dit : " Conserve bien cela ; si ça va mal, j'en aurai besoin plus tard. "

Q. Et puis vous n'avez rien compris malgré tout ?

R. Non.

Q. Avez-vous compris toujours que c'étaient des piastres ?

R. Je ne sais pas si c'étaient des piastres.

Q. Vous n'avez pas même compris cela ?

R. Non, je n'ai pas compris.

Q. Avez-vous au moins compris qu'il s'agissait de vous ?

R. Non, pas sur ce papier-là.

Q. Qu'est-ce qu'il vous a dit à part de cela ?

R. Il m'a donné ce papier-là et il m'a dit de le serrer et d'en avoir bien soin, qu'il pourrait le perdre lui et que s'il venait à en avoir besoin, je pourrais lui remettre et c'est pour cela que je l'ai laissé prendre dimanche dernier à la maison.

Q. Et vous en avez bien eu soin, malgré que vous ne l'avez pas compris ?

R. Oui, parce qu'il n'avait dit d'en avoir bien soin.

Q. Voulez-vous regarder ce papier, et dire si c'est celui dont vous parlez ?

R. Ça bien l'air de cela, mais il me semble qu'il a été travaillé et je serais bien curieux que ma femme le verrait.

Q. Voulez-vous nous dire qu'est-ce que c'est qui a été travaillé là-dessus ?

R. Il n'y avait pas tant de chiffres ni d'écriture que cela ; c'était rien que des chiffres qu'il y avait dessus.

Q. Vous admettez bien que c'est là le papier ?

R. Ça bien l'air de lui, mais je ne jurerais pas que c'est lui. Il y avait bien des chiffres, mais il n'y avait pas d'écriture dessus.

Q. C'est à peu près comme le sténographe qui vous a été montré tout à l'heure ; c'est bien lui, mais vous ne pouvez pas le jurer ?

R. Certainement.

(Le papier dont il est question est marqué B, A. sur le dos avec les initiales du président du comité).

Q. Vous ne pouvez pas nous indiquer aucun changement pour faire voir qu'il a été travaillé ?

R. Non, je ne peux pas indiquer aucun changement.

Q. Vous venez de parler de chiffres; que c'était presque rien que des chiffres. Trouvez vous que les chiffres ont été travaillés aussi ?

R. Je ne pourrais pas dire si les chiffres ont été travaillés, mais il me semble qu'il n'y avait pas autant d'écriture dessus.

Q. Regardez-donc les chiffres-là ?

R. Je ne comprend pas.

Q. Regardez-les, quand même vous ne comprendrez pas et indiquez au comité quelque chose qui fait voir que ces chiffres-là ont été travaillés ?

R. Je ne dis pas que les chiffres ont été travaillés, mais je dis qu'il n'y avait pas autant d'écriture dessus.

Q. Vous n'avez pas de doute que ce sont les mêmes chiffres ?

R. Je ne sais pas ; je sais que c'était un papier semblable à celui-là.

Q. Ecoutez la lecture du reçu du 3 mai 1892, annexé à la déclaration de M. Bourbonnais et dites-nous si ce reçu a été signé par vous ?

R. Oui, c'est ma signature.

Q. Qui a fait le reçu ?

R. C'est M. Bourbonnais, le député.

Q. Ça c'est le trois mai 1892 ?

R. C'est à peu près dans ce temps-là.

Q. Avez-vous reçu ce jour-là \$40.00 ?

R. Oui.

Q. Lui avez-vous défendu d'en retirer davantage ?

R. Non, je ne lui ai pas défendu ; mais il m'a dit qu'il avait assez de chagrin d'avoir retiré de l'argent pour les autres qu'il se trouvait assez mal pris ; que jamais il n'en retirerait pour d'autres, parce qu'il ne pouvait plus le remettre.

Q. Vous ne lui avez pas défendu pour cette raison-là ?

R. Non, je ne lui ai pas défendu. On n'a pas parlé de cela dans le temps, c'était malaisé de lui défendre ; il avait tout retiré dans le temps, mais je ne le savais pas.

Q. Plus tard, vous avez reçu les \$30.00 mentionnées dans la lettre du mois de juin ?

R. Oui ; cette fois qu'il m'a donné les \$40.00, il devait me rachever les \$300.00 la semaine suivante.

Q. Quelles étaient ces \$300.00 ?

R. Les \$300.00 sur les argents qu'il me devait.

Q. Pourquoi \$300.00 plutôt que tout le montant ?

R. Parce qu'il n'était pas capable de me donner tout le montant, à ce qu'il disait ; il voulait me donner un ordre sur ses sessions, mais avant il voulait me donner \$300.00.

Q. S'il vous avait remis régulièrement \$200.00 par session, les auriez-vous acceptées ?

R. Oui, dans le temps, plutôt que de venir à se brouiller pour cela.

Q. Vous étiez convenu de cela tous les deux ?

R. On n'était pas convenu, parce qu'il devait me donner les \$300.00 en argent et ensuite me donner un ordre de \$200.00 sur chaque session.

Q. S'il vous avait donné les \$300.00 en argent et un ordre de \$200.00 sur chaque session, vous auriez été satisfait ?

R. Je ne sais pas si j'aurais été satisfait; il aurait fallu d'abord que je visse si un ordre sur les sessions était bon. Le lendemain, je n'aurais pas pris un ordre sur les sessions parce que mon cousin le notaire Marcoux m'a dit que des ordres sur les sessions c'était bien risqué.

Q. Le jour même, quand il vous a dit, qu'il vous donnerait \$300.00 en argent et un ordre de \$200.00 sur chacune des sessions, vous auriez accepté cela et vous auriez été satisfait ?

R. Oui, je les aurais acceptés.

Q. Et vous n'auriez pas fait de déclaration solennelle contre lui ?

R. Non, bien sûr.

Q. Quel était le montant alors que vous prétendiez vous être dû par M. Bourbonnais quand il vous a parlé de vous donner \$300.00 et un ordre de \$200.00 payable à chaque session ?

R. Il disait qu'il me devait \$850.00 qu'il avait à moi entre les mains.

Q. Et c'était sur cette somme-là que votre conversation roulait ?

R. Oui.

Q. Avez-vous fait votre calcul ?

R. Je n'avais pas fait de calcul ; je ne savais pas combien il y avait eu de retiré du gouvernement.

Q. Mais vous saviez bien ce que vous aviez déjà reçu ?

R. Oui.

Q. Et quand vous additionniez ce que vous aviez reçu avec ce montant de \$850.00, trouviez-vous que c'était correct ?

R. Je trouvais que c'était correct..... je ne savais pas ce qui avait été retiré ; je prenais sa parole et je me fiais à lui.

Q. Quel que fût le montant retiré, vous aviez reçu une somme de \$590.00 et il vous disait qu'il vous redevait \$850.00 ?

R. Oui, à ce qu'il disait.

Q. Trouviez-vous que c'était correct, d'après votre calcul ?

R. Je vous ai dit que je n'avais pas fait de calcul.

Q. Vous ne vous occupiez pas alors de ce qui vous était dû ?

R. Non, je ne m'en suis pas occupé jusqu'à cet été.

Q. Après cette conversation, que vous avez eue avec M. Bourbonnais à propos des \$300.00 qu'il devait vous payer en argent et de l'ordre de \$200.00 payable sur chaque session, vous avez fait produire des comptes au gouvernement par le docteur Cholette et un autre ?

R. Oui, j'ai fait produire des comptes au gouvernement.

Q. Quel est cet autre, à part du docteur Cholette ?

R. Je ne peux pas vous dire.

Q. Y a-t-il eu deux comptes de faits, un par le docteur Cholette et un par un autre ?

R. Oui, il y en a eu un de fait par le docteur Cholette et l'autre par le notaire Marcoux, de Beauport, mon cousin.

Q. Ça c'était à peu près dans le mois de décembre 1892, dans l'automne de 1892 ?

R. Je ne peux pas dire dans quel temps c'était.

Q. Était-ce avant d'avoir fait votre déclaration ?

R. Oui, c'était bien avant.

Q. Vous n'êtes pas bien sûr que le compte fait par le docteur Cholette est après votredéclaration.

Par l'honorable M. Flynn, Président du Comité.

Q. Vous avez dit, M. Marcoux, que vous étiez venu au département des Terres de la Couronne et que vous m'aviez vu ?

R. Oui.

Q. M. Taché était présent aussi ?

R. Oui.

Q. Y avait-il une autre personne de présente ?

R. Oui.

R. Le compte que j'ai fait faire par le docteur Cholette était après ma déclaration.

(On montre au témoin M. Paul Blouin, Secrétaire privé de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne):

Q. Voulez-vous regarder ce monsieur et dire si c'est cette personne-là qui était présente ?

R. Je serais bien en peine de le dire.

Q. Toujours il y avait un autre jeune homme de présent ?

R. Oui.

Q. Avant de me voir, vous aviez vu M. Taché ?

R. Oui, je l'avais vu plusieurs fois auparavant.

Q. Vous réclamiez une balance de six cents et quelques piastres dans le temps ?

R. Oui.

Q. M. Taché a dû vous dire qu'une somme de treize cents et quelques piastres par l'entremise de M. Bourbonnais avait été payée ?

R. Oui.

Q. Ne vous a-t-il pas dit aussi qu'il ne vous revenait rien ?

R. Il m'a dit qu'il ne me revenait rien, même que je me trouvais à redevoir au gouvernement.

Q. Vous êtes entré ensuite me voir et ne vous ai-je pas demandé, en vous montrant le compte qui avait été produit en votre nom par M. Bourbonnais, ne vous ai-je pas demandé s'il était vrai que vous aviez travaillé le nombre de jours mentionné dans ce compte ?

R. Oui, vous m'avez demandé cela.

Q. N'ai-je pas aussi attiré votre attention sur les autres items du compte, savoir les items suivants : 276 jours de pension à une piastre; 201 jours de travail de chevaux à \$1.50-\$301.50 ; 201 jours de pension à \$1.00-\$201.00. Vous ai-je demandé alors si ces comptes-là étaient corrects ?

B. Je sais bien que vous m'avez demandé cela.

Q. Qu'avez-vous répondu ?

Q. J'ai dit que d'après moi que je ne pouvais pas filer un compte aussi haut que cela, vu que je n'avais pas marché, que je ne pouvais pas réclamer plus de \$2.00 par jour.

Q. Ne m'avez-vous pas dit que vous n'aviez jamais eu connaissance de ce compte avant ce jour-là ?

R. Je ne me rappelle pas.

Q. Ne m'avez-vous pas dit que vous n'aviez jamais autorisé M. Bourbonnais à retirer l'argent pour vous ?

R. Oui, je vous l'ai dit.

Q. Était-ce vrai ?

R. Oui, c'est vrai ; d'après moi, je n'ai jamais autorisé M. Bourbonnais à retirer mon argent.

Q. Ai-je jamais exigé de vous une déclaration solennelle ?

R. Non, vous m'avez dit : " faites-là, ne la faites pas, ça m'est égal, mais je ne m'engage à rien ".

Q. Ce n'est donc pas moi qui vous ait suggéré de faire une déclaration solennelle ?

R. C'est-à-dire que vous ne pouviez pas prendre sur vos charges de me payer ce que je demandais au gouvernement, que je n'avais pas été payé et vous avez dit, faite une déclaration et on verra.

Q. Vous ai-je jamais fait aucune promesse ou donner à entendre que je vous paierais si vous faisiez une déclaration ?

R. Non, je voulais l'avoir, mais vous n'avez pas voulu vous engager à rien.

Q. Vous rappelez-vous de la date de cette entrevue ? était-ce l'automne dernier, la date que vous m'avez vu au département des Terres de la Couronne à Québec ?

R. C'est dans le cours de l'été dernier.

Q. Vous avez fait faire beaucoup d'instances auprès de moi pour que je vous paie votre réclamation ?

R. Oui.

Q. Vous savez que j'ai toujours répondu qu'elle paraissait avoir été plus que payé ?

R. Oui.

Par M. Tellier :

Q. Avez-vous jamais entendu vous faire payer par le gouvernement de l'argent pour votre pension et pour travail de votre cheval ou de vos chevaux ? ou pour pension de chevaux ?

R. Non.

Q. Avez-vous autorisé quelqu'un à produire un compte pour ces objets-là ?

R. Non, je n'ai jamais autorisé personne.

Q. Avez-vous autorisé quelqu'un à retirer de l'argent du gouvernement pour ces objets-là ?

R. Non, monsieur.

Q. Avez-vous jamais approuvé ou ratifié des démarches faites par quelqu'un pour vous faire payer de ces objets-là ?

R. Non.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Si je vous comprends bien votre nomination comme garde-forestier et garde-feu devait courir du premier mars 1890 et puis vous prétendiez avoir été à l'emploi du gouvernement, jusqu'au 18 mai 1892 ?

R. Oui.

Q. A quel taux ?

R. A \$2.00 par jour.

Q. C'est sur ce taux-là que vous réclamiez votre salaire et que vous prétendiez qu'on vous devait ?

R. Oui, et rien de plus.

Q. Pourquoi n'auriez vous pas fait de déclaration si M. Bourbonnais vous avait payé ce qu'il vous devait ?

R. Plus tôt que d'en venir à ce trouble là dans la famille, et d'en venir à ces choses là, je lui ai écrit maintes et maintes fois, et il ne m'a jamais répondu ; je suis allé le voir chez lui et s'il s'est caché de moi, il m'a laissé à veiller tout seul avec sa femme, il est parti et il est revenu après minuit.

Q. Je voudrais que vous regarderiez le papier dont vous avez parlé et marqué B A avec les initiales du président du comité sur le dos et me dire si c'est de l'écriture en crayon de mine ?

R. Oui, c'est le papier que M. Bourbonnais m'a remis, il me semble qu'il n'y avait pas d'écriture dessus, mais je ne peux pas jurer cela, il me semble qu'il n'y avait que de l'écriture en crayon de plomb.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Quand c'était que M. Bourbonnais c'est sauvé de vous ?

R. C'était en sortant de la session, quand il est arrivé chez lui.

Q. C'était en 1892 ?

R. Oui, au mois de mai dernier.

Q. Vous avait-il remis de l'argent dans ce temps là.

R. J'avais reçu les \$30.00.

Q. Vous êtes arrivé chez lui et vous lui avez demandé de l'argent ?

R. Non, je ne lui ai pas parlé de cela. On a souper, et je suis allé voir à mon cheval ; il est disparu au bout de cinq minutes et il est revenu à minuit. J'ai couché là, et le lendemain matin, je lui ai parlé d'argent. J'avais emprunté de l'argent d'un de ses frères sur la promesse que M. Bourbonnais m'avait faite de me payer. Je lui ai dit qu'il me faisait blaguer son frère par rapport à lui. Là il a fait une colère en fermant les portes et les châssis en jurant et en disant que son frère lui en devait bien plus que cela et qu'il pouvait attendre, même il dit je vais aller trouver Napoléon mon frère et on va arranger cela.

Q. Y êtes-vous retourné après ?

R. Non, mais je lui ai écrit après quatre lundis de suite.

Q. Alors, vous n'y êtes pas retourné parceque vous avez eu peur ?

R. Oui, j'ai eu peur ; j'avais peur qu'il vint à casser les portes chez eux.

Q. Cependant dans ce temps là vous aviez reçu la lettre du Gouvernement disant que vous ne seriez payé que quand vous seriez employé.

R. Oui.

MÉLINA BOURBONNAIS, de Rigaud, comté de Vaudreuil, épouse de Bienvenu Marcoux, étant assermentée, dépose et dit :

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Vous êtes la sœur de M. Avila Bourbonnais, député du comté de Soulanges ?

R. Oui.

Q. Avez-vous eu connaissance, madame, quand votre mari a été nommé garde-forestier et garde-feu ?

R. Oui.

Q. Étiez-vous à la maison quand M. Charleson l'a nommé ?

R. Oui.

Q. Avez-vous eu connaissance quand M. Charleson lui a remis la lettre le nommant ?

R. Oui, j'ai eu connaissance de cela.

Q. Après que votre mari a été nommé, s'est-il acheté un cheval et deux voitures ?

R. Oui.

Q. Pourquoi ?

R. Il a acheté le cheval parce que mon frère, le député, lui a dit d'acheter le cheval, qu'il en aurait besoin dans l'exercice de ses charges.

Q. Ce cheval, votre mari l'a gardé depuis ce temps-là ?

R. Oui, monsieur.

Q. Et il l'a nourri ?

R. Oui.

Q. Combien votre mari devait-il avoir par jour pour le cheval et la voiture ?

R. Je ne peux pas dire le prix qu'il devait avoir.

Q. Toujours est-il que ce cheval est resté chez vous depuis ce temps-là et il était nourri par vous autres ?

R. Oui.

Q. Ce cheval a-t-il toujours été à la disposition de votre mari pour voyager dans l'intérêt du gouvernement s'il en avait été requis ?

R. Oui.

Q. Avez-vous une idée, madame, de ce que le cheval et les voitures ont coûté ?

R. Je ne puis pas vous dire au juste.

Q. Dites à peu près, madame ?

R. Le cheval a coûté à peu près \$120.00 ; la voiture d'été autour de \$100.00, et la voiture d'hiver autour de \$40.00 et les atelages autour de \$30.00. Je ne suis pas certaine, je n'y étais pas lorsque ça été acheté ; il y a des robes aussi, je ne puis pas dire combien ça a coûté.

Q. Avez-vous avec vous, madame, la lettre originale de la nomination de votre mari et signée par M. Charleson ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous avoir la complaisance de la produire ?

R. Oui, la voilà ; c'est la lettre de nomination de mon mari, signée par M. Charleson, en date du 10 mars, mais la nomination devait dater du 1er de mars. Cette lettre a été écrite par M. Charleson quand il est venu à St-Polycarpe, le 10 mars 1890 ; la lettre est dans les termes suivants et est produite comme exhibit "C" :

" St-Polycarpe, 10 mars 1890.

" M. Bienvenu Marcoux, St-Polycarpe, P. Q.

" Cher Monsieur,

" D'après la décision prise par l'honorable commissaire des Terres de la Couronne pour la province de Québec, vous êtes nommé garde-feu et garde-forestier. La division dans laquelle vous avez à opérer vous sera indiquée dans quelques jours, et en tout vous aurez à suivre mes instructions. Votre salaire sera de deux piastres par jour à dater du premier jour de mars. Vos frais de voyage, pension, voiturage, etc., seront payés en sus par le département des Terres de la Couronne.

" Vu que vous êtes nommé à un emploi public, monsieur, je dois vous dire que votre devoir est de consacrer entièrement votre temps aux intérêts de la Province, et j'espère avec confiance que vous vous rendrez digne de la mission qui vous est confiée.

" De plus, monsieur, je vous prie de croire que votre nomination est faite en dehors de toute influence politique, et que, dans l'exercice de vos fonctions, vous n'aurez pas et vous ne devrez pas regarder aux couleurs politiques arborées par ceux à qui vous aurez affaire, et que vous aurez à rendre justice à tous et à faire votre devoir vis-à-vis de tous.

" Veuillez me croire,

" Votre bien dévoué,

(Signé) " J.-B. CHARLESON,

" Surintendant des gardes-forestiers

" pour la division d'Ottawa ".

Q. Avez-vous, madame, avec vous une autre lettre de M. Charleson au sujet du cheval et de la voiture ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous avoir la bonté de la produire ?

R. Oui.

Cette lettre est produite comme pièce " D " et est dans les termes suivants :

" PROVINCE DE QUÉBEC.

" Département des Terres de la Couronne,

" Québec, 31 décembre 1891.

" M. BIENVENU MARCOUX,

" Assistant Garde-forestier,

" Rigaud.

" Monsieur,

" J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, après m'avoir consulté, vous a envoyé, par l'entremise de M. Bourbon-nais, M. P. P., qui a signé des reçus pour vous, la somme de \$150.00 en avance de vos dépenses de voyages durant la présente saison.

“ Je suis autorisé, par l'honorable Commissaire, de vous donner instruction
“ d'avoir à me conduire aux divers chantiers et camps dans le territoire qui est
“ sous ma surveillance.

“ Le *team* devra être composé d'un cheval que vous aurez à fournir vous-même
“ et d'un second cheval que je fournirai moi-même ; les dépenses encourues pour
“ ces deux chevaux seront payées par vous et chargées dans votre compte, au
“ département des Terres de la Couronne.

“ Veuillez agréer, ainsi que madame Marcoux, les meilleurs souhaits de la
“ nouvelle année.

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur,

“ Votre obéissant serviteur,

(Signé) “ J. B. CHARLESON ”,

“ Surt. des G. Forestiers et G. Feu ”.

Q. Votre mari depuis sa nomination jusqu'au mois de mai 1892, quand il a
reçu instruction qu'il ne serait payé que quand il travaillerait..... vous vous rap-
pelez de cela, n'est-ce pas..... quand il a reçu ces instructions ?

R. Oui, je m'en rappelle.

Q. Jusqu'à ce temps-là, votre mari a-t-il toujours été à rien faire et se tenant
à la disposition du gouvernement ?

R. Oui.

Q. Le cheval et les voitures ont-ils été à la disposition du gouvernement ?

R. Oui, monsieur.

Q. Votre mari aurait-il eu ce cheval et ces voitures, sans les instructions qui
lui ont été données d'en avoir ?

R. Je ne pense pas qu'il les aurait eus.

Q. Avait-il l'habitude de garder un cheval et des voitures avant ce temps-là ?

R. Oui, lorsqu'il était cultivateur. Depuis que nous avons cessé de cultiver,
il avait un cheval, mais il l'a vendu je pense, avant sa nomination comme garde-
forestier.

Q. Comme question de fait, le cheval et les voitures et les attelages ont-ils
été achetés exprès d'après les ordres qui lui ont été donnés ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous prendre connaissance de la lettre du 13 juin 1892, adressée à
votre frère le député, et signée par votre mari, et annexée à la déclaration que
M. Bourbonnais a faite en Chambre et dire qui a écrit cette lettre ?

R. Ce n'est pas moi qui ai écrit cette lettre.

Q. Je vous ai demandé si vous saviez qui l'a écrite ?

R. Je pense que c'est un de mes petits garçons qui a écrit cette lettre, mais
je n'en suis pas certaine.

Q. Vous avez toujours eu un peu connaissance de cette lettre-là ?

R. Oui.

Q. Avez-vous eu connaissance quand elle a été écrite et dites sous quelle
circonstance elle l'a été ?

R. Si cette lettre a été écrite par un de mes petits garçons, c'est parce que mon mari lui a dit de répondre à la lettre, pour les \$30.00 qu'il avait reçues. Je ne suis pas certaine, mais je pense que c'est mon petit garçon qui l'a écrite.

Q. A tout événement, vous croyez reconnaître l'écriture de votre petit garçon, ça l'air de son écriture ?

R. Ça tout l'air de son écriture.

Q. Quel âge a ce petit garçon ?

R. Il a seize ans.

Q. Et il demeure chez vous dans ce temps-là ?

R. Oui.

Q. Pour qu'il écrive cette lettre-là, il faut qu'il ait eu connaissance de la lettre de votre frère envoyant les \$30.00 ?

R. Il faut qu'il en ait eu connaissance.

Q. Il ne peut pas en avoir eu connaissance sans que vous ou votre mari lui ait fait lire la lettre de votre frère envoyant les \$30.00 ?

R. Il a dû la lire.

Q. Il n'a pas pu la lire sans que vous ou votre mari la lui ait montrée ?

R. Moi, je ne me rappelle pas la lui avoir entendu lire.

Q. Ce fils dont vous parlez n'a pas l'habitude de décacheter vos lettres et celles de votre mari ?

R. Non.

Q. Comment a-t-il pu avoir connaissance de cette lettre envoyant les \$30.00 ? Est-ce parce que son père lui en a donné connaissance ?

R. Si la lettre a été écrite par mon petit garçon, c'est son père qui lui a donné ordre de l'écrire, car il n'a pas écrit cette lettre de son chef.

Q. Avez-vous eu connaissance, madame, de l'arrivée de la lettre contenant les \$30.00 ?

R. Oui.

Q. Qu'a fait votre mari en la recevant, lui qui ne sait pas lire ?

R. C'est moi-même qui l'ai lue.

Q. Et les \$30.00 étaient dedans ?

R. Oui.

Q. A-t-il été décidé là qu'une réponse serait envoyée ?

R. Oui, ça été décidé.

Q. Est-ce votre mari qui a dit ce qui devait être répondu ou si c'est vous ?

R. Ça été dit entre mon mari et moi, tous les deux ensemble.

Q. D'après tout ce qui s'est passé dans cette circonstance-là, la lettre du 13 juin 1892, que vous venez de lire, accusant réception des \$30.00, contient-elle ce que vous et votre mari vouliez faire écrire à votre frère ?

Question retirée.

Q. Vous êtes-vous entendus votre mari et vous sur la réponse que vous deviez donner au sujet de la lettre que vous aviez reçue vous envoyant \$30.00 ?

R. On a dû s'entendre, mais je ne m'en rappelle pas.

Q. Vous ne vous rappelez pas ce qui s'est passé dans cette circonstance-là ?

R. Je ne peux pas dire. Je ne m'en rappelle pas.

Q. Voulez-vous prendre communication de la pièce marquée B A annexée à la déclaration que votre frère M. Bourbonnais a faite en Chambre et dire si vous reconnaissez cette pièce-là ?

R. Je reconnais bien ce qui est écrit en encre, mais je ne comprends pas ; mais je reconnais bien le papier.

Q. Quand l'avez-vous vu pour la première fois ce papier-là ?

R. Je ne m'en rappelle pas.

Q. Dites à peu près ? Y a-t-il un mois, deux mois, un an ?

R. Il y a plus que cela.

Q. Plus qu'un an — dites au meilleur de votre connaissance ?

R. Il doit y avoir au delà d'un an.

Q. Je vais vous donner le papier. Vous savez qu'il a été en la possession de votre mari ?

R. Oui.

Q. Vous a-t-il dit qui le lui avait donné ?

R. Oui, il m'a dit que c'était mon frère qui lui avait donné ce papier-là ; il n'a pas été donné devant moi, mais je me rappelle que mon mari m'a dit que mon frère le lui avait donné de crainte qu'il ne vint à se perdre chez eux et qu'il lui avait dit de le conserver.

Q. Quand votre mari s'en est-il dépossédé ?

R. Dimanche dernier.

Q. A qui l'a-t-il remis ?

R. C'est moi qui l'ai remis à mon frère, le député ; il me l'a demandé.

Q. C'est vous qui l'aviez en votre possession ?

R. Il était dans notre maison.

Q. Conservé comme vos autres papiers ?

R. Oui.

Q. Avez-vous eu occasion de le lire ce papier-là ?

R. J'ai regardé s'il était écrit en encre, mais je n'ai pas compris les chiffres qu'il y avait au bout du compte.

Q. Les chiffres qu'il y a au bout du compte, est-ce que vous les comprenez ?

R. Je les ai vus, mais je ne les ai pas compris.

Q. Pourquoi ?

R. Les chiffres ont été faits et ensuite effacés.

Q. Mais regardez-les de nouveau ? Y en a-t-il qui paraissent avoir été travaillés ?

R. Je le pense.

Q. Mais avez-vous eu occasion durant tout le temps que ce papier est resté à votre maison de l'examiner quelques fois et d'en parler avec votre mari ?

R. Je ne peux pas dire le temps qu'il a été à la maison.

Q. Le papier est parti de chez vous dimanche dernier.

R. Oui.

Q. Tout le temps que le papier est resté chez vous—vous avez dit que ça faisait au delà d'un an,—avez-vous eu occasion de le voir, vous et votre mari, quelques fois ?

R. Je ne m'en rappelle pas ; ça ne me faisait rien ; je ne le comprenais pas.

Q. Savez-vous quelle était la nature de ce papier-là à peu près ?

R. Je le savais parce que mon mari m'a dit que mon frère lui avait mis le papier entre les mains, et que c'était un compte que M. Charleson avait fait.

Q. Pour votre mari ?

R. Pour le salaire, pour l'argent qui était dû.

Q. Saviez-vous qu'il était question dans ce papier-là non seulement du salaire, mais du cheval et de sa pension ?

R. Je ne le savais pas dans le temps ; je n'ai pas compris le papier.

Q. Les chiffres, vous pouvez les lire, n'est-ce pas ?

R. On peut les lire.

Q. Vous les avez lus dans le temps, n'est-ce pas ?

R. Oui, je les lus comme je les lis là.

Q. Voulez-vous les lire devant nous autres depuis le premier jusqu'au dernier ?

R. C'est difficile à lire Je peux nommer les chiffres qu'il y a : 31, 28, 31, 30, 31, 31, 30, 31, 552, 276 ici je ne comprends pas ; ensuite, 201. Je comprends l'addition un mille trois cent trente et cinquante cents, je pense que c'est l'addition ; ensuite, au dessous il y a 450.00. C'est difficile à comprendre ; plus bas encore, il y a 880 et 50cts., c'est des chiffres que je ne comprends pas ; je vous ai nommé les chiffres, mais je ne sais pas si c'est l'addition ou une soustraction.

Q. Y a-t-il à ces chiffres le signe des piastres ?

R. A 880.50 il y a le signe des piastres ; il y a plusieurs autres chiffres.

Q. Voulez-vous les donner ?

R. Si c'est nécessaire que je les donne, je vais tous les nommer : il y a 239 en haut, 46, 279, 31 encore 31, 276, 2, 276, 201, 201, ensuite en bas, il y a 250, 200, ensuite encore 200, ensuite 100, ensuite 50, ensuite 301.50 ; il n'y a pas le signe de piastres ni de cents.

Q. Vous avez produit une lettre de M. Charleson, en date du 31 décembre 1891, à propos du cheval et des voitures ?

R. Oui.

Q. Savez-vous si c'était longtemps avant la date de cette lettre que votre mari avait été averti par M. Charleson de se procurer un cheval et des voitures ?

R. Je ne peux pas dire.

Q. Le cheval et les voitures ont-ils été achetés avant le 31 décembre 1891 ?

R. Oui ils ont été achetés deux ou trois mois après qu'il a été nommé.

Q. Les a-t-il achetés de lui-même, ou sur l'ordre de quelqu'un ?

R. Il les a achetés parce que mon frère lui avait dit qu'il en aurait besoin, mais ça n'a pas été dit devant moi.

Q. Vous n'avez jamais entendu M. Charleson parler du cheval et des voitures à votre mari ?

R. Non.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Avant d'être nommé, votre mari était cultivateur ?

R. Oui, monsieur ; il cultivait.

Q. Est-ce qu'il avait l'habitude de garder un cheval avant d'être nommé ?

R. Il a vendu un cheval dans l'automne, dans le mois d'octobre ou novembre avant qu'il eût été nommé.

Q. Et il a été nommé en mars 1890 ?

R. Oui.

Q. Vous avez gardé un cheval une partie de l'hiver, mais pas de voitures ?

R. Oui.

Q. Vous savez que votre mari devait être nommé garde-forestier pour la région de l'Ottawa ?

R. Je le savais après la lettre de M. Charleson, après sa nomination du 10 mars 1890.

Q. Il était nommé pour la région de M. Charleson, pour le district de M. Charleson ?

R. Il n'y a pas eu de district. Il a été nommé assistant du surintendant des gardes-forestiers, suivant la lettre qu'il a reçue.

Q. Le cheval dont vous avez parlé et que vous avez gardé une partie de l'hiver, l'avez-vous encore ? l'avez-vous changé ou vendu pour acheter l'autre cheval ?

R. Le cheval a été vendu avant qu'il fût nommé garde-forestier.

Q. L'avez-vous encore ce cheval-là ?

R. Non, le cheval qu'on a aujourd'hui est le cheval qu'il a acheté, pensant en avoir besoin pour l'ouvrage qu'il pensait avoir.

Q. De sorte que vous avez encore le cheval qu'il a acheté après sa nomination ?

R. Oui, et les voitures et les attelages.

Q. Pouvez-vous me dire pourquoi le cheval en question a été acheté ?

R. Il a été acheté parce que mon frère lui avait dit qu'il aurait besoin de chevaux pour conduire le surintendant des gardes-forestiers ; c'est ce que mon mari m'a dit.

Q. Personnellement, le savez-vous ?

R. Ça n'a pas été parlé devant moi, au moins je ne m'en rappelle pas.

Q. Pouvez-vous me dire à peu près quelle distance il y a entre St-Polycarpe, l'endroit où vous restiez alors, et Hull dans le comté d'Ottawa ?

R. Je ne peux pas dire, je ne connais pas cela.

Q. Quand votre mari est allé à Hull, est-ce qu'il y a été avec son cheval et sa voiture ?

R. Non, il y est allé en char.

Q. Voulez-vous regarder la lettre produite comme pièce " C ", et nous dire par qui elle a été écrite ?

R. Cette lettre n'a pas été écrite devant moi.

Q. Connaissez-vous l'écriture ?

R. C'est l'écriture de mon frère, le député.

Q. Savez-vous où elle a été écrite ?

R. Elle n'a pas été écrite chez nous ; elle a été lue chez nous.

Q. Et donnée à votre mari chez vous ?

R. Oui, par mon frère et M. Charleson, qui étaient tous les deux présents et à la date qu'elle porte, le 10 mars 1890.

Q. Voulez-vous me dire quand vous êtes venu en possession de la lettre que vous produisez comme pièce " D " et portant la date du 31 décembre 1891 ?

R. Aussitôt après le jour de l'an de 1892 ; je ne peux pas dire le quantième.

Q. Il est à votre connaissance que dans ce temps-là le gouvernement avait changé ?

R. Le gouvernement n'avait pas changé dans le temps de cette lettre-là je ne crois pas. Je ne me rappelle pas quand le gouvernement a changé ; je ne peux pas dire.

Par l'honorable M. Flynn, Président du comité,

Vous rappelez-vous que M. Marcoux, votre mari a reçu une lettre du Commissaire des Terres de la Couronne dans le mois de mai 1892, lui disant qu'à l'avenir il ne pourrait être payé que lorsqu'il aurait travaillé ?

R. Oui.

Q. C'est alors qu'il y a eu un un changement de gouvernement ?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous ne saviez pas que le gouvernement était changé depuis plusieurs mois avant cela ?

R. Oui, je le savais.

Q. La lettre dont vous avez parlé, en date du 13 juin 1892, et commençant par les mots " Cher beau-frère ", porte la signature de M. Bienvenu Marcoux. Voulez-vous me dire de qui est la signature, si vous pouvez le jurer ?

R. Je ne peux pas le jurer, mais je pense que c'est l'écriture de mon petit garçon.

Q. Quel âge a-t-il ?

R. Seize ans.

Par l'honorable M. Casgrain :

Depuis qu'on a écrit à M. Marcoux la lettre lui disant qu'il ne serait payé que lorsqu'il travaillerait, vous avez gardé la voiture et le cheval chez vous et vous vous en en êtes servis ?

R. Oui, chaque fois qu'on avait besoin de sortir.

MICHEL BOURBONNAIS, de St-Polycarpe, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Mercier.

Vous êtes le père de M. Bourbonnais, le député du comté de Soulanges ?

R. Oui, monsieur.

Q. Quel âge avez-vous ?

R. 74 ans.

Q. Voulez-vous prendre communication de la déclaration solennelle, censée faite par vous, le 20 février courant, et produite avec la déclaration de votre fils, qui a été lue à la Chambre, et dire si c'est votre déclaration et si elle est correcte ?

On donne lecture de la déclaration au témoin et il répond :

R. Oui.

Q. Comment savez-vous qu'il a été convenu entre votre gendre et votre fils que l'argent que celui-ci avait retiré pour le premier serait remis par \$200.00 à chaque session ?

R. M. Marcoux m'a répondu qu'il s'arrangeait de cette manière-là ; je n'étais pas présent entre les deux.

Q. Comment, et dans quelle circonstance M. Marcoux vous a-t-il répondu cela ?

R. Il est venu chez moi, et il m'a répondu cela de cette manière-là en bardassant mon ouvrage.

Q. Voulez-vous dire à peu près vers quel temps il vous a dit cela ?

R. Je suis bien en peine de le dire ; je n'ai pas remarqué le temps.

Q. Y a-t-il quelques mois, quelques semaines ou quelque jours ?

R. Je pense bien, si je ne me trompe pas, ça doit être en 1892, dans le mois de juin ou de mai, si je ne me trompe pas. Je ne peux pas dire sous serment le temps juste ; je n'ai pas remarqué le temps.

Q. M. Bourbonnais, vous voyiez quelques fois votre gendre M. Marcoux ?

R. Oui, j'avais l'occasion de le voir de temps en temps à venir jusqu'à l'été dernier.

Q. Avez-vous eu connaissance qu'il a acheté un cheval et des voitures ?

R. Je ne suis pas capable de rien vous dire là-dessus ; je sais qu'il a acheté un cheval, mais je ne peux pas dire quand.

Q. Vous savez qu'il a acheté un cheval ?

R. Oui, je le sais.

Q. Dans le temps où le cheval a été acheté, avez-vous eu occasion d'aller chez lui, à peu près vers ce temps-là ?

R. Il est venu chez moi avec le cheval. Je ne me souviens pas d'avoir été chez lui, peut-être, mais je ne m'en souviens pas.

Q. Qu'est-ce qui s'est passé chez vous ; que vous a-t-il dit, quand il est allé chez vous ?

R. Je soignais mon cheval et il m'a dit qu'il avait obtenu une piastre par jour pour la pension de son cheval, mais je ne sais pas pour quel temps.

Q. C'était à la fin de juillet ou au commencement d'août 1891 ?

R. Je ne peux pas dire la date au juste.

Q. Vous rappelez-vous quand il a été nommé employé du gouvernement ?

R. Je ne connais pas cela ; je n'étais pas présent.

Q. Vous a-t-il dit dans cette occasion-là pourquoi il avait acheté ce cheval ?

R. Je ne connais pas cela.

Q. Avez-vous vu qu'il avait acheté des attelages ?

R. Il me l'a dit, mais je ne le sais pas.

Q. Mais, quand vous êtes allé chez lui, vous êtes-vous aperçu qu'il avait des voitures et des attelages ?

R. J'ai été chez lui depuis ce temps-là, mais je ne me suis pas mêlé de cette affaire-là. Il m'a dit qu'il avait acheté ce cheval-là avec la voiture, de la manière qu'elle était construite, pour rôder avec M. Charleson, qui lui avait recommandé de la faire faire comme cela ; c'est tout ce que j'ai pu connaître de cette affaire-là, je n'étais pas présent.

Q. Vous occupez-vous encore d'affaires, M. Bourbonnais, et voulez-vous nous dire ce que vaut le travail d'un cheval par jour et sa nourriture ?

R. De cette affaire-là je ne suis pas capable de vous dire, moi j'ai été cultivateur, j'avais un lot et un stock et je ne suis pas capable de vous dire, car ça dépend

comment on soigne les chevaux ; je sais que M. Marcoux m'a dit qu'il lui était alloué une piastre par jour pour son cheval, mais je ne connais pas le temps quand il m'a dit cela.

Q. Vous n'êtes pas maintenant en état de nous dire par vous-même ce que valant la pension d'un cheval et son travail ?

R. Je ne peux pas répondre là-dessus ; j'ai eu des chevaux, et il aurait fallu que j'en tienne un à part pour voir comment ça peut coûter, et aussi ça dépend de la manière qu'on soigne.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. M. Bourbonnais, vous avez dit que vous n'aimiez pas à vous mêler de cette affaire-là ; pourquoi ?

R. Parce que c'était mon gendre et mon garçon.

Q. Au commencement, y avait-il de la difficulté entre eux ?

R. Non, ils étaient amis intimes ; mais je n'aimais à me mêler de cette affaire-là

Q. Quand avez-vous commencé à ne pas vous mêler de cette affaire-là ?

R. Dans le commencement, lorsqu'il a été nommé.

Q. Vous voulez dire que lorsque la difficulté est survenue entre eux, vous n'aimiez pas à vous en mêler ?

R. Dans le commencement, non.

Q. Pourquoi ?

R. J'avais mes affaires et je n'aime pas à me mêler des affaires de mes voisins.

ELIE BOURBONNAIS, de St-Polycarpe, médecin, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Vous êtes le frère de M. Bourbonnais, député du comté de Soulanges ?

R. Oui.

Q. Vous connaissez votre beau-frère Bienvenu Marcoux.

R. Oui, très bien.

Q. Avez-vous eu l'occasion d'aller chez lui quelques fois ?

R. Oui.

R. Y êtes-vous allé vers 1890, après qu'il a été nommé garde-forestier ?

R. Oui, et j'ai coutume d'y aller quelques fois ; j'ai coutume d'y aller au moins quatre ou cinq fois par année.

Q. Savez-vous personnellement s'il a acheté un cheval, des voitures et des attelages ?

R. Oui, je le sais personnellement.

Q. Savez-vous pourquoi il a acheté cela ?

R. Il m'a dit que c'est parce qu'il était obligé de s'en servir lorsqu'il irait dans le bois remplir ses fonctions de garde-forestier.

Q. Savez-vous s'il a gardé ce cheval, ces voitures et ces attelages ?

R. Oui, je sais qu'il les a gardés.

Q. Jusqu'à quand ? Et à partir de quand ?

R. Jusqu'au mois de janvier 1893 et à partir du mois de mai ou juin 1890.

Q. Gardez-vous des chevaux vous-même ?

R. Oui.

Q. Avez-vous une idée de ce que vaut un cheval par jour à part de sa pension et combien pour sa pension ?

(Objecté à cette question par l'honorable M. Casgrain et réponse mise sous la réserve de l'objection.)

R. Je n'ai jamais fait de calcul de ce que peut coûter un cheval par jour ; quant à moi, je n'ai jamais rien payé pour la nourriture de mon cheval. Je pense bien qu'un cheval à l'écurie doit coûter de 50 à 60 cents par jour, à mon idée.

Q. Combien paie-t-on par jour chez vous pour un cheval ?

R. Quelques fois nous payons plus qu'une piastre pour louer un cheval ; nous payons jusqu'à une piastre et cinquante cents par jour.

Question par l'honorable M. Casgrain :

Q. Avez-vous eu connaissance que le cheval en question ait jamais travaillé dans le bois pour le gouvernement ?

R. Non, je n'ai pas eu connaissance.

Par l'honorable M. Flynn, Président du Comité :

Q. S'il eut travaillé vous en auriez eu connaissance ?

R. Oui, mais c'est possible que je n'en aurais pas eu connaissance aussi.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Quand vous avez parlé d'une piastre par jour, vous avez compris le travail du cheval ?

R. J'ai compris la pension du cheval.

Q. Dites-vous une piastre par jour pour la pension ?

R. Non, je dis 50 ou 60 cents par jour pour la pension ; à part de cela, il y a ce que l'on charge pour le cheval.

Q. Si le cheval avait travaillé pendant 276 jours pour le gouvernement, est-ce que vous en auriez eu connaissance ?

R. Oui.

PAUL BLOUIN, de Québec, avocat, étant assermenté dépose, et dit :

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. M. Blouin, vous êtes le secrétaire privé de l'honorable M. Flynn, Commissaire des Terres de la Couronne ?

R. Oui.

Q. Dans le cours de l'hiver de 1892, avez-vous eu occasion de rencontrer M. Bourbonnais, le député du comté de Soulanges ?

R. Oui. Le 26 février dernier, M. Bourbonnais est venu à mon bureau, au département des Terres de la Couronne, et il m'a dit : " Mon beau-frère, Bienvenu Marcoux, garde-forestier, a reçu ordre du département de venir à Québec rendre compte de ses opérations comme garde-forestier ; il ne peut pas faire de rapport, parce qu'il n'a pas reçu d'instruction depuis sa nomination. "

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Etiez-vous présent lorsque Bienvenu Marcoux est venu au département des Terres de la Couronne au mois d'octobre dernier ?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous rappelez-vous la conversation qui a eu lieu là ?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous dire ce que M. Marcoux a dit ?

R. M. Marcoux a dit qu'il n'avait jamais autorisé M. Bourbonnais à retirer l'argent qui lui était dû par le département. On lui a montré, en ma présence, le compte où il était mention de pension de chevaux, frais de pension et il a dit là que c'était la première fois qu'il avait connaissance de ce compte-là, qu'il n'avait jamais marché comme garde-forestier.

Q. M'avez-vous entendu lui faire aucune promesse ou prendre aucun engagement à son égard ?

R. Non, M. Taché qui était aussi présent a observé que M. Marcoux voulait faire une déclaration solennelle de ces faits-là. Alors l'honorable M. Flynn a dit à M. Marcoux : " Je n'ai rien à vous dicter ; dans les circonstances le gouvernement ne serait pas justifiable de vous rien payer ".

Par l'honorable M. Mercier :

Q. A quelle époque cette dernière entrevue ?

R. 14 octobre 1892.

Q. Et la première entrevue ?

R. 26 février dernier.

Q. Qui avait-il à la première entrevue ?

R. J'étais seul avec M. Bourbonnais, dans mon bureau, au département des Terres de la Couronne.

Q. Quel rôle jouiez vous là ?

R. Je jouais le rôle de secrétaire privé du Commissaire des Terres de la Couronne.

Q. Et la dernière fois ?

R. Le même rôle.

Q. Avez-vous pris note de ces différentes conversations par écrit ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous produire vos notes ?

R. Je ne les ai pas.

Q. Si vous avez pris note, vous les avez ?

R. Je ne les ai pas ici.

Q. Voulez-vous produire les notes dont il s'agit ?

Le témoin va chercher les notes en question et revient en disant : “ Les voici, et elles se lisent comme suit :

“ 14 octobre 1892. Bienvenu Marcoux a déclaré devant le Commissaire et M. Taché qu’il n’avait jamais autorisé son beau-frère, M. Bourbonnais, à retirer l’argent qui lui était dû par le département des Terres comme garde-forestier et qu’il n’a jamais eu connaissance avant ce jour d’un compte qui lui est montré où il est question de pension de son cheval, de frais de voyage, etc. ; il n’a pas agi. M. Taché dit qu’il faudrait une déclaration solennelle de M. Marcoux établissant ces faits ; le Commissaire dit qu’il n’a rien à dicter à M. Marcoux, mais que, dans les circonstances, le département ne serait pas justifiable de payer le compte de M. Marcoux ”.

Par l’honorable M. Flynn :

Q. Ce sont les notes que vous avez prises ce jour-là ?

R. Oui.

Par l’honorable M. Mercier :

Q. Avez-vous lu toutes les notes que vous avez écrites alors à ce sujet ?

R. Non.

Q. Quelles sont les notes que vous n’avez pas lues ?

R. Celles qui n’ont pas rapport au témoignage que je viens de rendre.

Par l’honorable M. Flynn :

Q. Lisez donc le reste de vos notes ?

R. *Le témoin continue :* “ M. Taché m’informe plus tard que Bienvenu Marcoux n’a pas voulu donner de déclaration parce qu’il craint de faire inutilement tort à son beau-frère, M. Bourbonnais. Il ferait cette déclaration si on lui garantissait qu’il pourrait être payé ”.

Par l’honorable M. Mercier :

Q. Voulez-vous expliquer au comité pourquoi vous avez pris cette note dans ce temps-là ?

R. Je prends note d’habitude de tout ce qui paraît avoir quelque importance ; cette affaire-ci me paraissait assez sérieuse.

Q. C’est de vous-même que vous avez pris ces notes ?

R. Oui, d’après un ordre général du Commissaire qui me dit de noter pour pouvoir me rappeler au besoin.

Q. C’était en vertu d’un ordre général ?

R. Oui.

Q. Alors je comprends que chaque fois qu’il y a une entrevue à laquelle vous assistez, entre quelques personnes et le Commissaire, vous en prenez note ?

R. Oui ; pas toujours ; il y a des entrevues bien insignifiantes.

Q. Alors dites donc au comité si c’est vous qui décidez si ça vaut la peine d’être noté ?

R. Oui, généralement.

Q. C’est vous-même ?

R. Oui.

Q. Je vous ai demandé aussi la note de l'entrevue avec M. Bourbonnais. Voulez-vous la dicter aussi ?

R. " Bienvenu Marcoux, garde-forestier, Rigand, autrefois de St-Polycarpe, " a reçu avis de venir faire rapport de ses opérations. Il n'a pas reçu d'instructions depuis sa nomination. "

" Réponse donnée verbalement par M. Bourbonnais, 26 février 1892 ".

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Vous avez été présent lors de l'entrevue entre Bienvenu Marcoux et moi et M. Taché, et vous avez pris note comme vous avez dit ; lui ai-je donné à entendre en aucune manière que je paierais sa réclamation ?

R. Non, monsieur.

Q. Lui ai-je donné à entendre en aucune manière que s'il donnait une déclaration, je paierais sa réclamation ?

R. Non, monsieur.

Q. Vous savez, depuis que vous êtes mon secrétaire, que, chaque fois qu'il y a une réclamation qui se présente relativement aux affaires passées sous l'ancien régime, j'exige qu'on fasse la preuve des affirmations qui sont faites devant moi ?

R. Oui, monsieur.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Vous ne voulez pas dire par là que la même règle ne s'applique pas quand il s'agit de réclamations faites sous le régime actuel ?

R. Non.

Q. Nous devons en conclure que le commissaire exige une preuve des réclamations faites sous le régime actuel comme sous l'ancien régime ?

R. Oui.

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Avez-vous rencontré Bienvenu Marcoux à part cette circonstance-là ?

R. Non.

Q. Savez-vous s'il est venu au département, si je l'ai vu une autre fois au département dans une autre occasion ?

R. Est-ce avant ou après ?

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Quelle partie du compte voulait-il se faire payer ?

R. Je ne sais pas.

Par l'honorable M. Pelletier :

Q. Vous ne savez pas quel montant il réclamait ?

R. Non.

E. E. TACHÉ, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Flynn :

Q. M. Taché, avez-vous remarqué que, dans la déclaration que M. Bourbonnais a fait à la Chambre, il est dit qu'il manque un compte qu'il n'a pas pu avoir au département des Terres de la Couronne ?

R. Oui, monsieur.

Q. Avez-vous fait des recherches pour le trouver ?

R. Oui, toutes les recherches possibles ont été faites dans le département par moi, et par d'autres employés, mais on n'a pas pu le trouver.

Q. L'avez-vous jamais vu ce compte-là ?

R. J'ai pu l'avoir vu, mais je ne m'en rappelle pas.

Q. Savez-vous pour quel montant il était ?

R. Si je m'en rappelle bien, c'était pour quatre cents et quelques piastres, et la réquisition ayant trait au paiement de ce compte est produite ici ainsi que le reçu de M. Bourbonnais pour Bienvenu Marcoux.

Q. Quelle est la règle du département quant au paiement des gardes-forestiers ; est-ce qu'on leur alloue des chevaux et des voitures ?

R. Dans certains cas, comme par exemple dans la division d'Ottawa, où les distances sont très éloignées et où les chemins pour s'y rendre sont très mauvais.

Q. De St-Polycarpe aux endroits où M. Charleson avait charge des forêts, quelle distance avait-il ?

R. On ne pouvait pas se rendre de St-Polycarpe à ces endroits là en voiture ; il y a peu près deux ou trois cents milles.

Q. Un cheval et une voiture pouvaient-ils servir pour les opérations d'un garde-forestier dans l'Ottawa ?

R. Si M. Bienvenu Marcoux eût résidé dans le voisinage des chantiers, comme quelques-uns des gardes-forestiers résident, il est probable que son cheval aurait pu servir ; il y en a beaucoup qui s'en servent ; mais là où il était à St-Polycarpe, je ne crois pas.

Si on lui eut assigné un district et qu'il se fut rendu dans ce district, il aurait pu se servir de son cheval de l'endroit où il aurait résidé pour parcourir les chantiers.

Q. Voulez-vous prendre communication de ce document comportant être une lettre du 31 décembre 1891, par M. Charleson à Bienvenu Marcoux, et dire s'il y a quelques traces d'une telle lettre au département des terres de la Couronne ?

R. Non, il n'y a aucune trace de ce document dans les archives du département des terres de la Couronne.

Q. Quand l'avez-vous vu pour la première fois ?

R. Aujourd'hui.

Q. Vous remarquerez qu'il est dit dans ce document : " J'ai l'honneur de vous " informer que l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, après m'avoir " consulté, vous a envoyé, par l'entremise de M. Bourbonnais, qui a signé le reçu " pour vous, la somme de \$150.00." Qui était commissaire des Terres de la Couronne dans ce temps-là ?

R. Vous-même.

Q. Depuis quand ?

R. Depuis une dizaine de jours, dans ce temps-là, je crois.

Q. Avez-vous aucune connaissance de ce fait qui est mentionné là ?

R. Qu'il vous aurait consulté lors de la préparation de cette lettre ? Non, je ne pense pas que M. Charleson eut eu encore d'entrevue avec l'honorable Commissaire à cette époque-là.

Q. Bienvenu Marcoux est-il allé vous voir à votre bureau au sujet de sa réclamation ?

R. Il est venu deux fois : il est venu en été ; je ne puis pas trace ni de note de cette visite là, mais l'honorable Commissaire des Terres était absent et il n'y a rien eu de fait ; l'affaire a été remise à une autre date.

Q. La deuxième fois, quand vous l'avez vu, quelle date était-ce ?

R. C'était le 14 octobre 1892.

Q. Avez-vous eu une conversation avec lui à votre bureau ?

R. Oui, d'abord dans votre bureau avec lui ; c'est là d'abord où je l'ai vu dans cette entrevue, dans votre bureau, dans le bureau de l'honorable M. Flynn. L'honorable M. Flynn a fait remarquer à M. Bienvenu Marcoux qu'il ne pouvait pas reconnaître le montant du salaire qui lui serait dû à raison de \$600.00 en vertu de sa nomination, depuis le 1er mars 1890, à aller jusqu'au printemps de 1892, date où il avait reçu une lettre du département l'avertissant que son salaire ne serait plus payé comme auparavant, c'est-à-dire que les conditions de son emploi seraient chargées. Alors le Commissaire lui fit remarquer qu'à part ce qui lui serait dû à raison de \$600.00 pour le temps en question, il avait été payé au delà de ce montant. Là-dessus, l'honorable commissaire m'ordonna de voir les pièces avec M. Dérome et M. Delany. M. Dérome était surintendant des bois et forêts lorsque M. Bienvenu Marcoux devait agir comme garde-forestier, et M. Paré est le surintendant actuel et M. Delany, l'assistant. Les pièces ont été vues.

Q. Lui avez-vous montré les comptes qui avaient été produits en son nom ?

R. Nous lui avons montré toutes les pièces du dossier.

Q. Que vous a-t-il dit relativement à ces pièces ?

R. Il a paru étonné que ces montants avaient été payés à M. Bourbonnais et il a remarqué que c'était la première fois qu'il entendait parler de cela et qu'il n'avait jamais donné d'autorisation à M. Bourbonnais d'écrire ces comptes et surtout de retirer son argent, de préparer ces comptes et de retirer son argent.

Q. A-t-il été question, en parcourant ces comptes, des items pour travail de cheval et pour pension, pour ouvrage de chevaux et pension de chevaux ?

R. Oui, dans votre bureau.

Q. Qu'est-ce que M. Marcoux a dit au sujet de cela ?

R. Il a exprimé sa surprise, il semblait être ignorant de tout cela.

Q. Vous a-t-il dit ce qu'il avait fait, depuis le temps qu'il avait reçu sa première lettre lui disant qu'il était nommé garde-forestier ?

R. Il m'a dit qu'il n'avait rien fait et qu'il n'avait reçu aucune instruction établissant ce qu'il aurait à faire.

Q. Veuillez prendre connaissance d'une lettre en date, à St-Polycarpe, du 10 mars 1890, signée par M. Charleson et produite comme exhibit "C", et dites si vous avez eu connaissance de cette lettre avant la présente enquête ?

R. Non ; cette lettre n'est pas entrée dans les archives du département des Terres de la Couronne et je l'ai vue pour la première fois, avant-hier, à votre bureau ; c'est la copie que j'ai vue à votre bureau.

Q. Voulez-vous prendre connaissance d'une copie de lettre, en date du premier mars 1890, formant partie des documents mis devant la Chambre et apparemment signée par M. Charleson et adressée à M. Bourbonnais, M.P.P., et dire si vous avez eu connaissance de cette lettre dans le temps, sinon, si vous en avez eu connaissance depuis et à quelle date ?

R. Cette lettre est entrée dans les archives du département des Terres de la Couronne ; je ne l'ai pas vue lors de sa préparation, je l'ai vue la première fois lorsque M. Marcoux est venu au département pour son affaire.

Q. Vous ne l'aviez jamais vu auparavant ?

R. Non.

Q. Quelle était la position de M. Charleson dans le département des Terres de la Couronne ?

R. Il était Surintendant des gardes-forestiers, et gardes-feu pour la division de l'Ottawa supérieur et une partie de l'Ottawa inférieur.

Q. Que comprenait la division de l'Ottawa supérieur et une partie de l'Ottawa inférieur ?

R. La division de l'Ottawa supérieur comprend le comté de Pontiac et une partie du comté d'Ottawa, et la division inférieure une partie du comté d'Ottawa et le comté d'Argenteuil.

Q. Y avait-il, dans cette région confiée à M. Charleson, déjà des gardes-forestiers et des gardes-feu sous sa direction ?

R. Oui, il y en avait sept ou huit, je crois ; il y en avait plus que sept ou huit, il y en avait une douzaine au moins.

Q. M. Marcoux n'a jamais fait de rapport au département ?

R. Non.

Par M. Tellier :

Q. Quand M. Marcoux est allé au département vous rencontrer, c'était pour vous demander le paiement de son compte ?

R. Oui.

R. Lorsque vous l'avez ainsi rencontré au département, vous a-t-il demandé autre chose que le paiement de ces deux piastres par jour pour ses honoraires ?

R. Il n'a pas été question d'autre chose que de ce qui lui était dû pour son salaire.

Q. M. Marcoux n'a jamais prétendu devant vous exiger du gouvernement ses frais de pension ou de son cheval ?

R. Il ne me l'a jamais dit ; ce qu'il réclamait, c'était son salaire à \$2.00 par jour depuis le mois de mars 1890 jusqu'au printemps de 1892, à raison de \$600.00 par année.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Vous a-t-il dit ce qu'il avait reçu de M. Bourbonnais ?

R. Non. Il a dit qu'il avait reçu de l'argent de M. Bourbonnais, mais qu'il n'avait pas reçu le montant qui était entré au département des Terres de la Couronne.

Q. A-t-il dit qu'il n'avait pas autorisé M. Bourbonnais de retirer cela ?

R. Oui.

Q. Avait-il l'air bien positif ?

R. Oui, bien positif.

Q. Vous avez dû lui faire observer que c'était étrange, puisque M. Bourbonnais n'était pas autorisé et qu'il a laissé faire cela si longtemps tout en recevant acomptes ?

R. Je ne suis pas entré dans ces détails-là.

Q. Tous les comptes produits, si je comprends bien, sont approuvés par le Commissaire.

R. Oui, tous approuvés par le Commissaire et tous payés à M. Bourbonnais, par l'ordre de l'honorable Commissaire d'alors, l'honorable M. Duhamel.

Q. Et ces comptes sont-ils aussi approuvés par M. Charleson ?

R. Ces comptes étaient au préalable approuvés par M. Charleson.

Q. C'est-à-dire que le Commissaire devait s'en rapporter à un autre employé ?

R. Oui, à une recommandation de M. Charleson, le Surintendant des gardes-forestiers.

Q. Le compte qui manque, M. Taché, est-il mentionné dans le registre de la correspondance ?

R. Oui, je crois que nous en avons le dossier.

Q. Je vous prierais de dicter l'entrée qui est faite au sujet de ce compte-là ?

Par l'honorable L. P. Pelletier :

Q. Est-ce que M. Charleson approuvait des lettres comme celle produite ici sans les soumettre au Commissaire ou à l'assistant-commissaire ?

R. Toutes les lettres officielles qui ont été signées par M. Charleson l'ont été avec l'autorisation du Commissaire et portent les initiales de l'honorable M. Duhamel ; autrement, à mon avis, elles ne valent rien.

Q. Celle du 31 décembre, 1891, porte-t-elle les initiales du Commissaire ?

R. Non, et elle n'est pas entrée dans les archives du département.

Q. M. Charleson approuvait-il des lettres qui n'étaient pas entrées dans les livres du département ?

R. Il pouvait en écrire, des lettres d'instructions spéciales quant aux détails des devoirs des gardes-forestiers, mais il ne pouvait, sans l'ordre du Commissaire, nommer un garde-forestier et lui fixer son salaire.

Q. Le faisait-il ?

R. Il l'a fait une fois ; mais cette lettre avait été soumise au Commissaire et porte ses initiales et, par conséquent, elle porte son approbation, et elle est entrée dans les archives du département comme lettre officielle.

Q. Quelle lettre ?

R. La lettre de nomination.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Je vous prierais de dicter l'entrée qui est faite au sujet de ce compte-là ?

R. Voici la couverture ou chemise du document dont il est question, et cette couverture comporte les écritures suivantes :

No. 10532790.

“ PROVINCE DE QUÉBEC.

“ Département des Terres de la Couronne.

“ Nom de la personne adressée : Bienvenu Marcoux.

“ La localité d'où elle provenait : St-Polycarpe, comté de Soulanges.

“ La date de la lettre : 31 juillet.

“ Date de réception : Déc. 1er de la même année.

“ Compte \$434.00 pour services et dépenses, etc., du 27 mars au 31 juillet 1890. Approuvé par M. Charleson.”

Il est écrit par le Surintendant de la branche : “ Payé à M. Bourbonnais, décembre 6, 1890, comme les reçus d'ailleurs et la réquisition doivent le dire. ”

Q. De sorte que, si je vous comprends bien, ce compte payé a été à votre département ?

R. Oui, à notre département et il a dû être déposé dans la branche du comptable.

Q. Pouvez-vous expliquer sa disparition ?

R. Il pourrait se retrouver un jour ou l'autre ; mais, à l'heure qu'il est, après toutes les recherches faites, il est impossible de le retrouver. J'ai envoyé un des clercs au bureau du Trésor afin de voir si le double était là.

Q. Le double n'y était pas ?

R. Evidemment il n'y avait pas de double.

Q. De sorte qu'il n'est pas possible, par les entrées faites à votre département, de nous dire ce que contient le compte, à part de ce que vous voyez sur la chemise ?

R. La chemise donne à peu près tout ce qu'il pouvait y avoir dans le compte, une analyse complète de ce qu'il pouvait y avoir dans le compte. Si vous voulez avoir plus de détails là-dessus, le Régistrare du département, M. Proulx, pourra l'établir.

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Quand le compte a-t-il disparu ?

R. Je n'en sais rien; quand il s'agit de copier le dossier, il n'y était pas; il n'y avait que la réquisition et le reçu de M. Bourbonnais dans le dossier.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Voulez-vous prendre connaissance de la correspondance officielle au sujet de cette enquête et mise devant la Chambre, et dire pourquoi la note que vous venez de lire n'a pas été mise dans cette correspondance ?

R. Parce que le copiste, M. Lefebvre, à qui a été donné le dossier pour le copier, ne l'a pas remise avec le dossier ; quand nous avons fait la recherche au sujet du dossier, c'est alors que nous avons trouvé la couverture.

Q. Alors, je dois comprendre que le copiste n'a pas eu l'original devant lui parce qu'il l'aurait copié ?

R. J'en suis bien sûr.

Q. Je suppose que, n'ayant pas le document dans la chemise, on n'a pas cru nécessaire de copier l'endos ?

R. Non.

Q. Vous n'avez pas de doutes que ce compte-là, comme les autres, a été approuvé ?

R. Je n'en ai pas de doutes parce que la couverture en fait preuve ; elle porte qu'il est approuvé par M. Charleson et la réquisition qui devait l'accompagner s'y trouve ainsi que le reçu de M. Bourbonnais pour le paiement du montant.

Q. La réquisition pourrait peut être donner des détails ?

R. Voici la réquisition, elle est dans les termes suivants :

No. 12.

“ DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

“ Branche des Bois et Forêts.

“ \$434.00.

“ Québec, décembre 6, 1890.

“ Emettez en faveur de Bienvenu Marcoux, garde-forestier et garde-feu, chèque pour la somme de \$434.00 pour services et dépenses comme garde-forestier et garde-feu, du 27 mars au 31 juillet 1890 ”, Lower Ottawa. Chèque à être payé “ à M. Bourbonnais.” No. 10532 de 90 du livre ou dossier dont je viens de parler.”

Q. Par qui est-ce signé ?

R. Par moi-même et par M. Dérome, Surintendant.

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Vous remarquez que le Commissaire a donné l'ordre de compléter le dossier officiel avant même d'ordonner la production des documents par la Chambre ?

R. Oui, certainement.

Q. Vous remarquez que parmi les documents produits se trouve une copie d'un ordre du Commissaire de compléter le dossier officiel ?

R. Certainement.

JEAN-NARCISSE PROULX, de la cité de Québec, avocat, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Vous êtes le Registraire du département des Terres de la Couronne ?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce vous qui avez fait cette entrée sur la pièce mentionnée dans le témoignage de M. Taché et qui porte le No. 10532 de 90 ?

R. Oui, c'est moi qui ai écrit cela.

Q. Vous rappelez vous du contenu de ce dossier ou de cette chemise ?

R. Je ne puis m'en rappeler autrement que par l'endos de ce qui a pu être filé.

Q. Vous rappelez-vous de qui était l'écriture du document qui y était inclus ?

R. Je ne m'en rappelle pas.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Vous n'avez pas de doute que ce que vous avez mis sur l'endos est vrai ?

R. Aucun.

Q. Vous avez dû voir lire alors le compte mentionné par le résumé que vous en avez fait ?

R. Certainement.

Q. Pouvez-vous expliquer comment et pourquoi ce compte ne se trouve pas dans la chemise ?

R. J'ignore complètement.

Par l'honorable M. Flynn :

Q. A quelle branche appartient ce dossier-ci ?

R. A la branche des bois et forêts.

Q. Alors ce dossier devrait se trouver à la branche des bois et forêts ?

R. Oui.

Q. S'il y a eu un compte, où le compte doit-il être ?

R. Il doit se trouver dans la branche des comptes, car quand un compte est payé, il est gardé à la branche des comptes.

Q. Savez-vous si on a fait des recherches pour trouver ce compte ?

R. Oui ; l'autre jour il y a eu des recherches, mais il n'a pas été trouvé.

COMITÉ DES PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

27 février 1893.

In re AVILA BOURBONNAIS, ECR., M. P. P.

JEAN-BAPTISTE CHARLESON, de la cité d'Ottawa, courtier, ayant prêté serment, dépose et dit :

Questionné par l'honorable Honoré Mercier :

Q. Quelle position occupiez-vous dans le gouvernement ?

R. J'étais surintendant des gardes-forestiers et des gardes-feu du district de l'Ottawa supérieur et inférieur.

Q. Depuis quelle époque à peu près ?

R. Depuis dix-huit cent quatre-vingt-huit, je crois, ou dix-huit cent quatre-vingt-sept.—Je ne puis le dire exactement.

Q. Quand avez-vous cessé d'être employé ?

R. Je crois que c'est vers le 27 ou le 28 avril de l'année dernière, 1892.

Q. Connaissez-vous M. Avila Bourbonnais, député de Soulanges ?

R. Oui, monsieur.

Q. Connaissez-vous M. Bienvenu Marcoux, son beau-frère ?

R. Je l'ai rencontré deux ou trois fois.

Q. Voulez-vous dire si vous êtes allé chez M. Marcoux, en 1890, à l'époque de sa nomination de garde-forestier et garde feu.

R. Je ne puis dire quand j'y suis allé. Je sais que je suis allé une fois chez M. Marcoux.

Q. Voulez-vous voir cette lettre, produite comme exhibit C, datée du dix mars 1890, et dire si elle est signée de vous.

La lettre est présentée au témoin.

R. J'ai signé cette lettre.

Q. Voulez-vous la lire ?

Le témoin lit la lettre.

R. C'est parfait: c'est une traduction d'une lettre que j'ai écrite en anglais.

Q. Bien, alors vous vous souvenez de cette lettre ?

R. Oui, Monsieur.

Q. Vous constatez donc qu'il a été nommé le 10 mars 1890 et que sa nomination commence du 1er mars ?

R. C'est-à-dire, son traitement.

Q. Je comprends que vous êtes allé chez lui ?

R. Une fois.

Q. Était-ce à l'époque de sa nomination ?

R. En vérité, je ne pourrais pas vous le dire, M. Mercier. Je ne m'en souviens pas. Je ne savais pas qu'on me faisait venir pour cela ; si je l'avais su, j'aurais cherché dans mes notes; mais c'était vers cette époque.

Q. Bien, que s'est-il passé chez lui ?

R. On a parlé de la nomination, soit qu'elle fût faite ou promise par le Commissaire des Terres de la Couronne. La conversation a roulé sur divers sujets et M. Marcoux semblait être reconnaissant au député, à propos de sa nomination ; il me demanda ou me fit comprendre de lui faire une avance, l'avance que l'on fait ordinairement aux gardes-forestiers à l'époque de leur nomination et me dit ou dit à son beau-frère, M. Bourbonnais, que tout ce que celui-ci ferait serait bien fait. On parlait français et c'est ce que j'ai retenu de la conversation.

Q. Qui devait retirer le traitement, l'argent ?

R. J'ai certainement compris, d'après ce qu'il a dit, que M. Bourbonnais devait toucher, retirer l'argent.

Q. Vous rappelez-vous s'il a été dit quelque chose au sujet de l'ennui que cela causerait à Marcoux d'aller à Québec, alors que son beau-frère s'y trouvait le plus souvent ?

R. Je crois que, dans la conversation—qu'il en a été question dans la conversation qui était générale. Il me semble que cela l'amena à dire que ce que son beau-frère, que ce que M. Bourbonnais ferait, serait bien fait.

Q. Vous rappelez-vous, M. Charleson, que le premier compte, pour avance d'argent, a été présenté à feu l'honorable M. Duhamel, et que celui-ci a refusé de le payer ?

R. Oui, monsieur,

Q. Voulez-vous dire dans quelles circonstances, s'il vous plaît ?

R. Pour le premier compte envoyé, le premier ou le second, je ne puis dire si c'était le premier ou le second compte envoyé, la demande a été transmise et le chèque était payable à l'ordre de M. Bourbonnais, et le Commissaire a refusé de permettre de faire ce chèque parce qu'il n'avait pas d'autorisation.

Q. Parce que lui, Bourbonnais, n'avait pas d'autorisation ?

R. Non ; parceque le Commissaire n'avait pas l'autorisation de faire le chèque payable à l'ordre de M. Bourbonnais. Je lui ai donné des explications, je crois, en présence d'un ministre du gouvernement actuel—je n'en suis pas sûr—mais je lui ai donné des explications.

Par le Président :

Q. Quel ministre ?

R. Je crois que M. Pelletier était là. Je n'en suis pas tout-à-fait certain, mais je crois que M. Pelletier était là.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. L'honorable M. Pelletier ?

R. L'honorable M. Pelletier. Je lui ai expliqué ce que M. Marcoux avait dit. Je répète aussi exactement que possible la conversation que j'ai eue avec M. Marcoux—et il m'a répondu : “ Je ne veux pas. ”

Q. Vous parlez de la conversation que vous avez eue avec M. Marcoux, celle que vous venez de répéter ?

R. Evidemment, c'est de cette conversation dont je parle. Il dit : “ Je ferai ce chèque, mais vous en prendrez la responsabilité, s'il y a erreur. ” C'est-à-dire, que moi, Charleson, en serais responsable. Je ne suis pas bien sûr que M. Pelletier était présent. Je ne voudrais pas le jurer, mais je crois qu'il y était.

Q. Quoiqu'il en soit, si je comprends bien ce qui s'est passé, l'honorable M. Duhamel, sur production d'une demande d'argent en faveur de Marcoux, refusa de faire cette avance et de faire un chèque à l'ordre de M. Bourbonnais, député de Soulanges, parce qu'il n'en reconnaissait pas le droit à ce dernier.

R. Oui.

Q. Et c'est alors que, vous ayant demandé votre avis, vous avez expliqué que M. Marcoux avait dit en votre présence à M. Bourbonnais que ce que ferait M. Bourbonnais serait bien fait.

R. Bien fait.

Q. C'est le résumé exact de ce que vous voulez dire ?

R. Exactement ce que je veux dire.

Q. Et c'est sur les renseignements que vous avez donnés que l'honorable M. Duhamel consentit à faire faire le chèque à l'ordre de M. Bourbonnais et à ce que celui-ci le retirât ?

R. Que le chèque fût fait payable à son ordre. Il n'y a aucun doute sur ce point.

Q. Voulez-vous, je vous prie, examiner ces deux documents : l'un est une réquisition, datée du treize décembre 1890, au nom de Bienvenu Marcoux, pour \$150, exhibit J. B. C. 1, et l'autre, un compte pour une avance de \$250, dont copie marquée J. B. C. 2, et veuillez dire lequel de ces deux documents a été présenté à l'honorable M. Duhamel, quand vous avez eu avec lui la conversation dont vous venez de parler, en autant que vous vous le rappelez ?

R. Je ne puis le dire. Il est probable que c'était le premier, celui qui est daté du vingt-sept mars 1890.

Q. Avez-vous approuvé ces deux documents ou l'un deux seulement ?

R. Je n'en ai approuvé aucun, mais je crois que la réquisition—la recommandation est du 15 mars—que la réquisition est daté du 27 mars. Je suppose que

cette réquisition a été faite sur cette recommandation. C'est la seule explication que je puisse en donner. Je ne m'en souviens pas.

Q. En ce qui concerne ce paiement de \$150 qui, évidemment, est le second que vous mentionnez, daté du 30 décembre 1890, voulez-vous examiner cette lettre, produite et marquée : Exhibit D, et dire si les \$150 dont il est question dans cette lettre sont les \$150 mentionnés dans le second document, du 30 décembre 1890, auquel vous avez fait allusion ?

R. Un des deux—le compte approuvé par M. Duhamel—cette lettre D portant ma signature est du 31 décembre 1891. Je ne puis expliquer la différence des dates. Ce compte est du 30 décembre 1890 et la lettre D est de 1891, comme on le voit. Cette lettre est écrite par M. Dérome et signée par moi. Je crois dire la vérité, M. le Président, en disant qu'elle a été écrite par M. Derome. Je crois que c'est son écriture.

Q. Bien, M. Charleson, si nous ne trouvions pas d'autre demande ni d'autre paiement pour les \$150 de ce dossier, que diriez-vous à propos des dates ?

R. Je ne puis que donner mon opinion. Je ne pourrais rien affirmer. Je supposerais que c'est une erreur. Je ne puis en conclure qu'une chose :—une erreur de date ; c'est la seule conclusion.

Q. Remarquez-vous dans cette lettre marquée D la demande faite pour des chevaux et voitures ?

R. Oui. Ce n'était pas une véritable demande ; c'était un simple avis comme on les donne dans toutes les nominations semblables.

Q. Qu'entendez-vous par là ?

R. Tous les gardes-forestiers sont prévenus ainsi—ils sont prévenus quand ils sont nommés, qu'ils auront tant par jour—tant pour un ou des chevaux, tant pour l'entretien des chevaux, et tant pour la pension des hommes.

Q. Si je comprends bien, vous dites que c'est ce que l'on fait ordinairement ?

R. Ce que l'on fait ordinairement.

Q. Voulez-vous l'expliquer au comité ?

R. Comment voulez-vous que je l'explique ?

Q. Je désire savoir ce que vous entendez par ordinairement. Je ne connais rien de tout cela ?

R. Quand les gardes-forestiers sont nommés, on leur fait connaître les conditions de leur nomination ; et ces conditions sont mentionnées comme je viens de le dire, ils doivent avoir tant par jour. D'aucuns sont nommés à \$1.50 ; d'autres à \$2.00—tant pour louage de cheval, tant pour entretien de chevaux et tant pour pension des hommes.—C'est la seule explication que je puisse donner.

Q. Dois-je comprendre qu'il est d'usage qu'aussitôt nommé, un garde-forestier doit avoir le traitement fixé par sa nomination, sa pension, et une certaine somme par jour pour son cheval et la nourriture de ce cheval ?

R. Oui.

Q. Est-ce cela ?

R. Vous me comprenez parfaitement.

Q. Quand vous dites que c'est l'usage, voulez-vous dire que c'est l'usage que vous avez établi ou s'il existait déjà avant votre entrée au département ?

R. J'ai rien établi.

Q. Cet usage existait quand vous êtes arrivé ?

R. Je le crois. Je suis parfaitement certain de n'avoir rien changé.

Q. Avez-vous souvenir qu'aucun garde forestier, nommé avant vous, ait été ainsi payé pour lui-même et ses chevaux ?

R. Je ne me rappelle pas, je n'ai aucun souvenir d'aucun cas particulier ; mais ce que je sais c'est que je n'ai eu absolument rien à faire avec aucune nomination ou conditions de nomination au sujet des appointements, dépenses ou autrement.

Q. Nous devons donc comprendre que Marcoux a été traité comme tous les autres gardes-forestiers l'ont été pendant que vous étiez surintendant ou quand vous avez été nommé surintendant ?

R. Les conditions de sa nomination, d'après les documents qui sont actuellement devant moi, étaient exactement les mêmes..

Q. Voulez-vous examiner les cinq comptes ou réquisitions produits au nom de Marcoux et dire s'ils ont tous été approuvés par vous ou par le Commissaire, l'honorable M. Duhamel ? Vous en avez vu deux : vous en avez vu un de mars 1890, et un de décembre 1890 ?

R. Je ne vois pas mon approbation pour celui de \$150.

Q. Voyez-vous l'approbation de M. Duhamel.

R. Oui.

Q. L'approbation de M. Duhamel paraît sur celui de mars 1890 ?

R. Certainement.

Q. Et le second, de décembre 1890 ?

R. Celui-ci, pour \$250, de mars 1890, porte mon approbation.

Q. Et l'approbation de M. Duhamel ?

R. Oui.

Q. Et le second, de décembre 1890, pour \$150 ?

R. Il ne paraît pas m'avoir jamais été soumis.

Q. Mais il porte l'approbation de M. Duhamel ?

R. Oui, monsieur.

Q. Maintenant, le troisième est daté.....D'après le dossier quelle en serait la date ?

R. 31 juillet 1890.

Q. Le compte n'y est pas. Il est prouvé qu'on ne sait pas où il est, mais il est enregistré dans les livres. Le compte est de combien ?

R. \$434.

Q. Il figure comme approuvé par vous. Voulez-vous examiner le registre, avec la permission du Commissaire, et dire si vous vous souvenez de ce compte ?

R. Certainement, si le comité me l'ordonne.

Q. De voir si d'après le registre, vous pouvez vous souvenir du compte ?

R. Je n'ai pas besoin du tout du registre. Je puis jurer aussi bien sans le registre.

Q. Bien, voulez-vous jurer alors ?

R. Non, je ne le puis et ne le veux pas.

Q. Doutez-vous que cette entrée au dossier du compte qui manque et qui constate qu'il a été approuvé par vous soit exacte : " compte \$434.—Pour services et dépenses du 27 mars au 31 juillet 1890.—Approuvé par M. Charleson ".

R. Je n'ai aucun doute, connaissant M. Proulx comme je le connais, que ce compte ait été produit.

Q. M. Proulx est le registrateur qui a écrit cela ?

R. Oui, mais je ne jurerais pas et ne voudrais pas jurer que j'ai approuvé un compte de ce montant avant de le voir. Je n'ai aucun doute, connaissant M. Proulx comme je le connais, que ce compte ait été envoyé pour être enregistré, mais je ne jurerais pas l'avoir approuvé avant de le voir.

Q. Voulez-vous examiner le compte daté du 1er août 1891, pour \$1330,50 et dire s'il a été approuvé par vous ou par l'hon. M. Duhamel ?

On présente le compte au témoin.

R. Je l'ai approuvé et je crois que c'est là la signature de M. Duhamel.

Q. Voyez-vous que l'on a donné un acompte—c'est-à-dire, un crédit ?

R. De \$450 ?

Q. Oui.

R. Il y a deux crédits ici. Il paraît y avoir deux crédits ou une déduction. Un pour \$450 et un acompte de \$550 ; la balance due serait donc de \$350,50.

Q. Voulez-vous avoir la bonté de lire le compte tel qu'il est ?

R. 15 décembre 1890. Décembre, novembre et juillet. Rigaud, 1er août 1891. A l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne,

De à BIENVENU MARCOUX,

garde forestier du district d'Ottawa.

15 décembre.....

Q. Est-ce bien décembre ?

R. Cela ressemble à décembre.

Le document est donné au président, qui le lit ainsi :

" Du 15 novembre 1890 au 31 juillet 1891. "

" 276 jours à \$2 par jour..... \$ 552 00

" Du 15 novembre 1890 au 31 juillet 1891, 276 jours de pension à \$1 \$ 276 00

" Du 15 novembre 1890 au 31 juillet 1891, 201 journées de travail (chevaux) à \$1,50 301 50

" Du 15 novembre 1890 au 31 juillet 1891, 201 journées de pension (chevaux) à \$1..... 201 00

Total..... \$1,330 50

" Reçu en à compte par argent comptant..... 450 00

" Balance due..... 880 50

" A compte..... 550 00

" Balance..... \$ 330 50

" Approuvé

" J. B. Charleson,

" Payez \$550 acompte

" GEO. D., 12-9-91.

" Payez la dernière balance.

" GEO. D., 12—10—91. "

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Maintenant, voulez-vous avoir la bonté de regarder ce document écrit au crayon et annexé à la déclaration faite l'autre jour par M. Bourbonnais, en Chambre ; document marqué B A et dire s'il est de votre écriture ?

Le témoin prend communication de l'écrit.

R. Je le crois.

Q. Avez-vous quelque doute, M. Charleson ?

R. Non, je n'ai aucun doute ; mais il est un point sur lequel je veux attirer l'attention du comité : il est très important. Dans le compte que l'on me remet, dont la copie est marquée J. B. C. 3, daté du 1er août 1891, il paraît un crédit de \$450, tandis que si l'autre compte est exact, il devrait y avoir un crédit de \$834. Ce compte J. B. C. 3 dit que :—je désire attirer l'attention du comité sur point—il y a \$834 dans les trois comptes que j'ai en main et que j'ai mentionnés.

Q. Revenons à ce document écrit au crayon par vous ; voulez-vous lire au comité ce qui est écrit au crayon ?

R. (Le témoin lit) “ comme garde-forestier ”—Bienvenu Marcoux, je suppose, mais c'est mal écrit—“ comme garde-forestier ”.

Q. Ne pouvez-vous pas le lire.

R. Je ne puis pas lire ma propre écriture. Je ne sais ce que signifie ce mot, mais—oh, oui.

“ Du 15 novembre au 31 juillet 1891, 276 jours à \$2.00.....	\$552 00
“ 276 jours à \$1, pension.....	276 00
“ 201 jours, louage de chevaux à \$1.50.	301 50
“ 201 jours de nourriture de chevaux...	201 00

“ Total.....	\$1330 50
--------------	-----------

“ Reçu comptant	450 00
-----------------	--------

“ Balance.....	\$ 880 50 ”
----------------	-------------

Q. Ne trouvez-vous pas les mots : “ Terres de la Couronne ” ou “ Commissaire des Terres de la Couronne ”, ou quelque chose de semblable ?

R. Je crois que oui. (Le témoin examine encore ce document). Oui, “ Commissaire ”.—Terres de la Couronne n'y est pas.

Q. Voulez-vous dire au comité en quelles circonstances vous avez préparé ce brouillon de compte ? Dites toutes les circonstances, si vous vous en souvenez ?

R. Autant que je m'en souviens, le Commissaire envoya son messenger me dire qu'il demandait à me voir chez lui. Je m'y rendis et il me montra une lettre écrite par une femme ou un homme—un jeune garçon, probablement, sur deux feuilles de papier à lettre, contenant une demande de paiement. Il y avait plusieurs comptes et dates.

Cette lettre avait été reçue depuis cinq ou six jours peut-être, et le Commissaire la possédait. M. Bourbonnais, député de Soulanges, vint à Québec et demanda un règlement. Le Commissaire m'envoya chercher et me demanda de vérifier les comptes, et dit à M. Bourbonnais qu'ils devaient être envoyés au département. C'est—autant que je me souviens, et d'après mes chiffres qui figurent sur ce papier,—tout ce que j'en connais.

Q. Vous avez parlé d'une lettre de plusieurs pages mentionnant certaines sommes, dues à M. Marcoux, je suppose ?

R. Oui, certainement.

Q. Par qui cette lettre était-elle supposée avoir été signée ?

Objecté par M. Casgrain à moins qu'on ne produise la lettre ou qu'on ne prouve qu'elle est perdue.

Réponse permise, sauf objection.

R. Elle parlait du compte de Marconx, car autrement je n'aurais pas fait ce brouillon de compte. C'est du moins ce dont je me souviens. Il y a longtemps de cela et je n'ai pas attaché à ce compte plus d'importance que je ne l'aurais fait pour un autre.

Q. Était-ce une lettre ou un brouillon ?

R. C'était une lettre contenant une plainte de ne pas être payé.

Q. Au nom de qui ? A quel nom ?

R. Au nom de Marcoux, évidemment.

Q. Vous dites qu'elle était écrite par une femme ou un jeune garçon ?

R. Cela me semblait être ainsi. Je ne suis pas expert en la matière. Elle me semblait avoir été écrite par une femme ou un jeune homme. Elle était très bien écrite.

Q. Êtes-vous sûr qu'elle n'avait pas été écrite par M. Bourbonnais ?

R. Oh ! ce n'était pas l'écriture de M. Bourbonnais.

Q. Était-il question dans cette lettre des comptes pour chevaux, pension, etc. ?

R. Oh ! oui, et autres choses. Il y avait d'autres items.

Q. Ceci se passait chez M. Duhamel ?

R. Oui, monsieur, un dimanche matin.

Q. Cette lettre était-elle dans un dossier ou dans sa poche ? Vous rappelez-vous si elle faisait partie d'un dossier officiel ?

R. Non, je ne crois pas.

Q. Est-ce d'après cette lettre et les pièces et comptes officiels que vous avez préparé ce brouillon de compte ?

R. C'est sur cette lettre. Je n'avais pas de dossier officiel devant moi. Si j'avais eu un dossier officiel, il y aurait plus de crédits donnés dans ce compte J. B. C. 3 qu'il n'y en a.

Q. Remarquez-vous que ce brouillon au crayon a été fait sur du papier portant l'en-tête de l'hôtel St-Louis ?

R. Je le vois maintenant.

Q. Je suppose que vous avez remis ce compte à M. Bourbonnais ?

R. Je crois que M. Bourbonnais était présent.

Q. Constatez-vous que le compte contenant les mêmes items est de l'écriture de M. Bourbonnais, le compte J. B. C. 3 ?

Le témoin examine le compte.

R. En effet, si vous me montriez de l'écriture de M. Bourbonnais, je répondrais sous serment autant que je le pourrais—mais, je ne puis pas l'affirmer.

Par M. Casgrain :

Q. Je crois qu'il l'a dit dans sa première déposition ?

R. Ce n'est pas parce qu'il l'a dit que je le jurerais. Je jurerais ce que je sais, et non sur les dires d'un autre.

Je n'hésite pas à dire que ceci est l'écriture de M. Bourbonnais. Je crois que ce compte a été préparé à l'hôtel St-Louis et que j'ai approuvé là ; mais, je ne crois pas être expert en écriture, et par conséquent je réponds au meilleur de ma connaissance. Je ne veux pas le jurer.

Q. Est-ce que le brouillon de ce compte fait au crayon par vous, comme vous l'avez dit, a été fait d'après les prix ordinaires que l'on paie, d'après vous, aux gardes-forestier ?

R. Oui, dans mon district.

Q. Et ces items qui paraissent dans ce brouillon, ont été portés, je suppose, par vous, d'après les renseignements donnés par la lettre dont vous avez parlé ?

R. Oui.

Q. Vous avez dit que M. Bourbonnais était venu chez M. Duhamel pendant que vous y étiez ?

R. Non, monsieur, je ne l'ai pas dit.

Q. Vous n'avez pas vu M. Bourbonnais chez M. Duhamel ce jour-là ?

R. Je ne l'ai pas vu.

Q. Et M. Duhamel avait, je suppose, en sa possession la lettre en question, quand vous êtes allé chez lui ?

R. Oui.

Q. Et vous l'avez lue ?

R. Oui, je l'ai lue.

Q. Vous avez, évidemment, fait bien attention à son contenu ? Maintenant, M. Charleson, vous voyez le dossier dans lequel le compte \$134 est supposé se trouver ?

R. Oui.

Q. Lisez de nouveau le titre au dos et dites si c'est une réquisition pour avance, autant que vous pouvez en juger d'après l'endos, ou si c'est un véritable compte pour le montant ?

Objecté par M. Casgrain :

Q. Est-ce un titre de compte ou de réquisition ?

R. Oh ! de compte.

Q. M. Charleson, comme il y a un compte de \$434, en juillet 1890, et qu'une avance de \$250 avait été faite en mars 1890, cette dernière somme doit être crédité sur ce compte ?

R. Vous le supposez.

Q. Je suppose que tout cela a été fait par des hommes intelligents ?

R. Oui ; mais je voudrais vous expliquer ainsi qu'au comité comment ce brouillon de compte a été fait—évidemment, vous pouvez le lire et voir comment il a été fait sans grand soin. Je veux bien établir ma position, voilà tout. Quand les comptes sont envoyés au département, les montants crédités sont vérifiés. Si vous prenez ces trois comptes ils donnent \$434 et \$400, ce qui fait \$834, et sur ce brouillon de compte que j'ai fait, il n'est donné crédit que pour \$450. Je désire m'expliquer à ce sujet devant le comité. Je ne veux pas que personne puisse croire que je puisse faire quelque chose de ce genre, parce que la chose est trop évidente.

Q. Pouvez-vous expliquer, M. Charleson, la disparition de ce compte ?

R. Je ne puis rien expliquer au sujet de la disparition de ce compte, sauf qu'il a été envoyé au département de l'Auditeur, et de là envoyé à...

Q. Voyez-vous que ce compte de \$434 n'a été reçu qu'en décembre 1890, d'après le dossier?

R. Je vois que le dossier dit que la lettre était datée du 31 juillet et qu'elle a été reçue le 1er décembre.

Q. De la même année?

R. Oui, je le suppose.

Q. Voulez-vous examiner ce document daté du 6 décembre 1890, endossé : "Département des Terres de la Couronne :—Garde-forestier.—Bienvenu Marcoux, \$434," dont copie est produite comme exhibit J. B. C. 4. et dire si c'est un mandat des \$434?

R. Oui, je le crois.

Q. Voyez-vous que dans ce mandat il y est dit que c'est pour salaire, services et dépenses?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il ne correspond pas exactement à l'entrée faite au dossier où le compte devrait se trouver?

R. Oui.

Q. Quelles sont les dépenses qui pourraient être mentionnées, à part pour les chevaux et la nourriture?

R. Aucune, sauf pour la papeterie, les timbres-poste et autres menues dépenses.

Q. M. Charleson, si vous faites le compte de services, pension des chevaux, louage des chevaux, depuis le 27 mars, tel que mentionné jusqu'au 31 juillet 1890, aux prix que vous avez établis, combien cela ferait-il?

R. Il faudrait calculer. Voulez-vous parler de la même année, M. Mercier?

Q. Oui, du 27 mars 1890 au 31 juillet 1890?

Le témoin calcule.

R. Cent vingt-six jours.

Q. Vous trouvez 126 jours à \$2.00, ce qui ferait \$252?

R. Oui.

Q. Maintenant, combien pour les chevaux, pension des hommes, nourriture des chevaux et louage des chevaux? Donnez-nous tout le montant?

R. Six cent quatre-vingt-treize piastres.

Q. Voulez-vous donner les détails?

R. Quels détails, M. Mercier?

Q. Vous avez des chiffres. Quels sont les chiffres au moyen desquels vous arrivez à ce montant?

R. Il y a 126 jours de travail comme garde-forestier et garde-feu à	
\$2.00 par jour.....	\$252 00
126 jours de louage de chevaux à \$1.50 par jour	189 00
126 jours de pension à \$1.00 par jour.....	126 00
126 jours de nourriture de chevaux à \$1.00 par jour.....	126 00

Ce qui fait un total de..... \$693 00
si mes chiffres sont exacts.

- Q. M. Charleson, ceci est depuis le 27 mars 1890 jusqu'au 31 juillet 1890 ?
- R. Oui, les deux jours compris.
- Q. Vous voyez que la nomination est du 1er mars—le salaire doit-il être compté du 1er mars ?
- R. Oui.
- Q. Alors, si vous ajoutez ces vingt-sept jours, combien cela fera-t-il ?
- R. \$895.50.
- Q. D'après les documents qui sont maintenant devant nous, vous pouvez voir que le seul compte d'argent fait à cette époque, c'est-à-dire, le six décembre 1890, date du compte de \$434, était de \$250 avancés en mars 1890,—d'après les cinq documents que vous avez vus ?
- R. Il n'y a qu'un document pour \$150.
- Q. Il est du 30 décembre 1890. Vous ne pouvez pas le créditer sur un compte payé le 6 décembre ?
- R. Mais c'est le compte général.
- Q. Je ne parle pas du tout de ce compte. Je parle de la somme de \$434 payée le 6 décembre 1890. Nous y viendrons plus tard, M. Charleson. D'après les documents qui sont devant nous, vous pouvez voir.....
- R. Il y a \$250 du 27 mars.
- Q. Oui, est-ce la seule somme payée pendant ce laps de temps, d'après les documents produits ?
- R. Non (le témoin examine les documents) Oui.
- Q. Vous voyez que la seconde avance de \$150 a été faite le 30 décembre 1890.—c'est-à-dire, après le paiement des \$434 ?
- R. Oui.
- Q. Maintenant, veuillez examiner le compte général que vous avez mentionné, daté de Rigaud, 1er août 1891, approuvé par vous et l'honorable M. Duhamel et produit comme exhibit J. B. C. 3. Pour quel montant ?
- R. \$1330.50, c'est le compte général.
- Q. C'est le compte général ?
- R. Oui.
- Q. Depuis le commencement, c'est-à-dire, depuis le 1er mars jusqu'au moment où le compte a été fait ?
- R. Certainement, jusqu'au moment où le compte a été fait ?
- Q. Regardez attentivement.
- R. Ce compte est depuis le 15 novembre 1890 au 31 juillet 1891.
- Q. Ne remarquez-vous pas une lacune dans les comptes,—le compte de \$434 qui va jusqu'au 31 juillet 1890 et ce compte général, le seul produit à part celui des \$434, qui commence au 15 novembre 1890 ?
- R. Oui, il y a contradiction.
- Q. Alors, voulez-vous faire le calcul de tout le compte depuis le 1er mars 1890 jusqu'au 19 mai 1892,—depuis le premier mars 1890, date de la nomination, jusqu'au 19 mai 1892, jour de la révocation, et faire ce compte comme vous avez fait les autres, c'est-à-dire le salaire à \$2, louage des chevaux, pension des hommes et nourriture des chevaux, etc. ?
- R. Cela fait 810 jours, depuis le 1er mars 1890 jusqu'au 19 mai 1892.
- Q. Quel est le montant ?

R. \$4455.

Q. Pour services, salaire, pension et louage des chevaux ?

R. Oui, si mes calculs sont exacts, \$4455.

Q. M. Charleson, voulez-vous dire si, à votre connaissance, cette affaire m'a été soumise ?

R. Non, au Commissaire des Terres de la Couronne.

Par le Président :

Q. Vous étiez nommé pour la région haute et basse de l'Ottawa, M. Charleson ?

R. Oui.

Q. Vous étiez surintendant ?

R. Oui.

Q. Les nominations étaient faites par le Commissaire lui-même ?

R. Oui.

Q. Est-il d'usage que le Commissaire mette ses initiales pour donner son autorisation ?

R. Oui.

Q. Les lettres qui vous ont été communiquées, et spécialement celles datées de St-Polycarpe, adressées à M. Bienvenu Marcoux, comme vous l'avez dit, ont été dictées, ont été écrites en anglais par vous et traduites, avez-vous dit, en français, par M. Bourbonnais, ou ont-elles été dictées par M. Bourbonnais ?

R. Je les ai dictées.

Q. Comment n'avez-vous pas gardé ce petit compte que vous dites avoir préparé quand M. Duhamel vous a montré la lettre à laquelle vous avez référé ?

R. Je ne puis le dire. Je n'y ai attaché aucune importance.

Q. Comment M. Bourbonnais en aurait-il pu avoir possession ?

R. Je ne pourrais pas vous le dire.

Q. Savez-vous, M. Charleson, que jamais Bienvenu Marcoux n'a reçu instructions de faire quoi que ce soit ?

R. Je ne sais s'il en a reçu ou non ; mais je puis dire d'une manière positive qu'on lui en a envoyé.

Q. Savez-vous qu'il n'existe aucune trace qu'il ait reçu des instructions ?

R. Je ne le sais pas, monsieur.

Q. Savez-vous s'il avait jamais fait quoi que ce soit à la date de ces comptes ?

R. Non ; il était garde-feu, et je ne sache pas qu'il y ait eu de feux dans ce district.

Q. Y a-t-il des limites à bois dans Soulanges, Vaudreuil, Deux-Montagnes, Châteauguay, ou dans les comtés voisins ?

R. Je ne pourrais pas vous le dire.

Q. De fait, ils n'étaient pas compris dans votre division ?

R. Non.—Oh ! oui, ils l'étaient.

Q. Y a-t-il des limites à bois dans ces comtés ?

R. Il y a des terres du gouvernement, pas de limites à bois.

Q. En réalité, il n'y a ni terres du gouvernement, ni limites à bois dans Vaudreuil et Soulanges ?

R. Je ne pourrais pas le dire.

Q. Vous avez dit, M. Charleson, qu'il était d'usage de payer le louage des chevaux ?

R. Oui.

Q. N'est-il pas vrai qu'on n'alloue jamais rien aux gardes-forestiers pour louage de chevaux, pour pension, ou frais de voyage, quand ils ne sont pas de service ?

R. Je sais le contraire.

Q. Ne savez vous pas que les règlements du département, même alors, étaient tout à fait positifs à ce sujet ?

R. Je n'ai jamais vu pareil règlement.

Q. Veuillez prendre communication de la circulaire adressée aux gardes-forestiers, datée du 15 septembre 1890, imprimée, portant en caractères d'imprimerie le nom de Georges Duhamel, Commissaire des Terres de la Couronne, et produite comme exhibit J. B. C. 5 ?

L'exhibit est présenté au témoin.

Avez-vous jamais vu cette circulaire avant aujourd'hui ?

R. Je dois l'avoir vue.

Q. Ne voyez vous pas dans ces instructions : " Il ne vous sera alloué aucune rémunération pour garder des chevaux quand vous serez chez vous ? "

R. Oui.

Q. Cette règle n'était-elle pas invariablement suivie ?

R. Non, je ne le crois pas. Je crois que leurs comptes étaient faits depuis la date de la nomination jusqu'à ce que la remise de leurs rapports de l'année.

Q. De fait, ne savez-vous pas que jamais Marcoux n'a fait de rapport ?

R. Je n'en ai jamais vu.

Q. Vous ne vous êtes pas assuré qu'il en avait fait oui ou non ?

R. Non.

Q. A l'époque où vous avez fait le compte qui porte la date du 1er août 1891, vous ne saviez pas s'il avait employé ou s'il emploierait des chevaux ?

R. Non ; mais comme il était nommé garde-forestier, il était nécessaire pour lui d'avoir un cheval.

Q. Comment pouvait-il être nommé garde-feu puisqu'il n'y avait pas de limites à surveiller ?

R. Il n'y avait pas de limites à surveiller, mais le feu n'atteint pas que les limites.

Q. Vous savez, je le suppose, M. Charleson, que les gardes-forestiers sont nommés pour protéger les forêts de la Couronne, en, par les propriétaires de limites, payant la moitié des dépenses ?

R. Oui.

Q. En réalité, y avait-t-il oui ou non des limites à bois à protéger dans ces comtés ou dans les comtés voisins ?

R. Je ne pourrai pas le dire sans me renseigner. Je ne puis le dire, mais je crois que vous avez raison.

Q. En admettant que Bienvenu Marcoux n'ait jamais reçu d'instructions, et n'ait jamais été attaché à aucun district, qu'il n'ait jamais quitté son domicile, et qu'il n'ait jamais rien fait dans l'exercice de ses fonctions de garde-forestier ou garde-feu, aurait-il le droit d'envoyer les comptes qu'il a envoyés et pour lesquels il a été payé ?

R. Certainement non, si vous admettez cela.

Q. Pouvez-vous expliquer, M. Charleson, comment il se fait qu'il semble qu'aucune trace n'ait été gardée au département de ses lettres dont vous avez parlé ?

R. Je ne le puis pas.

Q. La lettre qui semble être datée du 31 décembre 1891, marquée D, et que vous dites avoir signée, porte-t-elle les initiales de M. Duhamel en sa qualité de Commissaire ?

R. Non ; mais il peut exister une lettre antérieure qui porte ses initiales. Ceci est une note privée.

Q. Cette lettre est une note privée ?

R. C'est une note privée.

Q. Vous ne savez pas évidemment, M. Charleson, que M. Bienvenu Marcoux ait acheté des chevaux et ait fait d'autres dépenses à ce sujet ?

R. Non ; mais je crois qu'il est possible qu'il en ait fait quand il a été nommé.

Q. Vous ne le savez pas par vous-même ?

R. Non.

Q. Cette lettre marquée D est-elle privée ?

R. Oui.

Q. C'est pourquoi il n'en a pas été gardé d'enregistrement officiel ?

R. Je le suppose.

Q. Comprenez-vous le français, M. Charleson ?

R. Oh ! oui, assez pour.....

Q. Assez pour le lire ?

R. Assez pour le lire.

Q. Voulez-vous lire la lettre marquée C, datée de St-Polycarpe, 10 mars 1890, et signée par vous ? Voulez-vous remarquer, dans cette lettre, les mots " Vos frais de voyage, pension, voiturage, seront payés en sus par le Département des Terres de la Couronne". Pensez-vous qu'il aurait eu droit d'être payé de dépenses qu'il n'a jamais faites ?

M. Mercier, au nom de M. Bourbonnais, s'objecte à cette preuve qui serait une explication d'un document écrit.

(Le président soumet l'objection à la décision du comité).

M. Casgrain propose que l'on reçoive la réponse, attendu que la lettre a été écrite par le témoin lui-même.

Le comité permet la question.

R. Non, je ne crois pas qu'il devrait être payé de dépenses qu'il n'a jamais faites.

R. Dans ce compte que vous dites avoir préparé quand M. Duhamel vous a montré une lettre et qui est au crayon et qui porte la date du 31 juillet, je vois les mots suivants écrits à l'encre : " Ce compte a été préparé par J. B. Charleson le 12 septembre 1891, et copié par moi pour le département,—A. G. BOURBONNAIS." Comment expliquez-vous la différence des dates : celle écrite au crayon étant du 31 juillet et celle qui est écrite à l'encre portant la date du 12 septembre 1891 ?

R. Je ne puis pas l'expliquer du tout.

Q. Vous ne pouvez pas l'expliquer du tout ?

R. Je ne l'essaierai pas.

Q. Ne croyez-vous pas qu'elle ait été préparée le 31 juillet, comme vous l'avez écrit ?

R. Oui.

Par l'honorable M. Pelletier :

Q. M. Charleson, qu'a-t-on fait de cette lettre dont vous avez parlé et que M. Duhamel vous a montrée ?

R. Ce qu'on en a fait ?

Q. Oui.

R. Je ne sais pas.

Q. Vous n'avez jamais revu cette lettre depuis ?

R. Non, je n'ai jamais eu occasion de la demander. Je n'ai plus jamais pensé à cela.

Q. M. Duhamel a gardé cette lettre ?

R. Je le suppose. C'était chez lui, sur l'Esplanade.

Q. Le M. Dérome dont vous avez parlé comme ayant écrit cette lettre D est M. Dérome employé au département des Terres de la Couronne ?

R. Oui, j'ai expliqué que c'était une copie d'une lettre particulière.

Q. Mais ce que je désire savoir, est ceci : est-ce le même Dérome qui est employé au département des Terres de la Couronne ?

R. Oui, le même M. Dérome. C'était une simple question d'obligeance.

Par M. Mercier :

Q. Vous avez dit, M. Charleson, dans votre contre-examen que vous ne vous rappelez pas de l'époque où l'honorable M. Duhamel vous a montré la lettre dont vous avez parlé comme étant la base du compte que vous avez fait au crayon. L'avez-vous dit ?

R. Oui.

Q. Vous rappelez-vous si c'était dans l'automne de 1891, avant le commencement de la crise, de la crise ministérielle ?

R. Non, je ne me rappelle pas. Je ne me souviens plus si c'était en automne ou non. Suivant toute apparence, c'était en été, depuis la date de ce compte, que la date soit exacte ou non, mais il me semble que c'était en été. Je ne sais pas quand la crise a commencé : j'ai quelque idée de la date de sa fin.

Q. On vous a demandé d'expliquer les mots qu'on vous a lus et qui ont été pris d'une lettre du 10 mars 1890 ?

R. Tout ce dont je me souviens au sujet de ce compte, de sa date, c'est qu'on m'a demandé d'aller à l'hôtel St-Louis et de voir M. Bourbonnais, et de faire un compte en forme telle qu'il puisse être envoyé au département.

Q. Vous avez expliqué les mots contenus dans une certaine lettre. Voulez-vous revenir à cette lettre ? Quelle est la date de cette lettre ?

R. 10 mars 1890.

R. C'est la date de cette lettre, et la nomination date du 1er mars.

Q. Le salaire court du 1er mars, voulez-vous dire ?

R. Oui, le salaire court du 1er mars.

Q. Il y a dans cette lettre les mots " dépenses encourues " ?

R. Cela veut dire, je suppose, en anglais " Current expenses " ?

Q. Laissez-nous prendre le français. Nous essaierons de nous entendre. Avez-vous ordonné à M. Marcoux d'acheter un cheval, des harnais, voitures, etc., etc ?

R. Non, Monsieur.

Q. Jamais ?

R. Non.

Q. Dans une des lettres, l'ordre est donné de tenir un cheval prêt, — dans une des lettres que vous avez lues ?

R. C'est possible.

Q. Voulez-vous lire cette lettre, s'il vous plaît ?

R. Je n'ai pas vu cette lettre.

On donne la lettre au témoin.

R. Oui, je me souviens. Je me souviens qu'on avait l'intention de l'envoyer à la Rouge, avec M. Filion. C'était l'intention.

Q. Alors, si M. Marcoux avait acheté un cheval, une voiture et autres articles et s'il les avait gardés ; le cheval, à ses frais, n'appelleriez-vous pas cela " dépenses encourues " ?

R. Oui, qu'il ait acheté ou loué un cheval, ce sont évidemment des dépenses.

Q. Et s'il avait nourri le cheval lui-même, à ses frais, depuis le printemps de 1890 jusqu'au jour où vous avez fait le compte, n'appelleriez-vous pas cela, la nourriture et le prix du travail du cheval, " dépenses encourues " ?

R. Oui, s'il avait loué le cheval spécialement dans ce but.

Q. Ou s'il l'avait acheté et gardé ?

R. Ou s'il l'avait acheté et gardé.

Q. D'après la lettre de nomination que vous avez donnée, son salaire courrait depuis le 1er mars 1890 ?

R. Oui.

Q. Comprenez-vous qu'étant à la disposition du département depuis le 1er mars 1890, son salaire devait courir depuis cette date ?

R. Oui.

Q. Sa pension aussi ?

R. Certainement, à moins que la nomination ne fut annulée.

Q. Et vous ne voyez pas, par le dossier, qu'elle ait été annulée avant le 19 mai 1892 ?

R. Non.

Q. Vous souvenez-vous d'avoir dit à M. Bourbonnais de prévenir Marcoux d'avoir un cheval, voiture, etc. ?

R. Je ne sais si je l'ai dit à M. Bourbonnais, mais cela est très possible, vu le contenu de cette lettre et ce qu'a dit M. Bourbonnais. Cela est très possible, bien que je ne m'en souviennne pas.

Q. Vous rappelez-vous avoir dit à M. Bourbonnais de prévenir Marcoux, un peu avant la fin de l'année 1890 ou au commencement de 1891, d'être prêt à partir avec vous et d'avoir un cheval prêt ?

R. Ceci était au moment où j'avais l'intention de l'envoyer à la Rouge avec M. Filion.

Q. Voulez-vous revoir encore le brouillon de compte au crayon que vous avez mentionné et voir si vous ne trouvez pas une date au dos de ce papier ?

R. Je trouve une date au dos de ce papier, le 11 septembre.

Q. Et puis ?

R. Et puis quoi ?

Q. Quels sont les autres mots écrits ?

R. A. C. Bourbonnais, M. P. P., Québec.

Q. Et qu'y a-t-il de plus ? Mon cher A.

R. Mon cher A. c'est tout.

Q. Et le reste est déchiré ?

R. Oui

Q. Est-il possible, M. Charleson, que ce compte ait été fait par vous en juillet 1890, quand il porte au dos la date de septembre 1891 ?

R. En vérité, c'est une chose difficile à dire, M. Mercier. La date semble être 31 juillet, et ici se trouve 11 septembre.

Q. Septembre ?

R. Oui, Monsieur, Québec, 11 septembre.

Q. A moins que ces mots n'aient été ajoutés après que vous avez fait le compte ?

R. Oui, à moins que. Evidemment, à moins que.

Q. Mais s'ils se trouvaient là au moment où vous avez fait le compte, ce compte aurait été fait à cette date ?

R. En septembre.

Q. Pouvez-vous nous dire quelle est l'écriture des mots écrits au dos ?

R. Non.

Par le Président :

Q. Il s'agit d'expliquer un point, de manière qu'il n'y ait pas de malentendu. Vous ne m'avez jamais consulté au sujet de cette affaire, M. Charleson, pendant que j'étais commissaire ?

R. Non.

Q. Vous n'avez eu aucunes relations avec moi au sujet de cette affaire ?

R. Jamais.

Par M. Casgrain :

Q. M. Charleson, je comprends que vous venez de dire que votre intention était d'envoyer M. Marcoux à la Rouge. Où est la Rouge ?

R. La Rouge est un des tributaires de l'Ottawa et son embouchure est dans le comté d'Argenteuil.

Q. A quelle distance de St-Polycarpe ?

R. Il faut aller à Ottawa ou se rendre à Vanlake Hill et se faire conduire jusque-là sur le Canada Atlantique.

Q. A quelle distance de St-Polycarpe ?

R. A peu près 100 milles.

Et le déposant ne dit rien de plus.

(Signé) M.-J. MORRISON,
Sténographe.

L'HONORABLE L. P. PELLETIER, de la cité de Québec, étant assermenté dépose et dit :

Par l'Honorable M. Mercier :

Q. Vous êtes le Secrétaire de la province de Québec ?

R. Oui.

Q. Depuis quand ?

R. Depuis le 12 décembre 1891.

Q. Voulez-vous regarder ce compte écrit au crayon et produit comme exhibit B A et nous dire si vous reconnaissez l'écriture qu'il y a sur le dos de ce compte ?

R. Cette écriture est le commencement d'une lettre écrite à M. Bourbonnais évidemment par moi ; j'ai dû aller pour voir M. Bourbonnais à l'hôtel et ne le trouvant pas, j'ai dû lui laisser un mot en me servant pour cela du papier de l'hôtel.

Q. Et la date qui y est mentionnée, le 11 septembre 1891, avez-vous quelques doutes que ça été écrit à cette date-là ?

R. Aucun. Je dois dire que ça n'avait aucun trait à l'affaire de M. Bienvenu Marcoux, ni de près ni de loin.

Q. La date étant marquée sur ce papier il n'est pas possible que le compte ait été fait avant 1891 ?

R. Je n'ai jamais vu ce qu'il y a d'écrit au crayon sur le dos de ce papier.

Q. S'il est possible que ce papier porte la date du 11 septembre 1891, écrite par vous et s'il est possible que le compte en question a été fait, donc ce compte n'a pu être fait qu'à cette date du 11 septembre 1891, ou après ?

R. Le comité tirera la conclusion ; j'ai écrit cela sur le papier à l'hôtel pour M. Bourbonnais, et je suis certain que la chose est arrivée comme je l'ai dit plus haut, car c'est la seule manière raisonnable et plausible de l'expliquer, et je suis certain que quand j'ai écrit cela, les notes au crayon n'étaient pas sur l'autre côté du papier en question.

Q. Et vous êtes bien positif à dire que les notes au crayon n'y étaient pas ?

R. Je suis bien positif ; j'ai dû prendre cette feuille de papier du commis de l'hôtel pour laisser un mot à M. Bourbonnais qui devait être absent, et je vois ici les mots : " A. G. Bourbonnais, M. P. P.," et " mon cher A ", qui doit être le commencement du mot ami, et j'ai dû lui laisser cette note au comptoir de l'hôtel. Je désire ajouter que je n'ai jamais eu connaissance, ni de près, ni de loin, de l'affaire de Bienvenu Marcoux.

VICTOR DEROME, de la cité de Québec, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Quelle est votre position dans le département des Terres de la Couronne ?

R. Je suis comptable, dans le moment.

Q. Depuis combien de temps ?

R. Depuis le 12 octobre dernier, 1892.

Q. La lettre produite comme exhibit "D" devant le comité et signée par M. Charleson est censée être en date du 31 décembre 1891. Est-elle de votre écriture ?

R. Oui.

Q. A la demande de qui l'avez-vous écrite ?

R. Si je m'en souviens bien, c'est à la demande de M. Charleson, mais c'est une traduction d'un brouillon écrit en anglais qui m'avait été donné par M. Charleson pour traduire en français.

Q. Voulez-vous avoir la complaisance de lire la lettre et voir si elle fait référence à une somme de \$150.00 qui aurait été remise à M. Bourbonnais pour Bienvenu Marcoux ?

R. Oui, monsieur.

Q. A cette date du 31 décembre 1891, et du 30 décembre 1890, quelle position aviez-vous dans le département des Terres de la Couronne ?

R. J'étais Surintendant de la branche des bois et forêts aux deux dates en question.

Q. En regardant le compte et le warrant pour \$150.00 du 30 décembre 1890, et constatant qu'il n'y a pas eu d'autres montants de \$150.00 envoyés de la manière indiquée dans la lettre, pouvez-vous dire si la date du 31 décembre 1891 n'est pas une erreur ?

R. Il n'y a pas eu d'autres montants de \$150.00 de payés. Il pourrait bien se faire que c'est une erreur ; ça pourrait être une erreur, mais je ne m'en souviens pas.

Q. Je ne vous demande pas si vous vous en souvenez : vous avez devant vous l'état officiel du département, en outre des documents officiels que je viens de mentionner et que vous avez lus, lequel état du département constate les paiements faits et vous y voyez qu'il n'y a qu'un item de \$150.00 à la date du 30 décembre 1890 ?

R. Oui, monsieur.

Q. Alors, cette lettre censée datée du 31 décembre 1891 et référant au \$150.00 envoyées par M. Bourbonnais à M. Marcoux, pouvez-vous maintenant expliquer l'erreur ; lisez l'état s'il vous plaît ?

R. Il faut qu'il y ait eu erreur, parce qu'en référant au montant de \$150.00 qui aurait été payé, on s'aperçoit que ce n'est pas possible. Le fait est que quand j'ai traduit ce brouillon-là je n'ai pas fait de cas de ce qu'il y avait dedans ; c'était une lettre privée que M. Charleson écrivait à M. Marcoux, alors je n'allais pas au fonds des faits mentionnés dans sa lettre.

Q. La traduction n'est pas importante, c'est la date ?

R. Oui, je crois m'être trompé ; je puis m'être trompé.

Q. Trouvez-vous dans l'état officiel des paiements faits à M. Marcoux que vous avez devant vous un autre item de \$150.00 en date du 30 décembre 1890 ?

R. Non, monsieur.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. En quoi vous êtes-vous trompé ?

R. Je puis m'être trompé en mettant 1891 au lieu de 1890.

Q. Alors cette lettre dont vous parlez et que M. Charleson vous a apportée pour transcrire, vous a-t-elle été apportée le 30 décembre 1890 ou le 31 décembre 18. 1 ?

R. Je ne m'en souviens pas.

Q. Est-il probable que cette lettre vous eut été apportée le 31 décembre 1890, vous auriez mis le 31 décembre 1891 ?

R. Ça aurait été sans le vouloir ; si je l'ai fait c'est par erreur.

Q. Mais est-ce probable ?

R. Ce n'est pas probable, mais tout le monde fait des erreurs.

Q. On peut se tromper sur le millésime au commencement de l'année, mais pas à la fin de l'année ?

R. J'aurais pu avoir dans l'idée l'année du lendemain.

Q. Mais est-ce probable ?

R. Je ne le crois pas.

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Veuillez prendre connaissance de cette formule-ci et dire si c'est la formule ordinaire de la nomination des gardes-forestiers ?

R. Oui, et cette formule est produite comme exhibit " 6 ", et c'est la formule ordinaire des nominations de gardes-forestiers.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Vous rappelez-vous que M. Charleson soit venu dans les départements en 1891 après la crise ?

R. Oui, monsieur.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Il y a une nouvelle formule en usage au sujet de la nomination des gardes-forestiers ?

R. Oui, on s'en sert depuis l'hiver de 1892.

Q. Après le mois de janvier 1892 ?

R. Oui, je pense bien.

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Quelle différence y a-t-il ?

R. Je vais comparer.

Q. Vous avez été Surintendant des bois et forêts à venir jusqu'à quelle date ?

R. Oui, à venir jusqu'au 12 octobre 1892.

Q. Les gardes-forestiers produisent-ils des comptes pour les frais réels de voyages et qu'on examine dans la branche ?

R. Oui, monsieur.

Q. La branche admet-elle les frais de voyages lorsqu'ils ne sont pas réellement encourus ?

R. Non, monsieur.

Q. Il faut que le département soit bien renseigné sur le fait si les dépenses ont été réellement encourues ?

R. Oui, c'est la règle.

Q. C'est la règle aujourd'hui ?

R. Oui.

Q. N'était-ce pas la règle sous l'administration antérieure ?

R. Sous l'administration antérieure, lorsque le compte était approuvé par le Surintendant des gardes-forestiers, on n'allait pas au delà.

Q. Connaissiez-vous quelque chose relativement aux faits mentionnés dans ce compte produit ?

R. Non.

Q. Vous ne l'avez pas examiné ?

R. Non, jamais.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Voulez-vous nous dire comment vous vérifiez si les dépenses ont été encourues sous le régime actuel ?

R. Je ne suis plus Surintendant de la branche des bois et forêts depuis le 12 octobre 1892. Je suis maintenant comptable du Département.

Q. Comment pouvez-vous alors savoir comment on vérifie les dépenses sous le régime actuel ?

R. Il n'y a plus maintenant de Surintendant des gardes-forestiers ; les comptes doivent venir maintenant au département pour être acceptés ou envoyés à l'agent des Terres pour être vérifiés.

Q. Quelle preuve exige-t-on pour établir que les dépenses ont été encourues ?

R. Les comptes sont assermentés.

Q. Depuis quand ?

R. Depuis le régime actuel.

Q. Avant, ils ne l'étaient pas ?

R. Pas toujours.

Q. Quelques fois ?

R. Quelques fois.

Q. Dans tous les cas, sous le régime actuel, ces comptes sont assermentés ?

R. Oui, autant que je connais : je ne suis plus dans la branche.

Q. Le savez-vous ?

R. Je vois passer ces comptes pour être payés et ils sont assermentés..... à présent, je sais personnellement qu'ils sont assermentés, car je paie ces comptes moi-même.

A.-G. BOURBONNAIS, après avoir été assermenté est examiné, de nouveau.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Voulez-vous prendre communication de la lettre produite devant ce comité comme pièce " D " censée datée du 31 décembre 1891 ?

R. Oui, je l'ai déjà lue.

Q. Avez-vous déjà eu connaissance de cette lettre ?

R. Oui, j'ai eu connaissance de cette lettre ; elle m'a été exhibée par Bienvenu Marcoux, dans les premiers jours de 1891. J'en suis très positif, et elle ne devrait pas porter la date du 31 décembre, 1891, mais celle du 31 décembre 1890, et j'en suis d'autant plus positif que quand je l'ai vue j'en ai fait moi-même la remarque dans le temps.

Q. Et vous êtes positif à dire que vous avez vu cette lettre au commencement de l'année 1891 ?

R. Oui, très positif.

Q. Où l'avez-vous vue ?

R. Je l'ai vue dans les mains de Bienvenu Marcoux et, cette lettre-là est restée en sa possession depuis ce temps-là.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Ce qui se trouve sur le dos du compte fait par M. Charleson et marqué B.-A. n'avait aucun trait quelconque à l'affaire de Bienvenu Marcoux ?

R. Pas le moindre, mais la date qui s'y trouve est bien correcte, d'autant plus que j'en ai pris une note moi-même sur ce compte, qui se lit comme suit : " Ce compte a été préparé par J. B. Charleson, le 12 septembre 1891, et copié par moi pour le département ". Ces mots ont été écrits par moi, peut-être quelques jours après, lorsque je l'ai remis à Bienvenu Marcoux ; mon impression est que j'ai dû l'écrire chez moi, en le lui remettant.

Q. Quand le lui avez-vous remis ?

R. Vers le 14, 15, ou 16 septembre 1891.

Q. Pourquoi avez-vous mis cette note-là ?

R. Pour me rappeler qu'il avait été donné et par qui il avait été préparé.

Q. A quelle date avez-vous remis ce morceau de papier-là à M. Marcoux ?

R. Je viens de dire, le 14, 15 ou 16 septembre 1891, dans les jours qui ont suivi la préparation de ce compte-là.

Q. Pourquoi l'avez-vous remis entre les mains de M. Marcoux ?

R. Pour qu'il le garde ; je garde toutes les lettres qui me sont écrites, toutes les notes, même les plus insignifiantes. Je n'en ai pas encore déchiré une depuis que je suis au monde ; comme cela regardait M. Marcoux plus que moi, je le lui ai remis.

L'honorable M. Mercier, de la part de M. Bourbonnais, informe le comité qu'il n'a plus qu'un témoin à faire entendre : c'est M. Légaré, ancien secrétaire privé de l'honorable M. Duhamel et le comité vient d'être informé que M. Légaré est en ville et que le comité s'ajourne, en conséquence, jusqu'à deux heures pour entendre M. Légaré.

E. E. TACHÉ, étant assermenté, est examiné de nouveau comme suit :

Par l'honorable M. Flynn :

Q. M. Taché, avez-vous une formule de nomination de garde-forestier en usage du temps de l'honorable M. Duhamel lorsqu'il était Commissaire des Terres de la Couronne ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous en produire une ?

R. En voici une copie et je la produis comme pièce " 7 ". C'est la formule qui était en force en 1882 et en 1886 et qui a été adoptée du temps de l'honorable M. Fortin, la première fois que des gardes-forestiers ont été nommés.

Q. Vous remarquez qu'il y a un paragraphe qui ne peut pas se trouver dans les formules maintenant en usage, parce que la loi a été rappelée à ce sujet, savoir : l'acte 51-52 Victoria, chapitre 15, quant au paiement de leurs salaires ainsi que l'usage du département, de payer les frais de voyages lorsqu'ils ne voyagent pas ?

R. Non, excepté que, comme l'a dit M. Derome, quand M. Charleson avait examiné les comptes, il les passait comme cela, sans aller au delà.

Q. Vous ne les examiniez pas ?

R. Non, c'était M. Charleson qui était chargé de ces choses-là.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Je comprends qu'il n'y a pas doute sur le fait que le département ne pouvait pas payer les frais de voyages qui n'avaient pas été réellement encourus ?

R. Non, monsieur.

Q. Et dans le cas où un garde-forestier recevrait l'ordre d'acheter un cheval, pour être à la disposition du gouvernement ou de tout autre employé supérieur, de le garder et de le nourrir, ne croyez-vous pas que c'est une dépense encourue légitimement et que le garde-forestier a le droit de charger, si on lui a dit qu'il serait payé pour telles dépenses ?

R. S'il y a eu quelque autorisation du Surintendant des gardes-forestiers approuvée par l'honorable Commissaire des Terres, allant à dire cela, la dépense doit être reconnue, je suppose.

Q. Si l'ordre a été donné d'avoir le cheval à la disposition du gouvernement, et que le cheval a été à la disposition du gouvernement et nourri par le garde-forestier, ne considéreriez-vous pas cela comme une dépense légale ?

R. Si l'ordre a été donné par M. le Commissaire, si c'est le même Commissaire, il faudrait bien qu'il le fasse parce qu'il l'a ordonné, ou si l'ordre a été donné par le Surintendant des gardes-forestiers, avec l'autorisation du Commissaire, ce qui reviendrait au même.

Par l'honorable M. Flynn :

Q. Avez-vous eu quelque connaissance que l'honorable M. Duhamel ait jamais autorisé quelque chose de la sorte ?

R. Non.

L'honorable M. Casgrain demande la permission de poser certaines questions à Bienvenu Marcoux sur des faits sur lesquels il n'a pas été examiné.

Le comité accorde cette permission et Bienvenu Marcoux, étant assermenté, dépose et dit :

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Voulez-vous dire sous quelles circonstances et à la demande de qui vous avez acheté le cheval dont il a été question dans cette affaire ?

R. J'ai acheté le cheval à la demande de M. Bourbonnais qui dit qu'il me fallait un cheval pour quand je marcherais pour le gouvernement. M. Bourbonnais m'a dit : " Achète un cheval, le mien est malade et je m'en servirai pour mes élections ". J'ai acheté un cheval et quelques jours après j'ai été chez lui et il m'a dit : " Si ton cheval attrappe du dommage, je te le paierai ou je te le ferai payer par le gouvernement."

Q. S'en est-il servi de votre cheval ?

R. Oui, tout le temps des élections.

Q. Combien de temps ?

R. Je ne peux pas dire combien de temps ça a duré ; je lui ai remis le cheval au commencement des élections et je l'ai repris après les élections.

Q. S'en était-il servi ?

R. Oui, plusieurs fois. Il avait le sien et celui-là ; il se servait des deux.

Q. Avez-vous pu voir par l'état du cheval qu'il s'en était servi ?

R. Oui, quand il est revenu il avait la *corbe* ; il avait attrappé la gourme et il cognait des quatre pattes.

Par l'honorable M. Mercier :

Q. Devant qui M. Bourbonnais vous a-t-il dit ce que vous venez de rapporter ?

R. Je ne peux pas dire. Je crois que j'étais seul ; il m'a conseillé d'acheter un cheval. Il m'a dit : " Achète un cheval tu en auras besoin pour le gouvernement," et il m'a dit : " J'en ai besoin d'un pour mes élections, et le mien est malade et je m'en servirai."

Q. Alors vous croyez que vous étiez seul quand il vous a dit cela ?

R. Je ne pourrais pas dire au juste. Je ne m'en rappelle pas.

Q. Était-ce chez vous ?

R. Je ne peux pas dire si c'était chez nous ou chez lui.

Q. Vous rappelez-vous quand les élections ont fini en 1890 ?

R. Je me rappelle bien qu'il y avait bien de la boue quand elles ont commencé.

Q. Est-ce longtemps après qu'elles ont fini ?

R. Après les élections, je suis allé chercher mon cheval presque de suite. Je ne me rappelle pas combien de temps après, mais les élections étaient finies.

Q. Je vous dis que les élections ont fini le 16 juin 1890, et c'est après cela que vous êtes allé chercher votre cheval ?

R. Oui, trois ou quatre jours après cela.

Q. Depuis ce temps-là, vous l'avez toujours gardé ce cheval-là ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il se frappe les quatre pattes encore ?

R. Non pas à présent.

Q. Est-ce qu'il a encore la *corbe*?

R. Non, je l'ai fait soigner.

Q. Est-ce qu'il a encore la *gourme* ?

R. Non, elle s'est passée.

Par l'honorable M. Casgrain :

Q. Vous vous en êtes servi pour besoins personnels depuis ce temps là ?

R. Oui.

Par M. Tellier :

Q. Quand vous avez acheté ce cheval, y avait-il longtemps que votre terre était vendue ?

R. J'ai vendu ma terre dans l'automne de bonne heure, à la fin des guérets, des labours. J'ai été nommé dans le mois de mars 1890 et ma terre avait été vendue dans l'automne de 1889.

Q. Et après avoir vendu votre terre, vous aviez conservé un cheval ?

R. Oui.

Q. Et vous vous en serviez ?

R. Oui, car j'en avais besoin.

Q. Et quand vous avez acheté le nouveau cheval, vous aviez vendu l'autre ?

R. Il était vendu depuis longtemps.

Q. Depuis combien de temps ?

R. J'ai dû le vendre au commencement de mars.

Q. C'est dans le cours du même mois que vous avez acheté l'autre ?

R. Non. Je pense que c'est au commencement de mai ou à la fin d'avril, vers cette époque-là.

L'honorable M. Mercier, de la part de M. Bourbonnais, déclare qu'il n'a pas d'autres témoins à faire entendre et déclare qu'il n'entend pas comme témoin M. Légalé qui est ici présent à la disposition du comité.

Je, soussigné, certifie que les dispositions ci-dessus sont une transcription vraie et correcte de mes notes sténographiques.

(Signé)

J. BOUFFARD,

Sténographe.

Exhibits produits.

EXHIBIT B. A.

31 juillet.

L'honorable Commissaire des Terres de la Couronne,

A BIENVENU MARCOUX,

comme garde-forestier.

Du 5 novembre au 31 juillet :

276 jours à \$2.00.....	\$ 552 00
276 jours pour pension.....	276 00
201 jours cheval à \$1.50.....	301 50
201 jours pension cheval.....	201 00
	<hr/>
	1,330 50
En argent.....	450 00
	<hr/>
	\$ 880 50

Ce compte a été préparé par J.-B. Charleson, le 12 septembre 1891, et copié par moi pour le département.

A.-G. BOUBONNAIS.

EXHIBIT C.

St-Polycarpe, 10 mars 1890.

M. Bienvenu Marcoux, St-Polycarpe, P. Q.

Cher Monsieur,

D'après la décision prise par l'honorable commissaire des Terres de la Couronne pour la province de Québec, vous êtes nommé garde-feu et garde-forestier. La division dans laquelle vous avez à opérer vous sera indiquée dans quelques jours, et en tout vous aurez à suivre mes instructions. Votre salaire sera de deux piastres par jour à dater du premier jour de mars. Vos frais de voyage, pension, voiturage, etc., seront payés en sus par le département des Terres de la Couronne.

Vu que vous êtes nommé à un emploi public, monsieur, je dois vous dire que votre devoir est de consacrer entièrement votre temps aux intérêts de la Province, et j'espère avec confiance que vous vous rendrez digne de la mission qui vous est confiée.

De plus, monsieur, je vous prie de croire que votre nomination est faite en dehors de toute influence politique, et que, dans l'exercice de vos fonctions, vous n'aurez pas et vous ne devrez pas regarder aux couleurs politiques arborées par

ceux à qui vous aurez affaire, et que vous aurez à rendre justice à tous et à faire votre devoir vis-à-vis de tous.

Veuillez me croire,

Votre bien dévoué,

(Signé) J.-B. CHARLESON,

Surintendant des gardes-forestiers

pour la division d'Ottawa

Je, soussigné, Michel Bourbonnais, rentier, du village de St-Polycarpe, comté de Soulanges, dans le district de Montréal, déclare solennellement que Bienvenu Marcoux, de Rigaud, est mon gendre ; que je l'ai entendu me dire, à plusieurs reprises, et spécialement dans le cours de l'été dernier, et hier, à son domicile à Rigaud, que mon fils Avila-G. Bourbonnais, député de Soulanges à la Législature de Québec, avait retiré de l'argent pour lui du gouvernement de la province de Québec, et que tous deux avaient, dans le cours du mois de mai dernier, convenu que Avila-G. Bourbonnais devait remettre à Bienvenu Marcoux le montant d'argent retiré pour ce dernier, par paiements de deux cents piastres à être faits à chaque session de la Législature de Québec, et que la même chose lui a été dite par Avila-G. Bourbonnais avant que je lui racontasse ce que Marcoux m'avait dit lui-même.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte concernant les serments extra judiciaires, et j'ai signé.

Déclaré devant moi au village de Côteau }
Landing, district de Montréal, ce } (Signé) M. BOURBONNAIS
vingt-cinquième jour de février 1893. }

(Signé) A. BOURBONNAIS, J. P.

Québec, 3 mai, 1892.

\$40.00.

Reçu de Monsieur Avila-G. Bourbonnais la somme de quarante piastres en à compte sur ce qu'il me doit à même le montant d'argent qu'il a retiré pour moi du département des Terres de la Couronne, argent qui m'était dû en ma qualité de garde-forestier et de garde-feu.

(Signé) BIENVENU MARCOUX.

Rigaud, 13 juin, 1892.

Cher beau-frère,

J'ai reçu ce midi, ta lettre que j'ai acceptée avec plaisir. Les \$30.00 y étaient contenues. Pour le présent, *c'est bien*. Je te remercie beaucoup.

Maintenant, quand tu trouveras à propos de demander mes arrérages de mon salaire, tu les demanderas.

Nous sommes en bonne santé.

Ton beau-frère,

(Signé)

B. MARCOUX.

EXHIBIT D.

(PRODUIT A L'ENQUÊTE PAR M. BOURBONNAIS).

Québec, 31 décembre 1891.

M. BIENVENU MARCOUX,

Assistant Garde-forestier,

Rigaud.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, après m'avoir consulté, vous a envoyé, par l'entremise de M. Bourbonnais, M. P. P., qui a signé des reçus pour vous, la somme de \$150.00 en avance de vos dépenses de voyages durant la présente saison.

Je suis autorisé, par l'honorable Commissaire, de vous donner instruction d'avoir à me conduire aux divers chantiers et camps dans le territoire qui est sous ma surveillance.

Le *team* devra être composé d'un cheval que vous aurez à fournir vous-même et d'un second cheval que je fournirai moi-même ; les dépenses encourues pour ces deux chevaux seront payées par vous et chargées dans votre compte, au département des Terres de la Couronne.

Veuillez agréer, ainsi que madame Marcoux, les meilleurs souhaits de la nouvelle année.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé)

J. B. CHARLSON,

Surt. des G. Forestiers et G. Feu.

EXHIBIT 1.

(Circulaire aux Gardes-Forestiers.)

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE

Québec, 15 septembre 1890.

MONSIEUR,

Outre les devoirs prescrits dans les instructions générales aux gardes-forestiers ; ainsi que celles qui ont été adressées aux gardes-forestiers le 24 août 1889, vous aurez à l'avenir à vous conformer à celles qui suivent, savoir :

1. Vous devrez commencer vos inspections lorsqu'il vous en sera donné avis par votre surintendant, ce qui aura lieu cette année, vers le 15 décembre prochain.

2. Il est nécessaire que vous teniez un journal dans lequel vous devrez entrer jour par jour, ce vous aurez fait en votre qualité de garde-forestier, ainsi que ce que vous aurez payé pour votre pension et pour frais de voiturage.

3. Vous devrez entrer dans ce journal vos mesurages partiels pris à chaque chantier.

4. Il ne vous sera alloué aucune rémunération pour la pension de vos chevaux lorsque vous serez chez vous.

Toute négligence à faire les entrées dans ce journal telles que requises, peut amener votre démission.

5. Ce journal devra être attesté solennellement devant un Juge de paix, avant qu'aucun de vos comptes ne soit payé par ce département.

L'adoption de cette mesure a été rendue nécessaire par le fait qu'il a été constaté beaucoup d'irrégularités dans les rapports de certains Gardes-Forestiers.

GEO. DUHAMEL,

Commissaire des Terres.

EXHIBIT 7.

Province de Québec.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE,

Section des bois et forêts.

Québec,

189

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que vous êtes par la présente nommé garde-forestier pour

Dans l'accomplissement des devoirs de la charge qui vous est présentement confiée vous devrez vous guider sur les instructions générales concernant les gardes-forestiers dont copie vous est transmise ci-jointe, et votre nomination est de plus sujette aux conditions spéciales qui vont suivre :—

Votre salaire lorsque vous serez ainsi employé sera de \$ par jour, et vos dépenses réelles de voyages vous seront remboursées pourvu qu'elles ne dépassent pas \$ par jour ; par dépenses de voyages le département entend le voiturages et la pension, soit au chantier soit ailleurs, que vous aurez à payer durant l'exercice de vos devoirs.

Vous devrez prendre une connaissance spéciale des exploitations de bois qui ont lieu sur les lots patentés ou sur propriétés privées afin de pouvoir faire la preuve des comptes rendus à être produits par les marchands de bois.

Vous devrez vous présenter chez M. agent à

qui vous donnera des instructions détaillées sur les devoirs de votre charge, outre celles contenues dans le document imprimé ci-haut mentionné.

Il est entendu que, durant vos inspections, vous aurez à voir à ce que les bois et règlements concernant la chasse soient strictement observés.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Commissaire.

INDEX

DU

VINGT-SEPTIÈME VOLUME

56 VICTORIA, 1893.

ABATTOIR AND STOCKYARDS CO., THE DOMINION— :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 52. Rapport de l'avis, 103. Bill présenté, (M. Hackett), 104. Renvoyé au comité des bills privés, 128. Rapporté amendé, 231. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 244. Passé par le Conseil avec amendements, 316. Considérés, 317. Adoptés, 323. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 79.)

ACTE 55-56 VICTORIA, CHAPITRE 10 :—Voir *Victoria*, 55-56, *chapitre* 10.

ACTE 55-56 VICTORIA, CHAPITRE 17 :—Voir *Victoria*, 55-56, *chapitre* 17.

ACTES DE TRANSMISSIONS D'IMMEUBLES :—Bill validant certains—, sujets aux droits imposés par l'article 1191*a* des Statuts refondus (l'hon. M. Hall), présenté, 310. Lu la 2e fois sur division, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 344. Ordre pour 3e lecture déchargé ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; lu la 3e fois sur division et passé, 357. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 19.)

ACTE ÉLECTORAL : Bill amendant la loi électorale de Québec, (M. Pinault), présenté, 65. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 229. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 240. Voir aussi *Elections Contestées*.

ACTES NOTARIÉS :—

1. Bill modifiant l'article 1208 du Code civil concernant les actes notariés, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 53. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 167. Rapporté amendé, 103. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté, 140. Passé, 167. Passé par le Conseil avec amendements, 264. Considérés, 265. Adoptés, 278. Sanctionnés, 363. (56 Vic., ch. 39.)

ACTES NOTARIÉS :—*Suite.*

2. Bill pour rendre valides certains actes notariés (M. Beauchamp), présenté, 129. Renvoyé au comité de législation, 167. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, 284. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 298.

Adresse :

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—

Discours du Trône :—Copie du—obtenu par M. l'Orateur, 6. Devant être pris en considération, 8. Motion pour une adresse en réponse au— à l'ouverture de la Session, 10. Adoptée ; ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil exécutif, 13. Message en réponse, 50.

AGENT DES TERRES POUR CHARLEVOIX :—Interpellations, 161.

AGRICULTURE :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives à l'—, 179, 196. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 196. Résolutions rapportées, 196. Adoptées sur division, 197. Bill basé sur ces résolutions, 197. Voir *infra*, 2.
2. Bill amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles et pour d'autres fins (l'hon. M. Beaubien), présenté, 197. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général, 249. Motion pour comité général ; débat ajourné, 310. Débat repris ; Bill renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 314. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 338. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 20.)
3. Bill amendant la loi relative à l'agriculture relativement aux Sociétés d'horticulture et de pomologie (l'hon. M. Beaubien), présenté, 294. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 304. Passé par le Conseil, 328. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 21.)
4. Agriculture dans les écoles élémentaires :—Interpellations, 209.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 8, 14 ; membres ajoutés à ce comité, 129. Premier rapport nommant M. Beauchamp, président, et demandant que le quorum soit réduit à neuf membres ; adopté, 30.

ALIÉNÉS :—Voir *Asiles d'Aliénés* et *Asile de Beauport*.

ALLIANCE NATIONALE :—Pétition demandant l'incorporation de l'—, 72. Rapport de l'avis, 170. Bill présenté (M. Augé), 171. Renvoyé au comité des bills privés, 245. Rapporté amendé, 277. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 282. Passé par le Conseil, 338. Honoraire remis, 325. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 84)

APPELS :—Voir *Code de procédure civile*, item 1.

ARBITRAGE ENTRE LA PUISSANCE ET QUÉREC ET ONTARIO :—Interpellations, 295.

ARCHIVES :—Bill pourvoyant à la conservation des archives par les Conseils municipaux (M. Tellier), présenté, 171. Ordre pour seconde lecture, rescindé ; bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 194.

ARMAND, CANTON :—Cadastrage du— : Interpellations, 47.

ASILES D'ALIÉNÉS :—

1. La Chambre en comité sur résolutions relatives aux asiles d'aliénés, 275. Résolutions rapportées et adoptées, 276. Bill basé sur ces résolutions, 277. Voir *infra*, 2.
2. Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés (l'hon. M. Pelletier), présenté, lu les 1^{ère} et 2^{ème} fois, 277. Lu la 3^e fois sur division et passé, 304. Passé par le Conseil, 338. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 31.)

ASILE DE BEAUPORT :—

1. Motion de M. Tessier (Portneuf) au sujet du renouvellement du contrat avec les propriétaires de l'—, 222 ; amendement de M. Tellier et sous-amendement de M. Turgeon, 223. Débat repris, 225. Sous-amendement négativé, 226 ; amendement adopté ; motion, ainsi amendée, adoptée, 228.
2. La Chambre devant se former en comité général sur résolutions relatives au soin, à la garde et à l'entretien, après le 30 avril prochain, des aliénés qui sont ou seront internés à l'Asile de Beauport, 300, 338. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 329. Résolutions rapportées, 341. Adoptées ; Bill basé sur ces résolutions, 358. Voir *infra*, 3.
3. Bill relatif à l'entretien des aliénés dans l'Asile de Beauport (l'hon. M. Pelletier), présenté, lu la 3^e fois et passé, 358. Passé par le Conseil, 366. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 9.)

ASILE DE BEAUPORT :—Au sujet de l'acquisition de l'—par communauté religieuse. —Interpellations, 27 et 161. Au sujet du renouvellement du contrat, 131. Voir aussi *Documents*, items 1 et 2.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 367.

2. Copie de l'ordre en conseil sur la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, 265.

Réunions et ajournements de la Chambre :

3. Continue à siéger après minuit, 113, 240, 286, 315, 329. En comité, 1 8.

4. Devant avoir deux séances le même jour, 259.

5. Devant siéger le samedi, 179, 258.

6. Siège le samedi, 258.

7. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 269, 282, 299, 310, 320.

8. Ajourne au lendemain, samedi à 11 h. a. m., 258.

9. Bill relatif aux districts électoraux et à la représentation à l'—(M. Fitzpatrick) présenté, 200. Motion pour deuxième lecture négative, 273.

ASSISTANT-PROCUREUR GÉNÉRAL :—Bill modifiant l'article 704 des Statuts refondus relativement à l'—, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 17. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 46. Considéré ; rapporté ; passé, 59. Passé par le Conseil, 123. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 14.)

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE :—Voir *Constitution en Corporation*.

ASSURANCES :—Motion (pour que le rapport de l'inspecteur des— pour 1892 soit imprimé), renvoyée au comité conjoint des impressions, 349.

ASSURANCE CONTRE LE FEU :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Chambre des agents d'— de Montréal, 16. Rapport de l'avis, 30. Bill présenté (M. Descarries), 31. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 73. Honoraire remboursé, 159.

Pétition contre ce bill, 64.

AVANCES :—Pour— faites à des employés des Terres de la Couronne. Voir *Documents, item 91*.

AWANTJISH :—Voir *Documents*, *item* 3.

AYLEN, N. JOHN :—Voir *Documents*, *item* 32.

AYLMER :—Société St-Jean-Baptiste : Etat d'affaires :—Voir *Documents*, *item* 38.

BACK RIVER POWER COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 37. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Villeneuve), 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des industries, 71. Rapporté amendé, 230. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 241. Passé par le Conseil, 300. Sanctionné, 368. (56 Vict., ch. 74.)

BACON, PIERRE :—Voir *Documents*, *item* 4.

BACON, PONT :—Voir *Documents*, *item* 4.

BAIE DES CHALEURS, Cie du chemin de fer de la— : Rapport du comité des comptes publics sur l'enquête relative aux paiements faits aux créanciers de la Cie du—et documents mis devant le comité renvoyés au comité conjoint des impressions, 346. Impression ordonnée, 363.

BAIE ST-PAUL :—*Hospice Sts-Anne* :—Interpellations, 259.

BANVILLE vs. GAUTHIER :—Voir *Documents*, *item* 30.

BARBEAU, M.-E.-J. :—Interpellations, 296.

BATISSE DES OUVRIERS, LÉVIS :—Voir *Documents*, *item* 43 ; aussi Interpellations, page 66.

BAZINET, LOUIS :—Voir *Documents*, *item* 5.

BEAUDRY, FRANÇOIS-XAVIER :—Pétition demandant un acte relatif à la succession de feu—, 77. Rapport de l'avis, 104. Bill présenté (M. Marion), 105. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté, 138. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 164. Passé par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 300. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 93.)

BEAUBIEN, M.-AMÉDÉE :—Interpellations, 34, 285.

BEAUHARNOIS :—Pétition demandant des amendements à la charte de la ville de— 37. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Bisson), 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 102. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 112. Passé par le Conseil avec amendements, 241. Considérés, 241. Adoptés, 272. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 55.)

BEAUHARNOIS,—Aqueduc du Palais de justice de—: —Interpellations, 34.

BEAUHARNOIS, COURS DU DISTRICT DE—: —Voir *Documents*, *item* 6.

BEAUMONT, CHEMIN DE—: —Voir *Documents*, *item* 7.

BEAUPORT, ASILE DE—:—Voir *Asile de Beauport*.

BÉDARD, AUGUSTE :—Voir *Documents*, *item* 8.

BÉLANGER, M. JULES :—Interpellations, 34.

BELLEAU, M. ISIDORE-NOEL :—Interpellations, 49, 54.

BELLECHASSE :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie de téléphone de—. 72. Rapport de l'avis, 198. Bill présenté (M. Turgeon), 199. Renvoyé au comité des chemins de fer, 225. Rapporté amendé, 265. Considéré en com té général; rapporté; passé, 271. Passé par le Conseil avec amendements, 346. Considérés et adoptés, 347. Motion pour remise de l'honoraire négative, 365. Bill sanctionné, 369. (56 Vic. ch. 71.)

BELLECHASSE, OCTROI DE COLONISATION :—Voir *Documents*, *item* 9.

BERNATCHEZ, NESS ET CLÉMENT, MM. :—Leur voyage en Europe :—Voir *Documents*, *item* 51.

BERTHIER :—Bill pour détacher le comté de Berthier du district judiciaire de Richelieu et l'annexer au district judiciaire de Joliette (M. Tellier), présenté, 111. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 174.

BERTHIER, COMMISSION DE LA PAIX :—Interpellations, 323.

BEURRERIES :—Prime pour le beurre en hiver :—Interpellations, 56.

BEURRERIES ET FROMAGERIES :—Voir *Documents*, *item* 10.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—

1. Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 15. Membres nommés par l'Assemblée, 52. Premier rapport; l'honorable Boucher de la Bruère élu Président et quorum réduit à cinq membres; adopté, 318.

2. Rapport du conservateur de la—, 9. Voir *Documents*, *item* 11.

BIGNELL, M. GEORGE :—Interpellations, 48.

Bills :

1. Bill introduit et lu *pro formâ* avant la prise en considération du discours du Trône, 6.
2. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 73, 102, 110, 198, 277.
3. Bills retirés, 103, 195, 249, 267, 272, 273, 279, 294, 299, 304, 324.
4. Présenté, lu la première fois et renvoyé à un comité, 17.
5. Présentés, lus les première et seconde fois et renvoyés à un comité, 242, 260.
6. Motion pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un bill adoptée, 69, 167, 268.
7. Motion pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un bill, négative, 101.
8. Présentés, lus les trois fois et passés, 350, 358, 362.
9. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité spécial, 69, 174.
10. Lus la seconde fois sur division et renvoyés à un comité, 46, 53, 58, 132, 158, 174.
11. Lus la seconde fois, renvoyés à un comité général ; considérés ; rapportés ; passés, 46, 93, 100, 101, 156, 175, 275.
12. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général ; considérés ; amendés ; rapportés ; passés, 165, 181, 202, 281.
13. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général et rapporté progrès, 63, 133.
14. Motion pour renvoyer à six mois le comité général sur un bill ; négative, 302.
15. Motion pour renvoyer à six mois la réception du rapport d'un comité général sur un bill ; négative, 240.
16. Renvoyés de nouveau à un comité général ; considérés ; amendés ; rapportés ; passés, 351, 357.
17. Renvoyés à un comité spécial, 173, 298.
18. Ré-impression ordonnée, 133, 242, 302.
19. Remis sur les ordres du jour, 110, 229, 284, 314.
20. Un comité auquel ont été renvoyés divers bills fait rapport qu'il a réuni les dispositions de ces bills dans un seul bill, 242.
21. Amendés par le Conseil législatif, 175, 241, 264, etc.

BILLS :—*Suite.*

22. Amendements non adoptés ; message envoyé au Conseil transmettant les raisons, 195.

Le Conseil n'insiste pas sur les amendements, 264, 358.

23. Bills du Conseil législatif, 264, 317.

24. Amendés par la Chambre, 311.

25. Sanctionnés, 367 à 371.

Bills Privés :

1. Règle 58 de la Chambre amendée au sujet du dépôt d'un exemplaire du bill à l'ouverture de la Session et de la présentation de la pétition dans les premiers huit jours de la Session, 348.

2. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 8, 14. Premier rapport, nommant M. Duplessis, président, et recommandant une réduction du *quorum* ; *quorum* devant être de sept, 23. Membres ajoutés à ce comité, 129.

3. Rapports sur divers bills, 64, 73, 78, 102, 110, 116, 138, 161, 170, 176, 189, 198, 222, 231, 242, 261, 277, 294.

4. Bills renvoyés à ce comité, 36, 51, 53, 70, 77, 95, 108, 112, 120, 128, 145, 164, 165, 191.

5. Ordre renvoyant un bill au comité de législation rescindé, bill renvoyé à un comité général, 284, 314.

6. Délai pour recevoir les pétitions pour bills privés étendu, 73.

7. Délai pour présenter les bills privés étendu, 73. Pour recevoir les rapports sur bills privés, 73, 260, 261.

8. Prise en considération des bills privés, en vertu de la 19^{ème} règle, 75, 107, 112, 142, 164, etc.

9. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 75.

10. Remis sur l'ordre du jour, 110, 235.

11. Honoraires remboursés, 159, 181, 209, 246, 298, 312, 313, 318, 323, 371, 383, 386. Pas exigé, 172.

12. Motion pour remise de l'honoraire, négativée, 310, 312, 360, 365.

13. Le comité change le préambule d'un bill, 64,—y fait des ajoutés, 116.

14. Le comité reçoit la permission d'examiner un bill pendant les séances de la Chambre, 258.

- BILLY, L'HONORABLE LOUIS-ADOLPHE :—Pétition demandant un acte l'autorisant à ajouter le préfix " de " avant son nom de famille, 30. Rapport de l'avis, 37. Bill présenté (M. Baker), 38. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité des bills privés, 53. Rapporté amendé, 78. Considéré en comité général; rapporté; passé, 107. Passé par le Conseil avec amendements, 241. Considérés, 241. Adoptés, 262. Sanctionné, 369. (Vict., ch. 98.)
- BLANDFORD, CIE DU CHEMIN DE FER :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 26. Rapport de l'avis, 30. Bill présenté (M. Panneton), 31. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 51. Rapporté, 72. Considéré en comité général; rapporté; passé, 112. Passé par le Conseil, 281. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 66.)
- BOIS MARCHAND, —Sur l'Isle des Hétras :—Interpellations, 296.
- BOSSÉ, MONSEIGNEUR :— Voir *Documents*, item 12.
- BOUFFARD, M. JEAN :—Interpellations, 34.
- BOULIANNE, M. L.-A. :—Interpellations, 161.
- BOULAY, H. :—Voir *Documents*, item 3.
- BOUTIN-BOURASSA, M. JOSEPH :—Interpellations, 130, 286.
- BOURASSA, AIMÉ :—Pétition demandant un acte assurant les effets civils au mariage contracté entre—et dame Purissima Robert, 129. Rapport de l'avis, 139. Bill présenté (M. Doyon), 139. Renvoyé au comité des bills privés, 165. Honoraire remis, 172. Rapporté, 198. Considéré en comité général; rapporté; passé, 224. Passé par le Conseil, 281. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 97.)
- BOYD, VICE-CHANCELIER :—Interpellations, 295.
- BRAULT, JOSEPH :—Voir *Documents*, item, 13.
- BUCHERONS, VOYAGEURS, ETC. :—Voir *Code civil*.
- BURBRIDGE, JUGE :—Interpellations, 295.
- BUREAU D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DE TÉMISCOUATA :—Voir *Fraserville*.
- BURGESS, EDOUARD-WILLIAM :—Pétition de Dame Mary Farmer l'autorisant à disposer de certains biens substitués (succession de—), 72. Rapport de l'avis, 198. Bill présenté (M. Augé), 200. Renvoyé au comité des bills privés, 224. Rapporté, 294. Considéré en comité général sur division. Rapporté; lu la 3e fois sur division et passé, 300. Passé par le Conseil avec amendements, 359. Considérés et adoptés, 359. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 94.)

CABANO, CANTON :—Cadastrage du—: Interpellations, 47.

CANADA BANK NOTE CO. :—Voir *Documents*, *item* 14 et 15.

CAP ROUGE, SILLERY ET ST-LAURENT :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer du—, 96. Rapport de l'avis, 160. Bill présenté (M. Fitzpatrick), 160. Renvoyé au comité des chemins de fer, 173. 60e règle suspendue, 173. Rapporté amendé, 177. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 190. Passé par le Conseil avec amendements, 346. Considérés et adoptés, 347. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 67).

CARON, ALFRED :—Voir *Documents*, *item* 74.

CARON, M. L.-E. :—Voir *Documents*, *item* 16.

CASAUULT, M. NOEL :—Interpellations, 34.

CASGRAIN ET HALL, MM. :—Mission en Angleterre :—Interpellations, 47.

CAUSES NON APPELABLES :—Voir *Code de procédure*, *item* 2.

CAUTION :—Mise en liberté moyennant-- :—Voir *Code de procédure*, *item* 8.

CAUTIONNEMENT DES OFFICIERS PUBLICS :—Bill modifiant la section 630 des S. R. de la P. de Q. relativement au—(M. Panneton), présenté, 17.—Renvoyé à un comité général, 59. Considéré ; rapporté ; passé, 63. Passé par le Conseil, 159. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 12.)

CAUTIONNEMENT DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, *item* 17.

CERCLES AGRICOLES :—Bill amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation relativement aux—, et pour autres fins, (l'hon. M. Beaubien), présenté, 197. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 249. Motion pour comité général ; débat, 310 ; débat repris ; motion adoptée ; considérée ; rapporté progrès, 314. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 338. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 20)

CERTIFICATS D'ÉLECTION :—Certificat du greffier de la Couronne en Chancellerie :

1. *Chambly* :—L'honorable M. Taillon, 6.
2. *Matane* :—Louis-Félix Pinault, écr, 5.
3. *Trois-Rivières* :—J. E. Damoulin, écr, 5.

CHAMBLY :

Hôpital de St-Joseph :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

Salle d'asile de— : Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

CHAMPLAIN, OCTROI DE COLONISATION :—Voir *Documents*, item 18.

CHAPAIS, L'HON. THOMAS :—Interpellations, 66.

CHARLESON, J. B. :—Voir *Documents*, item 19.

CHARLEVOIX :—Agent des terres pour— : —Interpellations, 161.

CHASSE :—Bill modifiant les lois de chasse (M. Augé), présenté, 23.

CHASSE ET PÊCHE :—Comité spécial pour étudier le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche, et les causes de la destruction ou de la disparition du poisson et du gibier, 99. Premier rapport nommant l'hon. M. Flynn son président et demandant que le quorum soit réduit à quatre ; adopté, 109. Second rapport : adopté, 201. Troisième rapport (témoignages pris devant le comité), 349. Adopté ; rapport et documents renvoyés au comité des impressions, 349. Impression ordonnée des notes sténographiques prises au cours de l'enquête, etc., 363.

CHEMINS À BARRIÈRES :—Bill relatif aux taux de péage sur les— le la Rive Sud (l'hon. M. Pelletier), présenté, 17. Lu la 2e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté et passé, 46. Passé par le Conseil, 123. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 48.)

CHEMINS A BARRIÈRES DE L'ISLE JÉSUS :—Rapport de la Cie :—Voir *Documents*, item 39.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE SUD :—Voir *Documents*, item 7.

CHEMINS DE COLONISATION :—Voir *Documents*, item, 20.

CHEMINS DE FER :—

1. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux subventions aux—, 303, 351. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité, 352. Résolutions rapportées, 356. Adoptées sur division ; Bill basé sur ces résolutions, 357. Voir *infra* 2.
2. Bill relatif à certains subsides de chemins de fer (l'hon. M. Nantel), présenté, 357. Lu la 2e fois sur division et passé, 360. Passé par le Conseil avec amendements, 364. Considérés et adoptés, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 3.)

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

3. Bill modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas, (l'hon. M. Nantel), présenté, 33. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 123. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 279. Passé par le Conseil avec amendements, 359. Considérés et adoptés, 359. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 56.)
4. Bill relatif à la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement (l'hon. M. Nantel), présenté, 160. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 202. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 4.)
5. Comité permanent des—nommé, 8, 14. Premier rapport annonçant la nomination de M. Carbray comme Président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 30. Autres rapports, 64, 72, 78, 177, 198, 230, 242, 265. Bills renvoyés à ce comité, 51, 113, 128, 164, 173, 191, 242.

CHOLÉRA :—Voir *Documents*, item 21.

CHOUINARD, ELIE, GARDE-FORESTIER :—Voir *Documents*, item 48.

CIMETIÈRE MONT ROYAL :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la Cie du—, 129. Rapport de l'avis, 177. Bill présenté (M. Villeneuve), 177. Renvoyé au comité des bills privés, 191. Rapporté, 231. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 245. Passé par le Conseil, 300. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 83).

CLOTURES DE LIGNE :—Bill modifiant le Code municipal concernant les—(M. Panneton), présenté, 231. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; bill retiré, 273.

CODE CIVIL :—

1. Bill modifiant le Code civil, relativement à la radiation concernant les droits réels (M. Bisson), présenté, 200. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 240.
2. Bill modifiant l'article 17 du Code civil, relativement aux jours non juridiques (l'hon. M. Casgrain), présenté, 26. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 46. Considéré ; rapporté ; passé, 60. Passé par le Conseil avec amendement, 175. Considéré, 195. Message au Conseil l'informant que la Chambre n'accepte pas leur amendement, 195. Le Conseil n'insiste pas, 264. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 38.)
3. Bill pour amender l'article 2098 du Code civil (M. Tellier), présenté, 140. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 230.

CODE CIVIL :—*Suite.*

4. Bill amendant le Code civil et l'article 610 du Code de procédure civile, relativement aux privilèges des bûcherons, voyageurs et autres, (M. Panneton), 31e règle suspendue; bill présenté, 15. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 58.
5. Bill modifiant l'article 1208 du Code civil, concernant les actes notariés, 53. Voir *Actes notariés*.

CODE DE PROCÉDURE :—

1. Bill modifiant le Code de procédure civile, au sujet des appels (l'hon. M. Casgrain), présenté, 16. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 46. Rapporté amendé, 74. Considéré en comité général; rapporté; passé, 93. Passé par le Conseil, 225. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 42).
2. Bill modifiant le Code de procédure civile au sujet des causes non appelables (M. Cooke), présenté, 117. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 167.
3. Bill amendant le Code de procédure civile (M. Tellier), présenté, 65. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 109. Rapport que le bill a été référé au département du Procureur-général, 170.
4. Bill modifiant le Code de procédure civile (M. Tellier), présenté, 260. Lu la 2e fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 299.
5. Bill modifiant l'article 2 du Code de procédure civile, relativement aux jours non juridiques (l'hon. M. Casgrain), présenté, 26. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 46. Considéré; rapporté; passé, 59. Passé par le Conseil avec amendement, 176. Considéré, 176. Message au Conseil l'informant que la Chambre n'accepte pas leur amendement, 195. Le Conseil n'insiste pas sur son amendement, 264. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 40).
6. Bill modifiant l'article 34 du Code de procédure civile (M. Hackett), présenté, 105. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 167.
7. Bill amendant l'article 628 du—, concernant les exemptions de saisie (M. Stephens); 45e règle suspendue; bill présenté et renvoyé au comité de législation, 18. Rapporté, 139.
8. Bill modifiant les articles 825 et 826 du—, relativement à la mise en liberté moyennant caution (M. Parent), présenté, 32. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 58. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill, 103.

CODE DE PROCÉDURE :—*Suite*.

9. Bill modifiant l'article 1188 du —, tel qu'il se lit à l'article 6011 des Statuts refondus, (M. Stephens), présenté, 18. Seconde lecture renvoyée à six mois, 69.

CODE DE PROCÉDURE, REFONTE DU — : —Interpellations, 55, 131.

CODE MUNICIPAL :

1. Bill modifiant de nouveau le Code municipal (M. Bisson), présenté, 171. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 194. Voir *infra*, 17. Rapporté, 242. Réimpression ordonnée, 242. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général, 274. Considéré ; rapporté ; passé, 281.
2. Bill modifiant de nouveau le Code municipal (M. Turgeon), présenté, 177. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 194. Voir *infra*, 17.
3. Bill modifiant de nouveau le Code municipal au sujet des licences (M. Hackett), présenté, 105. Motion pour 2^e lecture ; amendement pour renvoyer ce bill au comité d'agriculture, négativé par le vote prépondérant de M. l'Orateur, 166 ; amendement adopté, 167.
4. Bill modifiant le Code municipal, concernant les clôtures de ligne (M. Panneton), présenté, 231. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; bill retiré, 273.
5. Bill amendant le Code municipal (M. Hackett), présenté ; lu la 2^e fois ; 45^e règle suspendue, et bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 260. Voir *infra*, 17.
6. Bill amendant de nouveau le Code municipal, concernant le découvert (M. Baker), présenté, 32. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité spécial sur Code municipal et 45^e règle suspendue, 109. Voir *infra*, 17.
7. Bill modifiant de nouveau le Code municipal, en ce qui concerne les élections municipales (M. Hackett), présenté, 105.
8. Bill modifiant l'article 39 du Code municipal (M. Fitzpatrick), présenté, 111. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 133. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 163.
9. Bill amendant l'article 100 du Code municipal (l'hon. M. Casgrain), présenté, 52. Motion pour 2^e lecture ; amendement pour renvoyer la 2^e lecture à six mois, négativé ; bill lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, 101. Passé, 121. Passé par le Conseil, 300. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 43.)

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

10. Bill modifiant l'article 376 du Code municipal (M. Tellier), présenté, 189. Ordre pour 2e lecture rescindé, 267. Bill retiré, 267.
11. Bill modifiant l'article 546 du Code municipal (M. Parent), présenté, 200. Ordre pour 2e lecture rescindé et bill retiré, 273.
12. Bill modifiant l'article 878 du Code municipal (M. Desjardins), présenté, 140. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 194. Voir *infra*, 17.
13. Bill modifiant l'article 884 du Code municipal (M. Desjardins), présenté, 140. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 194. Voir *infra*, 17.
14. Bill amendant l'article 887 du Code municipal (M. Stephens), présenté, 18. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 94. Considéré ; le comité se lève sans faire rapport, 99.
15. Bill modifiant l'article 887 du Code municipal (M. Gosselin), présenté, 73. Lu la seconde fois ; renvoyé au comité spécial sur Code municipal et 45e règle suspendue, 109. Voir *infra*, 17.
16. Bill modifiant l'article 107 du Code municipal de la province de Québec (M. Allard), présenté, 129. Ordre pour 2e lecture rescindé et bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 194. Voir *infra*, 17.
17. Comité spécial pour examiner les amendements proposés au Code municipal, 109. Premier rapport, nommant M. Marion, Président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres ; adopté, 116. Second rapport (demandant la réimpression d'un projet de loi ayant M. Bisson pour promoteur) ; adopté, 242. Bills renvoyés à ce comité, 109, 194, 260.

COLLECTION DES TAXES DE LA DERNIÈRE SESSION :—Interpellations, 269.

COLONISATION, ARGENT DE :—

1. *Bellechasse* :—Voir *Documents*, item 9.
2. *Champlain* :—Voir *Documents*, item 18.
3. *L'Islet* :—Voir *Documents*, item 48.
4. *Maskinongé* :—Voir *Documents*, item 50.
5. *Rimouski* :—Voir *Documents*, item 68.

COMMISSIONS ROYALES :—Voir *Documents*, item 23.

Comités :

1. Résolution pour la nomination de divers comités permanents pour la présente session, 8. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 8. Rapports, 14, 42. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents ; Privilèges et Elections.*

2. Comités conjoints :—Voir *Bibliothèque*, 15, 52 ; *Impressions*, 52, 71.

3. Comités spéciaux :—Voir *Chasse et pêche*, 99 ; *Code municipal*, 109 ; *Ecole de médecine et de chirurgie*, 298 ; *Fermeture des magasins*, 69 ; *Impôt sur biens meubles*, 174.

4. Membres ajoutés à des comités, 129.

5. Motions pour comités généraux, 22, 24, 59, 60, 134, 178, 232, 263, 303, 349.

6. Comités généraux, 38, 79, 91, 122, 141, 178, 196, 275, 300, 349, 351, 363. Voir *infra*, après 29.

7. Un comité siégeant sur un bill se lève sans faire de rapport, 75, 99, 162, 165, 173, 174.

8. Un comité recommande qu'il soit permis de retirer un bill, 103.

9. Un comité recommande la ré-impression d'un bill, 242.

10. Un comité change le préambule d'un bill, 64.

11. Appel est fait à l'Orateur de la décision du président d'un comité ; il confirme sa décision, 119, 130.

12. Un comité auquel ont été renvoyés divers bills, fait rapport qu'il a renfermé les dispositions de ces bills dans un seul, 242.

RAPPORTS DES DIVERS COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SAVOIR :

13. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 30.

14. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la— ; Membres nommés par le Conseil, 15. Membres nommés par l'Assemblée, 52. Premier rapport fixant à cinq membres le *quorum* de ce comité ; adopté par la Chambre, 318.

15. *Bills privés* :—Premier rapport, 23. Adopté, 23. Second, 64. Troisième, 73. Quatrième, 78. Cinquième, 102. Sixième, 110. Septième, 116. Huitième, 138. Neuvième, 161. Dixième, 170. Onzième, 176. Douzième, 189. Treizième, 198. Quatorzième, 222. Quinzième, 231. Seizième, 242. Dix-septième, 261. Dix-huitième, 277. Dix-neuvième, 294.

COMITÉS :—*Suite.*

16. *Chasse et pêche* :—Comité spécial nommé, 99. Premier rapport, 109. Second, 201. Troisième, 348.

17. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 30. Second, 64. Troisième, 72. Quatrième, 78. Cinquième, 177. Sixième, 198. Septième, 230. Huitième, 242. Neuvième, 265.

18. *Code municipal* :—Premier rapport, 116. Second, 242.

19. *Comptes publics* :—Premier rapport, 99. Second, 345.

20. *Ecole de médecine et de chirurgie* :—Comité spécial nommé, 298. Rapport, 311.

21. *Emigration* :—Premier rapport du comité spécial nommé sur l'—, 38. Second rapport, 310.

22. *Fermeture des magasins* :—Comité spécial nommé, 69. Rapport, 104.

23. *Impôt sur biens meubles* :—Comité spécial nommé, 174. Premier rapport, 299. Second, 346.

24. *Impressions* :—Premier rapport, 363. Second, 366.

25. *Industries* :—Premier rapport, 103. Second, 230.

26. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 22. Second, 74. Troisième, 78. Quatrième, 103. Cinquième, 117. Sixième, 139. Septième, 170. Huitième, 176.

27. *Listes des députés devant faire partie des Comités permanents* :—Rapports, 14.

28. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 22. Second, 22. Troisième, 30. Quatrième, 37. Cinquième, 61. Sixième, 65. Septième, 73. Huitième, 103. Neuvième, 103. Dixième, 117. Onzième, 138. Douzième, 160. Treizième, 169. Quatorzième, 177. Quinzième, 198. Seizième, 242. Dix-septième, 260.

29. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 279. Second, 367.

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES AUX —

(Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de cet index :)

1. Agriculture, 179, 196.

2. Aliénés, 232, 275, 300.

3. Ecole de laiterie à St-Hyacinthe, 178.

COMITÉS SPÉCIAUX, ETC. :—*Suite.*

4. Emprunt pour rachat d'obligations provinciales, 124, 141.
5. Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, 22, 38.
6. *Gazette Officielle*, impression par L.-G. Demers & Frère, 59, 79.
7. Licences, 349.
8. Manufactures, 263.
9. Ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement, 60, 91.
10. Régistrateurs et bureaux d'enregistrement, 24, 203.
11. Subventions aux chemins de fer, 303, 351.
12. Trappistes, concession gratuite de terres aux RR. PP.—, 59, 122.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill modifiant la loi relative aux—, (l'hon. M. Nantel), présenté, 33. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 100. Passé par le Conseil, 175. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 35).

COMPAGNIE DES CHEMINS A BARRIÈRES DE L'ISLE JÉSUS :—Voir *Isle Jésus*.

COMPAGNIE DES CHEMINS A BARRIÈRES DE TERREBONNE :—Voir *Terrebonne*.

COMPAGNIE DE PRÊTS ET PLACEMENTS :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 77. Rapport de l'avis, 198. Bill présenté (M. Carbray), 199. Renvoyé au comité des bills privés, 224. Rapporté amendé, 261. Considéré en comité général ; lu la 3e fois et passé, 271. Passé par le Conseil, 338. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 77).

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE L'ISLE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 72. Rapport de l'avis, 177. Bill présenté (M. Savaria), 177. Renvoyé au comité des chemins de fer, 191. Rapporté amendé, 198. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 235, 283. Motion pour comité général ; amendement pour le renvoi à six mois, négative ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé, 302. Amendements considérés, 311. Adoptés ; bill lu la 3e fois et passé, 321. Passé par le Conseil avec amendements, 364. Considérés et adoptés, 364. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 70.)

COMPAGNIE DU PARC ET DE L'ISLE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant des amendements à l'acte incorporant la—, 96. Rapport de l'avis, 198. Bill présenté (M. Allard), 199. Renvoyé au comité des chemins de fer, 225. Rapporté amendé, 242. Considéré en comité général ; rapporté lu la 3e fois sur division et passé, 271. Passé par le Conseil, 338. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 65.)

COMPAGNIE HYPOTHÉCAIRE CANADIENNE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 72. Rapport de l'avis, 117. Bill présenté (M. Parizeau), 117. Renvoyé au comité des bills privés, 128. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 188. Passé par le Conseil, 325. Honoraire remis, 326. Sanctionné, 369. (56 Vie., ch. 76.)

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 8, 14. Premier rapport, nommant M. Hackett, Président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq, adopté, 99. Membres ajoutés à ce comité, 129. Second rapport, 345. Adopté, 346. Impression de certains témoignages et de certains documents dans l'affaire de la Baie des Chaleurs recommandée, 363.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Documents*, item 22.

CONSEIL EXÉCUTIF :—Bill relatif au Conseil exécutif (M. Fitzpatrick), présenté, 200. Ordre pour 2e lecture rescindé et bill retiré, 272.

Conseil Législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des impressions, 52. De la Bibliothèque, 52.

2. Informant leurs Honneurs que cette Chambre ne concoure pas dans leurs amendements faits à un bill, 195. Adoptant leurs amendements avec un amendement, 322.

Messages du Conseil :

3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 15.

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 71.

5. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 264, 317.

6. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 311.

7. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 120, 123, 159, 175, 225, etc.

8. Avec amendements, 175, 241, 264, etc.

9. Amendements du Conseil considérés de suite, 294, 300, 347, 364, etc.

10. Seconde lecture remise à plus tard, 176, 195, 211, 265, 293, 311, 316, 338, etc.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

11. Lus la seconde fois et adoptés, 272, 323, etc.

12. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 264, 358.

13. Motion de M. Cooke, concluant à l'abolition du Conseil législatif ; amendement de M. Chicoyne et sous-amendement de l'hon. M. Marchand, 74. Objecté ; M. l'Orateur décide que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre ; Débat, 75. Débat repris et ajourné, 77. Débat repris, 111, 113 ; sous-amendement de l'hon. M. Nantel, adopté, 114. Motion pour ajourner le débat négative, 114. Sous-amendement de M. Augé proposé et retiré ; amendement adopté par la voix prépondérante de M. l'Orateur, 115. M. Dechène soulève question d'ordre ; renvoyée par M. l'Orateur, 115.

CONSTITUTION EN CORPORATION :—Bill relatif à la—des Associations de bienfaisance, des Sociétés nationales, des Unions de métiers et des Sociétés de travail (M. Augé), présenté, 23.

COOKE, J. P. :—Voir *Documents*, item 24.

CORNELLIER, M. C. A. :—Interpellations, 285.

CORNELLIER, C. C. :—Voir *Documents*, item 5.

CORPORATION DE VILLES :—Bill modifiant la loi concernant les—(M. Spencer), présenté, 78. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 133. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour comité général, 314. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 325. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 33.)

CORRUPTION MUNICIPALE ET CIVIQUE :—Bill pour prévenir la—(M. Stephens) ; 45^e règle suspendue ; bill présenté et renvoyé au comité de législation, 17 ; 93^e règle suspendue, 19. Rapporté amendé, 117. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 133. Réimpression ordonnée, 133. Considéré en comité général ; amendé, 193, 194. Motion pour réception du rapport ; amendement pour le renvoi à six mois ; sous-amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; adopté, 240. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 280.

CÔTE ST-ANTOINE :—

1. Pétition demandant un acte concernant les commissaires d'écoles de la ville de la—, 37. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Villeneuve), 62. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 187. Passé par le Conseil avec amendements, 346. Considérés et adoptés, 347. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 80.)

CÔTE ST-ANTOINE :—*Suite.*

2. Pétition de la corporation de la ville de la—demandant des amendements à sa charte, 38. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Villeneuve), 62. Renvoyé au comité des bills privés, 108. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 187. Passé par le Conseil avec amendements, 293. Considérés et adoptés, 293. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 54.)
3. Pétition demandant un acte autorisant la Cie du chemin de fer de la—à vendre une partie de la *Western Avenue*, 29. Rapport de l'avis, 37. Bill présenté (M. Villeneuve), 53. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 70. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 187. Passé par le Conseil avec amendements, 346. Considérés et adoptés, 347. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 81.)

COTEAU ST-PIERRE :—Pétition demandant l'érection d'une nouvelle municipalité de village dans la partie ouest du Coteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, 37. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Villeneuve), 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 176. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 189. Passé par le Conseil, 280. Sanctionné, 368. (56 Vic. ch. 61.)

COURS DES MAGISTRATS DE DISTRICT :—Interpellations, 54.

COURTIERS D'ASSURANCE CONTRE LE FEU, DE MONTRÉAL :—Voir *Assurance contre le feu.*

COUILLÉE, M. L.-M. :—Interpellations, 269.

CREVIER, DAME MARIE-EMILIE :—Voir *Le Cavalier.*

D'AMOURS, M. J.-M. :—Interpellations, 47.

DAVELUY, M. G. :—Interpellations, 268.

DAVIDSON, JUGE :—Refonte du Code de procédure :—Interpellations, 55, 131.

DAVIDSON, WILLIAM-HUGHES :—Pétition demandant à être admis membre du Barreau, 116. Rapport de l'avis, 138. Bill présenté (M. Fitzpatrick), 163. Renvoyé au comité des bills privés, 173. Rapporté, 231. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 270. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté, 311. Ordre pour 3e lecture rescindé ; bill renvoyé de nouveau à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 321. Passé par le Conseil, 359. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 101.)

DELORME, M. LOUIS :—Interpellations, 49.

DEMERS ET FRÈRE, MM. L.-J. :—Impression de la *Gazette Officielle* :—Interpellations, 97, 180 :—Voir aussi *Gazette Officielle*.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE :—Officiers spéciaux :—Interpellations, 94 :—Voir aussi *Employés du—*.

Députés :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges ; 6, 120.

2. Certificats d'élection des députés pour Chambly ; 6, Matane et Trois-Rivières, 5.

3. Députés n'ayant pas pris leur siège durant les sessions de 1892 et 1893 pour cause de maladie, etc., devant être payés comme s'ils l'eussent pris au commencement de la session, 345.

4. Députés, réduction du nombre :—Interpellations, 240.

5. Un député se lève de son siège et demande que les paroles prononcées par le député de L'Islet soient entrées dans les Journaux de cette Chambre ; et ces paroles étant inscrites, le député de L'Islet déclare que ce ne sont pas là les paroles qu'il a prononcées ; et la Chambre ayant exprimé l'opinion que les paroles inscrites sont celles prononcées par le député de L'Islet, il est invité par M. l'Orateur à les retirer, 290 ; et ayant refusé de les retirer, 292 ; M. l'Orateur l'interpelle par son nom, 293. Motion, (que l'original de la motion demandant l'inscription des paroles prononcées par le député de L'Islet soit déposé sur le bureau de cette Chambre), —proposée et négative, 313.

6. Le député de Soulanges se lève de son siège et fait une déclaration au sujet de certaines sommes d'argent qu'il aurait retirées du département des Terres de la Couronne, pour Bienvenu Marcoux, son beau-frère, 305. Déclaration renvoyée au comité des privilèges et élections, 309. Voir *Annexe No 3*, page 405.

DESAULNIERS-INSPECTEUR :—Au sujet du prétendu scandale à la prison de Québec :—Interpellations, 33 ; voir aussi *Documents, item 58*.

DESJARDINS, M. L.-G. :—Interpellations, 49.

DEVINS, ANN-MARIA :—Pétition demandant un acte confirmant une vente d'immeuble faite par—aux commissaires d'écoles catholiques de Montréal, 72. Rapport de l'avis, 103. Bill présenté (M. Descarries), 110. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 120. Rapporté amendé, 222. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 235. Motion pour remise de l'honoraire négative, 313. Passé par le Conseil, 316. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 92).

DIONNE, DR. N.-EUTROPE :—Interpellations, 35, 296.

ments, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

ARQUE.—Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais est mis comme Numéro de référence.]

Asile de Beauport :—Correspondance à propos de l'entretien des aliénés à l'expiration du contrat actuel, ou au sujet de la construction d'un nouvel édifice.

Session ordonnée, 363.....(Document No. 23).

2. Asile de Beauport :—Correspondance intervenue entre les dames Religieuses de la Charité et les propriétaires de l'Asile de Beauport, et ces derniers et le gouvernement, à propos de l'Asile de Beauport et de l'entretien des aliénés à l'expiration du contrat actuel.

3. Avantjish :—Copie de la lettre de H. Boulay, du 3 janvier 1893, relative à la cancellation des lots 51, 52, 53 et 54 du 2e rang du canton—, comté de Wolfe.

4. Bacon, pont :—Correspondance avec Pierre Bacon ou autres personnes de St-Pierre de la Rivière du Sud, au sujet du—
(Document No. 19).

5. Bazinet, Louis :—Correspondance entre le gouvernement de cette province et C. C. Cornellier, de Joliette, écr. C. R., au sujet de la réclamation de la province contre Louis Bazinet, ex-M. P. P.

6. Beauharnois :—Etat détaillé du nombre de causes intentées devant les cours supérieure et de circuit du district de—de 1889 à 1892.(Document No. 33).

7. [redacted], chemin de :—Correspondance échangée entre le [redacted] de cette province et les commissaires des barrières de la Rive Sud, concernant le—.

Auguste :—Documents concernant la résignation [redacted] du [redacted] de Lotbinière. (Document No. 47).

[redacted] :—Documents se rapportant à la distribution [redacted] voté, pour les fins de colonisation, dans le comté [redacted] asse.

10. [redacted] et fromageries :—Liste des—existant actuellement dans la province, indiquant les noms des propriétaires et les localités où elles sont situées.

11. [redacted] du Parlement :—Rapport annuel du conser-
va—.

ORDONNÉS PRÉSENTÉS

Adresse
27

93

Par ordre
68

Par ordre
287

Par ordre
36

79

Par ordre
360

Par ordre
27

140

Par ordre
98

Adresse
du

13 juin 1892
257

243

Adresse
56

Par ordre
95

111e Règle

9

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	Prés
12. <i>Bossé, Monseigneur</i> :—Correspondance entre le gouvernement et—, du vicariat apostolique du Labrador, concernant l'emploi et la distribution d'une somme de dix mille dollars, accordée au dit Monseigneur Bossé sur les quatre cent mille dollars votés pour régler la question dite des Jésuites.	Par ordre 58	
X 13. <i>Brault, Joseph</i> :—Documents relatifs à la nomination de—, cultivateur de St-Damien, dans le comté de Berthier, conseiller municipal pour la dite paroisse de St-Damien. (<i>Document No. 59</i>).	Adresse 119	347
X 14. <i>Canada Bank Note Co.</i> :—Correspondance au sujet de l'octroi de la pétition de droit contre le gouvernement en faveur de la—et M. Edmond Templé au sujet d'un contrat passé en 1890 entre M. Templé et l'hon. Charles Langelier. (<i>Document No. 31</i>).	Adresse 28	137
15. <i>Canada Bank Note Co.</i> :—Correspondance entre le gouvernement, la Canada Bank Note Company et M. E.-M. Templé au sujet de l'achat par le gouvernement de la "Méthode nationale de dessin".—Aussi relativement à une certaine pétition de droit aux fins de recouvrer du gouvernement le prix du second cours de la dite "Méthode nationale de dessin".	Par ordre 246	
X 16. <i>Caron, M. L.-E.</i> :—Documents et correspondance relativement à la destitution de—, comme registrateur du comté de Maskinongé.....(<i>Document No. 21</i>).	Par ordre 69	121
X 17. <i>Cautionnements</i> :—Etat des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, du 3 mai 1892 au 12 janvier 1893, tel que requis par l'article 633 des S. R. P. Q.....(<i>Document No. 12</i>).	Par Acte	
18. <i>Champlain</i> :—Etat des sommes dépensées, dans le comté de Champlain, pendant l'année 1892, à même l'octroi voté pour la colonisation, indiquant sur quels chemins et quels ponts cet argent a été dépensé.	Par ordre 98	
X 19. <i>Charlson, J.-B.</i> :—Documents relatifs à la remise des droits de coupe par—, et qui paraît avoir été faite sans autorisation. (<i>Document No. 11</i>).	Ordre d 6 juin 18 218	
20. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat constatant la division, par comté, de la somme de \$75,000 votée à la dernière session pour les—.	Par ord 324	
21. <i>Choléra</i> :—Correspondance entre le gouvernement fédéral et le conseil d'hygiène, dans le but de protéger la province contre l'invasion du—.	Par ord 287	

DOCUMENTS : — Suite.

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
22. <i>Comptes publics</i> : — Etat des — de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1892. (Document No. 3).	Par ordre du Lt.-Gouv.	79
23. <i>Commissions royales</i> : — Etat indiquant en détail les dépenses encourues à l'occasion des — instituées depuis le 1er septembre 1892 (Document No. 29).	Par ordre 19	140
24. <i>Cooke, J.-P.</i> : — Copie d'une lettre de l'honorable M. Nantel, à J.-P. Cooke, écrivain, député du comté de Drummond, en date du 2 mars 1892, au sujet d'un subside à la Cie du chemin de fer de Drummondville à Richmond. (Document No. 37.)	Par ordre 191	191
25. <i>Economie interne de la Chambre</i> : — Message du Lieutenant-Gouverneur concernant la nomination des membres de l'— par ordre en conseil du 4 février 1883.	Par Acte	265
26. <i>Employés du Bureau des Terres</i> : — Etat indiquant les noms des employés permanents et temporaires nommés depuis le 16 décembre 1891 et qui sont actuellement employés dans le bureau des Terres de la Couronne, tenu dans l'enceinte des bâtisses parlementaires, etc... .. (Document No. 44).	Par ordre 69	232
27. <i>Employés du département des terres</i> : — Liste indiquant les noms de tous les employés permanents et surnuméraires, avec leur salaire ou rémunération, respectivement dans les différentes branches du — de la Couronne, à la date du 21 décembre 1891 (Document No. 42).	Par ordre 57	232
28. <i>Employés permanents, etc.</i> : — Etat indiquant le nombre des — et sessionnels et des employés surnuméraires depuis la dernière session.	Par ordre 36	
29. <i>Estimés</i> : — Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1893, et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1894 (Document No. 1).	Par message	75
30. <i>M.</i> : — Correspondance au sujet de la décision du — de district —, de Rimouski, dans la cause Banville — hier (Document No. 34).	Par ordre 27	138
31. <i>Officiers</i> : — Copie d'un rapport de l'honorable — concernant la distribution de la —. (Document No. 14).	Par message	32
32. <i>Stanislas</i> : — Correspondance relative à la — de — comme juge de paix pour le district de — (Document No. 26).	Par ordre 36	131

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
X	33. <i>Fraserville</i> :—Documents concernant la demande de vingt mille piastres faite, par la ville de—, pour la rembourser de ce qu'elle a payé pour la construction du Palais de justice du district de Kamouraska.....(<i>Document No. 45</i>).	Par ordre 118	232
X	34. <i>Haras national</i> :—Copie du contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et la Compagnie du Haras national, le 14 janvier 1891 ou à toute autre date. (<i>Document No. 58</i>).	Par ordre 132	245
X	35. <i>Immigration</i> :—Etat nominatif des immigrants placés en cette province en 1892 par l'entremise des bureaux de Montréal et de Québec.....(<i>Document No. 56</i>).	Par ordre 19	320
X	26. <i>Impressions</i> :—Etat indiquant le coût des impressions pour la Législature, pour les années 1885-86, 1889-90, 1890-91 et 1891-92. (<i>Impression ordonnée, 363</i>) (<i>Document No. 51</i>).	Par ordre 271	266
X	37. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts.....(<i>Document No. 13</i>).	Par message	31
X	38. <i>Institutions littéraires, de Charité et Hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des—ci-dessous mentionnés :		
X	Société Saint Jean-Baptiste,	Aylmer	120
X	Hôpital St-Joseph,	Chambly	95
X	Salle d'Asile de	do	95
X	Couvent de	Drummondville	95
X	Hospice Ste-Croix,	Marieville	9
X	Asile Nazareth pour les aveugles,	Montréal	116
X	Church Home,	do	95
X	Hôpital général (Sœurs Grises),	do	9
X	Hôpital St-Patrice,	do	9
X	Hospices de la Maternité,	do	95
X	N. D. de charité du Bon Pasteur,	do	95
X	Salle d'Asile St-Joseph,	do	95
X	Sisters of St-Margaret,	do	95
X	Women's Hospital,	do	95
X	Young Men's Hebrew Benevolent Society,	do	95
X	Asile du Bon Pasteur,	Québec	95
X	Asile Nazareth,	do	95
X	Asile Ste Brigitte,	do	95
X	Association des Dames Charitables,	do	95
X	Hospice de la Miséricorde,	do	95
X	Hospice des Sœurs de la Charité (aide aux orphelins), do	do	95

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
✕ Hospice des Sœurs de la Charité (aide aux veuves et aux infirmes),	Québec.	.....	95
✕ Hospice des Sœurs de la Charité (Soins des pauvres et des malades,	do	.....	95
✕ Hôtel Dieu,	do	.....	9
✕ Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus,	do	.....	9
✕ Ladies Protestant Home,	do	.....	95
✕ Œuvre du Patronage,	do	.....	95
✕ Ouvroir de l'Asile des Orphelins,	do	.....	95
✕ Women's Christian Association,	do	.....	95
✕ Hospice St-Joseph,	Ste-Anne de Lapocatière	.....	95
✕ Hospice Youville,	St-Benoît	.....	95
✕ Maison de la Providence,	Ste-Elizabeth	.....	9
✕ Asile de la Providence,	St-Ferdinand d'Halifax	.....	95
✕ Hospice de la Providence,	do	.....	95
✕ Hôtel-Dieu,	Ste-Elizabeth	.....	51
✕ Ouvroir Ste-Geneviève,	do	.....	51
✕ Hôpital,	St-Jean	.....	23
✕ Salle d'Asile,	do	.....	23
✕ Hôpital,	St-Jérôme	.....	9
✕ Hospice, (Montmagny),	St-Thomas	.....	95
✕ Hospice du Sacré-Cœur,	Sherbrooke	.....	9
✕ Couvent Jésus-Marie,	Trois-Pistoles	.....	9
✕ Hospice Lajemmerais,	Varennnes	.....	102
✕ Société St-Jean Baptiste,	Waterloo	.....	138
✕ Hospice Ste-Anne, (<i>Document No 8</i>).	Yamachiche	.....	9
✕ 39. <i>Ile Jésus</i> :—Compagnie des chemins à barrières de l'—Etat de ses affaires pour l'année 1892 .....(<i>Document No 8</i> .)	Par Acte	.....	71
✕ 40. <i>Joliette</i> :—Copie des requêtes et lettres reçues par le gouvernement, depuis quatre ans, et demandant des réparations au Palais de justice de Joliette, ainsi que copie du rapport ou des rapports de l'inspecteur des prisons sur l'à-propos de ces réparations. <i>Doc # 32</i>	Par ordre 69	.....	137
✕ 41. <i>Journal d'Agriculture</i> :—Copie du contrat pour l'impression du—, donnant :—les noms des rédacteurs et autres employés y attachés ;—le coût de l'impression ; etc. <i>Doc # 57</i>	Par ordre 68	.....
✕ 42. <i>Juges de paix</i> :—Liste des juges de paix nommés par le gouvernement, depuis la dernière session, pour le district des Trois-Rivières, et résidant dans le comté de Maskinongé ; et les noms des personnes qui ont recommandé ces nominations.....(<i>Document No 20</i> .)	Par ordre 58	.....	79
✕ 43. <i>Lévis</i> :—Documents, correspondance, etc., se rapportant à la construction de la bâtisse dite "La bâtisse des ouvriers ou institut des ouvriers de Lévis.".....(<i>Document No 30</i> .)	Par ordre 68	.....	140

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
44. <i>Licences</i> :—Correspondance, relativement aux causes suspendues intentées pour infractions à la loi des licences, dans la cité de Montréal, depuis mai 1891.	Par ordre 261	
45. <i>Limites à bois</i> :—Etat indiquant les différentes—, offertes en vente le 15 décembre 1892 (<i>Document No 38.</i>)	Par ordre 25	192
46. <i>Limites à bois</i> :—Etat indiquant : 1. Une liste des limites à bois offertes en vente le 9 janvier 1890 ; 2. Le montant des prix d'adjudication ; 3. Le montant payé sur cette vente à cette date, etc., etc..... (<i>Document No. 39.</i>)	Par ordre 57	192
47. <i>Limites à bois</i> :—Documents relatifs à la dernière vente publique des limites à bois dans cette province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente, etc.	Par ordre 192	
48. <i>L'Islet</i> :—Correspondance se rapportant à la distribution de l'argent voté pour les fins de colonisation, dans le comté de—et spécialement d'une lettre de Elie Chouinard, garde-forestier.	Adresse 36	
X 49. <i>Marcoux, Bienvenu</i> :—Etat indiquant les sommes payées à—, en sa qualité de garde-forestier, soit à lui-même directement, soit à d'autres pour lui ; copie de tous les comptes produits soit par lui, soit en son nom. au département des Terres de la Couronne..... (<i>Document No. 46.</i>)	Par ordre 229	232
Lettre supplémentaire sur le même sujet.	.....	303
50. <i>Maskinongé</i> :—Correspondance au sujet de la distribution de l'argent voté pour fins de colonisation, dans le comté de—pour 1892-93.	Par ordre 28	
X 51. <i>Mercier, Shehyn et al</i> :—Etat détaillé des dépenses faites pendant le voyage en Europe des honorables MM. Mercier, premier ministre, et Shehyn, trésorier provincial, et de MM. N. Bernatchez, R. Ness et Alex. Clément, re l'emprunt provincial et l'étude de la question betteravière. <i>Impression ordonnée, 367..... (Document No 61.)</i>	Par ordre 366	366
52. <i>Monfette, M. Victor</i> :—Copie des rapports faits par—relatifs aux travaux par lui accomplis pour le gouvernement, du 12 mars 1893 au 25 janvier 1893.	Par ordre 108	
53. <i>Montréal et Sorel</i> :—Copie du rapport de la commission royale sur le chemin de fer de—.	Adresse 68	
* 54. <i>Paiements</i> :—Etat de tous les paiements faits par le gouvernement de la province, du 1er au 15 janvier 1893.	Par ordre 229	

(Doc No 46)

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
✱ 55. <i>Paiements</i> :—Etat de tous les paiements faits par le gouvernement de la province, du 17 décembre 1891 au 1er janvier 1892. (Document No 50)	Par ordre 229	
56. <i>Palais de Justice, Montréal.</i> —Etat indiquant toutes les sommes votées pour l'agrandissement du -, depuis 1887 jusqu'à ce jour.	Par ordre 267	
✕ 57. <i>Palais de Justice, Montréal.</i> —Etat comprenant tous les rapports des architectes et toute correspondance, concernant les réparations au Palais de justice de Montréal, depuis le 1er décembre 1891 ; copie du premier contrat ; copie de tout nouveau contrat fait depuis la date du premier, etc. Impression ordonnée, 366.....(Document No 48.)	Par ordre 98	247
✕ 58. <i>Plamondon</i> :—Copie de la preuve dans l'enquête faite à la prison de Québec, dans la cause du chauffeur Plamondon, par l'inspecteur Désaulniers, en décembre dernier, ainsi que du rapport fait par l'inspecteur Désaulniers en cette affaire. (Document No 24.)	Par ordre 56	96
59. <i>Pont à la Vapeur</i> :—Document, se rattachant à la reconstruction d'un pont connu sous le nom de " Pont à la Vapeur", dans le comté de Matane.	Par ordre 58	
60. <i>Québec Central</i> :—Copie des ordres en conseil du 9 mars 1891 et du 21 mars 1891, relativement aux travaux à être faits sur le chemin de fer de Québec Central, sur la ligne de Tring et du lac Mégantic et sur la branche allant à St-François, St-George et autres localités du sud-est de la Beauce ; aussi une lettre du commissaire des travaux publics du 24 mars 1891, la réponse de M. Grundy, une autre lettre de M. Grundy du 4 mars 1892 Copie de lettres de MM. Linière Taschereau et J.-E. Roy, à propos de leur nomination par le gouvernement comme directeurs de la dite compagnie.	Adresse 266	
61. <i>Québec Central</i> :—Correspondance entre le gouvernement et la Compagnie du Québec Central, à propos de la nomination de MM. Linière Taschereau et Joseph-Edmond Roy, comme directeurs de la dite compagnie. (Document No. 28.)	Par ordre 57	121
62. <i>Q. M. O. & O.</i> :—Etat détaillé des sommes payées en à compte de la vente du chemin de fer de—, depuis cette vente, jusqu'au 1er janvier 1892.....(Document No. 52).	Par ordre 171	266
✕ 63. <i>Rapports de Conseil</i> :—Etat des—et mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des S. R. de Québec, préparé par l'auditeur de la Province.....(Imprimé, 20).	Par Acte	19

DOCUMENTS : — Suite.	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
X 64. <i>Recettes et paiements de la Province</i> : — Du 1er juillet 1867 au 30 juin 1892, préparé conformément à la classification adoptée en 1888.....(<i>Document No. 40.</i>)		201
X 65. <i>Recettes et dépenses</i> : — Etat des—de la province depuis le 31 juin 1892 au 15 janvier 1893.....(<i>Document No. 25.</i>)	Par ordre 19	121
66. <i>Repatriement</i> : — Mémoire, transmis au gouvernement de cette Province, durant l'année 1892, de la part de nos compatriotes émigrés dans la république voisine, et faisant des suggestions sur les mesures à prendre pour faciliter leur retour au pays natal.	Par ordre 267	
X 67. <i>Remise de droits</i> : — Etat de tous les droits, taxes, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du Revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 26 avril 1892 au 12 janvier 1893.....(<i>Document No. 15.</i>)	Par Acte	38
68. <i>Rimouski</i> : — Documents se rapportant à la distribution de l'argent voté pour les fins de la colonisation dans le comté de Rimouski.	Adresse 57	
69. <i>Robinson, Christopher</i> : — Etat détaillé du compte de —, C.R., pour son opinion écrite <i>in re</i> honorable H. Mercier et autres.	Par ordre 261	
70. <i>Robinson, Christopher</i> : — Correspondance entre le gouvernement de cette Province et —, C. R., au sujet du procès Mercier.	Par ordre 261	
X 71. <i>Rouillard, J. B.</i> : — Etat de toutes sommes avancées à M.—, de Montréal, autrefois de Sorel, par le département des Terres de la Couronne, en rapport avec des explorations minières, depuis le mois de janvier 1887 jusqu'en décembre 1892.....(<i>Document No 36.</i>)	Par ordre 57	191
X 72. <i>Saint-Bernard de Lacolle</i> : — Documents relatifs au renouvellement de la commission des causes sommaires dans la paroisse de —, et à la nomination de nouveaux juges de paix dans les différentes paroisses du dit comté de Saint-Jean et du comté d'Iberville, depuis le 15 décembre 1891. (<i>Document No. 54.</i>)	Adresse 193	297
73. <i>St-Hyacinthe</i> : — Documents, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, durant les années 1890 et 1891.	Par ordre 131	
74. <i>St-Pamphile</i> : — Documents se rapportant à un appel des décisions des commissaires d'écoles de —, porté devant le surintendant de l'instruction publique, par Alfred Caron et autres.	Par ordre 229	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
75. <i>St-Roch des Aulnaies</i> :—Documents relatifs au renouvellement de la commission des causes sommaires dans la paroisse de —, depuis le 17 décembre 1892, avec indication de ceux qui ont prêté le serment requis par la loi.	Adresse 229	
76. <i>Seigneurie et fiefs</i> :—Etat indiquant le nombre de seigneuries et de fiefs que possède le gouvernement de la province de Québec ; valeur représentée par ces propriétés ; montant qu'en a retiré le gouvernement sous forme de rente ou autrement depuis la confédération ; montant de la commission payée pour collections.	Par ordre 325	
77. <i>Service civil</i> :—Copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le— (Document No. 16).	Par message	32
78. <i>Shérif de Montmagny</i> :—Etat détaillé des dépenses du bureau du —, depuis la nomination de M. J. B. A. Lépine jusqu'à ce jour.	Par ordre 287	
79. <i>Sociétés d'Agriculture</i> :—Etat des sommes payées aux—à même la somme de \$50,000 votée à la dernière session. (Document No. 35).	Par ordre 36	191
80. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1892.....(Document No. 62).	Par Acte	365
81. <i>Statistiques municipales ou Rapports municipaux</i> pour l'année expirée le 31 décembre 1891. Doc # 17	Par Acte	32
82. <i>Taxes</i> :—Montant reçu provenant des taxes imposées en vertu de la Législature de 1892.	Par ordre 28	
83. <i>Taxes</i> :—Correspondance entre le gouvernement, le Trésorier et la Chambre de Commerce de Montréal, au sujet de nouvelles taxes.....(Document No. 60).	Par ordre 298	348
84. <i>Taxes sur transports d'immeubles</i> :—Etat des sommes perçues comme taxes directes sur les ventes, etc., du 24 juin au 31 décembre 1892.....(Document No. 21).	Par ordre 29	137
85. <i>Taxes sur successions et sur licences</i> :—Etat des sommes perçues depuis le 24 juin 1892 au 31 décembre 1892, sur les successions et sur certaines licences.....(Document No. 22).	Par ordre 29	137
86. <i>Taxes sur mutations d'immeubles</i> :—Correspondances entre le département du Trésor et les registrateurs des comtés de Drummond, Arthabaska, Mégantic et Nicolet, et les instruc-		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
tions données à ces derniers pour la perception des—, depuis la mise en force de la loi imposant ces taxes.	Par ordre 132	
X 87. <i>Taxes sur les mutations d'immeubles</i> :—Copie du mémoire relatif aux amendements à faire à la loi imposant des taxes sur les mutations d'immeubles et les successions, fourni par le comité de législation de la Chambre des notaires. (Document No. 53).	Par ordre 132 Ordre du 22 juin 1892	266
X 88. <i>Templé, E. M.</i> :—Rapport de—, sur la Méthode nationale de dessin.....(Document No. 9).	377	18
X 89. <i>Terrebonne</i> :—Compagnie des chemins à barrières de—, Etat de ses affaires pour 1892.....(Document No. 8).	Par Acte	78
X 90. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des—, pour les douze mois finissant le 30 juin 1892. (Document No. 4).	Par ordre du Lt.-Gouv.	121
91. <i>Terres de la Couronne</i> :—Etat indiquant toutes les sommes dues au département des—, le 21 décembre 1891, pour des avances faites à des employés ou à d'autres personnes, etc., etc.....(Document No. 41).	Par ordre 58	231
92. <i>Tousignant, Shérif</i> :—Copie des rapports de l'inspecteur qui a tenu une ou des enquêtes sur la conduite du—, ainsi que de toute correspondance et tous documents s'y rapportant.	Par ordre 159 Par ordre du	
X 93. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des—de la province de Québec, 1892.....(Document No. 7).	Lt.-Gouv.	32
X 94. <i>Tremblay, Dr J. E.</i> :—Documents se rattachant à la question du paiement du salaire du—, pour le mois de septembre 1891 .....(Document No 43).	Par ordre 57	232
95. <i>Tribunaux, réorganisation des</i> :—Correspondance entre sir John Thompson, ministre de la justice à Ottawa, Sir Alexandre Lacoste, juge en chef de la Cour d'Appel et l'honorable Procureur-général, ou aucun membre du gouvernement, ayant rapport à la—et à un projet de judicature pour la province de Québec.	Par ordre 132	
96. <i>Trottier, J.-E.</i> :—Correspondance entre le département des Terres de la Couronne et—, de Normandin, au sujet de la vente des terrains qu'il occupe dans ce canton.	Par ordre 267	
X 97. <i>Vallière, Philippe</i> :—Copie du contrat de—pour meubles destinés au Palais de justice de Montréal, etc. (Document No. 18).	Par ordre 28	78

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
X 98. <i>White, Richard</i> :—Copie du contrat d'impression passé avec —pour cinq ans, à partir de mai 1893. <i>Impression ordonnée</i> , 363.....(<i>Document No. 55</i>).	Par ordre 246	297
X 99. <i>Whitfield</i> :—Documents relatifs à la réclamation de— quant à la ferme modèle tenue par lui.....(<i>Document No. 10</i>).	Ordre du 13 juin 1892 258	18

DOMINION ABATTOIR AND STOCKYARDS, COMPANY :—Voir *Abattoir*.

DORION :—Pétition demandant des amendements à la loi érigeant en corporation le village de—, 77. Rapport de l'avis, 103. Bill présenté (M. Cholette), Renvoyé au comité des bills privés, 120. Rapporté amendé, 176. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 190. Passé par le Conseil avec, amendements, 300. Considérés et adoptés, 300. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 60).

DROITS SUR LES TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Bill modifiant l'acte 55-56 Vict., ch. 17, concernant les—, (l'hon. M. Hall), présenté, 270. Lu la 2^e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 344. Passé, 351. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 370. (56 Vict. ch. 18).

DROLET, DAME LÉA-ADDÉE :—Pétition demandant un acte autorisant l'Association pharmaceutique à lui donner une licence de pharmacie, 128. Rapport de l'avis, 139. Bill présenté (M. Baker), 140. Renvoyé au comité des bills privés, 165. Rapporté, 231. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 244. Passé par le Conseil, 316. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 100.)

DROUIN, M. F.-X. :—Interpellations, 54.

DRUMMOND :—Pétition demandant des amendements à la charte de la Cie du chemin de fer de—, 37. Rapport de l'avis, 103. Bill présenté (M. McDonald), 105. Renvoyé au comité des chemins de fer, 113. Rapporté, 231. Honoraire remboursé, 298.

DRUMMONDVILLE :—Couvent de—: Etat d'affaires, 95.—Voir *Documents*, *item* 38.

DRUMMONVILLE À RICHMOND, Cie du chemin de fer de—: Voir *Documents*, *item* 24.

DRUMMONDVILLE À RICHMOND—:—Subsides au chemin de fer de :—Interpellations, 246.

DUGAS, M. F.-O. :—Interpellations, 285.

DU MOINE ET DES BARQUES :—Voir *Isles du*—.

ECLAIRAGE ÉLECTRIQUE DE QUÉBEC ET LÉVIS :—Voir *Québec et Lévis*.

ECOLE DE LAITERIE :—Voir *St-Hyacinthe*.

ÉCOLES DE RÉFORME :—

1. Bill amendant la loi relative aux—(l'hon. M. Pelletier), présenté, 16. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 46. Considéré, rapporté ; passé, 59. Passé par le Conseil, 120. Sanctionné, 367. (56 Vic. ch. 26.)
2. Bill modifiant la loi relative aux écoles de réforme (M. Augé), présenté, 111. Ordre pour la seconde lecture rescindé ; bill retiré, 249.

ÉCOLES D'INDUSTRIE :—Bill modifiant la loi relative aux—(l'hon. M. Pelletier), présenté, 189. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, 203. Passé, 239. Passé par le Conseil, 300. Sanctionné, 367. (56 Vict. ch. 30.)

ÉCOLES DU SOIR, MONTRÉAL :—Interpellations, 94, 229, 259.

ECONOMIE INTERNE DE LA CHAMBRE :—Voir *Documents, item 25*.

ELECTIONS :—

1. Mandats émis durant la vacance :

District électoral.	En remplacement de	Pourquoi.
Chambly	L'hon. L.-O. Taillon	Nommé Président du Conseil Exécutif, 4.
Trois-Rivières	T.-E. Normand, écr.	Election annulée, 4.

2. Certificats d'élection de :—

Chambly,—l'hon. L.-O. Taillon, 6.

Matane,—Louis-Félix Pinault, écr., 5.

Trois-Rivières,—T.-E. Normand, écr., 5.

ELECTIONS CONTESTÉES :—

1. Documents relatifs à l'élection contestée des Trois-Rivières mis devant la Chambre ; lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 2.
2. Bill modifiant de nouveau la loi des—(M. Normand), présenté, 73. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 133. Rapport, 170.

ELECTION MUNICIPALE :—Pétition demandant une loi pour qu'il y ait cette année une élection générale municipale pour la Cité de Montréal, 16.

ELECTIONS MUNICIPALES :—Bill modifiant de nouveau le Code municipal en ce qui concerne les—(M. Hackett), présenté, 105.

ELIXIR DU DR BOUILLON :—Interpellations, 269.

EMIGRATION :—Premier rapport du comité spécial, nommé à la session dernière, pour étudier les causes du mouvement d'émigration qui se produit dans certaines parties de nos campagnes, au profit des villes, etc., 38. Second rapport ; adopté, 310. Voir *Appendice No. 1*, page 375. Reçoit le pouvoir de compléter son rapport durant la vacance, 363.

EMIGRÉS CANADIENS :—Voir *Documents*, *item* 66.

EMPLOYÉS DU BUREAU DES TERRES DE LA COURONNE :—Interpellations, 48. Voir aussi *Documents*, *item* 26.

EMPLOYÉS DU BUREAU DU PROTONOTAIRE, MONTRÉAL :—Interpellations, 323.

EMPLOYÉS DU DÉPARTEMENT DES TERRES :—Voir *Documents*, *item* 27.

EMPLOYÉS PERMANENTS .—Voir *Documents*, *item* 28.

EMPLOYÉS QUI COLLABORENT AUX JOURNAUX :—Interpellations, 324.

EMPRUNT :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'émission d'obligations provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs, 134. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité, 141. Résolutions rapportées ; lues la seconde fois sur division et adoptées sur division, 142. Bill basé sur ces résolutions, 142. Voir *infra* 2.
2. Bill concernant l'émission d'obligations ou débetures provinciales pour pourvoir au rachat de l'emprunt de vingt millions de francs (l'hon. M. Hall), présenté, 142. Lu la 2e fois; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 175. Passé par le Conseil, 264. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 2).

EMPRUNTS MUNICIPAUX :—Bill relatif aux— (M. Cartier), présenté, 96. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 133. Considéré ; amendé ; rapporté, 163. Passé, 172. Passé par le Conseil, 281. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 34.)

EMPRUNTS TEMPORAIRES :—Interpellations, 33, 162.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE SCIENTIFIQUE :—Interpellations, 209.

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, item 29 ; Voir aussi *Subsides*.

EVALUATION MUNICIPALE :—Bill concernant les rôles d'—(l'hon. M. Pelletier) présenté, 231. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 343. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 10.)

EXEMPTIONS DE SAISIE :—Voir *Code de procédure*, item 7.

FÊTES LÉGALES :—Voir *Code civil*, item 2 ; *Code de procédure*, item 5 ; et *Statuts refondus*, item 1.

FERME EXPÉRIMENTALE :—Interpellations, 127.

FERMETURE DES MAGASINS :—Bill concernant la—à bonne heure (M. Augé), présenté, 23. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité spécial, 69. Rapporté amendé, 104. Considéré en comité général, 172, 173 ; amendé, 173. Amendements lus et adoptés, 174. Lu la 3e fois et passé, 178.

FILIATRAULT, M. STANISLAS :—Voir *Documents*, item 32.

FITZPATRICK, M. CHS. :—Interpellations, 285.

FLYNN, L'HON. M. :—Interpellations, 67.

FORTIER, LOUIS :—Index du Journal français de la Chambre : — Interpellations, 246.

FORTIN, M. J.-C. :—Interpellations, 35.

FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION :—Bill relatif aux privilèges des constructeurs, ouvriers et—(M. Augé), présenté, 110. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation. 174.

FRANCISCAINS DE L'OBSERVANCE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation les syndics apostoliques des Frères—, 29. Rapport de l'avis, 37. Bill présenté (M. Parizeau), 61. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills, privés 71. Rapporté, 102. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 112. Passé par le Conseil, 200. Honoraires remis, 325. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 88.)

FRANCISCAINES :—Pétition demandant un acte constituant en corporation l'Institut des— missionnaires de Marie, 16. Rapport de l'avis, 73. Bill présenté (M. Carbray), 73. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95. Rapporté 138. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 164. Passé par le Conseil, 281. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 87.)

FRASERVILLE :—Pétition demandant le transfert dans la ville de—, du Bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, 25. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Rioux), 65. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté amendé, 116. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 127. Passé par le Conseil, 281. Motion pour remise de l'honoraire négative, 310. Bill sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 46.)

FRASERVILLE :—Au sujet de la somme de \$20,000 votée en 1890 à la ville de— : Interpellations, 266 ; aussi *Documents*, *item* 33.

FRÈRES DE LA CHARITÉ DE ST-VINCENT DE PAUL :—Voir *St-Vincent de Paul*.

GARDES-FORESTIERS :—Ont-ils tous subi examen ?—Interpellations, 49.

GARON, M.—, Magistrat de district, de Rimouski :—Voir *Documents*, *item* 30.

GASPÉSIE :—Pétition demandant l'incorporation de la Cie du chemin de fer de la— 64. Rapport de l'avis, 198. Bill présenté (M. Rioux), 199. Renvoyé au comité des chemins de fer, 225. Rapporté amendé, 242. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 262. Passé par le Conseil, avec amendements, 349. Considérés et adoptés, 349. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 68.)

GAUVREAU, M. FÉLICIEN :—Interpellations, 295.

GAZETTE OFFICIELLE :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives au contrat passé entre le gouvernement et L.-J. Demers & Frère concernant l'impression de la—de Québec, 59, 79. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le comité délibère, 79. Résolution rapportée, 85. Résolution lue la seconde fois et adoptée sur division, 99. Bill basé sur cette résolution, 99. Voir *infra* 2.
2. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et L.-J. Demers & Frère, pour l'impression de la—le Québec, (l'hon M. Pelletier), présenté sur division et lu la 1re fois, 99. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général ; considéré, 121. Motion pour 3e lecture ; amendement pour renvoyer le bill au comité des comptes publics, négative ; bill lu la 3e fois et passé, 134. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 7.)
3. Impression de la— :—Interpellations, 97, 181 ;
4. Voir aussi *Documents*, *item* 31.

GENEST, M.-A.-T. :—Interpellations, 295.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELERIE :—Certificats des élections de Chambly, 6,—Matane, 5,—et Trois-Rivières, 5.

HALL & CASGRAIN, MM.—Mission en Angleterre :—Interpellations, 47.

HAMEL, ABRAHAM :—Pétition autorisant les exécuteurs testamentaires des successions de—et Marie-Cécile Roy à vendre les immeubles de ces successions, 77. Rapport de l'avis, 104. Bill présenté (M. Châteauvert), 105. Renvoyé au comité des bills privés, 145. Rapporté amendé, 242. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 283. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté, passé, 302. Passé par le Conseil, 347. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 96.)

HARAS NATIONAL :—Interpellations, 118. Voir aussi *Documents*, item 34.

HOSPICES :—Bill relatif aux—et aux maisons d'accouchements(M. Augé) présenté, 110. Ordre pour 2e lecture rescindé et bill retiré, 299.

HULL :—Pétition demandant la refonte de la charte de la cité de Hull, 16. Rapport de l'avis, 138. Bill présenté (M. Tétreau), 139. Renvoyé au comité des bills privés, 164. Le comité reçoit la permission d'examiner ce bill pendant les séances de la Chambre, 258. Rapporté amendé, 277. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 282. Passé par le Conseil avec amendements, 364. Considérés et adoptés, 364. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 52.)

Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Hull, 258.

IMMACULÉE CONCEPTION DE ST-OURS :—Bill pour corriger certaines erreurs du cadastre de la paroisse de St-Jude et de l'—(M. Lacouture), présenté, 317. Motion pour 2e lecture négative, 344.

IMMIGRATION :—Voir *Documents*, item 35.

IMPÔT SUR LES BIENS MEUBLES :—Bill établissant l'—(M. Hackett), présenté, 15. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité spécial, 174. Premier rapport nommant le Président et recommandant une réduction du *quorum* ; adopté, 299. Second rapport que ce bill soit remis à la prochaine session, 346.

IMPRESSIONS :—

1. *Comité conjoint des—* :—Membres nommés par l'Assemblée législative ; message envoyé au Conseil, 52. Message du Conseil nommant les membres désignés par lui, 71. Premier rapport ; président nommé et *quorum* réduit et recommandant l'impression de certains documents, 363. Adopté, 364. Second rapport ; adopté, 366.

IMPRESSIONS :—*Suite.*

2. Documents dont l'impression est ordonnée sans le renvoi au comité des—
310.

3. Motion demandant l'impression du rapport de l'inspecteur des assurances pour 1892 renvoyée à ce comité, 349.

4. Rapport du comité des comptes publics sur l'enquête relative aux paiements faits aux créanciers de la Cie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et documents produits renvoyés au comité des impressions, 346.

5. Second rapport du comité sur la chasse et la pêche et documents produits devant le comité renvoyés au comité des impressions, 349.

Documents dont l'impression est recommandée par le comité :

6. Document No 23.—Lettre des Sœurs grises du 31 octobre 1892, 363.

7. Document No 48.—Etat comprenant tous les rapports des architectes et toutes correspondances concernant les réparations du Palais de Justice de Montréal, etc., 366.

8. Document No 51.—Coût des impressions pour 1885-86, 1889-90, 1890-91, 1891-92, 363.

9. Document No 55.—Contrat pour impressions entre le gouvernement et Richard White, 363.

10. Document No 61.—Etat détaillé des dépenses, pendant le voyage en Europe, des honorables MM. Mercier, Premier Ministre, et Shehyn, Trésorier-provincial, et de MM. Bernatchez, R. Ness et Alex. Clément, secrétaire. *re* l'emprunt provincial et l'étude de la question betteravière, 367.

11. Baie des Chaleurs :—Preuve faite et documents produits devant le comité des comptes publics se rapportant au paiement de \$28,546.00 payées aux créanciers de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (comptes publics); 1890-91, 363.

12. Pêche et Chasse :—Reproduction des notes sténographiques prises au cours de l'enquête tenue par le comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de la destruction et de la disparition du poisson dans les lacs et les rivières de la Province, des animaux à fourrure et du gibier, étudier les moyens à prendre pour la conservation de ces habitants des eaux et des forêts, et généralement le fonctionnement de nos lois de chasse et de pêche, avec la liste des noms des personnes entendues, copie du procès-verbal de ces séances et les réponses reçues jusqu'à présent aux questions distribuées par ordre du comité, 264.

IMPRESSIONS, CONTRATS POUR :—Interpellations, 180.

IMPRESSIONS DE LA LÉGISLATURE :—Voir *Documents*, item 36 ; aussi *White*, *Richard*.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Voir *Documents*, *item* 37.

INCORPORATION :—Bill relatif à la constitution en corporation des associations de bienfaisance, des sociétés nationales, des unions de métiers et des sociétés de travail (M. Augé), présenté, 23.

INDEMNITÉ LÉGISLATIVE :—Bill modifiant la loi concernant l'—(M. Desjardins), présenté, 63. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 108. Le comité se lève sans faire de rapport, 162. Motion que ce bill soit remis sur l'ordre du jour ; débats ajournés, 247. Débats repris, motion négative, 273.

INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE :—Bill modifiant la loi concernant l'indemnité parlementaire, (M. Fitzpatrick), présenté, 200. Motion pour 2e lecture ; amendement pour renvoyer la 2e lecture à six mois adopté, 267.

INDEX DU JOURNAL FRANÇAIS,—de la Chambre, par Louis Fortier :—Interpellations 246.

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 8, 14. Premier rapport ; M. Normand nommé président et *quorum* réduit à cinq membres ; adopté, 103. Bill renvoyé à ce comité, 71. Second rapport, 230.

INSPECTEUR DES ASSURANCES :—Motion que le rapport de l'—pour 1892 soit imprimé, renvoyée au comité conjoint des impressions, 349.

INSPECTEUR DES MANUFACTURES :—Interpellations, 180.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX :—Voir *Documents*, *item* 38.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—

1. Bill amendant la loi concernant l'—(M. Pinault), présenté, 38. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 165. Rejeté, 176.

2. Bill modifiant la loi de l'Instruction publique (l'hon M. Pelletier), présenté, 171. Renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 181. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 23.)

3. Contrôle du département de l'Instruction publique :—Interpellations, 228.

ISLES DE LA MADELEINE :—Interpellations, 117.

ISLE DES HÊTRES :—Interpellations, 296.

ISLE DU MOINE ET DES BARQUES :—Pétition demandant des amendements à l'acte, 47 Vic., ch. 64, relativement aux—, 25. Rapport de l'avis, 30. Bill présenté (M. Lacouture), 63. Renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 188. Passé par le Conseil avec amendements, 293. Considérés et adoptés, 294. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 91.)

ISLE JÉSUS :—Compagnie des chemins à barrières de l'—.Etat des affaires de la—, 71.—Voir *Documents, item* 39.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.— :

Allard, 158.

Augé, 118.

Baker, 66.

Bernatchez, 34, 285.

Bisson, 34, 94.

Cartier, 24.

Cooke, 268.

Chicoyne, 181, 269.

Dechène, 34, 49, 50, 117, 228, 245, 259.

Descarries, 66.

Desjardins, 67, 311.

Gillies, 228.

Girard (Rouville), 53, 56, 68, 93, 131, 180, 260, 296, 323.

Girouard, 246, 312.

Gladu, 35, 48, 67.

Gosselin, 54, 55.

Hackett, 209.

Kennedy, 94.

LaLiberté, 49.

Lussier, 66, 192, 240, 269, 323.

Magnan, 312.

McDonald, 56.

Morin, 161, 259.

Normand, 295, 296.

Panneton, 295.

Parent, 55, 127, 180, 286.

Petit, 67.

Pinault, 47, 48, 94, 130, 285.

Rioux, 266.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE, ETC. :—*Suite.*

Stephens, 24, 33.

Tellier, 67, 118, 284.

Tessier (Portneuf), 27, 54, 97, 161.

Tessier (Rimouski), 26, 97, 131.

Turgeon, 33, 47, 54, 162, 229, 246, 259, 295.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—:

Agriculture, dans les écoles élémentaires, 209.

Arbitrage entre la Puissance du Canada, les provinces de Québec et d'Ontario, 295.

Arbres fruitiers, de la ferme expérimentale d'Ottawa, 127.

Asile de Beauport :—Au sujet du nouveau contrat avec l'—, 131, 161.

Asile de Beauport, au sujet de l'achat de l'—, 27.

Baie St Paul :—Demande du gérant de l'Hospice Ste Anne de la —, 259.

Barbeau, M. E.-J. :—A-t-il été chargé de quelque travail par le gouvernement en 1892 ? 296.

Bâtisse des Ouvriers, Lévis, 66.

Beaubien, M. Amédée :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 285.

Belleau, M. Isidore-Noël :—A-t-il agi comme substitut du Procureur-général ? 49.

Berthier :—Quand la commission de la paix pour le comté de— a-t-elle été révoquée ? 323.

Bignell, M. George :—A-t-il reçu des instructions pour cadastrage ou arpentage ? 48.

Bouffard, M. Jean :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 34.

Boulianne, M. L.-A. :—A-t-il été suspendu de ses fonctions ? 161.

Boutin-Bourassa, M. Joseph :—Pourquoi a-t-il été suspendu de ses fonctions ? 130.

Boutin-Bourassa, M. Jos. :—Le montant versé au fonds de pension lui a-t-il été remboursé ? 285.

Casgrain et Hall,—au sujet de leur mission en Angleterre, 47.

Chapais, L'hon. T.—A-t-il été invité à former partie du ministère ? 66.

Code de procédure civile :—Y a-t-il une commission chargée de reviser le— ? 131.

Cour des magistrats de district :—Sera-t-elle abolie ? 54.

D'Amours, M. J.-M. :—A-t-il reçu des instructions pour arpentage ou cadastrage ? 47.

Demers et Frère :—Combien a-t-il reçu pour impression de la *Gazette Officielle* ? 97.

Demers, L. J. :—Contrats d'impression avec,—180, 181.

Département de l'Instruction publique :—Sera-t-il placé sous le contrôle d'un ministre ? 228.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE, ETC. :—*Suite.*

- Députés,—Le nombre des—va-t-il être réduit ? 240.
 Desjardins, L.-G. et Eugène Rouillard :—A quelle date ont-ils été nommés ? 49.
 Dionne, Le Dr :—A-t-il été à l'emploi du gouvernement avant d'être nommé bibliothécaire ? 296.
 Dionne, M. Eutrope :—A quelle date a-t-il été nommé bibliothécaire ? 35.
 Drouin, M. F.-X. :—Combien a-t-il reçu dans la cause : le Procureur-général *vs* Ernest Pacaud ? 55.
 Drummondville à Richmond :—Subsides au chemin de fer de—, 246.
 Ecoles du soir, au sujet du salaire des professeurs ? 229.
 Ecoles du soir :—Les professeurs français reçoivent-ils le même traitement que les professeurs de langue anglaise ? 259.
 Ecoles du soir, Montréal :—Quelle somme le gouvernement alloue-t-il aux Commissaires ? 94.
 Employés du département des Terres de la Couronne, 48.
 Employés qui collaborent à des journaux, 324.
 Emprunts temporaires :—Combien depuis la dernière session ? 33.
 Emprunts temporaires :—Quel est l'intérêt payé sur les— ? 162.
 Elixir antipériodique du Dr Bouillon, 269.
 Flynn, l'hon. M. :—A-t-il reçu quelqu'indemnité comme député de Matane ? 67.
 Fortin, M. :—A quelle date a-t-il été nommé à la bibliothèque ? 35.
 Fraserville :—Sera-t-elle remboursée des \$20,000 qu'elle a votées en 1890 ? 266.
 Gardes-forestiers :—Seront-ils tenus de subir un examen ? 49.
 Gauvreau, M. Flavien :—A-t-il payé le montant de sa condamnation ? 295.
Gazette Officielle :—Au sujet de l'impression de la—, 181.
 Genest, M. A.-T. :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 295.
 Haras National :—Au sujet de son contrat avec le gouvernement ? 118.
 Impression, contrats d'—:—Avec qui passé ? 180.
 Index du Journal de la Chambre, par Louis Fortier, 246.
 Inspecteur des manufactures, 180.
 Isles de la Magdeleine :—Le gouvernement a-t-il l'intention de les acheter ? 117.—Vont-elles former une nouvelle division électorale ? 117.
 Isle des Hêtres :—Au sujet du bois coupé sur l'—, 236.
 Johnston, M. Irvine—de Batiscan :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 97.
 Joliette, substitut du Procureur-général à—, 284, 285.
 Journaux :—Employés qui collaborent à certains—, 324.
 Anglais :—Combien coûte l'impression de la preuve *in re*— ? 50.
 LeBlanc et Désaulniers, MM :—Ont-ils fait quelques impressions pour le département des Terres ? 67.
 Lévis, Bâtisse des Ouvriers, 66.
 Liqueurs enivrantes vendues sous l'étiquette de remèdes brevetés,—269.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE, ETC. :—*Suite.*

- Mandats impayés : —Quels sont ces—et quel en est le montant ? 268, 269.
 Mercier et Cie :—Impression de l'Index de L. Fortier, 246.
 Ministres :—Le nombre des—va-t-il être diminué ? 194.
 Monfette, M. :—A-t-il été chargé d'une mission officielle dans Rimouski ? 26.
 Monfette, M. :—A-t-il été employé depuis janvier 1893 ? 67.
 Montréal et Sorel :—Quel montant payé pour enquête *re* chemin de fer—? 56.
 Neige :—A qui les contrats, pour l'enlèvement de la—, ont-ils été donnés ? 55.
 Neige :—Combien payé pour l'enlèvement de la—? 67.
 Palais de justice de Montréal :—Combien payé pour travaux au— ? 158.
 Pêcheries, au sujet de la question des—, 118.
 Pelland, Louis :—Pour quelles raisons a-t-il été destitué ? 68.
 Petitgrew, M. :—A quelle date a-t-il été nommé à la bibliothèque ? 35.
 Pont Bacon,—Au sujet d'un arbitrage du—, 34.
 Ponts en fer,—Sera-t-il accordé de l'aide pour les— ? 47.
 Pont en fer sur la rivière " Bras St-Nicolas ", 285.
 Pont en fer sur la rivière de Kamouraska, 311.
 Pont sur la rivière Richelieu, 56.
 Pont sur la rivière Weiffert, 47.
 Pontiac,—Au sujet de la nomination d'un juge résidant, 228.
 Prevost, M. Adéodas :—Au sujet de sa destitution, 324.
 Prison de Montréal,—Le gouvernement a-t-il l'intention de bâtir la— ? 192.
 Prison de Québec,—Au sujet d'une enquête à la—, 33.
 Procès contre M. Mercier :—Combien ont-ils coûté à la province ? 54.
 Protonotaire :—Le nombre des employés au bureau du—, à Montréal, a-t-il été diminué ? 323.
 Protonotaire, Bureau du,—à Québec :—Des réformes seront-elles opérées au — ? 286.
 Protonotaires et shérifs,—leur traitement sera-t-il fixé ? 34.
 Rivière des Hurons :—Les travaux à la—seront-ils continués ? 24.
 Rivière-Ouelle :—Lui sera-t-il fait remise de ce qu'elle doit sur un pont ? 311.
 Robinson, M. Christopher :—Est-il avocat diplômé dans cette province ? 259.
 Robitaille, M. L.-P.—est-il à l'emploi du gouvernement ? 34.
 Rouillard, Eugène :—A quelle date a-t-il été nommé ? 49.
 Samson, Le Dr—a-t-il reçu quelque rémunération du gouvernement ? 54.
 Savanne de St-Hyacinthe :—Les travaux d'assèchement de la— seront-ils continués ? 24.
 St-Clément et St-Louis de Gonzague :—Les habitants de—seront-ils indemnisés pour dommages soufferts par la tempête de novembre 1892 ? 94.
 St-Cyr, M. L.-T. : A-t-il été à l'emploi du gouvernement ? 53.
 St-Lin à Joliette :—Des subsides pour un chemin de fer de—seront-ils accordés ? 312.
 St-Pamphile :—L'octroi scolaire a-t-il été payé ? 228.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE, ETC. :—*Suite.*

St-Pierre du Lac, de Cedar Hall :—Quel montant dépensé dans—pour travaux de colonisation ? 48.

Senécal, M. L.-H. :—Est-il encore secrétaire de la Commission des chemins à barrières de Montréal ? 245.

Sociétés d'agriculture :—Sera-t-il déduit de leur octroi, pour couvrir frais de port du Journal d'agriculture ? 24.

Sorel :—Y a-t-il eu un terme de la cour criminelle, à—, en janvier 1893 ? 312 ?

Stuart, M. Gustave :—A-t-il agi comme avocat de la Couronne, à Québec ? 50.

Substitut du Procureur-général à Joliette, 284, 285.

Substitut du Procureur-général en janvier 1893, à Sorel, 312.

Substituts du Procureur-général *in re* McDonald *vs.* La Reine, 66.

Substituts du Procureur-général *in re* Lapointe (héritiers Cimon), *vs* la Reine, 66.

Taxes,—des circulaires pour la perception des—ont-elles été envoyées ? 269.

Taxes directes de la dernière session—Vont-elles être abolies avant la fin de la session ? 260.

Terres de la Couronne,—De nouveaux employés ont-ils été nommés depuis janvier 1892 dans le département des— ? 94.

Tourigny, M. H.-B. :—A-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis janvier 1892 ? 98.

Vaillancourt, M. Joël :—A-t-il été nommé juge de paix avant 1888 ? 228.

Vallée :—Combien payé à M. R.-P.—, *re* McDonald *vs* la Reine ? 55.

J

 JOHNSTON, M. IRVINE :—Interpellations, 97.

JOLIETTE :

1. Maison de la Providence, de Ste-Elizabeth :—Etat des affaires, 9.—Voir *Documents*, *item* 38.

2. Palais de justice de— :— Voir *Documents*, *item* 40.

3. Substitut du Procureur-général :— Interpellations, 284, 285.

JOURNAUX :—Employés collaborant aux— :—Interpellations, 324.

JOURNAL D'AGRICULTURE :—Frais de port : —Interpellations, 24.

JOURNAL D'AGRICULTURE :—Voir *Documents*, *item* 41.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—

1. Ordre que certains documents relatifs à l'élection contestée des Trois-Rivières soient insérés dans les—, 2. Relatifs au mouvement d'émigration, 310.

2. Ordonné, que la liste des concurrents auxquels des distinctions du Mérite agricole pour 1892 ont été accordées soit publiée dans les—, 365. Voir *Annexe No 2*, page 399.

3. Entrée dans les Journaux de la Chambre rescindée, 258, 284.

JUGES DE PAIX :—Bill modifiant la loi relative aux—, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 96. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill retiré, 304.

JUGES DE PAIX,—comté de Berthier :—Interpellations, 323.

JUGES DE PAIX,—comté de Maskinongé :—Voir *Documents*, *item* 42.

JUGES DE PAIX,—des comtés de St-Jean et d'Iberville :—Voir *Documents*, *item* 72.

KAMOURASKA, PALAIS DE JUSTICE :—Voir *Documents*, *item* 33.

KAMOURASKA : PONT SUR LA RIVIÈRE DE— : Interpellations, 311.

LACERTE M. E. :—Interpellations, 296.

LAC MÉGANTIC :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic ; règle suspendue ; reçue et lue, 230. Rapport de l'avis, 242. Bill présenté (M. Panneton), lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 242. Rapporté amendé, 265. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 271. Passé par le Conseil, 316. Sanctionné 370. (56 Vic., ch. 78.)

LAFRANCE, M. VICTOR :—Interpellations, 269.

LAGER BEER :—Motion pour que le paragraphe 1 de l'article 828 des S. R. de la Prov. soit amendé, 296 ; amendement proposé et retiré ; motion principale adoptée, 297.

LANGELIER, HON. CHARLES :—Au sujet du contrat Templé :—Voir *Documents*, *item*, 14 et 15.

LANGLAIS :—Impressions de la preuve *re*— : Interpellations, 50.

LAPORTE (Héritiers Cimon) contre la Reine :—Interpellations, 66.

LAPRAIRIE :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte concernant la Cie du chemin macadamisé de—, 77. Rapport de l'avis, 104. Bill présenté (M. Doyon), 104. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté, 198. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 224. Passé par le Conseil, 280. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 82.)
2. Pétition demandant un acte pourvoyant à la concession de la Commune de —, 18. Bill présenté (M. Augé), 104. Renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 198. Remis sur l'ordre du jour, 235. Motion pour comité général ; amendement pour le renvoi de nouveau au comité des bills privés ; adopté, 245. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 277. Honoraire remboursé, 298.

Pétitions contre les dispositions de ce bill, 96, 189.

LARUE, JUGE :—Refonte du Code de procédure :—Interpellations, 55, 131.

LAUZIER, M. ALPH. :—Au sujet de la route à Lauzier :—Interpellations, 48.

LEBLANC ET DESAULNIERS :—Interpellations, 67.

LECAVALIER, NARCISSE-M. :—Pétition demandant un acte pourvoyant à la vente des immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu Dame Marie-Emélie Crevier et de feu—72. Bill (M. Parizeau) présenté, 160. Renvoyé au comité des bills privés, 173. Rapporté amendé, 222. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 235. Passé par le Conseil, 316. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 95.)

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—

1. Comité permanent nommé, 8, 14. Premier rapport nommant l'hon. T.-C. Casgrain, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq, adopté, 22. Second rapport, 74. Troisième, 78. Quatrième, 103. Cinquième, 117. Sixième, 139. Septième, 170. Huitième, 176.
2. Bills renvoyés à ce comité, 17, 46, 58, 70, 93, 109, 132, 165, 167, 230.
3. Bills devant le comité de législation, devant être remis sur les ordres du jour, 258, 284, 314.
4. Ordre référant un bill à ce comité rescindé et bill renvoyé à un comité général, 258, 284, 314.

LEMAY, M. PAMPHILE :—Interpellations, 35.

LÉPINE, M. J.-B.-A. :—Voir *Documents*, *item* 78.

LÉVIS :—

1. Bâtisse des Ouvriers :—Voir *Documents*, *item* 43.
2. Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 64. Rapport de l'avis, 198. Bill présenté (M. Baker), 199. Renvoyé au comité des bills privés, 224. Rapporté amendé, 261. Motion pour comité, adoptée ; bill considéré ; rapporté ; passé, 262. Passé par le Conseil, 316. Honoraire remis, 312. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 86.)

LIBELLE :—Bill concernant le libelle par les journaux, 1893, (M. Augé), présenté, 23. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 58. Rapporté amendé, 176. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté, 194. Passé, 272.

LICENCES :—

1. La Chambre décide de se former en comité sur résolution concernant les licences ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 349. La Chambre en comité, 350. Résolution rapportée, 350. Adoptée sur division, 350. Bill basé sur cette résolution, 350. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant les licences (l'hon. M. Hall), présenté ; lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 351. Passé par le Conseil, 366. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 17.)
3. Bill modifiant de nouveau la loi des licences de Québec (l'hon. M. Hall), présenté, 200. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 249. Considéré ; amendé ; rapporté, 280. Ordre pour 3e lecture rescindé ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 351. Passé par le Conseil, 366. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 16.)
4. Bill modifiant de nouveau la loi des licences de Québec (M. Augé), présenté, 110. Bill retiré, 195.
5. Bill modifiant de nouveau le Code municipal au sujet des licences (M. Hackett), 105. Voir *Code municipal*, *item* 3.
6. Bill modifiant l'acte 55-56 Victoria, chap. 10, concernant certaines licences, 270. Voir *Vict.* 55-56, *chapitre* 10.
7. Causes suspendues pour infractions à la loi des licences, Montréal :—Voir *Documents*, *item* 44.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours, à l'ouverture de la Session, 6. Jour fixé pour la prise en considération, 8. Motion pour une adresse à Son Honneur, 10. Voir *Adresse*.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 38, 79, 92, 122, 141, 178, 196, 202, 233, 263, 339, 349.

3. Sanctionne les bills, 367 à 371.

4. Son discours, à la clôture de la Session, 371.

Messages de Son Honneur :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la Session, 1 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 367.

6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 50.

7. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 31. Voir *Documents*, *item* 37.

8. Transmettant un rapport concernant la distribution de la *Gazette Officielle*, 32. Voir *Documents*, *item* 31.

9. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 32. Voir *Documents*, *item* 77.

10. Transmettant les estimés, 75.

11. Transmettant copie de l'ordre en Conseil sur la nomination des membres de l'Economie interne de l'Assemblée législative, 265.

LIMITES A BOIS :—Voir *Documents*, *item* 45, 46, 47.

L'ISLET,—Octroi de colonisation :—Voir *Documents*, *item* 48.

LONGUEUIL :—Pétition demandant des amendements à la charte de la ville de—, 29. Rapport de l'avis, 65. Bill présenté (M. Parizeau), 65. Renvoyé au comité des bills privés, 173. Rapporté amendé, 294. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 301. Passé par le Conseil avec amendements, 359. Considérés et adoptés, 359. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 56).

MAGISTRATS DE DISTRICT :—

1. Bill amendant de nouveau la loi concernant les—(l'hon. M. Casgrain), présenté, 16. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 46. Considéré ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés sur division ; bill lu la 3e fois sur division et passé, 179. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 367. (56 Vict., ch. 25).

2. Révocation de la Commission des— :— Interpellations, 54.

MAISONNEUVE :—Pétition demandant un acte modifiant la charte de la ville de—, 96. Rapport de l'avis, 138. Bill présenté (M. Villeneuve), 160. Renvoyé au comité des bills privés, 173. Rapporté, 231. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 270. Passé par le Conseil, 338. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 57.)

MAÎTRES ET SERVITEURS :—Bill modifiant la loi relative aux maîtres et serviteurs (M. Augé), présenté, 178. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 230.

MANDATS IMPAYÉS :—Interpellations, 268.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, item 63.

MANUFACTURES :—

1. La Chambre décide de se former en comité sur résolutions relatives aux manufactures ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; Résolutions rapportées et adoptées ; Bill basé sur ces résolutions, 263. Voir *infra*, 2.
2. Bill amendant la loi des—de Québec (l'hon. M. Beaubien), présenté, 263. Lu la 2e fois renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 275. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 280. Passé par le Conseil, 338. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 28.)

MARCOUX, BIENVENU :—Voir *Documents*, item 49 ; aussi *Annexe No. 3*, page 404.

MARIEVILLE :—Hospice Ste-Croix :—Etat d'affaires, 9. — Voir *Documents*, item 38.

MARTEL, M. JOS. :—Interpellations, 285.

MASKINONGÉ :—Juges de paix du comté de— : — Voir *Documents*, item 42.

MASKINONGÉ :—Octroi de colonisation :— Voir *Documents*, item 50.

MCCREADY, JAMES :—Pétition demandant un acte abrogeant le Statut 54 Vic., chap. 101, concernant la succession de feu—, 96. Rapport de l'avis, 104. Bill présenté (M. Hackett), 104. Renvoyé au comité des bills privés, 128. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 231. Motion pour que ce bill soit remis sur les ordres du jour, négative, 286. Honoraire remis, 313.

MCDONALD CONTRE LA REINE :—Interpellations, 66.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Bill modifiant la loi relative aux— (du Conseil législatif), présenté par M. Cholette, 264. Lu la 2e fois sur division ; motion pour comité général ; amendement pour renvoyer le bill au comité de législation, négative ; motion pour renvoyer le bill à un comité spécial, déclarée hors d'ordre ; motion principale adoptée ; bill renvoyé à un comité général, 283. Motion pour comité général ; amendement pour renvoyer le bill à un comité spécial, adopté, 298. Rapporté amendé, 311. Considéré en comité général ; rapporté ; motion pour 3e lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; sous-amendement pour le même objet adopté ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté, 314. Ordre pour 3e lecture rescindé ; bill retiré, 324.

Pétitions contre ce bill, 96, 189.

MERCIER, L'HON. M. :—Prête serment et prend son siège, 120.

MERCIER, L'HON. M. :—Voir *Documents*, item 69 et 70.

MERCIER :—Au sujet des poursuites, frais du procès— :—Interpellations, 54.

MERCIER, LANGELIER ET PACAUD :—Au sujet de la poursuite contre— :—Interpellations, 50.

MERCIER, SHEHYN ET AL :—Voyage en Europe de—. Voir *Documents*, item 51.

MERCIER & CIE, de Lévis :—Interpellations, 246.

MÉRITE AGRICOLE :—M. l'Orateur est prié de faire la distribution aux concurrents pour 1892 des distinctions du mérite agricole ; et liste devant être publiée dans les Journaux de la Chambre, 365. Voir *Annexe No 2*, page 399.

MÉTHODE NATIONALE DE DESSIN :—Interpellations, 246 ; Voir aussi *Documents*, item 14 et 15.

MIGNAULT, JOSEPH O'CALLAGHAN :—Pétition demandant un acte l'admettant à la profession d'inspecteur-géomètre, 37. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Cartier), 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 102. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour comité général, 110. Considéré en comité et le Président fait rapport qu'objection ayant été faite que le bill n'est pas dans l'ordre, il a maintenu l'objection et appel est fait de sa décision ; M. l'Orateur devant donner sa décision plus tard, 144. Décide que le bill doit disparaître des ordres du jour, 172. Honoraire remboursé, 209.

MINEURS :—Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs (M. Cooke), présenté, 200. Lu la 2e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; lu la 3e fois et passé, 281.

Pétitions en faveur de ce bill, 258, 299, 320.

MINISTRES, NOMBRE DES : —Interpellations, 192.

MISE EN LIBERTÉ MOYENNANT CAUTION :—Voir *Code de procédure, item 8.*

MONFETTE, M. :—Interpellations, 26, 67, 68.

MONFETTE, M. Victor :—Voir *Documents, item 52.*

MONTCAIRM :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de—78. Rapport de l'avis, 117. Bill présenté (M. Magnan), 117. Renvoyé au comité des chemins de fer, 128. Rapporté amendé, 242. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 262. Motion pour remise de l'honoraire négative, 360. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 69.)

MONTREAL CITÉ DE :—

1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité, 16. Rapport de l'avis, 22. Bill présenté (M. Augé), 24. Lu la 2e fois, renvoyé au comité des bills privés et 60ème règle suspendue ; 36. Rapporté amendé, 64. Considéré en comité général, 75. Considéré ; amendement proposé en comité ; décision du Président ; appel est fait de sa décision ; elle est maintenue par M. l'Orateur ; considéré de nouveau ; rapporté progrès, 119. Considéré de nouveau ; amendement proposé en comité ; objecté ; M. l'Orateur maintient l'objection ; appel de sa décision ; sa décision est maintenue par M. l'Orateur ; La Chambre en comité ; bill considéré ; amendé ; rapporté, 129. Motion pour la réception du rapport ; amendement et sous-amendement adoptés ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 143. Passé par le Conseil avec amendements, 293. Considérés, 293. Réimpression ordonnée, 302. Amendements du Conseil amendés, 322. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 358. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 49.)

2. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de—, 16. Rapport de l'avis, 198. Bill (M. Stephens), 199. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 224. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill, 294.

3. Pétition des propriétaires fonciers de la cité de—, demandant des amendements à la charte de la dite cité, 16.

4. Pétition demandant des amendements à la charte de la dite cité, 52, 72.

5. Pétition demandant que les dispositions de l'acte 54 Victoria, amendant la charte de la cité de Montréal, concernant l'élargissement de la rue Bleury, ne soient pas amendées, 320.

MONTREAL CITE DE— :—*Suite.*

6. *Commissaire des incendies* :—Bill amendant de nouveau la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendie et la charge de—de la cité de Montréal (M. Augé), présenté, 23. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 70. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 162.

7. *Election* :—Pétitions demandant une— pour le maire et les échevins de la cité de Montréal, 128, 159.

Pétitions contre—, 160.

8. *Elections municipales* :—Pétition demandant certaine législation concernant les prochaines—de la dite cité, 16.

9. *Franchise électorale municipale* :—Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de—concernant la—, 120.

10. *Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires, 277. Voir *Documents*, item 38.

11. *Asile Nazareth pour les aveugles* :—Etat d'affaires, 116. Voir *Documents*, item 38.

12. *Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général (Sœurs Grises)* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

13. *Church Home* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

14. *Hôpital St Patrice* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

15. *Hospice de la Maternité et des enfants abandonnés* :—Etat d'affaires, 9. Voir *Documents*, item 38.

16. *Monastère de N.-D. de la Charité du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 30. Voir *Documents*, item 38.

17. *Salle d'Asile St-Joseph, rue St-Jacques* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

18. *Sisters of St-Margaret* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

19. *Women's Hospital* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

20. *Young Men's Hebrew Benevolent Society* :—Etat d'affaires, 65. Voir *Documents*, item 38.

MONTREAL ET SOREL ; CHEMIN DE FER DE— :—Voir *Documents*, item 53.

MONTREAL ET SOREL :—Frais d'enquête re chemin de fer— : Interpellations, 56.

MONT-ROYAL :—Voir *Cimetière Mont-Royal*.

NANTEL, L'EON. M. :—Voir *Documents*, *item* 24.

NEIGE, ENLÈVEMENT DE LA— :—Interpellations, 55, 67.

NORMAND, M. T.-E. :—Documents relatifs à son élection contestée mis devant la Chambre, 1 ; insérés dans les Journaux de la Chambre, 2. Nouveau bref émis, 4. Réélu ; certificat de son élection, 5. Prête serment et prend son siège, 6.

OCTROIS GRATUITS :—Sur terres traversées par le chemin public de Matane à Cap Chatte :—Interpellations, 48.

OFFICIERS PUBLICS :—

1. Bill modifiant la loi concernant la pension des—(l'hon. M. Hall), présenté, 18. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 158. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 174. Passé par le Conseil, 264. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 13).
2. Bill amendant l'article 696 des Statuts refondus relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics (M. Pinault), présenté, 53. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 70.
3. Cautionnement des— :—Voir *Documents*, *item* 17.

Orateur :

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la Session, 1. Pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 367.

2. Il fait rapport du Discours du trône à l'ouverture de la Session, 6.

3. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 269, 282, etc.

4. Communique à la Chambre divers rapports, 9, 23, 30, 51, 65, 71, 78, 95, 102, 116, 120, 138, 277.

5. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 9.

6. Informe la Chambre qu'il a reçu les rapport et jugement relatifs à l'élection contestée des Trois-Rivières, 1.

ORATEUR :—*Suite.*

7. Informe la Chambre qu'il a été reçu, durant la vacance, l'avis d'une vacance pour le district électoral de Chambly, 4.

8. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats des députés des Trois-Rivières et Matane, 5 ; et de Chambly, 6.

9. Donne sa voix prépondérante, dans l'affirmative, 115,—dans la négative, 166.

10. *Décide sur des questions de forme et d'ordre*, 75, 115, 119, 130, 144, 172, 236, 284, 289. Pour ces décisions, voir *Questions*.

11. Remet sa décision à plus tard, 144. Sa décision, 172.

12. Présente le bill des subsides, 371.

13. M. l'Orateur est prié de faire la distribution des médailles et des diplômes du mérite agricole pour 1892, 365.

Ordres du jour :

1. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 179.

2. Ordre pour 2^e lecture d'un bill rescindé, 194, 249, 267, 272, 273, 304.

3. Ordre pour comité général sur un bill, rescindé, 279, 357.

4. Bills devant le comité de législation devant être remis sur les ordres du jour, 258, 284, 314.

5. Bills remis sur l'ordre du jour, 110, 229, 235, 284, 314.

6. Motion pour remettre un bill sur l'ordre du jour négative, 286.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 8, 14. Premier rapport, nommant M. Marion, Président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres, 22. Second rapport, 24. Autres rapports sur différentes pétitions, 30, 37, 61, 65, 73, 103, 117, 138, 160, 169, 177, 198.

2. Rapporte que les avis sont suffisants, 22, 30, 37, 61, 65, 73, 103, 117, 138, 160, 177, 198.

3. Rapporte que les avis ne sont pas requis, 30, 61, 139.

4. Recommande la suspension de la 51^e règle, 177, 199.

5. Recommande que l'honoraire sur un bill ne soit pas exigé, 172.

Ordres sessionnels :

1. Prolongation du temps pour présenter les pétitions pour bills privés, 73.
2. Prolongation du temps pour recevoir rapports sur les bills privés, 73, 260, 261.
3. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptée, 259.
4. La Chambre devant siéger le samedi, 179, 258.

ORGANISATION JUDICIAIRE :—Bill amendant la loi relative à—(l'hon. M. Casgrain), présenté, 294. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; rapporté ; passé, 304. Passé par le Conseil, 338. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 24).

PAIEMENTS FAITS PAR LE GOUVERNEMENT :—Voir *Documents*, item 54 et 55.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—Voir *Documents*, item 56 et 57 ; aussi Interpellations, 158.

PATON MANUFACTURING CO :—Pétition demandant un acte pour diviser le capital-actions de la—en actions de cent piastres, 16. Rapport de l'avis, 23. Bill présenté (M. Panneton), 24. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 51. Rapporté, 64. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 107. Passé par le Conseil, 241. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 75).

PÊCHE :—Comité spécial pour étudier les causes de la destruction ou de la disparition du poisson, 99. Voir *Chasse et pêche*.

PÊCHERIES :—Interpellations, 118.

PELLAND, M. Louis :—Interpellations, 68.

PERCEPTEURS DU REVENU :—Au sujet de la collection des taxes :—Interpellations, 269.

PÈRES TRAPPISTES :—Voir *Trappistes*.

PETITGREW, M. :—Interpellations, 35.

PÉTITIONS :—Pétition relative à un bill privé devant être présentée dans les premiers huit jours de la session, 348.

PINAULT, LOUIS-FÉLIX :—Elu par la division électorale de Matane au lieu et place de l'hon. M. Flynn, démissionnaire, 5. Prête serment et prend son siège, 6.

PLAMONDON :—Au sujet de l'enquête à la prison de Québec :—Interpellations, 33.
Voir aussi *Documents*, *item* 58.

PLANTS D'ARBRES FRUITIERS :—Interpellations, 127.

PONTS :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement, 60, 91. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité ; Résolutions rapportées, 92. Lues la seconde fois sur division et adoptées sur division, 100. Bill basé sur ces résolutions, 100. Voir *infra*, 2.

2. Bill relatif à l'entretien des ponts construits en tout ou en partie par le gouvernement (l'hon. M. Nantel), présenté sur division et lu la 1re fois sur division, 100. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 175. Considéré, amendé ; amendements lus la 2e fois sur division et adoptés, 196. Motion pour 3e lecture ; amendement (pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général) négativé ; bill lu la 3e fois et passé, 201. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 22.)

3. Pont Bacon :—Interpellations, 34 ; Voir aussi *Documents*, *item* 4.

4. Pont à la vapeur, dans Matane :—Voir *Documents*, *item* 59.

5. Pont de St-François :—Pétition demandant des amendements à l'acte concernant la Cie du—, 16. Rapport de l'avis, 23. Bill présenté (M. Bédard), 23. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 110. Honoraire remboursé, 181.

6. Ponts en fer : Interpellations, 47.

7. Pont en fer sur la rivière " Bras St-Nicolas " :—Interpellations, 285.

8. Pont en fer sur la rivière de Kamouraska :—Interpellations, 311.

9. Pont sur la rivière Richelieu :—Interpellations, 56.

10. Pont sur la rivière Weippert :—Interpellations, 47.

PONTIAC :—Pétition de la corporation du comté de Pontiac demandant un acte l'autorisant à émettre de nouvelles obligations pour racheter celles émises antérieurement ; reçue et lue, 162. Rapport de l'avis, 177. Bill (M. Gillies), présenté, 177. Renvoyé au comité des bills privés 209. Rapporté amendé, 261. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 261. Passé par le Conseil, 300. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 47.)

PONTIAC :—Séparation du district d'Ottawa et nomination d'un juge :—Interpellations, 228.

PREUVE prise par sténographie :—Voir *Sténographie*.

PRÉVOST, M. ADÉODAS :—Interpellations, 324.

PRISON DE QUÉBEC—Enquête Plamondon :—Voir *Documents*, item 58 ; voir aussi *Interpellations*, 33.

PRISON DE MONTRÉAL :—Interpellations, 192.

PRIVILÈGES DES CONSTRUCTEURS, ETC. :—Bill relatif aux privilèges des constructeurs, ouvriers et fournisseurs de matériaux de construction, (M. Augé), présenté, 110. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 174.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—

1. Comité permanent nommé, 8, 14. Premier rapport nommant l'honorable E.-J. Flynn, Président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 279. Adopté, 279.
2. Motion pour renvoyer la déclaration de Bienvenu Marcoux à ce comité ; Objection faite par M. Dechêne ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 287 à 289. Motion pour ajourner les débats, négative, 289. Motion principale adoptée, 293. Lettre supplémentaire renvoyée à ce comité, 303. Déclaration de A.-G. Bourbonnais renvoyée à ce comité, 305 à 309. Membre substitué à un autre dans ce comité, 317. Second rapport, 367. (*Annexe* No. 3, page 405.)

PROCLAMATIONS :—Convoquant et prorogeant la Législature, V à X.

PROTONOTAIRES ET LEURS DÉPUTÉS :—Interpellations, 34.

PROTONOTAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE, QUÉBEC :—Interpellations, 286.

QUÉBEC :

1. Pétition demandant un acte amendant les actes qui incorporent la cité de Québec, 16. Rapport de l'avis, 65. Bill présenté (M. Tessier, Portneuf) 65. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté amendé, 189. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 208. Passé par le Conseil avec amendements, 316. Considérés, 316. Adoptés, 323. Sanctionnés, 368. (56 Vic., ch. 50).
2. *Commissaire des incendies* :—Bill relatif au—dans la cité de Québec, (l'honorable M. Casgrain), présenté, 258. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 274. Passé par le Conseil, 316. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 27).

QUÉBEC :—Suite.

3. *Asile Nazareth* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
4. *Asile Ste-Brigitte* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
5. *Asile du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
6. *Association des Dames charitables de l'Orphelinat catholique* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
7. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
8. *Hospice des Sœurs de la Charité* (aide aux orphelins) :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
9. *Hospice des Sœurs de la Charité* (aide aux veuves et aux infirmes) :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
10. *Hospice des Sœurs de la Charité* (soins des pauvres, des malades, etc) :—d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
11. *Hôtel-Dieu* :—Etat d'affaires, 9. Voir *Documents*, item 38.
12. *Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus* :—Etat d'affaires, 9. Voir *Documents*, item 38.
13. *Ladies protestant Home* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
14. *Œuvre du Patronage* :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.
15. *Ouvroir des Dames charitables de l'Asile des Orphelins* :—Etat d'affaires, 95.—Voir *Documents*, item 38.
16. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires, 65. Voir *Documents*, item 38.

QUÉBEC ET LÉVIS :—Pétition demandant des amendements à l'acte constituant en corporation la Cie d'éclairage électrique de—, 25. Rapport de l'avis, 30. Bill présenté, (M. Carbray), 31. Renvoyé au comité des chemins de fer, 51. Rapporté amendé, 78. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 97. Passé par le Conseil avec amendements, 264. Considérés, 265. Adoptés, 272. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 72.)

QUÉBEC ET LAC ST-JEAN :—Pétition demandant la refonte des actes concernant la Cie du chemin de fer de—, 29. Rapport de l'avis, 160. Bill présenté (M. Carbray), 161. Renvoyé au comité des chemins de fer, 173. Rapporté, 177. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 190 ; considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 244. Passé par le Conseil avec amendements, 359. Considérés adoptés, 360. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 64.)

QUÉBEC SUD ET OCCIDENTAL :—Pétition demandant un acte incorporant la Cie du chemin de fer de—, 52. Rapport de l'avis, 170. Bill présenté (M. Augé), 171. Renvoyé au comité des chemins de fer, 188. Rapporté, 231. Honoraire remboursé, 360.

QUÉBEC CENTRAL :—Voir *Documents*, *item* 60 et 61.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir *Documents*, *item* 62.

Questions :

1. Débats sur une question ajournée par M. l'Orateur quittant le fauteuil à six heures, 75, 112, 223.

2. Sous-amendement, 74, 112, 115, 144, 166, 223, 240, 314.

3. Remplacée par un amendement, 115.

4. Question adoptée *nemine contradicente*, 108.

5. Motions retirées, 115, 279, 287, 297.

6. Objection faite par M. Cooke, (à un sous-amendement de l'hon. M. Marchand, à sa motion concluant à l'abolition du Conseil législatif) que le sous-amendement ne relève pas de la motion principale ; M. l'Orateur maintient l'objection, 75.

7. Lors de la motion de M. Cooke concluant à l'abolition du Conseil législatif, (74) M. Chicoyne propose un amendement, (74, 111, 113, 115) et l'hon. M. Nantel un sous-amendement, (74, 113), lequel sous-amendement est adopté ; l'amendement, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est adopté par le vote prépondérant de l'Orateur ; M. Dechêne soulève comme question d'ordre, que la motion principale devrait être maintenant mise aux voix, telle qu'amendée par l'amendement ; M. l'Orateur décide que l'amendement renvoyant à six mois la considération de la motion principale, celle-ci ne peut être maintenant soumise à la Chambre, 115.

8. Objection faite (en comité général sur le bill concernant la charte de la cité de Montréal) qu'avis de l'amendement n'a pas été donné ; M. le Président maintient l'objection, et appel étant fait de sa décision, elle est maintenue par M. l'Orateur, 119.

9. Autre objection,—en comité général sur le bill concernant la charte de la cité de Montréal,—maintenue par le Président du comité et sur appel, sa décision est maintenue par M. l'Orateur, 130.

QUESTIONS :—*Suite.*

10. M. Parizeau, président du comité général sur le bill pour admettre J. O'Callaghan Mignault au nombre des arpenteurs-géomètres, fait rapport qu'objection a été faite que ce bill n'est pas dans l'ordre, qu'il a maintenu l'objection et qu'appel a été fait de sa décision ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 144. Sa décision, 172.

11. Objection est faite à une interpellation relative aux travaux faits au Palais de justice de Montréal,—que l'interpellation n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 158.

12. Objection est faite à un amendement à la motion pour Chambre en comité des subsides,—parce qu'il réfère spécialement à un article du budget : M. l'Orateur maintient l'objection, 236.

13. Objection est faite à la motion pour renvoyer à un comité spécial le bill modifiant la loi relative aux médecins et aux chirurgiens ; M. l'Orateur maintient l'objection, 284.

14. A la motion pour renvoyer au comité des privilèges et élections la déclaration et la lettre de M. Bienvenu Marcoux,—Objection est faite par M. Dechène,—M. l'Orateur renvoie l'objection, 289.

QUESTIONS AUX MINISTRES ET AUX DÉPUTÉS :—Voir *Interpellations*.

RADIATION DES DROITS RÉELS :—Voir *Code civil*, item 1.

RAPPORTS DE CONSEIL :—Voir *Documents*, item 63.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—Voir *Documents*, item 81.

RANDOT, CANTON :—Arpentage et cadastrage du— : *Interpellations*, 47.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, item 65.

RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, item 64.

RÉGISTRATEURS : —Taxes collectées par certains— : —Voir *Documents*, item 86.

RÉGISTRATEURS ET BUREAUX D'ENREGISTREMENT :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, 24, 203. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité, 203. Résolutions rapportées, 205. Adoptées sur division ; Bill basé sur ces résolutions, 207. Voir *infra* 2.

RÉGISTRATEURS ET BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—*Suite.*

2. Bill modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 207. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 239. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 279. L'assé par le Conseil, 338. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 37.)
3. Bill modifiant l'article 5849 des Statuts refondus de la Province de Québec concernant les registrateurs (M. Tétreau), présenté, 178. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 230.

RÉGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :—Bill amendant la loi relative aux— (M. Fitzpatrick), présenté, 317.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. 31e règle suspendue, 15.
2. 45e règle suspendue, 17, 18, 109, 260.
3. 49e règle suspendue, 162, 230.
4. 51e règle suspendue, 177, 199.
5. 58e règle suspendue, 172.
6. 60e règle suspendue, 36, 173.
7. 93e règle suspendue, 19.
8. 58e règle amendée au sujet des bills privés et des pétitions accompagnant ces bills, 348.
9. Règles de la Chambre se rapportant aux avis, au dépôt et aux déboursés suspendues au sujet d'un bill, 163.

REMISE DE DROITS :—Voir *Documents*, item 67.

RÉORGANISATION DES TRIBUNAUX : —Voir *Documents*, item 95.

REPATRIEMENT :—Voir *Documents*, item 66.

RIMOUSKI :—Octroi de colonisation :—Voir *Documents*, item 68.

RIVIÈRE DES HURONS :—Interpellations, 24.

RIVIÈRE-OUELLE :—Remise sur pont :—Interpellations, 311.

ROBINSON, M. CHRISTOPHER :—Interpellations, 259 ; Voir aussi *Documents*, item 69 et 70.

ROBITAILLE, L.-P :—Interpellations, 34.

RÔLES D'ÉVALUATION MUNICIPALE :—Bill relatif aux—(l'hon. M. Pelletier), présenté 231. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 343. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 10).

ROUILLARD, J.-B :—Voir *Documents*, item 71.

ROUILLARD, M :—Interpellations, 49, 50.

ROY, J.-E. ET LINIÈRE TASCHEREAU :—Voir *Documents*, item 60 et 61.

STE-ANNE DE LAPOCATIÈRE :—Hospice St-Joseph :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

ST-ANTOINE DE LAVALTRIE :—Bill pour détacher—du comté de Berthier et du district de Richelieu et l'annexer au comté de l'Assomption et au district de Joliette (M. Marion), présenté, 32. Lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 132. Rapport que le comité a rejeté ce bill, 170.

ST-BENOIT :—Hospice Youville :—Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

ST-BERNARD DE LACOLLE :—Voir *Documents*, item 72.

STE-CÉCILE DE VALLEYFIELD :—Pétition demandant un acte ratifiant une cession faite à la Corporation épiscopale du diocèse de Valleyfield par la paroisse de—, 25. Rapport de l'avis, 30. Bill présenté (M. Bisson), 31. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapporté amendé, 78. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 107. Passé par le Conseil avec amendements, 241. Considérés, 241. Adoptés, 272. Honoraire remboursé, 398. Sanctionné, 368. (56 Vic. ch. 90.)

Pétition en faveur de ce bill, 25.

ST-CLÉMENT :—Dommages par tempête :—Interpellations, 94.

STE-CUNÉGONDE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte modifiant les diverses lois concernant la cité de—, 52. Rapport de l'avis, 170. Bill présenté (M. Villeneuve), 171. Renvoyé au comité des bills privés, 245. Rapporté amendé, 294. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 301. Passé par le Conseil avec amendements, 338. Considérés, 338. Adoptés, 360. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 53.)

ST-CYR, M. S.-T. :—Interpellations, 53.

STE-ELIZABETH :—Maison de la Providence :—Etat d'affaires, 9. Voir *Documents*, item 38.

ST-FERDINAND D'HALIFAX :—

1. Asile de— : Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

2. Hospice de— : Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, item 38.

ST-FRANÇOIS :—Compagnie du pont de— :—Voir *Ponts*, item 5.

ST-GERMAIN DE RIMOUSKI :—Pétition demandant un acte amendant la charte de la ville de—. Rapport que l'avis n'est pas requis, 139. Bill présenté (M. Tessier, Rimouski), 139. Règles suspendues 163. Renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 165. Passé par le Conseil, 281. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 58.)

ST-HENRI :—Pétition demandant l'incorporation de la Cie d'éclairage et de pouvoirs moteurs de—, 64. Rapport de l'avis, 103. Bill présenté (M. Hackett), 161. Renvoyé au comité des chemins de fer, 173. Rapporté amendé, 242. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 262. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 272. Passé par le Conseil avec amendements, 316. Considérés, 317. Adoptés, 323. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 73.)

ST-HYACINTHE :—

1. Motion pour que la Chambre se forme en comité pour considérer certaine résolution relative à une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à— ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité, 178. Résolution rapportée, 179. Adoptée, 196. Bill basé sur cette résolution, 196. Voir *infra*, 2.

2. Bill octroyant une aide pour l'établissement d'une école de laiterie à— (l'hon. M. Beaubien), présenté, 196. Renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 243. Passé par le Conseil, 316. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 5.)

3. Hôtel-Dieu :—Correspondance pour 1890-91. Voir *Documents*, item 73.

4. Hôtel-Dieu :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 38.

5. Ouvroir Ste-Geneviève :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 38.

ST-JEAN :—

Hôpital de St-Jean :—Etat d'affaires, 23. Voir *Documents*, item 38.

Salle d'asile de St-Jean :—Etat d'affaires, 23. Voir *Documents*, item 38.

ST-JEAN & SOREL :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la Cie du chemin de fer de—, 52. Rapport de l'avis, 170. ¶ Bill présenté (l'hon. M. Marchand), 161. Renvoyé au comité des chemins de fer, 188. Rapporté amendé, 230. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 235. Passé par le Conseil avec amendements, 346. Considérés et adoptés, 347. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 63.)

Pétitions en faveur de ce bill, 129, 169, 230.

ST-JÉRÔME :—Hôpital de— :—Etat d'affaires, 9. Voir *Documents, item 38.*

ST-JUDE :—Bill pour corriger certaines erreurs du cadastre de la paroisse de St-Jude et de l'Immaculée Conception de St-Ours, (M. Lacouture), présenté, 317. Motion pour 2e lecture négative, 344.

ST-LAURENT :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de —, 37. Rapport de l'avis, 73. Bill présenté (M. Descarries), 73. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95. Rapporté amendé, 161. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 173. Passé par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 59.)

ST-LEONARD & LÉVIS :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de—, 120. Rapport de l'avis, 139. Bill présenté (M. Cooke), 139. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 164. Rapporté, 231. Honoraire remboursé, 246.

ST-LIN A JOLIETTE :—Pour subsides à un chemin de fer de— :—Interpellations, 312.

ST-LOUIS DE GONZAGUE :—Dommages par tempête à — :—Interpellations, 94.

ST-PAMPHILE :—Subvention scolaire :—Interpellations, 228 ; Voir aussi *Documents, item 74.*

ST-PAULIN :—Bill pour détacher certains lots de terre de la paroisse de St-Sévère et les annexer à la paroisse de St-Paulin (M. Duplessis), présenté, 318. Voir *St-Sévère.*

ST-PIERRE DU LAC DE CEDAR HALL :—Pointe à Lauzier :—Interpellations, 48.

ST-ROCH DES AULNAIES :—Voir *Documents, item 75.*

ST-ROCH DE QUÉBEC-NORD :—Pétition demandant que la municipalité de—soit divisée en deux municipalités séparées, 37. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Chateaufort), 62. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté, 170. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 234. Passé par le Conseil avec amendements, 316. Considérés, 317. adoptés, 322. Sanctionné, 368. (50 Vic., ch. 62.)

Pétition contre ce bill, 160.

ST-SÉVÈRE :—Bill pour détacher certains lots de terre de la paroisse de—et les annexer à la paroisse de St-Paulin (M. Duplessis), présenté, 318. Renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 321. Passé par le Conseil, 359, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 44.)

ST-THOMAS DE MONTMAGNY :—Hospice de— : —Etat d'affaires, 95. Voir *Documents*, *item* 38.

ST-VINCENT DE PAUL :—

1. La Chambre devant se former, en comité sur résolutions relatives au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de—, 22, 38. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 38. Résolution rapportée, 42. Adoptée, 45. Bill basé sur cette résolution, 45. Voir *infra*, 2.

2. Bill relatif au contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de— (l'hon. M. Pelletier), présenté, 45. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 63. Considéré de nouveau ; rapporté ; motion pour 3e lecture ; amendements pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négatifs, 156. Bill lu la 3e fois et passé, 158. Passé par le Conseil, 264. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 8.)

SAISIE DES OUVRIERS :—Bill concernant les exemptions de— ; 93e règle suspendue, 19.

SAMSON, DR :—Interpellations, 54.

SAVANNE DE ST-HYACINTHE :—Interpellations, 24.

SEIGNEURIES ET FIEFS :—Voir *Documents*, *item* 76.

SÉNÉCAL, M. L.-H :—Interpellations, 245.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office (l'hon. M. Taillon), lu la première fois *pro forma*, 6.

SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, *item* 77.

SHERBROOKE :—Hospice du Sacré-Cœur :—Etat d'affaires, 9. Voir *Documents*, item 38.

SHÉRIF DE MONTMAGNY :—Voir *Documents*, item 78.

SHÉRIFS ET LEURS DÉPUTÉS :—Traitements des— :—Interpellations, 34.

SIMPSON :—Bill validant certains enregistrements concernant des lots situés dans les 11e et 12e rangs du canton de— (l'hon. M. Casgrain), présenté, 53. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 102. Passé par le Conseil, 241. Sanctionné, 368. (56 Vic. ch. 45.)

SMITH, M. JES. :—Au sujet de la " route à Lauzier " :—Interpellations, 48.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Frais de port du Journal d'Agriculture :—Interpellations, 24. Montants payés aux— :—Voir *Documents*, item 79.

SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE ET DE POMOLOGIE :—Bill amendant la loi relative à l'agriculture relativement aux— (l'hon. M. Beaubien), présenté, 294. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 304. Passé par le Conseil, 328. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 21.)

SOCIÉTÉS DE TRAVAIL :—Voir *Constitution en Corporation*.

SOCIÉTÉS NATIONALES :—Voir *Constitution en Corporation*.

SOCIÉTÉ ST JEAN-BAPTISTE DE ST-RÉMI :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 72. Rapport de l'avis, 103. Bill présenté (M. Ste-Marie), 100. Lu la 2e fois et renvoyé au comité général ; rapporté ; passé, 190. Honoraire remis, 247. Passé par le Conseil, 300. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 85.)

SOCIÉTÉ ST JEAN-BAPTISTE PERMANENTE DE WATERLOO :—Etat d'affaires, 138. Voir *Documents*, item 38.

SOREL :—Cour Criminelle à — :—et substitut du Procureur-général :—Interpellations, 312.

STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL :—Bill concernant les tables— (l'hon. M. Pelletier), présenté, 53. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 181. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 202. Passé par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 49.)

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir *Documents*, item 80.

STATISTIQUES MUNICIPALES OU RAPPORTS MUNICIPAUX :—Voir *Documents*, item 81.

STATUTS REFONDUS :—

1. Bill modifiant l'article 36 des Statuts refondus, relativement aux jours non juridiques (l'hon. M. Casgrain), présenté, 26. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 46. Considéré ; rapporté ; passé, 60. Passé par le Conseil avec amendements, 176. Considérés, 176. Message au Conseil l'informant que la Chambre n'accepte pas ses amendements, 196. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 264. Sanctionné, 367. (56 Vic., ch. 11.)

2. Bill amendant l'article 630 des— (M. Panneton), présenté, 17. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 59.

3. Bill amendant l'article 696 des—, relatif à la saisissabilité du traitement des officiers publics, (M. Pinault), présenté, 53. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 70.

4. Bill modifiant l'article 704—, relativement à l'assistant-Procureur général (l'hon. M. Casgrain), présenté, 17. Voir *Assistant-Procureur-Général*.

5. Motion que le paragraphe 1 de l'article 828 des— soit amendé ; adoptée, 296. Voir *Lager Beer*.

6. Bill modifiant l'article 1188 du Code de procédure civile tel qu'il se lit à l'article 6011 des— (M. Stephens), présenté, 18. Seconde lecture renvoyée à six mois, 69.

7. Bill validant certains actes de transmission d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191*a* des Statuts refondus (l'hon. M. Hall), présenté, 310. Voir *Actes de transmission d'immeubles*.

8. Bill amendant l'article 2010 des Statuts refondus de la province de Québec (M. Panneton). Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 58. Rapporté amendé, 139. Considéré en comité général ; le comité se lève sans faire rapport, 173.

9. Bill modifiant l'article 2024 des— (M. Gladu), présenté, 111. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 167.

10. Bill amendant l'article 4055*a* des— (M. Allard), présenté, 189. Renvoyé au comité de législation, 230. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour comité général, 258. Considéré ; rapporté ; passé, 281. Passé par le Conseil, 383. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 32.)

11. Bill modifiant l'article 5849 des— concernant les registrateurs (M. Tétreau), présenté, 178. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 230.

STÉNOGRAPHIE :—Bill amendant la loi relative à la preuve prise par— (M. Parent), présenté, 132. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 58. Rapporté amendé, 103. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 132. Passé par le Conseil, 241. Sanctionné, 359. (56 Vic., ch. 41.)

STUART, M. GUSTAVE :—Interpellations, 50, 54.

SUBSIDES :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1893 ; et estimés pour l'année finissant le 30 juin 1894 ; renvoyés au comité des subsides, 75. Voir *Documents*, *item* 39.

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 13.

3. La Chambre se forme en comité des subsides, 76, 106, 124, 142, 145, 167, 169, 182, 207, 210, 233, 237, 243, 278, 328, 330, 333, 360.

4. La Chambre se remet en comité des subsides, 145, 247.

5. Résolutions rapportées, 76, 107, 125, 150, 168, 184, 208, 212, 213, 219, 234, 238, 248, 278, 329, 330, 361. Adoptées, 135, 249, etc.

6. Considération de certaines résolutions remise à plus tard, 127, 169, 213, 219, 234, 239, 248.

7. Considération ultérieure de certaines résolutions, 135, 249, 255, 257.

8. Amendements proposés et négatifs,—à la motion que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides (M. Dechène), 105, 236 ;—(M. Turgeon), 209, 329,—(M. Caron), 236,—(l'hon. M. Marchand, 318, 325,—(M. Bernatchez), 332.

9. Amendement proposé et négatif lors de la motion pour concours dans certaine résolution des subsides : amendement de M. Tessier (Rimouski), 331.

10. *Voies et moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 13.

11. Amendement proposé par l'hon M. Marchand et négatif à la motion pour la Chambre en comité des voies et moyens, 361 ; motion adoptée, 362. Résolutions rapportées et adoptées, 362.

12. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1893 et le 30 juin 1894 et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Hall), présenté, lu les trois fois et passé, 363. Passé par le Conseil, 366. Sanctionné, 371. (56 Vic., ch. 1.)

SUBSIDES A DES ENTREPRISES DE CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de fer*, 6, aussi *Subventions*.

SUBORNATION ET CORRUPTION :—Bill concernant la— (M. Stephens) ; Règles suspendues ; bill présenté, renvoyé au comité de législation, 17. 93^e Règle suspendue, 19. Rapporté amendé, 74. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, 94.

SUBSTITUT DU PROCUREUR-GÉNÉRAL A JOLIETTE :—Interpellations, 284, 285.— A Sorel, 312.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER :—

1. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux—, 303, 351. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la chambre en comité, 352. Résolutions rapportées, 356. Adoptées sur division ; Bill basé sur ces résolutions, 357. Voir *infra*, 2,
2. Bill relatif à certains subsides de chemins de fer (l'hon. M. Nantel), présenté, 357. Lu la 2^e fois sur division et passé, 360. Passé par le Conseil avec amendements, 364. Considérés et adoptés, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 3.)

TABAC :—1. Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs (M. Cooke), présenté, 200. Lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté et passé, 281.

Pétitions en faveur de ce bill, 299, 320.

2. Pétition demandant une loi concernant l'usage du tabac par les mineurs, 258.

TAILLON, L'HON. L.-O. :—Accepte la charge de Président du Conseil exécutif ; son siège devient vacant ; nouveau mandat émis, 4. Elu pour le district électoral de Chambly ; prête serment et prend son siège, 6.

TASCHEREAU, LINIÈRE ET J.-E. ROY :—Voir *Documents*, *item* 60 et 61.

TAXES :—Voir *Documents*, *item* 82 et 83.

TAXES DIRECTES DE LA DERNIÈRE SESSION :—Interpellations, 260.

TAXES SUR MUTATIONS D'IMMEUBLES :—Voir *Documents*, *item* 86 et 87.

TAXES SUR SUCCESSIONS :—Voir *Documents*, *item* 85.

TAXES SUR TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Voir *Documents*, *item* 84.

TEMPLÉ, EDMOND :—Voir *Documents*, *item* 14 et 15.

TEMPLÉ E.-M. :—Voir *Documents*, *item* 88.

THAYER, ERNEST :—Pétition demandant un acte l'autorisant à ajouter à son nom celui de " Ross ", 72. Rapport de l'avis, 103. Bill présenté (M. Descarries), 111. Renvoyé au comité des bills privés, 120. Rapporté, 176. Considéré en comité général; rapporté; passé, 190. Passé par le Conseil, 281. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 99).

TERREBONNE :—Compagnie des chemins à barrières de— :—Etat d'affaires de la—, 78. Voir *Documents*, item 89.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Documents*, item 90 et 91. Aussi *Employés*.

TOURIGNY, M. H.-B. :—Interpellations, 98.

TOUSIGNANT, SHÉRIF :—Voir *Documents*, item 92.

TRAITEMENT DES PROTONOTAIRES, DES SHÉRIFS ET DE LEURS DÉPUTÉS :—Interpellations, 34.

TRANSMISSION D'IMMEUBLES :—Voir *Statuts refondus*, 7; aussi *Actes de*—.

TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Bill modifiant l'acte 55-56 Vict., ch. 17, concernant les droits sur les—(l'hon. M. Hall), présenté, 270. Lu la 2e fois sur division; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté, 344. Passé, 351. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 18.)

TRAPPISTES, RÉVÉREND PÈRES :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant une concession gratuite de terres publiques en faveur des—dans la région du Lac St-Jean, 59, 122. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; La Chambre en comité, 122. Résolution rapportée et adoptée, 123. Bill basé sur cette résolution; Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant un certain octroi de terre aux—(l'hon. M. Flynn), présenté, 123. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général—Considéré; rapporté; passé, 156. Passé par le Conseil, 264. Sanctionné, 368. (59 Vic., ch. 6).

TRAVAUX-PUBLICS :—Bill modifiant la loi relative aux— (M. Augé), présenté, 110. Ordre pour la 2e lecture rescindé; bill retiré, 249.

TRAVAUX-PUBLICS :—Voir *Documents*, item 93.

TREMBLAY, DR. J. E. :—Voir *Documents*, item 94.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES :—Bill concernant la réorganisation des— (l'hon. M. Casgrain), présenté, 199. Renvoyé à un comité général, 248. Ordre pour comité général déchargé et bill retiré, 279.

Pétitions contre ce bill, 299.

TRIBUNAUX, RÉORGANISATION DES— :—Voir *Documents*, *item* 95.

TROIS-RIVIÈRES :—

1. Pétition demandant des amendements à l'acte concernant la cité des—, 16. Rapport de l'avis, 61. Bill présenté (M. Normand), 62. Renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 138. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 164. Passé par le Conseil avec amendements, 293. Considérés et adoptés, 294. Motion pour remise de l'honoraire négative, 312. Sanctionné, 369. (56 Vic., ch. 51.)
2. Pétition demandant un acte refondant la loi organique de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières, 16. Rapport de l'avis, 170. Bill présenté (M. Normand), 170. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 188. Rapporté amendé, 198. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 224. Passé par le Conseil, 316. Honoraire remis, 312. Sanctionné, 368. (56 Vic., ch. 89.)

TROIS-PISTOLES :—Couvent Jésus Marie :—Etat d'affaires, 9. Voir *Documents*, *item* 38.

TROTTIER, J.-E. :—Voir *Documents*, *item* 96.

UNIONS DE METIERS :—Voir *Constitution en corporation*.

UNION ST-JOSEPH :—Voir *Trois-Rivières*, *item* 2.

VAILLANCOURT, M. JOEL :—Interpellations, 228.

VALLÉE, M. L'INSPECTEUR :—Au sujet d'un pont sur la rivière Weippert. Interpellations, 47.

VALLÉE, M. R.-P. :—Interpellations, 55.

VALLIÈRE, PHILIPPE :—Voir *Documents*, *item* 97.

VARENNES : HOSPICE LAJEMMERAIS :—Etat d'affaires, 102. Voir *Documents*, *item* 38.

VOYAGE EN EUROPE DE M. MERCIER ET AL :—Voir *Documents*, *item* 51.

VENTE DES LIMITES À BOIS :—Voir *Documents*, *item* 45, 46 et 47.

VICTORIA, 54, CH. 78, SECT. 3 :—Pétition demandant des amendements à l'acte—, 72.

VICTORIA, 54 :—Pétition demandant un acte pour amender et corriger le texte anglais du chap. 82, section 8 du Statut—, 120.

VICTORIA, 55-56, CHAPITRE 10 :—Bill modifiant l'acte—(l'hon. M. Hail), présenté, 270. Lu la 2e fois sur division, renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 343. Passé, 351. Passé par le Conseil, 366. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 15.)

VICTORIA, 55-56, CHAPITRE 17 :—Bill modifiant l'acte—(l'hon. M. Hall), présenté, 270. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 344. Passé, 351. Passé par le Conseil, 365. Sanctionné, 370. (56 Vic., ch. 18.)

VICTORIA, 55-56, CHAPITRE 49 :—Pétition demandant un acte abrogeant le 3e paragraphe de la section 22, chap. 49 du Statut—, 116.

VENTE DES PRODUITS DE FERME :—Bill concernant la— (M. Fitzpatrick), présenté, 17. Lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 94. Rapporté amendé, 139. Considéré en comité général ; le comité se lève sans faire de rapport, 165.

VOTE OBLIGATOIRE :—Bill ayant pour objet de rendre le— (M. Stephens), 45e règle suspendue ; bill présenté et renvoyé au comité de législation, 18 ; 9e règle suspendue, 19. Rapporté, 78. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 133. Considéré et rapporté progrès, 162.

WATERLOO :—Société permanente de St-Jean-Baptiste de— :—Etat d'affaires, 138. Voir *Documents*, *item* 38.

WESTERN AVENUE :—Voir *Cote Ste-Antoine*.

WHITE, M. RICHARD :—Interpellations, 180. Aussi *Documents*, *item* 98.

WHITEFIELD :—Voir *Documents*, *item* 99.

WHITWORTH, CANTON :—Cadastrage du— :— Interpellations, 47.

WOLFE :—Motion pour correspondance relative à la mise en force d'un nouveau cadastre dans le comté de— ; motion retirée, 287.

YAMACHICHE :—Hospice Ste-Anne :—Etat d'affaires, 9.—Voir *Documents*, *item* 38.

